

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 8 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Budget 2020 et programmation financière pluriannuelle				
- Rapport	p. 188	Sommaire des séances publiques n°s 13 à 15	p. 229	13 ^e séance
- Exposé du Ministre des Finances	p. 193	Sommaire des questions parlementaires	p. Q203	14 ^e séance
- Débats	p. 195			15 ^e séance
				Mardi 17 décembre 2019
				Mercredi 18 décembre 2019
				Mercredi 18 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Séance publique dédiée à la crise du coronavirus



Les capacités de la salle plénière ayant été limitées à cause des distances de sécurité à respecter, quelques députés assistaient à la séance depuis une salle de commission.

Chambre des Députés, annonça que l'état de crise serait déclenché sous peu par voie de règlement.

Cette démarche aurait lieu sur base de l'article 32 (4) de la Constitution (voir encart).

Le Premier Ministre a expliqué que les nouvelles mesures devraient être approuvées par le Parlement afin de pouvoir être prolongées jusqu'à maximum trois mois. La Chambre des Députés pourrait à tout moment suspendre ou annuler l'état de crise. Le principal message du Premier Ministre : « Il faut limiter la propagation du virus et tout le monde doit prendre ses responsabilités ». Il a appelé à limiter les déplacements aux trajets professionnels, aux rendez-vous médicaux urgents, à l'approvisionnement en nourriture et aux rendez-vous essentiels.

La Ministre de la Santé, Mme Paulette Lert, a dressé le bilan actuel en date du 17 mars 2020 : 140 infections au coronavirus, six hospitalisations, une personne en soins intensifs et un décès. Elle a fait savoir que les travaux du Ministère de la Santé se limiteraient dorénavant à la gestion de la crise du Covid-19 avant de revenir sur les différentes mesures, actualisées en permanence sur www.sante.lu.

Les députés de tous bords ont tenu à adresser un grand merci à tous ceux qui travaillent en temps de crise et leur approbation était forte face à la démarche adoptée par le Gouvernement.

Quelques-uns ont formulé des réflexions sur les limites de la globalisation ou encore sur la nécessité de bien valoriser les professions de santé. D'autres ont souligné l'importance de la limitation dans le temps des mesures de crise et ont appelé à ne pas perdre de vue le principe de proportionnalité.

L'intégralité du débat peut être regardée sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu.

Article 32 (4) de la Constitution :

« En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de dix jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois votées dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui en fixe la durée sans que la prorogation ne puisse dépasser une durée maximale de trois mois.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise. La Chambre des Députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise. »

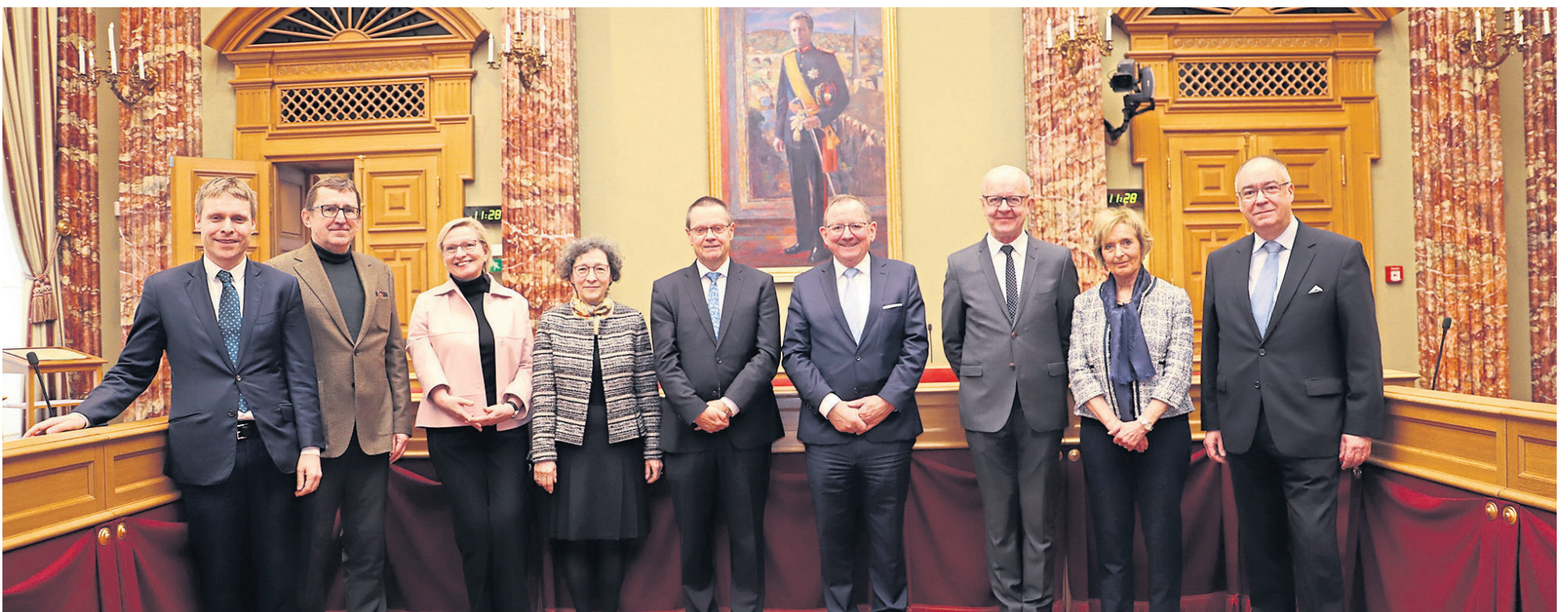
« La Chambre des Députés reste opérationnelle, mais prend toutes les précautions pour pouvoir assurer son rôle de contrôle du Gouvernement ainsi que les fonctions législatives. »

C'était le message du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, au début de la séance publique du 17 mars 2020 dédiée à la crise du coronavirus.

Les députés étaient espacés en salle plénière de manière à pouvoir respecter les distances de sécurité préconisées par les experts. Les capacités de la salle plénière ayant été limitées, quelques députés assistaient à la séance depuis une salle de commission.

Au cœur de la séance publique, la déclaration du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, qui suite à son entrevue avec le chef d'Etat, S.A.R. le Grand-Duc, et après en avoir informé au préalable la Conférence des Présidents de la

Austausch téschent Institutionen



D'Membere vun der Cour supérieure de justice hunn de 4. März 2020 d'Chamber besicht. D'Representantë vum Pouvoir judiciaire, ënnert der Leedung vum President vun der Cour, dem Här Jean-Claude Wiwinus (5. vu lénks), goufe vum Chamberspresident, dem Här Fernand Etgen (4. vu riets), vum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck (1. vu lénks), a vu sengem Virgänger, dem Här Claude Frieseisen (1. vu riets), fir en Austausch empfangen.

Trouver une position commune après-Brexit



Échange de vues entre députés luxembourgeois et une délégation du Parlement régional du Land allemand de Hesse

L'importance de trouver une position commune des différentes places financières européennes pour l'après-Brexit était un des points abordés lors d'un échange de vues entre parlementaires luxembourgeois et allemands le 2 mars 2020 à la Chambre des Députés. Les députés luxembourgeois membres de la Commis-

sion des Finances et du Budget respectivement de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont reçu leurs homologues du « Haushaltsausschuss » du Parlement régional du Land allemand de Hesse.

Le centre financier allemand Francfort-sur-le-Main se situe en effet dans le Land de Hesse alors que sa

capitale est la ville de Wiesbaden. D'autres sujets approfondis par les parlementaires étaient les différentes missions budgétaires du Parlement et le fonctionnement du contrôle de l'exécution budgétaire par les élus. Les députés luxembourgeois ont notamment explicité les prérogatives de la Chambre des Députés dans la

procédure budgétaire ainsi que dans le contrôle de la gestion financière de l'État.

Les députés des deux pays ont également discuté des efforts entrepris par le Luxembourg en matière de transparence fiscale. De manière anecdotique ont également été évoqués les liens historiques du Luxem-

bourg avec la Hesse qui tiennent à la dynastie des Nassau-Weilbourg de la famille grand-ducale, originaire de Hesse.

Le Parlement du Land siège en effet dans le château de Wiesbaden, qui avait appartenu à la fin du 19^e siècle au premier Grand-Duc luxembourgeois Adolphe.

Nicolas Schmit expose le programme de la CE

« Réussir la transition écologique sans oublier la dimension sociale », voici le message clé du Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, lors de la présentation des grandes lignes du programme de travail de la Commission européenne à l'ensemble des députés réunis en salle plénière le 2 mars 2020.

Des investissements d'au moins 1.000 milliards d'euros

Une des priorités de la nouvelle Commission européenne est de financer les projets pour lutter contre le changement climatique et de soutenir la transition énergétique et écologique.

« L'objectif de l'Union européenne consiste à devenir d'ici 2050 le premier bloc régional climatiquement neutre. Pour réussir ce pari, des investissements massifs aussi bien de la part du secteur public que du secteur privé sont nécessaires », a constaté M. Nicolas Schmit face aux députés. Le « green deal » de la Commission européenne, c'est-à-dire son plan d'investissement pour une Europe durable, visait à mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements, a précisé le Commissaire européen. Les petites et moyennes entreprises en tant qu'épine dorsale de l'économie devraient être accompagnées et soutenues lors de la réalisation de la transition numérique et écologique, a-t-il encore souligné.

Les défis de la digitalisation : une course contre la montre

Un autre défi sur la liste des priorités de la Commission européenne est celui de la digitalisation.

Selon M. Nicolas Schmit, il s'agit notamment d'une course contre la montre. « L'Union européenne doit garantir à ses citoyens de pouvoir profiter du phénomène de la digitalisation. 90 % des postes d'emploi sont confrontés aux différents défis de la digitalisation. Par contre, 40 %

des citoyens européens n'ont aucune connaissance digitale », a constaté M. Nicolas Schmit. A ce phénomène s'ajouterait le fait qu'environ un million de postes d'emploi sont vacants à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'Union européenne devrait investir dans la formation continue et dans l'apprentissage pour acquérir les qualifications requises, a rappelé le Commissaire européen. Il a fait remarquer que la Commission donnait les grandes orientations stratégiques, mais que c'était aux États membres de mettre en œuvre les politiques nationales correspondantes.

Vers une convergence des salaires minimums européens

Un autre chantier en cours au sein de la Commission européenne est l'accélération de la convergence des salaires minimums européens, le but étant que tous les citoyens européens puissent vivre dignement de leur travail. M. Nicolas Schmit a précisé que les disparités de salaires entre les différents États membres étaient importantes. Il a cité l'exemple d'un jeune Bulgare - la Bulgarie affichant en moyenne les salaires les plus bas au sein de l'UE - qui devrait pouvoir rester travailler dans son pays tout en gagnant sa vie de manière « juste et digne ». M. Nicolas Schmit a également insisté sur le constat que ce « brain drain » entre pays européens a des conséquences dramatiques sur les économies des pays européens les plus pauvres.

Au cours de la discussion, les députés se sont félicités du fait que la lutte contre la pauvreté soit une des priorités de la nouvelle Commission européenne. Dans ce sens, ils ont demandé des informations concernant la création d'une « garantie européenne pour les enfants ». Dans ce même contexte, ils ont discuté avec M. Nicolas Schmit du sujet de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Les députés et le Commissaire européen étaient d'avis

que les États membres, les parlements nationaux et la société civile devraient collaborer de manière étroite pour exécuter cette mission.

Un programme ambitieux suivi d'un budget ambitieux ?

Les députés ont approuvé le programme ambitieux de la Commission européenne. Néanmoins quelques-uns ont regretté que certains pays bloquent les discussions autour du budget européen 2021-2027. Selon eux, la mise en œuvre adéquate du programme de la Commission européenne risque d'échouer, si les États membres ne

trouvent pas de compromis autour du montant alloué au budget européen post-Brexit. Les députés européens du Grand-Duché présents lors de l'échange de vues ont rappelé la volonté du Parlement européen de créer des recettes propres afin de combler le trou dans le budget européen.

Le coronavirus : quel impact économique ?

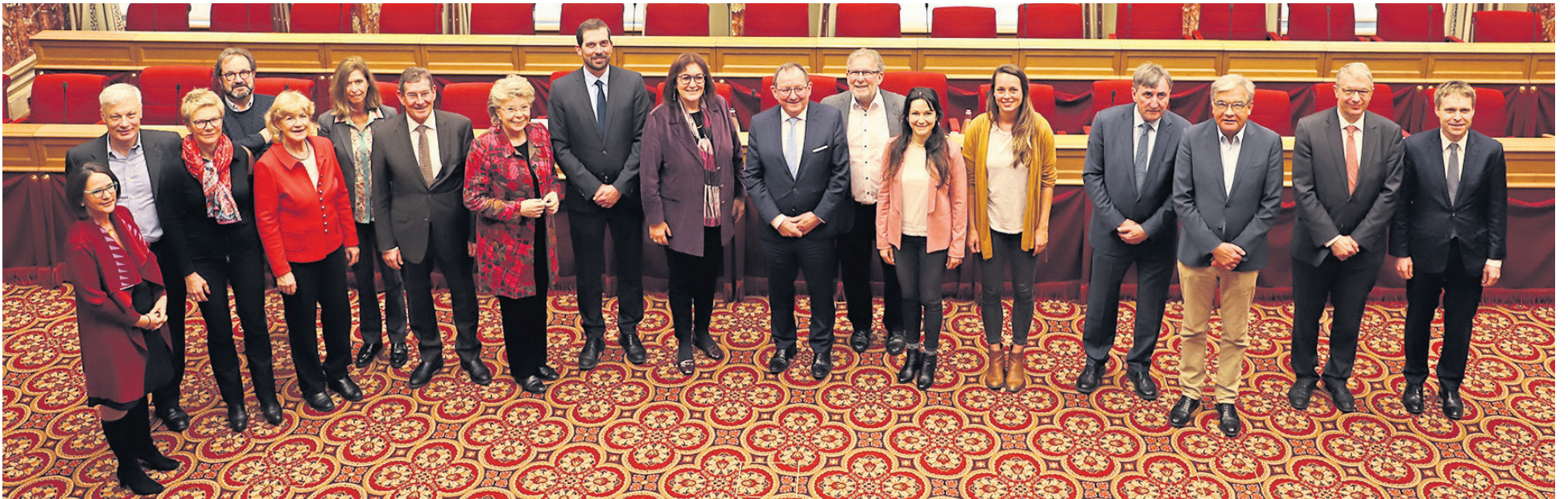
Les députés se sont également renseignés auprès de M. Nicolas Schmit, ancien Ministre du Travail luxembourgeois, sur les éventuelles répercussions économiques du coro-

navirus. M. Schmit a partagé les préoccupations des députés que le virus ne soit pas seulement un problème sanitaire, mais qu'il touche plusieurs domaines économiques. « Pour l'instant, les répercussions économiques ne sont pas encore chiffrables », a-t-il expliqué aux députés. Dans ce même contexte, le Commissaire européen a souligné que, étant donné qu'il s'agissait d'un problème européen, les 27 États membres devraient se concerter pour trouver des réponses communes. Finalement, il a tenu à faire observer que cette épidémie avait démontré la fragilité de la mondialisation.



M. Nicolas Schmit lors de la présentation des grandes lignes du programme de travail de la Commission européenne

« La démocratie : l'invention la plus ingénieuse »



Mme la Vice-Présidente de la Commission européenne Dubravka Šuica (9^e de droite) après son échange de vues avec les membres de la Chambre des Députés

« Les citoyens se sentent abandonnés et rendent la démocratie responsable des difficultés rencontrées. Or, la démocratie est l'invention la plus ingénieuse. » C'était le message de la Vice-Présidente de la Commission européenne responsable du portefeuille de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, face aux députés luxembourgeois le 11 mars 2020. Cet échange de vues s'est inscrit notamment dans les travaux de préparation en vue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il appartient aux missions de Mme Dubravka Šuica de donner forme à cette conférence, qui devrait être inaugurée le 9 mai 2020 à l'occasion de la Journée de l'Europe.

Se reconnecter avec les citoyens européens

Cette Conférence sur l'avenir de l'Europe a le potentiel de fixer les bases pour de nouveaux modes de démocratie participative. Selon Mme la Commissaire européenne, il est essentiel que les politiciens se reconnectent avec les citoyens. « Cette forme de démocratie directe ne remplace pas la démocratie représentative, mais au contraire, les deux sont complémentaires », a-t-elle encore constaté lors de l'échange de vues qui s'est tenu en salle plénière. D'après la Commissaire européenne

de nationalité croate, cette forme de démocratie directe est essentielle dans ces temps d'euroscpticisme croissant et de « fake news ».

Une impasse au niveau du Conseil européen

La Commission européenne propose d'articuler la Conférence autour de deux volets parallèles : les grandes ambitions de l'UE indiquées dans les six priorités politiques de la Commission et les questions institutionnelles (le système du « Spitzenkandidat », des listes transnationales). Certains députés ont suggéré à la Commissaire européenne de ne pas trop se concentrer sur des questions liées aux processus démocratiques et aux questions institutionnelles. Selon eux, les citoyens ne sont pas intéressés à ce genre de discussions et cela pourrait avoir un effet négatif sur le résultat final de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Mme Dubravka Šuica a dit comprendre les craintes des députés, mais elle a assuré que l'accent serait mis sur les problèmes quotidiens des citoyens tels que les défis de la digitalisation ou encore le changement climatique.

La Chambre veut participer activement à la Conférence

La définition du concept, de la structure, de la portée et du calen-

drier de la Conférence doit être le fruit d'une véritable mise en commun des efforts de la part du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne. Cette coopération devrait prendre la forme d'une déclaration commune de ces trois institutions, a expliqué la Commissaire. « Pour l'instant, les travaux se retrouvent dans une situation d'impasse étant donné qu'il existe certaines divergences au sein de l'institution réunissant les chefs de Gouvernement des 27 États membres de l'UE sur la forme de gouvernance de cette Conférence et encore sur la question liée à d'éventuels changements des traités », a-t-elle ajouté.

Certains députés ont indiqué qu'il ne faudrait pas perdre de temps et que les efforts de la Commissaire européenne ne devraient pas être ralentis par ces divergences au sein du Conseil européen. En outre, ils ont affirmé que le Parlement luxembourgeois est résolu à s'impliquer activement dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe, intention qui avait été discutée notamment dans le cadre d'une séance publique.

Lors de l'échange de vues, les députés ont encore constaté que le futur de l'Union européenne dépend du sentiment d'appartenance des citoyens à un projet commun. À leur avis, des réponses coordonnées de la

part des institutions européennes sont essentielles, notamment en ces temps perturbés à cause de la propagation du coronavirus. La Commissaire européenne a partagé ce constat tout en soulignant qu'elle regrette le manque de solidarité dans certains domaines tels que la migration.

Un lancement en ligne à cause du coronavirus ?

Face à la propagation toujours plus importante du coronavirus, la

Commissaire européenne a souligné la volonté de la Commission européenne de maintenir la date du 9 mai 2020 comme date de lancement de la Conférence. « Au pire, elle sera lancée en ligne », a-t-elle affirmé face aux députés luxembourgeois. Le lancement de cette Conférence devrait avoir lieu à Dubrovnik étant donné que les Croates exercent la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Le processus de consultation des citoyens devrait durer environ deux ans.

Le tour des Commissaires européens

Un des objectifs de la nouvelle Commission européenne (2019-2024) de Mme la Présidente Ursula von der Leyen est de rapprocher l'Europe en renforçant les liens entre les citoyens et les institutions européennes.

Dans ce sens, les membres de la Commission européenne font le tour des capitales européennes pour rencontrer la société civile et les membres des parlements nationaux.

Outre le Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, et la Vice-Présidente de la Commission européenne responsable du portefeuille de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, les députés ont rencontré le chef de la task force pour les relations entre les 27 États membres de l'Union européenne et le Royaume-Uni, M. Michel Barnier.

Op Visitt am Centre socio-éducatif de l'État zu Dräibuer



Am Kader vun de parlamentareschen Aarbechten um Jugendschutzgesetz waren d'Membere vun der Justizkommissioun a vun der Educatiounskommissioun den 11. März 2020 zu Dräibuer fir en Austausch a fir sech d'Unité de sécurité vum Centre socio-éducatif de l'État unzekucken.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

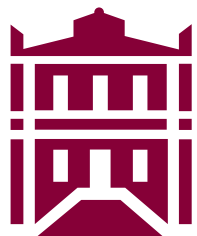
... S. E. M. Stephen Dawson,
Ambassadeur d'Irlande



... S. E. M. Jiro Okuyama,
Ambassadeur du Japon



... S. E. M. Vladimír Bártl,
Ambassadeur de la République tchèque



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 8 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Réduction des dégazages nocifs de bateaux

7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996

L'objet du projet de loi n° 7415 est l'approbation des amendements adoptés le 22 juin 2017 par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (CDNI), signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996.

Les modifications apportées à la Convention concernent des dispositions réglant le traitement de résidus gazeux de cargaison liquide (vapeurs). Elles visent donc à éviter la pollution de l'environnement occasionnée par la libération dans l'atmosphère de vapeurs nocives par le secteur de la navigation intérieure. Avec l'en-

trée en vigueur des modifications, les acteurs seront tenus d'éliminer ou de faire éliminer les vapeurs de manière appropriée suivant le principe du pollueur-payeur.

Les auteurs de la résolution CDNI 2017-I-4, à la base des modifications, estiment que la modification devrait permettre d'éviter désormais 95 des dégazages dommageables de bateaux dans l'atmosphère dans le champ d'application géographique de la Convention.

Il s'agit donc d'une amélioration significative pour l'environnement ainsi que pour le bilan environnemental et la durabilité du transport de marchandises par voie d'eau.

ment des clauses d'arbitrage. Cependant d'importantes lacunes ont été identifiées dans les dispositifs existants.

Le présent projet de loi vise à éliminer les défaillances qui existent en raison des instruments juridiques actuels et qui rendent possible la persistance de situations de double imposition. A cette fin, le projet de loi introduit en droit luxembourgeois un cadre harmonisé, flexible et transparent afin de résoudre les différends fiscaux liés à une interprétation divergente des accords et conventions fiscales entre deux États membres de l'UE, et auquel tous les contribuables concernés par un différend fiscal peuvent avoir recours.

Parallèlement, les contraintes administratives pour les personnes physiques et les petites et

moyennes entreprises sont simplifiées par le biais de dispositions spécifiques dans le cadre de l'instauration du mécanisme précité.

Un des éléments essentiels et novateurs de la nouvelle procédure consiste en l'introduction de mécanismes permettant de débloquent la situation en dépit des délais stricts pour chaque étape procédurale. De plus, le contribuable peut demander la constitution d'une commission consultative, composée de représentants des autorités compétentes et de personnalités indépendantes, voire d'une commission alternative de résolution de différends, qui sont compétents pour déterminer l'admissibilité de la demande de règlement du différend, ainsi que pour décider sur le fond du différend de manière contraignante.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 28.02.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

17.10.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 872, page 1

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.04.2019

Rapporteur : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

03.06.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

30.09.2019 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

06.12.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 890, page 1

Règlement des différends fiscaux

7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

L'objectif du projet de loi sous rubrique consiste en la transposition en droit national de la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.

Le présent projet de loi fait partie des efforts du Luxembourg concernant la mise en œuvre des résultats du plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Plus précisément, il s'agit de la création d'un mécanisme pour régler des différends fiscaux entre deux États membres de l'Union européenne en cas de divergences d'interprétation dans le cadre d'un accord ou d'une convention pré-

voyant l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et, le cas échéant, sur la fortune.

Le rapport final de l'Action 14 du plan d'action BEPS (« Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends ») énonce certaines recommandations afin de résoudre rapidement et de manière efficiente ces différends. Il existe déjà certaines procédures de règlement des différends fiscaux au niveau de l'Union européenne. Ainsi, la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction de bénéfices d'entreprises associées (90/436/CEE) (ci-après « la convention d'arbitrage de l'Union ») contient un mécanisme d'arbitrage et certaines conventions fiscales bilatérales entre États membres prévoient égale-

Budget de l'État 2020 et programmation financière 2019-2023

7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;



9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Le budget de l'État pour l'exercice 2020 est arrêté aux montants suivants :

- Recettes courantes	euros	17.786.691.895
- Recettes en capital	euros	98.894.500
- Recettes des opérations financières	euros	2.458.175.400
- Dépenses courantes	euros	16.318.324.736
- Dépenses en capital	euros	2.249.641.725
- Dépenses des opérations financières	euros	2.054.204.800

L'article 5 prévoit que les décisions anticipées émises avant le 1^{er} janvier 2015 cessent de plein droit d'avoir effet à la fin de l'année d'imposition 2019 et que le contribuable concerné peut introduire une nouvelle demande de décision anticipée.

L'article 25 a pour objectif de permettre aux communes dispensant un enseignement musical d'offrir un enseignement s'adressant aux adultes. Les modalités et les programmes d'études seront fixés par règlement grand-ducal. Le mode de financement tel que prévu par le règlement grand-ducal du 14 avril 1999 et appliqué après l'entrée en vigueur de la loi de 1998 et donc dès le début du financement de l'enseignement musical remplace le mode de financement prévu par la loi de 1998, lequel n'a jamais été appliqué.

L'article 33 précise que, désormais, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours aura, parmi ses missions, celle de planifier, de mettre en œuvre et d'organiser le transport en ambulance, dépêché par le central des secours d'urgence (CSU-112), défini à l'article 23 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, vers un service d'urgence d'un centre hospitalier participant au service de garde, tel que visé à l'article 4, paragraphe 6 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

L'article 1^{er} du projet de loi a pour objet de fixer l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) sur toute la période dont le présent projet de loi fait l'objet, en le fixant à -0,5 % du PIB pour 2019 et à +0,5 % du PIB pour la période 2020-2023.

Le point 2° de cet article concerne les dépenses de transport en ambulance qui incombent à l'organisme de sécurité sociale dont la personne prise en charge relève.

L'article 40 transforme le « fonds de crise » existant en « fonds de rééquilibrage budgétaire ».

Le fonds de rééquilibrage budgétaire aura pour but exclusif de constituer une réserve budgétaire à laquelle il peut être recouru en cas de chocs économiques ou budgétaires.

Le fonds sera alimenté par des dotations budgétaires qui seront adaptées en fonction d'éventuelles plus-values budgétaires qui pourront se réaliser au cours d'un exercice budgétaire.

Les sommes constituant le fonds de rééquilibrage ne pourront être utilisées qu'aux seules fins prévues par l'objet du fonds.

L'article 41 prévoit une augmentation de l'indemnité de secrétariat des députés. Le député ne peut pas demander l'indemnisation des frais à lui accrus du fait de l'engagement de son conjoint, du partenaire avec lequel il vit dans un partenariat déclaré au Luxembourg ou à l'étranger, du partenaire avec lequel il vit en communauté de vie ou de ses parents, enfants, frères ou sœurs.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2019 à 2023 :

En % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
Administration centrale	-0,1 %	-1,0 %	-0,6 %	-0,1 %	+0,2 %
Administrations locales	+0,5 %	+0,5 %	+0,5 %	+0,5 %	+0,4 %
Administrations de sécurité sociale	+1,7 %	+1,6 %	+1,5 %	+1,5 %	+1,3 %
Administrations publiques :					
- Solde nominal	+2,0 %	+1,2 %	+1,4 %	+1,8 %	+2,0 %
- Solde structurel	+1,6 %	+0,9 %	+1,0 %	+1,6 %	+1,9 %

Dépôts des projets de loi 7500 et 7501 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.10.2019

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

05.07.2019 Désignation d'un rapporteur

14.10.2019 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministère des Finances, le Directeur de l'IGF et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département Finances

15.10.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement et des domaines

18.10.2019 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet de la situation conjoncturelle et des prévisions économiques

21.10.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

25.10.2019 Échange de vues avec les représentants de la CSSF

04.11.2019 Présentation et adoption d'un projet d'amendement parlementaire

14.11.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

18.11.2019 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Examen de l'avis du Conseil d'État portant sur l'article 42

19.11.2019 Examen des avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

25.11.2019 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes

02.12.2019 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

03.12.2019 Présentation de l'avis de la Commission européenne sur le projet de plan budgétaire du Luxembourg

13.12.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

11.11.2019 Présentation du projet de budget 2020 du Ministère des Affaires étrangères et européennes (Relations internationales, Immigration, Office national de l'accueil)

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

14.11.2019 Présentation par M. le Ministre des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Présidente : Mme Simone Beissel) :

09.12.2019 Présentation par M. le Ministre du Tourisme, Ministre des Classes moyennes, des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission de la Culture

(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

24.10.2019 Présentation du volet Culture

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

05.11.2019 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre des Médias et des Communications (volet Médias et Communications)

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

20.11.2019 Présentation des volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse
Présentation des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

16.10.2019 Présentation des volets Environnement, Climat et Développement durable

13.11.2019 Présentation des volets Aménagement du territoire et Énergie

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

12.11.2019 Présentation du volet concernant le Ministère d'État

Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

07.11.2019 Présentation du volet Logement

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

12.11.2019 Présentation par M. le Ministre de la Santé des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

14.11.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote en séance publique du projet de loi 7500 : 19.12.2019

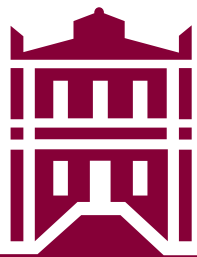
Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 886, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 7501 : 19.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 888, page 1



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
- Communications
 - M. Fernand Etgen, Président
- 7503 - Proposition de loi portant modification
 - 1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
 - 2° du Code civil
 - Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
- Ordre du jour
 - M. Fernand Etgen, Président
- Changement de composition d'une commission parlementaire
 - M. Fernand Etgen, Président
- 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :
 - 1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;
 - 3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
 - 5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - 6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
 - 7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
 - a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
 - b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
 - c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
 - 8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;
 - 9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
 - 10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;
 - 11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
 - 12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
 - 13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Yves Cruchten (dépôt de la résolution 1)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.** - Neen, Här President.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Antwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de règlement grand-ducal et le projet de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7504 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 11.12.2019

7505 - Projet de loi portant approbation de l'avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.12.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1458 - Demande de pétition publique : Congestion Charge/Citymaut for Luxembourg

Dépôt : Benedikt Wilbertz au nom de Congestion Charge for Luxembourg, le 10.12.2019

1459 - Demande de pétition publique : Promouvoir les agents de sécurité du service public

Dépôt : Quentin Krier, le 12.12.2019

1460 - Demande de pétition publique : Construction du grand ring de Luxembourg ville + 25 km à quatre voies Rodange-Mersch-Remich-Dudelange en une heure en prévision du Luxembourg 2060 à un million d'habitants

Dépôt : Florent Vazquez, le 13.12.2019

1461 - Demande de pétition publique - Beemplanzen als Alternativ zur CO₂-Steier

Dépôt : François Zeien, le 14.12.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7503 - Proposition de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

2° du Code civil

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunion vum 12. Dezember 2019 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7503 iwwert déi implizitt Weiderfeierung vum Bail, déi den 10. Dezember vum Här Marc Goergen deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7503 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der Fraktioun vun deene Grénge matgedeelt kritt: An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Chantal Gary den Här Marc Hansen.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7500 vum Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert de Projet de loi 7501 iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2019 bis 2023. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Här Yves Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, dësem Rapport iwwert déi zwee Gesetzer vum Budgetsprojekt fir den Exercice 2020 an deem vun der Programmation pluriannuelle fir d'Period vun 2019 bis 2023 goungen eng sëllege Sëtzungen vun der Finanzkommissioun viraus.

An net manner wéi 15 Sëtzungen huet sech dës Kommissioun an de leschte Méint mam Budget befaasst, ier se de leschte Freideg dee schrëftleche Rapport majoritär ugeholl huet. Selbstverständlech goufen an där Kommissioun ganz vill Aweise gekuckt, och selbstverständlech dee vum Staatsrot. Mir konnte fir allegueren déi Froen, déi sech an deem Kader gestallt hunn, eng Solutioun fannen, soudass mer haut de Rapport kënnen presentéieren an dës Woch dann an der Chamber unhuelen.

Eng ganz Rëtsch vu Verwaltungen hunn eis och an de leschte Wochen hir Vuë vun an iwwert déi ëffentlech Finanzen matgedeelt. Dernieft hunn ech als Rapporteur nach vill bilateral Entrevüë gehat, virun allem mat Vertrieeder aus der Zivilgesellschaft.

Hinnen alleguerter wéilt ech hei direkt am Ufank vu menger Ried e grouse Merci soe fir hir Disponibilitéit an hir Meenungen, hir Iddien a Virschléi, vun deenen der och eng ganz Rëtsch hiren Néierschlag a mengem schrëftleche Bericht fonnt hunn.

Wéi gewinnt wéilt ech mäi Rapport an zwee Hauptdeeler splécken: éischtens d'Appreciation vun der finanzieller Situatioun vum Staat, mat enger Analys vun de Recetten an Depensen, déi virgesi sinn, an zweetens e méi perséinlechen Deel, an deem ech mech méi speziell mam Thema vum PIB du bien-être wéll beschäftegen, der Situatioun vun de Leit am Generellen an den Ongläichheeten am Speziellen.

Virausschécke wéll ech awer direkt, dass ech weeder a mengem schrëftlechen nach a mengem mündlechen Rapport déif gräifend op dat groust Thema vum Klimawandel aginn. Net well ech dee Sujet géif als onwichtig betruechten, am Contraire! D'Bekämpfung vum Kli-

mawandel an d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt sinn och fir mech zwou vun den zentralen Aufgaben, deene sech d'Politik an deenen nächste Jore muss stellen. Mee zu deem Zäitpunkt, wou de Budget presentéiert gouf, waren d'Moosname weeder bekannt nach chiffriert, déi d'Regierung wëlles huet an deem Beräich ze huelen.

Et ass nëmmen iwwerdeems wou dëse Rapport ausgeschafft gouf, dass um Klimapak geschafft gouf. Glécklecherweis, muss een awer soen, kréie mer nach dës Woch d'Geleeënheet, fir iwwert de Klimaplang hei an der Chamber laang a breet ze diskutieren.

Et ass awer interessant, dass de Finanzminister eng Opstellung gemaach huet vun deenen Investissementen, déi mer haut schonn an den Ëmweltschutz respektiv an de Klimaschutz stiechen. Zesummegeholl ginn déi vun 2019 op 2020 vu 479 op iwwer 500 Milliounen erop a wuessen och duerno nach bis iwwer 660 Milliounen Euro am Joer 2023 un.

Dat selwecht géllt och fir déi ugekënnegt Steuerreform. Dës Reform wëllt gutt virbereet sinn, an déi dräi Koalitionsparteie sinn amgaangen, un dëser Reform ze schaffen, wat si och déi nächst Méint nach wäerte maachen. Well awer och dës Reform nach net chiffriert ass, kann ech als Reporter nëmme wéineg dorop agoen. Mäin Nofolger d'nächst Joer wäert sech da wuel kënne méi intensiv mat där doter Thematik beschäftegen.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - No deems ech lech also elo alles opgezielt hunn, wat net a mengem Rapport ass, wëllt ech dann awer ufänke mat enger Analys vun eiser ekonomescher Situatioun.

Eis Economie ass, wéi jiddweree weess, ganz staark ofhängeg vun der ekonomescher Entwécklung am Ausland. Fir d'Weltwirtschaft gesäit de Fonds monétaire international e Wuesstum vun 3,4 % d'nächst Joer vir, e géif domadder liicht zouhuele par rapport zu dësem Joer. Dëst Joer ass de Rhythmus vun der Croissance liicht zrëckgegaangen an huet den niddregsten Taux zanter der Finanzkris virun zéng Joer erreicht.

Besonnesh den Handelskrich tëschen den USA a China dréckt op d'Weltwirtschaft. An ech erënneren och drun, dass de Finanzminister bei senger Presentatioun vum Budget hei an der Chamber dësen Handelskrich als Onsécherheetsfacteur genannt huet, vun deem mer also nach net wëssen, wat fir en Impakt en op eis national Wirtschaft kéint hunn.

Méi no bei eis, an Europa, rechen déi Europäesch Kommissioun mat engem Wuesstum vun 1,4 % souwuel fir d'Joer 2019 wéi fir dat Joer drop. An der Eurozon géif de Wuesstum nëmme bei 1,1 % dëst Joer an 1,2 % dat anert Joer leien.

D'OCDE ass souguer méi pessimistesches a geet fir d'Joer 2020 nëmmen nach vun engem Wuesstum vun 1 % aus. Heidru sinn déi méiglech Auswierkung vum Brexit mat schold. Déi domadder verbonnen Onsécherheet dréckt op d'Stëmmung vun den Industrielle grad ewéi och déi héich Verschuldung vun eenzelne Memberstaaten.

Bei eisen direkten Noperen ass et interessant festzustellen, dass, während déi däitsch Wirtschaft dohinderpelt mat engem Wirtschaftswuesstum vun 0,4 %, sech déi franséisch Economie erhëlt, déi der Kommissioun no ëm 1,3 % wäert wuessen.

Wat bedeit dat alles fir déi Lëtzebuurger Wirtschaft? Mat engem viraussichtleche Wuesstum vun 2,4 % dëst an d'nächst Joer steet Lëtzebuerg eigentlech gutt do a fiert mat am Spëtzeplaton an Europa.

Domat muss mer awer och feststellen, dass eise Wuesstum par rapport zu de vergaangene Jore liicht zrëckgeet. De Wirtschaftswuesstum genee virauszegesinn, ass, wéi mer all Joers heibannen ëmmer erëm bekloen, eng Saach vun der Bal-Onméiglechkeet. Ze dacks variieren eis Zuelen en cours de route. Dat ass an enger klenger, oppener Economie wéi eiser och wierklech schwierig, eppes wourop dat de Statoc ëmmer nees hiweist.

Et ass duerfir wichteg, net nëmmen eis eege Projektionen ze kucken, mee och déi, déi vu bause gemaach ginn. Während de Statec also fir d'nächst Joer vun engem Plus vun 2,4 % ausgeet, rechen d'OCDE hirersäits mat plus 2,5 % an d'Europäesch Kommissioun souguer mat 2,6 %. Dës Projektione leien net wäit ausserneen an duerfir kann een eise Finanzminister duerchaus bescheinegen, dass hien e realistesche Budgetsprojert virgeluecht huet.

Den Aarbechtsmaart wäert sech weiderhi positiv entwéckelen, och wann d'Progressioun vun neien Aarbechtsplazen an Zukunft gebremst gétt a vun 3,7 % op just nach 2 % wäert falen.

Eise Chômagetaux, deen haut bei 5 % (veuillez lire : 5,3 %) läit, soll och an deenen nächste Joren niddreg bleiwen a sech ëm déi 5 % halen.

D'Inflatioun leeft eis net fort a pendelt sech a bei 1,7 % fir 2019 respektiv 1,6 % fir dat anert Joer.

All dës Zuele kënnen eis zouversichtlech maachen, och wann, ewéi de Finanzminister et betount huet, eng gewësse Virsiicht gebueden ass. Besonnesh déi international Entwécklung wéi déi, déi ech scho genannt hunn, vum Handelskrich tëschen den USA a China a vum Brexit, grad ewéi eventuell Ännerungen am regulatoreschen a fiskaleschen Ëmfeld, kënnen ganz séier en Impakt op eis Wirtschaft hunn.

Et ass opgrond vun dëse Projektionen, dass de Budget 2020 an och de pluriannuelle Budget opgestallt goufen. Fir d'Period 2020 bis 2022 huet Lëtzebuerg sech op de minimalen Objectif à moyen terme, dee sougenannten OMT vum Volet préventif, festgeluecht, deen d'Europäesch Kommissioun fir eis festleet. Dës minimalen OMT gesäit e strukturelle Sold vu plus 0,5 % vum PIB vir an d'Projektione vum Pluriannuel weisen, dass Lëtzebuerg dës Virgabe wäert largement respektieren.

Souwuel de Conseil national des finances publiques wéi och d'Europäesch Kommissioun kommen zum Resultat, dass Lëtzebuerg wäert seng festgeluechten Ziler erreechen, nämlech e positive Sold vu plus 0,5 % vum PIB. De Solde structurel wäert 2020 bei plus 0,9 % leien an da progressiv bis op plus 1,9 % am Joer 2023 eropgoen.

Am Detail gesäit dat da fir d'Joer 2020 esou aus: Am Zentralstaat gétt mat engem Defizit vu 640 Milliounen gerechent, woubäi mer wëssen, dass d'Opération comptable vum Militärfliager hei mat 200 Milliounen zu Buch schléit. Bei de Gemenge gétt mat engem Plus vun 341 Milliounen a bei der Sécurité sociale mat engem Plus vun 1.056.000.000 gerechent.

Wichtig ass hei festzustellen, dass d'Trajectoire stëmmt an dass bis 2023 och beim Zentralstaat mat engem positive Resultat vun 158 Milliounen gerechent gétt.

Wéi gesot, ginn dës Zuele vun der Europäischer Kommissioun begréisst, déi also eise Budgetsprojert lueft, mee déi sech et awer net ka verkäufen, nach e puer Recommandatiounen drunzehänken. Sou réit si Lëtzebuerg, an d'Digitaliséierung an d'Innovatioun ze investieren. Si encouragéiert eis och, eisen nohaltege Verkéier ze verbessern an an d'Offer vu Wunnengen ze investieren. Ni feelen dierf och d'Recommandatioun, fir d'Employabilitéit vun deenen eeleren Arbeitnehmer ze verbessern.

Op dëser Plaz gehéiert et sech dann och, e puer Wuert iwwer eis Schold ze verliieren. Op den 31.12. zejoert louch d'Staatsschold bei 12,6 Milliarden oder 21 % vun eisem PIB. Dës Schold soll prozentual gesi progressiv erofgoen op 17,5 %. An absoluten Zuele soll se liicht eropgoen op 13,2 Milliarden am Joer 2023.

Mir behalen also eng niddreg Schold. Mee de Minister hat ugekënnegt, dass no Weeër soll gesicht ginn, fir al Scholde wa méiglech ze refinanzieren. Dëst sinn dann eeler Scholde vu virun 2014, déi nach mat fir haut oder fir haiteg Verhältnissen héijen Zënssätz vun iwwer 2 % ofgeschloss goufen. Wéi de Minister eis virun e puer Woche matgedelt huet, ass dat och eng éischte Kéier gegléckt an de Staat konnt am November en Emprunt vun 1,7 Milliarden placieren zu engem negativen Zënssaz vu minus 0,247 %. Dës Prêt leeft bis d'Joer 2026 a soll en Emprunt vun 2 Milliarden, deen am Joer 2020 ausleeft, ersetzen.

Hëlt een elo nach de Remboursement vum Sukuk-Prêt vun 200 Milliounen derbäi, kann eis Staatsschold eleng an der Period tëschen November 2019 a Mee 2020 ëm 500 Milliounen erofgesat ginn.

Dat heescht awer net, dass géif gespuert ginn. Am Contraire: De Staat investéiert och an den nächste Jore vill a läit domat an der Kontinuitéit mat de leschte Joren. Fir d'Joer 2020 sinn net manner wéi 2.816.000.000 un Investissementen am Zentralstaat virgesinn. An eng éischte Kéier brieden d'Investissementer am Joer 2023 de Plaffong vun 3 Milliarden Euro.

Dat ass an absoluten Zuele ganz vill. Och gemooss par rapport zu eisem PIB ginn d'Investissementer, déi an der Vergaangenheet ëmmer esou bei 4 % louchen, erop op 4,3 %. Dat ass bal duebel esou vill wéi den Duerchschnitt an der Eurozon. Dat ass och néideg. Ganz besonnesh d'Investissementer an den öffentlichen Transport an an de Stroossebau si batter noutwendeg. Eis Stroosse packen haut net méi dee Verkéier, dee mer hinnen zomudden. Dat mierke mer all Mueren an all Owend iwwerall bei eis am Land.

E Land, dat net investéiert, ass e Land, dat vu senger Substanz leeft. An dat wär falsch, net nëmme vis-à-vis vun de Problemer, déi mer haut schonns kennen, mee och vis-à-vis vun

deenen zukünftege Generatiounen, deene mer dann d'Léisung vun eise Problemer géifen iwwerlössen.

Ech hunn elo de Kader beschriwwen, an deem mir eis beweegen. An an esou e Kader oder an eng Rumm, do gehéiert e Bild. Grond fir Schwaarzmlerei besteet net, sot den Här Finanzminister. Da kommt, mir probieren elo e faarwegt Bild ze molen! E Bild vun engem Land, an deem villes gutt funktionéiert, mee dat nach déi eng oder déi aner Retusch brauch, ier et iergendwann eng Kéier ganz fäerdeg ass.

Wat d'Recetté vum Zentralstaat ueget, esou belafen déi sech op 20.295.000.000 Euro. Bal d'Hallschent dovun sinn direkt Steieren, déi ëm 1,7 % wuesse sollen. Hei fällt besonnesh d'Beitribbesteuerung an d'A, déi souwuel am Joer 2018 wéi viraussichtlech och 2019 all eis Erwaardungen iwwertraff huet. Eleng den IRC, deen 2019 op 2 Milliarden geschat gouf, soll um Enn eng 600 Milliounen Euro méi erabrëngen. Dat huet och mat der elektronischer Besteuerung ze dinn, déi derfir suergt, dass déi Steiere méi séier erakommen. Selbstverständlech ass dat nëmmen e kuerzzeitige Phänomeen, soudass et richtig ass, am Budget 2020 vu méi engem niddrege Montant ausgegog par rapport zu de Previsiounen fir 2019. Par rapport zum Compte prévisionnel geet de Budget 2020 vun enger Baisse vun 13,5 % aus.

All déi, déi mengen, de Budgetsprojert wier op Sand gebaut an iwwerdriwwen optimistesches, ginn hei Lige gestrooft.

E grouse Saz mécht och d'Lounsteier, déi ëm iwwer 11 % soll wuessen d'nächst Joer. An dat soll och esou viruoen an de Joren duerno, soudass bis 2023 d'Steieren, déi vun der Aarbecht kommen, op iwwer 6 Milliarden solle wuessen.

Eng vun de wichtegsten indirekte Steieren ass d'TVA. Déi soll och 2020 nach eemol ëm 6 % zouleeën a bei iwwer 4 Milliarden leien.

Bei den Akzisen um Diesel an um Bensinn leie mer nëmme liicht iwwert de Previsiounen vun 2019, an och fir 2020 ass do nëmmen eng Progressioun vun annerhallwem Prozent virgesinn. Hei spillt natierlech déi Erhéijung vun 1 Cent op dem Bensinn an 2 Cent um Diesel, déi mer am Fréijoer gemaach hunn.

Gëschter Mueren huet eis de Finanzminister ugekënnegt, dass et och ufangs 2020 wäert zu enger weiderer Erhéijung komme vun den Akzisen op Bensinn an Diesel. D'Forschett vun dëser Erhéijung läit tëschen 3 a 5 Cent beim Diesel an tëschen 1 an 3 Cent um Bensinn. De Statec huet eis ausgerechent, dass déi Hausse vun leschte Mee an der Moyenne 20 bis 25 Euro d'Joer ausgemaach huet, also ongeféier 2 Euro de Mount.

Dës Erhéijunge solle virun allem den Tanktourismus bremsen, deen engersäits eis CO₂-Bilanz belaauscht an anerersäits och eis Autobunne verstoppt. Hei géllt et awer och, d'Evolutionen an eisen Nopeschlänner am A ze behalen, well déi eeben och en direkten Afloss hunn op de Verkaf bei eis op den Tankstellen.

Insgesamt kann ee feststellen, dass bei alle Recettén, déi am Budget estiméiert goufen, eng gewësse Virsiicht ze erkennen ass. Et ass eeben net all Joers mat neie Rekorder ze rechnen. Mee virun allem schreift sech dës virsiichteg Approche an eng politesche Kontinuitéit an, déi mer och aus der Vergaangenheet an och aus fréiere Regierungen kennen.

Vill méi spannend ewéi d'Einname sinn awer d'Ausgabe beim Zentralstaat. Hei gesäit een nämlech, wéi eng Politik dass d'Regierung mécht. D'Recetté sollen an dem Joer 2020 ëm 3,7 % klammen an an de Joren 2021 bis 2023 all Kéiers tëschen 5,1 % a 5,7 %. D'Depensen hirersäits wuessen 2020 nach ëm 6,5 % a ginn da lues an hirem Rhythmus erof op nach 3,9 % am Joer 2023.

Alles an allem leie mer 2020 eng éischte Kéier bei iwwer 20 Milliarden Euro bei de gesamte Staatsausgaben. Dat entsprécht 32,1 % vun eisem PIB.

Wat sinn elo déi markant Posten, déi fir d'nächst Joer an den Depensé stinn?

Als Éischt stécht hei de gratis öffentliche Transport eraus, mat engen 30 Milliounen fir d'nächst Joer an iwwer 40 Milliounen Euro duerno. Dës Moosnam huet gläich dräi Impakter: en ekologeschen, well all Automobilist, deen ëmklëmmt op den öffentlichen Transport, verursaacht dann och manner CO₂; e verkeierspoliteschen, well all Auto manner eis Stroossen och e bësse manner belaauscht; an drëtten e sozialen, well héichgerechent gouf, dass e Stot soumat eng 390 Euro d'Joer spuere kann, wann en haut schonn haaptsächlech den öffentlichen Transport notzt.

Op den öffentlichen Transport kann een awer nëmmen ëmklammen, wann e wierklech gutt funktionéiert an eng reell Alternativ ass zum

Auto. Duerfir mussen nieft dem gratis öffentlichen Transport eis Efforte konsequent weidergefuert ginn, fir an de Bus, an d'Schinn an och an den Tram ze investieren.

2020 ginn eng 605 Milliounen Euro an d'Exploitatioun vum öffentlichen Transport gestach. Dat ass eng Hausse vun 13 %. D'Investissementer an d'Schinn bleiwen héich déi nächst Jore mat insgesamt 1.370.000.000 Euro bis d'Joer 2023. Déi grouss Chantiere sinn hei déi nei Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg, déi zwee nei Quaien an der Stater Gare, de Park and Ride Rodange oder nach d'Aarbechten an der Nordstreck. An den Tram investéiere mer am selwechten Zäitraum 217 Milliounen Euro.

Parallell dozou dierfe mer awer eise Stroosseseau, deen dacks virum Kollaps steet, net veroléssegen. D'Investissementer iwwert de Fonds des routes klamme vun 200 Milliounen am Joer 2020 op 270 Milliounen am Joer 2023. Déi grouss Stroossebauprojeten 2020 sinn hei de Pôle d'échange Cloche d'Or, d'Liaison Micheville, den Echangeur Steebrécken, déi nei N3 tëschen der Stater Gare a Bouneweg, de Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck, d'Transversale Clierf oder nach de Couloir multimodal tëschen Ettelbréck an Dikrech.

Eng Gesellschaft, déi gutt funktionéiert, brauch och Infrastrukturen, déi hir gewuesse sinn. Besonnesh Schoulgebaier quéesch duerch d'Land gi gebraucht, fir dass eis Kanner an eis Schüler eng breet Offer ugebuede kréien an enner gudder Konditiounen kënnen studieren. Fir Konstruktionsprojete sinn am Ganze 95 Milliounen virgesinn. Eng Rëtsch Schoulgebaier a Lycéeën ginn den Ament an och an den nächste Jore gebaut oder renoviert, dorënner d'International Schoul zu Déifferdeng an de Lycée agricole zu Gilsdref.

An der Phase d'études sinn d'Extensioune vum Clierfer Lycée, de Michel Lucius, de Lycée technique vu Bouneweg, den Nordstad-Lycée, de Lycée technique du Centre, d'École internationale zu Munneref oder nach déi nei Erwuesseeschoul mat Sportlycée. Eleng fir dës Schoulgebaier wäerten an deenen nächste Joren iwwer 1 Milliard Euro investéiert ginn.

Donieft lafen nach aner wichteg Infrastrukturprojeten wéi de Prisong um Uerschterhaff, d'Kasären um Häreberg, d'Jugendherberg zu Ettelbréck oder nach d'Moderniséierung vum Domaine thermal zu Munneref.

Dëst sinn alles nëmmen déi grouss Projeten. De Budgetsprojert reiseignéiert awer och iwwer eng impressionnant Lëscht mat méi klengen, awer wichtige Stroossebauprojeten wéi Contournementen oder Stroosenerneierungen grad ewéi Renovatiounsaarbechten u verschidene Gebaier. Et géif natierlech vill ze wäit féieren, fir déi hei alleguerten opzezielen.

Mir hunn eng gutt Fonction publique. An dat dierf ee roueg och emol eng Kéier soen. Jo, si kascht eis och eppes: 23 % vun den Depensé vum Staat ginn drop, fir eis Verwaltungen, eis Schoulen an eis Déngschter un de Bierger ze bezuelen. De Käschtepunkt fir d'Paien am öffentlichen Déngscht klëmmt viraussichtlech ëm bal 350 Milliounen beim Zentralstaat. Dat muss et eis och wäert sinn. Déi 1.830 nei Posten, déi hei geschaf ginn, gi jo méi wéi gebraucht, zum Beispill an eise Schoulen, awer och fir eis Sécherheet, zum Beispill duerch d'Astelle vu méi Polizisten.

Eise Gemenge ginn 88 Milliounen méi iwwert den Dotatiounsfong zougesprach. Dat si gutt investéiert Suen, well si ginn do verbraucht, wou d'Bierger se och dacks direkt spieren: do, wou se wunnen, an do, wou se liewen. D'Reform vun de Gemengefinanzen huet fir méi Gerechtegkeet tëschen de Gemenge gesuergt, mee och fir méi finanziell Mëttelen, déi un d'Gemenge verdeelt goufen.

Op eis Landwirtschaft komme wichteg Erausforderungen duer. Op där enger Säit muss si eng qualitativ héichwäerteg Liewensmittelproduktioun garantieren an op där anerer Säit muss se méi Efforte maachen an de Beräicher Klimaschutz, Naturschutz, Buedem- an och Waasserschutz. De Budget gesäit hei déi néideg Mëttelen vir, fir dëst och finanziell a sozial ze begleeden.

Geneesou ass et mat der Biolandwirtschaft an hirem ambitiösen Zil, 20 % Bioagrflächen auszeweise bis d'Joer 2025. Am Budget si méi Sue fir d' Biolandwirtschaft virgesinn, dëst och am Hibleck op d'Ëmsetze vum neie Bioaktionsplang, deen an der Fäerdegstellung ass.

Am Déiereschutz wäert de Poste vum Déiereschutzbeoptraagte besat ginn. De Volet Anti-Gaspi wäert verstärkt promovéiert gi mat konkreten Aktiounen an Informatiounscampagnen.

De Budget vun der Landwirtschaft klëmmt vun engem 53 Milliounen op 55 Milliounen Euro.

De Finanzminister huet a senger Presentatioun vun enger inklusiver Gesellschaft geschwat, an där jiddweree seng Plaz fanne soll. Dat ass eng luewenswäert Zilsetzung, déi et géllt unzepelen. Duerfir ass et richtig, dass och an deenen nächste Jore vill Suen an d'Familljepolitik fléissen. De Budget vun der Zukunftskeess geet op 1.217.000.000 erop. Den neie Congé parental ass e Succès an e gétt weiderhin am Budget mat den néidege Méttelen dotéiert. De Budget fir d'Chèques-services sengersäits gétt ëm 10 % gehéicht.

D'Liewen an eiser Gesellschaft muss esou gestalt ginn, dass jiddweree kann drun deelhuelen. Fir déi Vulnerabelst ënner eis, déi Leit mat enger Behënnerung, ass do virgesinn, de Budget ënner anerem fir déi konventionéiert Services vun 79 op iwwer 100 Milliounen am Joer 2023 eropzesetzen. Am selwechte Beräich ginn d'Ateliers protégés mat 57 Milliounen ënnerstëtzt. Net vergiesse sollt een och dee reforméierten Adapto-Service fir Leit mat enger Behënnerung, dee jo och gratis soll ginn.

Fir d'Wuelbefanne vun de Leit brauch et als Al-leréisch eng gutt Gesondheet. D'Kreditter am Secteur vun der Santé ginn ëm 10 % erop op 228 Milliounen Euro. Besonnesch déi konventionéiert Dénsgschter profitéiere vu méi Moyenen. Vill gétt iwwerdeems och an d'Preventioun gestach. De Projet eSanté, den Dossier partagé an d'Digitaliséierung gi virgedriwwen.

Erlaabt mer wannechgelift, dass ech hei zwee méi kleng Projeten ernimmen, déi vum Staat ënnerstëtzt ginn. Et sinn dat d'Projete Caddy II a Schweessdréps II vun der Stëmm vun der Strooss. Mat deenen zwee Projeten, déi zu Suessem ënner engem Daach regroupéiert ginn, gi gratis Liewensmëttel un zéng verschidde Sozialdénsgschter geliwert. Fir d'Gebai-echte bauen ze kënnen, gétt de Gesondheitsministère am Budget 2020 Méttelen an Héicht vu 777.000 Euro. Hei ass net nëmmen de sozialen Aspekt ervirzehiewen, mee och d'Reduktioun vun eiser Liewensmëttelverschwendung.

Ech wéilt am Numm vun eis alleguerten op dëser Plaz e grouse Merci soen un all d'Benevolen, net nëmmen déi vun der Stëmm vun der Strooss, mee vun allen Associatiounen, déi sech an den Dénsgscht vun hire Matmënsche stellen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** Ouni hiren Asaz géif et ville Leit hei am Land vill méi schlecht goen. An de Staat kéint, och wann e wéilt, dat alles net selwer leeschten.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** Vun der Gesondheet bei de Sport ass de Sprong net ganz grouss. De Sport ass och dee Beräich, deem am meeschte wäert an deenen nächste Jore wuessen, en Zouwuess vu ganzer 15 %.

Et geet net duer, fir adequat Sportsinfrastrukturen opzerichten. Selbstverständlech brauche mer déi. De Fong fir Sportsekipement kritt duerfir och 7,5 Milliounen méi. Mee gradesou wichteg ass dat, wat an deene Sportstätte geschitt: en anstännegen, professionellen Encadrement, net eleng vun de Spëtzsportler, mee och vun eise Kanner an all deenen, déi Sport bedriewen. Duerfir ginn d'Federatiounen méi a besser finanziell ënnerstëtzt. Nëmme esou kann de professionellen, gudden Encadrement och assuréiert ginn.

Op de Volet Logement ginn ech herno nach méi am Detail an. Mir sinn eis eens, dass d'Fro vum bezuelbare Wunnraum déi gréisste sozial Fro ass den Ament. An hei muss d'Politik reagieren. Vill Initiative sinn och ugekënnegt gi vun der Regierung, notament de Logementspakt 2.0, dee mer hei virun enger Woch diskutéiert hunn. Leider spigelt de Budget vum Logement dës vill Initiativen net oder besser gesot nach net erëm.

Positiv ze erwäne bleift awer, dass d'Kreditter fir d'Gestion locative sociale ëm ganzer 37 % gehéicht ginn an dass de Fonds de soutien au développement du logement geschaf gëtt. Dese Fong soll jo dem Staat et erlaben, fir an de Besëtz vu Grondstécker ze kommen, fir esou eege Wunnengsbauprojekte kënnen ze realisieren. Dee Fong gétt allerdéngs just mat 3 Milliounen fir dat anert Joer kreditéiert. Och sinn dës keng nei Kreditter, mee et ass en Zesummeleë vu verschiddenen Artikelen.

Et ass duerfir eist Versteesdemech, dass dese Fong déi néidege Moyene brauch, fir seng Ziler

kënnen ze erreechen. A mir ginn och duerfir staark dovunner aus, dass, wa bis déi gesetzlech Basis fir dee Fong geschaf gouf, déi Kreditter massiv an d'Luucht wäerte goen.

Et géif och hei ze wäit féieren, fir all eenzel Moosnam aus dem Budget opzezielen, an duerfir wéilt ech mech op dës puer Beräicher limitieren, déi ech elo grad ernimmt hunn an déi ech besonnesch ervirgestrach hunn.

Nieft all deene Saache gétt natierlech och an eis Educatioun investéiert. De Budget vum Enseignement supérieur geet ëm 10 % erop.

Lëtzebuerg hëlt seng Verantwortung eescht vis-à-vis vun der Entwicklungshëllef an investéiert och déi nächst Joren 1 % vu sengem Revenu national brut, fir deenen ënner d'Aerm ze gräifen, déi eis Solidaritéit brauchen.

Och dës Joer sinn déi sozial Transferten e grouse Bestanddeel vum nationale Budget. D'Participatioun vum Staat un den Dépense vun der Krankekeess, Pensiounskeess, Fleegerversicherung a vun der Mutualitéit si wichteg Baiträg, fir de Budget vun der sozialer Sécherheet an engem gesonden Equilibre stoen ze hunn. Si erlaben et, wichteg Verbesserunge fir de Versécheren an och eng Planungssécherheet fir d'Betribler ze garantéieren.

De Volet vum Paperless an der Digitalisatioun ass eng Prioritéit vun der aktueller Regierung a wäert duerfir och an deenen nächste Jore gefördert ginn.

D'Kulturjoer 2022 réckelt ëmmer méi no an de Budget stellt d'Mëttel bereet, fir dat wichteg Evenement fir de Süde vum Land och gutt ze preparéieren.

De wichtige Budget vum Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a Solidarwirtschaft geet ëm 8 % an d'Luucht. Fir d'Actions en faveur de l'emploi sinn zesummen 367 Milliounen virgesinn.

Alles an allem huet d'Regierung en equilibrierte Budget virgeluecht. An dat mengen ech natierlech net am Sënn, dass all d'Dépenses duerch Recettë musse couvréiert sinn, mee am Sënn vun deem, wat och de Finanzminister a senger Presentatioun gesot huet, nämlech dass et e Budget ass fir e besseren Alldag vun de Mënschen. Dese Budget vereent villes. Virun allem setzt e sozial an ökologesch Akzenter. Et gétt vill investéiert, fir eischtens déi Problemer ze léisen, déi mer haut hunn, awer och fir eis Land op zukünfteg Eerausforderunge virzebereeden.

Beim Stand vun eise Staatsfinanze kënnen mir eis dat och leeschten. Jo, mir müssen eis dat leeschten. Wouhinner de Stëllstand féiert, gesi mer ganz gutt bei eisen däitschen Noperen, wou Stroossen net gefléckt ginn, Brécke wackelig sinn a Schoulgebäier baufällig sinn.

Fir dass mer och a méi schwieregen Zäiten e gewëssene finanzielle Spillraum behalen, gétt de fréiere Fonds de crise ëmgewandelt an e Fonds de rééquilibrage budgétaire, wou budgetär Iwwerschëss kënnen drafléissen.

Nieft dem Fonds souverain, dee mat 317 Milliounen ekipéiert ass an deen eng Zort Spuerbuch fir zukünfteg Generatiounen duerstellt, soll dese Fong awer net blockéiert ginn. Duerfir wier et an eisen Ae wichteg, d'Modalitéite festzelleen, no deene kann op dese Fong zréckgegraff ginn. An hei misst d'Chamber méi matagebonne ginn.

Ech hu virdrun déi rekordhéich Investissementer gelueft, déi mer eis virhuelen. Nach muss mer eis versécheren, dass mer dat Beschit mat deene Sue maachen. Ech hu während menger Virbereedung op dese Rapport gelies, dass de Staat bei gréisserer Projete 15 Joer brauch tëschent der Planung an dem Realisierere vun engem grouse Projet. Deen Delai ass einfach ze laang. Net nëmme solle mer un eise Prozedure schaffen - dat hu mer jo och schon zum Deel gemaach mam Omnibusgesetz -, mee mir muss besser virusplangen. Mat de Plans sectoriels gétt dat jo schon zum Deel probéiert. Dat geet awer sécher net duer.

Ech wéilt duerfir a mengem perséinlechen Numm proposéieren, dass d'Politik sech an hiren Aarbechte begleede léisst vun enger ze schafender Kommissioun, wéi et se zum Beispill schon a Groussbritannien zanter dem Joer 2017 gétt. Dës Kommissioun kéint permanent d'Entwécklung vun der Populatioun, vun der ekonomescher Aktivitéit, vum Verkéier, vun den Aarbechtsplazen, de Chantieren an esou weider am A behalen a plangen, net nëmme fir déi nächst puer Joer, mee doriwwer eraus fir déi nächst Joerzëngten.

D'Plus-value vun dëser Kommissioun muss doranner bestoen, dass mir d'Besoinen anticipéieren, amplaz der Entwécklung hannendrunzelafen. Net nëmme Lëtzebuerg, mee och d'Entwécklung an eiser direkter Noperschaft muss matabezu ginn. Dës Kommissioun, zesumme gesat souwuel aus Decideure wéi och aus Wë-

senschaftler, kéint stänneg op nei Entwécklungen reagéieren a Rotschléi ginn, wou mer an Zukunft nei Stroosse brauchen, nei Schoulen, nei Wunnraum oder eng nei Offer am öffentlechen Transport. Well et ass jo näischt méi frustrant, wéi wann e Projet ofgeschloss gétt an an der Tëschenzäit d'Premissen, déi am Ufank gegollt hunn, net méi der Realitéit vun haut entsprechen.

Dat do bréngt mech op e Sujet, dee mer eigentlech scho méi dacks hei am Haus ugeschwat hunn: Wéi kënnen mer besser garantéieren, dass déi Suen, déi mer ausginn, déi Investissementer, déi mer tätegen, och eisen Ziler, déi mer eis gesat hunn, gerecht ginn? Mir müssen eis agestoen, dass mer eng schlecht Evaluatioun vun eiser Politik maachen.

Heiansdo stëmme mer hei am Haus eng Motioun, déi d'Regierung opfuert, nom Akraafttriede vun engem Gesetz zréck bei d'Chamber ze kommen an e Bilan ze zéien. Et ass awer um Parlament, dës Evaluatioun ze maachen. Mee duerfir feelt et eis un den néidege Moyenen. Sécher gräife mer och emol op d'Cour des comptes zréck, fir e Spezialrapport ze maachen zu deem engen oder anere spezifische Punkt. Mee mir kënnen dat net alles op d'Cour des comptes ofwälzen. Mir müssen eis als Chamber selwer en Dénsgscht ginn, dee mir kënnen beoptrage mat der Evaluatioun vun der Politik.

Wie mécht zum Beispill d'Evaluatioun vun deene sëllege Schoulreformen, déi mer an de leschte Jore gemaach hunn? Oder wie kuckt, ob dat, wat mer eis am Objet vun Gesetzesprojet iwwert d'Subvention loyer virgehollt hunn, och wierklech erreecht gétt?

Dat nächst Joer sollt sech d'Chamber seriö Gedanken maachen, wéi mer eis déi Méiglechkeete kéinte ginn, déi eis haut an dësem Beräich nach feelen.

D'Chamber sollt awer och am beschte bei sech selwer ufänken. Ech hunn an de leschte Méint e puer Budgetsrapporte gekuckt vu menge Virgänger. Hei goufen eng sëllech Recommendation formuliert - och ech wäert der haut nach e puer maachen -, mee wat geschitt mat deene Recommendationen? Vill ginn der ëmgesat, anerer awer net oder waarden nach drop, ëmgesat ze ginn. A wien ernimmt sech drun?

Eng Iddi wier, dass d'Finanzkommissioun en An dorobber behält. Dat selwecht géllt och fir eis Motiounen hei an der Chamber. Dacks ass et och hei: „Aus den Augen, aus dem Sinn.“ Duerfir sollt e Relevé opgestallt gi vun alle Motiounen, déi d'Chamber am Laf vun der Zäit hält, e Relevé, dee stänneg à jour gehale gétt an deen der Chamber weist, wou déi eenzel Opforderungen un d'Regierung dru sinn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** Här President, ech erlabe mer, zu dësem dräi Proposen eng Resolutioun ze deposéieren. Wannechgelift!

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que conformément à l'article 104 de la Constitution, il appartient à la Chambre des Députés d'arrêter la loi des comptes et de voter le budget ;

- considérant également qu'en vertu de l'article 88 (1) du règlement de la Chambre des Députés, chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement et des résolutions adressées à la Chambre des Députés ;

- constatant qu'une évaluation ex post rigoureuse des politiques mises en œuvre représente une condition sine qua non de l'efficacité des mesures visées,

décide

- en vue de favoriser une meilleure lisibilité des différentes motions et résolutions votées par la Chambre des Députés, qu'un registre par thèmes sera créé afin de regrouper les motions et les résolutions votées ;

- de charger la Conférence des Présidents d'élaborer les modalités afin de se doter progressivement des moyens nécessaires auprès de l'Administration parlementaire pour mener une évaluation qualitative systématique des politiques mises en œuvre au niveau national ;

- de suivre au sein de la Cofibu les recommandations formulées par la commission dans le rapport du budget.

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Eugène Berger, Sven Clement, Josée Lorsché.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Déi Resolutioun dréit schon d'Ennerschrëfte vun enger ganzer Partie Kollegen hei. Ech wéilt awer deene Parteien, bei deenen ech net derzou komm sinn, virun der Sëtzung nach mat

hinnen doriwwer ze schwätzen, soen, dass déi Resolutioun selbstverständlech op ass, fir dass si déi nach kënnen ënnerschreiwten.

Voilà ! Ech soen de Regierungsmembere Merci fir hir Disponibilitéit an de leschte Wochen. Mir kruten och op all Fro, déi mer gestallt hunn, eng Antwort, respektiv goufen eis nach Dokumenter nogereecht, déi mer verlaangt hunn.

Ech wéilt awer un d'Regierung appelléieren, dass se beim Opstelle vum Budget drop Uecht gétt, dass d'Chamber nach ëmmer deen néidegen Iwwerbléck behält. Et versteet een, wann an engem Ministère verschidde Budgetsartikele beieneegeluecht ginn, well dës der Regierung méi Flexibilitéit gétt bei hiren Dépenses. Dat dierf awer net op d'Käschte vun der Transparenz goe vis-à-vis vun der Chamber. Duerfir missten op d'mannst am Libellé vum Artikel d'Detailer opgefouert gi vun deenen Artikelen, déi fusionéiert goufen.

Souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland goufe sech jo scho vill ... Elo hunn ech eng Sait iwwersprongen. Gesitt Der, et ass gutt, dass ech se nummeréiert hunn.

An deem méi perséinlechen Deel vu mengem Rapport hunn ech mech dozou entschloss, mech dem Sujet vum PIB du bien-être unzehuelen. Dat ass sécher keng nei Erfindung. Souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland goufe sech jo scho vill Gedanken doriwwer gemaach.

Ech hu mech perséinlech ëmmer dru gestéiert, dass mer d'Situatioun vun eisem Land, eise Wuelstand ëmmer eleng op eis wirtschaftlech Performance reduzéieren. An d'Fro, déi mer dacks duerch de Kapp gaangen ass, war déi heiten: Wat denke verschidde Leit, wa se dauernd héieren: „Eise PIB ass ëm 3 %, 4 % oder 5 % gewuess, et geet eis also gutt“, an zum nämmechten Ament mierke si awer keen Ennerscheid un Paiziedel an hunn et allze dacks schwéier, fir Enn des Mounts déi berüümt zwee Enner beieneenzekreien?

Eise Premierminister huet dee remarkable Satz gesot: „Wann et eisem Land gutt geet, da muss et och de Leit gutt goen.“ An hien huet natierlech absolutt Recht. Mee wéi geet et dann effektiv de Leit? Wéi et eisem Land geet a virun allem, wéi et eise Bierger geet, doriwwer seet dee klassesche PIB wéineg aus. Et brauch duerfir aner Indicateuren.

D'nächst Joer am Mäerz organiséieren de Statec an de Wirtschaftsministère eng gréisser Konferenz iwwert dee sougenannte Well-Being mam Titel: „Knowledge for informed decisions“. Den Direkter vum Statec hat am November op eng ganz interessant Diskussionsronn invitéiert iwwert d'Ongläicheeten an hir Evolution, dës mat engem méi provokanten Ennertitel: „Tout ce que nous ne mesurons pas ou mal“. Et gétt sech also scho vill mat der Fro beschäftegt, wéi mer d'Wuelbefannen a senger ganzer Komplexitéit moosse kéinten.

An ech wéilt op dëser Plaz ausdrécklech dem Serge Wilmes e grouse Merci soen, well hien eng Debatt grad iwwert de PIB du bien-être an der Chamber gefrot huet. Mir waren eis also onofhängeg vuneneen eens, dass et wichteg wär, sech méi intensiv domat ze befaassen.

(Interruptions)

Och de Paul Galles huet eng Debatt ugefrot iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg. Och him villmools Merci derfir, well ech och dësem Thema e gréisser Kapitel a mengem Rapport widmen. Dës zwou Debatte vum Paul Galles a vum Serge Wilmes, déi mer da virausiichtlech ufangs vum nächste Joer wäerte féieren, ergänzen also mäi Rapport vun haut a stelle sécher, dass d'Diskussiounen doriwwer weidergefouert ginn.

Här President, nodeems d'Nowéie vun der Finanzkris verdaut sinn, genéisste mir erëm e staarke Wirtschaftswuesstum: 2014, 2015 an 2016 iwwer 4 %. Zanterhier gewanne bei ville Bierger aner Consideratiounen erëm méi u Bedeutung: Ongläicheeten ofbauen, d'Veereenbarkeet vu Famill a Beruff, eng intakt Ëmwelt, sozial Kontakter an eiser Gesellschaft. Kuerz: d'Wuelbefanne vun deem Eenzelnen.

De Constat, dass Wirtschaftswuesstum automatesch d'Wuelbefanne vun de Leit eropsetzt, ass ëmmer mander evident, och an der Wëssenschaft.

Am Koalitionsaccord vun 2009 huet déi deemoleg Regierung d'Aféiere vun engem PIB du bien-être nieft deem klassesche PIB annoncéiert. An engem gemeinsamen Avis vum Conseil économique et social a vum Conseil supérieur du développement durable goufen 63 Indicateuren aus eelef Liewensdomänen definiert, op deenen de PIB du bien-être fousst.

De Statec gouf mat der operationeller Ausféierung beoptraagt an dee synthetiséierte „Luxembourg Index of Well-Being“ war ge-

buer. A sengem Rapport huet de Stateg deemools festgehalen, dass de „Luxembourg Index of Well-Being“ tëschent 2009 an 2015 war gewuess ass, mee mander séier wéi d'Evolution vum PIB. 2015 war dat esou gemooßent Wuelbefannen 0,8 % ënnert dem Niveau vum 2009. De PIB pro Kapp ass awer am nämlechen Zäitraum ëm 5,7 % geklommen.

A mengem Rapport sinn ech op dräi grouss Theemfelder agaan: Aarmut an Ongläichheeten, Logement an zu gudder Lescht d'Aarbechtswelt. Nieft engem relativ héijen Taux de risque de pauvreté vum 18,3 % ass et wichteg, aner Indicateuren ze kucken, fir méi e komplett Bild ze kréien. Dozou gehéiert d'Déprivation matérielle, déi net un d'Evolution vum Revenu médian gebonnen ass, mee déi méi objektiv Krittäre virgesäit.

Dir entschëllegt mech, ech hu keen anstänneg lëtzebuergesch Wuert fonnt fir „déprivation matérielle“, duerfir gebrauchen ech dann elo dat franséisch.

Glécklecherweis hu mir zu Lëtzebuerg en niddregen Taux de déprivation matérielle: 1,3 %, deen niddregsten an der Europäescher Unioun. Dëst dierf awer net verstopen, dass zu Lëtzebuerg 8 % vun de Kanner eng Déprivation matérielle erliewen.

A menge Recherchë sinn ech op follgend, fir mech erschreckend Zuele gestouss: Kanner, vun deenen d'Elteren an enger Koppel liewen, sinn, wann et ëm Deprivatioun geet, zu 4 % betroff, Kanner an enger Famillie monoparentale zu 30 %. Néierens ass déi Differenz esou grouss wéi zu Lëtzebuerg!

E puer Beispiller, fir dass ee versteet, wat gemengt ass: Deprivatiounen, déi gemooss goufen, sinn zum Beispill al Miwwelen net ersetze kënnen, Rechnungen net kënnen bezuelen, d'Kanner net kënnen um Schoulausch deelhuele loosse, Kanner, déi just ee puer Schong hunn an esou weider.

Mir wëssen et allegueren: Op der ganzer Welt, an och zu Lëtzebuerg, huelen d'Ongläichheeten zou, besonnesch wann ee sech d'Verdeelung vum Patrimoine ukuckt. Lëtzebuerg ass dacks besuergt, fir an internationale Ranking kënnen um Podium ze stoen. Mee mir thematiséieren net vill, dass mir dem Eurostat no beim Gini-Koeffizient zanter 2016 kloer méi ongläich eis Revenu verdeelt hunn wéi d'Moyenne an der EU. Den Gini-Koeffizient louch 2018 bei 30,6 fir d'EU, mee bei 33,2 fir Lëtzebuerg.

An hirem Bulletin huet d'Banque centrale festgestallt, dass déi iewesch 10 % e Patrimoine hunn, deen 344-mol esou grouss ass wéi dee vun deenen ënneschten 10 %. Dat war am Joer 2014. Am Joer 2010, also véier Joer virdrun, louch dee Rapport scho bei héijen 273. Dës Entwécklung ass also rasant.

Wann ee weess, dass de Rapport tëschent deenen ieweschten 10 % an deenen ënneschte 50 % an deem Zäitraum éischer konstant bliwwen ass, da kënt een zur Konklusioun, dass déi ënnescht 10 % guer näischt op d'Säit leeë kënnen. Fir eis sozial Kohäsion sinn dës Entwécklungen natierlech Gëft.

Ech hu virdu gesot, dass de Staat ouni d'Hëllef vu Benevollen opgeschmass wier, wann et drëms geet, d'Aarmut ze lënneren an ze bekämpfen. Duerfir brauchen déi konventionéiert Asblen déi néideg Moyenen, fir hir Aarbecht ze maachen. Dat geschitt wuel mat dem Budget. Deen Effort muss och weidergoen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Och brauchen déi Benevoll selwer déi néideg Formatioun an e gudden Encadrement.

Wat d'Strukturen ugeet, déi mer hei am Land hunn, soll eng Analys vun de Besoinen a vun der geografischer Verdeelung gemaach ginn.

Eng Iddi, déi mir besonnesch um Häerz läit, ass déi vum Housing First, déi sech zum Beispill schonn a Finnland bewäert huet. Hei stieche mer nach an de Kannerschong. An déi Iddi soll onbedéngt weiderentwéckelt ginn. Kuerz erkläert: Beim Housing-First-Konzept geet et ëm e Mentalitéitswandel. Et setzt viraus, dass jiddwereen hei am Land e Recht huet, iergendwou ze liewen. D'Wunneng gëtt domat zur éischer Measure vun der Stabiliséierung, zum Beispill fir Leit vun der Strooss oder eng Persoun, déi wëllt aus der Prostitutioun erausklammen.

Eréischt wann ee bis en Doheem huet, kann een déi aner Problemer ugoen, wéi eng Aarbecht sichen oder erëm gesond ginn an esou lues a lues de Wee zrëck an eis Gesellschaft fanen. A Finnland ass dëst Konzept erfollegräich a si schwätze vun 80 % Reussite vun deene Leit, déi iwwert den Housing First gehollef kruten.

Ech soen dat alles, well wa mir iwwert d'Wunnengspräisser schwätzen, dann hale mer dacks fest, dass et fir Geréngverdenger an ëmmer méi dacks och Normalverdenger ëmmer méi

schwéier gëtt, fir sech d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze leeschten. Mee wéi schwéier muss et da si fir déi, déi guer näischt hunn! Ech soen dat hei, fir dass mer si net vergiessen, wa mer iwwert d'Wunnengsnout schwätzen.

Da wéilt ech d'Regierung drun erënnere, dass si an hirem Regierungsprogramm ugekënnegt huet, d'Familljeleeschungen ewéi d'Famillje-geld nees un den Index unzepassen. Dat ass ganz bestëmmt eng wichteg Hëllef fir d'Familljen, besonnesch fir d'Elengerzéier. A wat déi Indexéierung éischer kennt, wat besser!

Wann een den Aarmutrisiko am Detail kuckt, da fällt engem op, dass am Contraire zu aneren europäesche Länner den Aarmutrisiko bei Rentner däitlech manner héich ass. Dese läit bei manner wéi der Hallschent vun der Moyenne. Dat ass eng gudd Nouriicht. Vergiessse sollte mer dobäi awer net, dass et och zu Lëtzebuerg kleng Pensiounen gëtt, mat deenen ee knapps iwwert d'Ronne kennt.

Et ass duerfir eng gudd Nouriicht, dass fir den 1. Januar d'Pensiounen ëm 1,5 % wäerten ugehuewe ginn. Zesumme mat der ze erwaarden d'Indextranche kréien eis Rentner esou ugangs 2020 eng Erhéijung vu 4 %. Weider Efforten, fir Hongerrenten ze vermeiden, mussen awer och nach gemaach ginn.

Wat d'Ongläichheeten ugeet, esou schloen ech vir, en Observatoire vun den Ongläichheeten an d'Liewen ze ruffen, e bëssen esou wéi den Observatoire vun der Kompetitivitéit, dee mer jo schonns hunn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Domat kéinten d'Regierung an d'Sozialpartner net nëmmen d'Ongläichheeten am A behalen, mee och Initiativen huelen, fir se ze bekämpfen.

Ganz besonnesch sollt d'Regierung beim Ausschaffe vun där ugekënnegter Steuerreform eng Verbesserung fir d'Famillie monoparentales ustriewen. Si ware schonns 2017 iwwert de Crédit d'impôt entlaascht ginn. Dese kann een duerch aus nach eng Kéier nihewen.

Ech wéilt och ennersträchen, dass d'Regierung net d'Hänn an de Schouss geluecht huet, wat d'Aarmutbekämpfung an d'Erofréckle vum den Ongläichheeten ugeet. Am Laf vum Joer 2019 huet d'Regierung de Mindestloun ëm 100 Euro netto gehéicht. Wat fir en Impakt dës wichteg Moosnam op den Aarmutrisiko respektiv op de Phänomene vun de Working Poor huet, wesse mir haut nach net. Mee d'Fro ass net, ob dat e positiven Effekt hat, mee éischer, wéi grouss dës Impakt ass. Dat gesi mer alerdéngs eréischt, wa mer d'Donnéeë vun dem Joer statistesch traitéiert hunn.

Wat de Phänomene vun de Working Poor ugeet, esou ass deen esou komplex, dass et derwäert wier, dem en eegene Rapport ze widmen. Dat just als kleng Ureegung.

Wann een zu Lëtzebuerg vun Aarmut an Ongläichheete schwätzt, dann ass ee ganz séier beim Logement. Dese ass nämlech zu groussen Deeler d'Ursach, firwat zum Beispill den Aarmutrisiko klëmmt. Mir sinn eis all eens, an ech brauch och elo net erëm Beispiller ze nennen, dass d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart de Leit e Lach an de Portomni frësst. E grouse Problem ass do d'Konzentratioun vun Terrainen.

An enger Question parlementaire haten de Franz Fayot an ech no der Verdeelung vum Landbesetz gefrot. Doropshi goufen de LISER an den Observatoire de l'habitat dermat chargéiert, d'Besetzverhältnissen ze analyséieren. D'Resultater, och wann een et scho gefaart hat, waren nawell erschreckend: 1 % vun de Privatleit besetze 16,4 % vun der Valeur vun allen Terrainen. D'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg ass besonnesch markant: 11 Entreprises an 11 Privatstéit besetzen 63 % vun den Terrainen an eiser Hauptstadt, mat enger Valeur vum ronn 2,4 Milliarden Euro! Dat ass natierlech eng ongesond Situatioun.

De Stateg huet ausgerechent, dass d'Käschte vum Logement ganz ënnerschiddlech evolueiert hunn, jee nodeem zu wéi engem Quintile de Stot zielt. Beim éische Quintile, also bei deene mat deem niddregsten Akommes, sinn d'Käschten ëm 20 % geklommen tëschent 2012 an 2017, beim véierte Quintile just ëm 7 %. An d'Resultat dovunner: D'Käschte vum Logement huele beim Geréngverdenger 42 % vum verfügbaren Akommes an, a bei deenen ieweschten 20 % vun der Akommeskala sinn et just 14,5 %.

Den Taux vun der Deprivatioun beim Logement, zum Beispill en ondichten Daach oder ouni privat Toilette an esou weider, ass méi héich zu Lëtzebuerg wéi an der Moyenne vun der EU, wann een et op d'Locataire bezitt, déi zu de Marchéspräisser loune mussen.

D'OCDE huet an hirem Examen économique vun dem Joer ervirgestrach, dass a kengem vun de 36 Memberstaaten deen éische Quintile esou staark verschéilt ass wéinst dem Logement wéi zu Lëtzebuerg. Et ass duerfir net verwonnerlech, dass d'OCDE eng méi konsequent Besteuerung vun eidel stonden Terraine gefuerdert huet an dass d'Reform vun der Grondsteuer d'Non-affectation muss bekämpfen.

Iwwregens ass d'OCDE net déi Eenzeg, déi eis dat seet. Och d'Europäesch Kommissioun huet an hire lännerspezifische Recommendationen am Juni fir Lëtzebuerg festgehalen, dass si politesch Mesurë vermësst, déi d'Proprietären dozou bréngen, hir Terraine fir Logement disponibel ze maachen. D'Chambre des Métiers proposéiert an hirem Avis zum Budget, dass mer eidel Terraine mussen méi besteieren.

Ech wëll betounen, dass dëst alles keng marxistesche oder lénkssozialistesche Organisation sinn! A wann déi dat scho soen!

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Op deser Plaz wëll ech och de President vun der Banque centrale zitieren, deen eis an der Finanz- a Budgetkommissioun bei der Presentatioun vun hirem Avis zum Budget zum Schluss gesot huet, beim Logement: „Et muss elo eppes geschéien!“

Wëllt d'Regierung verhënneren, dass hir Logementspolitik duerch d'Konzentratioun vum Bauland an den Hänn vun enger klenger Zuel vu Proprietären torpedéiert gëtt, muss d'Regierung d'Baulandspekulatioun bekämpfen!

Weiderhi muss dee spezielle Steuerregime fir d'Fonds d'investissements spécialisés reforméiert ginn, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** ... well et kloer schéngt, dass dese Produit méissbraucht gëtt, fir mat Hëllef vum Typ vun den Umbrella Funds laanscht d'Besteuerung vun der Plus-value immobilière ze kommen. An dat huet net nëmme Repercussiounen op d'Wunnengspräisser, mee virun allem ass et eng grouss Steuerungerechtegkeet.

Mir sinn eis jo eens, dass de Staat, fir selwer aktiv ze ginn um Wunnengsmaart an esou bezuelbare Wunnraum kënnen ze schafen, fir d'éischt emol un dat néideg Bauland muss kommen. Duerfir sollt am Kader vun de Baulandverträge eng Tax op de geschafene Méiwäert vun den Terrainen kommen, déi zu Bauland ëmklässiert ginn; esou wéi et och am Koalitionsaccord tëschent de Regierungsparteie virgesinn ass. D'Fro dierf awer erlaabt sinn, ob een net amplaz vu Suen e Stéck vum Terrain kann un d'ëffentlech Hand ofrieden.

Wéi schonns d'ënescht gesot, deen neie Fong fir Terrainen ze kafe muss déi néideg Mëttele kréien, fir senger Aufgab hei kënnen gerecht ze ginn.

Ech widderhuelen och nach eemol, wat ech déi lescht Woch gesot hu beim Pacte Logement: Mir mussen fir all déi verschidde Besoinen dee richtige Wunnraum schafen. Dobäi sollen d'Loyerer dem Akommes no gerecht ginn.

Ech widderhuelen awer net méi all déi Recommendationen aus der Debatt vu virun enger Woch, ech verweisen do op mäi schrëttleche Rapport.

Zum Logement awer nach dat heiten: Mir brauchen och méi Wunnraum fir Studente grad ewéi d'Méiglechkeet fir nei Formen vum Zesummeliewen, wéi dem intergenerationelle Logement.

E weidert Thema, dat ech méi genee wëll ënner d'Lupp huelen haut, ass d'Aarbechtswelt. D'Aarbecht gouf net erfonnt, fir eis Mënsche glécklech ze maachen. Nawell ass et d'Aarbecht, déi eis et erméiglecht, iwwerhaupt un der Gesellschaft deelzehuelen. An d'Aarbechtsqualität ass dann och e wichteg Facteur vum Wuelbefannen am Alldag.

Am „Quality of Work Index“ fille sech 30 % vun de Leit net an der Lag, no der Aarbecht ofzeschalten. Vill mussen ronderëm d'Auer disponibel sinn. Wa mir als Legislatuer net oppassen, risquéiert d'Digitalisatioun d'Grenzen tëschent Aarbecht a Fräizäit ze verwëschen. D'Regierung sollte mer ënnerstëtze bei hirem Bestriewen, en Droit à la déconnexion ze schafen.

Dëst gëtt nach verstärkt bei den neien atypeschen Aarbechtsforme wéi der Plattform-aarbecht. Hei kënnen mer roueg vu „falschen Independanten“ schwätzen. Wie sech dorop aleisst, huet dacks d'Nodeeler vun Independant: keng fest Aarbechtszäiten, staark Variatiounen beim Akommes, keng finanziell Sécherheet. Zäitgläich awer schafft ee wéi an engem Aarbechtsverhältnis, just eben, dass een net déi gesetzlech Ofsécherung vum Salarié genéisst.

Mir dierfen déi Leit, déi esou Plazen hunn an déi um Bord vun eisem Aarbechtsrecht sinn, net lénks leie loosse.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Et ass duerfir gudd, dass de Regierungsprogramm virgesäit, eist Aarbechtsrecht ze reforméieren, fir dese Situatiounen entgéintzewirken.

Och wier et gudd, wa mer géife virukomme mat der Verbesserung vun der Situatioun fir d'Independanten. An hei schwätzen ech vun deene richtigen Independanten! Hei mussen mer déi sozial Ofsécherung, wéi zum Beispill d'Recht op Chômage, méi no eruféieren un d'Rechter vun de Salariéen.

De Rapporteur vun zejoert, den André Bauler, hat et och a sengem Bericht erwänt: Et kommen an der Aarbechtswelt gewaltig Changeementer op eis duer. Der OCDE no wäerten an deenen nächsten zéng bis zwanzeg Joer 14 % vun den Aarbechtsplazen duerch d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung ewechfalen. 32 % vun den Aarbechtsplaze wäerten sech grondleeënd veränneren.

D'Äntwert heirobber, an engem Wuert, ass: Formatioun. De Regierungsprogramm gëtt do schonn eenzel Pistes, deenen et dann och gëllt nozogen. Ech denken do un d'Mise en œuvre vun enger Stratégie des compétences oder nach de Compte personnel de formation. Hei sollt een och kucken, wéi eng Roll d'ADEM do ka spillen. Besonnesch déi sougenannt „middle-skilled“ Aarbechtsplaze si bei der Digitaliséierung a Gefor. An do gëllt et den Hiwiel unzesetze bei der Weiterbildung respektiv der Requalifikatioun.

Här President, mir hunn an de leschte Jore gesinn, dass d'Rechne vum PIB u seng Limite stéisst. Et ass immens ofhängeg vun der Methodologie, déi benotzt gëtt, virun allem well viles dovunner ofhänkt, wéi d'Operatiounen vu grouse Multinationale kontabiliséiert ginn. Fir d'Joer 2017 war de Wuesstum vun engem Moment op deen anere vun 2,3 % op 1,5 % revidéiert ginn, ouni dass sech un der reeller Wirtschaftssituatioun eppes geännert hätt.

Dëst féiert dozou, dass de PIB sech lassléit vun anere makroökonomesche Gréissten. Dat mécht d'Lektür vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vum Land net méi einfach fir d'Observateuren an och fir eis Deputéierter.

An deem Kontext begréissen ech d'Beméiung vum Stateg, sech fir e Service „large case unit“ anzusetzen, fir sech där Fro do unzehuelen.

De PIB wäert net ersat ginn. Mir brauchen de PIB, och well sech eng ganz Partie Donnéeë vum PIB ofleeden. De PIB gëtt no europäesche Reegele gerechent a moosst d'Valeur ajoutée vun den Aktivitéiten, déi op eisem Territoire stattfannen. De Problem ass duerfir net de PIB u sech! De Problem ass, dass d'Erwaardungen, déi un de PIB gestallt ginn, wäit iwwert dat erausginn, wat en eis soe kann.

Am September 2009 huet de Rapport vun der Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, méi bekannt ënnert dem Numm Commission Stiglitz, follgendes festgehalen: « Il semble souvent exister un écart prononcé entre, d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques comme la croissance, l'inflation, le chômage, etc., et, d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités. » Dëst treëft et op de Punkt.

Wat de PIB eis net soe kann, dat ass, wéi et ëm d'Liewensbedingunge vun de Leit bestallt ass. Zanter enger Rei vu Jore gëtt kontrovers dorriwwer diskutiert, ob Lëtzebuerg soll weider kënnen wuessen oder net. Déi Diskussioun gëtt vu politescher Säit dacks net mat deem néidege Seriö gefouert. Vläch ass d'Fro och méi komplex. D'Fro ass net, ob mir Wirtschaftswuesstum wëllen oder net wëllen. Mir liewe jo net an enger Planwirtschaft! Kloer ass awer, dass Wuesstum kee Selbstzweck dierf sinn. D'Politik ass derfir do, d'Jalonen esou ze setzen, dass de Wuesstum jiddweregem zeguttkennt.

Mir müssen et mat eisem Wuesstum fäerdegbréngen, d'Ongläichheeten tëschent de Leit erofzedrecken an esou en inklusive Wuesstum ze hunn. Brénge mir et net fäerdeg, alle Bierger am Land e Liewen an Dignitéit ze erméiglechen, da wäerten der ëmmer méi de Kapp rëselen, wa se héieren, de PIB wier eropgaangen, awer perséinlech fillen, dass et nom Bezuele vum Loyer och dese Mount erëm knapps gëtt.

► **Mme Josée Lorsché (déli gréng).** - Très bien !



► **M. Yves Cruchten** (LSAP), *rapporteur*. - Et geet hei och ëm d'Veertrauen, dat d'Bierger kënnen eisen Institutionen entgéintbréngen. Mir mussen als Gesellschaft eng Diskussioun driwwer féieren, wat fir eis d'Kärelementer vun enger gesonder, glécklecher Gesellschaft sinn, déi gutt funktionéiert an an där jiddweree seng Plaz huet.

Wa mir eng Äntwert op dës Fro hunn, wa mir also eis Prioritéite fir d'Gesellschaft definéiert hunn, da mussen mir eis och d'Méiglechkeet ginn, en Indicateur ze hunn, dee Joer fir Joer moosse kann, ob mir eis op déi Prioritéiten zoubeweegen oder eeben dovunner ewechkommen.

An der wëssenschaftlecher Literatur huet d'„welfare economics“ seng Plaz ageholl. Dem Adam Smith seng Theorie vun der „invisible hand“ huet méttlerweil 260 Joer um Bockel. Dass et der Gesellschaft automatesch besser geet doduerch, dass deen Einzelne probéiert, säi Profit ze maximéieren, dorunner géif den Adam Smith haut warscheinlech emol net méi selwer gleewen. D'Wëssenschaft huet evoluéiert, mee d'Politik ass do warscheinlech nach e bëssen hannendran.

D'Cour des comptes huet eis an hirem Avis un d'Häerz geluecht, d'Beispill vun Neuseeland méi genee ze analyséieren. An et war effektiv de Fall vun Neuseeland, dee mech derzou verleet huet, dës Sujet erauszesichen. Neuseeland huet den 30. Mee dëst Joer e Budget virgestallt, deen esou munches op d'Kopp gestallt huet. Dréi- an Aangelpunkt ass d'Wuelbefannen. E fousst op sechs politesche Prioritéiten, dorënner d'Lutte géint d'Kanneraarmut an d'Verbessere vun der mentaler Gesondheet vun de Leit an esou weider.

Am Virfeld sinn interministeriell Komiteeen zesummekomm, fir Mesuren auszeschaffen am Sënn vun deene sechs Prioritéiten, also eng transversal Approche. Et goufe chiffriert Objektiv festgeluecht, fir an deene sechs Prioritéite méttelfristeg weiderzokommen. D'Budgetsartikele sinn net a Fonctioun vu Ministère ventiléiert, mee a Fonctioun vu Politikfelder opgestallt. Dat ass eng interessant Approche. Wat konkret dobäi erauskënnt, dat muss sech nach weisen.

A sengem Rapport fir de Budget 2006 ass de Roger Negri deemools agaangen op de Modell vun der Loi organique relative aux lois de finances a Frankräich, d'LOLF. D'LOLF huet probéiert, de Budget manner ze fragmentéieren. Si huet Nomenclature reforméiert, d'Architektur no „mission - programme - action“ deklinéiert. De Bilan ass awer mitigéiert. Sécher ass awer: Mir mussen et och zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, vun enger Logique des moyens op eng Logique des résultats ze kommen.

Bei der Lektür vun Roger sengem Rapport ass mer folgend Zitat opgefall, dat och schon en anere Rapport benotzt huet an dat haut nach ëmmer seng Richtegkeet huet. An ech wéilt lech dat och net virethalen: « Le Gouvernement fait le budget, la Chambre des Députés vote le budget, et la procédure budgétaire continue de s'apparenter à „une visite du château de Versailles : à pas accéléré et avec l'interdiction de toucher à quoi que ce soit“. »

Här President, am Laf vu menger Analys hunn ech festgestallt, dass bei ville gängegen Indicateure Lëtzebuerg net esou schlecht ofscheit, wann een un der Uewerfläch bleift. Wann een déi Indicateuren allerdéngs op vulnerabel En-

nerkategorien an eiser Gesellschaft, zum Beispill d'Familie monoparentale oder de Locataire um Privatmarché, uwennt, dann entsteet e ganz anert Bild vun eisem Land.

Als Konklusioun wéilt ech Follgendes festhalen: Mir mussen net alles nei erfannen. Mir mussen eis net alles aus de Fangere suckelen. Bei mengen Entrevuen hunn ech festgestallt, dass mir zu Lëtzebuerg exzellente Institutier a Chercheuren am Land hunn, eng Matière grise, déi eis Opschloss ka ginn iwwert dat, wat an dësem Land viru sech geet. Mir hunn allerdéngs als Politik nach net de Reflex, fir déi Informatiounen méi a besser ze notzen. Dorunner kënnen mir alleguerter schaffen.

Ech denken, mir sollten dem Stateg d'Moyene ginn, fir a Kollaboratioun mam Conseil supérieur du développement durable an dem Conseil économique et social en neien Indicateur vum PIB du bien-être opzestellen, deen idealerweis kéint all Joers gemooss ginn, parallel zum classesche PIB, fir dass mer iergendwann eng Kéier mat guddem Gewëssen an zu Recht kënnen behaupten: „Well et eisem Land gutt geet, geet et och eise Bierger gutt.“

Ofschlüsse wéilt ech natierlech mat e puer Mercien. Ech fänken u mat engem Merci un de Finanzminister Pierre Gramegna a seng Mataarbechter. Am Ufank vu menger Ried hat ech schon all deene Merci gesot, déi bereet waren, mech während menge Recherchen ze gesinn. Ech hätt der nach gäre vill méi gesinn, mee wéi esou dacks gétt um Enn d'Zäit awer knapps.

E grouse Merci natierlech un d'Chamberversaltung an do virop un d'Madamm Guezennec, d'Sekretärin vun der Kommissioun. E Merci och un de President vun der Finanzkommissioun,

den André Bauler, fir seng Gentillesse a fir déi reegelméisseg gutt Rotschléi, déi e mer ëmmer mat op de Wee ginn huet. E ganz grouse Merci och un eis Mataarbechter an der Chamberfraktioun an do ganz besonnesch de Patrick Weymerskirch, dee mer vill gehollef huet, fir dës Rapport op d'Been ze stellen.

A wann ech scho bei deem ganz Besonnesche sinn a well ech dozou vläicht net méi d'Geleeënheet kréien, dat öffentlech hei ze soen: e grousen, jo, e ganz grouse Merci u mäi Fraktiounschef, den Alex Bodry, fir all seng Ennerstetzung an de leschte Joren!

(Exclamations)

Alex, du bass fir vill Leit, net nëmme fir mech, e Virbild als Deputéierten. An dat Haus hei wäert dech staark vermessen, dovunner sinn ech ganz fest iwwerzeegt!

Zu gudder Lescht wéilt ech lech alleguerten heibannen nach Merci soen, dass Der mer d'Chance ginn hutt, dës Rapport hei ze preparéieren. Dat war fir mech eng aussergewöhnlech Erfahrung an déi wéilt ech net mëssen. Ech soen lech Merci fir d'Gedold a fir d'Nolauschteren.

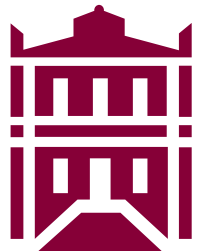
► **Plusieurs voix**. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem Här Yves Cruchten.

Muer um aacht Auer héiere mer den Exposé vum Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.34 heures.)



SÉANCE 14

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
- 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :
 - 1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;
 - 3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
 - 5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - 6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
 - 7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
 - a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
 - b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
 - c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
 - 8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;
 - 9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- Exposé : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

3. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 et 2) (interruption par M. Mars Di Bartolomeo) - M. Eugène Berger (interventions de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen) - M. Alex Bodry (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Claude Wiseler et M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Ech maa-chen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maa-chen?

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale*. - Nee, Här President.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Mir héieren elo den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

2. 7500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;



9^e la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10^e la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11^e la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12^e la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13^e la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

Exposé

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll dës Ried - déi zweet Ried zum Budget - ufänken, andeem ech dem Rapporteur Yves Cruchten felicitéiere fir eng exzellente ausféierlech Presentatioun gëscher hei virun dëse Mikroen an och fir dee ganz gudden schrëftleche Bericht. An ech soen dat wierklech aus ganzem Härzen, well ech hu fonnt, dass ganz vill gutt Iddien a ganz vill Proposen dra waren, op déi mer wäerten am Laf vun de Méint a Joren zrëckkommen.

Ech wëll haut och net eng Repetitioun maache vun där Ried, déi ech am Oktober hei gehalen hunn, wou ganz vill Zifferen dra waren. Ech wäert ganz e bësse mat Zifferen hantéieren, wann ech de sozialen Aspekt vum Budget wäert beschreiwen, mee soss meng Presentatioun a véier Deeler maachen:

- fir d'éischt wäert ech agoen op de Rapporteur a säi Bericht;

- zweetens, op d'Neiegekeiten, op d'Saachen, déi sech geännert hunn oder evoluéiert hunn an de leschten zwee Méint säit der Presentatioun vum Budget Mëtt Oktober;

- drëttens ginn ech dann op d'Avisen an, déi déi verschidden Instanze gemaach hunn,

- a véiertens, zum Schluss géif ech dann déi Haaptaggregat vum Budget nach eng kéier widerhuelen.

Den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten huet a senger Remarque de Fanger op d'Aarmut an d'Inegalitéit geluecht fir ze soen, dass déi net akzeptabel sinn an der haiteger Gesellschaft. A wa Leit a prekäre Situatiounen liewen an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg, da kann dat keen zefriddestellen.

De Rapporteur huet ënner anerem och iwwert d'Logementsproblematik geschwat, déi en Aspekt dovunner ass an déi haaptsächlech Schwierigkeete stellt fir Leit mat engem klengen Akommes. Mir kréien am Laf vun den nächste Méint vill iwwert de Wunraum ze soen an ze maachen. De But wäert et natierlech sinn, d'Offer vu Logementer ze steigere an op där anerer Säit an der Steuerreform ze kucken, wéi mer kënnen déi continuel Spiral vu Präisser, déi an d'Luucht ginn, änneren. Dofir wäerte mer och eng Radiografie maache vun alleguerten de Steiermesuren, déi mer hunn, déi zur Präisspiral bäidroen.

Ech hunn och déi Remarque ganz interessant fonnt, déi Der gemaach hutt, Här Rapporteur, iwwer hybrid oder atypesch Formen vun Aarbechtszäiten. Och dat, mengen ech, misst an dësem Haus méi genau gekuckt ginn. An de maniere générale géif ech soen, dass déi Recommandatiounen, déi Der gemaach hutt, alleguerte wäerten och vun der Regierung ënner d'Lupp geholl ginn.

Eng vun deene wëll ech ervirsträchen, déi mer besonnesch wichteg schéngt. Dat ass Är Iddi, fir en Observatoire des inégalités ze maachen oder ze kucken, wat et do scho gétt. Well ech sinn iwwerzeegt, dass mer all méi schlau géife ginn, wa mer géife besser verstoen, wéi den Écart de pauvreté wiisst. Dat ass och e Phänomeen, deen et net nëmme zu Lëtzebuerg gétt, dee gesäit een a ganz Europa. A wann et deen an Europa gétt, wou et dat bescht sozialt Netz gétt op der ganzer Welt, da muss ee sech eng ganz Rëtsch Froe stellen.

Sozial Gerechtheit kann och nëmme da garantéiert ginn, wann ee sech net op sengen Accquisen ausrount, wann een déi moderniséiert a

wann een déi natierlech un d'Gesellschaft an un d'Evolutionen vun der Gesellschaft upasst.

De Budget vun 2020 wéi och déi viregt Budgete vun der Regierung Bettel 1 a Bettel 2 si keen Ensemblen vun abstrakten Zuelen.

Mir sinn eis bewosst, dass dëse Budget, wou 47 %, also bal d'Hallschent vun den Depensen, sozial Depensé sinn, ganz wichteg ass fir d'Liewen an d'Schicksal vu ville Leit.

An hirem Avis huet d'Chambre des Salariés gesot, et misst een de Spillraum, dee mer am Budget hunn, méi ausnotzen, fir an d'Leit ze investéieren a fir sozial Gerechtheit ze fërderen. Mee ech géif soen, dat maache mer schonn. Et kann een natierlech ëmmer nach als Zil hunn, méi ze maachen, mee dat mécht dëse Budget, wou 47 % a Sozialleeschungen ginn, a Subsidien, an Transferten an a Subventionen. Dat ass e Bekenntnis zum Sozialstaat.

Ech sinn am Oktober schonn op déi verschidde Budgetkreditter agaangen, se alleguerten. Mee ech wëll dann hei fir ze beweisen, dass dat keng eidel Wieder sinn, nach eng kéier erënnere, wou mer dann alleguerten déi Sozialleeschungen hunn.

Fir d'éischt d'Zukunftskess, dat sinn 1,2 Milliarden Euro, dovunner 910 Milliounen fir d'Alloctatiounen fir Familljen; d'Chèque-servicen, 426 Milliounen, eng Augmentatioun vun 8 % par rapport zum leschte Joer; d'Studentebourssen, 126 Milliounen, eng Augmentatioun vun 10 %; konventionéiert Servicer fir den Handicapéierteseक्टर, 79 Milliounen.

Mir hunn an dësem Gesetz d'Bonification d'im-pôt fir d'Betriben, déi Chômeuren astellen, renouvéiert. Dat ass vun der Chambre de Commerce extra begréisst ginn. Ech mengen, dass mer wierklech kee Grond hunn hei zu Lëtzebuerg, eis ze verstoppe wéinst Saachen, déi mir iwwert de Budget am soziale Beräich maachen.

Loosst mer nach eng kéier zrëckkucken, wat mer an deene leschte sechs Joer gemaach hunn ënner Bettel 1: de REVIS geschaaft, Käscht-punkt 184 Milliounen; 20 Stonne gratis Kan-nerebetrieung mat Sprochefeederung, dat ass an deene Chèque-servicen dran; gratis Schoul-bicher, 13,5 Milliounen; d'Reform vum Congé parental, 243 Milliounen; de Pappecongé - zéng Deeg sinn dat haut -, dat sinn och 7,5 Milliounen; an dann d'Subvention de loyer, déi weidergefouert gétt.

An der Regierung Bettel 2, zweet Mandat, hu mer jo och scho ganz vill gemaach. Mir hunn de Mindestloun 100 Euro méi héich gemaach. An dat hu mer esou gemaach, dass dovunner zwee Drëttel vum Staat gedroe gétt an een Drëttel duerch d'Augmentatioun vum Mindest-loun. 100 Euro de Mount, dat sinn 1.200 Euro d'Joer. Dat ass ganz gutt fir d'Kafkraaft vun deenen, déi de Mindestloun kréien.

Mir hunn och op den 1. Januar vun dësem Joer Mini-Crèchen agesat, déi et virun net goufen. A mir hunn natierlech déi grouss an och wichteg Mesure vum gratis ëffentlechen Transport, déi den 1. März wäert a Kraaft trieden. Dat ass och eng sozial Mesure, well do wäerten d'Leit Honnerten Euro pro Joer spueren, well se déi Abonnemeter jo net méi brauchen ze bezuelen. Mee et ass natierlech och a vläicht haaptsächlech eng Mesure, fir den ëffentlechen Transport ze fërderen, méi attraktiv ze maachen an domadder och eis Ziler vum Accord de Paris ze erreechen. De Käscht-punkt vum gratis ëffentlechen Transport, rappelléieren ech, ass 30 Milliounen d'nächst Joer a 40 Milliounen an de Joren duerno.

Munches gouf also vum Rapporteur Yves Cruchten hei gesot. Hien huet och vill vun deene Mesuren hei beschriwwen an ech freeë mech, dass mer säi Rapport wäerten an Zukunft no bei eis halen, fir an d'Zukunft ze kucken an déi virzebereeden.

Ech kommen dann elo zum zweeten Deel vu menger Presentatioun. Dat ass: Wat ass Neies geschitt oder Iwwerraschendes geschitt an de leschten zwee Méint? Dat ass guer net esou wäit zrëck, mee Dir wäert gesinn, dass, wann een dat elo vun e bësse méi Noem kuckt, an de leschten zwee Méint ganz vill geschitt ass.

Éischt Stéchwuert: Brexit. Jo, no langer Incertitude ass den Horizont vum Brexit amgaangen, sech ze clarifiéieren. De Boris Johnson huet d'Wale kloer gewonnen an domat ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ... ass et bal sécher - ech sinn awer nach virsichteg, ...

(Hilarité)

... well et waren esou vill Surprises an deem ganze Phänomeen, mee bal sécher -, dass den Austrëtt souguer nach vläicht viru Chrëschtadg

am brittesche Parlament wäert gestëmmt ginn. An ech géif gären eng Minutt oder zwou domat verbréngen, well wéi esou oft, wann eng Noriicht, déi mer eis net gewënscht hunn ... Well mir waren all der Meenung, et wär besser gewiescht, d'Veereenegt Kinnekräich wär an der EU bliwwen. Mee à partir du moment, wou ee jo muss de Referendum respektéieren, ass et den Interêt vun Europa a vu Lëtzebuerg gewiescht, dass mer e Brexit kréie mat engem Accord. An et ass jo dat, wat elo wäert geschéien. Dat ass eng gutt Noriicht.

Firwat ass dat eng gutt Noriicht? Jo, éischters emol, well dat elo séier geschitt. Wann also bis Chrëschtadg oder nach e puer Deeg duerno den Accord vum brittesche Parlament ugeholl gétt, dann trëtt d'Veereenegt Kinnekräich automatesch den 31. Januar aus. Dat ass automatesch, dat brauch keen anert Land ze ratifizéieren oder eppes ze maachen. Dat heescht, mir kréien do Sécherheet.

An dat heescht vill. Well an deem Accord ass eng Période de transition virgesinn, déi bis Enn 2020 geet. An dat gétt de Betriber an de Persounen Zäit sech ze organiséieren. A wat nach méi wichteg ass: An där Période de transition gëlle gewësse Rechter. En fait gétt all dat, wat de Moment Realitéit ass, nach ëmmer verlängert. Dat heescht, d'Leit kënnen sech ajustéieren, d'Betriben kënnen sech ajustéieren, de Marché unique bleift nach fir dat Joer bestoen tëscht Europa an dem Vereenegte Kinnekräich, wat an der Zollunioun bleift a wat och an dem Bannemaart bleift.

D'Veereenegt Kinnekräich huet och da finanziell Obligatiounen, déi do dran nach festgehal ginn, déi dann och mussen respektéiert ginn. Déi Transitionperiod ass relativ kuerz, bis Enn des Joers. De brittesche Premier huet gesot, e géif déi net wëlle verlängere. An e wëllt an där Period mat Europa eng Fräihandelszon verhandelen. Dat ass eng gutt Saach. Do muss natierlech opgepasst ginn, dass d'Konditiounen vun deem Fräihandelsaccord esou ginn, dass mer e „level playing field“ behalen. Dat heescht, et muss een och derfir suergen, dass Groussbritannien net versicht, Standarden ze ënnerlafen, ob dat elo an der Ëmwelt ass, an de Sozialnormen, am Konsumenteschutz, an de Staatsbäihëllefen oder an der Fiskaliteit.

Mir sinn awer ganz zouversichtlech, dass d'Kommissioun wäert en ambitiësen a fairen Accord aushandele mat dem Vereenegte Kinnekräich. An dat ass zwar elo déi nei Kommissioun, wou och, mengen ech, den Här Barnier nach weider wäert eng Roll als Verhandler spillen.

Dat war mäin éischte Punkt vun den Neiegekeiten: Brexit.

Den zweeten ass d'Handelssofkommes tëscht den USA a China. Och dat ass u sech eng gutt Noriicht fir déi zwee Länner, mee natierlech och indirekt eng gutt Noriicht fir Europa. Et ass en deels kommerziellen Accord, wou verschidde Tariffer, déi hätte sollen an d'Luucht goen, dann net an d'Luucht ginn a verschidde Tariffer och op där anerer Säit erofgesat ginn.

Dat wäert de Commerce international weider stärken. Dee war relativ schwach ginn duerch all déi kommerziell Tensiounen. An et wäert een also e positiven Effekt op den internationalen Handel gesinn. Et huet een e schonn op de Bourse gesinn. An alles dat wäert fir Lëtzebuerg och positiv Konsequenzen hunn.

Dës zwou däischer Wolleken, de Brexit an d'Tariffverhandlungen an dem steierleche Sträit iwwert de Commerce zwëscht China an den USA, hu sech also zum groussen Deel opgeléist. Dat ass dann och gutt fir eis Wirtschaft.

Ech kommen dann, an dat ass och nei säit de leschten zwee Méint, zu den neie Previsiounen vum Statec, wat d'Croissance zu Lëtzebuerg ubelaangt. Déi sinn am Dezember erauskomm. An ech muss soen, dëst Joer hate mir fir d'éischt, an ech hat dat a menger Budgetsried am Oktober gesot, déi Zifferen, déi de Statec amgaange war auszeschaffen, zur Verfügung gestallt kritt - déi waren nach provisoersch, hunn och nach liicht geännert an der Tëschenzäit -, soudass mer awer keng bëis Iwwerraschung do haten, dass déi Zifferen elo komplett anescht waren.

Warscheinlech well Brexit an Handelskrich zwëscht China an Amerika elo anescht gestallt sinn, warscheinlech och eng Rëtsch aner Elementer maachen, dass de Statec fir 2019, dëst Joer also, elo eng liicht besser Croissance virgesäit wéi nach virun zwee Méint, e Plus vun 0,4 %, dat heescht 2,8 % amplaz 2,4 %. Mir haten 2,4 % dran. Dat heescht, mir hunn do Sputt. An da fir d'nächst Joer ass d'Ziffer d'selwecht bliwwen, 2,4 % fir 2020.

All déi aner Indicateure bleiwen an de selwechte Parragé wéi do, wou mer waren, soudass mer kënnen soen, dass eise Budget op realistesch Previsiounen fousst, soudass ech och ka mat Zouversicht dovunner ausgoen, dass,

contrairement zu deem, wat d'Opposition reegelméisseg seet an och nach d'lescht Joer gesot huet, d'Previsiounen vum Budget 2020 net ze vill optimistesches ugesat sinn, mee ganz einfach realistesch sinn.

D'Europäesch Kommissioun gesäit dat net anescht. A si seet an hirem Kommentar zu de Lëtzebuerg Zifferen: „Overall, the macroeconomic scenario underlying the Draft Budgetary Plan is plausible for 2019 and 2020.“

Eng drëtt Saach, déi nei ass säit Oktober, dat ass, dass mer en neien Emprunt opgeholl hu fir Lëtzebuerg. Ech hat a menger Budgetsried am Oktober annoncéiert, dass mer dat géife maachen, well d'Konditiounen vum Marché ganz gënschteg waren. An dat huet sech och bewisen. Mir konnten 1,7 Milliarden Euro léine mat engem Negativzësszass vun 0,25 %. Et ass fir d'éischt an eiser Geschicht, dass mer en negativen Taux d'intérêt kënnen kréien. An dozou wëll ech och nach soen, dass deen Emprunt véiermol iwwerschrivwe war. Dat heescht, et hätt ee kënnen vill, vill méi léine goen. Dat ass natierlech, well Lëtzebuerg ganz attraktiv ass als ee vun den zéng Länner, déi en Triple-A hunn. Wann een elo e Wuertsbill wëllt maachen, kéint ee soen: Den Triple-A mécht sech bezuelt.

Dës 1,7 Milliarden hu mer jo elo kritt am November. An déi 1,7 Milliarde sinn am Fong geholl net opgeholl ginn, fir nei Schold ze maachen - dat ass also keng traditionell Schold, wann een esou wëllt -, well mir müssen am Mee 2 Milliarden zrëckbezuelen. Wann een dann nach ënnersträicht, dass mer am Oktober vun dësem Joer de Sukuk vun 200 Milliounen rembourséiert hunn, wann een dann déi dräi Operatiounen zesammenzielt, da mierkt een, dass vun November bis Mee 2020 d'Situatioun déi wäert sinn, dass mer och eis absolut Schold ëm 500 Milliounen reduzéieren.

Véierte Punkt, e ganz wichtegen: Wat ass geschitt an de leschten zwee Méint? Eh bien, mir hunn e Klimagesetz ugeholl an e Klimapläng. Mam Klimagesetz hu mer eis e Kader gi fir eis Klimapolitik, déi ganz ambitiësen ass. Mir hunn eis als Zil geholl, fir bis 2030 d'Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren. An der Tëschenzäit huet d'Kommissioun och de Green Deal annoncéiert, wou d'Kommissioun sech fir d'ganz EU als Zil setzt, dass mer op d'mannst bis 2030 eng Reduktioun vu 50 % hunn. Lëtzebuerg huet sech also verflücht, fir 55 % ze maachen. Mir sinn also e bësse méi wäit gaange wéi dat, wat d'Kommissioun virgesinn huet. Bon, 2030 ass nach e bësse wäit. Mee dat Wichtegst ass, déi Ambitiounen, déi ee sech do gesat huet, déi muss een dann natierlech och erfëllen.

Mir hunn och aus Previsibilitätsgrënn am Budgetgesetz geschriwwen, dass mer d'maximal Seuil vum den Akzise kënnen eropsetzen. Dat steet am Gesetz dran, soudass mer déi néideg Flexibilitéit hunn, fir d'nächst Joer Ajustemeter kënnen bei den Akzisen ze maachen, esou wéi ech dat virun zwee Deeg zesumme mat de Ministere Claude Turmes an Dan Kersch an enger Pressekonferenz annoncéiert hunn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés bedauern dës Moossmat fir d'nächst Joer, dass d'Kzise sollen eropgoen. Ech muss soen, ech verstinn net, dass een net agesäit, dass Lëtzebuerg alles muss maachen, fir seng Klimaziler ze erreechen. An dat ass nëmme méiglech, wa mer op där Achs agéieren, wou mer déi meeschten Emissiounen hunn. An dat ass den Transport. Zwee Drëttel vun eisen Ausstéiss sinn am Transport.

Wann een also wëllt d'Emissiounen reduzéieren, muss een d'Saach do upaken. An dat hu mer och elo do annoncéiert. An ech warnen déi, déi eis roden, mir sollen eis iwwert déi Obligatiounen, déi mer am Accord de Paris hunn, ewechsetzen. Deene soen ech: Mir als klengt Land hunn all Interêt, eis Traitéen anzehalen, well dat ass déi eenzeg Aart a Weis, wéi mer kënnen gréisser Länner iwwerzeegen, Traitéen anzehalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

(Interruptions et hilarité)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass jo emol flott, Ennerstëtzung ze kréien.

(Hilarité et interruptions)

Jo, wat d'Klimagesetz an de Klimapläng ubelaangt, wëll ech och nach ënnersträichen, dass mer zwee grouss Prinzipien do festgehalen hunn, an zwar de Prinzip vun der sozialer Kohäsion a vun der sozialer Adaptatioun op där enger Säit an d'Anhale vun der Budgetstrategie an de Reegele vum Stabilitéits- a Wuess-tumspakt.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an de Conseil national des finances publiques hunn an hiren Avise virgeworf, dass d'Depensen, déi heivunner generéiert géife ginn, net am Budget zréckbehalte sinn. Dofir wëll ech emol erklären, wéi mer dat hei am Budget erëmispigelen.

Déi Mesuren, déi am Klimaplang drastinn an déi et scho gëtt, déi sinn natierlech budgetiséiert: PRIME House, Klimapakt mat de Gemengen, Strategie MoDu 2.0 fir nohalteg Mobilitéit an natierlech gratis öffentlechen Transport. Alles dat ass natierlech mat ageplangt. Mee nei Mesuren, déi kënnen jo nach guer net dra sinn. Mir hunn de Klimaplang de 6. Dezember presentéiert. Dee streckt sech iwwer eng Period vum zéng Joer, wou au fur et à mesure Mesurë wäerten ëmgesat ginn. An de Gros vun de Mesurë gëtt natierlech nach ganz zäitno am Laf vum Joer 2020 ëmgesat. An dann eréischt kënnen déi Mesuren natierlech budgetiséiert ginn an dann hire Virschäin do maachen.

Wichtig ass, dass een zwou Saachen do mécht. Dat eent: Et muss een natierlech ëmmer derfir suergen, dass de Stabilitéits- a Wuesstumspakt an eis Budgetziler agehale ginn. An zweetens muss een och derfir suergen, dass déi Mesuren, déi mer maachen, déi sinn, déi am effikaste sinn, dat heescht, déi Mesurë virzéien, déi eis Emissiounen am meeschte reduzéieren an am mannste kaschten, de beschte Rapport qualité/prix. An dat hu mer eis virgeholl an dat hu mer och an d'Klimagesetz geschriwwen, dass mer a Richtung gi vun enger, wat d'Chambre de Commerce nennt, « budgétisation par objectifs ». Dat heescht, de Comité interministériel, oder Komitee Klima genannt, dee wäert all déi Mesurë kucken an ofweien, fir dass mer dann déi richteg Prioritéite setze kënnen.

E fënneften a leschte Punkt an den Neiegkeeten, mee dee sech natierlech méi an d'Zukunft projézéiert, ass, e puer Wuert ze soen iwwer d'Steierreform. Och do hu verschidden Avise gesot: Et fënnt ee keen Nidderschlag vun der Steierreform am Budget 2020. Jo, dat kann ee jo net. Déi Steierreform ass jo eréischt amgaangen ausgeschafft ze ginn.

A fir vläicht awer d'Akzenter hei ze nennen: Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffe mat dräi Prioritéiten: Zum engen Individualiséierung, Digitaliséierung a Simplificatioun; dat ass de Piler 1. De Piler 2 ass alles, wat mat Logement ze dinn huet. De Piler 3 ass Klimaschutz an Environnement. Dat wäerten déi dräi Piliere sinn, op deene mer an der Steierreform schaffe wäerten. Dir gesitt, dass scho bei deenen Aarbechtsgruppen, bei deene Piliere eng zolidd sozial an nohalteg Komponent virgesinn ass.

Ech erënneren och drun, dass mer jo eréischt virun zwou Joer d'Entrée en vigueur hate vun der Steierreform, déi Bettel 1 gemaach huet, déi mat sech bruecht huet, dass Steierpflichterung fir d'Personne-physique komm ware mat dem Crédit d'impôt salarial ënner anerem. An dat huet ongeféier 300 Milliounen Euro kascht. Dat war also eng Steierlichterung. A parallel si jo och d'Steiere fir d'Entreprise vun 21 % op 18 % an där Steierreform vun 2017 respektiv 2018 erofgesat ginn.

An ech rappeléieren och, dass eng Steierreform, eng déif gräifend, net kann iwwer de Knéi gebrach ginn. Dat ass e groussen Effort. Dat ass eppes, wat Zäit hält. Wa mer an eiser Geschicht nokucken: Déi lescht Steierreform virun där, déi dës Regierung gemaach hat, war 2001/2002, also 15 Joer zréck. An déi Steierreform, déi en fait de System agefouert huet, dee mer elo kenne mat de Steierklassen, datéiert vun 1967 a war während enger Dose Joren ausgeschafft ginn.

Ech soen dat just, fir d'Saachen an d'Perspektiv ze setzen. Ech wëll awer och wierklech ënnersträichen, dass et de Wëlle vun der Regierung ass, dës grouss Steierreform virun dem Enn vun der Legislaturperiode ënner Dach und Fach ze hunn.

Ech kommen dann elo op mäin drëtten Deel, an zwar dee vun den Observatiounen vun de verschiddenen Instanzen, déi en Avis iwwer de Budget ofginn hunn. An do hunn ech zwou Theemen, déi ech wëll kuerz mat lech uschwätzen. Dat eent ass d'Zesummespill tëschent de Previsiounen an den Zuelen. An dat zweet ass den Niveau vum Investissement.

Zu den Zifferen: Mir verbréngen ëmmer ganz vill Zäit hei fir ze soen, dass d'Zifferen entweder ze héich oder ze niddreg sinn. Dëst Joer ass keng Ausnam. Ech géif souguer soen, dëst Joer ass ganz extra an där Hिसicht, dass déi eng fanen, dass d'Depensen ze héich ageschat ginn oder d'Recetten ze héich ageschat ginn an anerer ze niddreg.

Ech ginn e Beispill: D'Chambre des Salariés seet, dass d'Recettë vun der Betriebsbesteuerung ze déif ugesat sinn. D'Chambre des Métiers seet, dass d'Recetten um Niveau vun der Akommessteier vun de Personnes physiques ze optimistesches ageschat sinn. An de Conseil national des finances publiques seet, dass d'Previsiounen mat Virsicht ze genéisze ginn, well weeder d'Steierreform nach de Klimaplang dran zréckbehalte sinn. Ech mengen, op déi lescht Kritik vum Conseil national des finances publiques hunn ech scho geäntwert. Elo kommen ech op déi aner zwou ze schwätzen, well dat natierlech zwou grouss Aggregater sinn an eise Recetten.

Ier ech dat maachen, wëll ech awer nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Regierung et fäerdegbruecht huet, an all deene Joren ëmmer besser Resultater ze hunn zum Schluss vum Joer an de Konte wéi dat, wat virgesi war.

Ech rappeléieren: 2016 hate mer en Defizit virgesi vu 438 Milliounen beim Zentralstaat an d'Resultat war 257 Milliounen Defizit. Bei all deene Joren, déi ech elo wäert opzielen, hate mer och natierlech en Iwwerschoss bei der Administration publique, mee mir konzentréieren eis elo hei op den Zentralstaat, d'Administration centrale.

Am Budget 2017 war en Defizit vun 851 Milliounen ugesat a mir hunn ofgeschloss mat engem Defizit vun 293 Milliounen.

2018 war en Defizit ugesat vun 967 Milliounen a mir endegen - mir wäerten déi Konte muer, mengen ech, hei diskutéieren -, mat 25 Milliounen Euro Defizit, also praktesch am Equiliber.

Fir 2019 wësse mer, well mer jo och reegelméisseg d'Chamber do informéieren, dass d'Resultat och vill besser wäert ginn, wéi virgesinn, a mer net wäit vum Equiliber wäerte sinn.

Wat ass den Haaptgrond, firwat mer ëmmer esou gutt ofschneiden? Zwou Saachen: Bei den Depense si mer ëmmer ganz no bei de Previsiounen - mir exekutéieren also de Budget ganz -, mee bei de Recettë si mer virsichteg.

A wa mer dann elo op déi Kritik aginn, wat d'Kierperschaftssteuer ubelaangt, an ech mengen, et ass wichtig, dass mer doruwwer e puer Wuert soen, déi hu mer fir 2020 ugesat op 2 Milliarden an 250 Milliounen. Dat ass eng Hallef Milliard méi wéi am Joer 2019 ugesat war, mee dat ass nach ëmmer wäit ënnert deem, wat mer 2019 wäerten erakréien. Mir wäerten 2019 2,6 Milliarden erakréien. A wat schreiw mer an de Budget? 2 Milliarden an 250 Milliounen.

A mir mengen, dass dat eng virsichteg Approche ass, déi och justifiéiert ass an Zäite vu BEPS, ATAD, all deene Changementer an der internationaler fiskalescher Landschaft, an Zäite vun Onsicherheit op den internationale Mäert.

Wat och nach en extrae Phenomeen ass bei der Betriebsbesteuerung, dat ass, dass déi säit 2017 digitaliséiert ass an dass d'Steieren dofir ganz zäitno enregistriert ginn, wat natierlech mat sech bréngt, dass een d'Sue relativ séier erakritt, mee elo vill manner Reserven huet vun Nobesteuerung. Dat wäert sech alles elo apendelen.

Déi Tendenzen, déi mer bei der Kierperschaftssteuer hunn, hu mer natierlech och bei der Gewerbesteier a bei der Verméigensteuer, wou mer änlech positiv Zifferen gesinn an de leschten zwou Joer.

Wéi ass et dann elo mat de Previsiounen vun der Akommessteier bei de physische Persounen? Mir hunn do, wéi mer dat ëmmer maache bei de Recetten, déi selwecht Previsiounen geholl wéi déi, déi mer am Abréll haten am Pacte de stabilité et de croissance.

En aner Punkt, deen, mengen ech, d'Virsicht vun der Regierung ënnersträicht, ass d'Schafe vun deem Fonds de rééquilibrage budgétaire. Et ass esou, dass, wann d'Perspektive positiv sinn, wéi dat de Moment de Fall ass, et eng Méiglechkeet gëtt - mir hunn et awer elo nach net fäerdegbruecht -, dass mer och en Iwwerschoss am Budget vun der Administration centrale kéinten hunn. An dofir huet d'Regierung an deem Budgetsprojéit eng Dispositioun virgesinn, fir de Fonds de crise ze transforméieren an de Fonds de rééquilibrage budgétaire. De But vun deem Fonds de rééquilibrage ass, Reserven ze schaffe fir déi Joren, wou et da méi schlecht geet.

Den Ennerscheid zwëschen deem Fonds de rééquilibrage budgétaire an dem Fonds souverain, dee mer jo hu fir déi nächst Generatiounen, ass, dass dee Fonds de rééquilibrage méi flexibel ass, fir kënnen drop zréckzegräifen. An ech si frou, dass relativ vill Ennerstëtzung fir dës Iddi opkomm ass.

Ech kommen dann zum zweete Punkt vun den Zifferen, dee mer wichtig schéngt. Dat sinn

déi héich Investissementer. Do schreift d'Chambre de Commerce, dass den Niveau vun den Investissementer zu Lëtzebuerg net aussergewöhnlech ass. Ech muss soen, ech hu vill Schwierigkeiten, fir dat ze verstoen. 2020 leien eis öffentlech Investissementer bei 4,3 % vum PIB. An eise PIB wiest jo gutt. Dat heescht, par rapport zum PIB wuessen eis Investissementer ganz gutt. Mir sti vill besser do wéi d'Moyenne vun der Eurozon - déi läit bei 2,8 % -, vill besser do wéi eis Nopeschlänner. Ech ginn net op d'Detailer an.

Mir brauchen eis mat deene 4,3 % wierklech net ze verstoppen.

A wann ech dann d'Évolution pluriannuelle kucken zwëschen 2019 an 2023, wäerte mer am Schnëtt ëmmer iwwer 4 % leien. Dat heescht, dass 14 % vun den Depense vun eiser Administration Investissementer sinn. A mir wäerte bis 2023 largement och iwwer 3 Milliarden Euro kommen. Wou investéiere mer dat? Mee ganz vill an Infrastrukturen, Fonds du rail, Fonds des routes, Fonds d'investissements administratifs et scolaires, vill Schoulen, Fonds pour la protection de l'environnement, Infrastrukture fir den Zuchverkéier, Schoulen, Accueil vu Jonken a vu Refugiéien, Spideeler, Sportinfrastrukturen, Sanierungsprojéiten, viles an d'Recherche an an d'Digitaliséierung.

E besonneneschen Akzent läit säit Joren op Investissementer, déi ëmwelt- a klimaschutzfrëndlech sinn. Ech hat déi Ziffer schon ugin, dat sinn 18 % vun deenen 3 Milliarden. An dat korrespondéiert mat 500 Milliounen Euro. An déi Ziffer geet stänneg an d'Luucht. 2023 wäert déi 660 Milliounen erreechen. Mäi Kommentar zur ganzer Saach ass Folgenden: Mir sinn a Saachen Investissementer zu Lëtzebuerg aussergewöhnlech verwinnt.

Ech kommen dann elo zu den Haaptaggregater. An duerno kucke mer dann d'Gemengen an d'Sécurité sociale, fir dann e globaalt Bild ze hunn.

An der Administration centrale, wat de Kär vum Staat ass, wäerten d'Depensen 20,9 Milliarden erreechen an d'Recetten 20,3 Milliarden. Dat heescht, en Defizit vu 640 Milliounen ass fir d'nächst Joer virgesinn.

Ech wëll par rapport zu där Ziffer dräi Aspekter ervirsträichen.

Zum Éischten hu mer eng Dépense exceptionnelle vun 200 Milliounen ronn fir de Militärflyger A400M. Dat ass eng technesch Measure. De Flyger ass scho laang bezuelt, mee mir mussen en iergendwann an engem Joer kontabiliséieren.

Wann een déi 200 Milliounen do ewechrechen, da kéint een op 440 Milliounen, wat méi e richtig Bild erëmgeet vun der Situatioun fir 2020. Mir hunn, wéi ech virdu gesot hunn, 14 % vun de Käschten a Saachen Investissement.

An drëtten, mir waren, an ech hunn dat och elo just beschriwwen, immens virsichteg mat de Previsiounen, soudass mer ganz optimistesches sinn, dass mer op jidde Fall dat, wat mer an de Budget schreiwen als Endresultat, och wäerten erreechen. Mee mir däerfen de Kapp net an de Sand stiechen, well et ass awer richtig, dass d'Recetten am Joer 2020 manner séier wuesse wéi d'Depensen. Dat ass en negativ Schéiereffekt, deen ass do, dat muss ee realistesch soen. An dat erkläert och, firwat mer en Defizit hunn.

Mee d'Previsioun ass am Pluriannuel, dass deen Defizit lues a lues op null tendéiert a souguer zum Schluss vun der Period op e lichten Defizit aboutéiert. Den Haaptgrond, firwat mer déi Amélioratioun hunn, ass effektiv an der Administration centrale nozesichen.

Ech erënnere mech, wéi d'Chambre de Commerce an och d'CSV an aner Oppositionsparteien deemools gesot hunn, dass de Budget 2018 kee gudder Budget wär, well déi eenzeg Kontinuitéit, déi am Budget wär, dat wär den Defizit. Et bien, d'Zifferen vun de Konten 2017 an 2018 widderelee ganz einfach dës Ausso.

Ech kommen elo op d'Gemengen ze schwätzen. Déi hunn e Solde positif vun 286 Milliounen fir d'nächst Joer. An dat ass eng Ziffer, déi stabil ass a licht an d'Luucht geet bis 2023 op 335 Milliounen.

Wat elo d'Sécurité sociale ubelaangt, déi wäert, léiwe Romain, d'nächst Joer en Excedent hu vun 1 Milliard a 56 Milliounen a wäert sech dann an deenen nächste Joren op deem héijen Niveau stabiliséieren. Mir hunn elo 2019 ongeféier 19 Milliarde Reserven am Fonds de compensation. Dat ass 4,5-mol den Niveau vun de Prestatiounen oder 30 % vun eisem Räichtum vum PIB. An deene meeschte Länner ronderëm eis an Europa sinn d'Reserven, zum Beispill a Frankräich an an Däitschland, e puer Méint - oder tëschent 1 % an 3 % vum PIB.

Wann ech elo d'Administration publique huelen, déi déi dräi Aggregater zesammenzielt,

kommen ech fir 2020 op e positive Sold vu 757 Milliounen oder 1,2 % vum PIB. D'Europäesch Kommissioun kennt an hire Previsiounen souguer op en Iwwerschoss vun 1,4 % vum PIB, 930 Milliounen. Dat heescht, d'Kommissioun ass méi optimistesches wéi mir a seet: „In 2020, higher revenue elasticity in the Commission forecast explains the [positive] difference.“ Also och d'Kommissioun fënnt, dass mer ganz realistesch hei sinn.

Bis 2023 gekuckt am Pluriannuel, wäert den Excedent vun der Administration publique op 1,5 Milliarden eropgoen. An déi Evolusioun bis 2023, déi positiv, ass haaptsächlech dorop zréckzeféieren, dass mer an der Administration centrale wäerten ëmmer besser ofschneiden.

Wat ass dann d'Endresultat vun all deene Calculen? Dat ass de Solde structurel, dee faméisje Solde structurel, wou Lëtzebuerg muss säin Objectif à moyen terme anhalen, an deen ass vun 2020 u plus 0,5 %. Dee war an der Period vun 2017 bis 2019 minus 0,5 %, dat ass also en Ennerscheid vun 1 % vum PIB. 1 % vum PIB, dat si 600 Milliounen Euro. Dat ass vill.

Et bien, eise Budget vun 2020 wäert och déi méi héich Erwaardungen erfëllen an déi plus 0,5 % anhalen. Dat begréissen allegerquert d'Avise, ënner anerem och de Conseil national des finances publiques, d'Zentralbank an d'Europäesch Kommissioun. Mir haten ausgehend, dass de Solde structurel plus 0,9 % géif ginn, d'Kommissioun huet dat op plus 0,6 % ausgerechent. An déi Joren duerno geet de Solde structurel reegelméisseg erop, soudass en ëmmer iwwer 1 % läit, soudass mer och eng Marge de sécurité hu fir d'nächst Joer an déi Joren duerno.

Ech mengen, mir kënnen eis all iwwer dës Resultater freeën. D'Europäesch Kommissioun seet an hirem Avis, dass de Budget 2020, esou wéi Lëtzebuerg en op Bréissel geschéckt huet, en ligne ass mat de Previsiounen vum Stabilitéitspakt. Si invitéiert dofir Lëtzebuerg, de Budget 2020 esou unzehuelen.

En conclusion géif ech gären e Saz zitieren. „Das öffentliche Wohl ist oberstes Gesetz“, soten den Cicero, natierlech op Latäin, an den Helmut Schmidt op Däitsch. Mat deem Budget gëtt dës Regierung deem Leitmotiv gerecht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Finanzminister.

3. 7500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits

énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

D'Chamber fänkt haut de Moie mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle un. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Eugène Berger, den Här Alex Bodry, d'Madamm Josée Lorsche, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Sven Clement, den Här Marc Spautz, den Här Gusty Graas, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Carole Hartmann.

(Brouhaha)

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi geet et lech?

► **Une voix.** - Gutt.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat hunn ech lech u sech vun hei uewen nach net gefrot. Soss froe mer eis dat jo alt emol reegelméisseg a mir froe jo och net: Wéi vill ass Äre Bankkonto am leschte Joer gewuess? Well ech mengen, dat géif mech éischtens näischt ugoen, an et ass och net dat, wat eis als Mënsch ausmécht. An et ass och net dat, wat d'Leit ausmécht. An et ass och net dat, wat eist Land ausmécht. An et dierf och net dat sinn, wat nëmmen eise Budget ausmécht. Well mer soe jo schliisslech och: „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn.“ A mir soen net: „Mir wëlle behalen, wat mer hunn.“

Et ass awer u sech genee d'„Hunn“, d'esen Avoir, deen dese Budget ausmécht, de quantitative Wuesstum vum Avoir. An u sech dat Schlëmmst, et ass och dat, wat virun allem eis Politik ausmécht. D'Chambre de Commerce sot: « Le quantitatif l'emporte toujours sur le qualitatif. » Et ass awer virun allem eng Politik vum „Sinn“, vum Être, vum Bien-être, vum Wuelbefannen, vum Well-Being, wéi Der et och ëmmer wëllt nennen, déi mer brauchen, déi awer, obschonn datt et a Wieder gesot gëtt, feelt an déi och hei am Budget feelt.

Well grad am Budget mussen d'Prioritéit vum de Leit sech kloer erëmispigelen an eeben, wéi gesot, net nëmmen an de Rieden zum Budget, well de Budget u sech selwer ass an deem Sënn just ee Wierk mat eidelen Zuelen.

De Budget muss awer och méi si wéi eng reng technokratesch Pflichtübung, déi eeben elo viru Chronoklad muss gemaach ginn. Well voll Keesen eleng maachen definitiv nach keng Politik aus. An do geet et och elo net duer, sech ze brette mat 20 Milliarden oder iwwer 20 Milliarde Recetten an Depensen, well wa „Geld im Überfluss“ do ass, esou wéi d'„Wort“ et betitelt huet, da muss et definitiv bei d'Leit fléissen.

A wann d'ës Regierung fir all Milliard och nëmmen eng gutt Iddi hätt, fir d'Liewensqualität ze verbesseren, da wäre mer schonns ee gutt Stéck weider. An duerfir soen ech: Mir brauchen net nëmmen eng besser Qualitéit am Wuesstum, mee mer brauchen och eng besser Qualitéit an de Staatsausgaben. An hei komme mer leider net weider.

Ben, de Premier hat bei sengem État de la nation vu „weider maache“ geschwat - an zwee Wieder. Hei beim Budget, beim Här Finanzminister ass dee Message net ukomm, well hei gëtt „weidergemaach“ uneneegeschriwwen. Weidermaache mat engem Iwwergangsbudget, do freet ee sech just: Wouhin? Weidermaache mat engem quantitative PIB-Wuesstum, weidermaache mam faméisen Hamsterrad - ech hat am Abrëll schonn doriwwer geschwat -, weidermaache mam Status quo vum Schéiwiedergescht, mat enger eideler Politik, enger Politik ouni Prioritéiten. An dobäi dréit sech an der Politik alles ëm d'Prioritéiten.

„Politics is all about priorities.“ Dat sot net eise Premierminister, mee dat sot d'Premierministeresch vun Neuseeland, d'Jacinda Ardern, déi d'ës Joer - den Här Cruchten war drop agaangen - den éischte Well-Being-Budget vun der Welt abruecht huet. Ech hat dat u sech schonn am Abrëll gesot. Mat hir ginn nach zwou Fraen op de Wee vum Wuelbefannen, nämlech déi éischt Ministesch vu Schottland an och déi islännesch Premierministesch. An och si seet: Et kënnt drop un, wéi ee Politik am Budget prioritéisiert. Mee an deem Budget ginn et iwwerhaapt keng Prioritéiten. Et ass e Budget vum politesche Stéllstand, vum Stéllstand vun de politeschen Iddien, ouni politesch Visioun a Verantwortung.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien !

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An dat soe quasi all d'Avisen, emol méi an emol manner fein. An ech zitieren hei e ganz feinen, nämlech dee vun der Handwierkerkummer. Dee schwätzt hei vun engem: « Un [...] budget de l'État économe au niveau des accents politiques. » Also, si ware ganz fein: « économe au niveau des accents politiques ».

Eigentlech ass de Budget net vill méi wéi e weideren Douzième provisoire, mee just an der Verpackung vun engem richtege Budget. Firwat dat esou ass, dat weess ech net genau. Ass et wierklech, well keng Iddie méi do sinn? Stéchwuert: kee gemeinsame Projet. Ass et, well d'Differenzen an der Koalitioun esou grouss sinn, datt u sech just ee Budget vum gemeinsamen Näischt erauskënnt? Warscheinlech ass et ee Mix aus allem.

Mee d'Leit hunn e Recht op Kloeerheet, op Transparenz, op Prioritéiten, op eng Politik mat Visioun a Konzept an op kloer Fakten a verlässlech Zuelen. An dat féint een an deem Budget net.

Wéi gesot, schonn am Abrëll op d'ës Plaz hat ech meng Budgetsried ënnert de Motto „Méi Wuelbefanne fir d'Leit - fir eng nei Budgetpolitik u Lëtzebuerg“ gesat. Ech kann u sech soen - och nach eng gutt Norricht -, am Géigesaz zum PIB kann nämlech d'Wuelbefannen ouni Grenze wuessen. Et muss een am Prinzip just de Leit nolauschten.

Deemools hat den Här Bodry mäi Wuelbefannen-Usaz e bëssen an d'Lächerlech gezunn. Ech zitieren en nach eng Kéier kuerz: „Et war fir kuerz Zäit hei de Moien en Hoffnungsschimmer opkomm, wéi ech déi nei Oppositionsleaderin, d'Madamm Hansen, hei héieren hunn aner Téin outossen. Si huet u Well-Being geschwat. Si huet eis also matgeholl an eng nei Welt vu Klengdeierenzuucht a vu Wellness.“

Ben, ech sinn da frou, datt d'LSAP, zumindest och den Här Cruchten, mëttlerweil bei der Klengdeierenzuucht a beim Wellness ukomm ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An ech soen dem Här Cruchten och villmools Merci fir säi Rapport. E Rapport, deen u sech e gutt Stéck besser ass wéi de Budget.

(Hilarité)

Den Här Cruchten huet nämlech Recht, wann e Wuelbefanne fir d'Leit am Alldag fuerdert. Mee bei allem Respekt, et geet net duer, d'Wuelbefanne just am Budgetsrapport ze fuerderen. Dat brauche mer an der richteger Politik.

An de PIB du bien-être ass wichteg - de Serge Wilmes huet eng Interpellation ugefrot, do wäerte mer am Januar nach driwwer diskutieren -, mee d'Wuelbefanne moossen, geet u sech net duer. Méi wichteg wéi d'Moossinstrument, wéi den Thermometer, ass, wéi gesot, déi konkret Politik.

A wann ech da bei d'Wuelbefanne kommen, dann ass d'Wuelbefanne vun de Leit genauso villfältig wéi d'Leit selwer. Wat awer sécherlech dozou gehéiert, sinn nieft de Suen - och déi si wichteg - de Logement, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, dat Soziaalt, d'Famill, d'Education, d'Aarbecht, d'Fräizäit, d'„work-life balance“, d'Sécherheet, déi sozial Kohäsion an nach villes méi. A genau an dese Beräicher muss ee Prioritéite setzen: Prioritéiten am Budget, Prioritéiten an der Politik an net nëmmen a Rieden a Wieder.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zréck bei de Budget u sech. An e Budget kann nëmmen nohaltege sinn, an d'Nohaltege ass immens wichteg och fir d'Wuelbefannen, wann en zumindest op verlässleche makroekonomesche Previsiounen baséiert. An do soen ech dann am Géigesaz zum Här Gramegna: Do happert et awer nach. De Problem ass nämlech, datt d'Budgetsprevisionen weiderhin op engem zimmlech staarken Wuesstum, op engem makroekonomeschen Zeenario baséieren, deen, wéi de Conseil natio-

nal des finances publiques, ech mengen, och dat sot den Här Gramegna, seet, net kohärent war.

De Wuesstum ass nämlech zwar no ënne revidéiert gi fir d'Joer 2019 an 2020 wéinst eeben enger Weltkonjunktur, déi net méi esou dréit, awer fir déi Joren duerno ginn aus onerklärleche Grënn hei keng Upassung méi gemaach. An et gëtt do, obwuel déi international Prognosen anescht ausgesinn, erëm mat engem staarken Wuesstum vun 3,5 % an 3 % fir 2022 gerechent. Hei kann ech just soen: Hei si mer net just beim Kopernikus-Gramegna, mee domadder si mer definitiv scho sou lues bei de „voodoo economics“ am Harry-Potter-Gramegna ukomm.

An ech plädieren hei net fir Pessimismus, mee fir eng realistesch Risikoaschätzung vun der Zukunft. An dat soen och d'Handelskummer an d'Zentralbank. An der Weltpolitik an an der Weltwirtschaft bestinn nämlech eng Partie objektiv Risiken. Ech mengen, den Här Gramegna ass drop agaangen, den Här Cruchten och a sengem Budgetsrapport - ech wëll just soen, och hei ass erëm eng Kéier de Rapport besser wéi de Budget u sech -: den Dauerbrenner Brexit. Well och nom Vott vun der leschter Woch ass hei nach net alles kloer.

Wéi gesinn d'Handelsbeziungen nom Brexit aus? A mir wësse jo awer och, den Här Johnson ass net dee berechebaare Politiker. Den Handelskrich tëschent Amerika a China, d'Douanetariffer. An dowéinst hu jo och déi international Institutionen d'Wuesstumsprognosen no ënne revidéiert.

Den Här Gramegna seet zwar, däischter Wolleke kéime méi no, mee et géif kee Grund fir Schwarzmolerei. Do kann ech soen, d'accord. Mee wat mécht den Här Gramegna u sech? „Augen u und durch“ an d'Wuesstumsprognose wéi gehabt héich, well dat eeben elo arrangéiert. An do soen ech awer net méi d'accord, well dat heiten ass awer trotzdeem éischter eng Schéimolerei. Ech mengen, den Här Cruchten hat gëschter den Här Gramegna och mat engem Moler verglach.

An da kënnt eeben hei nach derbäi, datt den Här Gramegna och nach en zimmlech abstrakte Moler ass. Well wann ech de Budget kucken, dann ass alles iergendwéi ugedeit, mee awer néierens kloer an d'äitlech definéiert.

Dann huet d'Zentralbank och nach eppes Interessantes gesot. De Liewensstandard u Lëtzebuerg ass net esou roseg, wéi de PIB-Pabeier dat ausseet. An dat, well just de Revenu national brut bei de Leit ukënnt. An hei geet d'Schéier tëschent dem PIB an dem Revenu national brut u sech dauernd ausernen. An 2018 war dat een Ecart vun 21,8 Milliarden. Bis 2005 ware se nach zimmlech op enger Linn. D'Alldagslag vun de Leit ass also eng aner wéi u sech an dem Här Gramegna sengen - nennen ech dann - surrealistesche Grafiken. Den RNB als zousätzleche Moossinstrument soll een also och net vernoléisegen.

Här President, ee kuerze Verglach vun de Recetten an den Depensen, well vun Zäit zu Zäit ass et och emol gutt, an den Tirang ze kucken, wat do dran ass. D'Recetté steige fir 2020 op 20,34 Milliarden. Dat ass eng Progressioun vu 4,2 %; manner staark wéi 2019, mee do waren d'Recetté jo och aussergewéinlech héich, eebe wéinst der Kierperschaftssteuer. Déi war 2019 opgeblosen; „gedoppt“ seet d'Handwierkerkummer. An déi kënnt elo eeben erëm op een normalen Niveau.

Méi wichteg ass awer: 57 %, ee ganz groussen Deel vun Budget fir 2020, bezuelen déi normal Leit, d'Personnes physiques. Ech denken, datt een och heiriwwer misst schwätze bei enger Steuerreform.

D'Depensé gi fir 2020 op 20,62 Milliarde geschat, dat ass eng Progressioun vu 6,2 % (veuillez lire : 6,3 %). D'Recetté sinn also méi niddreg wéi d'Depensé fir 2020. An ab 2021 sollen d'Einnahmen just nach am Duerchschnitt pro Joer ëm 5,1 % zouhuelen, d'Ausgaben ëm 4,5 %. Hei stelle sech allerdéngs eng Partie Froen.

Fir d'éischt zu de Recetten. Eng manner staark Steigerung an de Joren 2019 bis 2023, e bësse méi niddreg wéi den historeschen Duerchschnitt. Mer kéinten also soen, datt d'Previsiounen virsichteg erschéngen. Mee wéi gesäit d'Entwécklung vun den Einnahmen tatsächlech aus, virun allem d'Besteuerung vun de Sociéitéiten, och well duerch déi automatesch Besteuerung u sech d'Arrière souzesoen all ausbezuelt sinn? Hei hu mer kee Polster méi.

E weidere Risikofaktor, op deen d'Zentralbank hweist, ass déi staark Konzentratioun vun den Einnahmen aus dem Bankeberäich an de SOPARFI. Wéi eng Konsequenzen hunn déi nei international Reegelen? Iwwert de Brexit geet hei net direkt rieds. Wéi eng Konsequenze kann dee mëttel- a laangfristeg op eis Banken- a Fongezplaz hunn?

Dann d'Betriben am Allgemengen. Fir si ass et absolutt noutwendeg, datt si Sécherheet kréien, wat d'Regierung a puncto Betribsbesteuerung, a puncto Kierperschaftssteuer wëlls huet. Och hei ass Transparenz gefuerdert. De Laurent Mosar wäert de Mëtteg nach am Detail op dese Sujet agoen.

Wann een da méi genau op d'Recetté kuckt, dann ass déi gréisste Steigung vun de Recetté bei der Besteuerung vun de physische Persoune virgesinn, nämlech am Duerchschnitt 8 %, vill méi eng staark Steigerung heivunner wéi beim PIB u sech. Souwuel d'Zentralbank wéi och de Conseil national des finances publiques weisen op d'ës Inkohärenz an domadder onrealistesche Aschätzung vun dese Recetten hin. Och d'Handwierkerkummer seet, datt d'Augmentatioun vu 44 % iwwer fënnf Joer bei de Steiereinnahmen um Revenu zimmlech optimistesche war an datt d'ës Aschätzung eemol erëm net kohärent wär. Et wär wierklech interessant ze wëssen, wat d'Regierung heizou seet.

Dann ass gläichzäitig eng Steuerreform geplangt. D'budgetär Konsequenze kenne mer net. Den Här Gramegna sot, dat wär normal. Wa mer awer dovunner ausginn, datt, esou wéi d'Regierung mol eemol sot, kee verléiert a jiddweree gewénnt, wéi kann et da sinn, datt d'ës Einnahmen iwwerproportional steigen? Mee leider si mer, ech mengen, et war e Samschdeg, jo gewuer ginn an an eiser Meenung bestäetgt ginn, datt mer der Regierung net ëmmer kënnen gleewen, well den Här Gramegna huet u sech vun där Ausso „kee verléiert“ e bëssen zréckgeruddert.

Wat bedeit elo déi nei Ausso vum Här Gramegna fir d'Leit? A wat bedeit se fir de Budget? Mir bedauern definitiv staark, datt näischt, emol näischt Surrealistesche vun der Steuerreform am Budget ugeschwat a chiffriert gëtt.

Fir eis als CSV ass et op jidde Fall kloer, datt virun allem d'Klengverdenger an och d'Mittelschicht am breede Sënn vum Wuert mussen entlaascht ginn. Dat ass eng kloer Prioritéit fir eis. Vun de Majoritéitsparteien hunn ech dat nach net esou kloer héieren.

Wéi ass op där anerer Säit ze erklären, datt d'Ausgabe vill manner staark steige wéi an der Vergaangenheet? Eng manner staark Steigerung vun den direkten Investitiounen, eng manner staark Steigerung vun de soziale Sachleeschungen? Och dat ass net logesch an net kohärent.

Mat deem och demografesche Wuesstum, op deen de Budget an d'ës Regierung baut, gi mer, och wa kee méi heivunner schwätzt, weider a Richtung vun engem Eng-Millioun-Awunner-Staat. An do ass et, ausser an enger surrealistescher Budgetsmolerei, kaum virstellbar, datt d'Investitiounen kënnen manner staark steigen. Dat selwecht gëllt och, wat d'Ausgabe fir d'Salarien ugeet. Dat seet och de Conseil national des finances publiques. Mee dofir muss een am Prinzip guer kee grouse Konschtkritiker sinn. Mee wat seet d'Regierung zu d'ës Kritik?

An dann ass, wéi gesot, nach keng eenzeg Klimamessure chiffriert. Well et geet och hei net duer, abstrakt Roadmappen ze verkënnegen, ouni Faarf ze bekennen. Déi makroekonomesche Previsiounen, op déi sech de Budget baséiert, sinn also zumindest a Fro ze stellen.

Dann, Här President, de Sold. 2020 schreibe mer trotz Wirtschaftswuesstum rout Zuelen. 2023 hu mer zwar erëm en Iwwerschoss, mee wéi dat soll geschéien, bleibt fragwürdeg.

De Gilles Roth wäert de Moien oder de Mëtteg, dat weess ech nach net genau, nach méi eng detailléiert Analys vun de Recetten an den Depensé vum Budget u sech maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dann zu de Minimalziler, déi de Budget muss reng rechneresch errechen. An d'Berechnung baséiert natierlech op dese makroekonomesche Previsiounen, déi net ganz kohärent sinn.

Den Objectif budgétaire à moyen terme: Hei huet d'Regierung sech u sech de minimalen Niveau als Zil gesat - aner Länner waren do méi ambitéis -, minus 0,5 % fir 2019, plus 0,5 % fir 2020-2022. D'ës Ziler ginn och errecht, mee, wéi gesot, wann een d'Lat esou niddreg leet, datt och eng Deckelsmouk kann driwwersprangen, da kann een net vun Héichleeschung schwätzen.

D'Staatschuld geet an absolutten Zuelen an d'Luucht: ëm 13,25 Milliarden. A Prozent vum PIB geet se erof. Also gëtt och hei de Stabilitéitspakt an de Koalitionsaccord agehalen.

Dann, Här President, kommen ech bei de Pluriannuel. An ech froen: Wat ass de Pluriannuel

definitiv wäert? An ech soen lech: net vill! Well e Vide mol fénnef bleift u sech nach ëmmer e Vide.

Éischtens eeben, déi makroekonomesch Previsioun sinn net kohärent.

D'Aschätzung vun de Recetten an den Depensé sinn net kohärent.

An et ass keng Mesure chiffréiert vun de vermeintleche Prioritéite vun dëser Regierung: Klimaschutz, Steuerreform. Nächst ze fannen.

Dëse Budget steet also net nëmmen op wackelege Féiss. Dëse Budget liwwert keng, awer och keng Äntwert op d'Erausforderunge vun der Zäit an op d'Problemer vun de Leit.

Den Här Cruchten sot an engem Interview am „Quotidien“: « Avec ce budget on peut faire de la politique. » Ech mengen, et wär besser gewiescht ze soen « on pourrait faire de la politique », well et ass u sech ee Budget vum Conditionnel an net vum Indicatif.

Et kann een näischt quantifizéieren, wat een net chiffréiert huet. Jo, dat schéngt mer kloer ze sinn! Mee firwat si keng Klimamessuren am Budget chiffréiert?

Souwuel de Premier beim État de la nation wéi och den Här Gramegna bei der Budgets-presentatioun schwätze vum Klima als éischter Prioritéit. Majo, dann hätte si solle kucken, datt Mesuren um Dësch geleéen hätten! Wann et déi éischt Prioritéit tatsächlech ass, dann hätt d'Regierung solle kucken, datt hire Klima- an Energieplang ausgeschafft a chiffréiert wär, an eis kee Pak Pabeier ouni Inhalt liwweren. Well keen Inhalt ka kee chiffréieren, och kee surrealistesche Moler!

Hei klaffen also erëm eng Kéier Marketing-Usproch a politesche Wierklechkeet wäit auserneen!

An da stelle sech weider Froen. Wéi kënne mer iwwerhaupt dës ambitiéis Ziler erreeche mat deem Wuesstum, deen eist Land brauch, och fir dëse Budget ze stemmen? Och hei „das Schweigen im Walde“! Mee vläicht ass d'Ur-saach jo vum Näischtsoen, datt mer a Saache Wuesstum virbäi an hannewidder sinn an datt dës Regierung keng Léisunge féint ausser enger Flucht an nach méi Wuesstum.

Well d'Steiereinnamen um Revenu vill méi staark steige solle wéi de PIB u sech, da geet ee jo dovunner aus, datt mer op méi Aarbechtsplaz kréien, dat heescht, datt mer erëm virun allem op e quantitative Wuesstum setzen. 50.000 méi Aarbechtsplazen, 50.000 méi Awunner oder Frontalieren.

Aus engem Dokument vum Mouvéco geet er vir, datt laut Projektione vun Eurostat d'Zuel vun de Grenzpendler sech bis 2060 op 350.000 géif erhéijen. Dat ass eng virtuell Stad op Rieder, bal esou grouss wéi Bochum, dräimol esou grouss wéi eis Stad. Ech mengen definitiv, den Trafic-Info, dee wäert an Zukunft moies vill méi laang gi wéi de Journal u sech!

Et gétt also weider op staarke Wuesstum gebaut mat alle Konsequenze fir d'Ëmwelt, fir de Logement, fir d'Mobilitéit, fir d'Loftqualitéit an esou weider. Duerch d'Wuesstumsspiral si mer eebe virbäi an hannewidder an engem ëmmer méi séier dréienden Hamsterrad, dat awer ëmmer méi zu engem Däiwelskreeslaf gétt.

An da si mer erëm bei eise nächste Problem. De Budget baut zwar op Wuesstum op, mee et ass absolut keng Strategie erkennbar, wéi een dee Wuesstum ka packen. Dat ass definitiv ongeféier esou - mir si jo elo viru Chrëschttag -, wéi wann een een drai Meter grouss Chrëschtbeemche wëllt mat engem Mini siche goen. Dat geet net!

(Interruption)

Mir soe kloer, datt mer dëse rasante Wuesstum net wëllen. An awer brauche mer nach ganz vill Investissementer an Infrastrukturen, well mer ganz einfach dee Wuesstum, dee mer elo hunn, emol net packen!

Da seet den Här Gramegna, et wär e Budget vun de massiven Investitiounen. Déi staatlech Investissementer sinn, a Prozent zum PIB ausgedréckt, och méi héich wéi an eisen Nopeschlänner. Mee dat muss awer och sinn, well eisen demografesche Wuesstum och méi héich ass.

An da muss nach gekuckt ginn, datt déi geplangt Investitiounen getäteg kënne ginn. An do brauche mer Betriber. Mir brauche méi Betriber. Mir brauchen eng Vergrößerung vun eise besteeënde Betriber. Mir brauche méi Plaz fir eis Betriber, fir all eis Betriber!

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg awer ënner anere Mangel u Fläch an den Aktivitéitszonen.

Mir kënne d'Betriber definitiv nach net an den Espace delokaliséieren. De Plan sectoriel vun 2019 gesäit awer manner Fläche vir wéi nach 2014, 25 % manner. Erëm eng Kéier eng inkohärent Politik! An am Ganze sinn et eebe just nach 456 Hektar. Google: 30 Hektar.

Et wär definitiv schéin, wann d'Regierung all eise Betriber de rouden Tapis géif ausrollen an net nëmme Google. Well et kann net sinn, datt eis Regierung op där enger Säit op zolitte Wuesstum setzt an op där anerer Säit net derfir suert, datt eis Betriber sech kënnen usidelen. An ech soen nach eemol: alleguer eis Betriber! Mir brauchen also eng Landesplanung, déi weesentlech méi kohärent ass a méi realistesch ass.

An dann hu mer een anere Problem. Een dee baue wëllt, brauch net nëmme Plaz, mee dee brauch och Handwierker. An een, dee vill baue wëllt, well mir wëlle jo vill bauen, dee brauch vill Handwierker! Fakt ass, datt 9.400 Leit am Handwierk feelen, 5.000 eleng am Bau. Duerfir brauche mer eng nach besser Ausbildung vun eisen Handwierker, och eng Sensibiliséierung an der Grondschoul. D'Beruffsausbildung muss opgewäert ginn. Mir brauchen e Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft.

(Interruption)

Mir brauchen eng Image-Opwärtung vum Handwierk. An an deem Sënn hat de Marc Lies och déi lescht Woch hei eng Motioun deposéiert. An ech ka wierklech beim beschte Wëllen net verstoen, datt déi gesamt Majoritéit hei dogéint gestëmmt huet.

Si hu gesot, et wär superfetatoire. Et ass net superfetatoire! Et ass urgent! An et ass och schued, datt am Budget massiv bei der Weiterbildung am Beräich vun der Beruffsausbildung gespuert gétt. Dat ass sécherlech e falscht Zeechen.

Här President, dann zu där éischer Prioritéit vun de Leit: dem Logement. Well och fir d'Wuelbefannen ass een Daach iwwert dem Kapp zentral an am beschten e bezuelbaren, well soss gétt et engem relativ séier onwuel.

De Logement, dat ass och fir eis déi éischt Prioritéit an, a Wieder, och fir d'Regierung. D'Zuele schwätzen awer do eng aner Sprooch. De Budget vum Logement klëmmt grad emol ëm 1,8 %. Wat wär et dach esou flott, wann d'Präisser am Logement nëmmen esou séier géife steigen!

(Hilarité)

Dat ass awer zimlech de Contraire, well do steige se an engem Joer ëm 9,2 %. Dëse Budget spigelt also op kee Fall Ambitiounen erëm, fir de Problem wierklech ze léisen.

Jo, den Här Cruchten sot, et géif keng Baguette magique am Wunningsbau. Ma da soen ech: Et muss een awer emol d'Baguette an de Grapp huelen, fir eppes ze beweegen! Mee iwwerall do, wou et net duergeet, fir just op d'Konjunktur ze bauen, huet dës Regierung e Problem.

Mir hunn zesumme mam Marc Lies duerfir emol als CSV-Fraktioun en éischte Logementsentwurf mat engem 23-Punkte-Package op den Dësch geluecht, an dat mat de klören Ziler: méi bauen, méi séier bauen, méi bëlleg bauen, méi nohalteg bauen.

An esou wollte mer zumindest emol probéieren, eng nei Dynamik fir de Wunningsbau ze schafen. Mir hunn déi lescht Woch siwe Motiounen erabruucht: siwemol konstruktiv Oppositionsaarbecht, siwemol Refus, siwemol destruktiv Majoritéitspolitik.

Am Budget ass och en neien Artikel virgesinn: « Acquisition d'immeubles destinés à l'habitat ». Den Här Cruchten sot: « Il faut mettre l'accent sur l'acquisition massive de terrains. » Et misst ee sech als Objektiv setzen, fir all Joer 50 Hektar Terrain ze kafen, sou den Här Cruchten. Dat ass also de blo-rout-gréngen Usproch.

Da kucken ech, wéi déi blo-rout-gréng Wierklechkeet am Budget ass. An nu kuck do! Ganzer 3 Milliounen - ech widerhuelen: 3 Milliounen! -, fir massiv Terrainen ze kafen, stinn am Budget. Mam aktuellen Duerchschnittspräis pro Ar kritt ee mat 3 Milliounen emol keen een Hektar, et kritt ee just en hallwen.

An den Här Cruchten ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Hansen, erlaabt Der dem Här Kersch, eng Fro ze stellen?

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech mengen, mir hunn, Här President, d'Regierung virdrun och net ënnerbrach. Ech kann dem Här Kersch soen: Et ass ee Budget non limitatif, dat weess ech och. Mee wann een eng Ambitioun huet, ...

► **Plusieurs voix.**- A!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ... da setzt ee Suen an de Budget an et setzt ee keng 3

Milliounen dran. Also wann een dat doten, de Logement, als Zil huet, dann hëlt ee Suen an de Grapp an et mécht een eppes. An Dir hutt keng Suen an de Grapp geholl!

► **Une voix.**- Très bien !

(Brouhaha)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Sou, mat deenen 3 Milliounen, an ech huelen en Akerlandpräis an ech huelen do de Google-Akerlandpräis, an ech huelen déi eng Forschett bis bei déi aner Forschett, da kommen ech och do nëmmen op 2 bis 4 Hektar; wäit ewech vu 50 Hektar!

Sou, dat erënnert mech dann awer erëm eng Kéier un dem Gilles Roth seng memorabel Ried zum leschte Budget.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- „Den Ënnerscheid tëscht Usproch a Wierklechkeet.“

(Interruption)

Well wann de Logementsproblem soll ugepaakt ginn, da muss, wéi gesot, d'Regierung déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen an dem Logement déi néideg Prioritéit am Budget ginn. An dat ass definitiv net de Fall! Well am Budget steet de Logement unter ferner liefen.

Här President, ee weidere Politikstau ass de Stau u sech, d'Mobilitéit oder d'Immobilitéit. An dat ass wierklech e richteg grouss Problem fir d'Wuelbefanne vun de Leit. An dat Wuelbefanne fänkt meeschtens net am Stau un. Doriwwer kann, mengen ech, jiddwereen hei e Liddche sangen. D'Liewensqualitéit, d'Wuelbefanne vun de Leit wär vill méi héich, wa se net all Dag zum Beispill missten an d'Stad schaffe kommen. Mee et ass och net nëmmen d'Stad. Moies brauch ech schon heiansdo 45 Minutte bis op Ettelbréck. Dat si genau ganzer, ech hunn de Moie gekuckt, 13 Kilometer.

D'Liewensqualitéit vun de Leit géif sech drastesch erhéijen, wa se net missten am Stau stoen. An et ass iwwerengs och e Problem fir eis Wirtschaft. An duerfir stellen ech d'Greetchenfro: Sti mer mat dësem Budget an drai, véier, fénnef Joer manner am Stau? D'Äntwert ass kloer: Nee! An dat kann u sech net sinn: Keng Léisung fir zentral Problemer, wann dës Regierung selwer aktiv muss ginn.

Wat kréie mer? Mir kréien nei RGTR-Linnen. Dat ass och gutt. Do hunn ech zwar nach net vill Leit héieren, déi domadder zefridde waren. Et gétt jo vläicht do ugepasst. Et sinn Investitiounen an den Tram, Schinnen an esou weider virgesinn. Och dat ass gutt. Mee et ass u sech näischt Neies an et geet net duer. Mir hanken och hei dem Wuesstum hannendrun.

(Interruption)

D'Regierung brett sech elo mat dem gratis ëffentlechen Transport, deen de Staat 41 Milliounen kascht. Dat kéint jo och eppes bréngen, wann de Präis de Problem wier, datt d'Leit net géifen den Zuch an de Bus huelen. Mee dat ass et net onbedéngt.

D'Chambre des Métiers seet, an ech kann hinnen nëmme Recht ginn, et wär besser gewiescht, bei der Quantitéit an der Qualitéit, bei der Capacitéit unzesetzen an och bei der Pünktlechkeet. An dat soen och vill Clienten.

An da soen ech lech nach eppes: Vill Leit brauchen och an Zukunft nach en Auto. Grad Leit, déi am ländleche Raum wunnen, wou den ëffentlechen Transport, an do kënt Der soen, wat Der wëllt, net funktionéiert. Wa se op d'Schaff fueren, wa se hir Kanner an de Sport féieren oder soss éieren féieren, Leit, déi op Schichte schaffen, Jonker, déi gare wëllen erausgoen, déi brauchen en Auto! Duerfir därefer mer den Auto net verdäiwelen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An et wär wichteg, de Leit a voller Transparenz ze soen, wat op se zoukënt. Mee amplaz vu voller Transparenz kréien d'Leit am ländleche Raum vum Här Turmes, an et deet mer leed, dat esou ze soen, just Zynismus zerwéiert, nom Motto: „Selwer schold, wann Der net an der Stad wunnt.“

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Well bei der ominéiser Virstellung vum Klima- an Energieplang, wou nach guer kee Plang do war a wou ech och mengen, datt elo nach ëmmer keen do ass, sot hien nämlech iwwert d'Leit aus dem ländleche Raum: „Okay, si fueren e bësse méi an da gi se e bësse méi belaascht, wann den Diesel, Bensinn an esou weider méi deier ginn. Mee si wunne jo méi bëlleg.“

Do kann ech awer nëmme soen: Wat gelift, Här Turmes?! D'Leit um Land bezuelen och de gratis ëffentlechen Transport, hunn net esou vill dovunner. D'Leit brauchen den Auto. An da

seet den Här Turmes ganz einfach, ma dat wier just Kollateralschued eebe vu senger Anti-Auto-Ideologie. An en plus ass d'Wunne jo méi bëlleg. Do muss een awer vun Arroganz schwätzen. Fir eis ass dat op jidde Fall net akzeptabel.

Här President, ech kommen dann zu engem vu mengen Dadaen: der Educatioun. An och hei gesinn ech viles, wat net leeft, mee leider keng Visioun. A ganz dacks ass net méi genuch Zäit do, fir de Core Business vum Schoulhalen.

An och hei stellen ech d'Greetchenfro: Sinn eis Kanner, eis Jugendlech a véier, fénnef, sechs Joer besser op d'Zukunft virbereet? An och hei kann ech dës Fro sécher net mat engem kloer Jo beäntweren.

An do iwwerraschen déi schlecht PISA-Resultater dann och net wierklech. Si bleiwen, ob de Minister dat elo wëllt oder net, en Thermometer fir eis Schoul. Sécher kee perfekte, mee awer. An et ass och kloer, datt Lëtzebuerg net direkt vergläichbar ass mat anere Länner. An ech denken och, datt mer net onbedéngt direkt Spätzewäerter kënnen erzielen. Mee amplaz ze jéieren, kënne mer awer eis Resultater vun elo mat eise Resultater vun deene leschte Jore vergläichen. An och do ass et u sech dramatesch. Well an alle Beräicher hu mer verluer. Am Lieseverständnis eelef Punkten! Dat ass ganz schlëmm! Well dat ass eng Grondvoraussetzung, fir kënnen ze léieren, och am digitalen Zäitalter.

► **Une voix.**- Genau!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Hei därefer een d'Aen net zoumaachen an de Kapp an de Sand stiechen. Mee wat mécht de Minister elo? D'Temperatur vum Schoulwiesen ass gemooss. Et ass Féier festgestallt ginn. Da geheie mer den Thermometer fort an dann ass de Problem geléist!

Dat kann et net sinn! Et kann een net einfach viru Problemer fortlafen. Et muss ee sech de Problemer stellen. An eise Schoulsystem huet e Problem. En ass ënner anere sozial ongerecht, vill méi wéi an anere Länner.

► **Une voix.**- Dat wësse mer scho laang!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Zum Beispill, eis Propos fir eng gratis Hausaufgabenhëllef ...

Mee d'Ongerechtegkeet hëlt awer nach zou!

An eis Propos fir eng gratis Hausaufgabenhëllef, déi mer bei eise Familjepackage virbruecht hunn, ass hei vun der Majoritéit niddergestëmmt ginn. An och de Moien hunn ech en Artikel am „Wort“ gelies: „Bildungschancen verbessern“. An hei schreift en Här Thomas Lenz am Prinzip iwwert dat, wat mir gesot hunn, wéi den Här Minister dat Franséisch mat drai Joer agefouert huet.

Mir hunn drop higewisen, datt dat Franséisch fir vill vun eise Migratiounskanner e Problem ka ginn, well se jo duerno op Däitsch alphabetséiert ginn, an datt een am Prinzip de Fokus méi op dat Däitsch misst leeën. Mee de Problem ass jo, datt déi Saachen ëmmer alleguer agefouert ginn, ouni iwwerhaupt iergende wëssenschaftlechen Hannergrond. An dofir soe mer: Zesumme mat eiser Uni muss no Léisunge gesicht ginn, an net nëmme gemooss ginn. D'Resultater vun der Fuerschung däreferen dann och net an der Uni hänke bleiwen, mee déi müssen um Terrain ëngesat ginn. An den Thermometer fortgeheien, wéi gesot, ass keng Léisung.

Dann zu engem Sujet, deen eis a vill Leit beweegt. Ech schwätze vum Klimaschutz. An och do froen ech mech, nodeems de Premier eis hei eng laang a breet Diagnos ouni Behandlung virgedroen huet: Wou ass d'Gesamtstrategie? Am Budget jiddefalls net, an an deem ominéise Plang och net!

Eng weider Fro: Kënne mer mat dësem Budget och nëmmen unnähernd d'Ziler vum Klimaschutz erreechen? An hei ass d'Äntwert kloer: Nee!

Et ass laut dem Här Gramegna ee Budget vum Klimaschutz, ouni awer nëmmen eng Mesure chiffréiert ze hunn. Hei gétt de Minister dann definitiv zu engem surrealistesche Moler, ech géif soen, Dalí au carré, jo zu engem absurden, deen e wäisst Quadrat op e wäissen Hannergrond moolt an deen dat dann als grouss Konscht verkeeft.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Do kritt een awer vill Suen derfir.

(Hilarité)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Den Här Gramegna sot och an der Kommissioun, d'Mesurë géife just mëttel- a laangfristeg kommen, kuerzfristeg wier näischt direkt ze erwaarden. Da muss ech awer froen: Geet een esou mat Prioritéiten ëm?

Den Här Gramegna sot dann och nach 800 Elektrobornen - och do muss ech soen: Dat ass



jo fir ze laachen, wann et net fir ze kräische wär, well de Marco Schank hat mam Étienne Schneider 2012 schon 850 Bornen annonciert. A wann de Klimaschutz eng Prioritéit ass, da missten déi Bornë jo scho längst stoen.

„Et gëtt massiv an de Klima investéiert“, seet zumindest den Här Gramegna. Mee virun allem dat, wat souwisou virgesinn ass, beim Tram an och soss Ausbau vun Zuchstrecken. Dat kritt einfach eng nei Klimaetikett. Dat war et da mat der Klimaambitioun am Budget.

An déi drëtt virgestallte Mesure am Budget ass d'Elektroautoprümm. Och dat ass keng Bettel-2-Erfindung. De Marco Schank hat se agefouert. Si ass vu Bettel 1 ofgeschaaft ginn. Dunn ass se vu Bettel 1 erëm mat grousem Tamtam agefouert ginn an dunn ass se nach eng Kéier mat grousem Tamtam bei Bettel 2 verlängert ginn.

► **Une voix.**- An elo gëtt se erëm ofgeschaaft.

(Hilarité)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dann awer zouginn, dass am Budget eppes virgesinn ass.

► **Plusieurs voix.**- A!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An zwar eng Hannerdier fir dem Här Turmes seng Ausso: „Mir maachen de Bensinn an den Diesel lues a lues méi deier, well da mierken d'Leit et jo net.“ Well d'Budgetgesetz gesäit nämlech vir, dass d'Regierung duerch Règlement granducal d'Akzisen op Diesel a Co kann eropsetzen. Den Här Gramegna huet elo vun 2 bis 6 Cent geschwat. D'CO₂-Steier kënt jo nach derbäi.

Wéi gesäit dat Ganz konkret aus? Wéi dacks kënt eng Hausse an, virun allem, wéi eng positiv ënnerstëtzend Mesur si virgesinn? Heivun hu mer näischt héieren! An och: Wéi eng Konsequenzen huet dat op de Budget?

(Interruption)

Kuerz a Saachen Energietransitioun. D'Gesetz vum Dezember 2017 iwwert d'Aide à la protection de l'environnement gesäit e Fong fir d'Promotioun vun der energieetescher Effikasitéit vir. Hei seet d'Chambre des Métiers am Prinzip, dass dat eng ganz gutt Saach wier, well hei d'Betriber Ënnerstëtzung kéinte kréien. Mee et gëtt dee Fong leider nach net, obschonn dass dee säit 2017 virgesinn ass. Also, mir froen eis och: Wou bleift dee Fong?

An da freet d'Handwierkerkummer an hirem Avis u sech e Klimapakt fir d'PMEEen, fir eenzel Betriber, eenzel Clusteren, eenzel Zone-d'activitéen. An an deem Sënn deposéieren ech elo hei eng Motioun fir e Klimapakt, fir eis PMEEen op d'Been ze stellen. De Kärpunkt ass hei d'Offer vun enger gratis Klimaanalyse mat Berodung. Dat ass wichteg, well ouni eis PMEEe kréie mer eis Klimaziler net erreecht.

Wannechgelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'Accord de Paris signé par le Luxembourg le 22 avril 2016 et adopté formellement le 4 novembre 2016 ;

- rappelant les objectifs ambitieux du Luxembourg en matière de politique climatique, à savoir :

- une réduction des émissions de gaz à effet de serre comprise entre 50 % et 55 % en 2030 par rapport à 2005,

- une réduction de la demande finale d'énergie allant de 40 % à 44 % à l'horizon 2030 aux fins d'efficacité énergétique,

- une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute finale de l'ordre de 23 % à 25 % à l'horizon 2030 ;

- estimant que les petites et moyennes entreprises (ci-après « PME ») doivent également relever le défi du changement climatique ;

- estimant que l'État devrait mettre à disposition des PME des instruments adéquats pour les accompagner dans leurs stratégies d'adaptation ;

- rappelant dans ce contexte le Pacte Climat entre l'État et les communes qui permet aux communes de bénéficier d'un soutien technique et financier de l'État en vue de participer de manière active à la lutte contre le changement climatique ;

- rappelant que le Pacte Climat est une réussite, alors que la totalité des 102 communes ont signé le pacte et que la quasi-totalité d'entre elles ont obtenu une certification ;

- estimant que la dynamique positive du Pacte Climat peut se reproduire au niveau du tissu économique du pays,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un « Pacte Climat pour les PME », à l'instar du Pacte Climat entre l'État et les communes,

- à offrir aux PME un conseil et une analyse gratuits de la performance climatique de leur entreprise,

- à soutenir les PME au travers des réglementations incitatives dans le domaine de l'environnement et de l'action pour le climat.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An dann, Här President, wann d'Regierung eppes vun der Leit fuerdert a wa se sech dobäi och ganz ambitiéis Ziler setzt, da muss se och mam gudden Beispill virgoen, an dat soll se och am Budget chiffréieren. Dat ass onofhängeg vun iergendengem Klimaplang. An deem Sënn deposéieren ech hei nach eemol eis Motioun, des Kéier e bësse méi ambitiéis, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ... well vläicht hat Der se jo duerfir déi lescht Kéier net matgestëmmt, also eis Motioun, dass d'Regierung e konkrete Aktiounsplang soll opstellen, fir dass de Staat bis 2030 klimaneutral soll ginn. Dat Ganz mat der Fuerderung no enger Chiffréierung vun de Käschten.

(Interruption)

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant le Conseil affaires générales de l'Union européenne, qui s'est tenu le 10 décembre 2019 à Bruxelles ;

- prenant acte que le Luxembourg a réitéré au cours de cette réunion son souhait que le Conseil européen s'accorde sur la nécessité d'atteindre la neutralité climatique dans l'UE et tous ses États membres d'ici 2050 au plus tard ;

- saluant les conclusions du Conseil européen du 12 au 13 décembre 2019, à savoir la neutralité climatique d'ici 2050 ;

- rappelant le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de la politique de l'énergie et de l'action climat ;

- estimant que l'administration étatique doit également montrer le bon exemple dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans l'augmentation de l'efficacité énergétique,

invite le Gouvernement

- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration étatique au plus tard à l'horizon 2030,

- à élaborer un catalogue de mesures ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre de ces mesures en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2030,

- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de CO₂ et d'énergie escomptées.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesondheet allgemeng huet evidentereis ganz vill mam Wuelbefannen ze dinn. Och hei gëtt vill vun Digitalisatioun geschwat. Dat ass och gutt. De Patientendossier ass och gutt. Hei si Sue virgesinn am Budget.

Wat da geschwë soll kommen, ass d'Cannabiskonzept. Ech ginn elo net drop an, just eng kleng Klammer. D'Douane huet nach net chiffréiert, wivill Suen dass hei sollen erakommen. Mee vläicht wëllt de Staat jo hei anstänneg Sue verdéngen a vläicht ass dat dann och d'Ursach, firwat dass d'Wirtschaftsprognosen ab 2021 onerwaart héich sinn. Vläch hu mer do d'Lösung elo fonnt!

Dir Dammen an Dir Hären, mam Wuesstum, deen de Budget brauch, riskéiere mer, och am Beräich vun der Santé virbäi an hannerwidder ze sinn. Ech ginn lech ee Beispill nieft dem allgemengen Urgencëstau.

D'lescht Woch huet eng Fra mech drop ugeschwat, déi accouchéiert huet. Nom Accouchement huet se nach misse stonnelaang am Accouchementssall leien, well kee Bett fräi war.

(Interruption)

Den Dag duerno huet se missen direkt heem, well kee Bett fräi war. An dat war net zu Bethlehem 2020 (veuillez lire : virun 2020 Joer), mee dat war hei zu Lëtzebuerg. An dobäi ass d'Kannerkréie kee Wellness! A fir d'Wuelbefanne vum Kand, iwwerregens e zentrale Punkt vun all Bien-être an enger Gesellschaft, ass och d'Wuelbefanne vun der Mamm wichteg.

Een anert Beispill. Et ass d'Geschicht vun enger 84 Joer aler Fra, déi méi wéi zwou Wochen an der Klinik mat gebrachenem Wirbel op hir Operatioun muss waarden, well do ëmmer Urgencen dertëscht kommen.

(Interruption)

Och dat fannen ech net normal. A wéi gesot, eisen Nolauschertour huet gewisen: Dat si keng Eenzelfäll! An esou eppes an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat geet net! De Spidolsplang muss definitiv zu engem breede Gesondheetsplang ginn an der Realitéit an dem Wuesstum ugepasst ginn, an dat huet natierlech och Konsequenzen op de Budget.

Wa mer hei beim Beräich vun der Gesondheet sinn, muss ech eebe soen, dass d'Regierung definitiv esou lues e Brëll brauch géint hir Kuerzsiichtegkeet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn lech schonn zum Personalproblem am Handwierk geschwat. Mee dee Personalproblem hu mer och am Fleege- an am Gesondheetsberäich. An och hei riskéiere mer, fréier oder spéider ënnert der Laascht vum Wuesstum, deen dese Budget brauch, ënnerzegoen.

A wann am Gesondheetsberäich eppes net méi ka waarden, dann ass et definitiv déi Nomenclature. Mir schwätze jorelaang iwwert déi Nomenclature. An esou, wéi et elo ausgesäit, wäerte mer nach jorelaang schwätzen, iert d'Nomenclature ugepasst ka ginn. An dat ass net normal. Hei huet d'Regierung, hei huet de Minister awer eng politesch Verantwortung.

Mir hunn 2015 hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Psychotherapeute gestëmmt. Bis haut ass nach keen eenzege Patient vun der CNS rembourséiert ginn. Ech wëll just soen: Dat wär relativ dréngend! Mir si bei enger anerer Statistik, bei den Depressiounen, u sech hei zu Lëtzebuerg d'Spëtzt.

(Interruption)

2018 sinn d'Osteopathen am Gesetz ënner « certaines professions de santé » bäigefügt ginn.

(Interruption)

Dat doten ass ëmmer déi selwecht Äntwert. Mee Dir hutt awer eng politesch Verantwortung. Da musst Der eng Lösung fannen!

(Interruptions)

2018 ass d'Gesetz vun den Osteopathe geännert ginn. Och do ass nach kee rembourséiert ginn. Den Tiers payant soll agefouert ginn. Et soll zu Leeschtungsverbesserunge kommen. Awer och dat soll, wéi mer elo héieren hunn, erëm eng Kéier ronn dräi Joer laang daueren.

(Interruption)

Jo, dat hätt Inzidenzen och op de Budget, mee dat wäere sännvoll agesate Suen.

Dann huet den Här Cruchten jo och den Akzent, wéi ugekënnegt, op d'Inegalitéiten an op d'Aarmut zu Lëtzebuerg geluecht. Dat ass och richtig a gutt, well mer hunn eng erschreckend sozial Entwécklung. Mir hu sozial Ongerechtegkeeten, déi zouhuelen, dovunner vill och bei de monoparentale Familljen. Mir hunn eng héich Altersaarmut. De Marc Spautz wäert nach op dese wichtige Sujet am Detail agoen an och de Paul Galles huet jo eng Interpellatioun iwwert den Aarmutsrisiko ugefrot.

D'Famill, fir eis e weideren zentrale Punkt vum Wuelbefannen. An hei zitieren ech eppes, eng Ausso vu Facebook - ech hu mam Här geschwat, ech dierf dat maachen -: „Mir musse moies um 7 Auer eis Kanner an der Maison relais ofginn, fir um 9 Auer op der Aarbecht ze sinn. Da solls de deng acht Stonne schaffen an erëm um 19 Auer bei der Maison relais sinn, fir däi Kand ewechzehuelen. Dann Hausaufgaben maachen, eppes iessen an da muss d'Kand schonn erëm an d'Bett, fir dass d'Kand deen nächsten Dag packt.“

A weider: „D'Elteren hu gläich guer keng Zäit méi fir hir Kanner. Wéi solle mir eis Kanner, wéi vun der Politik gefuerdert, nach selwer erzéien, wa mir all Dag zwou bis dräi Stonnen am Stau sinn? D'Maison relais an d'Schoul si jo net dofir do, fir d'Kanner ze erzéien! Dat stëmmt, ech géif och léiwer mäi Kand selwer erzéien, mat him spillen an esou weider, wéi dat anerer dat fir mech maachen.“ Da schreift en e bësse virun an da seet en: „Topp, eis Politik!“

Ma dat ass eng ganz gutt Beschreiwung vum Hamsterrad, wou mir, wou vill Leit all Dag dra sinn. A mat deem Budget, dee weiderhin op staarke Wuesstum baut, wou awer keng Strategie erkennbar ass, fir de Wuesstum ze packen, riskéiert d'Hamsterrad, ëmmer méi séier ze dréien.

Ech erënneren hei nach eng Kéier kuerz un eise Familljepak, mat enger Ënnerstëtzung fir all Famill ouni Ideologie a Kulturkampf, wou mer och d'Leeschtung vun den Elteren, déi doheem bleiwen, fir se ze erzéien, wollten honoréieren, wou mer den Homeoffice wollten zousätzlech férdere. D'Majoritéit war, wéi gesot, géint alles!

Wat fir eis als CSV wichteg ass, ass de Prinzip, dass d'Kanner ëmmer sollen am Mëttelpunkt

vun eiser Politik stoen, well si bleiwen eis Zukunft. An och dat ass an deem Budget net direkt erëmfannen.

Här President, e Budget ass kee Rapport vum Politikstau vun der Géigewaart. E Budget ass och net just e bürokratescht a finanztechnesch Dokument a Gesetzesform. Nee! E Budget ass eng politesch Zukunftsvisioun, déi mat verlässlechen Zuelen ënnermauert ass. A genee hei bleiwe mer awer bei deene ronn 950 Säite vum Budget a vum Pluriannuel mam Fanger am Mond um Dréchene setzen.

Et ass wéi fréier beim Literarischen Quartett um ZDF, wou de Marcel Reich-Ranicki ëmmer seng Emissioun opgehalen huet, an dat passt u sech och bei d'Bettel-2-Politik: „Und so sehen wir betroffen / Den Vorhang zu und alle Fragen offen.“

Mee Politik ass keen Theater. Wann ee regéiert, muss ee liwweren an net nëmme lavéieren. Déi oppe Froe bleiwe virun allem op, wou se am neidegste misste beäntwert ginn: beim Logement, beim Klima, bei der Mobilitéit. Dat Eenzegt, wat kloer ass, ass, dass mer weider e staarken, zillosen, reng quantitative Wuesstum brauchen.

An engem „Land“-Interview mam Premier konnte mer liesen: „Ech wëll Rou.“ Dat geet éischens net duer, Här Staatsminister, an zweetens wäerte mer dem Här Staatsminister des Rou och net loosse, well fir eis ass weeder d'Regierung nach d'Chamber u sech ee Wartesall op d'Weltkonjunktur.

Nee, et ass eng Denkfabrik u sech, fir Léisunge fir d'Leit ze sichen. An dese Budget ass e Budget mat Zuelen, mee ouni Visioun. Et ass ee Budget ouni Kloeerheit fir Leit a Betriber. Et ass e Budget ouni Prioritéiten, ouni Politik, an dat mol fënnf am Pluriannuel, deen am Fong just ee „Pluri vide“ ass. Mir brauchen awer eng kohärent Politik mat kloer Prioritéite fir d'Wuelbefanne vun de Leit an en deementsprechende Budget. Dese Budget awer bleift just am Hamsterrad hänken.

An aus all deene Grënn wäerte mir als CSV géint dese Budget vun eidele Wierder, eidele Zuelen an eidele Politik stëmmen. Dese Budget ass beschtefalls e Budget vum Bien-avoir, awer sécherlech net vum Bien-être, net vum Wuelbefannen a scho guer net vum Wuelmaachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger.

(Interruption)

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wëll mech och direkt u meng Virriednerin, d'Spriecherin vun der CSV-Oppositioun, rüchten, fir ganz kloer ze soen: Des Regierung, des Koalitioun, déi huet eng kloer Prioritéit. Si huet och e kloert Zil, un deem se all Dag schafft, nämlech fir nach méi sozial Gerechtegkeet zu Lëtzebuerg ze schafen.

D'Gerechtegkeet, déi zitt sech wéi e sozialliberale Fueдем duerch dee ganze Koalitiounsaccord. An duerfir steet d'DP och voll a ganz hanner deem Accord, net nëmme well ganz vill do mat bloer Tënt drageschriwwen ginn ass, mee well des Koalitioun kloer Akzenter setzt, fir keen um Rand vun der Strooss stoen ze loosse, mee derfir ze suergen, dass jiddwereen déi beschtméiglech Chancë kritt.

A wann een nach ee Beweis bräicht, fir dat ze ënnersträichen, dann ass dat de Budget 2020! Ronn d'Hallschent vun den Ausgabe vum Staat 2020, a Chiffere ronn zéng Milliarden, si fir sozial Ausgaben, si fir zéng Mesuren, si fir sozial Transferen a Subsidien.

Also, Här President, och dese Budget ass erëm e kloert Bekenntnis zum Sozialstaat. An hei läit och de Budget 2020 an der Kontinuitéit vun den Efforten, déi schonn an de leschte sechs Joer gemaach gi sinn.

An op sozial gerecht Politik setzen, dat sinn effektiv net nëmme Zuelen am Budget. Et si konkret Mesuren, déi de Leit am Land ënnert d'Aerm gräifen an hinnen hëllefen, d'Liewe méi einfach ze maachen, besonnesch deenen, déi et méi brauchen.

Eng sozial gerecht Politik, dat ass zum Beispill, de Mindestloun ëm 100 Euro netto erhéien. Dat ass zum Beispill zousätzleche Congé an e Feierdag. Dat ass e Congé parental, deen et erlaabt, ouni grouss finanziell Abousse kënnen Berruff a Famill ënner een Hutt ze bréngen. Dat

ass gratis Kannerbetreuung, fir datt onafhängeg vun der Pai vun den Eltere kann op eng gutt qualitativ Betreuung vun de Kanner gezielt ginn. Dat ass d'Subvention loyer. Dat si gratis Schoulbicher, fir datt an d'Schoul goen net déi kleng Paie belaauscht. Dat ass d'Allocation de vie zür. Dat sinn d'Chèque-services. Dat ass d'Adaptatioun vum REVIS, wou de Leit gehollef gëtt, erëm an den Aarbechtsprozess ze kommen. Dat sinn zolidd Reserve vun 19 Milliarden an eise Pensionskeesen. Dat si ganz grousszügig Studentesubsiden, wéi ee se an Europa néierens aneschtens féinnt. Dat ass eng éischt Steuerreform gewiescht, déi de Leit méi Kafkraaft ginn huet. Dat wäert an Zukunft d'gratis Maison relais oder Museksunterrecht sinn, an nach ganz villes méi.

Ech mengen, dat ass déi Politik, fir déi dës Koalitioun asteet an déi se sech op de Fändel geschriwwen huet an déi och am Sënn vum Bien-être läit, deen de Budgetsrapporteur als Leittheema geholl huet. Dat gëtt mer och d'Geleeënheet hei, fir dem Budgetsrapporteur och Merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport an him och ze felicitéieren. Ech mengen, jiddwereen, dee schonn emol eng Kéier Budgetsrapporteur war, weess datt do ganz vill Aarbecht an Engagement hannendrustéicht.

► **Une voix.** - Dat ass wouer.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, et muss een awer och wëssen: Eng grousszügig Sozialpolitik, wéi mir se maachen, huet och hire Präis. Déi gëtt et net zum Nulltariff. Duerfir muss een och déi finanziell a budgetär Basis a Viraussetzunge schafen. Ech hunn emol gesot: „Et muss ee fir d'éischt de Kuch baken, fir datt een e ka verdeelen.“ A genau dat hu mer déi lescht sechs Joer gemaach. Mir hunn iwwert déi Joren e grouse Kuch gebak. An dat ass deen, dee mer elo kënne benotzen, fir dann eis Politik och ze finanzéieren.

An et muss ee jo awer trotzdeem drun erënnere, 2013, wéi déi éischt Regierung Bettel ugetrueden ass, wat fir eng finanziell Situatioun mir virfonnt haten. Dat gëtt jo gären an oft vergiess. Mir stoungen 2013, kann ee soen, mam Réck zur Mauer. Lëtzebuerg ass op eng Staatsverschuldung vu bal 30 % higesteiert.

(**Interruption**)

Jo, ech weess, heiansdo gëtt et haut als bal esou normal ugekuckt, datt d'Staatsfinanzen an der Rei sinn. Mee dat muss een awer trotzdeem och eng Kéier rappeliieren. Mir hätten deemools riskéiert, d'Virgawe vum Pacte de stabilité net méi ze erfëllen. An de Verloscht vu knapps enger Milliard TVA op dem Commerce électronique, dee sech ugekënnegt huet, huet d'Saach net méi einfach gemaach.

Jo, mir hunn d'Äerm héichgestrépft. An ënnert dem Impuls vum Finanzminister Pierre Gramegna krute mer d'Staatsfinanzen erëm an de Grëff.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Datt d'Sozialiste sech dat doten ëmmer gefale loosse!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, mir hunn dernieft eis Defiziter erofgeschraaft an eis Schold reduzéiert. An dat ass jo, fir datt mer dann elo och déi Suen, déi Staatsfinanzen hunn, fir datt mer eis Politik, eis Sozialpolitik kënne finanzéieren. Mir hunn och d'Scholdespiral gebrach. D'Schold geet weider erof. 2020 wäert d'Staatsschold souguer fir d'éischte Kéier säit 2011 erëm enner 20 % vum PIB falen a bis 2023 nach weider erofgoen.

(**Interruption**)

Vun allen Triple-A-Länner ass Lëtzebuerg elo dat Land mat dem niddregste Scholdestand. A wat fir eng Wichtigkeet deen Triple-A huet, dat konnt ee jo och ufank November nach eng Kéier gesinn, wéi de Finanzminister fir déi éischte Kéier an der Geschicht en Emprunt zu engem Negativzëns ophuele konnt.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

D'Investisseuren hunn also net nëmme wéinst eise sympathesche Gesichter, mee virun allem wéinst dem Triple-A grousst Vertrauen an déi lëtzebuergesch Economie. E besteeënden Emprunt konnt also vill méi gënschteg refinanzéiert ginn an ënnert dem Stréch konnte mer nach ronn 25 Milliounen zousätzlech an eis Statskeess enregistriieren, wat also och eppes ass, wat mer eigentlech nach ni haten.

An da méi generell soe mer awer: Mir begréisen déi Demarche vum Finanzminister, fir besteend Emprunten zu méi bëllegen Zënsezen ze refinanzéieren oder och kuerzfristeg neier zu gudden Konditiounen opzehuelen.

Nach e Bléck op e puer Eckdate vum Budget, fir ze ënnersträchen, datt mer ganz gutt do-

stinn: Am Gesamtstaat läit de Sold bei 757 Milliounen Euro. De Budget pluriannuel weist, datt dës Iwwerschoss progressiv erop bis 1,5 Milliarden oder 2,0 % vum PIB am Joer 2023 wäert goen. Och wat den Zentralstaat ugeet, sti mer mëttlerweil nees ganz gutt do. Beim leschten Zwëschebilan zur Situation budgétaire hu sech schonn erëm fir 2019 och ganz positiv Zuelen ofgezechent. Am Zentralstaat si mer no beim Equiliber.

Dat ënnersträcht einfach, hei déi Zuelen, datt de Finanzminister seng Keess am Grëff huet. An ech mengen, d'Soliditéit vun de Staatsfinanzen gesäit een och um Solde structurel. Dee wäert 2020 bei plus 0,9 % leien an da progressiv bis op plus 1,9 % am Joer 2023 eropgoen, also ëmmer iwwert där neier, méi ambitiöser Limitt vu plus 0,5 %. Mir erfëllen also net nëmme d'Krittären, mee mir hunn och e gewëssene Spillraum, dee mer eis do schafen - einfach nëmme, fir dat och ze soen, well de Budget jo dann hei awer traditionell vun der Oppositioun kritiséiert gëtt.

Ech mengen, déi Zensur, déi mer reegelméisseg vu Brëssel kréien an och vun anere Gremie kréien, déi ech elo net all hei zitieren, schwätzt eng kloer Sprooch. Mir kréien also och aus dem Ausland oder vun der Kommissioun Bonne-notten. Lëtzebuerg ass also „on track“, wat d'Budgetsprevisionen ueget, a respektéiert och all déi europäesch Krittären. A mat deene gesonde Staatsfinanzen leee mer also d'Basis, fir kënnen all déi Mesuren ze finanzéieren, déi am Interess vum de Leit sinn, fir hinnen d'Liewe méi einfach ze maachen.

Jo, Här President, dat konjunkturellt Ëmfeld spillt och mat. D'Konjunktur dréit zu Lëtzebuerg, awer och, well eng Rei Initiative vun der Regierung zu dësem schéine Wieder an der Wirtschaft bäidroen. Dat kënnt net ganz vun eleng:

Mir hunn et zum Beispill fäerdegbruecht, fir d'Finanzplaz besser opzestellen. D'Green Finance, d'Transparenz, wou mer all eis Direktiven ëmgesat hunn, ech mengen, dat ass eigentlech ënnert dem Stréch e Plus fir d'Finanzplaz gewiescht. An d'Finanzplaz bleibt ënnert dem Stréch ee vun den Haaptpillere vun eiser Economie. Mat 11 % vun de Beschäftegte gëtt ronn ee Véierel vum Räichtum vum Land erwirtschaft. D'Finanzplaz ass eigentlech och eppes, wat ee kann ënnert de Label vu qualitativem Wuesstum respektiv och vu qualitativen Aarbechtsplaze respektiv nohaltegem Aarbechtssecteur rangéieren.

Mir hunn d'Betriber steierlech entlaascht, fir datt se kompetitiv bleiwen an domat och nach nei Aarbechtsplaze schafen. Mir ënnerstëtzen d'Diversifikatioun vun der Economie, besonnesch mat Akzent op dem Digitalen, wou ech herno nach eng Kéier wäert drop zrëckkommen.

An am Endeffekt, souguer wann een do elo net ka mat genauen Zuelen operéieren, muss een awer och dovunner ausgoen, datt och d'Steierreform e positiven Impact op eis Economie hat. Well Leit, déi méi Suen an der Täsch hunn, ginn déi Suen zum Deel och erëm zrëck an d'Economie, wa se déi Suen also ausginn.

An dat gutt Ëmfeld, déi gutt konjunkturell Héichlag, déi notze mer also, fir ze investéieren, massiv ze investéieren. An et sinn haut de Moie schonn eng Rei Zitater hei beméit ginn. Dann huelen ech dann och eent - et wäert awer, mengen ech, och elo dat eenzegt bleiwen - hei a menger Ried. Dann zitieren ech zur Ofwiesslung den Antoine de Saint-Exupéry mat sengem „Le Petit Prince“: « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »

An d'Zukunft méiglech maachen, heescht fir dës Regierung och fir 2020 erëm Rekordinvestitiounen! Dëst Joer sinn Investissemter vu ronn 2,8 Milliarden am Budget virgessinn. Dat ass nees eng Erhéijung vu ronn 12 % par rapport zum leschte Joer. Investissemter an d'Mobilitéit, an d'Recherche, an d'Bildung, an d'Familljen, an de Klimaschutz a virun allem och eeben an d'Sozialpolitik.

Iwwert déi nächst Jore wäerten d'Investissemter nach weider eropgoen an 2023 da fir déi éischte Kéier iwwer dräi Milliarden Euro leien. Dat ass en absolute Rekordniveau, och a Prozenter: 2018 ware mer bei 3,6 % vum PIB, 2019 bei 4,0 % an 2020 komme mer bei 4,3 % un.

Här President, d'Regierung an de Finanzminister behalen an dës Period, wou d'Economie gutt dréit, awer och e kloer Kapp a wëssen, datt och emol méi gro Wolleke kënnen um Konjunkturhimmel opzëien. Wann een den internationale Kontext kuckt, gëtt et do eng Rei Elementer, déi engem kënne Suere maachen. Virun hat de Finanzminister och schonn do déi eng oder aner Ausso gemaach.

Ech mengen, besonnesch d'Handelskriech zwëschen den USA a China, mee awer och déi

wirtschaftlech Tensionen zwëschen den USA an Europa muss een am Bléck behalen. Et weess een net, wéi dat weider evolueiert respektiv wat fir eng Auswierkungen dat herno op d'Weltkonjunktur respektiv och am Endeffekt op déi lëtzebuergesch Konjunktur kann hunn. Et ass net ëmmer evident, dat viruszesoen.

Mee awer och an deem Bléckwénkel innovéiere mer am Budget 2020 mat engem neie Fonds de rééquilibrage budgétaire. Ech mengen, d'Regierung suert domadder vir, falls de konjunkturelle Réckeward emol eng Kéier sollt ausbleiwen. A konkret ass dat en neit Instrument, wou eventuell Iwwerschëss dragesat ginn, op déi een da kann zrëckgräifen, wa mer eng Situation vun Defizit hätten, fir de Budget dann erëm zu equilibréieren.

Ech mengen, dorobber kann ee méi flexibel zrëckgräifen, esou wéi dat da grad néideg ass. Ech géif net soen: „Dat ass e weideren Apel fir den Duuscht.“ Hei géif ech éischer soen: „Et ass de schnellen Drauzocker“, nieft dem Fonds souverain intergénérationnel, dee mer ugelucht hunn. Dat hei ass also eppes, wou een dann engem ka kuerzfristeg do méi Energie ginn. Als Rappel awer och: Den Apel fir den Duuscht, dat ass de Fonds souverain intergénérationnel. An an deem Spuerschwäin, dat also fir déi zukünftige Generatiounen geduecht ass, dat mer ugeluecht hunn, do sinn den Ament och da schonn 317 Milliounen Euro dran, déi mer do op d'Säit geluecht hunn.

Här President, ech mengen, einfach als Ofschluss vu menger Analys zu den Eckdate vum Budget kann ech feststellen, datt de Finanzminister eng Aart, ech géif soen „Hatrick“ mam Budget fäerdegbruecht huet:

Éischtens, mam Budget bréngt en et fäerdeg, datt mer déi Suen hunn, fir eis sozial ausgericht Politik ze garantéieren.

Zweetens, mam Budget suert en derfir, datt mer kënnen an d'Zukunft investéieren an déi preparéieren.

An drëttes, letztendlech huet en et och nach fäerdegbruecht, fir eng Mouk kënnen op d'Säit ze setzen, wann et emol eng Kéier net méi esou gutt geet.

Ech mengen, et gëtt weineg Finanzministere op der Welt, déi esou en Hatrick mat hire Budgete fäerdegbréngen.

Här President, „Wien haut nach dorunner zweifelt, datt d'Äerderwärmung an d'Konsequenzen dovunner eng vun de gréissten Erausforderunge vun onser Zäit sinn, dee verkennt einfach d'Realitéit“, dat waren dem Premierminister Xavier Bettel seng Wieder hei op der Tribün, wéi hien iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat huet. Jo, d'Regierung huet sech ganz ambitiöus Ziler ginn, andeems si iwwert den Accord vu Paräis erausgeet a bis 2030 eis CO₂-Emissionen bis op minus 55 % wëllt reduzéieren. Domadder verkennt d'Regierung net d'Realitéit, mee si iwwerhëlt hir Responsabilitéit a setzt op e staarke Klimaschutz.

An och am Budget ass de Klimaschutz ..., och am Budget 2020 - also net an deem vun 2021, wou dann eng ganz Rei Mesurë komme vum Klimaplang, mee och schonn am Budget 2020 - setzt een eng Rei Prioritéiten. Well letztendlech geet et beim Klimaschutz och ëm Gerechtkeet, an zwar d'Gerechtkeet géintwuer den zukünftige Generatiounen, datt mer och deenen nach e liewenswäerte Planéit erhalen.

Wéi gesot, ganz rezent huet d'Regierung déi Partitur geschriwwen, fir kënnen déi Ziler vu minus 55 % a Musek ëmzesetzen. Dat geschitt mam Klimagesetz a virun allem och da mam Klimaplang. Den nächsten Donneschden wäerte mer natierlech och schonn hei méi en détail eng Diskussioun driwwer féieren. Mee an de leschten Deeg huet een awer trotzdeem matkritik, datt awer scho vill iwwert déi ugekënnegt Akzisenerhéijung respektiv och déi CO₂-Steier respektiv CO₂-Bepreisung diskutéiert ginn ass. Vlächit duerfir zwou, dräi Bemierkungen dozou.

Ech mengen, déi ugekënnegt Akzisenerhéijung vun 1 bis 3 Cent um Bensinn respektiv 3 bis 5 Cent um Diesel ass och am Kontext vun eisen Efforten ze gesinn, fir den CO₂ am Beräich Transport ze reduzéieren. Mir wëssen, datt den Transportberäich, hei zu Lëtzebuerg op alle Fall, ee vun deene gréissten CO₂-Emetteuren ass. A mir wëssen, datt déi Emissionen an deem Secteur zu engem groussen Deel vum Diesel kommen, deen d'Camionen hei zu Lëtzebuerg tanken.

De Moment verkafe mer also nach ëmmer ze vill Diesel, besonnesch un d'Camionen, fir datt mer eis national Klimaziler kéinten errechen. An an där Logik sinn et also déi Akzisechangeementer, déi eng éischt Mesure sinn, fir déi Differenz par rapport zu den Nopeschlänner ze reduzéieren an de Lëtzebuerg Diesel eigentlech manner interessant ze maachen.

An ech mengen, et erwaart ee sech jo dann dobäi sécherlech och, datt de Verkauf vum Diesel wéinstens proportionell zrëckgeet. An déi éischt Zuelen opgrond vun den 2 Cent, déi am Ufank vum Joer op den Diesel geluecht gi sinn, weisen op alle Fall, datt vu Métt bis Enn des Joers de Verkauf vun Diesel zrëckgaangen ass.

Et waren och elo Diskussiounen, wat den Impakt vun den Akzisen op de Portmonni wäert sinn. Dat huet jo ganz vill op verschiddene soziale Medien do beweegt, duerfir hei awer nach eng Kéier einfach e puer Fakten oder Zuelen, fir d'Gemidder ze berouegen, als Beispill: Wann ee ronn 20.000 Kilometer d'Joer fiert mat engem Auto, dee sechs bis siwe Liter verbraucht op 100 Kilometer, da wäert dat fir de Portmonni 4 bis 5 Euro de Mount ausmaachen. Ech mengen, mir sollten allegueren emol iwwerleeën, wivill mer fir aner Saachen ausgi respektiv dat dann eeben a Relatioun setze mat deem, wat mer normalerweis all Dag fir d'Liewen ausginn.

Et muss een och rappeliieren: Och no dës Erhéijung bleibt de Spritt nach ëmmer e gutt Stéck méi bëleg wéi am Ausland. A fir dat och ze soen: Fir déi Leit net ze benodelegen, déi op den Auto ugewise sinn, gëtt am Géigenzuch och net un der Kilometerpauschal gefréckelt. Ech mengen, mir denke jo och un déi Leit zum Beispill aus dem ländleche Raum, déi net esou gutt un den effentlechen Transport ugeschloss sinn, respektiv déi Leit, déi op Schichte schaffen, respektiv un nach Situatiounen, wou een einfach den Auto brauch. An ech mengen, déi aktuell Avantagë vun der Kilometerpauschal bleiwen also bestoen.

An d'CO₂-Bepreisung, déi nach net direkt de Budget 2020 betrëfft, läit genau an där selwechter Logik respektiv an deene selwechte Bestriewungen. Well ech wëll einfach awer nach eng Kéier an deem Kontext rappeliieren: Als Lëtzebuerg droe mer eng Matverantwortung fir de Klimaschutz, fir d'CO₂-Emissionen ze reduzéieren, fir d'Consummation vun de fossile Brennstoffe ze reduzéieren. A mir müssen och eis Hausaufgabe maachen.

Mir sinn, wéi de Finanzminister et och scho gesot huet, e klengt Land a mir müssen déi éischt sinn, déi weisen, datt mer hei eis Accorden anhalen, zu wat mer eis verflucht hunn, datt mer och do dann déi néideg Efforte maachen. Mir hunn en Engagement fir de Klimaschutz. A mat esou Mesurë gi mer eisen Engagementer do gerecht.

A mir si jo och eent vun deene weinegen europäesche Länner, déi nach keen CO₂-Präis pro Tonn agefouert hunn. Déi meescht hu schonn eng Besteuerung oder si gewëllt, deemnächst och eng anzeféieren. Frankräich huet eng CO₂-Steier vu 45 Euro pro Tonn. Nëmme fir ze soen: Mir fänke bei 20 Euro pro Tonn un an da geet dat erop. Déi grouss Koalitioun an Däitschland mat der CDU/CSU féiert eng Bepreisung vu 25 Euro pro Tonn an. Dann an der Belsch - bon, de Moment nach, do kucke se fir d'éischt, d'Regierung zesammenzekeréien -, mee an der Belsch wäert och ganz sécher eng CO₂-Steier kommen.

An ech mengen, zu Lëtzebuerg hu mer ab 2021 e Präis vun 20 Euro pro Tonn festgeluecht. Mir sinn also do gutt am Peloton vertrueden. Mir sinn do emol net vir am Peloton derbäi, mee mir hunn eigentlech hei gekuckt, fir eis un der Moyenne vun den Nopeschlänner ze orientéieren.

An och hei soll een deen Effort, deen op de Bierger zoukënn, fir datt jiddwer Einzelnen e klengt Beitrag zum Klimaschutz leescht, an dee richtege Kontext setzen. Och hei muss ee soen, datt, wann ech elo d'Beispill géif vu virun huelle mat engem Auto, deen 20.000 Kilometer d'Joer fiert, wann een dat ëmrechent op de Bensinnspräis, da wäert dat och an der Forsschett vu vlächit 5, 6 Euro de Mount leien. Dat kann een dann och héichrechnen op d'Joer, mee dat ass awer elo net eppes, wat onheemlech an de Portmonni géif schloen. Och hei muss een awer soen, datt d'Präisser bei eis op der Tankstell warscheinlech nach ëmmer déi niddregst an der Groussregioun wäerte bleiwen.

Ech mengen, et muss een och soen: De Bierger muss wëssen, wann e fossill Brennstoffe consumméiert, datt en domadder CO₂-Emissionen produziert an datt dëst net positiv fir d'Klima ass. Et entsti Schied fir d'Ëmwelt, fir d'Gesondheet.

An duerch d'CO₂-Bepreisung - well do dann heiansdo gefrot gëtt: „Ass et awer effektiv eppes, woumat mer konkret d'CO₂-Emissionen reduzéieren?“ -, jo, domat gëtt ugestriift, datt d'Leit manner consumméieren a fossile Brennstoffe, mee duerch d'CO₂-Besteuerung oder -Bepreisung gëtt och de Prinzip vum Pollueur-payeur ëmgesat: Wat ee méi polluéiert, wat een also och muss méi bezuelen. An duerfir ginn déi Recettë jo och da geholl! Dat ass jo net, datt dat einfach esou ugeduecht ass, mee déi Recettë vun der CO₂-Bepreisung gi jo da



gehofft, déi gi geziilt genotzt, d'Hallschent dovunner, fir konkreet Mesuren am Sënn vum Klimaschutz ze huelen.

Fir eis ass awer och kloer: D'Efforte géint de Klimawandel dierfen awer och net op d'Käschte vun de sozial Schwächsten an eiser Gesellschaft goen. Et gëtt, dat ass scho gesot ginn, nach vill Leit, déi op den Auto ugewise sinn, déi vläicht net vill verdéngen an déi och net sollen duebel bestrooft ginn. Duerfir gëtt déi aner Hallschent dann un déi zréckverdeelt, déi net esou gutt dostinn, fir datt déi och kënnen d'Efforten um Klimaschutz matdroen. Respektiv, wa se sech ganz klimafreundlech behuelen, hu se eigentlech e Klimabonus, dee se dann ënnert dem Stréch hunn.

Ech mengen, och domadder gesäit een dee sozial gerechte Fue dem vum Koalitionsaccord. Dee gëtt also och bei der CO₂-Bepreisung weidergesponnen.

Här President, d'DP steet jiddefalls hannert dem Klimaplan an dem Aféiere vum Pollueur-payeur-Prinzip mat gläichzäitegem sozialen Ausgleich bei enger CO₂-Bepreisung. Ech mengen, wann dës Mesure elo vill diskutéiert gëtt, da mussen déi Parteien, déi net domadder averstane sinn, soen, wat fir eng aner Mesurë se géifen huelle respektiv wat fir eng Alternative si da géife virgesinn. Ech mengen, en Donneschdeg wäerte mer jo dann déi eng oder aner Äntwert kréien, wann een also net hei mat där Mesure d'accord wier.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, wann also déi zwou Mesuren do an deene leschten Deeg vill diskutéiert gi sinn, muss een awer nach eng Kéier betounen, datt mer am Klimaschutz net bei null ufänken, datt mer an deene leschte Jore scho ganz vill Efforte gemaach hunn an datt mer och mam Budget 2020 weider a ganz vill Mesuren investéieren.

D'nächst Joer ginn iwwer 500 Milliounen an de konkreete Klima- an Ëmweltschutz investéiert. Dee Montant geet bis 2023 op 661 Milliounen erop. A besonnesch - dat kënn Der verstoen - freet d'DP sech och op den 1. Mäerz d'nächst Joer, well dann den ëffentlechen Transport gratis gëtt. Mir si frou, datt dee Punkt, dee mir jo och an eise Walprogramm haten, elo an dräi Méint Realitéit gëtt.

Et ass e weideren Ureiz, fir datt d'Leit vum Auto op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Mee och dat huet eng sozial Komponent, well et och de Portmonni vun de Leit entlaascht. Dem Statec no - ech mengen, och de Budgetsrapporteur hat dat scho gesot - géifen d'Leit an der Moyenne 390 Euro d'Joer spueren, wa se net méi müssen den ëffentlechen Transport bezuelen. Huelle mer elo een, deen de Mindestloun verdéngt an deen op den ëffentlechen Transport ugewise ass: Ech mengen, dat sinn awer 390, ronn 400 Euro, déi dann do kënnen gespuert ginn, wat jo awer och net näischt ass.

Mir sinn eis bewusst, datt mer och weider müssen an d'Qualitéit investéieren. Wa mer den ëffentlechen Transport wëlle méi attraktiv maachen, muss weider op d'Qualitéit, op d'Pünktlechkeet gesat ginn. A mir müssen och weider investéieren, fir datt d'Offer vum ëffentlechen Transport nach verbessert gëtt. Mir hunn do eng Rei Projeten, déi lafen.

Et sinn och do, muss ee soen, eng Rei Saachen, déi nozhuele sinn. Mee mir investéieren och d'nächst Joer erm 251 Milliounen an d'Schinnen- an d'Transnetz. Déi Investisementer, déi lafen iwwer de Fonds du rail. Och eis Iddie vun den Expressbuslinne sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Wa bis allequerten dës Linnen (veuillez lire : Wa bis allequerten dës Linnen voll a Betrib sinn) - dat sinn déi Linnen, wou de Bus, wann e vum Punkt A bis an d'Stad fiert oder vum Duerf A bis an d'Stad fiert, vläicht net onbedéngt an all Duerf, wat derzwéischent läit, stoe bleift, mee wou een da Linnen huet, déi méi direkt an d'Stad oder op déi Plaze fueren, wou d'Aarbechtsplaze sinn -, kritt een doduerjer also och méi en effikassen a schnellen ëffentlechen Transport.

Ech mengen, do sinn also verschidde Linnen, déi scho voll a Betrib sinn. An dat wäert also och do zu engem Qualitéitssprung féieren. Am Moment lafen do verschidden Tester.

Bei der Reduktioun vun CO₂-Emissionen am Transportberäich setze mer och op den Teletravail. Teletravail, dat heescht jo vun doheem aus schaffen, een Dag, e puer Deeg an der Woch. Dat heescht also konkreet, datt een een oder e puer Deeg an der Woch net mam Auto op d'Aarbecht fiert oder net den ëffentlechen Transport hëlt. Dat heescht also, datt manner Autoen op der Strooss sinn, eventuell och den ëffentlechen Transport manner iwwerfüllt ass dee Moment an datt also am Endeffekt do einfach manner Leit - Dausende Leit manner, wa vill Leit den Teletravail maachen - op der Strooss sinn. A manner Stau heescht letztendlech: manner Emissionen, manner Akzisen an

CO₂-Bepreisung fir déi, déi den Auto soss missen huelen, fir op d'Aarbecht ze fueren.

Nëmmen fir ze soen: De klimapoliteschen Aspekt vun Teletravail soll een also duerfir guer net ënnerschätzen! Dat ass also och eng Mesure. Natierlech ass den Teletravail am Sënn vu méi individuell seng Aarbecht kënnen gestalten, fir Zäit ze spueren. Et spuert ee jo och Zäit. Wivill Minuten, Stonnen, Deeg spuert een am Joer, wann een net all Dag muss op d'Aarbecht fueren? Dat awer och fir ze soen, datt dat och ënnert dem klimapoliteschen Aspekt net ze ënnerschätzen ass.

An ech war eigentlech ganz iwwerrascht, well an de leschten Zuele vum Statec, déi ech gekuckt hunn, steet, datt 2018 schon all Fënnette vun doheem aus geschafft huet, zwar heiansdo ganz kuerz Zäiten. Mee et ass awer schon dräimol méi wéi nach 2008. Mir sinn also do op enger Schinn, déi déi richteg ass.

Et lafen och de Moment Pilotprojeten an der Fonction publique. An de Klimaplan gesäit och steierlech Ureizer fir Leit vir, déi op d'mannst een oder zwee Deeg vun doheem aus schaffen. Dat ass op alle Fall och eng Mesure, déi ee besonnesch muss begrëssen, déi vläicht op den éischte Bléck net esou spektakulär wierkt fir de Klimaschutz, mee awer am Endeffekt ganz spektakulär ka sinn.

Här President, mir wëssen, datt mer den Auto net vun haut op muer kënnen ofschafen. Vill Leit am Land si weiderhin drop ugewise, jee nodeem wou ee wunnt, jee nodeem wéi ee schafft.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wëllt Der dat dann?

► **M. Eugène Berger (DP).** - A mir verdäiwelen den Auto och net. Dat wëll ech nach eng Kéier kloer hei soen: Mir verdäiwelen den Auto net! Mir wäerten deen och an Zukunft nach brauchen, mee mir kucken awer och, fir lues a lues, och wann dat e laange Wee ass, vum Verbrennungsmotor ewechzekommen. Ech denken dann och un d'Primme fir Elektroautoen, fir Vëloen, déi een och d'nächst Joer nach ka kréien. Déi Elektroautoe kann ee geschwënn op deenen 800 Bornen uechtert d'Land oplueden.

A just, Madamm Hansen: Dir hat och vun deenen 800 Bornë geschwat. Den Här Schank, deen hat se vläicht annonciéiert, wat luewenswäert ass; mir wäerte se realiséieren!

(**Brouhaha**)

D'Regierung, Här President, setzt och weiderhi resolutt op erneierbar Energien. Och an deem Budget 2020 goufen etlech Mesurë geholl, fir déi erneierbar Energie ze férdere. Ech denken do méi speziell un d'Solarenergie. Nieft der Ënnerstëtzung fir nei Anlagen op dem Haus gëtt d'Regierung och e ganz attraktiven Aspeisungspräis, deen däitlech iwwer dem Marchéspräis läit. Deen ass och fir 15 Joer garantéiert.

Et ass also doduerjer och esou, datt een op där enger Säit domadder eppes fir de Klima mécht, mee op där anerer Säit ass et duerch dee fixen Tarif, deen een op 15 Joer kritt, ass et eigentlech och eng ganz interessant Geldanlag, fir och de Leit ze weisen: Wann een en Effort mécht fir de Klimaschutz, da kann dat och belount ginn.

Niewebäi bemierkt: Wann een dee ganze Secteur vun erneierbaren Energie férdert, zum Beispill hei d'Solarenergie, da maache mer do ënnert dem Stréch eppes net nëmmen fir d'Klima, mee och eppes fir d'Handwierk a fir eis Economie. Datt Betriber sech dorobber spezialiséiert hu respektiv dat och nach an hirer Offer mat derbäihunn, dat schafft also nei Aarbecht, dat schafft nei Aarbechtsplazen. An ech ka mech erënneren, dat war och eppes, dat hate mer jo eigentlech am Joer 2000. Ech ka mech erënneren, datt ech och net ganz onschëlleg dorunner war. Do hate mer jo deen éischte Boom vun de Solaranlagen, well mer déi deemools och ganz, ganz grousszügig ënnerstëtzt hunn, wat deemools net esou vill ënnerstëtzt ginn ass vum deemolege Finanzminister, wou mer all Dag hu missen zimmlech vill kämpfen, fir esou Mesurë kënnen ëmzesetzen.

Mee deemools hu mer gesinn, datt no e puer Joer, ech mengen no zwee, dräi Joer, iwwer 180 nei Aarbechtsplaze geschafte gi waren, doduerjer datt mer erneierbar Energie geféiert hunn. Nëmmen fir ze soen, wat fir eng Effeten dat och fir d'Economie kann hunn. Dat ass eigentlech dat, wat mer deemools bezecheent hunn mat deem Term „Ekonomie“, sou hu mer dat genannt, dat heescht, datt souwuel d'Economie wéi d'Ekologie kënnen Hand an Hand matenee goen.

A wann een d'Efforten am Klimaschutz vun deene leschten zéng Joer weltwäit kuckt, da kann ee feststellen, datt vill Progrësen duerch nei Technologien erreecht konnte ginn. Dat geet vun Energiespuerluuchten iwwer nei, spuersam Elektrogeräter bis hin zu de Konzepter vun Niddregenergiehaiser a villem aneren.

Einfach fir ze soen, datt mer also och weiderhin d'Efforten, déi der Fuerschung, der Innovation, der Wëssenschaft zeguttkommen, konsequent müssen ënnerstëtzen. Wann d'Fuerschung nei technesch Solutiounen bréngt, ass dat och en Deel vun den Efforten, déi een am Klimaschutz muss maachen an déi och wäerte Resultater bréngen. An och hei geet de Budget vun der Héichschoul an der Recherche d'nächst Joer nach eng Kéier ëm bal 10 % erop. Dat ass och eppes, wat am Sënn vum Klimaschutz ass.

Här President, d'lescht Woch war d'COP25 zu Madrid. Schön eleng d'Presenz vun de Finanzministeren - natierlech war och de Pierre Gramagna do derbäi - weist och, wéi eng wichteg Roll d'Finanzwelt am Kampf géint de Klimawandel huet.

Am Beräich vun der Green Finance ass Lëtzebuerg méttlerweil weltwäit eng Referenz. Am rezente Global-green-financial-Centres-Ranking läit Lëtzebuerg op der véierter Plaz. Dat ass gutt fir den Image, dat ass gutt fir d'Finanzplaz. Et ass eppes, wat d'Finanzplaz méi attraktiv mécht. Nei wäert sinn, datt d'Lëtzebuerg och nach de sougenannte „sustainable bond“ erausbréngt. Dat ass en Emprunt vu maximal enger Milliard, deen exklusiv benotzt gëtt, fir Mesuren am Beräich vum Klima an der Ëmwelt ze finanzéieren.

Och am Beräich vun der „blended finance“, wou ëffentlech Suen agesat ginn, fir privat Investisementer ze mobiliséieren, unzelackelen, mécht Lëtzebuerg virbildlech mat. Lëtzebuerg schafft do mat der Europäescher Investitiounsbank Hand an Hand. Do hu mer eng gemeinsame Plattform, wou dann d'BEI an de Lëtzebuurger Staat e gewëssene Risiko droen, fir datt een dann Investisseuren, och eigentlech Privatkapital domadder unzitt an et méi attraktiv mécht, fir eeben och a Klimaprojeten an Entwécklungslänner ze investéieren.

Här President, ëm Gerechtegkeet geet et och an der Familljepolitik. An de leschte Jore si vill Projeten an deem Sënn ëmgesat ginn: Congé parental, Erhéijung vum Pappcongé, méi flexibel Congéen, wann d'Kand krank ass. Dat sinn alles Mesuren, déi zu engem der Mamm oder dem Papp erlaben, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, mee si hëllefen och, d'finanziell Chargen ze reduzéieren. Dat soll ee bei deene Mesuren och net vergiessen. A mir hunn och do eng ganz Rei Projeten an der Pipeline. Ech denken ënner anerem un de Congé parental „plus“, un d'Recht op Deelzäitaarbecht oder och nach gratis Maisons relais, déi een och an deem Kontext ka gesinn, well se de Leit, de Familljen awer och d'Liewe méi einfach maache respektiv hinne et erlaben, eebe Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien.

Mir hunn och do schon eng ganz Rei Mesurë geholl gehat, och iwwer d'Steierreform, fir dat nach eng Kéier just ze rappeliéieren. Zum Beispill iwwer d'Steierreform, gratis Kannerbetreuung, Subvention loyer, gratis Schoulbicher hunn eng elengerzéiend Fra oder e Mann mat zwee Kanner, déi den onqualifizéierte Mindestloun hunn, iwwer 3.600 Euro d'Joer méi zur Verfügung. Da schwätzt een also nach guer net vun der rezenter Mindestlounerhéijung, déi jo och nach derbäikënn. Dat sinn och nach eng Kéier 100 Euro netto. Dat heescht, déi Famill do zum Beispill kënnst d'Joer op 4.800 Euro netto méi an der Täsch.

Ech mengen, alles dat si Mesurë fir ze ënnersträchen, datt mer virun allem ganz vill och bei der Famill kucken, fir do méi gerecht sozial Mesuren ze finanzéieren, a wat also och am Sënn ass vun, wann ech géif an de Wierder vum Budgetsrapporteur schwätzen, „méi Bien-être“ och an der Famill. An an der Steierreform 2.0 erwaarde mer eis nach weider Mesuren och besonnesch fir esou Familljen.

Et ass och aus dem Kontext Famill a Beruff eraus, wou mer och ëmmer méi eng grouss Demande hunn an der Aarbechtswelt fir méi Flexibilitéit. Virun allem d'Elteren, déi schaffen an och schaffe wëllen, wënsche sech méi Flexibilitéit op der Aarbecht. Mir hate mat TNS ILReS emol virun enger Zäit als Fraktioun e Sondage gemaach, wou ronn 70 % vun deene Befroete gesot hunn, datt se méi Flexibilitéit op der Aarbecht wëilten hunn.

Ech hat virdru vum Teletravail geschwat. Dat ass eng Méiglechkeet fir méi Flexibilitéit respektiv, wou een Zäit gewënnt, wann een net muss op d'Aarbecht fueren. Et kommen do och nach weider Initiativen an déi Richtung. Méi Flexibilitéit op der Aarbecht, ech mengen, et muss een einfach kucken: Am Endeffekt kann dat Virdeeler mat sech bréngen fir de Salarié a fir de Patron op där anerer Säit. Ech mengen, wann een do kuckt, datt ee seng Aarbecht besser andeelt, kann een do vläicht emol eng Kéier méi lang schaffen an op där anerer Säit awer dann, jee nodeem, wéi d'Aarbecht ass oder d'Demande vum Patron ass, zu anere Momenter vläicht manner schaffen.

Ech mengen, wat hei einfach wichteg ass, dat ass, datt een do net vun uewen erof diktéiert, wéi d'Modeller mussen sinn. Et soll ee kucken, datt do ëmmer d'Salarié sech mat de Patronen eens ginn. A wat och wichteg ass: Wann do nei Mesurë kommen, dierf och net dat ganz Aarbechtsrecht ausser Kraaft gesat ginn. Ech mengen, dat ass ëmmer dat, wat awer d'Guideline muss sinn, déi agehale muss ginn.

Här President, ech hat am Ufank vu menger Ried vun der Diversifikatioun vun eiser Economie geschwat, déi mathëlleft, datt et dem Land gutt geet. Et sinn d'Betriber, déi kleng an déi grouss, déi de Motor vun eiser Konjunktur sinn an déi och Aarbechtsplaze schafen.

Duerfir ënnerstëtzt dës Regierung konsequent d'Betriber. Ech denken un d'Steierreform, mat där den IRC 2018 schon op 18 % erofgaangen ass. Mam Budget 2019 hate mer elo den IRC nach eng Kéier ëm e Prozentpunkt erofgesat op 17 %. Mir hunn och besonnesch Efforte gemaach fir Startuppen an déi kleng a méttelstännesch Betriber. Do ass jo de Plaffong fir de reduzéierten Taux vu 15 % vu 25.000 Euro op 175.000 Euro erhéicht ginn. D'Regierung huet zudeem ugekënnegt, d'nächst Joer d'Aidë fir d'Entreprise op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi ee méi klimafreundlech Mesurë besser kann ënnerstëtzen. An dës Woch stëmme mer jo och nach zu spéider Stonn warscheinlech den De-minimis-Projet. Et ass méttlerweil de fënnette Projet, deen eng ganz Panoplie vu staatlechen Hëllef fir eis Betriber moderniséiert a verbessert.

An ech mengen, allequerten déi Mesuren, alles dat fir ze weisen, datt d'Regierung also kuckt, fir eise Betriber en optimale Kader ze ginn, fir sech der Konkurrenz ze stellen a sech widerzeentwéckelen, an am Endeffekt och eeben, fir weider Aarbechtsplazen ze schafen.

D'Regierung setzt och op d'Diversifikatioun vun eiser Economie a besonnesch op den digitale Beräich. Digital Technologien, dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier hei gesot, bidde Chancen, déi ee muss notzen. A fir mech eng Kéier selwer ze zitieren, ech hat emol gesot ... Ech mengen, dat ass dann och an der Logik vun deem, datt et, mengen ech, am État de la nation jo eigentlech esou ass, datt een am Virus och scho seet, wat an de Budget soll kommen. Op alle Fall hat ech gesot, datt déi digital Technologie d'Minetsstäng sinn, d'Eisenäerz vum 21. Jorhonnert. Un eis, fir se esou ze notzen, datt mer domadder weider fir de Wuelstand am Land suerge kënnen an den Erfolgsmoedell Lëtzebuerg viruschreiwé kënnen.

Jo, effektiv, no dem Eisenäerz, de Satellitten an de Finanzen ass d'Digitaliséierung elo d'Chance, déi mer müssen notzen. A Lëtzebuerg huet jo och ganz vill Potenzial, huet och de Wëllen, huet sech och Programmer ginn, fir Lëtzebuerg als ICT-Standuert ze etabléieren.

Mir si gutt opgestallt mat den Infrastrukturen, HPC-Computer, Ausbau vum 5G-Reseau, Datacenter an esou weider, Internet. Mir hunn d'Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg, spezialiséiert Startuppen, FinTech, fir dat nëmmen och ze nennen aus dem Finanzberäich. A mir hunn och en Ekosystem, dee ganz favorabel ass, well mer e steierlecht a reglementarescht Ëmfeld hunn, fir Innovatioun an Digitaliséierung ze férdere. All déi Voiete sinn Deel vun der Strategie „Digital Luxembourg“, déi schon 2014 an d'Liewe geruff ginn ass. An op déi digital Economie setzen, dat ass fir eis sécher och en Datacenter respektiv de Projet Google zu Bissen, mee awer net nëmmen.

An hei och eng Klammer op: Ech wëll och kloer soen, datt mir en faveur sinn, fir datt esou eng Entreprise dohinnerkënn, datt mer awer och op där anerer Säit insistéieren, datt allequerten d'Ëmweltstandarden, allequerten d'Ëmweltkritäre strikt respektéiert mussen ginn. Klammer zou.

Mee op alle Fall, d'digital Economie, dat sinn eng Multitude vu Startuppen, Entreprene am digitale Beräich, déi et gëllt unzezielen. An dobäi ka jo och Google, well ech elo grad dovunner geschwat hunn, e bësse wéi e Magnëit wierken, fir eeben och weider spezialiséiert Entreprene zu Lëtzebuerg unzesidelen. Dat soll een also net vergiessen, wann een iwwer esou Projete schwätzt, datt dat vläicht herno net just ee Projet op enger Plaz ass, mee datt dat an deem ganzen Ëmfeld herno eng ganz Rei aner héich spezialiséiert Entreprene, déi eng Plus-value fir eis Economie sinn, kann hehinnerzéien.

Bon, ech zielen elo net all d'Initiativen op, déi d'Regierung geholl huet, wou d'Regierung op

alle Fall déi richteg Jalone gesat huet, fir datt mer - fir dann nach eng Kéier a menge Wiederer ze schwätzen - dat digitaal Minettäerz elo zu Stol kënnen formen.

D'Digitaliséierung spillt och an der Fonctioun publique eng ëmmer méi wichteg Roll. An do ass et jo och esou, datt mer en neien „Digitalminister“ hunn, fir en esou ze nennen, dee jo och déi zwou Kompetenzen huet, also do op där richteger Plaz ass, fir eeben och zesummen dann an der Fonctioun publique un der besserer Digitalisatioun do weider kënnen ze schaffen, wat dann herno natierlech och eng Plus-value wäert si fir den Administré, fir d'Bierger, mee awer och fir d'Beamte selwer.

Här President, nach e lescht Wuert, dat och dann natierlech an der Linn ass vu méi Gerechtheegeet, vum Bien-être, a sécher eng Fro also dovunner ass, déi vill diskutéiert gëtt. A wann ech elo näischt gesot hätt, dann hätt een herno vläicht erëm virgeworf kritt, datt een net wéilt dovunner schwätzen. Ech mengen, ech schwätzen hei vum Wunnen, vum Logement. Mir hatten eréischt d'lescht, elo virun zwou Wochen, en Debat hei an der Chamber, op deem ech net méi weider wäert agoen.

Ech wëll do just nach eng Kéier soen, datt d'Problematik ganz villschichteg ass an ee se net mat engem Coup de baguette magique léise kann. A wann der haut elo vill vun der Oppositionssäit kritiséieren, kéint ee jo eigentlech och do ëmmer de Spiegel virhalen a froen, wat da virun dëser Regierung respektiv virun der Regierung Bettel 1 a Bettel 2 geschitt ass.

(Interruption)

Ech wëll awer elo net op deem Discours agoen. Mir wëssen, et ass e schwéieren Dossier, a mir wëssen, datt och eng vun den Haaptkonklusiounen vum Debat war, datt mer op där enger Säit d'Offer musse vergréisseren an op där anerer Säit d'effentlech Hand och hir Verantwortung nach verstärkt muss iwwerhuelen. An ech wëll einfach nëmme soen, ouni elo op alles anzegoen: Dës Regierung ënnersträicht awer och am Budget 2020, datt mer awer do weisen, datt mer wierkelech gewéilt sinn, dee ganzen Dossier Logement weider ganz seriö ze huelen.

Am Budget 2020 ass eng Progressioun vu 6 % bei de staateleche Participatiounen vu Konstruktionsprojete fir subventionéiert Wunnengen, déi souwuel verlouert ginn oder fir e moderate Präis u Persoune mat geréngem Akommes kënnen verkaft ginn. Ech mengen, konkret Projekte sinn Diddeleng, Wolz, Ollem. De Budget 2020 fir dës Participatiounen läit bei 135 Milliounen Euro.

Et gëtt awer och gekuckt, fir de Leit beim Loyer ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech denken do un d'Wunnengeld, mee och un d'Gestion locative sociale. Déi ass e grouse Succès an déi entsprechend Kreditter ginn ëm 37 % am Budget 2020 erop par rapport zum Joer 2019.

Här President, nëmme déi puer Zuele fir ze ënnersträchen, datt och am Budget 2020 dach substanzial Efforte gemaach ginn, fir an deem net einfachen Dossier vum Logement konkret weiderzekommen. An de Finanzminister huet jo och ugekënnegt, datt de Staat nach méi aktiv bei der Acquisitioun vun Terrainen gëtt, op deenen dann de Staat Wunnenge ka bauen. Ech denken och un d'Industriefröchen, wou Dausende Wunnengen an de kommende Jore kënnen entstoen: NeiSchmelz zu Diddeleng: 1.000 Wunnengen, Wolz: 780 Wunnengen, Esch/Schëffleng: wou kéinte bis zu 10.000 Awunner kommen, Esch/Uelzecht „Rout Lëns“: wou kéinte bis zu 3.000 Awunner derbäikommen - wéi gesot, fir nëmme déi kuerz als Beispiller duerfir ze huelen, datt awer do och eng Rei Saachen am Tube sinn.

An och an der Steierreform, dat huet de Finanzminister och ugekënnegt, wäerten eng Rei Akzenter fir de Logement gesat ginn. Einfach nëmme déi puer Zuele ganz kuerz, eebe fir ze ënnersträchen, datt mer d'Problematik vum Logement ganz eescht huelen an och déi finanziell Moyenen duerfir bereetstellen, mee datt mer och wëssen, datt do eng ganz Rei Akteure musse matspillen.

Här President, zum Schluss nach zwee Wiederer: Éischtens, d'DP-Fraktioun, déi steet voll a ganz hannert dësem Budget, well en dat a Musek ëmsetzt, wat am Koalitionsaccord steet, eng Politik fir méi sozial Gerechtheegeet oder Bien-être, well e resolutt de Klimaschutz ugeet, well e massiv an d'Zukunft vum Land a vun deenen eenzelne Bierger investéiert an domat déi richteg Jalone setzt.

An zweetens, an engem „Wort“-Meenungsartikel, ech mengen, et war virun zéng Deeg, eng

Kéier samschdes, deem awer vun enger Hausjournalistin geschriwwen war, gouf gemengt, de Premier „hat fertig“. Ech kann lech hei soen: Mir hunn e Koalitionsaccord, dee mer konsequent bis 2023 wäerten ëmsetzen. Mir sinn net midd an et kritt och keen eis ausenanergerdriven. An deem nächste grouse Projet, dat ass dee vun der Steierreform.

Ech kann lech also versécheren: De Premier an d'Koalitioun „haben noch lange nicht fertig“!

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Merci dem Här Berger.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann hale mer dat emol fest.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Den Här Gibéryen ...

(Interruption et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- An als Nächsten huet d'Wuert den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et geet heiando séier.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Kolleginnen a Kollegen, „20-Milliarden-Marke geknackt“, „Budget 2020: Finanzminister kündigt Rekordinvestitionen an“. „Geld im Überfluss“. Dat Éischt war d'„Tageblatt“. Dat hei ass d'„Lëtzeburger Wort“.

« Budget record, mais encore en déficit » - de „Quotidien“. « Budget 2020 : inflation à toutes les étages » - de „Paperjam“.

Dat ass dat, wat d'Press vun der Presentatioun vum Staatsbudgetsprojete fir 2020 zréckbehalen huet. Et ass éischtens emol d'Iwwerschreide vun där symbolescher Grenz vun 20 Milliarden Euro, wat de Gesamtvolumen vum Staatsbudget ugeet, mat Ausgaben, déi ëm 6,5 % par rapport zu 2019 eropginn. An et sinn déi héich indirekt an direkt Investissementer vum Staat vun 2,8 Milliarden, méi wéi 4 % vum PIB a 14 % vun de Gesamtausgabe vum Staat fir 2020.

Do huet sech munches geännert an deene leschte Joren. 2013 hate mer en absoluten Déifpunkt hei zu Lëtzebuerg erreicht, wat d'effentlech Investissementer ugeet. Et waren der manner wéi annerhalff Milliarden. An an deene leschte Joren, dat si sechs Joer, huet sech déi doten Zuel also praktesch verdubelt, Verduerbelung vun de staatelechen Investissementer direkt oder indirekt. An och an deenen nächste Jore geet d'Regierung dovunner aus, ass de Wëllen do, déi Investitionsquot vum Staat héich ze hale bei ëm 4 %. An 2023 um Enn vun dëser Period wäert do eng aner symbolesch Grenz geknackt ginn: Dat ass déi vun den dräi Milliarden effentlechen Investissementer.

Fir d'LSAP si besonnesch produktiv staatelech Investissementer d'Viraussetzung fir d'Erhale vum Wuelstand, der Liewensqualitéit an engem vernünftige Wuesstum.

Mir mengen esouguer, dass nach méi wäert gemaach musse ginn an deenen nächste Joren. An ech denken, dass, wa mer déi Debatte wäerte féieren, mer laanscht deen dote gemeinsame Constat net komme wäerten.

Wann ee kuckt, wat mer vun Erausforderungen unzegoen hunn, da wësse mer, dass mer op där enger Säit en neien normative Kader brauchen, nei Gesetze brauchen. Mir brauchen awer och a ganz weesentleche Beräicher dovunner zousätzlech effentlech Mëttele, fir déi sëllegen Transitiounen ze begleede vun eiser Gesellschaft, déi op eis wäerten duerkommen, a wou mer derfir wëlle suergen, dass déi Transitioun hei roueg ofleeft an dass effektiv keen op der Streck bleift, wann eis Gesellschaft sech an deenen nächste Jore weider radikal wäert veränneren.

Mir si bei engem Wuesstum hei zu Lëtzebuerg ukomm, net zënter eréischt 2013, mee zënter deene leschten 10, 15 Joer, vun am Schnëtt 2 % pro Joer. 2 % pro Joer geet zënter 15 Joer d'Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht. Dat heescht, dass mer iwwerall eis Strukture weider mussen upassen un déi méi staark Bevëlkerung, dass mer eis Servicer mussen ausbauen, d'effentlech Servicer, déi mer ubidden. An do ass sécherlech och nach e gewëssene Retard aus der Vergaangenheet opzeschaffen.

Duerfir kommen ech zum Constat, dass de Staat sécherlech an deenen nächste Joren net manner Sue brauch an och net mat manner Sue wäert eens ginn, mee dass e méi Sue brauch, fir all déi doten Erausforderungen uerdentlech kënnen ze meeschten.

En zweete Constat, deem ech wëll maachen, dat ass dee vun Sozialbudget. Och de Finanzminister ass a senger Ried de Moien dorop aangaangen. De Sozialbudget mécht hei zu Lëtzebuerg praktesch 50 %, 47 % vum Gesamtstaatsbudget aus. Dat ass eng aussergewöhnlech Situatioun am Verglach mat allen aneren europäesche Länner.

Dës Regierung, dës Koalitioun hätt keng Visiounen, heescht et ëmmer. Haut ass gesot ginn, de Budgetsprojete wär eidel. Bon, wann een 20 Milliarden net gesäit, ech weess, et ass net jiddweree frou mat Zuelen, mee de Budget huet nun awer och eppes mat Zuelen ze dinn, an 20 Milliarden als dräimol näischt oder fënnemol näischt ze bezeichnen, dat schéngt mer dach awer eng licht gewoten Ausso ze sinn, och fir Leit, déi sech vläicht net onbedéngt ëmmer mat Zuele wëllen ofginn.

Mir mussen dat awer och maachen. Et dierf nach ëmmer erlaabt sinn, och iwwer e puer Zuele bei deem heite Budget ze schwätzen. Och wann et vläicht méi interessant ass, eis duerch Konschtgalerien ze féieren a vun abstrakter Konscht a Surrealismus ze schwätzen, woubäi een net onbedéngt déi zwou Saachen dierf duerjerneegeheien. Et gëtt notament dee Surrealist, deem Der genannt hutt, Madamm Hansen, dat ass een, deem net abstrakt eigentlech gemoolt huet. Bon, mir wëssen op jidde Fall, dass d'CSV net frou ass mat moderner Konscht.

(Hilarité)

Si si méi frou mam Rokoko oder mam Barockstil, ech weess et net.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Awer net all! Awer net all!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Abee, mir hu besser, eis hei och an de Budgetsdebatten un déi modern an déi zäitgenössesche Konscht ze halen. Mir kënnen och net mat Konschtrezepter aus der Vergaangenheet probéieren, hei eis Zukunft ze preparéieren.

En anere Virwurf, dee gemaach ginn ass. Bon, „et ware keng Zuelen dran, et war näischt dran, 20 Milliarden ass näischt, näischt Neits“.

Bon, Här President, ech géif mer erlaben, lech dann hei d'Procès-verballen ze gi vun deene Sitzungen, déi an deene leschte Wochen a sämtliche Kommissiounen stattfonden hunn, gemeinsam Sitzungen deelweis, Finanzkommissioun a Ressortkommissioun, wou genau iwwert den Inhalt vun deem Budget geschwat ginn ass, wou am Detail all eenzel Moosnam diskutéiert ginn ass, wou jiddwer Deputéierte Froe konnt stellen zu den eenzelne Punkten, wat am Budget dran ass a vläicht och wat net dran ass. Abee, dat schéngt sech d'Leit net matkritik ze hunn. Ech erlabe mer dann, hei déi Procès-verballen alleguerten, et sinn iwwer 100 Säiten, beim President nach eng Kéier ze deponéieren, fir ze weisen, ...

(M. Alex Bodry dépose une documentation.)

► **Une voix.**- Mir hu seriö geschafft.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).-... dass mer eis och hei mam Detail vun deem Budget ausenaner gesat hunn, mat deem „Näischt“ also, wat an deem Budget hei jo anscheinend dran ass.

Déi iwwer néng Milliarde Sozialbudget, déi mer hei fir 2020 virgesinn hunn, dat ass an eisen Aen net d'Resultat vum Zoufall. Aner Länner sinn aner Weeër gaangen an där doter Hiischt, a besonnesch an de Krisejore si se aner Weeër gaangen. An ech si frou, hei kënnen ze soen, dass mer bis elo ëmmer e breede Konsensus hei haten, iwwert dës Koalitionsparteien eraus, fir ze soen, dass mer och a Krisenjäiten zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik maachen, mee dass mer u sech de Sozialstaat erhalen.

Mir hu kee Fundament vun eisem Sozialstaat ugegraff an deene leschte Joren. An dës Regierung féiert déi dote Politik weider. An ech hunn och gemierkt haut an deenen Debatten, dass grad déi Sozialfro dank dem Rapport an den Akzenter, déi den Yves Cruchten gesat huet, hei weiderhin e breede Konsensus huet.

Mir wëssen, dass mer vill hei zu Lëtzebuerg maachen, mir wëssen awer och, dass mer vill ongeléiste Sozialfroen och hei zu Lëtzebuerg hunn, déi mer mussen ugoen, wou keen eng Patentléisung huet, mee wou mer awer wëssen, dass mer individuell Léisunge musse fannen, fir vu Fall zu Fall deene Leit ze hëllefen, erëm op d'Been ze kommen, an deene Leit ze hëllefen, eens ze ginn um Enn vum Joer.

Dat ass déi Aufgab, eng nobel Aufgab, déi mer als Politik alleguerte wäerten hunn. An ech spieren aus dëser Debatt eraus, dass dee Wëllen do ass vun alle Parteien, do zousätzlech Efforten an där nächster Zäit ze maachen, wou mer eis mussen déi richteg Instrumenter ginn, fir de Phenomeen ze erfassen, fir kënnen dann och wierksam Moosnamen am Einzelfall ze proposéieren.

Et ass immens wichteg, dass mer dee Solidaritéitsprinzip, dee besonnesch an engem klengen Land enorm wichteg ass, héichhalen, dass sech deen erëmspigelt an all eise Piliere

vun der Sécurité sociale, ob dat d'Krankversicherung ass, ob dat d'Fleeeversicherung ass, ob dat och eise Pensionssystem ass.

An och do dierf een awer e puer Zuelen hei uféieren aus dem Budget vun dem nächste Joer, well mer hei zu Lëtzebuerg jo dee Wee gaange sinn, net de Gesamtkäschtepunkt vun eise Sozialsystemer op d'Arbeitneemer oder d'Arbeitgeber ze setzen, mee dass mer ganz vill hei budgetiséiert hunn. Dat heescht, jiddwereen dréit mat deene Steieren indirekt derzou bäi, dass eis Sozialsystemer op deem Leeschtungs niveau kënnen gehale ginn, wéi mer se haut hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat sinn am nächste Joer 1,65 Milliarden Euro am Beräich Maladie, Maternité, Dependence, wou mer wëssen, dass de Staat 40 % bei der Gesondheetskeess bäigëtt. Dat sinn 1,95 Milliarden Euro, wat de private Pensionsregimm ugeet, wou mer wëssen, dass mer eng Dräideelung hu vun de Cotisatiounen an dass de Staat do en Drëttel vun deem Käschtepunkt iwwerhëlt iwwert d'Cotisatiounen. Dat ass e Plus eleng vun 215 Milliounen Euro, wat d'Ausgaben ugeet fir eis Sozialsystemer, ageschriwwen an dem Budgetsprojete fir 2020.

Ech kéint weiderfuere. Ech kéint weiderfuere a kucken, wat sech am Beräich vun der Zukunftskeess fir d'Kanner deet. Och dat sinn 1,2 Milliarden Euro. Ech kucken den nationale Solidaritéitsfong: 340 Milliounen Euro. An hannert deenen Zuele verstoppe sech natierlech konkret Moosnamen an deenen eenzelne Beräicher, an d'Virriedner hu se zum Deel schonn hei an hiren Exposéen opgefouert. Ech wëll dat hei net widerhuelen.

Mir ginn eriwuer an den Aarbechtsministère mat dem Fonds de l'emploi. Et si jo Leit, ech weess net, ob se dat nach haut an den Diskussiounen wäerte maachen, déi mer de Virschlag geäussert hunn, d'Solidaritéitssteuer drastesch erfzesetzen, well gemengt gëtt, dat bräichte mer jo alles net méi. Abee, ech mengen, mir brauchen dat. Mir brauchen dat, wann ech kucken, wat de Fonds de l'emploi vun Ausgaben huet fir d'nächst Joer. Dat si 760 Milliounen Euro. A wat iwwert d'Solidaritéitssteuer erakënn, dat si 626 Milliounen Euro. Ze soen also, mir bräichten déi Suen hei net méi fir de Fonds de l'emploi, fir de Chômage ze bezuelen, fir Aarbechtsmoosnamen ze finanzéieren, dee läit komplett falsch!

Mir brauchen déi Sue selbstverständlech och batter néideg, leider och nach an deenen nächste Joren, och wa mer eng positiv Entwécklung allgemeng vum Chômage iwwert déi lescht zwee, dräi Joer hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

Mir mussen awer wëssen, dass mer wäit ewech si vun deenen Zuelen, déi mer virun der Kris 2008 haten. Eise Chômagetax ass och nach haut däitlech, trotz dem Emploi, dee weider steigt mat iwwer 3 % pro Joer, am Schnëtt bleift de Chômage op engem Niveau, dee méi héich ass, wéi dat virun der Kris war.

Logement: D'Zuele si scho genannt ginn. 237 Milliounen si virgesi fir d'nächst Joer am Staatsbudget iwwer zwee Joer gekuckt. An dat ass e Plus vu 40 %.

Ech kommen herno op de Logement zréck. Ech fannen et falsch, déi Diskussioun vum Logement hei op d'Zuelen am Staatsbudget festzemaachen. Mir wësse jo alleguerten, dass déi Zuelen am Staatsbudget, déi haut drastinn, ze dinn hu mat deene Projeten, déi scho praktesch amgaange sinn. Et gëtt ee jo keng Suen aus fir Projeten, déi nach an der Planung sinn, soudass déi Fro vum Finanzement vun Deeler vun dem Logementspak sech stellt an e puer Joer. Se stellt sech sécherlech net momentan.

Mir sinn an engem anere Beräich gefuereert an der Logementspolitik momentan wéi an deem vum Budget. Do léisst sech, mengen ech, och relativ schlecht eng parteipolitesch Polemik ronderëm déi Zuelen do virgesinn. An ech weess, dass, wann e Crédit non limitatif an engem Budget steet an d'Sue gebraucht ginn, da kritt den zoustännege Minister déi Suen, fir selbstverständlech kënnen aktiv ze ginn an deem dote Beräich.

Schoul, Kanner, Jugend, en immens wichtige Beräich. Insgesamt sinn dat 2,74 Milliarden Euro, e Plus vun 180 Milliounen par rapport zu 2019. An et kéint ee weider kucke goen: Déi ganz Betreungsstrukture fir d'Kanner, d'Beispiller si scho genannt ginn, do leie mer bei iwwer 270 Milliounen, respektiv bei Privatcrèche bei 180 Milliounen, déi de Staat d'nächst Joer investéiert an déi dote Beräicher, iwwert d'Konventiounen oder iwwert direkt Ausgaben, déi en iwwerhëlt.

Ech kéint op den extraordinären Deel vum Budget iwwergoen, mat Investitionsfong, Spidolsfong, dat sinn Ausgabe vun 80 Milliounen. Bei de Schoulen 125 Milliounen. An deenen anere Beräicher, Soziale, Familiäres, Sanitär, sinn et insgesamt 200 Milliounen Euro, déi sol-

len d'nächst Joer investéiert ginn iwwert déi eenzel staatlech Fongen. Also, bei all zwee Euro, déi mer ausginn als Staat d'nächst Joer, geet een Euro an de soziale Beräich eran.

A mir schaffe weider drun. De Pierre Gramegna huet gesot, wat déi viregt Regierung scho gemaach huet, a wat mer an dëser Regierung am Ufank decidéiert hunn an der Koalitioun. Dir wësst, dass dat och en Hauptleies vu menger Partei war: D'Erhéijung vum Mindestloun, wou mer, mengen ech, e Wee fonnt hunn, fir do-duerch d'Betriber net ze staark ze belastschen a gläichzäiteg awer deenen Einzelne konkret ze hëllefen. 100 Euro pro Mount méi ze hunn ass fir een, dee mat manner wéi 2.000 Euro muss eens ginn am Mount, enorm vill. Ech wëll dat nach eng Kéier hei soen. Dat ass also e staarken Akzent, dee mer gesat hunn, eigentlech och aussergewéinlech, wann een d'Geschicht vum Mindestloun hei zu Lëtzebuerg kuckt.

Den 1. Januar wäert jo och héchstwahrscheinlech eng Indexbranche fälleg ginn. Ech wëll déi Fro vum Index hei kuerz usprechen, well mer opgefoll ass, dass gëschter an der Finanzkommission e Vertrieber vum der Opposition de Finanzminister gefrot huet: Ma wéi ass et dann elo mam Index? Wat ass dann elo d'Repercussion vum deenen Energiepräiserhéijungen op den Index?

Mir haten déi Diskussioun hei. Ech ka mech ganz gutt erënneren, et ass nach net esou laang hier. Virun aacht Joer hate mer d'Diskussioun hei zu Lëtzebuerg iwwert den Index. Et war Drock um Index do. An dëser Regierung huet decidéiert - meng Partei war do staark hannendrun -, déi viregt Regierung huet erëm den alen Indexsystem agefouert, an dëser Regierung huet an hirem Programm stoen: Mir behalen den Indexsystem bäi.

An dat gëllt fir déi ganz Legislaturperiod. Dat gëllt och, wann elo Vertrieber vum Patronat a vläicht vum eenzelne Parteien déi al Iddi erëm opgräifen a soen: Ma et wär dach keng esou schlecht Iddi, d'Energiepräisser aus dem Index erauszehuelen. Neen, den Index ass e Miessinstrument, fir d'Präisdeierecht vum Konsum festzhalen, a soulaang d'Energiepräisser zum Konsum gehéieren, gehéieren d'Energiepräisser och an den Indexkuerf eran a mussen weider berücksichtegt gi bei der Ausschaffung vum der Indexregelung respektiv bei deenen Tranchen, déi ausbezuelgt ginn.

Mat der LSAP wäert et kee Gefummels um Index ginn, och wa vläicht verschidde Leit probéieren, dat ze maachen. Ech weess, wat d'Chambre de Commerce seet, wat och aner Leit soen. An déi doten Diskussioun sollt een am beschten direkt am Keim erstécken. An ech sinn dankbar fir déi kloer Wieder, déi de Finanzminister an der Finanzkommission zu deem dote Punkt gesot huet. Leider sinn déi Sitzungen nach net public, duerfir huet dat nach net jiddweree matkritt.

E staarke Sozialstaat op där enger Säit, Rekordinvestissemter awer och am Beräich Klima an Ëmwelt, woubäi selbstverständlech mer Klimapolitik hei zu Lëtzebuerg maachen - ech hoffen, ech brauch dat de Kolleginnen a Kollegee vum der CSV net ze soen, si wäer jo laang an der Regierung, hunn och den Ëmweltminister gestallt -, denken ech, zanter dass mer international Engagemter geholl hunn, ob dat zu Rio war, ob dat zu Kyoto war oder an deenen nofolgende Konferenzen duerno. Do sinn Decisiounen, politesch Decisiounen geholl ginn, déi probéiert hunn, dat ëmzesetzen, wat mer éischters als néideg empfangen, an zweetens, well et den internationalen Engagemter vu Lëtzebuerg entsprécht.

Et ass sécherlech net duergaangen. An zu Lëtzebuerg, wéi och an anere Länner, si mer déi dote Fro ze gemälleg ugaangen. Et si Saache passéiert, mee mir müssen de Rhythmus an d'Intensitéit vun eisen Efforten, och bei eis do-heem, fir de Klimaschutz virunzedeieren, eropsetzen. Dat ass de Wëllen, deen ech spieren an dëser Koalitioun, an dee sech och erëmispigelt an deem Klimapak respektiv deem Klimaschutzgesetz, wat mer jo deemnächst hei wäerten an der Chamber diskutieren, wat fir eis och ganz kloer e Prozess ass, well domat ass jo d'Diskussioun net eriwwer.

Et ass e Prozess. Et ass also ëmmer erëm eng Adaptatioun, déi et ze maache gëtt an deem Moosnamekatalog, op dee mer eis eenegen opgrond vum den Necessitéite vu bannen, déi mer spieren, awer och vum deene vu baussen, opgrond vum deem, wat eis Noperen an deem dote Beräich maachen, well Lëtzebuerg huet natierlech och en direkten Impakt op d'Klimaschutzpolitik, déi vum de Länner ronderëm eis gemaach gëtt. Alles dat féiert derzou, dass mer also do näischt a Stee gemeesselt hunn, dass mer eis an enger Rei vu wichtege Froen eens sinn, mee dass mer awer ëmmer déi Flexibilitéit mussen behalen, eis am Laf vun deenen nächste Joren dorun unzepassen. Dat ass op jidde Fall esou, wéi mir déi ganz Fro do gesinn.

De Budgetsprojert féiert also dat zesammen, wat zesumme gehéiert, op där enger Säit dat Sozialt, den Zesammenhalt an eiser Gesellschaft stäerken, an d'ökologesch Politik op där anerer Säit, d'Erhale vun eise Liewensgrondaarten. Dat eent geet net ouni dat aner. An dat muss sech selbstverständlech och erëmispigelen an deene Klimamoosnamen, déi mer wäerte festhalen, wou et net esou ka sinn, dass déi sozial Schwaach déi sinn, déi am Endeffekt de toute façon vum der Klimakatastroph als Éischt géifen ewechgebotzt ginn an déi elo och nach d'Hauptlaascht ze leeschten hätten, wa mer Klimaschutzpolitik maachen.

Duerfir maache mer eis staark fir e Klimabonus, a virun allem, dat schéngt eis den einfachste Wee ze sinn, e Klimasteierkredit, deen eis et méiglech mécht, déi Kompensatiounen fir Leit mat manner Akommes geziilt anzesetzen, net allgemeng jiddwereen d'selwecht ze behandelen. Mir sinn do fir eng selektiv Kompensatiounspolitik, well mer mengen, dass dat Geld soll do ukommen, wou et highéiert, an net soll zu enger verstoppter Revenuherhéijung bei anere féieren, déi eigentlech déi Suen do net néideg hätten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E staarke Sozialstaat muss och fir d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen investéieren. Ech hunn op d'Wichtigkeet vu méi Investissemter higewisen. Net egal wat vun Investissemter: Et sinn Investissemter, déi direkt eppes bréngen, och weider positiv Effeten hunn, an et sinn der - wéi wann een an nei Verwaltungsgebäier investéiert -, déi net e groussen Impakt hunn eigentlech op dat, wat sech an deenen nächste Joren deet.

Do kann een also sécherlech eng Kéier e gewëssene Choix duerchféieren, wat fir eng Zort vun Investissemter ee vun der effentlecher Hand aus mécht. Mee fir eis ass et ganz kloer, ech hunn et schon e puermol hei gesot: Den Investitiounsdefizit ass dat Geféierlechst, wat et gëtt, well den Investitiounsdefizit spéider, oder manner spéit oder och direkt, zu engem Sozialdefizit féiert an zu engem Auseinanderreiwen innerhalb vum der Gesellschaft.

► **Une voix.** - Komplettement richtig!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Eis Aarbechtswelt ass am Embroch. No Berechnunge vum der OCDE wäerte sech an den nächste zéng Joer méi wéi 35 % vun de Beruffer grondleeënd änneren, an zéng Joer iwwer en Drëttel vun de Beruffer grondleeënd änneren! Duerfir ass et kloer, dass Ëm- a Weiterbildung e Schlësseltheema wäert bleiwe respektiv méi staark wäert ginn an deenen nächste Joren. Nei Aarbechtsforme mussen gesetzlech en neie Kader gesat kréien.

An d'Weiterentwicklung vun eise Schoul- an Ausbildungssystem ass also absolut prioritär. Duerfir louch déi viregt Regierung richtig, wéi se de Rifkin-Prozess ugestiwweelt huet, fir e laangfristige Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell ze entwéckelen. An do muss dës Regierung onbedéngt weider hannendrubleien, Konzepter wéi d'Kreeslafwirtschaft weiderféieren, well mir mengen, dass mer nënnen esou schlussendlech eng Rëtsch vu Problematiken, déi mer haut kennen, laangfristeg zumindest besser an de Grëff kréien.

Fuerschung an Innovatioun si schrecklech wichtig. Do gi méi Gelder virgesinn, plus 10 % an deem Budget géintwärt 2019. D'staatlech Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg, och e wichtege Piliere vum eiser Wëssensgesellschaft hei am Land, dat sinn 211 Milliounen, dat si méi wéi 47 Milliounen bäi innerhalb vum engem Zäitraum vun zwee Joer.

D'Mobilitéitsfro an de Klimaschutz si wichteg Punkten, an derniewent awer och d'Recht op eng bezuelbar Wunneng. D'Recht op eng bezuelbar Wunneng, wou mer jo souguer virhunn, dat do Staatszil an eis Verfassung anzuschreien - et kann ee jo net méi soen, eis nei Verfassung, zumindest awer an déi al; et huet awer juristeschee selwechte Stellenwert a politesch sécherlech och - a wou mer alles mussen maachen, fir dat Recht och mat Liewen ze erfüllen.

Dës Koalitioun huet viles wëllen an och viles scho gemaach a virgesinn an nächste Budget, wat d'Moderniséieren an den Ausbau vum Schinnennetz ugeet, wat de Projet Tram ugeet, de Wëllen, den effentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, ënner anerem doduerch, dass e gratis soll ginn ab nächstem Joer.

D'Zuchlinn Lëtzebuerg-Beeteburg: Mir wëssen, wéi wichtig déi ass. Den Ausbau vum Stater Gare respektiv fir de multimodale Kräizpunkt Eitelbréck-Dikrech. Et ass net fir näischt, dass am 2020er-Budget iwwer 250 Milliounen Ausgabe virgesi si fir de Fonds du rail, 54 Milliounen fir den Ausbau vum Tram Richtung Gare-Cloche d'Or-Findel.

Am Klimafong sinn 105 Milliounen Depensé virgesinn. Am Ëmweltfong sinn et der 28, am Waasserfong 35. Also nieft deem staarke Sozialbudget och e ganz staarken Ëmwelt- an Energiebudget fir 2020, dat ass net näischt.

International Solidaritéit soll een och ervirsträchen, well dat oft dee Punkt ass, wou och an anere Länner ganz schnell gestrach gëtt, wann ee muss Sue siche goen, well déi jo net direkt de Bierger an de Wieler zeguttkommen. Duerfir ass et wichteg, dass mer 233 Milliounen am Fonds de coopération als Depensé virgesinn hunn, dass mer weiderhin zu eise Engagemter stinn, fir all Joer 1 % vun eise Revenu national brut an d'Entwécklungshëllef ze investéieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Fir d'energetesch Transition ze packen, an dat mussen mer, fir also eise Bäitrag zum Klima ze leeschten, muss sécherlech och méi investéiert ginn. Mir müssen awer e Reegelerwierk maache fir dee Klimapak, och wann e sécherlech nach net bis an de leschten Detail feststeet. An dat kënnt jo och mat an déi Steierdiskussioun eran, déi dës Koalitioun an deenen nächste Méint wäert intensiv féieren.

Mir brauchen eng ambitiéis Klimaschutzpolitik, déi klimafreundlech Verhale belount. Klimafreundlech Verhale muss sech lounen a klimaschiedlech Verhale muss onattraktiv gemaach ginn. Mir brauchen also Förderprogrammer. Mir brauchen Investissemter, Subventiounen, mir brauchen awer och Beschränkungen a Reegelerwierk. A mir brauchen eng Klimasteier, déi e Lenkungseffekt muss hunn, eng Klimasteier, déi net derfir do ass, fir d'Keese vum Staat ze fällen.

Dat wär e „greening“ gemaach vum enger klassischer Steier. Ech kennen dat aus der Vergaangenheet - ech war och Ëmweltminister -, well déi éischt Steier, déi mer esou hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, déi hat eigentlech als eenzeg Zweck, Suen eranzepullen. An déi huet einfach eng Etikett kritt, dat wäeren Ëmweltsteieren. Ech mengen, déi Zäit ass eriwwer. Si müssen e Lenkungseffekt hunn, müssen also och tendenziell erfogoen, oder et ass e Feelschlag vum der Politik gewiescht.

Ech maache mer, perséinlech dierf ech dat soen, e bësse Suergen, wéi mer all déi Gelder, déi mer brauchen an deenen nächste Joren, fir déi grouss Transitionen ze maachen, déi ökologesch, déi an der Aarbechtswelt, och fir déi digital Transitionen brauche mer Gelder, an Infrastrukturen, awer och a Begleedungsmoosnamen a Formatiounen, wéi mer dat kënne koppelte mat enger Steierreform, wou a priori gesot ginn ass, do soll eigentlech kee Mënsch eppes verléieren.

Eis Margë si kleng! Eis Margë si kleng, dat brauch ech, mengen ech, dem Finanzminister net ze soen. Hien ass deen Éischten, deen dat an der Regierung weess. Ech soen et da vläicht e bësse méi am breede Krees.

► **Une voix.** - Fir all déi aner.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wann ee kuckt elo, nom Pluriannuel, woubäi een de Pluriannuel natierlech muss mat Virsiicht genéissen, well e sécherlech net up-to-date ass zu 100 %, da bleiwen eis Margen - wa mer de „mid-term objective“, also de strukturelle Boni vun 0,5 % als Richtlinn wëlle respektéieren - vu gutt engem hallwe PIBs-Prozent, wa mer net enzweousch anebitt nach Sue siche ginn. Dat heescht, da si mer bei gutt 300 Milliounen, wann ech dat richtig aschätzen, 300 bis 350 Milliounen. Dat gëtt net schrecklech vill Marge, well mer wëssen, dass mer op anere Plazen och nach zousätzlech Sue brauchen an deenen nächste Joren. Dat wäert also eng ganz spannend an eng flott Diskussioun ginn, fir d'éischt an der Koalitioun an duerno dann a méi engem breede Krees, wéi mer all déi doten Erausforderungen kënne meeschteren.

Dat wäert net einfach ginn. Dës Koalitioun huet et gepackt an der leschter Period. Ech war selwer mat implizéiert an déi Steierdiskussiounen, an do, dat hunn ech gemierkt, besonnesch an där leschter Ronn, war einfach de Wëllen do, eng Léisung ze fannen. Et war gutt preparéiert, dat si mer och hei amgaangen ze maachen. A schlussendlech war de Wëllen do, sech esou op deen aneren zoubeweegen, dass eppes Kohärentes, awer gläichzäiteg eppes Ausgeglichenes erauskënn. A wann dee selwechte Wëlle weider do ass, da mengen ech, dass déi Steierdiskussioun och ka positiv ofgeschloss ginn. Mee et gëtt net evident. Et ass kee Selbstläufer, fir dat emol esou ze soen.

D'Regierung huet och an engem anere Punkt, denken ech, Courage bewisen, dat ass, wat d'Personalpolitik ugeet. Net evident. Do ass laang Zäit op d'Bremms gedréckt ginn, aus budgetären Ursachen, net aus Schlichtegkeet, mee aus budgetären Ursachen. Dës Regierung huet decidéiert, hei e besonneschen Hoff ze

maachen an dem Joer 2020. 1.830 nei Poste si virgesinn. Wann ech d'Zuele kucken aus dem Budgetgesetz vum leschte Joer, do waren et der 950, dat ass praktesch eng Verdubelung vun de Posten an engem Joer. An ech ka mech u Joren erënneren, wou däitlech manner zousätzlech Poste virgesi waren. Dat ass net vu Muttwëll, géif ech soen, dat ass net vu Muttwëll, dass d'Regierung dat dote mécht, well mer eebe gewuess sinn a weider wuessen. Nei Déngschtleschtungen müssen opgebaut ginn, de Service un der Bevëlkerung muss och weider optiméiert ginn, an dat geet net ouni zousätzlech Leit.

D'Fro, déi awer bleibt, där mussen mer eis warscheinlech stellen, wa mer eng Kéier de Bilan zéien: Fanne mer all déi Leit mat där Qualifikatioun, déi mer brauchen, fir déi dote Posten ze besetzen?

Dat eent ass den Affichage, de politeschen Affichage no baussen. Mir wëllen esou vill Leit astellen. Mir wëllen op deenen dote Beräicher - Police, Justiz, wou och ëmmer - ausbauen. Mee op där anerer Säit muss een natierlech déi Leit och fannen, a mir mussen se bei dem Reservoir vun de Lëtzeburger fannen, well mer eis am Prinzip jo am Beräich vum der Fonction publique bewegen. An ech mengen, do kënnt och eng Diskussioun op eis duer an deenen nächste Joren, wou mer, mengen ech, och de politesche Courage sollen hunn, dass mer eis där doten Diskussioun stellen.

Ech wollt nach kuerz op d'Fro vum de Scholden ze schwätze kommen. De Fait, dass esou wéineg bis elo driwwer geschwat ginn ass hei an den Debatten, heescht jo och eppes. Dat heescht, dass u sech déi Situatioun net schlecht ass, soss géif méi driwwer geschwat ginn. Et ass effektiv momentan kee richteg Thema méi, well mer an där Situatioun sinn, dass mer ganz gutt Budgetsjoren 2018 an héchstwahrscheinlech och 2019 hunn, soudass sech d'Fro vum enger staarker Neiverscheldung fir de Moment zu Lëtzebuerg net stellt.

Mee och do rappelléieren ech awer eis traditionell Position, déi d'LSAP-Fraktioun ëmmer hat op deenen dote Punkten.

Et ass keen Drama an et ass esouguer, géif ech soen, wirtschaftlech net falsch, an Zäiten, wou ee muss investéieren, a wou notament awer och d'Schold bëlleg ass, dank där Renommée, déi mer hunn, dank dem Triple-A, dee mer hunn, wou mer bëlleg kënnen als Staat Sue léine goen, an deem Moment vum där Geleeënheet ze profitéieren, ausoumer mer déi Aarbecht herno och kënne verschaffen, um Terrain déi néideg Investissemter ze maachen, an déi deelweis - well et jo Investissemter sinn, déi net nënnen de Leit haut zeguttkommen, mee och enger zukünftiger Generatioun sollen zeguttkommen, wa mer a grouss Infrastrukturen investéieren - och ofzefiederer op eng aner Generatioun an och deelweis mat Friemmettellen ze finanzéieren. Dat schéngt eis keng falsch Politik ze sinn, zemoos, dat muss ech soen, well mer jo, wat elo momentan am Staatsbudget d'Zënslascht ugeet, wierklech praktesch op enger Halbéierung si vun deem, wat mer virun e puer Joer nach haten.

Doduerch, dass d'Zësen erfogaange sinn, doduerch, dass mer et fäerdegbruecht hunn, elo auslafend Empruntë fréizäiteg duerch en neien Emprunt ze ersetzen, wou mer praktesch keng Zënslascht méi hunn, féiert dat derzou, dass elo am Budget 2020 150 Milliounen ageschriwwen sinn. Dat missten der elo manner sinn, well do war jo eigentlech déi ganz Operatioun nach net honnertprozenteg agefädel. 2018, also virun zwee Joer, waren et nach 185 Milliounen, an tendenziell geet et op d'Limitt vun 120 Milliounen hin. An et muss een dann déi 150 Milliounen och an de Kontext setze vun engem Gesamtbudget vum 20 Milliarden! Dat ass also u sech eng Charge, déi alles anescht wéi net ze schëllere wär.

Lëtzebuerg, dat muss ee sech bewusst sinn, ass zurzäit nach ëmmer an enger positiver Konjunktur, obwuel dat vu Secteur zu Secteur net esou gläichméisseg ass. Mir si bei engem Wuesstum, nom klassesche PIB berechent, vu ronn 2,5 % mëttelfristeg gekuckt. Et ass manner, bal d'Halschent vun deem, wat mer haten an den 90er-Jore bis Ufank den 2000er-Joren, wou mer am Schnëtt e Wuesstum zu Lëtzebuerg hate vu praktesch 5 %.

Dat gëtt oft vergiess vun deenen, déi elo ëmmer schreien a schwätze vum „stramme“ Wuesstum. Wat war dee Wuesstum dann, wou en duebel esou héich war? Mir fällt eigentlech kee Begrëff méi a fir deen; „extrastramm“ oder „hyperstramm“, ech weess et net. Also, et soll een awer oppassen, mat wat fir enge Begrëffer

een heiansdo em sech geheit an dat emol erëm an d'Verhältnis setzen zu deem, wat eigentlech déi aussergewéinlech Lëtzebuerg Normen an deem dote Beräich bis elo waren.

Mee et ass virun allem eng riseg Attractivitéit, déi de Wirtschaftszentrum Lëtzebuerg ausüübt, an déi ass esouguer lassgeléist vum Wirtschaftswuesstum. Dat hu mer festgestallt, well och Krisenzäiten ass hei ongebremsst den Emploi weider an d'Luucht gaangen, an ongebremsst ass eigentlech och d'Bevölkerungszuel hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen.

Ech kommen elo zu engem Thema, dat ech e bëssen als „parent pauvre“ vun eisen Diskussiounen iwwert déi lescht Jore wëll bezeichnen: Lëtzebuerg Groussregioun, Lëtzebuerg a seng Nopeschregioun. Lëtzebuerg ass d'Kärstéck vun enger grousser europäescher Regioun, enger europäescher Metropol. Mee mir raisonnieren ëmmer nach an eisen nationale Grenzen. Dat muss mer zum Deel aus juristesche Grënn maachen, mee konzeptuell muss mer iwwer eis Grenzen eraus raisonnieren a plangen, och wat d'Zukunft ueget.

Mir hunn als Land keng laangfristeg Gesamtstrategie, wat Lëtzebuerg an der Groussregioun ueget. Mir hu Projeten, interessant Projeten an deem enge Beräich, an deem anere Beräich, mee et gëtt keng generell Approche, wéi mer dat zesummeliewen, dat zesummeschaffen an dat zesummen Deelen an der Groussregioun organisieren an deenen nächste Joren.

Ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass do immens Potenzial dra sinn, Potenzial a Chancen, awer och Léisunge fir Problemer, déi mer momentan hunn an déi mer an eisen nationale Grenzen net kënnen léisen. An déi aner Regiounen hu bei sech Problemer, déi se ouni eis Hëllef och net kënnen léisen. Mir sinn an enger riseger Interdependenz eng Regioun vun där anerer, woubäi eis kee méi d'Roll vun der Lokomotiv, vum Zentrum vun där Regioun do streideg mécht. Dat war viru 25 Jore nach anescht. Dat huet sech fundamental geännert. Si gesinn et och esou, dass dat eng Metropol Lëtzebuerg ass an dass mer awer gemeinsam müssen dat Beschdo eraushuelen.

Ech denken, all déi Iddien, déi mer undiskutiert hunn hei zu Lëtzebuerg, wéi déi vum Teleravail, déi ganz Penderfro, de ganze Reservoir vun eisen Aarbechskräfte fir de Standuert Lëtzebuerg, do si mer voll an der Groussregiounsdiskussioun dran. A mir dierfen net de Feeler maachen, eis anzekapselen, well elo deen een oder anere Buergermeeschter op der franséischer Säit an och op der däitscher Säit gewësse Fuerderunge stellt. Do muss mer vläicht e bëssen Empathie weise fir déi Situatioun, déi op anere Plaze besteet, eis also do net zoumaachen.

Mee dat ass net den Haaptpunkt vun der ganzer Diskussioun, dat ass een Element vun där ganzer Diskussioun, a mir müssen do weidergoen. Duerfir wäer mir als LSAP-Fraktioun frou, wa mer eng Kéier kéinten am Laf vun nächste Jore eng Orientierungsdebatte hei féieren, wéi mer Lëtzebuerg an där Groussregioun gesinn, wéi mer d'Zukunft vu Lëtzebuerg an der Groussregioun gesinn.

Ech mengen, dass et derwärt ass, sech eng Kéier mat Experten zesummesetzen, fir nach eng Kéier déi Donnéeën ze kucken. Et ginn eng ganz Rétsch vun interessanten Dokumenter. Et gëtt interessant Etüde vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun. Et ginn aner Pabeieren, déi gemaach si ginn zu deenen dote Froen. Et gëtt en Usaz vu Landesplanung grenziwwerschreidend an der Groussregioun. Dat alles muss mer zesummeffieren an och déi politesch Konklusiounen dorauer zéien, wat d'Metropol Lëtzebuerg ueget. Ech mengen, dass mer do Partner hätten, déi en oppent Ouer hu fir déi dote Froen, well och si eis brauchen.

D'Eckdate vum Staatsbudget, de Finanzminister ass op déi agaan. Et ass net nëmme den Zentralstaat, wéi gesot, en ass 2018/2019 warscheinlech am Equiliber. Mee et ass natierlech och dee riseg Budget vun der Sécurité sociale deelweis fir dat nächst Joer, a warscheinlech fir déi nächst Joren e Gesamtboni weiderhi vun enger Milliard Euro.

D'Gemengen. Ech liesen elo alt heiansdo nach d'Berichter vun de Gemengerotsberichter. Bon, ech denken alt heiansdo: Wéi gutt wär et, wann s de elo nach Buergermeeschter wäers!

(Hilarité)

Et muss ee soen, dass et de Lëtzebuerg Gemengen ni ganz schlecht gaangen ass, kenger eigentlech. Mee déi, déi am meeschte kascht hunn, waren emol net déi ärmst.

Mee virun allem awer ass mer opgefall, dass sech notament natierlech duerch d'Gewerbesteier, déi eng änlech Entwécklung matgemaach huet wéi d'Kierperschaftssteuer an deene leschte Joren, fir d'Gemengen dach awer nei Horizonter opgemaach hunn, wat och derzou gefouert huet, dass déi Verschëldung vun de Gemengen, wéi ech dat gesinn, immens erofgaangen ass iwwert déi lescht Joren, sou dass also do, wann et emol eng Kéier sollt zu engem Schock kommen, sécherlech nach Capacitéiten do sinn, fir dee Schock relativ liicht kënnen op Gemengenniveau ze verdauen.

Also, d'Gemengen droen och derzou bäi, dass de Saldo vum Gesamtstaat positiv ass, wat also d'effentlech Finanzen ueget fir d'nächst Joer, an höchstwahrscheinlech och fir déi Joren duerno.

Lëtzebuerg ass also am Respekt vun allen europäeschen internationale Virgaben, déi et ginn. An dat gëtt och vu sämtlechen internationalen an och nationalen Institutiounen ervirgehuewen. D'Cour des comptes, d'Zentralbank, de Conseil national des finances publiques, allegeruete bestätege se deen dote Fakt. Dat heescht net, dass keng Risiken do wäeren. Dat heescht net, dass et net kann zu engem Schock kommen, sief et, dass en international kënn oder zum Deel och hausgemaacht ka sinn. Wann eng Kéier eppes mat der Finanzplatz geschitt, eppes Gréisseres, et soll ee sech näischt virmaachen, dann huet dat direkt iwwerproportional Repercussiounen hei zu Lëtzebuerg.

Ech denken, momentan, wann ech kucken, wat notament vu Staatssteieren iwwert de Finanzsecteur am wäitste Sënn generiert gëtt, wat dat prozentual ausmécht, volumeméisseg ausmécht, si mer bäi Wäitem an enger méi grousser Offhängegkeet, wéi mer déi zum Beispill an de 70er-Joren zur Stolindustrie haten. An dat trotz allen Efforten, déi déi successiv Regierung gemaach hunn, fir nei Aktivitéiten heihinnerzékriegen, well nei Aktivitéite sinn net ëmmer gläichbedeutend mat zusätzleche Steieren, déi zumindest direkt iwwert de Betrib erakommen. De Finanzsecteur ass also bäi Wäitem deen, em deen et do geet, a wou et net onbedéngt méi déi klassesch Banke sinn, déi de meeschten Undeel vun den Einnahme fir de Staat ausmaachen.

Eng Schwächt, déi sech bestätegt huet, dëst Joer vläicht nach méi staark wéi soss, ass déi pluriannuel Finanzplanung, déi mer maachen an déi mer gläichzäiteg mam Staatsbudget stëmmen. Ech géif nach eng Kéier hei bieden - et ass fir d'lescht, mat grousser Warscheinlechkeet meng allerlescht Budgetsried, déi ech hei halen -, dass mer op dee System eriwerginn, wou mer gemeinsam eis schonn drop eens gesat haten, dass mer déi pluriannuel Planung stëmmen dee Moment, am Fréijoer, am Abrëll, wa mer d'Zuelen eraginn op Brëssel, wat d'Aktualisierung vum nationale Stabilitéitspakt ueget. Da sinn dat déi lescht Zuelen, déi do sinn. Et ass eigentlech an deem Moment, wou ee soll dann och gläichzäiteg deen Text stëmmen, wou mer dann als Chamber eisen Accord zu deem dote ginn.

Ech menge ganz éierlech, dass et net vill bréngt, an et gesäit een och, dass d'Diskussioun praktesch kaum esou hei lafen, fir Artikel fir Artikel eng Budgetplanung op véier Jore ze maachen. Mir wëssen, dass déi Zuelen do net wäerte richtig sinn. Warscheinlech wäert keng Zuel stëmmen, wann et esou wäit ass. Et ass jo och net den Objektiv, dass et déi richtig Zuele sinn. Et soll eng Indicatioun ginn.

Mir wëssen awer, dass déi dote Methodik hir Grenzen huet, zemoos well de Statec jo och zouginn huet, vu sech aus matgedeelt huet, dass se net méi all d'Zuelen ugepasst hunn. Dat heescht, si hu praktesch bis 2021 just nach d'Zuelen ugepasst, an déi Zuele fir 2022 an 2023, déi awer Bestanddeel si vun deem dote Pak vun der pluriannueler Planung, sinn net méi ugepasst un déi lescht Erkenntnisser, déi se vun de Jore virdrun haten. Domadder ass d'Aussokraaft vun deem Dokument natierlech staark geschwächt par rapport zu deem, wat se kéint duerstellen, wann ee wierklech déi allerlescht Zuelen hätt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Am Fong dierft een et net stëmmen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wat hu mer dann domadder erreecht?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Näischt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Näischt! Eben. Duerfir stëmmen mer en.

(Hilarité et interruption)

Ech mengen net, dass Lëtzebuerg kéint dat eenzegt Land sinn, wat déi pluriannuel Planung do net géif stëmmen. Dann hätte mer vläicht awer och international e puer Problemer. Dat sollt d'Oppositoun sech vläicht zu Gemitt féieren, wa se esou liichtfankeg neen zu esou Saache soen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- D'Oppositoun ass Demandeur, fir datt de Pluriannuel anescht opgesat gëtt. Ech mengen, do si mer eis och driwwer eens.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Do si mer eis eens.

E Wuert zu de Reserve schéngt mer och weesentlech ze sinn. Dat huet zu enger Poleemik gefouert an deene leschte Méint. Ech denken, dass dat och nach wäert Bestanddeel si vun aneren Interventiounen haut an der Chamber, wou elo eenzel Deputéiert entdeckt hunn, dass d'Fongen haaptsächlech - vill vun hinnen - eng Ecriture comptable duerstellen an u sech net Sue sinn, déi iergendwou an engem Panzerschaf leien, wou een dann, wann ee se brauch, géif opmaachen an dovunner kéint Gebrauch maachen. Dat war ni anescht. Et ass sécherlech och bei dëser Regierung net anescht wéi virdrun, well se alles no deene selwechte Budgetsregelen opgestallt hunn.

Duerfir ass et awer trotzdeem wichtig, a well dat do natierlech kann an engem Schock - dee ka vu bausse kommen, en ekonomesche Schock oder e budgetäre Schock - zu Problemer féieren, respektiv natierlech zu enger méi staarker Verschëldung wäert féieren, wann ee wëllt weider Dispensé maachen. Dann ass d'Uleeë vu Reserven, déi och physesch do sinn, op déi ee kann zrëckgräifen, immens wichtig.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, wéi richtig et war, dass Enn 2014 iwwer e Gesetz den intergeneratiounelle Fong geschafe ginn ass, wou elo mir näischt, dir näischt 2020 iwwer 360 Milliounen Euro wäerten dra sinn, minimal, a wou mer also och no op dee Punkt komme vun deenen, mengen ech, 500 Milliounen, wuer et sollt higoen.

Ech mengen, et ass eng richtig Politik, fir dat ze maachen. Et ass eng wäitsichteg Politik. An duerfir, an deem selwechte Geescht begrësse mer och ausdrécklech, dass iwwert dëst Budgetsgesetz en ale Krisefong erëm reaktiviert gëtt a praktesch eng Cure de jouvence matmécht an zu engem Fonds de rééquilibrage budgétaire gëtt.

Dat soll et méiglech maachen, d'Plus-waalen, wou mer vläicht net méi theoretesch driwwer schwätzen, mee och elo faktesch kënnen driwwer schwätzen, déi kënnen beim Budget entstoen, dass een déi géif do zouféieren. An déi wäeren dann och dee Moment ofgeséichert an déi kéinten nëmme gebraucht ginn, wann et géif zu enger Schocksituatioun vu bausse kommen, fir dann op déi Suen zrëckzegräifen.

Dat dote léist eis och déi relativ leedlech Fro, déi mer an der Vergaangenheet haten, déi Zäit, wéi zu Lëtzebuerg nach ëmmer iwwer Plus-waalen diskutiert ginn ass um Enn vum Joer drop, dass mer also kënnen dorobber zrëckgräifen, an domadder also net muss gekläert ginn: Wien decidéiert? D'Chamber? D'Regierung? Dee Fong ass do! Wa Plus-waale kommen, da ginn déi Suen an deen dote staatleche Fong eran. Dat ass och gutt esou.

Ech wëll de Rapporteur, den Yves Cruchten, ausdrécklech a mengem perséinlechen Numm an am Numm vun der Fraktioun zu sengem Rapport begléckwünschen. Ech mengen, hei ass et üblech, wa Politiker esou e Rapport maachen, dass dat e bëssen - am Finanzberäich zumindest - d'Meeschterprüfung ass. Ech mengen, de Meeschterbréif, deen hues de der hei verdéngt, Yves. E ganz flotte Rapport!

Et gesäit een och, dass en och inhaltlech d'Debatte beaflosst huet. Dat ass immens wichtig! Du hues et fäerdegbruecht - dat ass net evident -, en Thema ze setzen. An d'Riedner hunn dat Thema och als esou wichtig empfונnt, dass bis elo kee vun den Haaptspriecher gemengt huet, e kéint sech laanscht déi doten Theemen drécken. Duerfir mengen ech, dass dat e gelongen Exercice ass, deen s de hei gemaach hues an deen eis och an der Diskussioun wäert weiderhëlfen, zemoos well et jo nach aner Debatte wäert ginn an der Folleg, déi et da méiglech maachen, nach eng Kéier méi am Detail op déi eenzel Froen anzegoen.

Et ass evident, dass de PIB also haaptsächlech de Räichtum miest, mee net miest, wéi de Räichtum verdeelt ass. An dat ass déi kruzial Fro: Wéi ass de Räichtum verdeelt? Ass e gerecht verdeelt?

D'Gerechtegkeetsfro, en zentrale Punkt, mengen ech, vun der Politik a besonnesch och vum Uleies vun der LSAP. An duerfir ass et wichtig, dass mer eis do och déi Instrumenter ginn, fir ze verfullen, dass mer eis och als Chamber wëssenschaftlech begleede loosse an eiser Aarbecht, dass mer also och kënnen méi gezielt op eenzel Erausforderunge reagieren, déi sech och besonnesch - mee net nëmme - am soziale Beräich stellen.

Mir brauchen also déi Expertise a mir brauchen och d'Stärkung vum Parlament als Institution. Ech wëll dat vläicht méi a mengem perséinlechen Numm soen. An duerfir sinn ech och frou, dass ech nach konnt an deene leschte

Méint derbäi sinn, fir derfir ze suergen, dass och d'Fraktiounen déi néideg Mëttele kréien, fir hir Aarbecht nach besser ze maachen.

Ech géif mer just wënschen, dass déi Suen net haaptsächlech a Kommunikatioun agesat ginn, mee och derzou genotzt ginn, fir inhaltlech virunzecommen an eisen Aarbechten, dass also nach méi staark inhaltlech Aarbecht ...

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ... an den eenzelne Fraktiounen gelescht gëtt, déi een dann herno selbstverständlech och kann no bausse kommunizieren. Mee dat eent, mengen ech, muss virun deem anere kommen.

Ech mengen, dass déi Gelder, déi d'Chamber sech ginn huet, déi d'Fraktiounen elo kréien, déi d'Parteien och hoffentlech ... - ech denken, dass ech haut nach wäert d'Geleehheit hunn, och am Numm vun anere Kolleegen, eng Proposition de loi an deem Sënn hei ze deponieren -, dass déi wichtig Gelder sinn. U sech gleewen ech un dëst Parlament. An ech gleeuwen eigentlech un eng representativ Demokratie an u staarkt Parlamentar. Dëst Parlament ka méi staark sinn!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mir müssen et just alleguer gemeinsam wëllen, Majoritéit an Opposition, well mer bal dat eent a bal dat anert kënnen sinn an der Geschicht vun eise Parteien a vun eise Fraktiounen. Duerfir hu mer all Interêt, mengen ech, dass mer dat Parlament weider stärken. An ech halen näischt - soen ech! - vu Lousparlamentar, déi solle méi legitim si wéi gewielte Parlamentar. Ech hale schonn eppes vu participativer Demokratie am Kader vun de legislative Prozeduren, déi mer kennen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech mengen, mir sollten eis dervir hidden, Modeller aus dem Ausland ze kopieren, déi onausgegore sinn, wou een net weess, wuer se hiféieren, an déi virun allem, mengen ech, kënnen derzou féieren, dass zwou Legitimitéiten eng Kéier openeprallen: déi vun de gewielte Vertrieeder iwwer Walen a vun deene Bierger, déi bestëmmt gi sinn a sougenannte Biergerversammlung. Wie soll do am Endeffekt Recht behalen?

Duerfir, loosse mer eis méi opmaachen als Parlament! Loosse mer eis méi transparent maachen! Loosse mer Fënstere vu Biergerbedeelungen an eis legislativ Prozedure matabauen! Mee loosse mer virun allem prioritär d'Parlament als Institution stärken, net dass mer op eemol an engem Régime gouvernemental sinn an net méi an engem Régime parlementaire! Ech mengen, dat misste mer eis alleguer zu Häerzen huelen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. André Bauler (DP).**- Eng pertinent Iwwerleung!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- E Wuert nach zum Logement, well ech mengen, dass dat nieft der Steuerreform, déi prepariert gëtt, parallel dozou, e ganz schwierigen Dossier fir d'Politik an och sécherlech fir d'Koalitioun gëtt. Ech mengen, dat soll een net verheemlechen. Do si verschidde Sensibilitäten an deem dote Punkt.

An ech denke souguer, dass an der gréisster Oppositionspartei warscheinlech och verschidde Sensibilitäten an deem dote Punkt sinn, well ech hu jo d'CSV och erlieft sengerzäit, wéi mer nach mat hinnen an der Koalitioun waren, wéi schwierig déi Diskussioun war, ...

(Hilarité)

... notament mat mengem Kolleeg, dem Fernand Boden, wéi et drëm gaangen ass, fir e Virkafsrecht anzeféieren. Dat war net einfach! Dat waren och deemools vill Sitzungen an der Koalitioun, fir do e klengen Duerchbroch op deem dote Feld ze errechen.

Do schéngt Beweegung an den Haltungen ze sinn. Ech hoffen, dass dat net nëmme eng Position no bausse ass, mee dass dat och wierklech esou empfונnt gëtt. Dat wäert sech jo och vläicht eng Kéier dann eraustellen.

Ech mengen awer ganz einfach, dass mer müssen éierlech sinn. Dee Problem do ass onheemlech schwéier ze léisen. Ech weess éierlech net, ob déi Logementsproblematik, wa mer an deem selwechte wirtschaftlechen Émfeld bleiwen, richtig ka geléist ginn. Et kann ee vläicht de Präiswuess bremsen, an engem gewëssene Moment da stabilisieren. Mee dat kann een net maachen, wann een einfach esou weiderfiert a mengt, e profitorientierte Maart géif op eemol altruistesches reagieren. Mir sinn an deem System dran, an de System ass dee vun der Profitmaximierung. Dat ass d'Ziel, wat erreecht gëtt. An dat wëllen och 95 % vun de Leit, denken ech, errechen.

Also, en No-Go ass, dass mer dat dote weider ouni gréisser Moosnamen nokucken, wéi d'Si-

tuatioun ass. Bon, eng kleng Moosnam hei, eng kleng Moosnam do, dat geet net duer.

En No-Go ass fir mech och ganz kloer, dass mer d'Grenzen zoumaachen, wou aner Leit vläicht dorunner denken, fir an déi Richtung ze goen. Kënne mer net, d'äerfe mer net.

An ech mengen och, dass mer ëmmer och d'Kollaboratioun mam Privatsektor brauchen. Ech mengen, dass mer méi staatlech Interventioun brauchen. Ech mengen, dass mer ouni d'Dynamik, déi am Privatsektor stécht, och an deem Beräich aver net auskommen. Et muss am Endeffekt och eng Kollaboratioun, eng Aarbechtsdeelerung sinn, wou d'Politik selbstverständlech de Kader muss festleeën, an deem sech dat Ganzt ofspilt an deenen nächste Joren.

Wat fir mech e Schock war, dat muss ech ganz eierlech soen, dat waren déi lescht Erhiewungen. Déi hate mer eigentlech nach net, wéi mer d'Koalitiounsverhandlung gefouert hunn: plus 10 % am Joer 2018. 10 % Steigerung vun de Präisser an engem Joer; bis elo hate mer 5 % bis 6 %. Plus 10 %!

A wat een dobaussen emol selwer matkritt, weist mer éischer, dass mer keng grouss Brems do kréien, dass et warscheinlech och an deem Joer an änlechtem Mooss nach eng Kéier eropgaangen ass. An ech froe mech, wéi laang et dauert, bis dat Ganzt sech och op de Loyere bemierkbar mécht. D'Loyeren, dat hunn d'Etüden och gewissen, déi éischer parallel verlauf sinn, bis elo, mam Akommes. Mir haten eng Akommessteigerung iwwert déi lescht Joren. An u sech sinn d'Loyeren an engem vergleichbare Rhythmus eropgaang, am Géigendeel zu de Präisser vum Buedem, déi flambéiert sinn, an dann natierlech och herno zu de Präisser vum Bau, deen nogezunn huet mat de Buedempräisser.

An ech fäerten, dass an nächster Zäit vill lafend Loyeren nach wäerten ugepasst ginn. An da komme mer an nei schwierig sozial Situatiounen eran. Well eist Loyersgesetz gétt do vill Méiglechkeeten, méi wéi esou munchere vläicht aant, wat d'Loyersgesetz do vu Méiglechkeete gétt, well jo dee Plaffong vu 5 %, dee laang Zäit als Witz als Plaffong gespilt huet, dee spillt jo haut net méi mat deene Präisser, déi eng Wunneng haut duerstelt. Souguer mat deem anere Berechnungsmodus, deen am Gesetz virgesinn ass, denken ech, kann dat och nach zu enger däitlecher Erhéijung vun de besteende Loyeren an de Kontrakter féieren.

D'Eigentum ass mat Recht, mengen ech, geschützt, och hei zu Lëtzebuerg. Mir soen awer och ganz kloer: Eegentum verflucht, an de Buedem ass net onendlech. De Buedem ass och e raart Gutt. An all dat muss mer berücksichtigen, wa mer op déi nei Politik am Beräich vum Logement ze schwätze kommen. An ech mengen, dass do zousätzlech Efforte muss geschéien.

Allgemeng, mengen ech, an ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen, stinn also schwéier Decisiounen bevir. Ech mengen, dass dese Budgetsprojert fir 2020 eng gutt Grondlag ass, fir déi politesch Diskussiounen ze féieren, well en d'Richtung uweist, nach Margë bestoe léisst, fir politesch Orientéierung ze ginn a weesentleche Beräicher an deenen nächsten een, zwee Joer: Steierreform; Klimaschutz; Wunnengsnout, well, ech mengen, et kann ee vu Wunnengsnout hei zu Lëtzebuerg schwätzen.

Do muss mer all eis gutt. Iddien zesummebréngen an eng kohärent Antwort ginn, wéi mer probéieren ze hëlfen. Dat ass eis Aufgab, déi mer als Volleksvertreider hunn. Mir sollen esou eierlech sinn a soen: „Mir hunn d'Léisung net.“ Mir wëssen awer och, wann dat weidergeet an deenen nächste Joren, wa mer net reagéieren, da knuppt et eng Kéier faméis hei zu Lëtzebuerg! Also muss mer handelen. Mir sinn zum Verhandelen, mengen ech, verdaamt. Dat solle mer wa méiglech zesumme maachen.

Mir schwätzen ëmmer vun där ausgestreckter Hand, mee ech hunn awer ëmmer esou en Androck an der Politik: Si ass elo net richtig do. Jiddweree seet: „Hei huel meng Hand!“, deen anere seet: „Huel du meng!“ An u sech bréngt mer et net fäerdeg an deenen doten Theemen, notamment dem Wunnengsbau, bréngt mer et nach wie vor net fäerdeg, eis méi an engem breede Krees ze concertéieren, fir ze kucken: Wat kënne mer do maachen?

Ech fäerte wierklech, dass op där enger Säit deenen engen de Courage vläicht ausgeet, Fundamentals ze änneren, well se fäerten, se géifen ofgeschoss ginn, wa se dat maachen. A bei deenen anere fäerten ech, dass se nëmme drop laueren, fir déi ofzeschéissen, wa se dann de Courage hätten, fir eppes ze maachen, wat mir brauchen. Bon!

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Et ass genau esou.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An ech mengen, dass mer esou net virukommen. An ech wënsche mer, dass sech dat vläicht ännert.

Dat gesot, wäert d'LSAP déi zwee Texter hei stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bodry. Den nächsten ageschriwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Den Opschwong ass muttwëlleg zerstéiert ginn“, „Düster Aussichte fir d'Weltwirtschaft“, „Déi nei Onsécherheet“, des an aner Iwwerschrëfte liest een an der internationaler Press, wann et ëm de Wirtschaftswuesstum geet, dee weltwäiten.

An et gétt och kaum eng international Institut, déi der Weltwirtschaft eng positiv Zukunft vorausset, ganz am Contraire. De globale Wuesstum, dat ass scho gutt erkläert gi vum Rapporteur, wäert an deem, mee och am nächste Joer ganz niddreg sinn. Laut de Prognose vun der OCDE wäert de weltwäite Wuesstum mat maximal 2,9 % op den déifsten Taux zanter der Wirtschaftskris an de Joren 2008 /2009 falen.

A wat d'Eurozon betrëfft, esou schwätzt déi Europäesch Kommissioun jo nach just vum engem Wuesstum vun ongeféier 1,4 % fir d'Joren 2019 an 2020. Deen Taux ass also däitlech ënnert der weltwäiter Moyenne a werft natierlech och d'Fro op, wat dat fir Europa a virun allem fir Lëtzebuerg bedeit.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Interventioun bewosst mat dese Feststellungen un, well déi international Entwécklung ëmmer méi an d'Schlagzeile geréit an eis zu Lëtzebuerg natierlech och muss interesséieren.

Schold un där Entwécklung si weeder däischer Muechten nach geheimnisvoll Konjunkturzyklen an och net d'Banken an d'Spekulanten. Schold si virun allem eng Rei Staats- a Regieringsschaff, déi tatsächlech gleewen, zougonschte vun hirer Bevëlkerung ze handelen, wa se déi international Wirtschaftsrelatiounen zerschloen an national Kapitalinteressen an de Vierdergrond setzen.

Alle virop en amerikanesche President, deen der internationaler Weltuerdnung längst Awar gesot huet, nodeems d'USA sech selwer un hirem Opbau bedeelegt haten, an deen international Institutioenen ignoréiert an international Ofkommene kalblidde brécht.

En aneren Akteur um internationale Parkett, vun deem ech awer och wéll schwätzen, ass natierlech de Boris Johnson, dee mat de Wale vun leschten Donneschen de kloren Optrag kritt huet, fir säi Slogan „Get Brexit done“ esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. D'Fro ass just, wéi de konservative Politiker seng eegen Interessen, mee och d'Interesse vun der konservativer brittescher Uewerschicht am internationale Kontext wëllt duerchsetzen a wéi laang säin Triumph iwwerhaapt wäert unhalen.

Well spéitstens, Dir Dammen an Dir Hären, wann et drëms geet, en Handelsoffkommene mat der EU ze verhandelen, en Accord, deen net op Steierdumping, net op Ëmweltdumping an net op Sozialdumping berout, gétt et nees komplizéiert. A wann dat net geléngt, da steet Groussbritannien nees um gläiche Punkt wéi virun e puer Méint: virun engem ekonomesch kontraproduktiven No-Deal-Brexit mat all senge Konsequenzen op Europa an doriwwer eraus.

E weideren negativen Impakt op d'Weltwirtschaft, deen ech nach wéilt ernimmen, huet och mat der Evolutioun vun de Boursen a Wärdungen ze dinn, wou verschide Staaten déi als Kampfmittel huelen, fir un Dominanz ze gewannen, esou zum Beispill am Handelskrich tëschent China an den USA.

Derbäi kënnt en angschterregende schlächende Protektionismus a ville Länner, deen net nëmme a Groussbritannien um Rudder ass, kann ee bal soen, mee weltwäit ëmmer méi Unhänger féint an derzou féiert, dass laangjäreg Wirtschaftspartner duerch national Kapitalinteresse vuneneen ofgeschnidde ginn.

Esou vun de gréisste Verlärerer vun där Entwécklung risquéiert natierlech Westeuropa ze ginn, jiddfalls laut de Prognose vun internationalen Instituter. Matzen an deem Westeuropa läit dat klengt Lëtzebuerg mat engem groussen an ëmmer méi gréngen Finanzminister. Dee muss sech géint déi negativ extern Afflës behaupten an alles drusetzen, fir d'Stabilitéit vun eise Staatsfinanzen oprechtzerhalen. Dass dat bis haut gelongen ass, dat begrësse mir. De Staatsbudget liwwert de Beweis, an et ass dee Budget, iwwert dee mir haut diskutéieren. En ass net eidel, en ass vollgespickt mat wichtege Zuelen a Kreditter.

Grad wéi seng Virgänger liwwert dese Budgeteebe grad de Beweis, dass Lëtzebuerg an deem

turbulenten internationale Gewässer net ënnergeet. Ganz am Contraire: Lëtzebuerg befënt sech och weiderhin an enger ganz komfortabler Situatioun. Trotz engem geschate Réckgang vum PIB vun 3,7 % op 2,4 % fir 2019 an 2020 respektéiert Lëtzebuerg sämtlech europäesch Krittären an - dat wéll ech ënnersträichen - d'est souwuel um Niveau vum Pacte de stabilité et de croissance wéi och um Niveau vum Objectif à moyen terme, dem OMT.

Am Joer 2005 war d'est Instrument jo eigentlech preventiv agesat ginn, fir d'Staatsfinanzen nohaltege ofzesécheren a gläichzäiteg e budgetäre Spillraum fir déi néideg Investissemter ze garantéieren. Am Joer 2011 ass d'est Reegewierk nach verschäerft gi mam Sixpack; e schéint Wuert. An dat Reegewierk gétt och haut nach respektéiert. An duerfir all Respekt!

Här President, dass dat wirtschaftlecht Ëmfeld an de leschte Jore ganz favorabel war, ass evident an eng grouss Chance. Gradesou evident ass awer och, dass des Koalitioun mam Finanzminister Pierre Gramegna enorm vill Defien am europäesche Kontext huet misse meeschteren. An en huet se och gemeeschtert. Ech brauch se net méi opzezielen, se si bekannt.

An och fir déi nächst Zukunft befanne mir eis op enger positiver Linn - „eng positiv Trajectoire“, huet den Yves Cruchten gëschter gesot -, mat enger Ausgangssituatioun, déi sech weise léisst. Esou zum Beispill um Niveau vun der Staatsschold, déi mat ëm déi 20 % - Tendenz falend - en historeschen Déif erreicht, an domat en Taux, vun deem aner Länner nëmme kënnen dremmen.

Remarkabel ass och, Dir Dammen an Dir Hären, dass fir den Exercice 2020 ganzer 77 % vun de ganz héijen Investissemter, dat si jo 2,8 Milliarden, iwwert d'Recetté vun der Administration centrale kënnen ofgedeckt ginn, woubäi et wichteg ass ze betounen, dass déi 2,8 Milliarden net dozou dengen, wéi an anere Länner, fir déi lafend Depensen einfach nëmme ze finanzéieren, mee se si geduecht, fir Nohaltegkeet ze finanzéieren, fir eis Zukunft.

E weidere Parameter, fir de Bols vun eiser Economie ze moossen, ass d'Aarbechtslosegkeet respektiv den héijen Taux d'emploi, dee mer hei am Land ze vermellen hunn. Mir hunn en Taux d'emploi vu bal 95 %, woumat d'Kafkraaft vun eise Bierger a Biergerinnen an awer och hir sozial Ofsécherung méi héich leie wéi a villen anere Länner, wat net heescht, dass keen duerch dat soziaalt Netz fällt. Dorop kommen ech zrëck.

Natierlech mat där ganz wichtege Remark och, dass mer et muss fäerdegbréngen a wäerte fäerdegbréngen, d'Aarbechtslosegkeet nach weider ze reduzéieren, wa mer déi richtig politesch Akzenter weiderhi setzen. Een dovu war déi déif gräifend Reform vun der Berufsausbildung, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn. Derbäi kommen d'Moosname fir d'Verstärkung um Niveau vun der Réinsertion professionnelle an all de Kreditter, déi den Zougang zum Berufsliewe vu Chômeure wäerten ënnerstëtzen.

Ech kommen zrëck zu de Staatsfinanzen an zu hirer Entwécklung aus de leschte Joren a fir déi nächst Joren. Opgrond vun de virleiden Zuele wier et, wéi gesot, ganz falsch, Schwarzarmolerei ze bedriewen. An ech felicitéieren och der ganzer Regierung am Numm vun der grénger Fraktioun fir hir gutt Aarbecht aus de leschte Joren, well et ass jo net just de Finanzminister, deen zoustänneg ass fir Budgetsfoeren, et sinn och d'Regierungsmemberen, déi an hiren eegene Ressorte mussen fir Stabilitéit suergen, trotz héijen Investissemter.

Dass se stabil sinn, kann ee jiddfalls behaupten, wann een déi klassesch Liesart bei der Analys vum Budget uwennt. Domat mengen ech déi klassesch Manéier, mat där déi Europäesch Kommissioun, d'OCDE, den FMI an anerer, mee och déi meescht Lëtzebuergger Instanzen de Budget Joer fir Joer analyséieren an evaluéieren. Ech denken un d'Banque centrale, d'CSSF, d'CNFP, d'Cour des comptes, d'Douane, de Stateg an esou weider.

Dozou gehéiert awer och d'Manéier, wéi déi budgetär Previsiounen fir déi folgend Jore berechent ginn. Zu Lëtzebuerg berouen des Previsiounen jo exklusiv, mengen ech, op den Zuele vum Stateg, dee fir d'Berechnung vum voraussichtleche PIB zoustänneg ass, quitte dass och aner Gremien Evaluatiounen maachen.

An da sinn ech scho bei där elementarer Fro, déi ëmmer op en Neits Joer fir Joer an der Budgets- a Finanzkommissioun diskutéiert gétt; Dir wësst, op wat ech eraus sinn: Joer fir Joer stelle mer vun alle Säite fest a kritiséieren och, dass déi budgetär Previsiounen net fiabel an net prezis genuch sinn, a si waren dat och nach ni.

Esou louch de Wuesstum vum PIB an de leschte Jore reegelméisseg e gutt Stéck iwwert de Previsiounen. An den Defizit louch all Joer méi nid-

dreg wéi erwaart. Den ëmgedréite Fall kéint natierlech och antrieden, mee Fakt ass, dass d'Previsiounen an déi reell Evolutioun vum Bruttoinlandsprodukt reegelméisseg méi oder manner ausereendriewen.

Mir sinn der Meenung, dass mir an där Matière net nach jorzéngtelaang op der Plaz trëppelen sollen a plädéieren derfir, dass mir eis ee fir alle Mol mat der fundamentaler Fro ausereensetzen, wéi d'Approche zu Lëtzebuerg dann elo soll ausgesinn an Zukunft.

Wëlle mer wierklech, wéi an de leschte Joren a Jorzéngten, éischer vu politeschen Ziler ausgoen an eis dovu leede loossen an d'Recht op Erreur einfach emol zouloossen, ouni ze lamentéieren? Dat wär okay, wa mer dat dann all wëllen.

Oder wëlle mer éischer eng sougenannten „evidence-based policy“ op d'Bee stelle wéi aner Länner? Dat wär eng Politik, déi op konkreter Faktengrondlage berout a reegelméisseg evaluéiert an ugepasst gétt, fir Iwwerraschunge méiglechst auszuschléissen. Esou eng Approche huet beispillsweis d'Europäesch Kommissioun, a verschidden aner Länner ginn och op dee Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Diskussiounen an de leschte Joren zu Lëtzebuerg verfollegt huet, da kënnt een zur Konklusioun, dass déi Approche vun alle Säiten, eigentlech och vun lech, Här Minister, ënnerstëtzt gétt. A mir als Gréng ënnerstëtze se och. Deem Prozess dierft also näischt am Wee stoen.

Allerdéngs geet et dann net duer, all Joer ze bedauern, dass d'Previsiounen nach ëmmer net fiabel sinn. Wa mer et wierklech wëllen, wa mer faktesbaséiert wëlle schaffen, da muss mer och déi néideg Méttelen derfir hunn an déi néideg Kompetenzen. Ëmmerhi si Previsiounen wichteg, an ëmmer méi, fir d'Berechnung vun de Recetten a vun den Depensé fir déi folgend Joren an domat och fir d'Opstellung vum Pluriannuel, deen déi europäesch Reegele jo soll respektéieren.

Ech wëll hei guer net dramatiséieren, Här Minister. D'Variatiounen waren nach ëmmer an engem ganz verträgleche Mooss an hunn eis nach ni geschuet. Aner Länner louche bei Variatiounen vu 15 %, wéi beispillsweis Irland. Mee et freet ee sech awer, wéi mer géifen dosto, wann eise PIB op eemol 15 % ënnert de Prognose géif leien. Ech mengen, da géife mer ganz einfach domm kucken.

Als Gréng si mir dowéinst, grad ewéi Dir, der Meenung, dass et Gréng genuch gétt, fir déi Saach geziilt a konkret unzegoen. Mee wat heescht dat, konkret? D'Previsiounen méi verlässlech berechnen heescht ganz sécher net, dass mir déi volatil international Donnéeën an international Krise viraussoe kënnen. Dat ass net méiglech, och wa se sech undeiten a wann ee verschidden Informatiounen kritt.

Mir hunn och eng oppen Economie, déi natierlech vun der internationaler Entwécklung ofhänkt. An dat stellt och keen a Fro.

Et heescht och net, dass mir Zuele sollen op den Dësch leeën, déi nach net berechent sinn. Ech schwätze vun der Steierreform, déi op eis zoukënt, déi op dräi Piliere wäert berouen: der Individualbesteuerung, dem Logement an der Ekologie. Dat ass eng Reform, déi gutt duerchduecht muss ginn a vill Analyse voraussetzt. Dowéinst kann een net schonn elo verlaangen, dass hire finanziellen Impakt an de Budget ageschriwwen gétt. Dat ass jo utopesch.

Wat awer méiglech ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, déi besteend Kompetenzen - a mir hunn der vill am Land - ze bündelen an d'Ressourcen ze erhéien, falls et dann u Ressourcen sollt feelen. Dat heescht, dass déi kompetent Akteuren, déi et zu Lëtzebuerg gétt, hir Käpp zesummestieche sollen an zesumme schaffen, amplaz dass se, wéi bis haut, laanschtenee schaffen. Ech hunn emol déi Aschätzung, dass do nach den Informatiounsfloss e bëssen ze wënschen iwweg léisst vun där enger zu där anerer Institutioenen.

Fir fiabel Prognosen opzustellen, ass et doriwwer eraus awer och wichteg, all déi erfaasbar, déi wierklech erfaasbar Fakten oder virausséierbar Fakten anzebeziehen, déi en Impakt op d'Evolutioun vun eiser Economie kënnen hunn a wäerten hunn - also net just déi lafend Produktivitéit -, ugefaange bei der Evolutioun vun den Aarbechtsplazen, déi ëmmer op en Neits fir Iwwerraschunge suert an domat och fir Iwwerraschungen um Niveau vun de Recetten, déi duerch d'Lounsteier entstinn.

An deem Kontext kann ee jo vu verschiddenen Szenarien ausgoen. An elo kommen ech eebe

grad op en Zenario, dee mer an der Cofibu virgestallt kritt hunn, wou ech awer elo wierklech e bësse méi wëll an den Detail goen. En ass virgestallt gi vun der CSSF, wat jo keen onwichtige Akteur am Finanzwies ass.

E bezitt sech op d'Digitalisierung, déi am Finanz- a Bankesecteur ëmmer méi Fous faasst an dee ganze Sektour gewaltig ëmkrempelt, souwuel um Niveau vun den Aarbechtsplazen wéi och um Niveau vun de Servicer um Client a vum Geschäftsvolumen insgesamt. Do risikéiert d'Digitalisierung, e grësseren, awer wierklech e grësseren Impakt ze kréien.

D'CSSF huet an der Kommissioun nämlech drop higewisen, dass notamment am Finanz- a Bankesecteur eng ganz Rei Aarbechtsplazen amgaange sinn, robotiséiert ze ginn, an dass verschidden Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ageschränkt oder souguer ofgeschafft ginn.

Konkreet schwätzt d'CSSF vun 20.000 bis 30.000 Aarbechtsplazen, déi eleng duerch d'Digitalisierung am Finanz- a Bankesecteur, vläicht och am Assurancéssecteur kéinte verluer goen, dëst duerch eng automatiséiert Gestoung vun de Finanzgeschäfte, de Cloud-Computing, den Outsourcing vu Servicer, d'Blockchain-Technologie an d'Digitalisierung insgesamt.

Dat féiert mech dann zu der Fro, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et mat der Besteuerung vu Roboteren a vun der gesamter informatischer Technologie ausgesäit, déi d'Aarbecht vun de Salariéen an deem Sektour, awer och an anere Secteuren natierlech a méi aarbechtsintensiv Berufler. Awer och d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit, besonnesch an deene Secteuren, déi duerch d'Digitalisierung ëmmer manner op Main d'œuvre ugewise sinn, sollt an Zukunft keen Tabu bleiwen, woubäi ee muss wëssen, dass d'Zuel vun de Banken, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn, Joer fir Joer ëm 10 % ofhëlt laut den Informatiounen vun der CSSF.

Och op deem Niveau kënnen schonn am Virfeld vun de Prognose verschidden Zenarien ausgeschafft ginn, fir grouss Iwwerraschungen am Nachhinein ze verhënneren. Eng Fro, déi sech dann och fir aner Secteure stellt, ass donieft déi vun der néideger Émorientierung vun de Salariéen, natierlech a méi aarbechtsintensiv Berufler. Awer och d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit, besonnesch an deene Secteuren, déi duerch d'Digitalisierung ëmmer manner op Main d'œuvre ugewise sinn, sollt an Zukunft keen Tabu bleiwen, woubäi ee muss wëssen, dass d'Zuel vun de Banken, déi zu Lëtzebuerg installéiert sinn, Joer fir Joer ëm 10 % ofhëlt laut den Informatiounen vun der CSSF.

Zanter den 90er Joren ass d'Zuel vun de Banque vun 222 op 130 erofgaangen, allerdéngs ouni dass de globale Geschäftsvolumen vum Bankesecteur geännert hätt. An anere Wieder, d'Banke schaffen ëmmer manner aarbechtsintensiv. An déi Banken, déi hir Geschäftsmodeler an hir Servicer net fréi genuch digitaliséieren, schaffe carrement mat enger Perte. Momentan sinn dat schonn 33 Banken zu Lëtzebuerg.

Alles dat si Facteuren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi sech fréier oder spéider am PIB wäerten zrëckspigelen an direkt um Point de départ, wa se sech um Horizont undeiten, an d'Previsioun kéintem afléissen. Dat just als klengen Tipp vun eiser Säit.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee bedenkt, dass de Finanz- a Bankesecteur den Hauptpilar eigentlech vun eiser Economie ass - laut Eurostat generéiert e 26,2 % vun der gesamter Valeur ajoutée -, da stellt sech d'Fro vun der Zukunft fir dee Sektour natierlech ëmsou méi. Dësen Zenario, deen d'CSSF eis presentéiert huet, beweist awer och, wéi wichteg et ass, eis Wirtschaft weiderhin ze diversifizéieren, am beschten nohalteg.

Ech kommen da bei de PIB du bien-être an domat zum méi gréng ugehaachten Deel vu menger Interventioun. De Bankesecteur war nach net esou oft a menge Rieden ze fannen. Hei wëllt ech dem Rapporteur Yves Cruchten natierlech fir d'éischt e grouse Merci ausdrécken, e ganz éierleche Merci, net nëmme fir säin opschlossräichen, nuancéierten an ausféierleche Rapport, mee och iwwerhaupt emol fir d'Initiativ, d'Thematik vum PIB du bien-être an de Mëttelpunkt ze setzen. En zitt sech souzesoe wéi e roud Fuedem duerch dee ganze Rapport - „rout“, woumat ech och d'Sozialpolitik nennen, déi jo dann lech ganz no ass, awer net nëmme lech.

Domat sinn ech dann och bei engem Thema, wat schonn den Henri Kox als éischte gréng Budgetsrapporteur iwwerhaupt am Joer 2015 a sengem Rapport behandelt huet, mam klengen Ennerscheid, dass den Här Cruchten sech méi mat de sozialen Aspekter, wéi ech gesot hunn, vum Bien-être beschäftegt huet, während den Henri Kox méi op d'Ëmwelt an op eis natierlech Liewensgrundlagen deemools agaangen ass als wichteg Konditioun vum Bien-être.

Ech ginn emol dovun aus, dass Der meng Meinung deelt: Egal wéi ee Beräich am Zentrum steet, déi zwee Beräicher gehéiere ganz einfach zesummen. Well eppes steet fest: De Bien-être vun eiser Populatioun hänkt esouwuel vun der perséinlecher Liewenssituatioun, vu senger sozialer Bedéngungen of, wéi och vun der Ëmwelt, an där mer liewen.

Während d'Konzept vum classesche PIB schonn an den 30er Joren, also an de Virkriechsjoren ugewannt ginn ass, ass d'Konzept vum PIB du bien-être vill méi jonk an ass eréischt no 1950 lues a lues an d'Gespréich komm.

Wéi den Yves Cruchten richteg erkläert huet - ech soen et kuerz -, besteet d'Zil dovun jo dran, net de materielle Räichtum vun engem Land ze moossen, mee éischer d'Wuelbefanne vun der Populatioun, a Relatioun natierlech mam materielle Räichtum, awer net eleng. Dëst natierlech am Hëllef op Moosnamen, fir d'Wuelbefannen dann och ze verbesseren.

De Rapporteur huet Neuseeland zitéiert, wat eis schonn e Schratt virus ass, mee laut mengen Informatiounen si mëttlerweil 150 Länner amgaangen, d'Wuelbefanne méi an de Mëttelpunkt ze stellen. An och Schottland an Island hunn do scho gutt Schrëtt ënnerholl.

Wat elo Lëtzebuerg ugeet, sou huet de Statec sech jo scho méi intensiv domat befaasst an de leschte Joren, grad wéi och de Conseil économique et social an de Conseil du développement durable zanter 2009/2010. A souguer eng fréier Regierung ënnert dem Jean-Claude Juncker un der Spëtzt hat sech virgeholl, sech unhand vun Indice du bien-être méi ëm d'Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger ze këmmen. Ech denken, mir zéien elo emol eng kéier parteiwwergräifend un engem Strang.

Här President, a sengem Rapport ass de Kolleg Yves Cruchten op eng ganz Rei interessant Voléte vun deem Index agaangen. Den Haaptmessage dovun ass awer ganz séier resuméiert a ganz relevant. Den Haaptmessage ass deen, dass de classesche Wirtschafts-PIB tëscht 2009 an 2015 ëm 5 % geklommen ass, mee den Index of Well-Being - op Englesch ausgedréckt - an deem selwechten Zäitraum ëm knapp 1 % gefall ass. Ech mengen, 0,8 % hat Der gesot.

Dat heescht an anere Wieder, dass de Wuesstum vun materielle Räichtum net onbedéngt a Relatioun mam Wuelbefanne vun der Bevëlkerung steet. An ech woe souguer ze behaupten, dass de materielle Wuesstum eis Gesellschaft och méi aarm ka maachen: méi aarm u Gesondheet, méi aarm u Liewensqualität, méi aarm u sozialer Kohäsioun a Gerechtegkeet, méi aarm u natierleche Ressourcen, méi aarm un intakter Natur, déi all Mënsch brauch, fir gesond ze bleiwen a sech wuelzefillen.

Ee Volet, deen an dësem Budgetsrapport awer besonnesch ervirstécht, ass dee vun der sozialer Ongerechtegkeet an eise Land, och am Kontext vum Bien-être natierlech, déi trotz senger floréierender Economie zougeholl huet. Während Lëtzebuerg virun zéng Joer nach ënnert der europäescher Moyenne vun de sozialen Ongerechtegkeete louch, leie mer haut iwwert der europäescher Moyenne. Dëse Phänomene ass och rezent vum Statec wéi och vun der Caritas bestätegt ginn a stellt d'Politik viru grouss Defien. An déi sollte mer all zesummen ugoen!

A wann een dat weess, da kann een haut och net méi behaupten, déi sozial Steierreform vun 2017, déi jo op de Mëttelstand an op Niddregverdenger ausgeriicht war, hätt all Problem geléist an all weider Diskussioun iwwert déi sozial Gerechtegkeet iwwerflësseg gemaach. An et kann een och net behaupten, Dir Dammen an Dir Hären, déi Mesure wär eng Wellness- oder Well-Being-Mesure gewiescht! Déi Mesure war ganz einfach dréngend néideg, fir dass d'Mindestlounempfänger um Enn vum Mount 100 Euro méi an der Täsche hunn, fir e wéineg besser iwwert d'Ronnen ze kommen, net méi an net manner.

Wat dës Mesure net erreecht huet, war, d'Inegalitéite generell ze reduzéieren oder de sougenannte „mal-vivre“ an eiser Gesellschaft ze bekämpfen.

A wann ech vu Mal-vivre schwätzen, da mengen ech domat den oft feelende sozialen Zesammenhalt, onmenschlech Aarbechtsbedingungen, d'Isolatioun am Alter, de steigenden Aarmutrisiko och an de Famille mat Kanner, de feelenden Zougang zum Logement, d'Ongläichheeten tëscht Fra a Mann, Diskriminatioun opgrond vun der Hautfaarf, der Hierkonft, dem Geschlecht an dem Alter, mee och déi steigend Zuel un Depressionen, den héijen Taux vu Burnout op der Aarbecht, den iwwerdurchschnittlechen Taux vu Suicide zu Lëtzebuerg an déi steigend ëmweltbedéngt Krankheeten. D'Opzielung war grouss.

Här President, bei all deenen Aussoe kann ee sech natierlech froen, wat dat dann elo direkt

mam Staatsbudget ze dinn huet. Eigentlech huet et ganz vill domat ze dinn, well wa mir haut vum Staatsbudget schwätzen, da schwätze mer genee vun deem Instrument, vun deem zentralen Instrument, wat mir brauchen, fir dës negativ Entwécklungen ze bekämpfen.

An dat mécht dës Koalitioun ganz konkreet a konsequent. Si mécht et, fir Lëtzebuerg duerch héich Investissementer esou ze gestalten, dass et sech an eise Land nees besser liewe léisst, dass den Zesammenhalt an eise Land nees groussgeschriwwé gëtt an dass eis Zukunft ekologesch a sozial ofgeséichert gëtt. Fir also genee dat ze maachen, wat d'CSV/LSAP-Koalitioun schonn am Joer 2010 mam Plan national du développement durable wëllen hat, mam Ennerscheid allerdéngs, dass dës Koalitioun zanter 2013 dee Programm ausgebaut huet a méi ambitiéis Ziler drabuecht huet, virun allem am Klimaschutz, well d'Urgence climatique et ganz einfach verlaangt.

An och wann esou gäre behaupt gëtt, d'Ëmwelt an d'Natur hätte mam ekonomesche Wuelstand näischt ze dinn, sou gesi mir dat anescht. Ouni intakt Natur an ouni natierlech Ressourcen ass all materielle Wuelstand näischt méi wäert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mat dësem Budget, Dir Dammen an Dir Hären, investéiert d'Regierung vill Geld, fir deene ganze Phänomene, déi ech opgezielt hunn, Rechnung ze droen a fir se ze bekämpfen. 500 Milliounen vun allen Investissementer, also ronn 20 % vum Staatsbudget, sinn am Interesse vun Ëmwelt-, Natur- a Klimaschutz a steigen nach weider an den nächste Joren. 47 % vun den Depensé ginn an d'Sozialeeschungen. A wéi engem Land ass dat de Fall?

Alles an allem geet et drëms, méi Liewensqualität, méi sozialen Zesammenhalt a Gerechtegkeet ze schafen a gläichzäitig d'Klimaziler net ze verpassen, mee se ze errechen. Ugefaange bei den héijen Zommen, déi an déi nohalteg Mobilitéit fléissen. Mir stinn do net am Stau, wa mer kucken, wat do geschafft gëtt. D'Aarbecht steet net am Stau. Eleng mam Budget vun 2020 investéiere mer iwwer 60 Milliounen an d'Schinn. Am Budget pluriannuel sinn et an engem Zäitraum vu véier Joer bal 1,4 Milliarden. Dat bedeit, dass Lëtzebuerg déi héchst Pro-Kapp-Investissementer an der EU huet, eleng wat d'Eisebunn betrëfft. Mir leien do och iwwert der Schwäiz, an dat ass e Land vun der Eisebunn par excellence.

Dat ass kee Selbstzweck, Dir Dammen an Dir Hären. Genau dës Investissementer hunn als Zweck, déi bekannt Problemer um Eisebunnresseau unzegoen an ze léisen, well se net nëmme d'Capacitéit, mee och d'Qualitéit wäerten erhéien. Stéchwuert: Ausbau vun der Beetebuerger Streck fir 34 Milliounen, Ausbau vun der Stater Gare mat zousätzleche Quaien fir net grad 15 Milliounen.

Derbäi kommen d'Park & Riden an d'Pöle-d'échangen, déi et wäerten erlaben, den Auto stoen ze loosse bei enger Gare a vun do aus mam Zuch a Bus weiderzefueren. Dat heescht also net, dass mir den Auto condamnieren, mee iergendwou muss et eng Plaz ginn, wou ee kann ëmsteigen. Esou zum Beispill zu Rodange, wou 12 Milliounen an de Park & Ride investéiert ginn. Zesumme mat der Renovierung vun där Gare komme mer dann op ganzer 26 Milliounen eleng fir een eenzege Site zu Rodange.

D'Plus-value vun esou Projeten ass net just eng besser Mobilitéit fir d'Residenten an d'Frontalieren an eis alleguer, d'Plus-value vun deene Moosnamen nennt sech Liewensqualität, mee och CO₂-Reduktioun op eise Stroossen a Reduktioun vu Feinpartikelen, déi ganz schiedlech fir d'Gesondheet sinn. Net anescht ass et bei allen aneren CFL-Projeten, déi queesch duerch d'Land realiséiert ginn a mam Tram mat engem Invest vun 203 Milliounen iwwer véier Joer komplettéiert ginn. Alles dat erlaabt, d'Netz vun den effentleche Verbindungen lues awer sécher zu engem ganzen zesammenzschweessen. Dat ass eist iewescht Zil.

Ervirhiewenswäert ass och, dass d'Mobilitätsplanung op Basis vum MoDu 2.0 verbessert wäert ginn, dëst mam Ausbau vun Observatoire de la mobilité, fir deen d'Ausgabe verduebelt wäerte ginn. En ass geduecht, an dat fanne mer ganz begrëssenswäert, fir Zenarien ze entwéckelen, déi et erlaben, op Basis vun enger Käschten-Notzen-Analyse déi bescht Entscheidung ze treffen, wann et ëm nei Projeten an der Mobilitéit geet. Et geet also drëms, der Navigation à vue an der Mobilitätsplanung definitiv en Enn ze setzen a rationell Entscheidungen ze treffen, déi der Allgemengheet zeguttkommen, och am Portmonni.

A wann een dann an d'Stroossen investéiert, dann ass och dat kee Selbstzweck a scho guer net geduecht, fir den Autowan zu Lëtzebuerg ze férdere. Déi Projete ginn eenzeg an eleng realiséiert, fir den Zougang zum effentlechen

Transport ze verbesseren, fir iwwerpolluéiert Uertschaften ze entlaaschten oder fir de Stroosseraum méi nohalteg ze notzen, Stéchwuert: Covoiturage oder Bustransport, deen extra Linne wäert reservéiert kréien, mee och duerch eng flächendeckend Opstellung vun Elektrobörnë fir déi net pollutant elektresch Gefierer. Dës Gefierer gi weider subventionéiert a sinn och net vun enger Akzisierung betraff, ganz einfach well se weeder Bensinn nach Diesel tanken. Dobäi muss ee wëssen, dass sämtlech Luedstationen zu Lëtzebuerg mat erneierbarem Strom versuergt ginn.

Quitte dass also d'Elektromobilitéit, dass d'elektresch Autoen de Stau net verhënneren, dat ass kloer, sou droe se awer dozou bäi, dass d'CO₂-Emissionen ofhuelen, dass d'Loft op de Stroossen an den Uertschaften propper bleift an dass de Kaméidi op de Stroossen reduzéiert gëtt, dëst a Kombinatioun mat der Reform vun RGTR-Reseau, fir deen am Joer 2020 iwwer 25 Milliounen Euro wäerten investéiert ginn. An dee System wäert och nach weider verbessert ginn, well d'Gemengen d'Méiglechkeet haten, hiren Avis eranzeginn, an hire Problemer wäert elo Rechnung gedroe ginn. Bis zum Joer 2023 wäert dee Montant op 235 Milliounen Euro klammen um Niveau vum RGTR.

All dës Moosnamen, Här President, sinn och Klimaschutz. Well et ass jo kee Geheimnis, dass de Verkéierssecteur de gréisste Verursaacher vun CO₂-Emissionen ass. Dat heescht, dass all Kilometer, dee mir méi mam effentlechen Transport oder um Vëlo kënnen zrëckleeën, och eng CO₂-Reduktioun bedeit. Mir müssen et just färdigbréngen, déi néideg Offer ze schafen an d'Qualitéit ze verbesseren, wéi ech dat scho gesot hunn. An do ass dës Koalitioun scho längst mat Meilestiwelen ënnerwee. Ech brauch nëmme d'Benotzerzele vum Tram ze nennen oder vum Funiculaire, do kann een nëmme staunen.

Och beim Ausbau vum Vëlospistennetz ginn Neel mat Käpp gemaach. Nach d'lescht Woch ass do en neit Gesetz gestëmmt ginn.

Domat sinn ech da beim Klimaschutz, wou Lëtzebuerg viles opzehuelen huet an dowéinst um internationale Plang och scho méi wéi emol kritiséiert ginn ass. Ech wëll awer hei betounen, neierdengs gëtt Lëtzebuerg och gelueft. Dat ass wierklech nei. Am rezenten „Climate Change Performance Index“ vum Climate Action Network kënt Lëtzebuerg fir d'éischt a senger Geschicht an d'Top Ten a verbessert sech ëm ganzer sechs Plazen. Dësen Index ergëtt sech aus der genereller Klimapolitik vun enger Regierung, dem Energieverbrauch, deen erofgeet a gewëssene Secteuren, dem Undeel an erneierbaren Energien, der Produktioun vun erneierbaren Energien, déi massiv zouhëlt, an awer och dem Undeel vun den Zäregasemissionen, déi reduzéiert musse ginn.

An deem Index gëtt och gekuckt, wéi „on track“ d'Länner si par rapport zu den Ziler vun Paräisser Klimaaufkommens. An do leie mir gutt am Rennen. Et gëllt just, de Klimamarathon ze packen, zesumme mat de Betriber an zesumme mat de Bierger.

Fir d'Zil ze erreche vun deem laange Marathon setzt d'Regierung fir d'éischt emol drop, déi Leit ze belounen, déi selwer Verantwortung fir d'Klima iwwerhuelen, andeems se klimafreundlech handeln. An där Perspektiv gëtt de Klima- an Energiefong finanziell weider opgestockt bis zu engem Montant vu 757 Milliounen a mat viraussichtlechen Depensé vun 134 Milliounen fir d'Joer 2020, déi natierlech fir Ëmweltschutz investéiert ginn.

D'Prime fir energieetesche Renovatiounen am Privatberäich ginn an d'Luucht an en Ersatzprogramm fir Masutt gëtt ëmgesat an d'Aspeisetaffier fir erneierbar Energie ginn ugepasst. Derbäi kënt den Energie- a Klimaplang, dee muer op dëser Plaz wäert diskutéiert ginn, wou ech elo mengem Kolleg François Benoy net wëll virgräifen, well hie muer wäert dozou schwätzen.

Erlaabt mer am Virfeld awer nach e puer Remarken zu der weiderer Erhéijung vun den Akzisen um Bensinn an um Diesel, déi den Här Finanzminister jo dës Méideg ugekënnegt huet. Wéi gesot sinn dat 1 bis 3 Cent um Bensinn - dat wäerte mer da gesinn - an 3 bis 5 Cent um Diesel, mat Effet am éischte Quartal vun 2020.

Och wann dës Erhéijung dozou féiert, dass de Wand eiser Koalitioun oder vläicht och eis als Gréng nach méi vu verschiddene Säite fatzeg an d'Gesicht bléist, sou ginn et och Leit, déi klappen. An et gi souguer Leit, déi fannen, dass et mat där Erhéijung nach net duergëet. Firwat? Well ëmmer méi Leit eppes Wichteges erkennen: Wa mir den Ausstieg aus de fossilen Energien net direkt alauden, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et iergendwann ze spët.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !



► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dësen Ausstieg erreeche mer doudsécher net, wa mer just déi Moosnamen ëmsetzen an eis déi Korintin aus dem Kuch picken, déi eis gefalen a schmaachen. Den Ausstieg aus de fossillen Energie besteet aus enger Gesamtstrategie, déi politesche Courage verlaangt, och wann ee Géigewand kritt.

Als Gréng si mir frou, dass dës Koalitioun deen néidege Courage beweist. D'CSV kritt bei dëser Moosnam scho kal Féiss.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruptions)

... mir sinn eis natierlech och bewusst, dass déi éischt Erhéijung vun den Akzise keng Wonner gewierkt huet um Niveau vun de verkaafte Quantitéiten, mee ëmmerhin ass d'Vente vum Diesel reduzéiert ginn. Domat konnt dee jorzéngtelaangen Trend no uewe gestoppt ginn, wat natierlech als éischte Fortschritt unzeerkennen ass. A mir sinn och iwwerzeegt, dass mir mat enger zousätzlecher Erhéijung vun den Akzisen um richtege Wee sinn, virun allem, wat den Tanktourismus ubelaangt.

Den Ecart zu den Nopeschlänner vum professionellen Diesel schrumpft ëmmer méi. An der Belsch läit dee souguer méi niddreg, hunn ech mer soe gelooss, soudass Lëtzebuerg an där Hisiicht ëmmer manner attraktiv gëtt. Engem laang verfollegten Zil si mer elo scho méi no.

Ech kommen zum Einzelnen. Wat de Particulier ugeet, sou wäert d'Erhéijung vun den Akzisen zu engem gudden Deel vum gratisen öffentliche Transport kompenséiert ginn. Dës Moosnam ass also net nëmmen e wichtegt Signal fir d'Förderung vun der nohalteger Mobilitéit. Et ass och eng Moosnam, déi virun allem deenen akommeschwaache Biergerinnen a Bierger zeguttkënn. Wiso? Ganz einfach, well akommeschwaach Persounen bewisenermoosse manner mam Auto a méi mam öffentliche Transport fueren. Dat huet de Stater bewisen. Par rapport zu hirem Akomes sinn et also déi akommeschwaach Stéit, déi am meeschte vun där Moosnam profitieren.

Dozou e puer Zuelen, fir dës Mesure och an dat richteg Verhältnis zu der Akziserhéijung ze setzen: Laut der Analys vum Stater vum August 2019 spuert e Menage, dee just op den öffentliche Transport zréckgräift, duerch d'Gratuitéit bal 390 Euro am Joer. Menagen, déi souwuel mam Auto wéi och mam öffentliche Transport fueren, spueren hirersäits an der Moyenne 250 Euro am Joer. An der Moyenne generell leie mer bei 80 Euro fir eng Persoun.

Deem géintwärt huet de Stater och d'Méikäschte berechent, déi duerch déi lescht Akziserhéijung fir d'Stéit entstane sinn. Dat waren am Duerchschnitt 24 Euro am Joer, also vill manner wéi dat, wat den öffentliche Transport hinnen op där anerer Säit aspuert, a vill manner wéi dat, wat vill Automobiliste jorzéngtelaang duerch de Bedruch um Niveau vum Sprittverbrauch bezuelt hunn, wat se knapps emol wougerholl hunn, well hinne vun der Automobilindustrie Zuele verklickert gi sinn am Beräich vum Verbrauch, déi net gestëmmt hunn an net déi Kritteren erfällt hunn, déi de Leit beim Verkaf erkläert gi sinn.

An och eng weider Erhéijung vun den Akzise wäert vum gratisen öffentliche Transport kompenséiert ginn. Do si mer eis sécher. Natierlech setzt dat virus, an dat betounen ech, dass flächendeckend genuch Alternativen zum Auto geschafe ginn, virun allem am ländleche Raum, wou nach ëmmer vill Leit op en Auto ugewise sinn. An aus deem Grund ënnerstëtze mer och d'Decisioun, d'Kilometerpauschal nach net ofzeschaffen, mee se esou laang bäizebehallen, bis mer dann am öffentliche Reseau

besser ënnerwee kënne sinn a kee méi op den Auto oder vill manner op den Auto wäert ugewise sinn.

Ech kommen zu der CO₂-Bepräisung, déi sech net am Budget 2020, mee eréischt an deem vun 2021 wäert zréckspigelen. Mir schwätzen hei net vun enger Steuer, ganz einfach, well et sech net ëm eng Steuer handelt. Et ass e Präis, deen op de klimaschiedlechen CO₂ geluecht gëtt, mam Zil, dass déijéineg, déi den CO₂ kafen a verbrauchen, den CO₂ och bezuelen. Esou einfach ass et.

International Spezialisten aus der Energie- a Ressourceneconomie betoune mat Recht, dass dës Bepräisung e wichtegt klimapolitescht Instrument ass, fir dem Problem vun der Aerderwärmung entgéintzuetrieden, an zwar duerch den Opbau vun engem System, an deem e klimafreundlecht Handeln engersäits méi attraktiv gëtt a wou et anerersäits muss drëm goen, de Schued duerch de Klimawandel an d'Berechnung vun de perséinlechen Ausgaben ze integrieren. Zu esou engem System dréit d'CO₂-Bepräisung notament bäi, well se de Schued duerch Klimawandel siichtbar mécht, och am Portmonni, an d'Konsumenten esou zum Emdenke motivéiert.

Jo, et ass richtig, Dir Dammen an Dir Hären, et soll een d'Konsumente méiglechst wéineg beaaschten. Et gehéiert awer gradesou zu der Wouerecht, dass de Klimaschutz Geld kascht. Wivill Geld dat ass - ech hunn dat elo gëschter nach an enger Etüd nogelies -, dat hunn 200 Experten an enger grouss ugueluechter Etüd fir Däitschland berechent. Fir déi nächst 30 Joer komme si an hirer Analys op 1,5 Billioun - mat „B“ - Euro fir eis däitsch Noperen. Dat ass also net grad näscht!

Fir Lëtzebuerg hunn ech nach keng Berechnung fonnt. Mee et kann een net behaupten, de Klimaschutz wär gratis.

A wann ech dann hei vun engem Präis schwätzen, dann heescht dat och, dass de finanziellen Ausgleich fir akommeschwaach Persounen eppes garantéiere muss: Den Ausgleich vun der CO₂-Bepräisung muss garantéieren, dass den Nettoeffekt vun där Depense fir jiddwereen ze droen ass. An deem Kontext warnen ech ausdrécklech virun, ekologesch a sozial Wäerter géinteneen auszespillen. Dat sinn zwou Säite vun där selwechter Medail.

Dës Koalitioun kämpft fir den Ausstieg aus de fossillen Energien a si kämpft gradesou duerfir, dass kee Mensch duerch dat soziaalt Netz fällt an ausgeschloss gëtt. An Dir kënnt lech och drop verloossen, Här President, dass déi sozial Gerechtegkeet an de sozialen Zesummenhalt deene Grénge gradesou um Häerz leie wéi d'Rettung vum Planéit.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Duerfir begrësse mir ausdrécklech, dass de Budget vun 2020 kloer politesch Akzenter setzt, éischstens am Klimaschutz, zweetens an den Investisementer, déi et erlaben, fir d'Zukunft virzubereeden, an drëttes „am Alldag vun de Leit“ - fir d'Wieder vum Pierre Gramegna bei senger Presentatioun ze zitieren.

Et ass de leschte Volet, op deen ech ofschléissend wéilt agoen: de Piler vum Alldag vun de Leit. Et kann ee sech natierlech froen, wann een dat héiert, wat dann domat gemenzt ass. Den Alldag ka jo alles sinn. Fir eis ass d'Interpretatioun awer follgend: Den Alldag vun de Leit heescht fir eis e respektvoll Zesummeliewen an eng grouss sozial Kohäsioun. Den Alldag vun de Leit heescht fir eis eng gutt Integratioun an eng Inklusioun op allen Ebenen vun der Gesellschaft. Den Alldag heescht och sozial Gerechtegkeet a Gläichberechtegung fir jiddwereen op alle Pläng.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Budget maache mir méi fir den Alldag vun de Leit wéi jee virun! Wéi néideg dat ass, weisen e puer Etüden, déi déi sozial Ongläichheeten zu Lëtzebuerg ënnert d'Lupp geholl hunn. Ganz rezent ass de „Human Development Report“, deen an 186 unerkannte Länner an Territoire realiséiert gouf a Lëtzebuerg op déi sozioökonomesch Ongläichheeten opmierksam gemaach huet - dat war nach d'lescht Woch -, virun allem och, wat d'Benodeelung vun der Fra um Aarbechtsmaart ugeet an d'Benodeelung an der Prise de décision politique et économique. Jo, déi gëtt et nach ëmmer!

A mir si frou, dass mir eng engagéiert - si sëtzt och zoufälleg hei - Ministesch hunn am Egalitéitsministère, dat ass d'Taina Bofferding, déi konsequent fir faktesch - ech betoune „faktesch“ -, an net just Gläichberechtegung um Pabeier antrëtt, sou wéi hir Virgängerin dat och scho gemaach huet.

Eng luewenswärt Initiativ ass d'Kreatioun vum Observatoire de l'égalité entre hommes et femmes oder femmes et hommes, deen et erlaabt, eng Datebank opzestellen an d'Realitéit ze beobachten am Hibleck op d'Bekämpfung vun den Inegalitéiten, mee och um Niveau vum Kampf géint d'Gewalt géint Fraen. Hei schaffen zwou engagéiert Ministesch direkt zesummen: d'Sam Tanson an d'Taina Bofferding. D'Gewalt géint Fraen ass net tolerabel an där muss mat alle Mëtten en Enn gesat ginn. An do wéilt ech och wierklech betounen, dass d'Ministesch Sam Tanson eng ganz konsequent Meenung huet, wat do d'Mëtten ubelaangt, fir d'häuslech Gewalt an de Griff ze kréien. Ech schwätze vun der Foussfessel, déi bestëmmt net am Budget steet, déi och net vill Geld kascht, déi awer wichteg ass, fir en Täter, deen ëmmer erëm géint d'Affer virgeet, op Distanz ze halen.

Ech mengen, dass vill Efforte gemaach gi sinn an der Vergaangenheet, mee dass awer och an deenen dote Froen nach vill Sputt no uewe bleift. Duerfir begrësse mer, dass d'Ressourcé fir de „Mega“, wat trotz deem villsoenden Numm e klenge Ministère ass, mat dësem Budget eropgeschrauft ginn.

Eng aner opschlossräich Etüd um Niveau vun den Inegalitéite kënnt vum Stater. Grad wéi d'Caritas leet och de Stater de Fanger an d'Wonn a warnt virum wuessende Problem vun der Aarmut, der vill ze héijer Aarmut zu Lëtzebuerg, inklusiv der steigender an erschreckender Aarmut, der „Deprivatioun“, wéi et gëschter genannt ginn ass, vun de Kanner vun elengerzéienden Elteren.

Richtig erschreckend ass an deem Kontext déi héich Zuel vu Menschen, déi eng sozial Moosnam müssen an Usproch huelen, fir iwwerhaapt nach kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen. Laut den Erhiewung vun der Chambre des Salariés sinn an engem Joer 104.195 Moolzeche vun der „Stëmm vun der Strooss“ zerwéiert ginn. Bei der Wanteraktioun waren et der 21.000. Dat muss ee sech virun Ae féieren.

Iwwer 52.000 Persounen sinn an engem Office social ageschriwwen. Ëm déi 600 Persounen goufen an engem Joer vu Médecins du monde ënnersicht, well se net sozialverséichert sinn. D'Sozialgeschäfte hu mëttlerweil bal 68.000 Clienten. A bei der Wanteraktioun gouf et 864 Iwwernuechtungen an engem Joer.

(Interruption)

Wat gelift?

All dës Zuelen an anerer stellen d'Regierung natierlech virun hir Verantwortung a viru grouss Defien. An et ass grad dës Verantwortung, déi d'Koalitioun mat hirer Regierungsekip iwwerheft.

Vun de Gesamtdenspen, déi de Staat fir 2020 virgesäit, sinn, wéi ech et scho gesot hunn am Ufank, 47 % fir d'Sozialleschtunge reservéiert, fir Transferten, Subsidien a Subventiounen. Dat ass richtig a wierklech wichteg, fir d'Situatioun vu ville Betraffenen ze verbesseren an zugläch de konventionéierten Associatiounen am Sozialberäich, wou ganz vill Benevolat gemaach gëtt, genuch Mëtten ze ginn.

Op d'mannst esou wichteg ass et awer och, am Logement endlech Neel mat Käpp ze maachen - ech mengen, et gëtt kee Riedner, deen net dovu geschwat huet -, mat der verstärkter Abeziung vun der öffentliche Hand. Ëmmerhi sinn d'Logementspräisser eng vun den Haaptursaachen vun der Iwwerverscheldung, déi och esouguer Mëttenverdenge mëttlerweil riicht an d'Aarmut féiert, vun Niddregverdenge guer net ze schwätzen.

An der rezenten Debatt iwwert de Logement ass scho ganz vill dovu gesot ginn, soudass ech elo net alles nach eng Kéier wéll widderhuelen. Et ass mer trotzdem awer wichteg ervirzestrichen, dass net nëmmen de Pacte Logement 2, mee och de Staatsbudget op méi Ënnerstëtzung setzt, virun allem um Niveau vum Locatif

a vum abordabele Wunnraum, wou och e Mentalitéitswandel agelaut gëtt.

Ech schwätze vum Objektiv, wat d'Logementspolitik ëmmer verfollegt huet. Et huet ëmmer dora bestanen, den akommeschwaache Persounen den Accès zu enger Propriétéit ze erliichteren. Elo gëtt am Budget explizitt ënnerstrach, dass den Accès zum Locatiounsmarché duerch finanziell Bähëllef vereinfacht muss ginn. Dat ass eng aner Saach an eng besser Schinn.

Fir deem eng gesetzlech Basis ze ginn, kënnt et zur Kreatioun vun engem entsprecheende Spezialfong, deen duerno mat den néidege budgetäre Kreditter gespeist wäert ginn.

Zu der Bekämpfung an der Preventioun vun Aarmut gehéieren donieft d'Depensé fir d'Centres d'accueil a fir d'Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement. Hei ginn d'Kreditter ëm een Drëttel erop, nach driwwer, mam Zil, Obdachlosen, mee och Familien, déi a prekäre Verhältnissen liewen, Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Hei geet et net drëms, wéi dat esou gäre behaupt gëtt, dese Menschen e Virdeel ze verschafe par rapport zu aneren. Dat ass net d'Zil. Et geet eenzeg an eleng drëms, den Héibergerment d'urgence als kuerzfristeg Léisung zur Verfügung ze stellen, fir deene Betraffenen et ze erlaben, eng Aarbecht ze sichen an nees an der Gesellschaft Fouss ze faassen.

D'Wunne muss a wäert endlech zu engem elementare Recht deklaréiert ginn, wat et erlaabt, dass déi Betraffe sech stabiliséieren an d'Reintegratioun an d'Beruffsliewe packen. Net fir näscht gëtt dowéinst och den Zougang zum Emploi mat 367 Milliounen fir entsprecheend Moosnamen ënnerstëtzt. An d'Verdeelung vun de Kreditter op 500.000 Euro, déi de Gemenge fir hir Integratiounsaarbecht um Terrain zeguttkommen, ass och begrëssenswärt, nieft der Erhéijung natierlech vun de Kreditter fir d'Foyers d'accueil an den Encadrement vun Demandeurs de protection internationale, déi e weidere Beweis ass, dass dës Regierung kee fale wéllt loossen.

Och wann dat leider Gottes näscht drun ännert, dass verschidde rietpopulistesche oder rietsextrem Tendenzen a Stréimungen déi sozial Medie mat friemefeindlechen Tiraden iwwerschwellen, sou ass all Euro, deen an d'Integratiounspolitik an an den Accueil vun Affer aus Krichsgebiddere investéiert gëtt, gutt investéiert!

All Cent an all Euro, Dir Dammen an Dir Hären, déi fir dës Moosnamen agesat ginn, droen derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech weiderhin toleranter, inklusiv a weltoppe wäert weiderentwéckelen, sou wéi mer dat gewinnt sinn. Dat ass jiddfalls eis fest Iwwerzeugung a mir wäerten och all zousätzlechen Effort vun dëser Regierung ënnerstëtzen, deen a Richtung Inklusioun a Gläichberechtegung geet, well nëmmen eng inklusiv a gläichberechtegt Gesellschaft eng fair Gesellschaft ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- An nëmmen eng intakt Émwelt ass eng Émwelt, an där mir eng Zukunft hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat hunn ech e puer, just e puer Haaptpilieren vun dësem Budget a kuerze Wieder op de Punkt bruecht. Op den éischte Bléck ass dëst Dokument grad wéi seng Virgänger och e Buch mat siwe Sigele, wat schwéier ze entzifferen ass. Et huet ganz vill Zuelen. Op deen zweete Bléck gëtt de Budget awer zu engem Buch, wat d'Handschréift vun dëser Regierung dréit a beweist, dass dës Koalitioun d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Hand hält an nohaltegestalt.

Als Gréng si mir frou, matverantwortlech ze si fir dës Politik an domat matverantwortlech fir eng besser Émwelt, eng besser Liewensqualität ...

(Interruption)

... a méi sozial Gerechtegkeet! Mir wëssen, et bleift nach vill ze dinn: „Wir schaffen es!“

Merci, a mir wäerten de Budget och stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madame Lorsché. Mir fueren de Mëtten um zwou Auer mat den Debatten iwwert de Budget virun. Ech wënschen lech e gudden Appetitt.

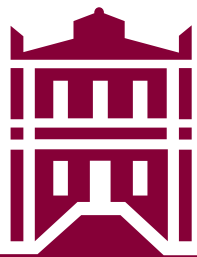
D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.11 heures.)

Le saviez-VOUS ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
2. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :
 - 1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;
 - 3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
 - 5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - 6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
 - 7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
 - a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
 - b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
 - c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
 - 8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;
 - 9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
 - 10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

- Discussion générale (suite) : M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. le Ministre Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Laurent Mosar, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Alex Bodry et Mme Josée Lorsché) - M. Franz Fayot (fait personnel) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Franz Fayot, M. Alex Bodry et M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) - M. Gilles Roth (dépôt des motions 3 et 4 et des amendements 1 à 3) (interventions de M. André Bauler, M. Laurent Mosar, M. le Ministre Dan Kersch et M. Mars Di Bartolomeo) - M. André Bauler - M. Sven Clement (interventions de M. Franz Fayot et Mme Martine Hansen) (dépôt de la motion 5) - M. Marc Spautz (dépôt des amendements 4 et 5 et des motions 6 et 7) (interventions de M. Alex Bodry et M. André Bauler) - M. Gusty Graas (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Laurent Mosar (interventions de M. Sven Clement, M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen) (dépôt de la motion 8) (interventions de M. Gilles Roth, Mme Djuna Bernard, Mme Josée Lorsché et M. Carlo Back) (dépôt de la motion 9 et d'une demande d'interpellation) (interventions de M. Eugène Berger et M. Gilles Baum) - Mme Carole Hartmann (interventions de M. André Bauler et M. Franz Fayot) - M. Fernand Kartheiser
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Alex Bodry et M. Laurent Mosar)

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maachen d'Sézung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

5° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;

9° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

10° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

11° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

12° la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

13° la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (suite)

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2020 virun. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

► M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech am Fong zwee Merciën direkt lassginn: deen een eise Kolleeg Yves Cruchten, Rapporteur vun dësem Budget, fir säi Rapport, deen, wéi och seng Virgänger als Rapporteur zum Staatsbudget, eng gutt Aarbecht gemaach huet an eng gutt Dokumentatioun zesumme-gestallt huet.

Wéi mer de Rapport an der Kommissioun zur Ofstëmmung haten, hat ech en nach net gelies. An der Tëschenzäit hunn ech dat awer nogeholl. Ech mengen, et ass och erëm eng Fläissaarbecht, déi do erauskënnt, an eng gutt Dokumentatioun, wou sécherlech deen een oder deen aneren oder vill vun eis och an Zukunft wäerte réckwierkend ëmmer erëm e Blick an de Rapport werfen, well et ass eng Grouf vu gudden Iddien a Propositionen, déi do dra sinn. An duerfir: Felicitatioun vun eiser Säit fir déi Aarbecht, déi de Kolleeg Cruchten gemaach huet!

Deen zweete Merci wëll ech un de Kolleeg Alex Bodry ginn, deen haut hei seng lescht Budgetsried gehalen huet - ech mengen, wat awer eng

Ried war, déi vläicht aus deem Normalen erausgaangen ass -, dee sech net esou politesch ausenanergesat huet, mee dee vläicht opgrond vu senge laangjäregen Erfahrungen, déi en als Politiker, als Buergermeeschter, Minister, Deputéierten huet, an elo eng nei Tâche am Staatsrot wäert iwwerhuelen, wou ech der Iwwerzeegung sinn, datt hie schonn dee richtige Mann ass, fir an de Staatsrot ze goen, wou en am Fong hei e Resümee gemaach huet vun Iddien an och am Kader vun enger Visioun vun enger Rei vu Problemer, déi mer an dësem Land wäerten an deenen nächste Jore begéinen.

Ech hunn dat wierklech ganz gutt fonnt vun him. En huet dat ganz explizit a gutt virbruecht. An ech mengen, mir wäerten, oder déi, déi dann hei an der Chamber Politik maachen, wäerten an deenen nächste Joren da vläicht déi eng oder déi aner Kéier un de Kolleeg Bodry zrëckdenken, un dat, wat en haut de Moien hei gesot huet, well en huet eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, déi sécherlech wäerten d'Aarbecht vun der Lëtzebuerger Politik an deenen nächste Jore betreffen. Duerfir: Merci un de Kolleeg Bodry! An ech wënschen him an eise Numm och bonne Chance. A wéi gesot, en ass fir mech dee richtige Mann op där Plaz, wou hien elo hikënnt.

► Une voix.- Très bien !

► M. Gast Gibéryen (ADR).- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staatsbudget, dat ass virun allem en déckert Buch mat villen Zifferen dran. Et si Chifferen, et sinn déi Zuelen, wou de Staat seng Suen hierhëlt, wou e se erakritt, fir d'Keess ze fëllen. An et sinn op där anerer Säit déi Chifferen, wou d'Suen erausginn, fir déi verschidden Iddien, déi politesch viséiert sinn a gewollt sinn, ze finanzéieren. Et ass duerfir d'Kärstéck am Joer vun der politescher Ausenanersetzung. Et ass dat wichtegst Gesetz, wat mer hunn, well eeben d'Politik fir e ganz Joer doranner festgeluecht gëtt. An duerfir ass et scho wichtig, datt mer eis domadder ausenanersetzen.

Ech wëll net dës Kéier, wéi an deene Jore virun, laang an de finanziellen Deel eragoen, mee ech wëll mech kuerz mat zwou Steiere befaassen, wat de finanzielle Volet ubelaangt, wat fir mech mat déi zwou wichtegst Steiere sinn, well et sinn déi, déi déi meeschte Steieren (veuiliez lire : Suen) an de Budget erabrëngen. Et sinn engersäits fir d'Betribler d'Kierperschaftssteuer an dann op där anerer Säit d'Steieren, déi déi physisch Persounen mussen bezuelen.

D'Kierperschaftssteuer, déi war fir eng ganz Rei vu Joren - véier, fënnf Joer, kann ee soen, vun 2010 bis 2015 - eng Steier, déi stagnéiert huet ëm 1,5 Milliarden. An et ass am Fong eréischt no 2015 ugaangen, wou mer eng Progressioun erlieft hunn, eng Progressioun, wann een dat bis dëst Joer kuckt, déi mer virun ni kannet hunn. 1,5 Milliarden iwwer Joren. 2016:

1.650.000.000. 2017: 1.960.000.000. 2018: 2.300.000.000. An elo 2019: 2.600.000.000. Et ass also all Joers en neie Rekord opgestallt ginn, wou eng enorm Progressioun an engem Zäitraum vu fënnf Joer quasi vun annerhallwer Milliard op 2,6 Milliarden ugewuess ass.

D'nächst Joer ass se réckleefeg. A mir begrëssen, datt d'Regierung och déi Zuel méi virsichteg agesat huet op 2 Milliarden 250.000 (veuiliez lire : 2.250.000.000), well mer alleguerte wëssen, duerch wat dee Rekord engersäits entstanden ass, awer och op där anerer Säit, wat fir eng Risiko eventuell kënnen op eis zoukommen.

Mir wëssen, datt mer d'Digitaliséierung agefouert hunn, datt mer doduerch d'Steierdeklaratiounen vun de Betribler, déi mussen iwwert dee Wee fueren, méi séier erakriegen an doduerch och d'Steiere méi séier erakriegen. An op där anerer Säit wësse mer, datt och d'Retarden opgeschafft gi sinn zum gréissten Deel an deene leschte Joren. An d'Verwaltung huet eis gesot, datt am Fong d'nächst Joer, 2020, nach een Deel Retarde wäerten erakommen. An da komme mer am Fong vun 2022 un oder 2021 un an eng Situatioun, wou mer kënnen soen: „Ma, dat ass de reelle Chiffer, dee mer un der Kierperschaftssteuer an engem Joer verdéngen.“

Et huet natierlech e kleng Bemoll, well soss hate mer an de Betribler eng Mouk leien. Et kéint ee soen: Et war en Apel fir den Dusch. An ech weess, wéi mer an déi Kris komm sinn 2008, dunn ass am Fong och vu staatlecher Säit versicht ginn, un déi Mouk ze goen. Déi ass elo net méi do, well mer déi elo opgeschafft hunn. Mir sinn elo bei der Realitéit ukomm.

Wann d'Regierung elo am Projet op 2 Milliarden 250.000 (veuiliez lire : 2.250.000.000) zrëckgaangen ass, ech mengen, da muss ee wëssen, datt mer engersäits keng Retarde méi kënnen erzéien. Mir wëssen awer och, datt mer dëst Joer eng Baisse hate vun engem Prozent bei der Kierperschaftssteuer, wou een elo och nach net weess, wat fir eng Auswierkungen dat huet. Mee déi wäerte schonn zum Deel d'nächst Joer bei de Steierdeklaratiounen vun de Betribler zum Virschäi kommen.

Mir kennen och déi weltwäit Onsécherheeten, déi doruechter bestinn, déi trotz allem ëmmer kënnen en direkten Afloss och op eis Staatsfinanze kriegen.

An dann, een neie Phenomeen, deen elo definitiv ginn ass, dat ass de Brexit. Ech mengen, vun der leschter Woch u wësse mer, datt de Brexit eng Realitéit ginn ass. Et ass ëmmer, och haut de Moien, hei gesot ginn, datt e Boris Johnson e Mënsch wier, deen net berechenbar wier. Ech mengen, mir ieren eis. Zënter der leschter Woch spëtstens mussen mer soen, datt e berechenbar ginn ass, well dat, wat hien nämlech gesot huet, datt e géif de Brexit duerchzéien, dat ass elo Realitéit.

An och, datt mer ëmmer gemengt hunn, d'Engländer, déi wieren net méi fir de Brexit. Mee wa mer säi Resultat kucken, dat sinn am Fong alles Leit, déi fir de Brexit gestëmmt hunn, well en dat virus ganz kloer gesot huet.

Wat d'Konsequenze sinn, dat wësse mer net! Mir wësse just, datt mer an Europa en Alliéierte fonnt haten. A Froen, déi d'Finanzplazen ubelaangt hunn, ware mer als klengt Land mat enger Finanzplaz ëmmer gutt beroden, e grousst Land wéi England mat enger Finanzplaz demiewent ze hunn, fir heiansdo dach awer kënnen gemeinsam Interessen ze verrieden.

Dee Partner hu mer net méi, mee mir hunn elo e Konkurrent! Virdu war et och e Konkurrent, mee elo gëtt et e Konkurrent, deen ausserhalb der Europäescher Union agéiert. Et ass also net méi dat selwecht, wéi dat virdu war.

An et ass och de Moien hei geschwat gi vun dem Handelsofkommes. An ech géif och mengen, datt d'Engländer do net wäerten um klengen Hiewel setzen, well et sinn net nëmmen d'Engländer, déi en Handelsofkommes brauchen, mee och déi europäesch Staaten. A wa mer wëssen, datt Däitschland hire gréissten Handelspartner England ass, da wäerten déi schonn derfir suergen, datt och en Ofkommes do zustane kënn. A wann d'Europäesch Union net à même wier, fir en Handelsofkommes ze maachen, da géif näischt aneschtens iwregbleiwen, wéi datt déi eenzel Staaten individuell géifen Handelsofkommes maachen. Dat wëlle mer sécherlech net.

Duerfir mengen ech, datt och an där heiter Phas, zum Schluss, d'Engländer um längeren Hiewel setzen an och vläicht, wat d'Finanzplaz Lëtzebuerg ubelaangt, eng aner Situatioun an huelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Duerfir sollte mer virsiichteg sinn, wat d'Kierperschaftssteuer ubelaangt. Wa mer méi era kréien, solle mer frou sinn. Mee Virsiicht ass ëmmer gutt bei de Recettë bei engem Budget!

Bei de physische Persounen hu mer och eng enorm Progressioun an deene leschte Joren erlieft. Abee, et huet een awer generell festgestallt, wann een zéng, zwielef Joren zrëck kucke geet, war am Fong d'Verhältnis tëschent der Betriebssteuer, der Kierperschaftssteuer, der Steuer vun de physische Persounen, dat war méi oder weiniger ausgeglichen. Et war 50/50 Prozent. Haut stelle mer awer fest, datt deen Equiliber ëmgekippt ass an datt haut am Fong déi physisch Persounen bal dat Duebelt u Steiere bezuelen, wéi d'Betriber bezuelen. Dat ass eng Entwécklung, déi nei ass.

Mee och d'nächst Joer wäerten déi physisch Persounen bal 500 Milliounen méi Steiere bezuelen. Virdu hu mer gesinn, d'Kierperschaftssteiere ginn erof duerch déi bekannten Ursachen. Bei de physische Persounen schwätze mer do net esou vun de Retarden, mee et ass och virun allem dorop zrëckzeféieren, datt den Aarbechtsmaart wäert wuessen. An et huet och dermat ze dinn natierlech, wann d'Léin an d'Luucht ginn, Indextranchen, alles dat huet och Repercussionen op d'Staatsrecettë bei de physische Persounen. Mee, wéi gesot, mir hunn d'nächst Joer eng enorm héich Progressioun do derbäi.

Physisch Persounen ginn d'nächst Joer 500 Milliounen erop an d'Betriber ginn der 350 Milliounen erof aus deenen Ursachen, déi ech virdu erklärt hunn.

Wat een awer muss wëssen, dat ass, datt bei de physische Persounen e grouse Problem besteet. Wa mer kucken, wéi séier datt d'Leit hei am Land direkt un den héchste Steiersatz vun 41 % kommen - da kënn jo nach d'Solidaritätssteuer derbäi an esou weider -, dann ass dat schonn en Taux, deen eiser Meenung no vill ze vill séier d'Leit un dee Maximum erukomme léisst.

Wann ee kuckt, zum Beispill een an der Steierklass 1, e Jonggesell, deen ass quasi bei 42.000 Euro um Héchsttaux ukomm. Dat heescht, all Euro, deen deen doriwwer verdéngt, kann ee soen, dovu gi 50 % verluer: engersäits 41 % Steieren, da kommen d'Sécurité sociale, d'Fleegerversécherung, d'Pensiounskeess derbäi, et bleift also nëmme méi d'Hallschent Rescht. 42.000, dat sinn 3.500 Euro de Mount. An ech mengen, datt ass elo awer en uerdentlecht Gehalt, mee et ass awer e Gehalt, wou vill Leit a Jonggesellen hei am Land driwwerleien, déi also ganz séier - ganz séier! - un den Héchststeiertaux kommen.

An der Steierklass 1a ass et 45.000 Euro. Dat sinn 3.750 Euro de Mount. Och dat ass een Taux fir eng elengerzéiend Persoun, wou een haut relativ séier un de Maximum vun der Steiertabell erukënn. An enger Steierklass 2, eng bestuete Koppel, do ass et am Fong dat Duebelt: 83.500 Euro oder ronn 7.000 Euro de Mount, awer da fir zwee Leit. Och dat ass en Taux, wou d'Leit ganz séier drukommen.

An ech mengen, wa mer iergendwou eng Kéier mussen upaken, a mir wiere frou gewiescht, wa mer dat direkt hätte kënnen maachen, wa mer dorauer eng Prioritéit gemaach hätten a mer hätten d'Steiertabell direkt ugepasst, fir eebe kënnen déi doten iwwerdrifwe Besteuerung aus der Welt ze schafen.

Et wäert natierlech vun der Majoritéit hei argumentéiert ginn, datt d'Majoritéit net bereet wier, am Virfeld vun der Steierreform eenzel Moosnamen, steierlech Moosname schonn duerchzezéien. Dat kéint ee gleewen, mee et muss een awer wëssen, datt direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod, an zwar haut virun engem Joer, kann ee quasi soen, d'Betriebssteuer awer ëm 1 % gesenkt ginn ass! An do ass am Fong keen heibanne gewiescht, dee gesot huet: „Mir waarden do eng Steierreform of, fir dat ze maachen.“ Mee fir d'Betriber ass et direkt um Ufank vun dëser Legislaturperiod gemaach ginn.

An elo, wou et ëm d'physisch Persounen geet, da gëtt gesot: „Ma mir mussen waarden, bis d'Steierreform dann eeben an zwee Joer oder an dräi Joer, Gott weess wéini, kënn.“ Mir fanne dat net richtig! An ech fanne et och vun eise Kollege vun de Sozialisten net richtig, datt déi direkt domat d'accord waren, datt d'Betriber Steiererliichterunge kréien, an datt déi Persounen, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, an d'Pensionnären näischt dovunner elo däerfe kréie virun engem Steierreform.

Ech kommen herno méi am Detail op d'Steierreform zrëck.

Dann e Wuert nach zu den Emprunten. Et gëtt ëmmer hei gesot, mir géifen am Geld schwammen. Sécherlech ass duerch déi ekonomesch Entwécklung d'Finanzsituatioun, budgetär gesinn, vill besser ginn. Mir si praktesch bei der schwaarzer Null ukomm d'lescht Joer, d'Joer. An et wier ze hoffen, quitte datt mer an dësem Budget nach en Defizit virausgesinn, datt deen am Laf vun der vläicht och duerch d'Evolutioun géif opgefaange ginn.

Mee et muss ee wëssen, datt mer viru Kuerzen ..., an dat ass dat, wat ech ëmmer gesot hunn, an et ass och de Moie schonn hei ugeschnidde ginn, datt de Staat seng Emprunten net zrëckbezilt. E bezilt d'Zinsen. Am Abléck brauche mer keng méi ze bezuelen op deen neie Prêt, mir kréie souguer eppes. Mee op där anerer Säit bezuele mer kee Kapital zrëck! An domadder gi mer deenen nächste Generatiounen eng lerschaft weider. Déi mussen dat iergendwann eng Kéier bezuelen.

Elo an dëser Phas, wou d'Finanze gutt sinn, hu mer et fir d'éischt fäerdegbruecht, datt am Kader vun Refinanzement vun engem Emprunt een Deel u Kapital zrëckbezelt ginn ass. Am Ganzen, de Moien ass de Chiffer vun Minister hei genannt ginn, 500 Milliounen, déi mer an dësem Joer konnten zrëckbezuelen. Dat begrëisse mer extreem, datt mer do bezuelt hunn.

Och wa mer elo en neie Fong schafen, an et gi keng Suen direkt an dee Fong gesat, mir hu léiwer, mir bezuelen d'Schold zrëck, wéi datt mer se do op d'Säit géife setzen. Duerfir begrëisse mer dat.

Mee mir mussen awer erëm 1,7 Milliarde finanzéieren, déi mer elo mat engem Minustaux vun 0,247 % op siwe Joer geléint kruten. An déi Differenz vun 1,7 Milliarden op déi 2 Milliarden, deen Emprunt, dee muss refinanzéiert ginn, déi 300 Milliounen, déi ginn aus der Tresorerie erausgeholl.

Wat awer net gesot ginn ass haut de Moien hei: Et ass wuel geswat ginn, datt de Budget nach en Defizit virgesäit vu 682 Milliounen fir 2020, mee net, datt awer och am Budget erëm en Emprunt ageschriwwen ass vun enger Milliard! Ob e gezu gëtt, wësse mer net. Mee ech hätt mer awer erwaart, datt souwuel de Rapporteur wéi vläicht d'Kollege vun de Majoritéitsparteien, wa se iwwer Emprunte schwätzen, gesot hätten, datt eeben och erëm en Emprunt virgesinn ass, fir eventuell kënnen an dem Joer gezunn ze ginn. Jee nodeem, wéi d'Finanze sech am Laf vun dësem Joer entwéckelen, ass also eng Milliard neien Emprunt am Budget 2020 virgesinn.

E Wuert zu de Spezialfongen. Och do sinn ech frou, datt mer heibanne lues a lues ëmmer elo awer zumindest de Courage hunn, fir dat offiziell ze soen - ech war een, deen dat ëmmer eleng heibanne gesot huet -, datt déi 2 Milliarden, déi mer op de Spezialfongen hunn, datt dat am Fong kee Geld wier, wat do wier, mee datt dat am Fong eng Écriture comptable wier, déi just dosteet, mee d'Geld wier net do.

Mir hunn eis an der Finanzkommissioun méi wéi eng Kéier doriwwer ënnerhalen. An ech mengen, de Moien hunn de Kolleg Bodry an och nach anerer kloer hei gesot, datt dat Geld net do ass, mee datt een am Fong ka soen: Déi Fongen, dat sinn Engagementer, déi géife geholl ginn, mee d'Geld ass net do. Mee d'Fonge

kréien am Fong all Joers iwwert de Budget déi Suen, déi se brauchen, fir dat Joer eeben hiren Engagementer nozokommen.

An ech wier och der Meenung, datt mer awer eng Kéier sollten hiegeen an dat esou zum Ausdrock bréngen, wéi et wierklech ass, well ech gesinn net an, datt mer do esou vill Fongen opzielen an dann duerno soen, et sinn zwou Milliarden, an a Wierklechkeet sinn déi Suen net do. Do misst ee sech awer eng Kéier iwwerleeën, ob een net sollt do ëmdenken an dee System ofschaffen an einfach soen: „Ma, mir ginn déi Suen op d'Fongen, déi gebraucht ginn.“ Fir all Kéiers mat deenen zwou Milliarden do ze jongléieren! An da gëtt ëmmer nach gerechent, wiwill ass d'Reserv d'nächst Joer a wiwill war se d'lescht Joer, an a Wierklechkeet ass dat Geld net do!

Ech mengen, et kéint een och eng Kéier ... A mir waren eis am Fong virun de Wälen och eng Kéier an der Finanzkommissioun eens, datt ee gesot huet, no de Wale sollt een dat eng Kéier kloerstellen. An ech mengen, et sollt een dat maachen. Da bräichte mer net all Joers hei doriwwer ze diskutéieren.

Deen neie Fong, dee mer elo schafen, de Fonds de rééquilibrage, deen niewent dem Zukunftsfong entsteet, dat sinn am Fong zwee Fongen, déi dann eeben aneschtens si wéi déi aner Fongen, wou zwou Milliarden dropstinn a keng Suen dra sinn. Bei deenen heite Fongen, well hei Suen draginn, déi si quasi blockéiert fir dat, wat an deene Fonge virgesinn ass an et kann een och nëmmen ënnert deene Konditiounen dorop zrëckgräifen mee déi Sue sinn do! An déi sinn aus der Tresorerie erausgeholl. Se sinn also ofgebucht ginn. An d'Sue stinn, kann ee soen, blockéiert op der Säit.

Dat fanne mir eng gutt Léisung. Dat si wierklech Reserven, déi de Staat sech kann uleeën! Ob dat elo den Zukunftsfong ass, wou mer 360 Milliounen drop hunn, oder de Fonds de rééquilibrage, wou am Fong, wa mer erëm eng Kéier sollte Plus-valuë maachen, déi Plus-waalen dropkommen.

D'lescht Joer hu mer hei diskutéiert, ob een net sollt - et war eng Propositioun vun eis, et ass awer, mengen ech, vun alle Kollegen och esou gesot ginn -, ob een net hätt solle scho zum leschte Joer Suen drophuelen. Mee mir sinn awer dermat awerstanen, wann de Staat Suen an der Tresorerie huet, gesi mer léiwer, mer bezuele Kapital vu besteeënden Emprunten zrëck, wéi datt mer déi Suen op d'Säit setzen.

Här President, ech géif dann zum zweeten Deel kommen, dat sinn d'Klimamoosnamen. Mir hunn d'Kzisen d'Joer den 1. Mee ëm 1 Cent beim Bensinn gehuewen an ëm 2 Cent beim Diesel. D'Regierung kritt iwwert d'Budgetgesetz d'Méiglechkeet, fir d'Kzisen iwwer e Règlement grand-ducal kënnen ze héijen. Dat ass näischt Aussergewéinlech. Dat ass och legal. Mee et sollt een awer wëssen, datt mat dësem Budget am Fong déi legal Basis geschaaft gëtt, fir datt d'Regierung kann eng Augmentatioun virhuelen, wa se dat wëllt.

Et muss een awer wëssen, datt déi zwee Cent, déi mer 2019 den 1. Mee gehéicht hunn, eng Minderung mat sech bruecht huet beim Diesel. Et ass wuel manner Diesel verkaaft ginn, mee op d'Joer gesinn, mengen ech, hu mer nach ee kleng Plus. Mee wat een awer muss wëssen iwwer dat Manner-Verkaufen, wat nom 1. Mee agetratt ass, virun allem wat den Transit vun de Camionen vun der Belsch hier ubelaangt, datt dat de Staatsbudget awer 35 Milliounen kascht. Also 2 Cent erofsetze (veuillez lire : eropsetze) vun den Kzisen um Diesel si 35 Milliounen manner am Staatsbudget.

Elo kann ee soen: „Ma, de Budget erreicht awer säi Resultat, wat e virgesinn hat, et ka souguer nach licht driwwer sinn.“ Mee wa mer déi 2 Cent net erofgesat (veuillez lire : eropgesat) hätten, da wieren nach 35 Milliounen weider an d'Staatskeess erakomm.

Wa mer elo gesinn, datt fir d'nächst Joer, wéini dat och ëmmer mag sinn, d'Kzise 4 Cent zousätzlech an d'Luucht ginn, da kann et sinn, datt den Tanktourismus weider erofgeet. E gëtt och vläicht erëm zum Deel opgefaangen duerch eng Progressioun, déi hei am Land besteet, mee ënnert dem Stréch maachen déi 4 Cent erëm 70 Milliounen manner aus, déi de Staat a seng Keess erakritt. 2 Cent: 35 Milliounen, 4 Cent: 70 Milliounen, soudatt mer, duerch déi zwee kombinéiert, awer 100 Milliounen manner an d'Staatskeess erakréien.

Wat ass d'Resultat dervun? Majo d'Residenten, d'Entreprises, d'Handwerksbetriber, déi mussen alleguer méi hei am Land bezuelen, fir dat ze kompenséieren!

Elo kann ee sech d'Fro stellen: D'Leit si jo net dergéint, fir eppes ze bezuele fir d'Klima, mee d'Leit géife gären e Resultat gesinn. Ass dann och elo eppes fir d'Klima geschitt?

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mee hei ass awer elo näischt fir d'Klima geschitt, well et fiert duerfir hei am Land keen ee Kilometer manner! D'Leit fueren alleguerten d'selwecht, well se mussen fueren. D'Entreprisë fueren alleguerten d'selwecht, well se mussen fueren. Se fuere souguer méi laang, well se vu Joer zu Joer méi laang am Stau stinn. Also stousse se nach méi CO₂ aus wéi virdu a se bezuele just weider.

Elo kéint ee soen: „Ma, wéi ass et da mat eisen Noperen, déi elo net méi heihinner tanke kommen, wou mir dann eebe kee Geld méi verdéngen?“ Bon, ma déi fueren och nach genauso vill an der Géigend ronderëm, am Ausland an och hei duerch d'Land. Also, mir bezuele méi, fir dat ze kompenséieren, an ënnert dem Stréch ass fir d'Klima absolutt guer näischt geschitt! An et ass dat, wat d'Leit opreegt, datt se mussen ëmmer méi bezuelen a méi bezuelen an et geschitt näischt fir d'Klima, well et fueren nach eemol esou vill Autoen a Camionen duerch d'Géigend, wéi dat virdu de Fall war.

De Budget kréie mer vläicht duerch d'Uwuesse vun Bannemaart, doduerch, datt mer méi Aarbechtsplazen zwar hunn a méi Recetten doduerch wäerte kréien, e bësse kompenséiert, mee déi 100 Milliounen, déi sinn ëmmer fort. A wéi gesot, déi heiten Akzisenherhéijung, déi bréngt dem Klima glat a guer näischt, ausser datt d'Leit mussen bezuelen, oder et kann een och soen: „D'Klima huet zwar näischt dervun, awer de Staatsbudget.“

D'CO₂-Steier, Här President: Niewent den Akzise kréie mer dann eng CO₂-Steier vun 20 Euro op der Tonn 2021. Dat mécht erëm eng Augmentatioun vu 5 Cent um Liter. 2022 5 Euro zousätzlech op der Tonn, 2 Cent um Liter. 2023 5 Euro zousätzlech op der Tonn, 2 Cent um Liter. Insgesamt sinn dat 9 Cent, déi duerch déi CO₂-Steier an deenen nächsten dräi Joer op eis zoukommen. Mee déi CO₂-Steier, déi gëtt net nëmmen um Bensinn an um Diesel op der Pompel opgehuewen, mee déi gëtt och um Masutt oder um Gas, zum Beispill bei de Leit doheem fir d'Heizungen, opgehuewen.

Da kann ee sech emol d'Fro stellen: Wat kascht dat elo eng normal Famill, déi Erhéijung vun den Akzisen a vun der CO₂-Steier? Wann een eng Famill hélt, mer huelen eng Koppel mat zwee Mëttelklass-Autoen, déi fueren 20.000 Kilometer d'Joer, se brauchen 8.000 Liter op 100 Kilometer (veuillez lire : 8 Liter op 100 Kilometer) a si huelen och nach 3.000 Liter Masutt. Se hu 6 Cent Akzisen, déi an d'Luucht ginn, 9 Cent Heizung, also insgesamt hu se eng Progressioun an dëser Legislaturperiod vu 15 Cent. (Se hunn ee Plus vu 6 Cent beim Masutt fir d'Heizung. An den Diesel geet ëm weider 9 Cent, also ëm 15 Cent an d'Luucht.) Dat mécht ee Plus um Auto, fir déi Koppel, vu 480 Euro, wa se Diesel fueren. An et mécht an der Heizung e Plus vun 180 Euro. Also am Joer 660 Euro kascht dat eng Koppel weider, d'Kzisenherhéijung an d'CO₂-Steier. Oder 55 Euro de Mount.

Op d'Fro an der Finanzkommissioun un den Här Finanzminister, ob dat dann elo all Erhéijung wieren, déi op den Akzisen oder op der CO₂-Steier an dëser Legislaturperiod géife kommen, huet de Minister gesot, hie kéint op déi Fro zu dësem Zäitpunkt net äntweren.

Mir gesinn also, wat elo scho virgesinn ass vun der Regierung, wat dat d'Leit kascht: Eng Koppel, wéi ech se elo genannt hunn, wéi gesot, 660 Euro d'Joer.

An domadder ass et net gedoen! Duerch dës Erhéijung vun de Präisser wäerten och aner Präisser klammen. D'Betriber wäerten déi Augmentatioun weider un hir Clientë facturéieren. An och d'Gemengentaxe wäerten an d'Luucht goen. Ech huelen eleng eng Verbrennungsanlag SIDOR, déi enorm Energie verbraucht, och do ginn dann d'Präisser an d'Luucht. Déi facturéieren déi weider un d'Gemengen. An d'Gemenge facturéieren se erëm weider iwwert de Wee vun den Taxen un hir Leit.

Dat heescht: Wann ech soe 660 Euro, dann ass dat den direkten Impakt, awer den indirekten Impakt, deen d'Leit ze bezuele kréien iwwert d'Betriber an iwwert d'Taxen, dee kënn do nach derbäi. Soudatt dat herno, ënnert dem Stréch, dach awer eng grouss Depense fir d'Leit wäert ginn. An, wéi gesot, de Problem ass: Dem Klima ass guer näischt gedéngt!

Firwat menge mer dann, mir missten déi CO₂-Steier do aféieren? Ma mat der Absicht eeben, fir den Tanktourismus zrëckzeféieren an domadder eis national Klimabilanz kënnen no ënnen ze féieren, se ze verbesseren.

Insgesamt gëtt d'Klimabilanz awer net besser! Si géif vläicht hei zu Lëtzebuerg besser ginn, mee da geet se eeben elo, wat se hei erfroget, an den Nopeschlänner an d'Luucht, well dann eeben do getankt gëtt.

Et kann een also, wann ee wëllt, seng national Klimabilanz domadder verschéieren, mee da geet se an den Nopeschlänner an d'Luucht. Mee dem Klima insgesamt gëtt domadder näischt geholf.

A wann eis Noperen elo, Här President, an dat schéngt jo de Fall ze sinn, och d'CO₂-Steier aféieren a vläicht op deem selwechten Niveau, vläicht souguer méi héich, dann hu mer um Tanktourismus jo guer näischt geännert, well da komme se erëm heihinner tanken! Well da si mir, trotz CO₂-Steier, duerch eng CO₂-Steier, déi si agefouert hunn, awer erëm interessant. Dann hu mer eng Situatioun, dat hei an an den Nopeschlänner méi bezuelt gëtt, dat mer fir d'Klima näischt gemaach hunn an dat eis Klimabilanz ënnert dem Stréch trotzdem net besser ginn ass, mee nach d'selwecht bleift, well se nach ëmmer virun heihinner tanke kommen.

Duerfir, d'Regierung hätt besser gehat, si hätt eppes Direktes gemaach. Zum Beispill dat se Initiative geholl hätt a se hätt de Wuesstum kontrolléiert, dat d'Leit aus dem Stau erauskomm wieren, amplaz dat d'Stauen all Dag méi grouss ginn. Well all Stonn, wou d'Leit an de Stau sinn, gëtt esou vill CO₂ an d'Klima produzéiert (veuillez lire : an d'Émwelt ausgestouss). Do hätte mer kënnen eppes Direktes maachen. Mee och do wäert en an d'Luucht goen, wéi gesot, well d'Staue vu Joer zu Joer méi laang ginn.

E Wuert zur Wuesstumspolitik. Ech ginn haut net an d'Detailer vun der Wuesstumspolitik an, dat hat ech am Kader vun der Lag vun der Natioun gemaach. Mee mer mussen awer wëssen, dat déi grouss Problemer, déi mer hei am Land hunn, ech wëll dat just rappéléieren, sief dat de Logement, sief dat d'Mobilitéit oder sief dat elo, dat mer musse Personal beim Staat rekrutéieren oder egal wat, dat déi alleguer op deen onkontrolléierten an iwwerdrüwene Wuesstum zréckzeféiere sinn.

Ech stellen awer mat Satisfaktioun fest, dat ëmmer méi Leit am Land sech där Problematik bewosst ginn an zur Konklusioun kommen, dat mer net weider esou kënnen wuessen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. D'Leit am Land mierken dat elo. An et stellt een och fest, dat ëmmer méi Leit sech géint de Wuesstum do opposéieren, well d'Liewensqualitéit bleift op der Streck an d'Liewensqualitéit ass de Leit eppes wäert. An duerfir sinn ëmmer méi Leit, déi sech mat där Problematik do ausersetzen. A mir als Politik, ech hunn dat och déi leschte Kéier gesot, och eng Majoritéit kënnt net derlaanscht, fir sech wierklech mat där Problematik seriö ausenanzesetzen.

Eise Kolleg Yves Cruchten war virun e puer Wochen, 14 Deeg ongeféier, moies bei RTL Invité am Studio an am Kader vun der Wuessumsdebatt huet en du gesot, et misst een agesinn, dat d'Land weider wäert wuessen. Dat wier kee politesche Choix, mee eng Realitéit. Ech géif soen: „Dat ass esou falsch, wéi et nëmme ka falsch sinn.“ Alles ass e politesche Choix! Soss bräichte mer keng Gesetzer, keng Regierung an och keng Chamber.

Et ass e politesche Choix, dat Google heihinnerkennt. A wien huet Google gefrot? Google huet jo net selwer gefrot! Si hu jo selwer deklaréiert, si wiere vun der Regierung gefrot ginn, fir heihinnerzokommen! Also ass et e politesche Choix, dat se heihinnerkommen!

Wien huet der Jugurtsfabrik d'Terraine verkaaft? Ma de Staat huet der Jugurtsfabrik d'Terraine verkaaft! Et war also e politesche Choix, dat déi Jugurtsfabrik soll heihinnerkommen!

Wien decidéiert iwwer Steieravantages, Rulingen? D'Politik! Soss decidéiert keen doriwuer. Also alles, wat mat Wuesstum ze dinn huet - wien decidéiert, wou gebaut gëtt, wéi gebaut gëtt, wou zoubetonéiert gëtt -, d'Politik decidéiert! Et ass also alles e politesche Choix, wat hei geschitt. Dat ass d'Realitéit. An et ass net, wéi de Kolleg Cruchten gesot huet, et wier kee politesche Choix. Et ass alles e politesche Choix!

De Wuesstum beschäftegt awer och d'Kolleginnen an d'Kollegen heibannen. Sou huet zum Beispill de Minister Claude Turmes am Sozialalmanach vun der Caritas d'Joer, 2019, en Artikel gehat, „Mehr Seele statt mehr Singapur“, wou e geschriwwen huet: „Es geht darum, zu verhindern, dass neben dem sozialen Verteilungskampf auch ein Kampf um die immer knapper werdenden natürlichen Ressourcen wie Wasser, Natur und Boden einsetzt. Wenn Trinkwasserressourcen schwinden, zusätzliche Emissionen Luft und Klima bedrohen, muss verantwortlich entschieden werden, wie die Bedürfnisse der zukünftigen Generationen mit den Ansprüchen der aktuellen Industrie-, Verkehrs- und Bautenpolitik in Einklang gebracht werden können.“

Ech mengen, déi Analys do, déi kann ee mat zwou Hänn ënnerschreien. Déi ass richtig!

Mee da muss ee sech d'Fro stellen: Mee wéi ass dann awer d'Realitéit, wann ech eng Regierung hunn, déi op maximale Wuesstum setzt? An och dese Budget ass op maximale Wuesstum ausgerichtet. Wéi kann een esou eppes schreien a gläichzäitig als Regierung alles maachen, fir zum Beispill eng Jugurtsfabrik, Google op Lëtzebuerg ze kréien, an alles op maximale Wuesstum trimmen? An dann ass et natierlech och esou, dat dat doten ee Minister ass, ee grénge Minister, mee du hues awer och aner Ministeren, en anere grénge Minister!

Zum Beispill schreift de François Bausch am Summerinterview am „Lëtzebuurger Wort“ vum 9. September d'Joer iwwert de Projet Google: „Wort: «Theoretisch könnte Luxemburg sich zurückziehen. Ist das eine Option?» - François Bausch: «Bei Google fände ich das falsch (...) Wenn wir das Datenzentrum nach Luxemburg bekämen, wäre das ein gutes Signal (...) Es wäre ein Fehler, ausgerechnet bei Google einfach Nein zu sagen.»“

Dat heescht, do ass dann also ee grénge Minister, dee seet: „Wenn Trinkwasser schwindet“, misste mer oppassen. Wann d'elektresch Ressourcen un hir Capacitéit kommen, da misste mer oppassen. An hei ass awer een anere grénge Minister, dee seet, dat wier falsch. „Mir müssen déi onbedéngt huelen. Mir musse kucken, egal wat dat elo u Waasser, egal wat u Stroum ass, mir müssen déi huelen.“ Et wier falsch.

Dat eent ass eng Sonnesried an dat anert ass d'Realitéit!

Wann ee kuckt, wat Google u Stroum brauch, ech hat bei der Lag vun der Natioun gesot, dat mir Chiffere gesot kritt hunn, déi mir extrem héich fonnt hunn. A mëttlerweil gëtt e Prozentsaz vun 12 % genannt. Déi Informatiounen, déi mir kritt hunn, ech kann lech soen, déi leie vill méi héich wéi 12 % an déi sinn och net vu Leit komm, déi iergendwann eng Kéier e Patt ze vill geholl haten, mee déi si vu Leit komm, déi wierklech direkt un der Source sätzen. A wann deenen hir Prozenter stëmmen, dann ass dat heiten eng Bagatell par rapport zu deem, wat an der Realitéit wäert antrieden. Mee loosse mer elo emol bei deenen 12 % hei bleiwen!

Wann dat dann 12 % vum gesamte Stroumverbrauch hei zu Lëtzebuerg ass, da sinn dat 770.640 Megawatt Stonnen. Wa mer elo géife soen: „Ma, da maache mer dee Stroum selwer, mir maache Wandmillen“, da misste mer mat de Wandmillen, wéi se am Abléck fonctionéieren, ronn 100 Wandmillen opriichten. Dat heescht, am Eislek kritt all Kopp eng ganz Rétsch vu Wandmillen dohinner gericht eleng fir de Stroum vun Google. Dat heescht, déi nei Postkaarten ...

(Interruption)

Déi nei Postkaarten, déi da vu Lëtzebuerg géifen erauskommen, dat wiere Wandmillen, an drënner ...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Gibéryen, déi do Zuel vun 100 Wandmillen ass genausou falsch wéi dat, wat Der virun enger gewëssener Zäit gesot hutt, dat et vill méi héich wär wéi déi 12 %. Wannechgelift informéiert lech ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech schwätzen elo! Hei ass ... Ech weess net, Här President, wat ...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Et ass einfach falsch!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Sot et nach eng Kéier, ech hat et net verstanen! Et war bestëmmt gutt.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir hutt deemools schon eng Spekulation an d'Luucht ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Hei, wannechgelift, generell e bësse méi roueg!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir hutt jo selwer elo gesot, ...

(Hilarité et brouhaha)

Dir hutt jo elo selwer gesot, dat Der virun enger gewëssener Zäit Chifferen an de Raum

hei gesat hutt, wou elo bestätegt ginn ass, dat déi net an där Gréisstenuerdung wäeren, mee dat et 12 % wär vum gesamte Stroumverbrauch.

Gutt. Elo sot Der, wa mer dat missten erreechen, da bräichte mer 100 Wandmillen. Dee Chiffer ass tout simplement falsch. Méi ass dozou net ze soen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Tjo. Ech ka jo och soen, dee Chiffer vun 12 %, deen ass tout simplement falsch, well e wäert net esou antrieden. Ech kann lech just soen, mir hunn dat vu Spezialisten, déi an dem Wandmilleberäich sinn, gesot kritt, bei der aktueller - bei der aktueller! -, wéi mer se momentan opriichten, brauche mer der 100. An dann ...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Da kommt, mir eenegen eis drop, ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Da loosst mech dach emol ausschwätzen!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Da kommt, mir eenegen eis drop, dat mer aner Chifferen hunn ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här Minister, Dir géift guer näischt verléieren, ...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- ... an eng Kéier doriwuer sollte seriö diskutéieren.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift, d'Regierung kritt d'Wuert, mee si muss sech et fir d'eischt froen!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Voilà! An, wann Der mech net ënnerbrach hätt, da steet mäin nächste Saz hei: Bei där nächster Wandmillegeneratioun brauche mer der 50.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dat ass och falsch.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Nee! Bon, da kennt Dir, ech weess net, wat Dir studéiert hutt, da kennt Dir op jidde Fall vill méi wéi déi Leit, déi dat studéiert hunn an déi Dag fir Dag an där heiter Branche an och hei zu Lëtzebuerg am Wandmilleberäich schaffen an aktiv sinn!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Déi hunn eis déi Chifferen do ginn. Dat ass vu kompetenter Säit. Wann natierlech den Här Minister elo mengt, hie wier méi kompetent wéi déi, da loosse ech him dat awer gären zoukommen. Mee déi aner Leit wäerten dann awer de Kapp iwwer lech rëselen.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Gibéryen, mat deem, wat mer studéiert hunn, do brauche mer eis allen zwee net ze bretzen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Déi hu mir vun deene Leit kritt, déi hei zu Lëtzebuerg d'Wandmillen opriichten, déi hunn eis déi heite Chiffere ganz genau ginn. An ech trauen, éierlech gesot, Här President, deene Leit méi wéi dem Här Minister.

Am Abléck sinn 71 Wandrieder weider geplangt hei am Land, op aacht Sitten. Dat ass, wéi gesot ... A nee, 71 hu mer der am Abléck an et si 40 neier op aacht Sitte geplangt. Déi nei Generatioun vu Wandmillen, déi kaschte 6 Milliounen, mat den Infrastrukturen, an déi ginn dann och jee nodeem staatlech subventionéiert.

Dann zu den Aarbechtsplazen. Hei muss ee sech d'Fro stellen: Wou gi mer an Zukunft déi Aarbechtsplaze sichen? Mir wëssen, den Här Finanzminister huet bei der Presentatioun vum Budget gesot, dat mer d'nächst Joer, sot en, weider zousätzlech 15.000 Aarbechtsplaze géife schafen. Dat wier also erëm en neie Rekord. Elo virun dräi Wochen huet d'Chambre des Métiers gesot, dat hinnen am Handwierk an am Bau am Abléck géifen 9.400 Aarbechtsplaze (veuillez lire : Aarbechter) feelen, déi si direkt kéinten astellen, wa se se hätten, mee si hätte se net.

Mir soen elo, d'nächst Joer kommen der nach eng Kéier 15.000 bäi. Wou gi mer déi sichen?

An der Grenzregioun hu mer bal alles ausgeschöpft, wat auszuschöpfen ass.

► **Une voix**.- Ausschäffen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ausschäffen.

Et si vill Leit aus der Grenzregioun, déi sech haut schon d'Fro stellen, ob et iwwerhaupt nach derwäert ass, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, well déi stinn téschent dräi a véier Stonnen den Dag am Stau, moies, wa se kommen, an owes, wa se heemfueren.

D'Differenz téschent dem Loun, dee se hei hunn a bei sech géife verdéngen, déi muss scho relativ grouss sinn, fir dat se dat op sech huelen. Leit am Niddreglounberäich, do ass d'Differenz guer net méi esou grouss. An do gëtt et ëmmer méi Leit, déi soen: „Ma, mir huelen dat net méi op eis, nach just fir 100 oder 200 Euro all Dag véier Stonnen am Stau ze stoen.“ Dat heescht, et wäert ëmmer méi schwéier ginn, fir Leit aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg ze kréien, eebe well d'Un- an d'Offaarten déi Leit wäerten ëmmer méi enner Drock setzen a se sech dat wäerten iwwerleeën.

Elo gëtt proposéiert vun der Chambre des Métiers, dat mer missten envisagéieren, fir d'Leit méi wäit sichen ze goen.

► **Une voix**.- Wéi dann?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass eng gutt Fro! Wann een d'Leit méi wäit siche geet an et bréngt ee se heihinner, da muss ee wëssen, dat sinn dann och Leit, déi mussen dann och heihinner wunne kommen. An do ass d'Differenz zu de Frontalieren, fir d'Frontaliere brauche mer kee Logement hei zu Lëtzebuerg. Mee wa mer d'Leit méi wäit siche ginn, da mussen dat och e lauter Leit sinn, déi mussen hei kënnen wunnen. Dat heescht, da gëtt den Drock op de Wunnengsmaart nach méi grouss!

Sidd Der net averstanen, Madamm Beissel!

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Nee, guer net.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Firwat dann?

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Ma éischters fanne mer keng méi. Duerfir mussen och Leit sech ëmmer méi wäit vu Lëtzebuerg ewech beweegen, fir sech Leit mat Qualifikation artisanale sichen ze goen.

An zweetens sinn ëmmer méi Artisanen, déi net méi wëllen am Stau stoe vun der Groussregioun, déi iwwerall versichen, eng Chambre meublée zu Lëtzebuerg ze kréien.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Maja!

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Dat, wat Der sot, ass net richtig!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wat ass net richtig? Ma wann déi Leit heihinnerkommen, ...

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Déi zwou Saachen, ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ... déi mussen dach wunnen!

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Déi zwou Saachen, déi Der gesot hutt, sinn net richtig!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wat ass net richtig?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Déi zwou Saachen.

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Déi zwou Iddien, déi Der elo gesot hutt: vun de Frontalieren an dass d'Patrone soen, si misste méi wäit siche goen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma dat hunn d'Patrone gesot!

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Ma nee, Dir hutt gesot, an da misste se hei logéiert ginn an hei an do. Da bréngt eis der vun hei!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Majo, ech hu jo net gesot, ech géif se siche goen!

(Hilarité)

D'Patronen ...

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Nee, mee et si keng méi do.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- D'Patronen hu gesot, ...

(Interruption par Mme Simone Beissel)

D'Patronen hu gesot, ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Dir sidd net concernéiert do dervun, mee et si keng méi do!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma, Madamm Beissel, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... d'Patronen, ...

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Soss bräichte se net esou wäit sichen ze goen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ... d'Chambre ...

(Brouhaha)

Majo sécher, dat hunn d'Patrone jo op enger Pressekonferenz viru 14 Deeg gesot: Si géife keng méi hei fannen a si géifen och keng méi an der Grenzregioun fannen. An dunn hu se gesot: „Mir mussen elo ons iwwerleeën, ob mer déi Leit net méi wäit musse siche goen.“

Dat hunn d'Patronen op enger Pressekonferenz viru 14 Deeg gesot, d'Chambre des Métiers! Dir waart vläicht deen Dag net um Radio oder am Land, datt Der dat net matkritt hutt, mee dat hunn d'Patronen op enger Pressekonferenz gesot!

An da soen ech: Wa mer déi Leit méi wäit siche ginn, dann ass dat jo net an d'Grenzregioun, da gi mer se méi wäit sichen, ma da mussen déi Leit awer hei kenne wunnen! Also musse mer och e Logement maachen. A mer wëssen, wéi d'Logementspräisser hei sinn a wéi den Drock um Logement ass.

Dat ass eng Realitéit! Madamm Beissel, ech wollt lech dat awer soen. Frot emol eng Kéier no op der Chambre des Métiers, déi kenne lech dat alles confirméieren, wat ech elo hei gesot hunn, well si hunn et viru 14 Deeg op enger Pressekonferenz gesot! Déi Chifferen, déi ech gesot hunn, an och, datt se wëlle méi wäit siche goen, well se keng méi an der Grenzregioun fannen! Voilà!

Da kommen ech op en anere Punkt, dat ass d'Aarmut. D'Regierung an d'Majoritéit, déi ginn net midd fir ze soen: „Dem Land geet et gutt.“ An de Premier seet dann och ëmmer: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen.“ Et ass e flotte Slogan. Dat stëmmt och fir eng Partie Leit! Dat stëmmt och fir eng Partie Leit. Mee et ass eng Zuel vun deenen, eng grouss Zuel an ëmmer méi eng grouss Zuel vun deenen, deenen et net esou gutt geet, deenen et ëmmer méi schlecht geet, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An ech brauch net d'Chifferen ze nennen, haut de Moie si se iwwereng och hei genannt ginn, wivill Leit bei den Office-sociale vun de Gemengen ageschriwwen sinn, wivill hei a wivill do: Mir kennen dat. An ech mengen, wann een déi Rapporte liest an alles, da weess een, datt mer hei am Land ëmmer méi Leit kréien, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An da muss ee sech d'Fro stellen, wa mer hei schwätze vun 20 % vun de Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, wéi dat an engem esou räiche Land wéi Lëtzebuerg méiglech ass. De Gruef tëschent Räich an Aarm gëtt ëmmer méi grouss. De Rapporteur huet gëschter am „Wort“ gesot: „Die Schere geht immer weiter auseinander. Die Armen stagnieren und die Reichen werden immer reicher.“

Et ass richtig, wat de Rapporteur do gesot huet a wat och aner Kollegeen an deem Zesammenhang soen. Mee ech mengen, et muss een dann awer och emol e bëssen a sech eraucken! Wéi eise Kollege Cruchten dat dote geschriwwen huet, dunn hunn ech geduecht: „Majo, en huet Recht an deem, wat en do seet.“ Mee sinn d'Sozialisten an der Regierung oder sinn déi net dran? A wéi laang si se an der Regierung?

► **Une voix.** - Méi laang wéi d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo. Well wann d'ADR esou laang dra wier, da wier dat mat der Aarmut net esou.

(Brouhaha et hilarité)

Mee bei de Sozialisten, ...

(Hilarité, exclamations, interruption par M. Dan Biancalana et coups de cloche de la présidence)

... mee mat de Sozialisten, ...

(Brouhaha général)

... mee mat de Sozialisten, Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mat de Sozialisten ass dat nun emol eeben esou.

Ech war op den ... Ech wouss wierklech net, wéi laang datt d'Sozialisten an der Regierung wieren. Et ass schon esou laang hier, du war ech op hire Site kucke gaange gëschter. An do steet dann dran, si wiere permanent vun 1984 bis haut an der Regierung, mat enger Ausnam vun 1999 bis 2004. Dat heescht, vun 1984 bis haut waren d'Sozialisten 30 Joer an der Regierung! 30 Joer an der Regierung! Fir dann elo heihinnerzecommen, Här Parteipresident vun der LSAP, ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An et ass dem Land net schlecht dobäi gaang!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Fir dann heihinnerzecommen an ze soen, de Gruef tëschent Aarm a Räich wier nach ni esou grouss gewiescht wéi elo! Et kann een och soen: No 30 Joer Sozialisten an der Regierung war de Gruef nach ni esou grouss tëschent Aarm a Räich wéi elo. Dat ass d'Tatsaach!

An da kommt elo net heihinner a macht, wéi wann Der eppes géift fir déi kleng Leit maachen, well Aert Resultat, 30 Joer Sozialisten an der Regierung, ass dat Resultat, wat mer haut hei hunn: déi gréissten Aarmut, déi dëst Land jeemools erlieft huet!

A wann d'Sozialisten hei zu där Konklusioun kommen, dann ass dat een Aarmutszeugnis, wat si sech selwer ausstellen!

An da muss een d'Fro stellen: Wat ass da Konkreetes an deem Budget, wat dee Gruef do géif méi kleng maachen? Näischt! Näischt Konkreetes ass an deem Budget, wat dee Gruef do géif méi kleng maachen. Am Contraire: D'Erhéijung vun den Akzisen an d'CO₂-Steier wäerten un alleréischer Stell déi dote Leit treffen! Déi mat de gudden Paien, déi verkräften déi 15 Cent. Déi verkräften och déi 660 Euro d'Joer. Mee déi mat deene kleng Paien, déi hu Problemer, déi ze verkräften. An da kommt net heihinner a sot, Dir géift ... Mat Är Politik maacht Der de Gruef nach méi grouss, wéi e schon ass!

► **Une voix.** - Dat stëmmt guer net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, dat stëmmt! Jo, Dir sot alleguer, dat géif net stëmmen, wat ech hei géif soen. Mee loosse mer d'Leit dobaussen, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... loosse mer d'Leit dobaussen decidéieren! An d'Fakten, déi kloer sinn, déi beweisen, datt mer haut esou vill Leit an der Aarmut hu wéi nach ni. An dat trotz, Här Parteipresident vun der LSAP, ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mer schwätzen op Facebook doriwwer.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... d'Sozialisten ... Elo wëllt Der d'Theema wiesselen! Elo wëllt Der d'Theema wiesselen, well Der hei de Krich verléiert, well en ass net ze wannen.

(Brouhaha et hilarité)

Well en ass net ze wannen! Et ass Äert Resultat: 30 Joer Sozialisten, déi gréissten Aarmut am Land, déi mer jeemools haten!

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Wann Dir vu Krich schwätzt, ass dat eng Frechheet vis-à-vis vun all Zaldot!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An dann, Här President, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Den Hoppen Théid huet e wierdegen Nofolger.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... dann ...

(Hilarité)

Jo, jo! Ech liesen lech elo nach eppes anescht vun engem Hoppen Théid vir!

(Hilarité)

Dir sidd jo, Dir sidd jo ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... an der Lëtzebuergescher Sozialistescher Aarbechterpartei, déi dem „Tageblatt“ ganz no steet. Ganz no steet! Dann hutt Dir jo och sécher den ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... Leitartikel haut am „Tageblatt“ gelies mat dem Titel: „Wer hat uns verraten?“ An do geet et drëm, datt d'Sozialisten net méi do wiere fir déi Leit, déi se am Fong misste vertrieben, fir den Aarbechter, mee datt d'Sozialisten am Fong déi sinn, déi versichen, fir ënnert déi ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Gibéryen, wannechgelift, den Här Kersch wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Kersch soll sech elo e puer Minutte berouegen an d'Regierung huet herno Zäit, da kritt hien d'Wuert. Den Här Kersch wëllt mech elo schon hei ennerbriechen, ier ech ufänken, eppes ze soen. Deen Trick geet net! Also ech wäert dat heiten elo schéin erklären. Dir sidd jo ... Jo, jo, ech liesen lech d'„Tageblatt“ vir!

(Interruption)

Majo sécher, ech liesen lech d'„Tageblatt“ vir! An zwar geet et dorëm, datt d'Sozialisten am Fong politesch d'Planche huelen, fir e Sprangbriet ze kréien, fir an d'Verwaltungsreit vu multinationale Konzernern ze kommen.

An da ginn do opgezielt, zum Beispill den Tony Blair, de Gerhard Schröder, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - O, wat sidd Der lues am Virlesen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... de Jeannot Krecké ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Geet et?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... an neierdëngs den Étienne Schneider.

(Brouhaha, hilarité et coups de cloche de la présidence)

An da steet dran: „Alle diese ...“

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wat huet dat mam Budget ze dinn?

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass, fir lech ze hëllefen, erëm op de richtige Wee ze kommen! Dorëms geet et mir.

(Hilarité générale et coups de cloche de la présidence)

Dorëms geet et mir. Mee Dir wëllt net op de bessere Wee kommen!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Dir wëllt net op de bessere Wee kommen!

Lauschtert elo no, ...

(Interruption)

... wat d'„Tageblatt“ de Moien am Leitartikel geschriwwen huet!

„Alle diese Männer sind Mitglieder in Parteien, die sich vorgeblich für die Rechte der Arbeiterklasse engagieren. Nur haben sie selbst mit Arbeitern oder deren Representation nichts zu tun: Sie haben die Politik als Startrampe für eine Karriere im internationalen Big Business genutzt und sind nun willfähige Handlanger jener Kapitalisten, vor deren Interessen sie ihre Wähler eigentlich einst beschützen sollten.“

An da geet et virun: De Schröder hat wenigstens noch den Anstand gehabt, seng Amtszeit nach fäerdeg ze maachen, net wéi den Étienne Schneider. „Krecké machte es ihm (veuillez lire : in Luxemburg) vor und Schneider zieht wohl nach: « Was kümmert mich mein Mandat? Ich habe eine Karriere! » Wenn das die sozialdemokratische Auffassung von staatspolitischer Verantwortung ist, hat die LSAP die wirtschaftsliberale DP inzwischen rechts überholt.“

Här President, ...

(Interruption par M. Georges Engel)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wou steet dat, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat stoung am „Tageblatt“, haut!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass dach net méiglech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat stoung am „Tageblatt“, haut!

(Hilarité générale)

Ech hunn och geduecht ...

(Coups de cloche de la présidence)

A wann d'„Tageblatt“ dat scho schreift!

(Brouhaha)

Wann dat elo am „Wort“ gestanen hätt oder am „Journal“, dann hätt ee gesot, ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Hei, wannechgelift!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - En huet et souguer op Pabeier derbäi.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... mee wann dat awer am „Tageblatt“ steet, da muss et wierklech schrecklech sinn! Da muss et schrecklech sinn, well wa se emol déi eng oder déi aner fléie loossen, d'Sozialisten, da schreift d'„Tageblatt“ jo näischt. Also wann dat heiten esou krass, ...

(Interruption)

... esou krass am „Tageblatt“ steet, da muss et wierklech verdammt schlëmm ausgesinn em d'Sozialistescher Partei!

An nodeem den Här Krecké dann elo eng Plaz do kritt hat, kritt elo den Här Schneider eng, an ech mengen, Här Parteipresident, Dir hutt jo dee Posten ugezielt, da wësse mer jo och schonns, wou Är Karriär vläicht eng Kéier lant.

(Hilarité et brouhaha)

► **Une voix.** - Dat kenne mer jo net wëssen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ...

Ech hu gesot „vläicht“, ech hunn et net behaapt. Ech hu gesot „vläicht“. Mee d'Chance ... Jamais deux sans trois !

Här President, ...

(Hilarité)

... da gëtt geschwat vum Bien-être. Vum Bien-être. Ech sinn domadder d'accord. Mir kenne nach e Gremium schafen, mir kenne der och nach zwee schafen, mee ech mengen, et ass alles bekannt. Mir wëssen, wivill Leit ënnert der Aarmutsgrenz sinn, mir wëssen all d'Chifferen, déi mer wëllen. Mir brauchen der Caritas hire Sozialalmanach all Joers, do kréie mer alles presentéiert. Mir kréie vu riets a lénks.

Mir kenne awer elo nach eppes maachen. Ech muss lech soen, ech war de Samschdeg virun acht Deeg zu Esch an der Uelzechtstrooss, e ganze Mëtteg. Ech brauch am Fong keng Étude maachen ze loossen. Ech hu gekuckt, wann d'Leit komm sinn, wou se akafe gaange sinn a wou se net akafe gaange sinn, a wat d'Leit mer gezielt hunn. Da weess een alles. Da weess een alles! Et brauch ee just ënnert d'Leit ze goen. Mee wann ech mech als Sozialist an de Verwaltungsreit ronderëm beméien an tummelen, da ginn ech dat net gewuer. Gitt ënnert d'Leit! Gitt bei déi Leit, déi Der sollt vertrieben. Déi soen lech schon, wéi et hei am Land ausgesäit. An dann denkt Der emol no an da maacht Der emol eppes fir déi Leit, vun deenen Der gären d'Stëmmen hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - A wat fir enge Verwaltungsreit ass deen dann?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - U wie riicht Der lech do, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Un d'Sozialisten. Un d'Sozialisten!

(Hilarité et exclamations)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Un eis allegueren eenzel?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Un d'Sozialisten!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Et ass kee méi do!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Un d'Sozialisten! Un d'Sozialisten!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - U wien heibanne riicht Dir lech mat deene Virwërf do?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma un d'Sozialisten. Dat sidd Der alleguer.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wie vun eis sëtzt hei a Verwaltungsreit?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hu gesot, ...

(Protestations)

Nee. O ma, ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Den Här Bodry zum Beispill.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Also, Här Bodry, wat Dir akzeptéiert oder net akzeptéiert, dat ass mir esou laang wéi breet. Dat ass mir esou laang wéi breet! Ech soen dat hei, wat hei muss gesot ginn. An ech hunn de Sozialisten hei, ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass d'LSAP!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn de Sozialisten hei de Spigel dohigehal an ech hunn net méi an net manner gesot wéi dat, wat haut am „Tageblatt“ iwwert d'Sozialiste stoung.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt méi gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn, ...

(Protestations)

Ech hu gesot, datt Sozialisten ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

... datt Sozialisten, ...

(Interruption)

Ech hu gesot, datt Sozialisten ...

(Coups de cloche de la présidence)

... sech géifen an de Verwaltungsreit tummelen, amplatz bei d'Leit op d'Strooss ze goen an do ze kucken, wou deenen hir Problemer sinn.

(Interruptions)

Ma ...

► **Une voix.** - Dat ass ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hutt Dir keng Sozialisten an de Verwaltungsreit sëtzen? Da kuckt emol eng Kéier no.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir schwätzt vun lech selwer.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Elo hutt Der awer ganz vill vun lech ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da kuckt emol eng Kéier no. Da kuckt emol eng Kéier no.

(Interruption et exclamation de M. Alex Bodry)

Jo, Dir kënnt ...

O Mamm, o Mamm.

**(Exclamations et coups de cloche de la présidence)**

Dat dote mécht Är ...

(Coups de cloche de la présidence)

Dat mécht Är Positioun ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Hei, wannechgelift, ech bieden Iech, zu der gewinnener Souveränitéit, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**-... Här President, émsou méi wéi Der engem Deputéierten ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... déi mer hei am Haus gewinnt sinn, zréckzekommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **Plusieurs voix.**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Wuert huet de Moment den Här Gibéryen ...

(Interruptions)

... a soss keen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Bodry, hutt Der nach eng Fro un den Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Nee. Ech loosse keng Fro ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wann dat net de Fall ass, da kann den Här Gibéryen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... mat sengen Ausféierunge weiderfueren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wëll just soen, datt virun e puer Méint e Kollege vu mir hei eng Verwarnung kritt huet, deen hat manner gesot wéi dat doten. Jo.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Manner?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo. Manner. Jo.

Voilà, Här President, da komme mer un de gratis ëffentlechen Transport, mir si jo nach net fäerdeg.

(Brouhaha)

De gratis ëffentlechen Transport. D'ADR huet zënter 15 Joer de gratis ëffentlechen Transport an hirem Walprogramm verlaangt. D'Sozialisten hunn et tëschenduerch och emol verlaangt.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An d'DP hat en déi leschte Keier och an hirer Walcampagne stoen. Just déi gréng waren déi leschte Keier an de Wale géint e gratis ëffentlechen Transport.

(Interruption)

► **Une voix.**- Falsch!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Am „Lëtzebuurger Land“ vum 14. Dezember ...

► **Une voix.**- Falsch!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... 2018, steet ... Am „Lëtzebuurger Land“ vum 14. Dezember 2018 steet: „Bausch nannte das Gratisversprechen der DP in ihrem Wahlprogramm «Populismus».“ E schrecklecht Wuert! Populismus huet d'DP gemaach, wéi se de gratis ëffentlechen Transport gemaach huet.

Haut hu mer, Gott sei Dank, de gratis ëffentlechen Transport kritt, well eeben déi aner Koalitionsparteien, ech huelen un, datt d'DP an d'LSAP sech an de Koalitionsverhandlung gëint déi gréng duerchgesat hunn an eeben de gratis ëffentlechen Transport kënn.

Haut gi mer anscheinend an der Welt gelueft fir dee gratis ëffentlechen Transport, dee mer aféieren. An haut de Moien hu mer souguer vun deene Gréngen hei héieren, datt dat am Fong e richteg Signal wier, an datt domadder am Fong d'Akzisen an d'CO₂-Steier scho géife kompenséiert ginn, duerch dee gratis ëffentlechen Transport.

Dat heescht also, et war wuel net deene Gréngen hir Iddi, si waren och dergéint, mee haut gi si am Fong hin a si bretze sech dermat, datt mer de gratis ëffentlechen Transport hei am Land kréien. Dat soll ee wourechtshalber och emol eng Keier hei soen.

De Käschtepunkt dierft 30 Milliounen sinn 2020 a 40 Milliounen 2021. Dat ass eng Bruttodepense. Op där anerer Säit ass net berécksichtegt, datt jo Gelder agespuert ginn eeben doduerch, datt d'Verwaltung an d'Gestioun vun deene Venté vun de Billjeeë wäerten ewechfalen.

Dann nach e Wuert zur Steierreform. Déi soll d'nächst Joer finaliséiert ginn, se soll verein-

facht ginn. Et soll nëmme méi eng Steierklass ginn. Dat Wichtigst an där Ausso ass: „Et soll keen eppes dobäi verléieren!“

Dat wier schéin, wann dat esou wier. Mir sinn awer do gespaant, well wa keen eppes soll verléieren, a mir maachen nëmme méi eng Steierklass, da brauche mer jo just d'Steierklass 2 ze maachen. Da verléiert keen eppes a mer hu just nach eng Steierklass.

Da kréichen allerdéngs d'Familljen an der Steierklass 2 näischt bäigesat, da kréiche just déi an der 1 an der 1a eppes. A mir kënnen eis awer net virstellen, datt et eng Steierreform gëtt, wou grad d'Familljen näischt bäigesat kréichen a just déi am 1 an am 1a. Also musse mer schonn e bëssen dropleeën op d'Steierklass 2 fir d'Leit.

Ech hu viru bewisen, wéi séier een hei am Land un den Höchststeiersaz vun 41 % drükent. 41 %. Och do muss eppes Generelles gemaach ginn. Déi Rechnung vun der Regierung wäert, eiser Meenung no, net opgoen. Et geet net op, datt ee seet: „Mir maachen eng Steierklass a kee verléiert eppes!“ An et wëllt een och nach aner Rektifikatiounen an der Steiertabell maachen. Wann d'Regierung dat fäerdegbréngt, sinn ech deen Eischen, deen heihinner kënn a se felicitéiert. Mee ech gleewen net drun.

Ech mengen éischer, elo ginn d'Leit emol fir d'éischt ënnert dem Deckmantel vum Klimawandel mat Akziserhéijungen, CO₂-Steier a méi héijen Autossteieren zur Keess gebieden. An da kënn d'Steierreform an zwee Deeler, wouvun een Deel, dee vläicht méi positiv ass, virun deenen nächste Chamberwale kënn an deen Deel, dee méi negativ ass, deen trëtt dann eeben eréischt no de Chamberwale a Kraaft.

Kommt, mir verhalen eis emol dee Saz, deen ech elo gesot hunn. Dir wäert gesinn, datt en herno ganz no wäert bei der Wourecht leien.

Här President, nach zwee Wieder zum Logement an zur Mobilitéit. Dese Budget huet och, niewent deenen normalen Investissemeter, déi mer hunn, weeder kloer Perspektiven nach Propositionen, wéi mer de Logements- oder de Wunnungs- oder de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien. Wa mer weider esou onkontrolléiert wuessen, wäerte mer dee Problem net an de Grëff kréien. D'Staue wäerten zouhuelen an d'Präisser vum Logement wäerten och weider klammen an deenen nächste Méint a Joren.

An der Familljepolitik, mengen ech, musse mer och un en Emdenke kommen. Ech hunn där Deeg, wéi ech zu Hesper am Stau stoung, moies kuerz virun aacht, du stoung ech do bei der Schoul, well ech sinn iwwer Fenneng komm - ech hat geduecht, dat géif méi séier goen, mee et ass net méi séier gaangen, an elo hunn ech gëschter héieren, de Buergermeeschter mécht och nach dee Schläichwee zou - du stoung ech zu Fenneng bei der Schoul, ...

(Hilarité)

... et war fënnel vir aacht, do hunn ech dann du moies déi aarm Mammen a Pappe gesinn, ee Kand um Aarm, eent un der Hand, se si gelaf, fir um aacht Auer an der Schoul ze sinn. Fënnel Minuten drop hunn ech d'Mammen oder d'Pappen erëm gesinn erausgerannt kommen an den Auto. Dat heescht, déi Leit sti moies mat de Kanner um hallwer siwen op, an da si se fäerdeg an da stelle se sech mam Auto an de Stau. An da fuere se an d'Crèche, rennen eran, ginn d'Kand of, kommen a setze sech erëm an den Auto a stinn erëm am Stau fir op hir Aarbecht.

Dann hu se am Fong Rou, géif ech soen, well ech stelle mer vir, datt déi Leit soen, wa se op der Aarbecht ukommen: „Uff, elo sinn ech endlech op der Aarbecht!“ Dann hu se schonn annerhallef Stonn Parcours hanneru sech. An da si se op der Aarbecht. An owes fir heem geet genau dat selwecht am emgedréite Wee weider. An da kommen déi Leit owes um siwen Auer heem, da sinn déi jo fäerdeg! Déi ware schaffen a se hu sech moies missen annerhallef Stonn hetzen an owes annerhallef Stonn hetzen. An da soe mer, ma d'Leit hätten dat gärl!

(Interruptions)

Nee, d'Leit wëllen dat net. D'Leit hu keen anere Choix. D'Leit hu keen anere Choix! Eeben, ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech wëll just soen, datt d'Salle des pas perdus do ass, fir Zwëschegesprécher ze féieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Wannechgelift.

(Brouhaha)

Här Gibéryen, Dir dierft weiderfueren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, Dir hutt mech elo komplett ënnerbrach. Ech weess elo net méi, wou ech dru war.

Duerfir hu mir, ...

(Interruption)

D'Leit, ...

(Interruption)

D'Leit, déi hätte gäre méi Zäit fir hir Kanner. Mee si hu keen anere Choix bei deene Wunnungspräisser. Si si condemnéiert, fir zu zwee schaffen ze goen. An duerfir hu mir jo och d'Proposition gemaach, fir e Familljegeld anzeféieren. D'Leit hunn haut net de Choix, well déi Ennerstüzungen, déi mer de Famillje ginn, sinn nëmme fir déi Leit, déi soen: „Ech gi schaffen.“ Also, deen eenzege Choix, dee se hunn, dat ass ze soen: „Ech hätt gär eng Subventioun“, oder „Ech wëll keng Subventioun.“ A wie ka sech et leeschten, ouni Hëllef doheem ze bleiwen? Keen. Also hunn d'Leit net de Choix. Se hu kee Choix. Se musse schaffe goen.

An duerfir hu mer ëmmer d'Proposition gemaach: Kommt, mir ginn e Familljegeld, wat mer alle Famillje ginn. An d'Leit decidéieren, d'Familljen decidéieren, ob se mat deem Geld eng Crèche bezuelen oder d'Maison relais oder Gott weess wat, a si ginn da schaffen, een oder zu zwee, oder et bleift een doheem. An dann huet deen dat Geld eeben als Ausgläich, well en d'Kannerversuergung doheem mécht. Dann hätt d'Famillj wierklech de Choix.

An et sinn ëmmer méi Leit, déi gäre géife méi bei hire Kanner doheem bleiwen, fir sech an hire Kanner dee Stress ewechzehuelen, deen déi Kanner elo vu moies hallwer sechs bis owes siwe musse matmaachen. An da komme se bei Elteren heem, déi midd sinn, d'Kanner si midd. Do ass kee Familljeliewe méi. An dat geet op d'Käschte vun de Kanner a vu soss kengem. An duerfir musse mer och familljepolitesch emdenken. A mer dierfen net nëmme méi eng Politik maachen, wou mer d'Eltere forcéieren, schaffen ze goen. Mee mir mussen den Elteren och eng finanziell ausgläichend Indemnitéit ginn, fir déi, déi soen: „Ma mir bleiwe gäre méi bei eise Kanner doheem.“ An dat musse mer maachen, do komme mer net derlaanscht. A mir wäerten als ADR op jidde Fall do derhannert bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e puer Iwwerleeungen, déi ech wollt mat an dës Budgetdiskussionen erabrëngen. Et deet mer leed, datt ech d'Kollege vun de Sozialisten esou opgereeet hunn.

► **Une voix.**- Et deet Iech iwwerhaupt net leed!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mee et ass nun emol eeben esou, d'Wourecht deet heiansdo wéi. Haut war keng Ausnam.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Fayot freet d'Wuert.

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Fait personnel, Här President. Den Här Gibéryen huet éinescht, wéi e fäerdeg war mat senger Tirade mam Leitartikel vum „Tageblatt“, gesot u meng Adress, dass ech jo wuel warscheinlech dann deen nächsten LSAP-Wirtschaftsminister wär, an dass ech warscheinlech da géif dat selwecht maachen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Vlächit!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- ... wéi meng Virgänger.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Vlächit!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Ech muss soen, ech fannen dat en inakzeptabele Virwurf. Do sidd Der ... Eischten si mer do an der puerer Spekulation. Zweetens gëtt et keen Ulass, fir esou eppes vu mir ze soen. Ech sinn a kengem Verwaltungsrot, ausser dee vum Kasematten-theater a vun der Fondation Robert Krieps, wat benevoll Verwaltungsreit sinn.

A meng Kollegen hei vun de Sozialisten, do ass keen een en nom personnel an engem Verwaltungsrot vun enger kommerzieller Gesellschaft. Mir mussen ons vun Iech esou Frechheiten net bidde loosser. A wann ech net wéisst, dass souwisou esou eppes net vun Iech ze erwaarde wär, da géif ech elo eng Excuse hei froen. Dat ass inakzeptabel an ech akzeptéieren dat net. An ech fannen dat wierklech eng Frechheet, wat Dir hei vum Stapel gelooss hutt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech fannen dat, wat den Här Fayot gesot huet, do huet e Recht, well am Artikel 37 steet: «Toute imputation ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo. Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... de mauvaise intention [...] sont interdites. »

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- „Toute attaque personnelle ...“ an an an.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, Här President, ech brauch do guer näischt zréckzehuelen. Ech wëll mech och guer net entschëllegen, well dat, wat ech gesot hunn, dat ass dat, wat am „Tageblatt“ steet. Wat am „Tageblatt“ steet!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Nee.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Ma nee.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma da loosst mech dach ausschwätzen!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Et ass dat, wat Der duerno gesot hutt.

(Interruption)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ass den Här Krecké an engem Verwaltungsrot? Kënn den Här Schneider elo an e Verwaltungsrot?

► **Une voix.**- Et ass dat, wat Der duerno gesot hutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Nee.

(Interruption)

An ech hunn duerno gesot ...

(Interruption)

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Wat Der duerno gesot hutt vu mir.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... an ech hunn duerno gesot: „An den Här Fayot, dee jo warscheinlech d'Relève wäert huelen am Wirtschaftsministère“, sot ech, „vlächit geet hien dee selwechte Wee.“ Vlächit! Ech hunn net gesot, hiwe géif e goen. Ech hu gesot: ...

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Dat do ass infek, wat Dir do maacht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Vlächit geet hien dee selwechte Wee.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Dat ass infek!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat hunn ech gesot. A wa keen ...

Här Bodry, sidd Dir dann net am Verwaltungsrot vun der CLT?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat sinn ech net en nom personnel, mee ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd awer dran! Dir sidd awer dran! Ech hunn net ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gibéryen, ech wëll Iech just soen, datt den Här Fayot ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... net am Leitartikel vum „Tageblatt“ ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... ernimmt ass. An doduerch ass et eng Ennerstellung.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech, ...

Här President, ech loosse mer vu kengem, och net vum President, hei virschreiwten, wat ech soen. Hei loosser ech mir kee Maulkuerf opsetzen. Dat wëll ech Iech och kloer soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir respektéiert, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir kënn och doiwwer engem, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir respektéiert ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... wann den Här Bodry ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo, Dir kënn esou haart jäizen, wéi Dir wëllt. Ech hu genau esou eng gutt Stëmm wéi Dir.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Wéi all Deputéierten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir kënn ... Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- ...all Deputéierten maacht Der dat!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- All Deputéierten ...

Déi Zäit, jo. Dir verdrot keng Kritik.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Wann een Iech de Spigel virun d'Gesicht hält, da gitt Der rosen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir hutt kee Respekt virun dësem Haus!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

(Coups de cloche de la présidence)



Dir och net. Dir och net.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech-gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir och net. Dir och net.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech-gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Fäerdeg!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Gibéryen, ech wollt elo am Fong geholl just soen, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... datt ech hei sinn, fir d'Reglement anzehalen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech wollt lech dat an Erënnerung bréngen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo. Ech hunn näischt gemaach, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech hoffen, datt domadder elo fir ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... wat géint d'Reglement verstouss huet.

► **Une voix.**- Dach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Nee!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... deen Incident kloer ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Just d'Sozialiste mengen dat.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... Merci fir seng Interventioun. An ech ginn d'Wuert ...

(Interruption)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorebelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

► **Une voix.**- Schlëmmer.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et muss wéigedoen hunn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Et gëtt Zäit, datt mir méi Sëtz wéi d'ADR kréien, well ech muss all Kéiers hannert dem Här Gibéryen schwätzen. An all Kéiers si se all esou ...

(M. David Wagner fait des gestes.)

(Hilarité)

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Den Här Gibéryen geet an d'Pensioun, Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Nee, nee.

(Interruption)

Waart emol of.

► **Une voix.**- Jo.

(Hilarité)

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Bon, Här President, Merci. Ier ech wierklech zum Budget kommen, duecht ech, wier et wichteg, wann Dir géift erlaben, datt mir als Lénk de Milliounen Frënn a Kolleegen a Frankräich eis Solidaritéit matdeelen, déi amgaange sinn ze kämpfen, fir hire Rentesystem ze retten a fir villes méi. Et ass ëmmer schwéier ze streiken, zemoos am Wänter an zemoos ënnert dem Macron, deen net viru Gewaltdoten zrückschreckt, wéi mer wëssen.

(Brouhaha)

A mir denken awer och hei zu Lëtzebuerg un de Kampf, deen elo d'Beleegschaft vum Cactus féiert. Vill Leit mengen nämlech, datt dee Betrieb e feine Familljebetrieb ass. Ma nee, datt ass net esou. Ech kann dat bestätegen. Mäi Bruder huet 16 Joer laang do geschafft. Hien huet natierlech net d'Geleeënheet, fir hei ze schwätzen. D'Aarbecht gëtt do ëmmer méi haart. Et gëtt ëmmer méi vun de Leit erwaart an en retour kréie se d'Liewen nach ëmmer méi schwéier gemaach. Mir vun déi Lénk bewonneren de Courage vun der Cactus-Beleegschaft, well Courage brauch ee bei esou engem Kampf.

Här President, d'Liewensbedéngunge vun de schaffende Leit verschlechteren sech vu Joer zu Joer, an dat iwwerall an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg.

De Reporter ass gëschter och relativ laang a breet dorobber agaangen. Aneschtens wéi d'Regierung huet hie kee rosat Bild vum Land

gemoolt. Et mécht tatsächlech kee Sënn, d'Bild vum Land schéinermol an e schéinzerieden, well d'Leit mierke jo den Ennerscheed tëschent deem, wat ass, an deem, wat behaupt gëtt.

„Wann et dem Land gutt geet, da geet et och de Leit gutt.“ Esou heescht dem Premier seng Floskel. D'Realitéit zu Lëtzebuerg wéi och an anere Länner ass déi heiten: Well et e puer Leit super gutt an ëmmer besser geet, geet et ëmmer méi Leit ëmmer méi schlecht. Dat ass näischt Neies. Zënter dem Ufank vun der Mënschegeschicht hunn déi ganz Räich a ganz Mächtig ëmmer um Bockel vun de schaffende Leit gelieft.

Här President, dem Här Cruchten säi Budgetsrapport war warscheinlech deen éischte vun deser Majoritéit, dee sech ausibeg mat de soziale Problemer vum Land ausenanergesat huet. Et wier jo och schwéier gewiescht, derlaanscht ze kommen. Een Hoke gëtt et awer: Esou gutt dee Rapport déi sozial Problemer uschwätzt an och e puer Léisungsvirschléi mécht, esou weineg spigelt sech dat an dem Budget selwer erëm. Ech géif souguer nach méi wäit goen a behaupten, datt dese Budget dee Budget ass, deen am mannsten op d'Héicht vun de sozialen an ekologesche Problemer vum Land a vun de Leit ageet.

Et fänkt scho beim Solde structurel un. Ech wollt e bëssen doriwuer schwätze wéi all Kéiers. De Solde structurel ass jo esou eng komesch Geschicht, iwwert déi an der Effentlecheit u sech weineg geschwat gëtt. Et ass awer eng wichteg Saach. De Solde structurel, dee leet nämlech fest, wivill Iwwerschoss beim Staat a bei der Verwaltung iwwerregbleiw muss. Wann zum Beispill de Solde structurel op minus 0,5 % läit, heescht dat, graff gesot, datt d'Verwaltungen dierfen iwwer e bestëmmten Zäitraum ëm 0,5 % an de Keller goen, dat heescht, si kënnen méi investéieren.

Wann awer entscheet gëtt, wéi elo, de Solde structurel op plus 0,5 % ze setzen, heescht dat, datt en Iwwerschoss vun 0,5 % an de Konte si muss. Et ass also eng Spuermesure, déi et dem Staat méi schwéier mécht fir ze investéieren.

Dat ass u sech déi komesch Reegel, déi iergendwéi e bëssen aus Däitschland kënnt - „die goldene Regel“ oder „schwarze Null“ -, déi aus Däitschland e Land gemaach huet, wou d'Leit veraarmen a wou d'Infrastrukturen - d'Brécken, d'Stroossen, déi effentlech Gebaier - viru sech hi vergammelen, wéi de Reporter och gëschter zu Recht ënnerstrach huet.

An dann dierf ee sech jo och net wonneren, datt an deene leschte Joren d'Nazie vun der AfD ëmmer besser Walresultater kruten a kréien.

Mat der Entscheidung, fir en Iwwerschoss vun 0,5 % an dem Solde structurel ze hunn, gëtt de Stabilitéitspakt, dee vun der EU selwer ëmmer méi a Fro gestallt gëtt - op jidde Fall vun enger Partie Memberen -, vum Finanzminister iwwerfëllt, fir domadder d'Austeritéit weider ze rechtfertegen, eng Austeritéit, déi mer unhand vun der sozialer an ekologescher Kris guer net brauchen.

Dobäi ass et net esou, wéi wann et kee Räichtum am Land géif ginn. Duerch Tricker schwätzt dee Budget d'Land awer aarm. Zum Beispill baséiert de Budget um PIB „en volume“. Dat heescht ouni d'Deierecht. Géif een awer d'Deierecht mat aberechnen, dann hätte mer méi héich Recetten. D'Recettë ginn iwwerhaupt systematesch ënnerschat. Dat heescht am Kloertext, datt fir d'Joer d'Comptes prévisionnels d'Recetten ëm 632 Milliounen ënnerschätzen. D'lescht Joer goufe se souguer ëm 1,2 Milliarden ënnerschat.

Firwat ginn d'Recetten dann iwwerhaupt ënnerschat? Firwat mécht d'Regierung dann esou, wéi wa manner Suen an d'Keess kéime wéi a Wierklechkeet? Majo ganz einfach: Mir mengen, an dat seet jo och d'Staatsbeamtekummer, datt d'Regierung d'Land aarm schwätzt, fir am Nachhinein de Spuerpak vun 2015 ze justifizéieren oder vläicht fir weider Spuermoosnamen ze justifizéieren. Duerno ginn awer och d'Depensen iwwerschat, sou datt um Enn d'Regierung sech selwer belobege kann a soe kann, datt awer méi erauskomm ass, wéi erwaart.

An da kënnt nach eppes derbäi: Dat ass dee faméise Fonds de rééquilibrage budgétaire, deen erëm reaktivéiert gouf. Wat soll een dann dorënner verstoen? Dat gouf schonn e puermol hei gesot. Ma zum Beispill gëtt de Meerwäert, déi Gelder, déi vläicht während engem Budgetsjoer erschafe goufen, déi ginn automatesch an dee Fong redirigéiert, an déi Gelder kënnen nëmmen agesat ginn, fir en Defizit ze decken. An dat ass ganz onofhängeg vum Tresor. Dat sinn awer Gelder, déi an d'Land investéiert kéinte gi fir besser Infrastrukturen, fir besser Schoulen, fir besser effentlech Crèchen, fir d'Ëmwelt a fir de Klima a fir de Logement.

Ma nee, déi Gelder, déi d'Bevëlkerung an d'Land elo batter néideg hunn, déi ginn an

deem Fong gehamstert. De Finanzminister, dee sammelt also lénks a riets Mouken un a verstoppt se, soudatt keen anere se féinnt. Net, datt een och nach op d'Iddi kéim, se fir iergendeppes anzesetzen. Dat ass eng Zort vu Politik, déi ëmmer e bëssen archaesch als „en bon père de famille“, als „guter Pater familias“ bezeichent gëtt. Mee a Wierklechkeet ass et dann esou, datt dee gudder Familljepapp oder déi gutt Familljemamm eent vu sengen oder hire fénnel Kanner am Ree géif stoe loosse, fir säin oder hiert Spuerschwäin ze fëllen.

Här President, am Rapport vum Budget heescht et, datt een all deenen Associatiounen oder all deenen Initiativen, déi deenen ärmste Matbierger hëllefen, wéi zum Beispill de sozialen Epicerien, dankbar soll sinn, well déi eng Aarbecht leeschten, déi de Staat net iwwerhuele kéint. Éischter hätt de Reporter misse soen: „déi de Staat net iwwerhuele wëllt“.

Et ass richtig, datt ee se begrëisse soll, all déi Initiativen, all déi Leit, déi sech doranner engagieren, ob haaptamtlech oder benevoll. Et gëtt vill Leit an eiser Gesellschaft, déi sech ëm aner Mënsche bekëmmere, déi net vill Suen hunn, déi op der Strooss sinn, déi krank sinn an awer net vun eisem anscheinend esou gudder Gesondheitsystem opgefaange ginn. Déi Leit, déi déi Aarbecht leeschten, gehéiere meeschtens och net zu deenen Allerräichsten. Mee et ass net normal, datt privat Initiative sech ëm déi Ärmst an eiser Gesellschaft musse bekëmmere. Dat arrangéiert natierlech d'Regierungen, well da brauche si sech net drëms ze bekëmmere.

Den Erfolleg vun enger Regierung, Här President, léisst sech dorunner moossen, ob méi Leit an d'Aarmut verfalen oder manner Leit an d'Aarmut verfalen. An zu Lëtzebuerg ass et kloer: Et gëtt ëmmer méi Leit, déi an d'Aarmut verfalen oder riskéieren, aarm ze ginn. An dat trotz Rekordrecetten a Budgetsüwverschëss.

Mëttlerweil gëtt et iwwer 10.000 Leit, déi vun deenen Associatiounen opgefaange ginn. A wann een 10.000 Leit seet, da kann een dovunner ausgoen, datt et der nach méi sinn. Well de Mënsch huet jo och eppes, wat ee Stolz nennt. An et gëtt vill méi Leit, déi an eng Epicerie sociale kéinte goen, déi bei den Office social kéinte goen, fir Almosen ze froen, déi eng Aide au logement kéinte froen, a si maachen dat net! Aus Stolz!

Dobäi muss een ëmmer erëm betonen: Wann een aarm ass, dann ass et net engem seng Schold. Dat erziele gären zwar heiansdo Politiker, déi d'Interesse vun der Bourgeoisie verrieden, mee et ass net esou!

Et gëtt ëmmer gesot: „Wann ee vill schafft, da geet et engem gutt.“ Abee, déi meescht hei am Land, déi vu moies bis owes riicht duerch schaffen, a souguer kujenéiert ginn, sief et am Supermarché, am Cactus eeben, als Botzfra, als Aide soignante, um Bau, déi, déi d'Poubellen oprafe ginn, dat sinn alles Leit, déi richtig schaffen a richtig eppes produzéieren an der Gesellschaft eppes bréngen.

A wourunner moost een den Notze vun enger Aarbecht? Majo ganz einfach: Wann déi Aarbecht op eemol net méi gemaach gëtt, wann déi Leit zum Beispill streike géifen, well wann d'Müllabfuhr streike géif, wann d'Aide-soignante streiken, wann d'Botzfrae streiken, wann d'Educatoure streiken, ma da geet et eis all ganz schlecht!

Ech géif dat net onbedéngt behaupten vun engem Trader, dee streikt, oder vun engem Steierberoder, dee streikt. Vlächicht géif et eis souguer besser goen!

Här President, ech hu gëschter e Video gesinn, wou den Här Finanzminister säi Budget versicht ze verkafen. An um Enn vum Video, do bleift e bei zwou Fotoe vum Edward Steichen stoen. Op där enger Foto ass den Här J. P. Morgan ze gesinn, de Grënner vun der Bank vum selwechten Numm, déi och d'Finanzkris vun 2008 mat ze verantworten huet, op deem anere Bild en italieenesche Schréiftsteller, de Luigi Pirandello. Dem Här Gramegna säi Fazit ass deen, datt den Edward Steichen als gudder Lëtzeburger d'Kënschtler an d'Banquieren d'selwecht gäre gehat hätt. Datt de Steichen d'Kënschtler gären hat, dat kann ech mer ganz gutt virstellen, en huet der ganz vill fotograféiert. En huet souwiso vill Leit fotograféiert. Warscheinlech och, fir säi Geld ze verdéngen.

Mee ech wier net esou kéng ze behaupten, datt en d'Banquieren esou gären hat. Well ëmmerhin heescht eng vu senge gréissten Expositiounen „The Bitter Years“, wou Mënschen, Aarbechter, Baueren, hir Famillje fotograféiert goufen, déi an den 30er Joren Opfer wore vun der Grousser Depressioun an den USA an a brutalst Aarmut gestierzt goufen. Vu wem goufe se a brutalst Aarmut gestierzt? Ben, vun de Banken! An et ka gutt sinn, datt den Edward Steichen dann engersäits d'Opfer wollt veréiwegen an anerersäits och d'Täter.

Här President, de Problem ass deen, datt grad déi, déi am meeschte schaffen an déi penibelst Aarbecht maachen, déi sinn, déi am mannste verdéngen an déi am meeschten op der Aarbecht emmerdéiert ginn. Sief et, fir kuerz an eng Pisspauz ze goen. Dat si Saachen, déi mir hei guer net méi erliewen, glécklecherweis, hei an eisem Krees. Oder heiansdo souguer op der Aarbecht stierwen, wéi dat och nach gëschter op engem Chantier zu Gaasperech de Fall war. Et ass net deen éischten! Zu Lëtzebuerg kënnt dat oft vir, datt Aarbechter op Chantiere stierwen! Et ass net normal, datt een op der Aarbecht stierft!

An et géif vlächicht manner virkommen, wann d'ITM och nach méi, weider Mëttelen zur Verfügung géif gestallt kréie wéi bis elo. Ech weess, dat ass amgaangen ze geschéien. Mee ech mengen, deen Effort muss schleunegst weidergoen, well hiren Asaz immens wichteg ass.

Här President, huet awer des Regierung wierklech eppes géint d'Aarmut ënnerhollt? Mir mengen net! Mee, wien ass soss zoustänneg derfir, wann et de Leit gutt geet oder wann et de Leit schlecht geet? Den Herrgott? D'Marsmännercher? D'Illuminaten? Nee! Et ass tatsächlech d'Regierung!

(Interruption)

Bon, et sinn der, déi mengen dat.

(Hilarité)

Des Regierung mécht eng Politik, déi awer nach méi Aarmut produzéiert. Ech weess jo net, wie soss responsabel wier!

De Bericht schléit vir, et misst een en Observatoire de la pauvreté grënnen. Firwat net! Vlächicht och en Observatoire de la richesse grënnen, vlächicht, et wier och emol eng Kéier interessant ze kucken, wien hei zu Lëtzebuerg alles besetzt. Et ass awer och net esou, wéi wann d'Aarmut e komesche Phänomeen wier, deen op eemol esou aus dem Nichts entsteet an deen ee misst observéiere wéi en exotescht Déier oder eng onbekannte Krankheit.

D'Aarmut ass kee Wiederphänomeen! D'Aarmut ass d'Resultat vun enger Politik! Mir hunn 18 % vun de Leit, déi am Aarmutrisiko sinn. Dat ass eng Verduebelung innerhalb vun néng Joer. 13 % vun de schaffende Leit sinn am Aarmutrisiko. 72 % vun de Chômeure sinn am Aarmutrisiko. 40 % vun den Elengerzéiende sinn am Aarmutrisiko. 23,5 % vun de Kanner sinn am Aarmutrisiko. Tëschtent 2012 an 2016, also ënnert deser Regierung, hu sech d'Demande-d'aiden op den Office-socialle verfënneffacht. Verfënneffacht!

Wann e Premierminister behaupt, wéi dat am „Lëtzeburger Land“ de Fall war, wann de Premierminister behaupt, datt eng Regierung weineg géint d'Aarmut kéint maachen, dann huet en de Sënn vun der Politik guer net verstanen an dann huet en de Sënn vu sengem Amt warscheinlech och guer net verstanen. An dann hätt en och besser, et engem aneren ze iwwerloossen.

Här President, d'Demokratesch Partei vun Här Bettel ass ganz daper, wann et drëms geet, Gesetzer ze maachen, déi d'Steierlaascht vun deene Räichsten erofsetzt. Mee d'Demokratesch Partei ass och ganz daper doranner, fir de schaffende Famillje Gelder ewechzehuelen! Well mat der Reform vun der Familljeministesch vun de Familljenhëllefen hunn d'Famillje Geld verluer.

Wann een alles zesummerechent, also d'Affrèiere vun den Allocatiounen am Joer 2006 - dofir kann des Regierung elo net - plus d'Reform vun der Madamm Cahen, dann huet eng Famill mat engem Kand 18,6 % verluer. Eng Famill mat zwee Kanner huet 28,2 % verluer. Eng Famill mat dräi Kanner huet 38,1 % verluer an eng Famill mat véier Kanner huet 42 % verluer.

Da gëtt natierlech gesot: „Jo, mee et gëtt Chèques-services accueil.“ Mee dozou kann een och villes soen. Éischstens: Amplaz datt de Staat Suen investéiert an de Bau vun effentleche Crèchen a Maison-relais, iwwerléisst de Staat et dem private Secteur a finanzéiert de private Secteur mat deene Gelder duerch d'Chèque-services.

Zweetens kënnt et dann och nach zu engem bürokratesche Chaos, well déi dann och nach all zertifizéiert musse ginn. Wa se effentlech wieren, bräicht een dat guer net. Drëttens, d'Educatricen an d'Educatoure hätt bestëmmt besser Aarbechtskonditiounen a besser Paien, well am Private gi si meeschtens guer net gutt bezuelt.

Mee dobäi bleibt et net! Wiere mer nach bei deem System, wou d'Elteren d'Allocatioune kréien, déi net gekierzt sinn, déi net agefruer goufen, a si kéinte souguer hir Kanner a gutt effentlech Crèchen a Maison-relais setzen, déi gratis wieren, dann hätt keen eppes verluer. Mee mat de Chèque-servicë gëtt déi antisozial Familljepolitik vun dëser Regierung net kompenséiert.

Firwat? Dat wërf d'Salariatskummer jo dës Kéier, dëst Joer och gutt op. Ma ganz einfach, well net jiddereen, dee Kanner huet, e Chèque-service kritt. Laut Eurostat profitéieren nëmmen 58 % vun de Kanner, global, vun deene Chèque-servicen. Dat heescht, datt 42 % dovunner net an de Genoss vun de Chèque-servicë kommen, warscheinlech well och net all Kand an eng Maison relais geet. Mee dat heescht am Kloertext, datt Elteren, déi hir Kanner net an d'Crèche oder an eng Maison relais ginn, schlussendlech eppes ewechgeholl kruten an näischt amplaz.

Mee net nëmmen déi schaffend Famillje mat Kanner si geschuer ginn. D'Studenten och. D'Jugend ass net verschont ginn. D'Reform vum Här Meisch, géint déi Dausende vu Schüler a Studenten d'Strooss gaange sinn, huet dozou gefouert, datt d'Studente schlussendlech manner vum Staat kruten, an dat zungonschte vun der Bank, well se e Prêt maache mussen. Du schaffs nach net an du muss dech scho bei der Bank verschëlden.

Wéi d'Salariatskummer et och an hirem Avis berechent huet, ass déi méiglech Verschëldung vun engem Student tëschent 2009 an 2018 äusserst an d'Héicht gaangen. Mat engem Bac+5, well hautzudaags braucht de e Bac+5, fir iwwerhaupt eng net onbedéngt gutt bezuelten Aarbecht ze kréien, huet e Student deemno wéi eng Schuld vu 50.000 oder souguer vläicht 60.000 Euro. E Student awer, deen aus besserem Haus kënnt, huet oft manner Scholden, well en net gezwonge war, ganz einfach, e Prêt opzehuelen. Tant mieux pour lui och!

Wat bedeit dat alles fir d'Jugend vun haut? Wat fir eng Zukunft ass dës Regierung amgaangen, der Jugend virzubereeden?

Du gees an d'Schoul. Du kënns net aus enger räicher Famill, déi souwisou mat dräi Kanner 38 % manner vun de Familljegelder huet. Vun doheem aus gëss de net vill ënnerstëtzt. Du hëls e Prêt op. Du bréngs et fäerdeg, däi Bac+5 tatsächlech a fénnef Joer ze packen, mee vläicht braucht de awer ee Joer méi, well s de niewebäi schaffe muss. Da bass de mam Studéiere fäerdeg. Da muss de der Bank schon emol 40.000, 50.000, 60.000 Euro zrëckbezuelen. Dofir braucht de eng Aarbecht. An du sichts als Student da schon emol eng Aarbecht, fir d'Bank ze beglécken. Sou wéi an den USA. Do ass et nach e Krack méi schlëmm.

Mee de Problem ass deen, datt s de zu där Hallschent vun de Jonke gehéiers, déi keng Laangzäitkontrakter kritt, mee just e Kuerzzäitkontrakt, dee bestëmmt vläicht och net legal ass, well déi meescht Kuerzzäitkontrakter zu Lëtzebuerg, mengen ech, si warscheinlech net onbedéngt legal. Wivill gëss de bezuelt? De qualifizéierte Mindestloun oder vläicht e bëssen driwwer. Eischtens geet et net duer, fir de Loyer ze bezuelen. Zweetens wëllen déi meeschte Proprietären dech net, well se kee mat engem Kuerzzäitkontrakt wëllen.

Da gees de fir d'éischt emol an den Hotel Mamma zrëck. Duerno lands de vläicht, wann s de dir et leeschte kanns, an enger WG, wat och net onbedéngt jidderengem säint ass. An déi ass souwisou och iwwerdeiert, well d'Regierung näischt mécht, fir de Loyer ze plafonéieren, an de Proprio, dee weess, datt e froe kann, wat e wëllt. An du bass scho bal 30 Joer. Dengem Proprio muss de 1.200 Euro bezuelen an du hues däi Prêt nach ëmmer net zrëckbezuel. Du bass nach keng 30 Joer, da gëss de scho gro vu Suergen.

An dann héiers de de Finanzminister sech op der Télee freeën, datt mer den Triple-A hunn. Mee fir den Triple-A ze hunn, do muss de Finanzminister alles maachen, fir d'Finanzmäert glécklech ze maachen, d'Fongenindustrie glécklech ze maachen an d'Banke glécklech ze maachen. An dat heescht, datt si e Fräischäi kréien, fir alles hei kënnen ze maachen, wat se wëllen a Wierklechkeet. An dofir muss du als jonke Salaré blechen. Dat ass d'Resultat.

An da kënnt nach d'Krënung, well mir hunn och nach eng ferm Klimakris. An déi Klimakris wäert och d'sozial Problemer verschäerfen.

Dann héiers de heiansdo gewëssen eeler Hären, deenen et gutt geet an och weiderhi gutt goe wäert, well se jo meeschtens déi Poli-

tik ënnerstëtzen, déi haut zur Klimanoutlag gefouert huet, a si verbréngen nach tëschent zwee Verwaltungsréit hir Zäit domadder, fir en heroeschen, ganz virille Kampf géint e jonk Meedchen aus Schweden ze féieren.

Also ech weess nach net, wéi et ass, ech si 40 Joer al, mee heiansdo soen ech mer: D'Andropause ass eppes Ellenes, hein! Also ech hoffen, datt Der mech warnt, wann et ufänkt.

(Hilarité et interruption)

Et geet nach.

Mir wëssen natierlech, Här President, datt Lëtzebuerg net ganz eleng déi weltwäit Klimakris wäert bewältegen. Mee wa mer weider nach laang waarden, da sti mer warscheinlech ganz domm do. An da kann een dovunner ausgoen, datt, wéi een heiansdo héiert, déi ganz Räich mat der faméiser „Big Fucking Rocket“ mam Étienne op de Mars fléien.

Mee grad ...

Ech zitieren nëmme Regierungsmemberen!

(Hilarité)

Mee grad well mer esou räich sinn, kënnen mer eise Part dozou bäidroen a souguer eng Modelfunktioun iwwerhuelen.

Den Här Finanzminister behaupt, d'Regierung géif eng hallef Milliard an Investissementer géint d'Klimakris investéieren. Dat stëmmt net! Dat stëmmt net!

An dat ass jo och de Problem mat deem Budget. Do si ganz vill Mogelpackungen dran. Well, wat stécht an dëser hallwer Milliard?

D'Hallschent dovunner, 251 Milliounen Euro, dat ass de Fonds du rail. Dat sinn Etüden, dat sinn normal Investor, déi esou oder esou misste gemaach ginn an och ëmmer gemaach goufen an déi a Wierklechkeet scho längst hätte solle gemaach ginn, well mer jo total hannendra sinn.

1 % dovunner, dat si 5 Milliounen, dat ass de Pacte Climat. Do gi Projete finanziert, déi ganz an der Rei sinn. Mee et ass eng Dréps Waasser op e waarme Steen. Weider 5 %, also 25 Milliounen Euro, dat ass fir d'CFL. Da kënnt nach e méi héije Posten, 67 Milliounen Euro, dat sinn, zum groussen Deel, déi Kompensatiionsmesuren. Dat sinn déi Rechter, déi mir bezuelen, fir weider kënnen CO₂-Emissionen ze maachen, a wou jidderee weess a wou jidderee seet: „Dee Mechanismus, dee bréngt guer näischt!“ Also bekämpfe mer do guer keng Klimakris.

An dann hu mer weider 67 Milliounen Euro, dat ass den Tram. An ech géif net behaupten, datt den Tram elo eng fierchterlech Neiegekeet ass, well dee gouf och scho virun 30 Joer diskutiert, an dat war och nach net am Kader vun der Klimakris, déi elo wierklech lassgeet. En plus ginn och nach derbäi Funktionementskäschte mat aberechent, wat nu wierklech keng Investitioun sinn.

Dobäi kënnt och nach, datt den Tram eng privat Gesellschaft ass, zwar mat effentleche Gelder finanziert, mee wou d'Stad Lëtzebuerg an den Transportminister selwer soen, datt se sech net an d'Geschäft amësche wëllen. An do ass grad d'KruX, well eng richtig effentlech Politik muss vun der Gesellschaft, muss vum Staat, vun de Gemengen a vun de Leit gesteeiert ginn.

An da kéint een och nach iwwer aner Mesurë schwätzen - mee ech mengen, ech komme muer dorobber zrëck -, nämlech déi sougenannte „gréng Finanz“. Well dat ass de Witz vum Joer. Wann d'Regierung mengt, datt se domadder dat als Kampf géint d'Klimakris ka verkafen, da maachen ech mer wierklech ganz seriö Suergen. Mee ech wäert muer dorobber agoen.

Awer nach e Wuert, well domadder bretzt sech d'Regierung jo och, datt soll jo eng sozial Mesur sinn oder eng Klimamesur sinn, jee nodeem, nämlech de gratis effentlechen Transport. Viru genau zwee Joer hu mir hei, bei där selwechter Debatt an enger vieregter Legislatur, mir als déi Lénk, eng Motioun deposéiert, fir den effentlechen Transport gratis ze maachen. Vu 60 Deputéierten, dat war nach an där aler Chamber, hunn nëmme fénnef Deputéiert derfir gestëmmt.

(Interruption)

Déi zwee vun déi Lénk an déi deemoleg dräi vum ADR.

An ech ka mech nach gutt drun erënneren, datt souwuel den Här Gramegna wéi och den Här Bausch erkläert hunn, firwat déi Mesur an hiren Aen totale Quatsch wier. D'LSAP war scho länger Zäit derfir. Dat stëmmt. Mee si krut sech an der deemoleger Regierung net duerchgesat, wat jo och normal war, well déi zwou aner Koalitionsparteien, d'DP an déi gréng, dergéint waren. An du koud de Walkampf. déi gréng ware weiderhin dergéint. Mee d'DP huet op eemol decidéiert, derfir ze sinn, esou e bes-

sen als Walgadget. Aus Opportunismus. Anerer géife soen, dat wier Populismus. Mee ech soen dat net. Ech benotzen dat Wuert net gären.

An du koud déi nei Regierung an op eemol waren nach just déi gréng net derfir. Mee et ass am Koalitionssaccord festgeschriwwen ginn. An déi eenzeg Partei, déi um Enn nach weiderhin net derfir war, ben, déi muss dat mat hirem Transportminister duerchsetzen.

An hie mécht dat och gutt! Well hie geet mat der gréisster Iwwerzeugung dobaussen erklären, wéi gutt déi Mesur ass!

Et ass schued, datt hie mir dat virun zwee Joer net erkläert hat, hei am Plenum, amplaz ze soen hei: „Dir hutt erëm näischt verstanen“ an esou weider. Mee dat si mer jo gewinnt.

Ëmmerhi kann d'Regierung sech dat och nach an hirem Klimabilanz zouschreiwelen.

Fazit ass: Eng vun de rare sozialen oder souguer klimafreundleche Mesuren - dat géif ech zwar net esou iwwerstrapazéiere bei dëser Saach, mee bon! -, eng vun de rare soziale Mesurë vun dëser Regierung, déi souguer fir eng Kéier international positiv vu Lëtzebuerg schwätze gelooss huet, geet op eng Initiativ vun déi Lénk zrëck. Also, Dir braucht wierklech keng Topgeketen ze maache wéi den Nation Branding. Frot eis just, mir maachen dat gratis, hein!

Ech kommen net derlaanscht, Här President - mir hunn zwar schon oft dovunner geschwat -, vum groussen Problem vum Logement ze schwätzen. Am Fong geholl misst sech d'Léiung vun der Logementskris am Budget erëmस्पигelen. Mee dee Poste klëmmt nëmme liicht bis 2023. A souguer, wann ee kuckt mat de Gesamtdepensen, geet e souguer erof: 2,5 % amplaz vu 6,6 %. Dee liichte Plus vu 6,2 Milliounen, deen erkläert sech esou, datt engersäits et e Plus gëtt vun 11 Milliounen wéinst de Konventiounen an de Projete mam Kierchefong an da kommen nach 2 Milliounen fir d'Aide au logement dobäi a 5,4 Milliounen falen ewech, well de Pacte Logement ausleef. Dat heescht: Reng budgetär gesinn, leeft beim Logement Business as usual.

Da gouf e Spezialfong ugekënnegt, fir un Terrainen ze kommen. E Spezialfong, deen u sech de Finanzministère wäert steieren. An dee soll Terrainen fir de Fong kafen. Mee mir wëssen nach net, wat sech do wäert änneren, well bis elo hu mer net den Androck, datt sech do wäert vill beweegen, well dee regroupéiert nëmmen zéng verschidde Budgetsartikelen. An a Wierklechkeet, wéi et och drasteet, wäert e kee budgetären Impakt hunn.

Sou wéi et bis elo ausgesäit, ass et also eng technesch Reform, awer keng, déi op der Héicht vun den Erausforderungen läit.

D'Salariatskummer schwätzt vun 3 Milliarden, déi de Staat misst investéieren amplaz vun 3 Milliounen. Ech weess, et ass e Crédit non limitatif. Ech weess dat. Mee de Crédit non limitatif hätt een och kënnen e bësse méi an d'Luucht setzen. Well mat 3 Milliounen, da geet een dovunner aus, datt mer net ganz wäit kommen. An ech mengen, datt, wann d'Chambre des Salaris déi Kritik mécht, ech souponéieren, d'Chambre des Salaris dëser Regierung net richtig traute. Mee dat musst Der vläicht d'Madamm Back selwer froen. Mat 3 Milliarde kéint een, jee nodeem, 5.000 bis 10.000 Wunnengen schafen. Mee da si mer nach ganz wäit vum Kont, wäit vun deenen 30.000 soziale Wunnengen, déi een, laut Caritas, baue misst.

Här President, et gëtt behaupt, de Premier hätt keng Linn. Mir mengen awer, datt an dëser Regierung d'DP ganz wuel eng Linn huet a se och duerchzitt. Et ass eeben eng Linn vum Laisser-faire, wou d'Regierung nokuckt, wéi jidder een no sech selwer kuckt.

Dat ass awer e Modell, deen ëmmer manner Mënsche wëllen. A mir stinn op der Säit vun all deenen, déi sech derfir asetzen, datt deen immense Räichtum erëm zrëck un déi soll goen, déi en erschafft hunn.

Da gouf och nach d'Fro opgeworf, e puermol, well d'„Wort“ gouf zitieret: „Hat diese Regierung fertig?“ Ech weess et net!

(Interruptions)

Ech mengen eisichter: „Die Menschen haben mit dieser Regierung fertig.“ An aus deenen Ursaache wäerte mer dee Budget och net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuerten.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et de Leit och gutt goen.“ An:

„Mir maache mat manner méi.“ Dat gëtt de Staatsminister net midd, elo am siwente Joer, zanter Dezember 2013, de Leit an och der Chamber ze zielen.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, dem Land, deem geet et gutt. Seelen hate mir hei zu Lëtzebuerg, grad wéi eis Nopeschlänner, iwwer Joren esou eng gutt wirtschaftlech Konjunktur, wéi mer déi elo virfonnt hunn. An d'Steierrecettë bei all deem, déi spruddelen eigentlech wéi Rousperter Waasser.

E Beispill: D'Betriebssteuer 2016 bis 2019, Dir Dammen an Dir Hären, déi geet vun 1,6 Milliarden op 2,6 Milliarden Euro an dräi Joer an d'Luucht. Dat ass e Plus vu 55 %. Eng Lounsteuer, also dat, wat d'Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, dem Staat u Steiere bezuelen, déi geet vun 3,4 op 4,8 Milliarden Euro an d'Luucht zanter 2017 bis viraussichtlech 2020. E sate Plus vu 37 %.

De Finanzminister, den Här Gramegna, dee gëtt net fäerdeg, fir de Leit ze zielen, elo wiere mer endlech bei där schwaarzer Null. Jo, dat mag sinn, Dir Dammen an Dir Hären! Mee déi Leidtragend dobäi, dat ass déi breet Mëttschicht! Et ass déi breet Mëttschicht, déi hei am Land de Kapp muss duerhalten, fir dass mer e Budgetsequiliber hunn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An et ass genau déi breet Mëttschicht, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi all Fraktiounen, parteiwwergräifend, virun de Wale gesot hunn: „Dir musst entlaascht ginn. Mir müssen de berühmte Mittelstandsbockel offlaachen.“ An no de Wale wëllt sech kee méi un déi Versprochen halen!

An dass déi Mëttschicht am Ree stoe gelooss gëtt, illustréieren ech lech un zwee konkrete Beispiller. Kuckt emol e Jonggesell, dee 4.500 Euro brutto Pai de Mount huet! Dat ass net deen Äermsten. Et ass och net de Räichsten. Mir géife soen: „Dee läit esou an där gudder bis gehobener Mëtt.“ Dee behält, no Ofzuch vu Sozialofgaben, also deem, wat en u Sécurité sociale bezilt, a vu senge Steieren, nach 3.000 Euro ronn netto Akommes de Mount. De Problem ass awer deen, dass dee Mann oder déi Fra, déi Persoun fir all 100 Euro, déi se bäikritt an hirem Lountut, an hirem Gehalt oder an der Pensioun, dem Staat mëttlerweil iwwer 40 % Steiere bezilt! Iwwer 40 %!

Mat deem Gesetz, wat d'Majoritéitsverrieder, net d'Oppositoun, virun engem knappe Mount gestëmmt hunn, a wou dann d'Bandé sollte festgeluecht ginn - et gëtt zwar gesot an enger Kris, mee wouren dann awer d'Banke sech halen -, no deenen d'Kreditter fir d'Immobilie verdeelt sollte ginn, abee, Dir Dammen an Dir Hären, dee Jonggesell, dee kritt mat sengen 3.000 Euro netto no deene Krittären nach genau 113.000 Euro geléint, virausgesat, en huet och nach 31.000 Euro Egekapital! Dat heescht, zéngmol dat, wat en de Mount als Nettopai ouni all aner Chargen huet!

Da kommt, mir huelen emol eng Famill, eng Famill mat zwee Kanner - klassesche Lëtzebuurger Modell! Mir ginn deenen eng brutto Pai, mat engem oder zwéi Léin, vun 8.000 Euro. Dat ass kee schlechte Verdéngscht. Et ass kee Spëtzeverdéngscht, mee et ass kee schlechte Verdéngscht. Déi behalen no Ofzuch vu Sozialofgaben a Steiere genau 6.000 Euro netto. A fir lech emol ze illustréieren, wat fir eng Paien dat awer scho sinn: Dat si Paien vun engem Expeditionnaire (veuillez lire : vun zwee Expeditionnaires) am effentlechen Dénegscht, also Karriär C. D'mëttel Pai vun engem Schoulmeeschter, een eleng. Abee, och déi Leit bezuelen, als Famill mat zwee Kanner, fir all Euro, dee se weider kréien, dem Staat 40 % Steieren! 40 % Steieren!

An déi Famill mat zwee Kanner, mat enger brutto Pai vun 8.000 Euro, netto 6.000, déi kann nach an Zukunft 640.000 Euro léine goen, virausgesat, si huet 64.000 Euro Egekapital.

Dir Dammen an Dir Hären, dat geet just duer, wann iwwerhaupt, fir, an der Stad emol net ze schwätzen, sech ronderëm en Appartement ze leeschten, do ass eng bescheide Kichen derbäi, da weess ech emol net, ob d'TVA, déi nach dem Staat ofgefouert muss ginn, dran ass, fir sech en Appartement ze kafe vu genau 80 Meterkaree. 80 Meterkaree fir eng Famill mat zwee Kanner!

Dir Dammen an Dir Hären, wann een da seet: „Wann et dem Staat gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen“, da muss ech lech soen: „Dat ass net dat Verständnis, wat d'CSV huet.“ An ech mengen, dat ass och net dat Verständnis, wat vill Leit dobaussen hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, et gouf keng Generatioun nach no dem Zweete Weltkrich, déi huet misse soen: „Eis geet et u sech manner gutt wéi eisen Elteren.“

De Contraire war nämlech ëmmer an der Ver-gaangenheet de Fall.

An de Problem ass jo deen: Mir hu Leit, déi e mëttelt Akommes hunn, déi berüümte Mëttel-schicht, déi musse Bücklinge maachen, fir vun der Bank e Prêt ze kréien, fir sech en Haus, eng Wunneng kënnen unzeschaffen, oder e Loyer bezuelen. An déi Leit, déi sinn awer gutt genuch, fir dem Staat fir all zousätzlechen Euro, dee se verdéngen, 40 % dovunner als Steieren ze bezuelen!

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass net d'Ver-ständnis vun enger gerechter Steierpolitik an dat ass och net d'Veständnis, déi mir als CSV hu vun enger gerechter Laaschverdeelung, fir de Staatsbudget ze finanzéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Steiergerechtegkeet, déi zielt fir d'CSV fir d'Mëttelschicht, mee si zielt awer och bei de Spëtzeverdénge. An ech ginn lech och do e konkret Beispill. Et gëtt esou eng Etüd vun dem Conseil économique et social, dem Wirt-schafts- a Sozialrot, 2018 gemaach, déi baséiert sech op d'Statistike vum Verdéngscht vun den eenzelne Stéit vun 2016.

A wann Der dat kuckt, da staunt Der! Firwat staunt Der? Mee et sollen, laut där Statistik, an ech mengen, déi ass net falsch - blouss ob se all Spëtzeverdénge och steierlech erfaasst, dat woen ech zumindest, ech soen dat à titre personnel, ze bezweifelen! -, well laut där Etüd soll et zu Lëtzebuerg genau 600 Steierzueler ginn, 600 vu 515.000, Lëtzebuurger an net Lëtzebuurger Leit, déi zu Lëtzebuerg residéieren, déi d'Joer méi solle verdénge wéi 700.000 Euro versteierbaart Joresakomes!

Dir Dammen an Dir Hären, 700.000 Euro ver-steierbaart Joresakomes, do kënn Der schmunzelen! Wësst Der, wivill dat an der Reegel netto ass? Dat si 34.000 Euro netto Akomes de Mount. An do si jo net nëmme Fräibe-ruffler dobäi oder déi, déi géint Loun a Gehalt zu eent oder zu zwee an engem Stot schaffen, mee do sinn och nach matabegraff alleguerten déi Leit, déi iwwer e Joer eng exceptionell Im-mobilientransaktioun zum Beispill gemaach hunn. Eng Bauerefamill, déi Stécker verkaaft huet, déi se herno erëm an hire Betrib erage-fouert huet, Leit, déi eng lerschaft haten, déi en Haus verkaaft hunn an déi investéiert hunn, och déi gehéieren do derzou.

Also, Dir Dammen an Dir Hären, et soll hei am Land - a kuckt emol de Luxus, deen dorëmmer ass! - just 600 Steierzueler ginn, déi méi wéi 34.000 Euro Revenu net de Mount hunn.

Ech soen dat dann och à titre personnel, dass mer hei net an eng ganz Kategorie gehäit ginn: Ech ka mir dat net virstellen! Ech mengen, dass et grad an de Spëtzeverdénge ganz héich Defiskalisatioun gëtt, oder fir et einfach op Lëtzebuergesch gesot ze kréien, dass net all Spëtzeverdénge a senger Gesamtheit vun de Steieren esou erfaasst ass, wéi e misst er-faasst sinn.

An do ass jo de sprangende Punkt vun der Ge-rechtegkeet! Wéi wëllt Der enger Persoun er-klären, déi 3.000 Euro verdéngt, dass déi fir all 100 Euro, déi se bäikritt, do dem Staat 40 % Steiere muss bezuelen, an deen, deen 30.000 Euro oder méi verdéngt - dat heescht dat Zéngfacht! -, dass dee mat engem Steiersaz be-laascht gëtt vu manner wéi 20 %?

A mir hunn et schonns des Èftere gesot, mir hunn et virun zwee Joer scho gesot, mir hunn et d'lescht Joer gesot a mir soen et haut nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, dass dee be-rüümte Regimm vun de Stock-Options, deen nämlech genau dat do erlaabt, dass ee kann net op dem Spëtzezeiersaz besteiert ginn, mee wäit drënner, wäit enner 20 %, dass deen net méi seng Daseinsberechtigung enner senger jëtzege Form huet.

An et ass eigentlech erstaunlech! Virun de Wa-len 2017/2018 huet hei all Fraktioun fraktiouns-iwwergräifend, souguer d'DP, gesot, jo, et misst een dat kucken, dat wier effektiv net rich-teg an et misst een dee Regimm änneren. Wal-programmer zitieren ech lech net. Ech zitieren lech net d'Walprogrammer. Abee, elo jub-bele mer schonn erëm ee Joer mat der neier Regierung virun. Ass iergendeppes um Regimm vun de Stock-Options geännert ginn zanther-hier?! Neel!

(**Interruption**)

Mir sinn also der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Circulaire vun dem Steierdi-rekter oder der Steierdirektesch, wéi se de Mo-ment funktionéiert, ofgeschafft muss ginn an dass, esou wéi et iwwereng d'Parteien an hire Programmer haten - Vill! Parteiwwergräi-fend! -, e Gesetz gestëmmt muss ginn, fir dass de Regimm vun de Stock-Options, vun deem ee ka profitéieren, am Plafong limitéiert ass, an der Zäit limitéiert ass, a virun allem, dass just d'Salariéen dovunner kënnen profitéieren fir déi

Investissementen, déi se maachen an Aktie vun hirem eegene Betrib oder am Grupp, wou hir eegen Arbeitneemer dra sinn.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, et mag een en Talent sinn, et mag een Expat sinn, dat heescht een, dee vu baussen op Lëtzebuerg kënn, an där brauche mer och, där Talenter, dat soe mer. Mee et ass een net säi Liewe laang en Ta-lent an engem Marché oder fir déi Entreprise, wou ee schafft, an dass duerfir d'Allge-mengheet muss duerhalen, fir dass een eng héich Defiskalisatioun vu sengem Akomes huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech erlabe mer, an deem Sënn och eng Mo-tioun vun der CSV ze iwwerreechen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *revues les motions du groupe politique CSV des 14 décembre 2016 et 14 novembre 2017 concernant la réforme du régime d'imposition des stock-options ;*

- *rappelant les déclarations de Monsieur le Ministre des Finances qui a publiquement reconnu que le régime fiscal des stock-options a été détourné de ses finalités visant à attirer des talents au Luxembourg, de même qu'à faire participer les salariés de start-ups aux bénéfices de ceux-ci ;*

- *qu'il a, à cette même occasion, annoncé vouloir (i) intégrer le régime fiscal des stock-options dans un texte de loi, (ii) mettre un terme aux abus et (iii) présenter ledit projet « dans les semaines à venir » ;*

- *regrettant les déclarations ultérieures de Monsieur le Ministre des Finances lequel s'est satisfait, lors de la présentation du projet de budget pour l'année 2018, d'annoncer une imposition plus forte des plans d'options sur actions via circulaire du directeur des contributions directes ;*

- *prenant à cet égard acte de la circulaire du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 ;*

- *considérant que les stock-options continuent à échapper à la progressivité du barème d'imposition et qu'il convient dès lors de revoir ce régime d'imposition pour des raisons d'équité sociale ;*

- *rappelant que l'article 101 de la Constitution dispose que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi ;*

- *notant qu'au cours de la dernière législature, certains députés de la majorité gouvernementale (i) affirmaient que le régime des stock-options était inacceptable, voire (ii) souhaitaient la fin du régime des stock-options couplée à une phase de « phasing out », tout en limitant ces avantages fiscaux à des participations dans l'entreprise concernée même, dans le meilleur des cas aux start-ups,*

invite le Gouvernement

- *à provoquer l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions directes du 29 novembre 2017 ;*

- *à mettre en place un régime d'imposition des stock-options dont les avantages fiscaux (i) sont limités dans le temps, (ii) sont plafonnés à un montant déterminé et (iii) garantissent l'attractivité du Luxembourg avec un accent sur les start-ups ;*

- *à incorporer le nouveau régime dans un texte de loi, comportant, le cas échéant, une période de « phasing out » du régime actuel, et dont l'entrée en vigueur sera fixée au 1er janvier 2021 au plus tard ;*

- *en attendant l'abrogation de la circulaire et jusqu'à la fin de la période de « phasing out », à renseigner les députés sur les dépenses fiscales liées au régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions et à consigner ces informations annuellement dans le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle.*

(s.) Gilles Roth, Diane Aehem, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Steiergerechtegkeet virum Budget, dat zielt och fir déi berüümte Leit aus der Steierklass 1a. Dozou ziele Wittleit, et ziele Leit derzou, déi gescheet sinn, wat och keen Drama ass, an et ziele Leit derzou, déi monoparentall sinn.

A wa mer soen: „D'Mëttelschicht ass déi, déi muss bludden“, da soen ech lech och: D'Leit aus der Steierklass 1a, dat si leider nach ëmmer déi Vergiessenst vun deene Vergiessenen. An och fir si zielt Steiergerechtegkeet, an zwar elo direkt an net „auf die lange Bank“.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - E Beispill, fir dass dat och emol eng Kéier kloer gëtt. Eng Per-soun, déi 3.000 Euro monatlecht Akomes huet, déi bezilt an der Steierklass 1a 76 Euro Steieren. An der Steierklass 2 15 Euro an an der Steierklass 1, also wann et e Jonggesell wier, bezilt se 202 Euro.

Wa mer d'Beispill huele vun enger Persoun, déi 4.000 Euro de Mount verdéngt, jo, déi bezilt an der Steierklass 1a, also als Rentner, als Pensi-onist, als Persoun, déi gescheet ass a Kanner à charge huet oder monoparentall mat Kanner à charge, bezilt déi schonns 418 Euro Steieren. An der Steierklass 2, also als Famill, bezuele se nach ëmmer 131 Euro. An als Jonggesell 489 Euro. Also den Ennerscheid bei enger Persoun, déi monoparentall ass, par rapport zu enger Persoun, déi Jonggesell ass, deen ass genau 70 Euro Steieren de Mount manner.

A mir sinn der Meenung, dass dat net gerecht ass. An och do, Dir Dammen an Dir Hären, huet partiwwergräifend jiddweree gesot: „Dat do, dat muss ophéieren. Dat muss nei gereegelt ginn. Den Tarif vun der Steier-klass 1a, dee muss méi no bei dee vun de Fa-millje vun der Steierklass 2 geréckelt ginn.“

Abee, näischt ass geschitt! Elo ginn d'Leit op déi nächst Steierreform verträischt, vun där se gesot kréien: „Ma mir maache souwisou eng modern“ - wéi hate se dat scho méi gesot? - „Mëtt-lénks-Steierreform.“ Op enger Podiums-diskussioun seet den Energieminister, den Här Turmes, an den Här Gramegna Pierre: „Mir sinn eng Mëtt-lénks-Regierung.“

Jo, ben, déi Mëtt-lénks-Regierung, Dir Dam-men an Dir Hären, déi huet de Leit versprach, si géif eng revolutionär Steierreform maachen, bei där jiddwereen an där selwechter Steier-klass wier a keen eppes géif verléieren!

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, mir soen lech dann als normal CSV-Partei vun der Mëtt, Vollekspartei vun der Mëtt soe mir lech: Mir huelen d'Regierung beim Wuert a mir kucken op dat a virun allem, ob keen eppes verléiert! Mir kucke mat Argusaugen no!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An, Dir Dammen an Dir Hären, mir schléissen eng grondsätzlech Reform net aus. Eng grondsätzlech Reform vun de Steierklasse schléisst d'CSV net aus. Mir ku-cken eis dat un. Mee mir sinn awer der Mee-nung, dass, wann ee bis dohinnerkënn, een dann en Iwwergangsregimm sollt huelen an dat maachen, wat all Parteien, iwwerengs och d'Partei vun deser Majoritéit, de Leit dobausse versprach hunn, nämlech dass déi Diskrepanz vun der Steierklass 1a ab engem Revenu vu 4.000 Euro sollt ophalen.

An an deem Sënn iwwerreechen ech lech och zwee Amendementer, Här President. Dat eent ass, dass den Iwwergangsregimm vun der Steier-klass 2, dat heescht, wann ee gescheet gëtt oder wann ee Wittfra oder Wittmann gëtt, vun 3 op 5 Joer an d'Luucht gesat gëtt an dass pa-rallell déi Steierklassen esou adaptéiert ginn an den Tarif esou adaptéiert gëtt, dass een net di-rekt, wéi d'Leit soen: „Aus Witwen wurden Junggesellen gemacht“, dass dat net bei 3.000 Euro schonns spilt.

Här President, ech erlabe mer, lech och an deem Sënn zwee Amendementer ze iwwerree-chen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

Amendements 1 à 3

7500 - *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :*

1° *la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;*

2° *la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;*

3° *la loi modifiée du 4 décembre 1967 concer-nant l'impôt sur le revenu ;*

4° *la loi modifiée du 10 mars 1969 portant insti-tution d'une inspection générale des finances ;*

5° *la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;*

6° *la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le re-venu en cas d'embauchage de chômeurs ;*

7° *la loi modifiée du 28 avril 1998 portant*

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonction-naires de l'État ;

8° *la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;*

9° *la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les pro-duits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons al-cooliques ;*

10° *la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;*

11° *la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le ré-gime des traitements et les conditions et modal-ités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*

12° *la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;*

13° *la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des do-maines et de la TVA*

Amendement 1

Un nouveau paragraphe (2) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (2) L'article 119 de la loi modifiée du 4 dé-cembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est remplacé comme suit :

“En vue de l'application du tarif, les contribuables sont répartis en trois classes :

1. La classe 1 comprend les personnes qui n'appartiennent ni à la classe 1a ni à la classe 2.

2. La classe 1a comprend les contribuables sui-vants pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2 :

a) les personnes veuves,

b) les personnes qui bénéficient, selon les disposi-tions de l'article 122, d'une modération d'impôt pour enfant dans les conditions définies à l'article 123,

c) les personnes ayant terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition.

3. La classe 2 comprend :

a) les personnes imposées collectivement en vertu des articles 3 ou 3bis,

b) les personnes veuves dont le mariage a été dis-sous par décès au cours de cinq années précédant l'année d'imposition,

c) les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des cinq an-nées précédant l'année d'imposition, si avant cette époque et pendant cinq ans elles n'ont pas bénéficié de la présente disposition ou d'une dis-position similaire antérieure.” »

Commentaire de l'amendement 1

Par une loi du 6 décembre 1990, le législateur avait décidé de reclasser dans la classe 1 (tarif de base) les contribuables célibataires, séparés de fait et divorcés avec descendant(s) vivant(s) âgés de moins de 65 ans.

Afin toutefois de tenir compte des charges excep-tionnelles qui peuvent découler de la dissolution d'un mariage, il a néanmoins été proposé de ré-server pendant une phase transitoire aux contri-buables concernés le bénéfice de leur classe d'im-pôt antérieure. Les trois premières années suivant l'année de l'autorisation judiciaire de séparation, les séparés de fait et les divorcés pourront conti-nuer de bénéficier passagèrement du splitting.

Pour les autres contribuables à reclasser, leur re-classement sera amorti pour des raisons sociopolitiques tenant à leur capacité contributive. Ils se-ront rangés dans une classe intermédiaire 1a, classe dans laquelle l'impôt se trouve certes être calculé en application du tarif de la classe 1, mais pour un revenu réduit du fait de l'application d'un abattement de revenu dégressif.

Afin d'atténuer encore davantage les effets d'une rupture des liens du mariage, il est proposé de prolonger la phase transitoire de 3 à 5 ans.

Amendement 2

Un nouveau paragraphe (3) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (3) L'article 120bis de la loi modifiée du 4 dé-cembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié comme suit :

“L'impôt à charge des contribuables de la classe 1a est déterminé par application du tarif au revenu imposable ajusté réduit de la moitié de son complément à 56.325 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 39 % pour la tranche de revenu comprise entre 37.842 euros et 100.002 euros, 40 % pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 euros et 150.000 euros, 41 % pour la tranche de revenu comprise entre 150.000 euros et 200.004 euros et 42 % pour la tranche de re-venu dépassant 200.004 euros.” »

**Commentaire de l'amendement 2**

Il est proposé d'augmenter le montant de 45.060 à 56.325 euros, i. e. 2,5 fois la tranche de revenu exonérée en classe 1a.

Amendement 3

Un nouveau paragraphe (4) est inséré à l'article 3 du projet de loi et libellé comme suit :

« (4) À l'article 127, alinéa (4) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu le tableau servant de base de calcul des charges extraordinaires, réduisant de façon considérable la faculté contributive du contribuable, est remplacé par le tableau ci-après :

Pour un revenu imposable	pour un contribuable appartenant à la classe d'impôt 1 (avec au moins une modération d'impôt, et, cette modération en raison de 50 pour cent compte pour une modération d'impôt à 100 pour cent)						
	1	1a ou 2					
	nombre des modérations d'impôt pour enfants						
	0	1	2	3	4	5	
Inférieur à 25.000 euros	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
25.000 - 50.000 euros	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
50.000 - 75.000 euros	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %
75.000 - 100.000 euros	7 %	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %
100.000 - 125.000 euros	8 %	7 %	5 %	3 %	1 %	0 %	0 %
125.000 - 150.000 euros	9 %	8 %	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %
supérieur à 150.000 euros	10 %	9 %	7 %	5 %	3 %	1 %	0 %

Le paragraphe (2) actuel de l'article 3 du présent projet de loi devient le nouveau paragraphe (5).

Commentaire de l'amendement 3

Sur sa demande, le contribuable peut obtenir un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires qui sont inévitables et qui réduisent d'une façon considérable sa faculté contributive (art. 127 L.I.R.). Le contribuable est censé avoir des charges extraordinaires lorsqu'il a des obligations qui n'incombent normalement pas à la majorité des contribuables se trouvant dans une position analogue quant à la situation familiale et quant à l'importance des contribuables se trouvant dans une position analogue quant à la situation familiale et quant à l'importance des revenus et de la fortune. Une charge extraordinaire est considérée comme étant inévitable lorsque le contribuable ne peut s'y soustraire pour des raisons matérielles, juridiques ou morales.

Sont notamment considérées comme charges extraordinaires :

- les frais de maladie non remboursés par un tiers ;
- les charges supplémentaires des invalides et infirmes ;
- les frais de domesticité et de garde d'enfants
- les pensions alimentaires entre époux ;
- les frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance.

Le degré de déductibilité des charges extraordinaires est fonction de la faculté contributive du contribuable. Une dépense est supposée réduire la capacité contributive d'un contribuable dès qu'elle dépasse un pourcentage de revenu variant par rapport au revenu et à la situation familiale du contribuable.

La modification sous rubrique vise à refixer les limites de revenus intervenant dans le calcul de l'abattement pour charges extraordinaires, adaptations qui tiennent compte de l'inflation du niveau des coûts depuis 1980 (cote d'application de l'indice 4/1980 : 318,77 et cote actuelle : 814,40) lors de la dernière mise à jour du tableau actuel.

(s.) Gilles Roth, Diane Aehm, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, et ass nawell vill vu Kilometerpauschal an effentlechen Transport a vun ech weess net wat geschwat ginn. Steiergerechtkeet, Dir Dammen an Dir Hären, déi zielt am ganze Land. An déi zielt vu Mondorf bis douewen op d'Wemperhaart. An déi zielt net nëmme ronderëm d'Ballunggebidd der Stad Lëtzebuerg oder vun der Minettmetropol.

An dann huele mer emol d'Kilometerpauschal. An ech muss lech soen, Här Finanzminister, ech war awer e bësse schockéiert virgëschter, wéi

Der an der Finanzkommissioun gesot hutt a wéi et haut nach eng Kéier op der Chamberstribün widderholl gouf, nämlech: ab dem 1. März géif et en effentlechen Transport ginn an - seet d'Madamm Lorsché - et géif awer net un der Kilometerpauschal gefréckelt ginn.

► **M. André Bauler** (DP).- Nach net.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- „An nach net“, sot se.

► **Une voix**.- Nach net.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Also, Dir hutt also gesot an Dir hutt et fäerdegbruecht, dass Der gesot hutt: „Mir weichen zwar vun dem Regierungsprogramm of.“ An Dir hutt de Leit et po-

sitiv verkaaft. Also, dat muss ee fäerdegbréngen! Dir hutt de Leit et positiv verkaaft, dass net géif un der Kilometerpauschal gefréckelt ginn an dass dat nach en Avantage fir d'Leit soll sinn! En Avantage!

Mee, da kommt, mir kucken emol eng Kéier d'Kilometerpauschal! An ech hu selwer gestaut: Déi ass 1990 als forfaitaire agefouert ginn. Déi Valeur, déi sengerzäit pro Kilometer ab 4 Kilometer zrëckbehale gouf, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen: 99 Euro; virdu mussen dat 4.000 Lëtzebuerg Frang gewiescht sinn. Dat geet plus ou moins op.

Wësst Der, wivill dass déi Kilometerpauschal haut misst sinn, wa se mat dem Index vun haut berechent géif gi par rapport zu dem Index vun 1990? Mee déi misst net 99 sinn, déi misst 163 Euro sinn! Pro Kilometer! Dat kréien also d'Leit alles ewechgeholl.

Elo kënt Dir soen: „Ma amplatz kréie se den effentlechen Transport.“ Mee wat sot Der dann engem wéi dem Här Kaes? Wat sot Der engem wéi deene Leit, déi an dem Éislek wunnen? Deene Leit, déi am ländleche Raum wunnen, wou zweemol den Dag vläicht e Bus kënt, ma déi awer ...? Dir kënt déi dach net an den effentlechen Transport setzen!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Déi Leit, déi brauchen hiren Auto!

(Interruptions)

Déi brauchen hiren Auto, fir dass se kënnen akafe goen! Déi Leit brauchen hiren Auto, fir dass se kënnen bei den Dokter goen! Déi Leit brauchen hiren Auto, fir dass se d'Kanner an d'Crèche kënnen féieren, an d'Maison-relais féieren, an de Sport - seet d'Madamm Arendt - kënnen féieren! Si mussen se dohinner féieren a siche goen.

Majo, zu deene sot Der: „Dir bezuelt den effentlechen Transport mat.“ Déi Stater an all déi Leit, déi ronderëm fueren, déi rennen, mam Bus fuere se emol net. Ech sinn de Moien an d'Stad komm, Véirel op siwen zu Mamer just virum Rond-point: siwe Bussen! Siwe Bussen! Déi hunn e Stau fir sech selwer gemaach!

(Brouhaha)

A gleeft mer, no dem zweeten ass kee Ménsch méi an de Bus erageklomm, well et stoung kee méi op der Haltestell!

Also mussen d'Leit aus dem ländleche Raum dat doten alles mat hire Steiere matbezuelen, wat eng Ideologie ass, wou déi gréng dergéint waren, wéi se an d'Wale gaange sinn. An duerno hu se gesot, dat wier eng sozial Mesure. Abee, déi Leit aus dem ländleche Raum, déi wëssen, wat fir eng sozial Mesure dass et ass. Si bezuelen den effentlechen Transport mat ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- ... an op der Kilometerpauschal, do leeë se nach monter drop.

Wann dat d'Maximm „Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit gutt goen“ ass, also, mir hunn do en anert Verständnis dovun.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Voilà !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären, dat selwecht ass bei de Familljen. Et ass virdu gesot gi vun dem Här Gibéryen: „Da wäerten d'Famillje mussen bludden.“ Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'Familljen, déi mussen scho bludden!

Mir ginn net midd ze soen: Majo mir kucken, dass den Taux d'employabilité - et kritt een et scho bal net eraus -, dat heescht, dass d'Frae solle vermeert schaffe goen ...

(Interruption)

Ma sécher, d'CSV steet dozou! An ech menge wéi all Partei, oder ech ginn dovun aus oder ech hoffen, dass all Partei dat selwecht Verständnis oder dat selwecht Weltbild huet. Mir brauchen zu Lëtzebuerg, dass béid Partner an engem Stot, wa se dat wëllen, kënnen enger Aarbecht nogoen. An d'Ekonomie, Dir Dammen an Hären, brauch et och! Déi brauch et och!

Mee wa mer dat wëllen, jo, da mussen mer dat awer och steierlech begleeden! A mir dierfen awer och net steierlech d'Leit dann nach op der Streck looslen!

An et gëtt ëmmer gesot: „D'CSV, die Ewiggestrigen“. Majo, déi Ewiggestrigen vun der d'CSV hate beim Här Werner schonn eppes agefouert, dat huet sech genannt: en Abatement extra-professionnel. En Abatement extra-professionnel, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, dat ass en außerberuflicher Freibetrag.

► **Une voix**.- Op Däitsch.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, dat war op Däitsch, mee fir op Lëtzebuergesch ... Also, fir et einfach ze soen: Wann zwee Leit an enger Koppel schaffe ginn, ob se gepacst sinn, ob se bestuet sinn, da kënnen déi en Abatement geltend maachen duerch déi méi Fraisen, déi se hunn, well se zu zwee schaffe ginn. Wat eigentlech absolut normal ass a wat och soll steierlech incitatif sinn, fir dass d'Leit op den Aarbechtsmarché ginn.

Abee, deen Abatement extra-professionnel, dee läit schonn zënter 1990 bei 4.500 Euro. Wann een deen Index nëmme géif adaptéieren, da géif deen haut bei 7.425 Euro leien!

(Interruption)

Wann Dir de steierleche Gain oder den Netgain dovunner rechent, da mécht dat fir eng Famill 100 Euro netto de Mount aus. 100 Euro netto de Mount mécht dat aus!

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meinung, dass dat alles ass, mee keng Steiergerechtkeet.

An deem selwechte Sënn, an ech halen domadder op, ass déi sougenannte Charge extraordinaire. A mir gi jo als Vollekspartei vill ënner d'Leit. An, Här Finanzminister, dat, wat mer vun de Leit rapportéiert kréien ... An déi se nach net gemaach hunn, déi maachen dat dann elo iwwert déi Chrëschtdeeg, nämlech hir Steiererklärung. Abee, do muss ech lech soen: Dat ass net ganz einfach auszufüllen.

Déi Steiererklärungen si vill ze komplizéiert fir d'Leit, fir se auszufüllen. An dat, wat eigentlech net an der Rei ass, dat ass: Well déi Steiererklärungen esou komplizéiert sinn a well d'Leit net richtig renseignéiert ginn, wat se och vun de Steiere kéinten ofsetzen, setze se vill Saachen net of, wou se e Recht an en Usproch drop hätten, fir dat kënnen steierlech geltend ze maachen. Dat sinn déi sougenannte Charges extraordinaires, also aussergewöhnlech Belaaschtungen.

Well et ass net jiddwer Persoun, net jiddwer Stot, net jiddwer Koppel, déi dat selwecht Akommes huet, déi herno och déi selwecht finanziell Laaschten huet. Dat kann zum Beispill bedéngt sinn duerch:

e Krankheitsfall vun engem Kand, vun engem Partner, vu soss engem enke Familljemember; d'Kannerbetreung - déi eng hu Kanner, déi hu Fraise vun der Kannerbetreung, déi aner hunn dat net -;

en Altersheim. Wat d'Leit net wëssen, et sinn oft Leit, wou een Ehepartner an d'Altersheim geet an deen anere seet: „Ech wëll awer nach, zumindest temporär, doheem bleiwen.“ Dann hu se also, wéi déi Däitsch soen, eng eigentlech „doppelte Haushaltsführung“. Dass d'Leit déi Fraisen dann, déi se als Pensionspräis am Altersheim bezuelen, kënnen ofsetzen, ass deene mannste bekannt.

A wat och nach net an der Rei ass, an deem selwechte Sënn, ass dat, dass déi Zommen, déi ee ka geltend maachen no engem Berechnungsschema, deen an der Steierlegislatioun virgesinn ass, zënter 1990 net méi ugepasst sinn an dass d'Leit doduerch weesentlech mainer steierlech Ausgabe kënnen geltend maachen, wéi dat virdrun de Fall war.

A wann een dat alles zesammenzielt, ...

(Interruption)

Moien awer.

(Hilarité)

... ech kéint déi Lëscht nach weiderféieren, da gesäit een, dass een de Steiersystem net eleng no dem Tarif ka kucken, mee et muss ee kucken, wat alles nach ronderëm ass.

An ech muss lech soen, den OGB-L huet 2018 op eng ganz einfach a verständlech Aart a Weis eng Fibel erausginn, wou en all déi Saachen do opgelëscht huet. An da gesäit een, dass Steiergerechtkeet eppes ass, wou een net no Rechschiber ka vun enger Tabell fueren, mee dass ee muss dat Globaalt vun der gesamter Steiergesetzgebung en compte huelen.

An dat explizéiert iwwregens och, obschonns iwwert d'Jore verschidden Adaptatiounen am Tarif gemaach goufen, dass d'Leit lues awer sécher ëmmer méi Steiere mussen bezuelen. An dat ass och eng vun den Explikatiounen, wisou dass trotz uwuessender Lounmass esou massiv Steierzoulage vu Joer zu Joer, iwwer 400 Milliounen eleng vun 2019 op 2020, vun de Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffen, mussen bezuelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Steiergerechtkeet heescht och, dass een d'Leit an Zäite vu gudder wirtschaftlecher Konjunktur net mat de Kriseninstrumenter vun de Joren 2011/2012 ka belaachten. Et schreift een net seng schwaarz Null, andeem een d'Solidaritätssteier vun de Krisenjoren nach weider bei gudder a floréieren der wirtschaftlecher Konjunktur de Leit ofverlaangt.

Et kann net sinn, dass ee mat Steiergranaten, grad vun engem DP-Finanzminister, haut weiderféiert, wou den deemolegen DP-Spriecher, den Här Claude Meisch, a -president 2011/2012, wéi mer d'Solidaritätssteier an d'Luucht gesat hunn - an dat aus guddem Grond, well de Chômage natierlech sengerzäit an der Kris extreem an d'Luucht gaangen ass -, (veuillez lire : dat deemols kritiséiert huet), an dass een dee Moment, wou de Chômage erofgeet, wat eng gutt Saach ass, einfach riicht viru mat deenen Instrumenter fiert.

Dat heescht, d'Lëtzebuerg Regierung léisst sech hire Budget sanéieren duerch Steiergranaten, wéi de Claude Meisch et 2012, viru siwe Joer, qualifizéiert huet. An dat fanne mir net an der Rei!

Et kann net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dass fir d'Ausgabe vun dem Beschäftigungsfong 626 Milliounen Euro u Solidaritätssteier bezuelt ginn, dovunner eleng 435 Milliounen Euro vun de Privatpersounen.

A komescherweis sinn, an ech fannen dat richtig, souguer Gewerkschaftsorganisatiounen, deene jo eenzel Regierungsmemberen awer net onbedéngt wäit ewech stinn, wat hiert gutt Recht ass, mee et sinn och déi, déi soen, dass dat net an der Rei ass.

Eis Zentralbank seet, dass dat net an der Rei ass. D'Zentralbank schreift am Avis vun 2017: « Il serait en effet logique que les hausses de l'impôt de solidarité subies en temps de crise soient revues ou annulées avec l'amélioration de la situation générale. Cela permettrait non seulement de préserver la nature même de l'impôt de solidarité, mais également de se doter d'une certaine marge de manœuvre en cas de nouvelle récession. »

An da seet den OGB-L eigentlech an déi selwecht Richtung: « [...] l'impôt de solidarité payé par les personnes physiques », also déi normal physesche Persounen, « a progressé de près de 800 % », 800 %!, also dat Aachtfacht, « alors que l'impôt de solidarité payé par les entreprises a progressé de 180 % [...] ». Also vun 2.000 un. « L'impôt de solidarité doit être réparti plus équitablement entre les entreprises et les ménages. L'équilibre doit être rétabli pour cette charge fiscale. »

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass där selwechter Meinung. An ech erlabe mer, Här President, lech och an deem Sënn eng Motioun ze iwwerreechen, déi virgesäit, dass d'Solidaritätssteier fir d'physesche Persounen net sollt ofgeschafft ginn, mee dass se am Montant, am Taux no ënne sollt ugepasst ginn.

An et ass ganz einfach esou, wësst Der, et ass Wanter, et ass zwar haut waarm. Dir kënt mat enger Wanterjackett an der Stuff setzen, mee wann et dobausse kal ass an Dir gitt mat der Wanterjackett eraus, dann erkaaft Der lech. A mir hoffen, dass et mat der Solidaritätssteier, wann et dem Land net méi esou gutt geet, net änlech geet. Well wéi héich mussen mer se da setzen, wa mer se haut sollten op deenen Taux looslen, wéi se elo ass?

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

Motion 4

La Chambre des Députés, considérant

- que l'impôt de solidarité est une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des collectivités ;

- qu'ensemble avec d'autres recettes, parmi lesquelles une dotation provenant directement du budget de l'État, ces rentrées fiscales sont versées au fonds pour l'emploi ;

- qu'en 2013, 56 % des dépenses du Fonds pour l'emploi ont été financées via l'impôt de solidarité ;

- qu'en 2019, l'impôt de solidarité prélevé sur les personnes physiques et les collectivités couvrirait 82 % (dont 55 % à charge des personnes physiques) des dépenses du Fonds pour l'emploi ;

- que si l'État contribuait encore en 2015 à hauteur de 125 millions d'euros au Fonds pour l'emploi sous forme de dotation extraordinaire, il s'est depuis désolidarisé de sorte que la dotation pour l'année 2020, toujours qualifiée d'« extraordinaire », ne s'élève plus qu'à 5 millions d'euros ;

- rappelant que le taux de la majoration d'impôt pour les personnes physiques était de 2,5 % entre 1991 et 2009 ;

- que le taux de de l'impôt de solidarité s'établit actuellement à 7 % pour les collectivités et à 7 % respectivement à 9 % pour les personnes physiques en fonction du revenu imposable ajusté ;

- que les niveaux de taux actuels de la majoration d'impôt ont été introduits à partir de l'année d'imposition 2013 afin de mieux affronter les effets néfastes de la crise économique et financière sur l'emploi ;

- que depuis lors, le chômage a largement baissé ;

- que, malgré des années où la conjoncture s'est revigorée, le Gouvernement n'a pas revu à la baisse le taux de l'impôt de solidarité ;

invite le Gouvernement

- à revoir à la baisse l'impôt de solidarité pour les personnes physiques.

(s.) Gilles Roth, Diane Aehm, Léon Gloden, Martine Hansen, Claude Wiseler.

► **M. Fernand Egen**, Président.- Merci.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och schonn vill zum Logement haut gesot ginn. An et ass richtig, dass d'Chamber sech besonnenes bei der Budgetsdebatte mat den Immobilieproblemer dobaussen an der Accessibilitéit zu de Logementer vun de Leit beschäftigt.

De Staatsminister huet am Neijoerschinterview fir 2019 - dat wäert sech elo an deenen nächste 14 hellegen Deeg da repetéieren - gesot ... Do seet den Här Bettel: „Ech kann lech haut soen, dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnel Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger“, seet den Här Bettel, „wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot, wou d'Schéier tèschent aarm a räich net méi grouss gëtt.“

Abee, och do huele mir de Staatsminister beim Wuert. Ass wierklech de Stau iwwert déi lescht siwe Jore mat de Mobilitéitskonzepter vun déi gréng hei am Land méi kleng ginn? Ech mengen éischter, de Contraire ass de Fall.

An ech mengen och, dass éischter de Contraire de Fall ass, wéi dass d'Leit, virun allem jonk Stéit, méi einfach géifen an eng Wunneng kommen. An an deem Sënn fanne mir et eigentlech total contraire. A mir verstinn dat och net, wéi et méiglech ass, dass dës Regierung weiderhin - weiderhin! - vun de Leit eng TVA, op den Erstwunnenge souguer, net vun 3 %, mee vun 17 % verlaangt an dass de Steierkredit duerfir net an d'Luucht geet.

An au contraire zu deem, wat de Finanzminister ëmmer behaupt huet oder weider nach behaupt: Och duerch d'Erhéijung vun der TVA ...

(Interruptions)

... kommen d'Leit, déi eng Éischtwunneng hunn, méi schlecht ewech, well den Taux, op deem ee kann den 3%-superreduzierten-TVA-Saz hunn, dee geet vu 416.000 op 357.000 Euro fir eng Konstruktioun erof. A fir 357.000 Euro, Här Baum, baut Der weeder zu Jonglënser nach zu Mamer nach iergendwou am Land ganz vill.

Här President, an deem selwechte Sënn proposéiert d'CSV duerfir nach eng Kéier - an ech erënneren un dat, wat den Här Lies schonn des Eftere gemaach huet -, fir de Steierkredit bei der Uschafung vun enger Immobilie vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen. Dat selwecht iwwregens och fir de bëllegen Akt. Do soll de Steierkredit vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht goen.

Well ech soen lech emol eng Kéier, wat dat fir d'Leit dobaussen ausmécht: Wann Dir en Haus kafe gitt, wat scho steet, jo, ier Der iwwerhaapt emol de Schlëssel kritt vun deem Haus, da freet den Nottär lech emol, net fir sech selwer - fir sech selwer freet e seng Honorairen, wou

d'Tauxen zënter jeehier net méi ugepasst gi sinn, obschonn d'Immobiliepräisser vill an d'Luucht gaange sinn -, mee freet den Nottär lech nach 7 % Enregistremens- an Transkriptionskäschten.

Dat si bei enger Immobilie vun 800.000 Euro 56.000 Euro. Dat heescht, de Bierger, deen eng Immobilie vun 800.000 Euro fir sech a fir seng Famill keeft, dee bezilt emol direkt dem Staat 56.000 Euro! Dat fanne mir net an der Rei. An duerfir wëlle mer och, dass de Kredit vun dem bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht gesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen net derlaanscht, fir och nach e Wuert zu der sougenannter ekologescher Steierreform ze soen. Mir hunn eis do dat ugelies, wat déi gréng an aner alles esou gesot hunn, wéi se nach an der Oppositiou waren.

Den Här Kox, Logementsminister, Member vun der Lëtzebuerger Regierung, dee sot 2010 bei engem Débat d'orientation iwwert d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg - 2010 huet en dat scho gesot -: „Säit 1997 huet sech nämlech parallel derzou och den Tanktourismus explosiounsaarteg entwéckelt, ouni dass ee sech mat de Konsequenze vun dëser Entwécklung ausenanageresat gouf. [...] Leider“, seet den Här Kox 2010 schonns, „verkannt an och erëm verpasst.“ Et misst een en Apel fir den Duuscht hunn, seet den Här Kox 2010. „Säit Laangem verlaange mir“, also déi gréng, „ee graduellen Ausstiegenario aus dësem Tanktourismus. Mee mir hu grad de Contraire vun deem gemaach.“

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, wat huet dann dës Regierung zanter 2013 gemaach? Näischt!

Am selwechte Sënn den Här Bausch, dee virun hei war, deen huet och zum Tanktourismus am Joer 2013, dat heescht, knapps dräi Wochen ier d'Regierung Juncker/Asselborn op d'Kopp gehäit gouf, huet den Här Bausch dann als deemolegen Oppositionscoleader gesot „vum Tanktourismus haut schonns zu engem groussen Deel net dierfte benotzt ginn“, also d'Ausgaben, „fir d'Konsumausgaben zum Beispill ze finanzéieren vum Staat.“ Seet den Här Bausch, haitege Vizepremier vun dëser Lëtzebuerger Regierung. „Et hätt ee sollen déi Suen an e Future Fong sichen ze stiechen.“

Majo! Mee firwat hutt Der dat dann net gemaach zënter 2013? Zënter 2013: eng Regierung mat grénger Bedeelegung, mat engem gréngen Haus ziele se, mat Honnerte Beamten! Näischt ass an deem Sënn geschitt! Au contraire! Déi durchschnëttlech Rentrée vum Akzise sinn zanter 2013 net erfogaangen, mee déi si stabiliséiert gi bei 700 Milliounen Euro. 700 Milliounen Euro sinn all Joers iwwert de Wee vun den Akzisen erakomm!

Den Tubak! Do misst jo e Gréng geckeg ginn, do derbäi. Se sinn zwar elo fir de Cannabis. Wéi dat dann herno soll besteiert ginn oder net besteiert ginn, do loosse mer eis dann iwwerrassen. Mee den Tubak! Akzisen 2013: 97 Milliounen Akzisen 2019: 197 Milliounen enner grénger Bedeelegung.

Dir Dammen an Dir Hären, wann dat en nohalegen Émgang mat den Akzisen ass, wann ee seet: „Ma dat misst een alles an e Future Fong setzen“, also da versti mir nach just Bahnhof, warscheinlech wéi och den Här Bausch.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, de Klimafong. Da kommt, mir kucken dat emol: de Klimafong fir déi gréng. Avoiren, net an der Keess, dat hu se net, kontabel awer gesécher: 757 Milliounen Euro. 757 Milliounen Euro! D'Avoire vun dem Klimafong si permanent an d'Luucht gaangen! Dat heescht, déi gréng soen de Leit 2013: „Ma mir huelen d'Sue vun dem Tanktourismus.“ Dat dierf net fir d'Konsumausgabe vun dem Staat sinn! An déi huele se, se bunkere se an de Klimafong a se fabrizéieren iwwerhaapt näischt domadder!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat ass keng nohaleteg ekologesch Steierreform! A wann Der konkret Beispiller frot: ...

(Interruptions)

... Mir hätten déi Suen do geholl a mir hätten de Leit schonn zënter 2013 gehollef, fir dass se eng ekologesch Transitioun gemaach hätten. Mir hätten déi Sue geholl a mir hätten d'Entreprises ennerstëtzt mat Steierbonifikatiounen, déi investéiert hätten a Greentechnologien. Mir hätte gekuckt, wéi d'Lëtzebuerg als Standuert an der Groussregioun an doriwier eraus sech hätt kenne bedeelegen u Fuerschungsprojekter fir Waasserstoffzellen, fir Elektromobilitéit.

Alles dat ass verfeelt a verpasst ginn an et huet een d'Sue monter weider ausginn als Konsumausgabe vun dem Staat, fir d'Gadete vun dëser rout-blo-grénger Koalitioun ze finanzéieren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An et huet een dat net gemaach, mat deem een ugetratt ass.

Wat huet ee gemaach? Eng ekologesch Steierreform. Dat ass eng Kakofonie sonnergläichen!

Dir Dammen an Dir Hären, et huet ee gemaach: ... Wat huet ee gemaach? Den Här Schank, deen hat fir Elektroautoen eng sougenannt PRIME CAR-e agefouert, dat heescht e Subsid, wann ee sengerzäit en Elektroauto kaaft huet. Wat hunn déi gréng gemaach? Ma si hunn emol fir d'éischt dem Här Schank seng Propositiou a säi Gesetz ofgeschaaft. Si hunn et ersat duerch e Steierabatement. An zwee Joer duerno hu se dat erëm ersat duerch e Steiersubsid. Dat heescht, si hu beim Här Schank ofgefouert (veuillez lire : Dat heescht, si hunn dem Här Schank säi Subsid ofgeschaaft) an herno hu se erëm dat selwecht, wat den Här Schank gemaach hat, agefouert.

An da komme mer zu de berühmte Klimaprëten. Dat sollt jo d'Wonnerléisung sinn 2013, fir d'Klima zu Lëtzebuerg - d'Klima zu Lëtzebuerg!? - ze retten. 80 Kilometer vu Cierf, e bësse méi uewen, bis ennen op Mondorf. 55 vu Réide bis op Rouspert. Fir d'Klima do ze retten.

A wat hu se gemaach? E Klimaprët agefouert. E Klimaprët! Soll ech lech emol d'Resultat soen?

2018 - d'Chambre des Métiers huet dat virgerechent :-

12 Demanden un der Zuel fir e Klimaprët zu 0 %;

68 Demandë fir e Klimaprët zu engem reduzierten Taux. Vun deenen 68 Demandë sinn der 20 ugeholl ginn. A wësst Der, wat de Staat u Klimaprëten ausbezuelt huet? Dat sollt jo d'Wonnerwaff sinn. Ganzer 22.000 Euro pro Joer. An dat bei engem Budget, deen de Moment iwwer 20 Milliarden ausmécht. Wann dat gréng Klimapolitik ass, Dir Dammen an Dir Hären, da versti mir näischt méi!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Weider ...

(Brouhaha)

Jo, jo.

Déi Konzeptlosegkeet bréngt eis awer nach just zum Staunen, wa mer dann elo - an ech woen dat ze soen - net d'lescht Woch als CSV, déi och vun deenen aneren Oppositionsparteien ennerstëtzt ginn ass, eng Motioun eraginn hätten, fir dass de Finanzminister oder d'Lëtzebuerger Regierung endlech der Chamber an de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger zu Lëtzebuerg gesot hätt, wat et dann elo op sech hätt mat der Akzisenhéijung op dem Spritt.

Ech muss lech ganz éierlech soen, Här Gramegna, Dir souzt do, Dir hutt d'leschte Kéier esou ofgewonk. Mir hunn eng Motioun erabruucht. D'Regierungsparteien hunn dergéint gestëmmt, dass déi hei soll zur Ofstëmmung kommen. Dat muss ee sech emol virstellen! Dunn hutt Der awer vläicht kal Féiss kritt, dunn hutt Der e Freideg annoncéiert ...

Den Här Bauler, dee souz do: „Jo“, sot en dunn, „ech hu fir e Méideg eng Kommissioun aberuff an da kenne mer och där Fro vun Ärer Motioun Rechnung droen.“ Da kënnt den Här Gramegna - an dat éiert en, well do huet e missen eleng kommen - an d'Finanzkommissioun an da léisst en definitiv d'Kaz aus dem Sak. An d'Leit si gewuer ginn, wat alles op se duerkënt.

Et kënnt elo derbäi: Akzisen 3 bis 5 Cent um Diesel. Da kënnt awer nach derbäi 2021, 2022 an 2023: déi sougenannten CO₂-Steier. An da si mer bei deem, wat den Här Gibéryen virdru gerechent huet, dass d'Leit eleng mat deem, wat elo bekannt ass, um Diesel bis zu 15 Cent um Liter musse weider bezuelen.

An den Hummer - den Hummer! - bei all deem ass jo eigentlech, dass den Här Turmes gëschter an der - wat war et? - Émweltkommissioun op déi konkret Fro, déi mer em gestallt hunn: „Jo, firwat maacht Der et?“ geäntwert huet: „Majo mir mussen den Differential mat de Belsch a mat de Fransousen a mat den Däitschen ausgläichen, well doduerch kommen d'Camionneuren. Se tanken zu Lëtzebuerg an da kréie mir dat alles an eis CO₂-Bilanz agerechent.“

Dunn hu mer em d'Fro gestallt: Jo, wat maacht Der dann, wann elo d'Belsch eng nei Regierung hunn, wann d'Fransousen, déi jo e bëssen an der Bredouille de Moment sinn, an déi Däitsch hignn, an dat hu se jo gemaach, wann déi soen: „Ma mir féieren och eng CO₂-Steier an a mir héijen d'Kazisen.“?

A wësst Der, wat den Här Turmes du gesot huet? „Jo, da musse mer kucken, ob mer se net nach mussen an d'Luucht setzen.“ Dat heescht, elo sinn d'Leit scho mat 15 Cent um Liter Diesel a Spritt gebeidelt an da soll herno nach derbäikommen! Dat heescht, mir bezuelen, fir dass

d'belsch Camionen, d'Fransousen, d'Hollänner, dass déi monter bei eis derduerchfueren. D'Lëtzebuerger bezuele fir eis CO₂-Bilanz, déi duerch déi aner matverursaacht gëtt, fir dass déi sollt besser ginn! A wann een alles kuckt, gëtt se da besser? Ma nee! Ma nee! Si gëtt net besser!

Well, do hu se och d'Wourecht gesot. An elo eréischt. Duerch déi heiten Akzisen - an CO₂-Bepreisung gëtt d'CO₂-Bilanz bei eis am Land kee Jota besser. Well trotz där Erhéijung vun den Akzisen an der CO₂-Steier geet souguer am Gesamtpaket dee verfuereenen Diesel an den nächste Joren, net méi esou staark - dat muss ee soen, net méi esou staark -, mee e geet nach a senger Globalitéit an d'Luucht.

An dat, wat mer de Leit net zielen, elo sinn d'Leit beschäftigt mat dem Spritt, mee wat nach derbäi kënnt, dat sinn d'Heizungen. Et ass net all Mensch, dee mat enger Wärmepompe do sëtzt. A wat soe mir dann? Wat soe mir dann der Wittfra, vun 78, 80 Joer, déi ...

(Brouhaha)

Jo, jo!

... déi de Mann verluer huet an déi mat enger mickreger Rent do sëtzt?

(Interruption)

Jo, Dir kënnt elo laachen, Madamm. Jo, jo!

Déi sëtzt do mat enger mickreger Pensioun oder enger mickreger Rent an da soe mer zu där: „Ma elo rappt Dir emol Ar Masuttsheizung eraus an dann ersetzt Der déi duerch eng Wärmepompe!“ Oder eng Damm oder en Här, dee schonns e Gasbrûleur huet, da sot Der: „Do mussst Der nach weider bezuelen. Da mussst Der deen duerch eng Wärmepompe oder duerch en anere Brûleur ersetzen.“ Ma wësst Der, wat dat kascht? 10.000 bis 14.000 Euro. Déi Fra, déi 2.500 Euro Rent oder Pensioun huet, ma déi muss sechs Méint spueren, well se kritt näischt méi geléint, bis dass se hire Brûleur oder hir Heizung ersat huet!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat ass jo schrecklech, Här Roth!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ma dat geet net!

(Hilarité)

Här Mosar, dat ass genau ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ma dat ass schrecklech!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ma dat ass genau déi Politik ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass genau déi Politik, déi dës Regierung de Leit ...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Et ass gutt, dass den Här Mosar lech demaskéiert. Da brauche mir et net ze maachen.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An da si mer nach net fäerdeg! D'Madamm Polfer, wou ass se? Si ass elo eraus.

Mir kruten am SIDOR, dem Müllverbrennungssyndikat ...

(Interruption)

Jo, jo.

De Müllverbrennungssyndikat, dee verbrennt fir 400.000 Leit hei an dem Land zu Leideleng den Dreck. Ech hunn net matkritt, dass bis elo eng aner alternativ Eliminatioun vun Haushaltsmüll technesch virgesi wier. Op jidde Fall spuert de SIDOR, fir 2027 oder 2028 kënnen eng nei Anlag amplaz ze setzen. Ob déi Technik eng aner ass, weess ech net, mee bis elo schéngt alles op déi Verbrennungstechnik erauszelaufen.

Wësst Der, wat de SIDOR kascht? 2021, da steet nach ëmmer déi jëtzege Anlag do: 4 Milliounen Euro! Wësst Der, wat de SIDOR 2022 kascht mat der CO₂-Bepreisung? 5 Milliounen Euro! A wësst Der, wat de SIDOR 2023 kascht? 6 Milliounen Euro! A mat dem Verursacherprinzip, dat geet also net vun Benefiss vun SIDOR of, well soss huet e kee méi, mee dat geet of, an et muss bezuelt gi vun den eenzele Leit. A wann een et emleet, dann ass dat e weidere Käschtpunkt vun iwwer 40 Euro an engem Stot. An all aner Punkte kommen nach do derbäi.

Dir Dammen an Dir Hären, als Konklussioun: „Wann et dem Land gutt geet, da soll et de Leit och gutt goen.“ „Mir maache mat mander méi.“ Mir sinn der Meenung als CSV, dass de Contraire de Fall ass. A wa mer och esou d'Debatten haut an hannert de Kulissen héieren, da

gi mir awer d'Gefill net lass, dass d'Regierungspolitik éischer, déi jo da sollt 2018 en neien Elan kréien, well se net méi domat gerechent haten 2018 - do si mir vläicht och selwer Schold drun -, ...

(Hilarité)

... dass et nach eng Kéier géif virugoen ...

(Brouhaha)

Jo, mir haten och eng Kéier e Plang, hein. Mir schwätzen awer haut net méi dervun.

(Interruptions)

Mee dass déi Regierungspolitik eis eigentlech de Moment éischer den Uschäi gétt - ech drécke mech da virsichtig aus, Dir kennt jo de Contraire bewisen -, dass et e politesche Kouhandel ass. E politesche Kouhandel:

Nämlech d'Sozialisten, déi ware méi schlau. Déi hunn emol direkt gesot: „Mir kréien eis 100 Euro Mindestloun,“ wat och richtig ass, „an d'zousätzlech Congésdeeg, iwwert déi kann een diskutéieren.“

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Déi al Léift kennt erëm eraus.

(Hilarité)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- déi gréng, ...

(Hilarité et interruption)

déi gréng, Dir Dammen an Dir Hären, déi kruten hir Ökotaxen. Wat fir eng Grausamkeeten dat fir d'Leit mat sech bréngt, dat wäert d'Zukunft weisen.

An d'DP, déi kréien dann ee Kaddo, nämlech dass se hir Clientèle esou klammheemlech mat de Stock-Options nach weider kënne berouegen. An do wäert de Regimm vertaagt a vertaagt a vertaagt gi bis op Sankt-Nimmerleins-Tag.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet et mat all deem, wat se ugekënnegt huet, fäerdegbruecht, dass zënter 2013 ... An dat ass dat, wat dramatesch ass. An et ass richtig, dass de Paul Galles déi Orientéierungsdebat iwwert den Aarmutrisiko zu Lëtzebuerg ugefouert huet. An et ass néideg, dass déi Debatt esou schnell wéi méiglech breet - breet! - an dësem Haus an an de Kommissioun fraktiounsiwwergräifend diskutéiert gétt.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Här Berger, zanter 2013. Well déi fréier Regierung, d'CSV/LSAP-Regierung, déi hat et fäerdegbruecht, dass trotz Kris den Aarmutrisiko net erofgaang ass, mee en ass zumindest net an d'Luucht gaang. Mat all deene Moosnamen, déi gemaach goufen, ass e stagnéiert. En ass stabil bliwwen ënner schwierigsten Ufuerderungen.

Abee, zanter 2013 liewe méttlerweil 105.000 Leit - 105.000 Leit! - zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz. An dat sinn 3 % weider. Dat sinn 20.000 Leit méi wéi 2013. An dat trotz deem, dass de Staatsbudget ëm 6 Milliarde Recetten zanterhier - 6 Milliarde Recetten zanterhier! - an d'Luucht gaangen ass. Do kann een nëmme soen: Du armt räicht Lëtzebuerg!

An zanterhier ass net nëmme den Aarmutrisiko an d'Luucht gaangen ass, dass d'Logemententspräisser si parallel tëschent 35 a 40 % an d'Luucht gaangen, soudass eis Konkursioun vum deem Ganzen éischer ass, dass mir e Staatsminister mat enger Regierung hunn ...

E Staatsminister, deen ech gëschter an haut net gesinn hunn! Dat hunn ech beim Här Juncker ni gesinn, ech hunn dat beim Här Juncker ni gesinn. Wann de Fraktiounspresident vum där gréisster Oppositionspartei seng Ried gehalen huet, war de Staatsminister ëmmer present! De Staatsminister war present, wann de Rapport vum Budget sai Rapport gemaach huet. An de Staatsminister war och bei den uschlëssenden Diskussiounen, wann et him erlaabt war, uwiessend.

Abee, do hu mir d'Impressioun, dass et éischer vill Bling-Bling ass, mat Schlagwuertpolitik iwwer Facebook, iwwer Snapchat, Instagram an alles, wat et nach esou gétt, an de Leit hir Problemer ze léisen, ass een net amstand!

Dës Regierung dréit un der Spëtzt keng Handschreift, si huet keng Iddien a si léist d'Problemer vum de Leit net, well se domadder iwwerfuert ass.

An aus all deene Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'CSV dës Budget net stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech wëll awer, an dat gehéiert och zur Politik, zum Schluss, trotz alle Meenungsverschiddenheeten, déi mer

hunn, fir d'éischt dem Yves Cruchten, als responsablem Budgetrapporteur, villmools Merci soen. Dat ass, et gétt ëfter gesot, et ass eng Fläissaarbecht. „Fläissaarbecht“ ass e bëssen eppes Pejoratives. Et ass eng Fläissaarbecht, well ee sech a kierzester Zäit ganz vill Zuelen, Politikorientéierung muss uneegen, an dat queesch duerch all d'Politikfelder, vum de Sozialversécherung bis zu den Infrastrukture bis zu de Steiere bis zu anere Politikberäicher, Santé, Famill a villes aneres méi.

Här Cruchten, Dir hutt dat exzellent gemaach! Felicitationen och vun eiser Säit nach eng Kéier!

An dat selwecht wëll ech awer och soen, zum Schluss, och wann ech e bësse bedauert hat, mee dat ass esou beim Här Gibéryen a beim Här Di Bartolomeo, beim Här Bodry, dass do heiansdo awer d'Temperament vill erauskënn!

Abee, mam Här Bodry, muss ech ganz éierlech soen, trotz allen Divergenze politescher Natur, déi mer haten an der Ausrichtung vun der Politik, hu mer och vill Weeër zesumme fonnt, an, wat sech appreciéiert, en hat ëmmer eng Argumentatioun fir dat, wat e gesot huet. En huet net einfach eppes gesot. Eng Behauptung, eng Argumentatioun, an dat huet e geéiert. An ech hunn de Moien eppes, virun allem, zréckbehalen. Dat ass dat, en huet gesot: „D'Politik muss sech d'Mëttele ginn.“ An dozou zielen och d'Deputéiert eenzel. Dass se net nëmme méi, wéi ech virdu gesot hunn, mat Bling-Bling, mat Facebook a mat, ech weess net Gott wat, ronderëm hantéieren, mee se solle sech selwer en Inhalt ginn. Se solle sech selwer - selwer an net permanent op Mataarbechter zréckgräifen - mat dem Inhalt vun der Politik, déi ëmmer méi komplex gétt, well europäesch Elementer an anerere eraflëissen, solle se sech ausenanesetzen.

Mat dem Här Bodry verléiert d'Chamber e gudden Mann. An de Staatsrot gétt gestärkt.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer, fir an deem sereinen a soberen Toun, deen de Gilles Roth zum Schluss vu senger Ried ugeschloen huet, weiderzuefieren. An ech wollt och fir d'éischt dem Budgetrapporteur Yves Cruchten felicitéiere fir seng Fläissaarbecht. Fläiss ass fir d'Demokratesch Partei näscht Pejoratives. Et ass näscht Negatives. Mir si frou iwwer jiddwereen, dee fläisseg an opgeschloss matschafft.

An ech wollt dem Här Roth och nach zum Schluss soen, ier en de Sall verléisst: Wéi ech déi leschte Kéier déi Annonce gemaach hunn, ...

(Interruptions)

... fir op d'Sitzung vun de Méindeg ze invitéieren, hunn ech dat net an engem hesitéieren Toun, mee an engem frouen, determinéierten Toun gemaach. Erlaabt mer awer, dat richtigzestellen! Et hat een e bëssen d'Impressioun, ech wier do verschotert gewiescht. Dat war awer net de Fall!

(Interruptions)

Budgetrapporteur ze sinn, an ech hunn dat um eegene Leif ufanks des Joers erfuer, ass eng eenzeg Weiterbildung. An et geet een als Deputéierten, fir dann erëm op d'Inhalter an op d'Substanz ze kommen, Här Cruchten, inhaltlech gestärkt aus dësem Exercice ervir. Dass de Kolleg Cruchten sech am Spezielle mat der Thematik vun den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft befasst huet, dat éiert hien, well en den Zeigefanger domadder op eng offe Wonn leet.

Jo, och an eisem Land ass net alles Gold, wat blénkt. Och an eisem Land gétt et Leit, déi et ganz schwéier hunn, fir um Enn vum Mount d'Enner, wéi dat esou schéin op Lëtzebuergesch heescht, zesummenzekeréien. Déi sozial Differenze wuessen, besonnesch an Europa an a Länner wéi Däitschland a Frankräich, eisen Nopeschlänner. Dat soll eis ze denke ginn. Virun allem, well dës Inequitéiten déi politesch Forcé stärkeken, déi dës ëmmer méi komplizéiert Welt mat ëmmer méi einfache Léisungen a Rezepten vu fréier ze léise versichen.

Dass den Yves Cruchten de PIB du bien-être nach eemol an d'Vitruvium stellt, ass duerfir richtig. Quitte dass mer eis bewusst musse sinn, dass mer et um Niveau vun der Europäescher Unioun nach ëmmer net fäerdegbruecht hunn, e gemeinsamt Moosinstrument an deem Kontext ze definéieren. Ausser dem Indicateur de développement humain vun der UNO an dem Better Life Index vun der OCDE aus dem Joer 2011 gétt et de Moment kee méi ela-

boréiert Moosinstrument, fir de PIB du bien-être ze errechnen. Index hin oder hier, et muss een emol fir d'éischt déi finanziell Voraussetzunge schafen, fir dass een d'Wuelgefill vun de Leit ka sécheren an Ongläichheete ka bekämpfen.

Geld ass sécherlech net alles. Mee onni Finanzmëttel, déi méttels Investitiounen a Subsiden de Leit hëllefen, besser ze liewen, onni dës Finanzmëttel ass alles näscht. Duerfir brauch een an Europa wierklech net wäit ze goen, fir sech d'äers séier bewusst ze ginn.

Am Verglach mat eisen Nopere kënne mer eis heiheim eng séier entwéckelt Sozialpolitik leeschten. De Finanzminister huet et 2018 fäerdegbruecht, fir de Staatsbudget trotz héijen Investitiounen, déi awer noutwendeg sinn, an d'Gläichgewicht ze kréien. Et ass gelongen, net just d'Scholdespiral ze brieche, an déi mer no der Kris gerode waren, mee och d'Ewechfale vun de Recetten, déi aus dem Commerce électronique stamen, opzefänken a gläichzäitig eng éischt Steuerreform ëmzesetzen.

De Staatsbudget steet haut op zolitte Féiss, soudass mer aus finanzieller Siicht gutt op d'Zukunft virbereet sinn. Gesond Staatsfinanze si wéi d'Fillement vun engem Haus: Ouni eng stabil Basis kann d'Gebai esou estheetesch sinn, wéi et wëllt, et déngt alles näscht, wann et op wackelege Féiss steet, op Sand gebaut ass an duerno an de Koup fällt. Deemno fänkt och all nohalteg Politik, sief et am Ëmwelt-, Klima- oder am soziale Beräich, fir d'éischt emol u mat stabille Staatsfinanzen.

Ouni een ausgeglachene Budget kann d'Regierung net dee generéise Sozialstaat oprechterhalen, dee mer hei zu Lëtzebuerg, am Verglach mat villen anere Länner, awer nach hunn. An onni gesond éffentlech Finanze kënne mer eis déi héich Investitiounen net leeschten, déi d'Regierung an de Klimaschutz, an d'Mobilitéit, an déi energiegesch Renovatioun, fir nëmme déi ze nennen, stécht. An dat wier fatal.

Net genuch investéieren, dat kéinte mer eis nu wierklech net leeschten. Eng verantwortlech Budgetpolitik ass allerdéngs och nëmme dran, wa mer déi néideg Instrumenter an Indicateuren hunn, déi eis e méiglechst prezis Bild vun eiser Wirtschaft liwweren. Lëtzebuerg ass als klengt Land enger grousser makroökonomescher Volatilitéit ausgesetzt. Grad dowéinst ass et wichteg, fir déi makroökonomesch Analyse, op där d'Previsiounen, mat deene mer eis reegelméisseg an der Cofibu beschäftegen, och baséieren, fir déi Analyse ze verfeinere, andeems den Impakt vun eventuellen externe Schocke besser ageschat ka ginn. Och muss et eis geléngen, fir den Impakt vun der Aktivitéit vun de Multinationale besser anzuschätzen oder zumindest ze verstoen, a wat fir engem Mooss hir Entscheidungen en Afloss op de PIB hunn.

Et ass richtig, fir de PIB als Moosinstrument vun eiser nationaler Produktioun oder vun der Produktioun iwwerhaapt ze hannerfroen. Mir wësse jo, dass mir de PIB vun engem gewesene Joer eréischt véier oder fënnf Joer méi spéit eenegermoosse genau berechnen kënnen. Awer kleng Länner si mat änleche Problemer konfrontéiert an hunn divers Methoden oder Approchen entwéckelt, fir un déi Saach erunzuegoen.

An der Kommissioun ass och vun Irland geschwat ginn. Irland, zum Beispill, benützt zousätzlech zum PIB de sougenannte GNI, de Gross National Income, wat eng modifizéiert Versioun vum Revenu national brut duerstelt, fir eeben Abstraktioun vum Afloss vu verschiddene Multinationale kënnen ze maachen.

Dës soll net esou verstane ginn, dass Lëtzebuerg dat einfach kopéiere soll. Loin de là! Ech denken awer, dass déi Diskussioun och hei am Land sennvoll wier. A mir hunn, wéi mer den Avis vun der Zentralbank studéiert hunn, och eng éische Kéier mat där Diskussioun ugefaangen.

An deem Kader wëllt ech och nach op eng méi generell Problematik hiweisen. An der politescher Debatt gétt vill geschwat vu wirtschaftlecher Entwécklung, vu Wuesstum, vun eenzele Secteuren an esou weider, allerdéngs ass et, wa mer éierlech sinn, ganz schwéier, eng wëssenschaftlech fundéiert Ausso iwwert d'Ekonomie hei am Land, iwwer hir Entwécklung an hir Dynamik ze maachen. Et misst vill méi an der Déift vun deem Sujet gefuerscht ginn, fir en informéierten Debat ze hunn. Och a besonnesch a Bezuch op d'Thema Croissance, op d'Thema Wuesstum.

Wëlle mer iwwer eise Standuert fuersche loosse, da lande mer onweierlech bei der Fro: Wéi funktionéiert eigentlech eis ganz kleng, mee oppe Wirtschaft an der Welt vun haut, déi jo eng onendlech konnektéiert a komplizéiert ass? Wa mer dës Fro stellen, da kéinte mer se zum Beispill vun der Uni, déi jo onofhängeg - onofhängeg! - schafft, belichte loosse.

Wat fir een Impakt kënne verschidden Entscheedunge staatelechsaits op bestëmmte Branchen hunn? Liwwert eis déi aktuell statistesch Analyse genuch Zuelen, fir ze verstoen, wéi eis Wirtschaft am Kär vun hirem Wiese funktionéiert?

Wëlle mer dat wierklech verstoen, muss mer och erausfannen, wéi verschidde Variabele mateneen verbonne sinn. Mee mir mussen dës Fro vun engem onofhängegen Akteur studéieren loosse.

Firwat net an deem Sënn eng Professur op der Uni fir Lëtzebuergesche Economie ariichten? D'Uni ass jo vun hirer Vokatioun hier komplett independent.

À propos Uni. D'Fuerschung an d'Innovatioun sinn zwee zentral Piliere vun eiser nationaler Wirtschaft, fir se weider ze diversifizéieren an ze entwéckelen. An als DP kënne mer et dowéinst nëmme begréissen, dass de Budget vun der Héichschoul kontinuierlech an d'Luucht geet, vu 490 Milliounen dës Joer op 535 am Joer 2020. Dat ass eng Augmentatioun vu bal 10 %.

De Budget 2020 suert derfir, dass eis Betriber och weider kompetitiv bliewen. Denke mer nëmme un déi sëllege Initiativen, wéi zum Beispill d'House of Startups, de Luxembourg Digital Innovation Hub, Luxinnovation, d'Programmer Fit 4 Digital oder Go Digital zesumme mat der Chambre de Commerce, fir eis méttelstänneg Betriber an enger ëmmer méi digitaler Welt ze begleeden, oder och nach d'Luxembourg House of Financial Technology.

Dës Beispiller weisen, dass mer eis net vun de groussen Entwécklungen, souwuel am technologesche wéi am wirtschaftleche Beräich, iwwerrasche wëlle loosse. Ganz am Géigendeel: Lëtzebuerg gestalt dës aktiv mat an ass souguer Virreider an eenzele Beräicher.

Parallel zur wirtschaftlecher Evolutioun spillt awer och d'Entwécklung vun de verschiddene Regione vum Land eng entscheidend Roll, op déi ech op dëser Plaz e bësse méi genee wëll agoen. Während laange Joren ass sech virun allem op eis Haaptstad konzentréiert ginn, soudass dës zum wirtschaftlechen an administrativen Zentrum vum Land ginn ass. D'Problemer, déi domadder verbonne sinn, besonnesch an der Mobilitéit, sinn eis all bekannt. Mir kënne se all Dag hautno erliewen.

Mee déi wirtschaftlech an administrativ Zentraliséierung an der Vergaangenheet werft awer net just d'Fro op, wéi dann d'Mobilitéit nei organiséiert muss ginn, wa quasi all Mënsch aus dem Land an doriwwer eraus aus der Grenzregion mateneen an en urbane Ballungszentrum komme soll. Et stellt sech gradesou d'Fro no der Opwärtung vun den anere Géigenden am Land. An ech denke speziell un den Norden, mee dat géllt natierlech gradesou fir aner ländlech Géigenden an de Süden.

D'Unzéiungskraaft vum Zentrum huet am Éislek zanter den 80er Joren dozou gefouert, dass vill Jonker d'Region verlooss hunn, fir an a ronderëm d'Stad schaffen a wunnen ze goen. Och wann deen Trend entre-temps gebrach konnt ginn an d'Éislek, d'Nordstad an de Réidenere Kanton zënter enger Rei Joren erëm en Opschwung erliewen, bleibt de Sujet aktuell. Wichteg Froen, déi sech haut ënner anere gestallt ginn, sinn déi vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung am ländleche Raum, engem performanten Noutdängscht, dem Iwwerliewe vun de klengen Geschäftsstied an insgesamt der Entwécklung vun der Nordstad als drëtten nationaler Entwécklungspôle.

D'Regierung huet dës erkannt an deementsprechend am Koalitionsaccord festgehalen, dass souwuel eng wirtschaftlech Dezentraliséierung geförderet soll gi wéi och eng Dezentraliséierung vun de Verwaltungen aktiv virgedriwwen soll ginn. Grad dës leschte Punkt géif e wichteg Signal duerstellen. Beispiller gétt et wéi de Sëtz vun der Naturschutzverwaltung zu Dikrech, deen 2015 an d'Nordstad verluucht gouf, oder d'Veerlee vum engem Deal vum État-major op den Härebiere. Dat ass e ganz zaarten Ufank vun Dezentraliséierung. Mee eng rezent Diskussioun an der Finanzkommissioun huet gewisen, dass souwuel quasi all politesch Familien heibannen - déi Lénk waren deemools net vertrueden, mengen ech - wéi och den zoustänneg Beamten aus dem Ministère de Wëllen ënnerstrach hunn, méi resolutt op de Wee vun der administrativer Dezentraliséierung ze goen.

Wann de Staat selwer seng Mataarbechter net méi alleguer an d'Stad komme léisst, mee hinnen d'Méiglechkeet gétt, bei sech an der Géigend ënner bessere Konditiounen ze schaffen, gétt natierlech déi Géigend zousätzlech belieft, wat och aner Akteuren encouragéiere kéint, nozeziehen a méi an déi Region ze investéieren.

Aner Virdeeler wieren ausserdeem e bessere Service um Bierger an deene Géigend grad

wéi eng Berouegung vun der Verkéierssituatioun a Richtung Stad. Dat dierft iwwerengs och dem Klima guttduen. Duerfir si mir als DP natierlech frou, dass d'Regierung dat och esou gesäit an deementspreechend Iwwerleeungen a Projeten an der Maach sinn.

Konkreet wëll ech op d'Entwécklungsgesellschaft Nordstad hiweisen, déi mat deemem Budget net manner wéi 2 Milliounen kritt, fir déi urban Entwécklung an der Nordstad ze favorisieren. D'Beispill Belval huet gewisen, wéi wichteg d'Dezentraliséierung ass. Denke mer nëmmen un d'Uni, un d'Fuerschungsinstitut oder och nach un d'Nationalarchiv, dat am kommende Jorzéngt an de Süden no bei d'Uni, also och no bei d'Institut für Zeitgeschichte an de Geschichtsdepartement vun der Uni, komme soll!

Komme mer nach eemol op d'Nordstad zrëck! Och d'Investitiounen an d'Mobilitéit sinn ze begrëssen, sou zum Beispill de Reamenagement vun der Ettelbrécker Gare als Pôle d'échange multimodal. Och wann et nach ëmmer ..., ben, wann ech zumindest perséinlech bedauern, dass duerfir d'Patton-Bréck an déi historesch Gare mussen ofgerappt ginn.

Am Kader vun deemem Projet sinn och nei Büroer fir d'Police an den Inspektorat vum Bildungsministerium virgesinn, wat natierlech alt erëm eng Kéier en zaarten, mee e gudden Ufank duerstellt. An ech hoffen, dass des Beméiungen an der Zukunft weiderginn.

Nach e puer Wuert zu engem Dossier, dee mir perséinlech um Häerz läit, dat ass d'Kultur. De Finanzminister sot dat esou schéin: „Eng Gesellschaft ouni Kultur ass wéi e Bam ouni Blieder.“ Et war och Hierscht, wéi Der dat gesot hutt, Här Finanzminister. Mee et war treffend gesot!

(Hilarité)

Deementspreechend geet de Budget vum Kulturministère dat anert Joer ëm 4,2 % erop. Zu de Prioritéite gehéieren hei virun allem d'Émsetzung vum Kulturentwécklungsplang an de Projet Esch2022. Et ass richtig a wichteg, dass mer an d'Kultur investéieren. Mir investéieren domadder an d'Kreativitéit vun de kulturschaffende Leit a mir droe mat desén Depensen derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech net nëmmen op materiell Wäerter fixéiert.

D'Kultur ënnerstëtzen, dat ass kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. André Bauler (DP).** - Deen neie Kulturentwécklungsplang wäert déi nächst Méint an der zoustänneger Chamberskommissioun ënner der Présidence vun der Madamm Bernard analyséiert ginn. Et ass en Dokument, dat fir a vun der Lëtzebuurger Kulturzeen entwéckelt ginn ass. No enger breeder Diskussioun iwwer de Kulturentwécklungsplang, deen ënner dem Kollege a fréiere Staatssekretär Guy Arendt elaboréiert gouf, wat wierklech vill Aarbecht war a wou och ganz vill Gesprécher a Kontakter mam Secteur waren, leie Recommendationen vir. Et heescht also, déi grouss Chantiere vun der Kulturpolitik zrëckzebehalen, dat heescht, wou sech eppes beweegen a wou sech eppes verännere muss.

Beim historesche Patrimoine, dat soll och emol eng Kéier op dës Plaz gesot ginn, ginn d'Dépenses en capital zolidd an d'Luucht: vu 6,8 Milliounen am Joer 2018 op iwwer 11 Milliounen fir de Budget 2020. Et geet hei ëm den Erhalt vu schützenswäerter Bausubstanz, an dee gëtt et eeben net zum Nulltariff.

Dat neit Denkmalschutzgesetz, dat geplangt ass, gëtt extra wichteg. Mir wäerte wuel am neie Joer dorunner ze schaffen kréien, soubal den Avis vum Staatsrot der Kommissioun virläit. Ech wollt an deem Kontext och nach eng Kéier drun erënneren, dass - ech mengen, et ass am Wenzelsturm - Sites et Monuments mëttlerweil en extra Service de l'inventaire huet, dee ganz detailléiert Opstellungen mécht vun deem, wat hei am Land u Substanz ze schützen ass. Och do Felicitatiounen un de Kulturministère!

E puer Wuert zum Mëttelstand. De Budget 2020 ass och e Budget vun der Kompetitivitéit. Well mir dierfen net vergiessen: Nëmme eng performant Wirtschaft schafft de Wuelstand, dee mer hei am Land hunn an duerch dee mer och deene Leit hëllefle kënnen, deenen et net esou gutt geet. Grad déi kleng a mëttel Entreprisé sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft. Fir dass si och an Zukunft op engem Marché mat halle kënnen, dee sech besonnesch ënner dem Afloss vun de rezenten technologeschen Entwécklungen permanent verännert, muss de Staat hinne geziilt ënner d'Aerm gräifen. Als DP kënnen mir et dowéinst nëmme begrëssen, dass dee gréissten Deel vum Budget vum Mëttelstandsministère fir Aidé virgesinn ass. Par rapport zum leschte Joer hu mer eng Progressioun vun net manner wéi 20 %: vun 12 Milliounen am Joer 2019 op 14,5 Milliounen d'nächst Joer.

Zu deene wichtegen Initiativen, déi vum Ministère finanziert ginn, gehéieren an deem Kader ganz kloer Programmer wéi de Pakt fir de Commerce, de Pakt fir d'Handwierk, de Fit 4 Digital oder och nach Digital Packages (veuillez lire : Fit 4 Digital Packages). Ech ginn elo net op den Detail dovunner an. Hei gi ganz cibléiert Projeten am Beräich vun der Digitaliséierung ënnerstëtzt, fir eis Betriber op d'Zukunft virzebereeden. Donieft ass och virgesinn, an den nächste Joren zousätzlech Mëttel fräizeginn, fir de Betriber ze hëllefle, Klimaschutzmoossnamen ëmzesetzen.

Zu gudder Lescht e puer Wuert zum Thema Tourismus - dat soll och de Leit aus dem Osten an dem Norden um Häerz leien. Den Tourismus spillt och fir Lëtzebuerg, d'Lëtzebuurger Land, d'Lëtzebuurger Economie eng wichteg Roll. Den Tourismus stellt ëm déi - ech hunn elo net genee nogekuckt - 7 % vum PIB duer. A besonnesch am Kader vum Kulturtourismus, dem Onotourismus oder dem aktiven Tourismus wéi dem Cyclotourismus huet eist Land ganz vill ze bidden.

Den Tourismusminister Lex Delles setzt sech dowéinst och ganz konsequent derfir an, d'Destinatioun Lëtzebuerg am Ausland méi bekannt ze maachen. Esou geet zum Beispill de Budget fir Foire weider an d'Luucht, fir och international Presenz ze weisen, ënner anerem am Kader vun den Olympesche Spiller zu Tokio. Mee et geet natierlech net eleng drëms, Leit vu ganz wäit unzeziehen. Grad wat de Proximitéitstourismus zum Beispill - ech denken elo un d'Dagesausfluch - betrëfft, ass Lëtzebuerg ganz interessant. Fir dat ze férdere, schafft de Ministère Relatiounen mat den Nopeschlännern. E schafft och ganz enk mat hinne an deser Matière zesummen.

D'Valoriséierung vun de verschiddene Regione grad ewéi d'Valoriséierung vun de regionale Produkter ass a bleift eng Prioritéit vun der Regierung. Och d'ORTE kréie méi Mëttelen. D'Demokratesch Partei kann dat am Sënn vun enger ausgeglachener Landesentwicklung nëmme begrëssen.

Schliisslech ass nach d'Ausféierung vum Fënnfjoresplang mat 8,6 Milliounen e grouse Posten am Budget. Mat deene Sue gëtt zolidd an d'Infrastrukturen hei am Land investéiert, soudass déi och beschtméiglech un d'Besoinen ugepasst sinn.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech nach eng Kéier dem Budgetsrapporteur Yves Cruchten a sengem Staff en häerzleche Merci soe fir déi gutt an éierlech Zesummenaarbecht an der Finanzkommissioun.

Da wëll ech och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir engem Member aus der Finanzkommissioun en extrae Merci ze soen: nämlech dem Alex Bodry, deen ëmmer ganz aktiv matgeschafft huet, eng ganz Rei héichwäerteg Awërf gemaach huet, eeben duerch säi laangjäregt Wëssen, duerch seng Erfahrung. An ech wëll dir, Alex, op dës Plaz och duerfir en häerzleche Merci soen an dir an denger weiderer Karriär - am gudden Sënn vum Wuert - bonne Chance wënschen. Merci! Däi Wësse gëtt och nach op enger anerer Plaz gebraucht, mee et wäert eis hei feelen!

lech alleguer soen ech Merci fir Är Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi all meng Virriedner et schonns gemaach hunn, soen ech natierlech och als Alleréischte dem Kollege Yves Cruchten Merci fir säin exzellente Rapport, fir seng Aarbecht, déi en investéiert huet. Et ass net nëmme Fläissaarbecht, wéi virdu gesot gouf, et ass nämlech eng Konscht: eng Konscht, e Rapport ze schreiwen, deen engersäits e Budget verdeedegt, dee seng Schwächen huet, an dee gläichzäitig e puer vun deene Schwächen awer nach trotzdem thematiséiert huet. Dese Spagat ze packen, ass net ëmmer einfach. Den Yves Cruchten huet desén Exercice awer gepackt an duerfir kann ech him a senger Ekip nëmme gratuléieren.

Och seng Resolutioun, déi en deposéiert huet, kann ech nëmmen explizit ënnerstëtzen, well et kann een an engem demokratesche Staat dach net eng Chamber hunn, déi A seet, dann eng Regierung hunn, déi B mécht, an dat Joer drop kann d'Chamber sech net emol méi drun erënneren, dass se u sech a gefuedert huet. Nee, ganz am Contraire, mir ginn hinne souguer nach méi Suen, fir B weiderzemaachen. Also ech mengen, an deem Sënn ass déi Resolutioun scho ganz sennvoll an duerfir sollte mer déi dann och nach stëmmen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, des Resolutioun ass awer och en Appell un eis als Deputéiert, fir

der Regierung méi kritesch op d'Fangeren ze kucken, an zwar onofhängeg vun engem parteipolitesche Brëll. Onofhängeg dovunner, ob ee lénks oder riets vum Riederpult sëtzt, denken ech, sollte mer allegueren eis gefuedert fillen, fir am Interêt vum Land ze schaffen an net an deem vun enger Partei. Loosst eis dat duerfir muer ëmsetzen!

Här Präsident, nodeems de Premier deklaréiert huet, dass des Regierung géif „weider maachen“, waren d'Erwaardungen un dese Budget natierlech ganz héich. Et feelt eis an den aktuellen Zäiten nämlech net wierklech un Erausforderungen. D'Ënnerscheeder an eiser Gesellschaft ginn ëmmer méi grouss, eis Loft gëtt ëmmer méi schlecht an eis Biedem an eis Flëss ginn ëmmer méi staark belaaucht. D'Wunnungspräisser ginn duerch de Plaffong. An eng konstruktiv international Zesummenaarbecht gëtt duerch wuessend nationalistesch Tendenzen an de jeeweilige Länner ëmmer méi schwéier. Bref, et gëtt genuch ze maachen!

Ëmsou méi erstaunlech ass et, dass eis Regierung anscheinend decidéiert huet, nëmme mat enger eenzeger Saach „weiderzemaachen“: an zwar mam Näischtmaachen! Amplaz déi néideg Mesuren ze treffen, déi esou dréngend néideg wieren, fir op déi aktuell Problemer ze reagieren an d'Land op déi kommend Erausforderungen ze preparéieren, kuckt d'Regierung léiwer ewech a schwätzt e komplett substanzlose Budget schéin.

D'Budgetrieder vum Finanzminister stoung, wéi mer wëssen, ënner der Iwwerschrëft: „Liewensqualität am Alldag. Verantwortung fir d'Zukunft.“ Ech wäert meng Zäit haut notzen, fir lech duerstellen, firwat dese Budget zu der Liewensqualität an eisem Land näischt Substantielles wäert bäidroen kënnen, an ze ënnersträchen, dass des Politik alles aneres wéi verantwortungsbewosst an d'Zukunft kuckt.

Loosst et mech duerfir och schonn direkt vu virera soen: D'Piraten wäerten dese Projet net matdroen.

► **Plusieurs voix.** - O!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dese Projet ass nämlech eng verschenkte Chance. An engem Joer ka vill erreicht ginn. Mee wann ee sech net traut, ...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

... déi néideg Schrëtt ze maachen, dann trëppelt een op der Plaz! An dat wäert fir d'Joer 2020 de Fall sinn, wann dese Budget gestëmmt gëtt.

(**Interruption**)

Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad wat d'Politik géint de Klimawandel ugeet, vermësse mir Piraten de gréng Fuedem am Budget. Jo, op den éischte Bléck gesäit et esou aus, wéi wann den Émwelt- a Klimaschutz fir d'Regierung eng Prioritéit wier. D'Ausgabe sinn héich a sollen et och bleiwen. Et kéint ee bal mengen, d'Regierung hätt den diversen zivilgesellschaftlechen Demonstranten a virun allem de Kanner a Jugendlechen nogelauschert. Mee wann ee sech awer déi Zuele méi genee ukucke geet, wat zum Beispill mat de Sue geschéie soll, déi vum Finanzminister fir Klima- an Émweltmesuren ugekënnegt goufen, dann erkennt ee ganz séier, dass hei just d'Étikett gréng ass: 70 % vun den ugekënnegte Gelder sollen nämlech eenzeg an eleng dem Ausbau vun Tram an Zuch zeguttkommen.

Am Endeffekt wäerte vun den annoncierte 502 Milliounen, déi am Interêt vum Émwelt- a Klimaschutz solle mobiliséiert ginn, esou just 13 % an de Fong fir Klima an Energie ginn a souguer just 1 % an de Fong fir Émweltschutz.

Et geet net duer, fir vun der Urgence climatique ze schwätzen, et muss een och entsprechend handelen. Mee de Ministère huet jo nach en Ass am Ärmel: Déi nei gréng Finanzproduiten. Awëifern d'Investéiere vu Gelder aus der Pétroindustrie an nei Finanzproduiten eng ambitiöus Klimapolitik duerstelle soll, muss awer nach ee mer erklären. Hei gëtt duerch grouss Ausgaben esou gemaach, wéi wann op d'Forderung vum de Wielerinnen a Wieler géif aangaange ginn. An dobäi fléisst d'Geld einfach weider a Projeten, déi d'Regierung ewell säit Laangem am An hat. E konkreet Émdenken, wann et ëm de Wuesstum an d'Nohaltegkeet geet, dat als Suite vun de rezente Klimaprotester kéint ugesi ginn, huet bei der Regierung nach ëmmer net stattfonnt.

Anescht ass et net ze erklären, dass eist aktuell Steierrecht zum Beispill am Verhältnis zum PIB ëmmer nach méi niddreg Émwelttaxe virgesäit wéi a villen aneren EU-Länner an Entrepreneuren zu Lëtzebuerg ëmmer nach Ureizer gebuede kréien, fir sech déck Déngschtwen ze kafen, déi da vun der Steier kënnen ofgesat ginn. Soit: D'Ekonomie steet nach ëmmer un eischer Plaz an d'Ekologie muss sech en Ticket huelen.

Esou gesäit Verantwortung fir d'Zukunft iwwerhuelen net aus. Et gi sech an der Émweltspolitik

zwar héich Ziler gesat an et gëtt vill geschwat, mee um Enn gëtt dann awer näischt gemaach.

Dat gesäit een och, wann ee sech d'Ausgabe vum Klima- a Energiefong vun de vergaangene Joren ukuckt. A kengem Joer ass wierklech dat ausgi ginn, wat de Budget virgesinn huet. 2016 hunn déi tatsächlech Depense souguer just 16 % vun geplangte Budget entsprach. Datt ee sech also elo bretze kann, dass de Fong gutt geféllt ass, läit deemno net zulescht och dorunner, dass einfach näischt gemaach gouf. Wéi soll sech d'Liewensqualität verbessern, wann een näischt duerfir mécht?

Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass en décke Budgetposten nach laang net heescht, dass mat deene Suen och eng kohärent Politik bedriwwen gëtt, ass eigentlech evident. An trotzdem ass déi traditionell Approche bei der Bewäertung vum Budget: Wat méi, wat besser! Datt dës engersäits eng tendenziell Gefor fir e kënschtlech opgeblosene Budget ass, deen net ausgeschöpft ka ginn, an anersäits en Ureiz fir d'Verschwendung vun öffentleche Gelder duerstelle kann, muss ech hei net laang erklären. Datt et héich Zäit gëtt, endlech eng Gestion par objectif anzeféieren, hoffentlech och net. Émmerhi si sech d'Kummeren, d'Opposition an esouguer d'Regierung, déi dat 2014 ugekënnegt hat, jo wäitgeeëndt eens. Et misst ee just déi gutt Virsätz vu viru fënnf Joer eng Kéier aus dem Tirang huelen, e bëssen ofstëbsen an ëmsetzen.

Et ass e bësse wéi mat de gudden Virsätz zu Neijoerschdag, wou jiddweree wëllt an de Fitnesszenter goen, sech och nach en Abonnement hält an ni do optaucht. Mir brauchen en Émdenken, wann et drëm geet, Versprieche aus der Vergaangenheet anzehalen, well ouni kloer formuléiert Ziler, déi festhalen, wéi e bestëmmte Budgetposte soll agesat ginn, ass et einfach onméiglech ze bewäerten, ob de virgesinne Montant appropriéiert ass oder net.

Méi reaktiv ze sinn a séier op Problemer ze reagieren, ass eeben net grad eng vun de gréisste Stärkte vun deser Regierung. Dat gouf an de vergaangene Méint och am Kontext vun der Finanzéierung vum Museksunterricht an de Conservatoire a Museksschoulen däitlech. Säit Ufank des Joers ass bekannt, dass mir eis, wat d'Finanzéierung, vun de Museksschoulen ugeet, op dënnem Äis beweegen. Wann ech dënn Äis soen, da mengen ech domadder, dass d'Cour des comptes kloergemaach huet, dass géint d'Gesetz verstouss gouf. Eng Léisung soll elo eréischt mam Budget fir 2020 virleien. A wat mat den illegalen Ausbezielungen aus dem Passé geschitt, virun allem vun 2019, weess keen. Warscheinlech gëtt um Enn einfach gemaach, wéi wann näischt geschitt wier.

(**Interruption**)

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir all déi, déi den Dossier net kennen, kuerz duerstellen, ëm wat et hei geet.

Ufanks deses Joers huet d'Cour des comptes, wéi ech gesot hunn, e Rapport geschriwwen, wou drastoung, dass et e Règlement grand-ducal gëtt, deen net konform mam Gesetz ass. Et huet sech erausgestallt, dass säit Joren déi finanziell Ennerstëtzung vu staatlecher Säit aus anescht berechent goufen, wéi d'Gesetz dat virgesinn huet. Sou wäit, sou gutt.

Fir eng Rei Museksschoule war dat mat engem Plus, fir anerer mat engem Minus verbonnen. An der Moyenne ass kee Geld ze vill ausgi ginn, dat stëmmt. Mir hunn eis du mam zoustänneger Minister, deen tëschenzäitlech och gewiesselt hat, zesumme gesat, fir Léisungen ze fannen. An et gouf drop insistéiert, dass hei eng séier Léisung fir 2019 nach géif fonnt ginn. Wat fir en Erstaunen hate mer, wéi mer dunn am Projet vum Budget gelies hunn, dass quasi de Budget vun 2020 benotzt gëtt, fir e Feeler vum 2019 schéinzeschwätzen. Dat ass eng Approche, déi een einfach net verstoe kann. Fir sech d'Aarbecht méiglechst geréng ze halen, gi Problemer einfach ignoréiert a verschoben, bis dass et eng grouss Reform usteet.

Mir kennen dat jo scho vun der Steierreform. Émmer erëm gëtt als Excuse benotzt, dass jo eng grouss Steierreform kënnt, fir ze erklären, firwat de Mëssel vun der Steierklass 1a nach ëmmer net behuween ass. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat schonn ugeschwat. Hei muss eppes geschéien. A wa mer dat op Sankt-Nimmerleins-Tag verleeën, majo, ech mengen, jiddweree vun eis weess, dass dann näischt geschitt.

Duerfir mengen ech, dass mer mussen an Zukunft eng aner Approche zu Gesetzestexten hunn. Allgemeng plädéiere mir derfir, dass am Budgetgesetz net och nach aner Dispositiounen

festgehale solle ginn, déi do net higeheieren. De Gast Gibéryen huet et virdu gesot: Enner anerem kritt d'Regierung elo d'Base légale, fir d'Akzise per Règlement grand-ducal um Bensinn oder um Diesel ze erhéieren.

All Joers ginn nach a leschter Sekonn e puer Punkten an de Budget gedréckt, déi esou ënert dem Radar vun der Effentlechkeet erduerch solle goen. Den eenzege Punkt, deen d'Joer grouss thematiséiert gouf, war d'Indemnité de secrétariat vun den Deputéierten, wou fälschlecherweis dobaussen heiansdo verstanen gouf, d'Deputéiert géifen elo méi Geld kréien. Bref, Dir alleguerter wéist, deem ass net esou. Eis Mataarbechter kréien eventuell méi Geld oder mir kënne méi Mataarbechter astellen, dat heescht honnert, dat den Deputéierte méi kritt.

Esou kommen natierlech eenzel Projeten ënert dem Radar vun der Effentlechkeet duerch, an esou gesäit transparent Politik net aus. Fir eenzel Gesetzer ze änneren, sollen och eenzel Projet-de-loie geschriwwen an an der Chamber debattéiert ginn.

De Budget als Fourre-tout ze benotzen, fir méiglech vill verschidden Theemen nëmmen an engem Debat mussen ze behandelen, verhënnert, datt d'Leit sech einfach a Gesetzestexten aliese kënnen, Annerungen novollzéie kënnen, soit d'Gesetzer verstoe kënnen.

« Nul n'est censé ignorer la loi », seet een esou schéin.

(Brouhaha)

Fir e Gesetz awer wierklech verstoen ze kënnen, muss een, Dank eisem Budgetgesetz, heiansdo duerch Honnerte vu Säite sichen, fir eventuell Ännerungen ze fannen. Dat ass net nëmmen ontransparent, mee ondemokratesch, well et den Zougang zu Gesetzestexten onnéideg erschweiert.

Mir brauchen endlech - an ech fänken un, mech wéi een MP3 op „single repeat“ unzehéieren - d'Moyenen, fir méi Gesetzer a konsolidéierte Fassungen ze verëffentlechen, a wann och nëmmen informell.

(Interruption)

Fir déi, déi net wëssen, wat een MP3 ass: Dat ass esou déi digital Equivalenz vun engem Plackespieler.

► **M. Franz Fayot (LSAP)**.- Ass dat wéi e Walkman?

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- De Walkman war, mengen ech, kuerz no der Plack, awer nach virun dem MP3, Här Fayot.

D'Technik duerfir ass do, et feelt awer um politesche Wëllen. Duerfir freet ee sech schonns, ob et net System huet, datt normal Biergerinnen a Bierger d'Gesetzer net solle liessen oder verstoe kënnen. Eng transparent Politik fänkt eeben domadder un, datt jiddwereen, esou banal wéi et och kléngt, an einfachen Zougang zu Gesetzestexten huet.

Fir doriwwer eraus d'Transparenz am Zesummenhang mam Budgetgesetz ze steigern, misst d'Regierung den Deputéierten och onbedéngt méi Detailler iwwert d'Natur vun den Ausgaben zur Verfügung stellen. Et gëtt vill Budgetposten, bei deenen net kloer ass, wat da genau domadder geschitt.

Ech ginn e Beispill: e Poste mam Numm „Subside jugé opportun par le Gouvernement“. Bref, dat ka vill sinn. A wann een dann nofreet, kritt een d'Antwort: „Majo, dat sinn déi Subsidien, déi mir fir néideg halen.“ Heiansdo kritt een nach e puer Nimm vun Organisatioune genannt, mee och kloer gesot: „Dat ass indicatif an dat kann änneren, esou wéi mir dat fir néideg halen.“ Et steet am Numm, et misst ee sech iwwert déi Antwort u sech net wonneeren.

Natierlech ass et verständlech, datt d'Regierung sech e gewëssene Spillraum wëllt loossen. An awer soll probéiert ginn, esou transparent wéi nëmme méiglech mat effentleche Gelder ëmzegen. Déi Äntwerten op déi Froe mussen iwwerens net nëmme fir Deputéiert sinn, mee fir all Biergerinnen a Bierger, déi de Budget wëlle liessen a verstoen, wien dann elo vun deem Budget profitéiert.

Dat kéint also och bedeuten, datt mer net nëmmen de Budget, mee och d'Bilanen effentlech an der Pleniéer méi am Detail diskutéieren. Mee vun esou vill Transparenz si mer aktuell a wa mer iwwert d'Fonds-spécialé schwätze ganz wäit ewech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Liewensqualitéit wierklech steigern wëllt an eng zukunftsorientéiert Politik be-

dreiwéi wëllt, da muss ee sech Gedanke maachen iwwert d'Nohalteskeet vun eisem Wuesstum. Den 1-Millioun-Awunner-Staat ass keng Léisung, onbegrenzte Wuesstum op Käschte vun der Ëmwelt an der sozialer Kohäsion ass keng Optioun, net fir sech eleng geholl.

Wa mir den aktuelle System just um Liewen hale kënnen duerch en illimitéiert Weiderwuesen, da muss een de System vläicht grondleeënd iwwerdenken. Dat ass zu gudder Lescht grad beim Rentensystem essenziell. Wann d'Rente just nach duerch d'Bäikomme vun neier Aarbechtskraaft garantéiert kënne ginn, begi mir eis an eng Wuesstumsspiral, déi eis Logementspräisser weider duerch de Plafong goe léisst an de Mobilitéitsproblem just nach ver-schärft.

Eist Land ass net grouss, eis Ressourcë si begrenz, an dat muss mer respektéieren. Jo, eis Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al an ëmmer méi Leit mussen am Alter versuergt ginn an eng Rent ausbezuelt kréien. Duerch Wuesstum eleng kënne mir dës Erausforderungen awer net meeschteren. Et dierf hei net ëm d'Quantitéit, mee et muss ëm d'Qualitéit goen: verbessert Konditiounen an den Altersfleegheemer, déi der Dignitéit vun de Bewunner gerecht ginn, an d'Upassung vum Rentensystem un déi nei Gesellschaftsstrukture mussen eng Prioritéit ginn. An d'Liewen am Alter muss och bezuelbar bleiwen.

Mir dierfen dach net akzeptéieren, datt eeler Mënsche mat hirer Rent net iwwert d'Ronne kommen, just well d'Altersheemer ëmmer méi onbezahlbar ginn. Ech soen et hei ganz kloer: Jiddweree vun eis gëtt - hoffentlech! - emol al an hofft dann, op eng Rent zielen ze kënnen, vun där e selbstbestëmmt liewe kann. Dat Recht muss jiddwereen hei am Land hunn.

Kleng Rente mussen ugehuewe ginn a sollen net iwwert den Ëmwee vun den Ausnamen oder Käschteniwernamen aus de Sozialkeese subventionéiert ginn, well esou verstoppt ee just de reelle Käschtepunkt vun eiser alternder Populatioun duerch verschidde Budgetposten.

Loosst eis transparent sinn, wann et drëm geet, wat den Alter kascht. A loosst eis virun allem deene Leit, déi hiert Liewe laang de Bockel kromm gemaach hunn, fir datt et eis haut gutt geet, d'Chance op ee Liewe bidden, wou se esou selbstänneg wéi méiglech kënne bleiwen, ouni sech als eng Belaaschtung ze fillen.

Amplaz sech haut awer scho Gedanken iwwer muer ze maachen, gi vun der Regierung einfach ëmmer méi nei Scholde gemaach.

Wéi wichteg et ka sinn, e grouse Spillraum an de Staatsfinanzen ze hunn, hu mer 2008 an an de Joren duerno gesinn. Virum Hannergrond vun den aktuellen Ònsécherheeten, déi mat Klimaverännerung, dem Brexit oder der amerikanescher Handelspolitik verbonne sinn, wier et gutt, d'Staatschuld ze reduzéieren, fir am Noutfall erëm den néidegen Handlungsspillraum, de sougenannten Apel fir den Dusch, ze hunn.

Eng zukunftsorientéiert Politik muss sech drop virbereeden, datt Jore kënne kommen, déi net esou gutt si wéi déi rezent. Do geet et net duer, einfach de Krisefong an e Fonds de rééquilibrage budgétaire ëmzewandelen, deen duerch Plus-waalen aus dem Budget soll geféllt ginn, ganz besonnesch net, wann ee weess, datt d'Administration centrale, wéi d'Chambre des Métiers richteg ze bedenke gëtt, souguer an Zäite mat guddem Wuesstum defizitär ass.

Wéi soll dës Fong dann iwwerhaupt geféllt kënne ginn, wa keng Plus-waalen do sinn? Esou gesäit Verantwortung fir d'Zukunft iwwerhuelen an eisen Aen net aus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Liewensqualitéit am Land wierklech steigern wëllt, da misst ee virun allem um sozialen Niveau en Akzent setzen. Do ginn et esou vill Problemer, datt d'Bierger aktuell agräife mussen, wou de Staat verseeet. Datt dat an engem eigentlech räiche Land wéi Lëtzebuerg, an deem et d'Joer jo e Rekordbudget gëtt, de Fall ass, ass en Drama. Wéi géif eist Land ausgesinn, wa mir keng ASBlen a Biergerinitiativen hätten, déi sech ëm d'Sans-abrise këmmere, déi Refugié bei sech doheem ophuelen an déi Persounen an Nout op all erdenklech Aart a Weis mat Hëllef a Rot zur Säit stinn?

Natierlech ka gesellschaftlecht Engagement net duerch staatlech Aktivitéiten ersat ginn, mee de Staat dierf bei esou frappante Mëssstänn wéi deenen aktuellen net einfach nokucken an eleng d'Hoffnung op de Benevolat setzen. Wou dat hiféiert, gesäit een a Länner, wou de Sozialsystem well kollabéiert ass a just nach de Benevolat d'Leit um Liewen hält.

Wa Famillje keng Wunnenge méi fannen, ëmmer méi Kanner vun Aarmut gefaert sinn a Mënschen, déi no den internationale Konventionen e Recht op Schutz an eisem Land hunn, gezwonge ginn, zesummegedrängt an Heemer

viru sech hin ze vegetéieren, da leeft eppes fuerchtbar schif. Mir brauche méi Sue fir de soziale Wunnensbau, méi Sue fir Fraenhaiser, méi Sue fir d'Ennerstëtzung vun all deenen, déi op Hëllef ugewise sinn, och wann dat heescht, datt da vläicht um Enn manner iwwregbleift, fir e schicke Pavillon an engem Land ze bauen, an deem d'Mënscherechter mat Féiss getréppelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech scho bei de Mënscherechter sinn, loosst mech kuerz e Punkt uschwätzen, dee mech an dësem Joer awer besonnesch getraff huet, an zwar de Constat vun der Commission consultative des droits de l'homme, datt an der Vergaangenheet d'ITM net effektiv genuch géint Mënschenhandel konnt virgoen.

Déi personell Opstockung a spezifescht Schoulung bei der ITM sinn also dréngend néideg, an ech begrëissen duerfir, datt nei Plaze bei der ITM geschafte goufen, fir dës Mëssstänn an Zukunft ze bekämpfen.

Ech kommen awer nach eemol op déi sozial Froen zrëck, well de Budget verstoppt duerch Ëmschichtunge vun engem an deen anere Ministère ganz gutt, datt net esou vill am Beräich vu sozialer Froe gemaach gëtt, wéi d'Regierung no bausse kommunizéiert.

Léif Regierungsmemberen, e Budget ass kee PR-Coup, mee d'Basiss, op där eng responsabel Politik fir d'Land muss gemaach ginn. Schéi Grafiken a Pressekonferenze ginn net duer, fir d'Problemer vun de Leit konkret ze léisen. Hei sinn Aktiounen mat den néidege Mëttele gefuerdert.

De Rapportier huet et treffend formuléiert, wéi e gesot huet, datt nom Bezuele vum Loyer heefeg net méi genuch um Kont ass, fir déi restlech Ausgabe vum Mount ze bezuelen. A grad deene Leit, déi vun dësem Problemer betraff sinn, gëtt mat dësem Budget net gehollt.

Engem, deen op säin Auto ugewise ass, well e Schichte schafft, deem hëlleft den effentlechen Transport net vill. Och blöd, wann dës Persoun dann net déi néideg Mëttele huet, fir sech e schéinen neien Elektroauto ze kafen, well et um Enn vum Mount knapps duergeet, fir nach eppes tëscht d'Zänn ze kréien, a 5.000 Euro Primm dann och net méi hëllef wäerten.

Dës Subside sinn éischer eng Ëmverdeelung vun ennen no uewe wéi ëmgedréint. Geneesou wäerten och déi nei Akzisen- a Klimasteieren, esou wéi se eis bis elo presentéiert goufen, eng Ëmverdeelung vun ennen no uewe sinn. De Loyer an engem schlecht isoléierten Haus ass nun emol méi bëlleg wéi an engem Passiv- oder Energie-Plus-Haus. Och wann d'Avantage duerch d'Masuttpräisser um Enn vum Mount opgefriess ginn, kënne sech Leit mat klenger Paien heefeg nëmmen ineffizient Logementer leeschten.

Mee wien eng besser Pai huet, ka sech och méi leeschten. Wien also genuch huet a schonns an engem Haus oder engem Appartement wunnt, dat mat enger VMC oder duerch Solar- oder Geothermie geheizt gëtt, gëtt vun der CO₂-Steier net getraff.

Anescht ass et, wann ee sech nëmmen en aalt Haus oder en Appartement an engem alen Appartementshaus leeschte kann, wou nach eng al Masuttheizung steet. Da bezilt een d'CO₂-Steier fir den Heizungsasutt a bezilt an Zukunft esou fir deene Rächen hir Solaranlagen.

Ass dat gerecht, wann déi Ärmsten deene Rächsten hir Subside finanzéieren? Ech denken nee. Dat ass ganz offensichtlech déi genannten Ëmverdeelung vun ennen no uewen. Jo, mir mussen eppes géint de Klimawandel maachen, a jo, mir mussen dat direkt maachen. Mee wéi solle mir eise Wielerinnen a Wieler erklären, datt, amplaz sozial Ongläichheeten ze bekämpfen, Ongläichheete verstärkt wäerte ginn, an dann och nach grad duerch de Klimawandel, deen eis alleguerter betrëfft?

Wéi erkläert Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Leit dobaussen, datt déi, déi en alen Auto fuere an net all dräi Joer en neie vum Betrib kréien, méi CO₂-Steieren an CO₂-Akzise bezuele wäerte wéi een, deen de Fliger hëlt? Wéi erkläert Dir, datt grad déi de Kampf géint de Klimawandel finanzéiere sollen, déi am mannsten hunn?

De Risque de pauvreté läit haut well vill ze héich. Duerfir hätte mir eis hei am Budget kloer Pisten erwaart, fir elo direkt géint d'Energieaarm virzegoen. Bensinn an Diesel hunn haut iwwert d'Akzise well eng CO₂-Steier vun ronn 11 Euro d'Tonn. Duerch déi annoncéiert nei Akzise geet dat op ronn 20 Euro d'Tonn erop. Do derbäi kommen dann nach déi 20 Euro d'Tonn annoncéiert CO₂-Steier. A wien dat bis 2025 zesummerechent, kënnt, an dat ass deen ënneschte Seuil, op deen ech komm sinn, op eng Méibelaaschtung vun eise Biergerinnen a Bierger vun mindestens 300 Euro pro Stot pro Joer.

Fir e Stot mat nëmmen engem Mindestakomes sinn dat 1,3 % vun hirem Bruttoakomes.

Do geet eng Erhéijung vun 100 Euro vum Mindestloun net duer. Do muss kleng Salären esou entlaascht ginn, datt keng nei Ongläichheeten entstinn. Mee och hei huet d'Regierung erëm decidéiert, dat ze maachen, wat se am beschte kann: Ofwaarden! Dobäi bräichte mer genee de Géigendeel: Eng Erhéijung vun neie Steierkredit fir Leit mam Mindestloun oder en neie Steierkredit fir Mobilitéit muss d'nächst Joer am Budget stoen.

Mir brächten hei eng Regierung, déi reaktiv ass, eng Regierung, déi zoubäisst. Mir bräichte souzesoen en Tiger: T wéi transparent, I wéi in-teeger, G wéi gerecht, E wéi engagéiert an R wéi responsabel.

(Hilarité)

Mee wat mer hunn ass éischer eng Kaz, eng Kaz, déi gemittlech de Gros vun de wichtegen Decisiounen einfach verschléift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget, deen hei zum Vott steet, ass elo well caduc. Mir kruten all vum Finanzminister erkläert, wéi eng Akzisenherhéijungen an och Steiererhéijungen d'nächst Joer komme wäerten, ouni datt dës an dësem Budget iwwerhaapt agerechent sinn.

Wa mir muer iwwert de Klimapleng schwätzen, da schwätze mir iwwer e Plang, deen an dësem Budget guer net agerechent ass. Dat nennt een d'Päerd de falsche Wee suedelen.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Vun hanne gesuedelt.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Vun hanne gesuedelt. Ech wollt léiwer de falsche Wee soen. Et ass vläicht méi propper.

► **Une voix**.- O!

(Hilarité)

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Amplaz als éischt e konkrete Klimapleng duerch breet Diskussiounen, wéi versprach, opstellen an duerno den néidege Budget ze stëmmen, maache mer dat hei hannerzeg. Mir sollen hei e Budget stëmmen, ouni ze wëssen, wéi vill Sue mer iwwerhaapt brauche wäerten, wéi vill Suen iwwerhaapt erakomme wäerten. Dat ass e Beweis duerfir, datt d'Regierung gutt doranner ass, fir grouss Annoncen ze maachen, mee fir d'Emsetzung feelt et u Visiounen. Dës Budget ass eleng wéinst den Annoncen an de leschte Wochen zu renger Navigation à vue verkomm.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, an deene puer leschte Minutten nach kuerz eppes zur Digitaliséierung ze soen, en Theema, wat mer grondsätzlech um Häerz läit a wou ech eleng domadder hätt kéinten eng ganz Ried féllen, mee dat wollt ech lech dann zu esou spéider Stonn haut net méi undoen.

(Brouhaha)

Duerfir beschränken ech mech, wat d'Digitaliséierung ugeet, op den Dépôt vun enger konkreter Propositioun, mat där mer kënnen an Zukunft méi käschteeffizient am Staat ëmgoen, nämlech andeem mer Open-Source-Logiciellen ënnerstëtzen a virun allem, wann de Staat Entwécklung vun neie Logicielle maache léisst, dës ëmmer als Open Source solle verëffentlecht ginn.

Wannechgelift!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci.

Motion 5

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- datt digital Servicer, déi vun effentleche Verwaltungen benotzt ginn, d'kritesch Infrastruktur vum 21. Jorhonnert duerstellen;

- fir zuverlässig Systemer ze etabléieren, mussen d'effentlech Instanze sécherstellen, d'Kontroll iwwer hir digital Infrastruktur ze hunn;

- datt restriktiv Softwarelizenzen d'Deele vu „public funded codes“ verhënnere, wat eng Kooperationsion tëscht effentleche Verwaltungen onméiglech mécht;

- datt restriktiv Softwarelizenzen d'Bildung vu Monopoler ënnerstëtzen an d'Kompetitioun tëscht den Developpeurë verhënnere;

- datt d'effentlech Instanzen ofhängeg vun enger Handvoll IT-Firme ginn;

- datt restriktiv Softwarelizenzen den Accès zum Quellcode verbidden a soumat eng Gefor fir d'Sécherheet vun der digitaler Infrastruktur duerstellen. D'Flécke vu Sécherheitslücken ass do duerch extrem schwéier bis onméiglech.

Mir wëssen, datt:

- fräi an oppe Software e modernen, effentleche Bien ass, deen et jidderengem erlaabt, Logicielle fräi ze notzen, ze studéieren, ze deelen an ze verbessere;

- fräi an oppe Software e Géigepol duerstellt zu zouenen, restriktive Lizenze vun enger Handvoll IT-Firmen, déi Konkurrenz verhënnere;



- fräi an oppe Software et erlaabt, Sécherheetslücken ze eliminéieren, ouni vun engem Software-provider ofhängeg ze sinn.

Mir invitéieren d'Regierung dowéinst:

- fräi an oppe Software an öffentleche Verwaltungen aktiv ze ënnerstëtzen a verstärkt ze promovéieren;

- all nei entwéckelt, staatlech finanziéiert Logiciel- len als Open Source ze verëffentlechen.

(s.) Sven Clement.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat gesot, et gëtt also nach vill ze maachen. Well dës Budget den aktuellen Defizit leider net gerecht gëtt, well weeder de Klimaplang nach d'sozial Erausforderunge vun der aktueller Zäit berücksichtigte sinn, kann ech den Accord vun de Piraten, wéi gesot, haut net ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'alleréischte wëll ech dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, Merci soe fir säi Rapport an him felicitéieren. Verschidde Passagen an deem Rapport fannen ech genial, anerer gefale mer awer guer net.

► **Une voix.** - O!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An dofir - wie wonnert et? - wëll ech dem Yves awer fir déi Aarbecht felicitéieren. An ech wëll him och grad felicitéiere fir dat Thema, wat en erausgesicht huet, iwwert de PIB vum Bien-être, iwwert d'Aarmut an dat soziaalt Lëtzebuerg. Dat ass ganz wichteg an dat ass och gutt esou, an dofir huet dat mer gefall.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wuelbefannen a sozial Gerechtheit si wichteg an engem Land wéi Lëtzebuerg, an de Kolleg Aly Kaes an ech, mir hunn de Moien nach driwwer geschwat, 1992 hate mer eng Broschür erausginn, déi „Humanisierung der Arbeitswelt“ geheescht huet, An am Fong, do hu mer nach net vum Bien-être geschwat, do hu mer méi vun Humanisierung geschwat, an do hu mer och gesot, oder do si scho verschiddene Iddien deemools gefouert ginn, awer méi op gewerkschaftlech wéi op politischem Niveau.

Ech sinn och frou, dass den Här Cruchten op déi Ufro vum Paul Galles an och op déi Ufro vum Serge Wilmes higewisen huet, fir eng Diskussioun ze féieren iwwert de PIB du bien-être respektiv iwwert d'Aarmut. Ech hätt et just besser fonnt, Här President - déi Ufro si gemaach ginn, net am Oktober, net am September, mee déi si gemaach ginn am Juni respektiv am Juli -, dass een do d'Méiglechkeet gehat hätt, schon éischter iwwert de PIB du bien-être an och iwwert d'Aarmut ze schwätzen. Dann hätten déi Konklusiounen, déi mer vläicht do gezunn hätten, an dem Yves Cruchten säi Rapport kënnen afléissen, an dann hätt de Rapport mer vläicht nach besser gefall, wann een dat alles hätt kënnen do berücksichtegen.

Wann een déi Lëschte kuckt, déi am Rapport vum Här Cruchten dra sinn, do geet et jo dann och iwwert d'Prioritéiten, iwwer all dat, wat soll geplangt sinn. An do ass mir als Schëffler ee Punkt ganz an d'A gestach, dat ass dee beim Fonds d'investissement fir déi staatlech Kannerheemer, déi staatlech Kannerheemer, wou mer jo virun der Summerskantz e Gesetz heibanne gestëmmt hunn. Et sinn haut net méi d'„staatlech Kannerheemer“, mee am Budget, souwuel am initiale Budget, den d'Regierung gemaach huet, wéi och am Här Cruchten sengem Rapport steet nach dran: „staatlech Kannerheemer“. An Zwëschenzäit huet den Numm geännert, mee dat ass awer net schlëm. Ech mengen, grad an där Uertschaft, wou ech hierkommen, zu Schëffler, ass dat e grouse Bestanddeel. Dat gehéiert zu eisem Schoul- a Veräinsliewen, a ganz vill Frëndschafte mat Leit, déi an deene Kannerheemer waren, sinn do geschloss ginn an déi gëllen och haut nach.

An ech muss soen, dass ech dofir begrëissen, dass den Invest an déi staatlech Kannerheemer gemaach gëtt. 11,5 Milliounen, fir déi Kannerheemer unzepassen. Mee wat mech am Fong awer stéiert, dat ass d'Iwwergangsléiung. D'Iwwergangsléiung u sech stéiert mech net, awer de Finanzement dovun. D'Kannerheemer solle während der Chantierszäit an dem Moulin Bestgen, dem ehemolege Sëtz vum Objectif Plein Emploi ënnerbruecht ginn. Déi Millen ass zanter den 80er Joren am Besëtz vum Staat. A wéi de Staat se kritt huet, ass festgehale ginn, dass déi Mille fir sozial Aufgabe genotzt misst ginn.

Fir d'éischt war et de Sëtz vun der ALJ, kuerzzäitig war eng Maison relais dran an duerno den OPE, bis et dann do leider zu der Faillite vum Objectif Plein Emploi komm ass. A vun do u war déi Millen net méi ausgelascht. Den deemolege Schäfferot huet do de Staat gefrot, fir déi Millen ze léinen, wat och ofgemaach gi war fir 50 Joer. An do ass e Bail ënnerschriwwen ginn, fir déi Mille 50 Joer ze léinen, an d'Gemeng soll da sozial Aktivitéiten dra maachen.

D'Gemeng hat och Kontakt opgeholl mat sozialen Träger, an et war amgaangen sudgechafft ze ginn, fir do e soziale Projet dran ze maachen. Do ass de Staat un d'Gemeng eruge-tratt, si bräichten awer elo eng Iwwergangsléiung fir d'staatlech Kannerheemer. Do war et selbstverständlech, dass d'Gemeng gesot huet: „Majo, dat ass kee Problem, dat kréie mer provisoresch hin.“ Mee wat awer elo doraus entstanen ass, ass awer e bësse komesch: Elo solle fir 3,5 Milliounen Renovatiounen do gemaach ginn, fir dass staatlech Kannerheemer dra kommen, an et ass net de Staat, deen dat soll bezuelen, mee d'Gemeng.

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fannen ech net gutt. Ech fannen dat schlecht an ech sinn der Meinung, dass do de Staat seng Responsabilitéit soll iwwerhuelen. 20 Joer, sou ass elo virgesinn, sollen do staatlech Kannerheemer ënnerbruecht ginn, a während 20 Joer soll d'Gemeng da Loyer kréien, fir déi 3,5 Milliounen eng Kéier zrëckzekréien, déi se dran investéiert.

Wann dat och a wirtschaftlech schlechten Zäite vläicht eng Iwwerleeung wäert ass, mengen ech, wann et dem Budget esou gutt geet, wéi de Staatsminister an och de Finanzminister eis ëmmer soen, wann et dem Land gutt geet, mengen ech, kéint de Staat déi Finanzementer och selwer iwwerhuelen. An ech géif en Appell maachen, dass de Staat dat och géif maachen.

An ech si sécher, dass d'Gemeng och bereit ass, no deenen 20 Joer, wann de Staat dann esou laang staatlech Kannerheemer dran hat, do e Projet dran ze maachen. Mee et ass net un der Gemeng, elo e Virfinanzement ze maachen, fir dass duerno d'staatlech Kannerheemer och an enger uerdentlecher Form sinn, mee ech mengen, dass do de Staat déi Responsabilitéit och selwer kéint huelen. An ech wëll och dorop hiweisen, dass den Här Finanzminister an d'Madamm Inneminestesch mer och gëschter an deem Kader nach eng Äntwert ginn hunn op eng Question parlementaire iwwer änlech Beispiller, déi et gëtt. An ech mengen, dass et do wichteg wär, dass mer déi Finanzementer géifen hannerfroen an iwwerleeën, ob dat nach zäitgeméis a richtig ass.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, haut de Moien huet den Här Finanzminister op verschiddene Aussoe reagéiert, déi am Rapport stinn, dee vun de Beruffschambere komm ass, dee komm ass vum Staatsrot, vun der CSSF, wat alles am Budget drasteet.

Ech hat mech do ameséiert an ech war nach eng Kéier kucken, ech hat deemools a menger Budgetried ... Dat war dee leschten Avis vun der Chambre de Commerce, deen nach eraus-komm ass ënner der Verantwortung vun engem Direkter namens Pierre Gramagna, dat war fir de Budget 2013. An dat war den Avis vun der Chambre de Commerce vun 2012.

Ech war do nach eng Kéier dra kucken, wat d'Chambre de Commerce do alles geschriwwen huet, an also och den haitege Finanzminister, op wat fir eng Geforen en do higewisen huet. An och an deem Kader hunn ech meng Notten erëmfonnt. An ech wëll dat awer haut hei soen an och deenen nach eng Kéier Merci soen, do hu mer ganz vill zesammen - dat war nach eng schwaarz-rout Koalition -, den Alex Bodry an de Michel Wolter als déi zwee Parteipresidenten an de Lucien Lux an ech, do hate mer e bëssen um Budget - wéi soll ech dat soen? - gefréckelt an do hate mer verschiddene Ännerunge gemaach. An do hu mer eis alt moies um hallwer siwe getraff, fir dass mer alles ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat waren nach Zäiten.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat waren nach Zäiten. Voilà, dat waren nach Zäiten!

... fir dat alles hinzekréien. An do hu mer och ëfters iwwert déi Aussoen da vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers an dem Staatsrot geschwat, well déi do och eng aner Siicht haten, wéi dat hei op verschiddene Punkten deemools diskutéiert ginn ass.

An ech wëll dem Alex dofir och Merci soen. Et war haut de Moie seng lescht Ried. Ech hat se e bësse méi ... Et war eng ganz sachlech Ried. Normalerweis kann en och anerer halen. Ech wëll him awer Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet, déi 19 Joer, wou mer hei konnten zesummeschaffen. Ech mengen, dass et interessant war. Mir waren net ëmmer enger

Meenung. Ech mengen, déi lescht Joren ëmmer manner.

Mee ech wëll em awer soen, dass en ëmmer e faire Partner war, an ofgemaacht war ofgemaacht. Et huet een net alles missen dräimol ënnerschreiwen, mee wann eppes gesot war, da war et och esou an dann huet et och esou gegollt. An ech wëll em op sengem künftege Wee, well ech sinn dovun iwwerzeegt, dass dat de Freideg grandios wäert klappen, alles Gutts wënschen a vill Erfolleg. An ech wëll em och soen, dass mer en hei oft wäerte vermessen, mee vläicht kréie mer dann och eng aner Qualität an de Berichter oder an den Avise vum Conseil d'État.

(Exclamations)

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. André Bauler (DP).** - Wat wëllt dat dann heeschen?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, dach, well heiansdo hues de d'Gefill ...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech mengen, Dir kommt net an de Conseil d'État, Här Spautz.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen: Famill, Ausbildung, Aarbecht, Wunnen, ...

► **Une voix.** - Elo ass e waakreg!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ... sozial Ofsécherung a Mobilitéit, alles dat sinn Theemen, déi ee muss diskutéieren, wann een iwwert de Budget schwätzt. D'Planbarkeet an d'Kalkuléierbarkeet beim Wuert Familljegrënnung an de Kannerwonsch an d'Liewensplanung abauwe ginn ëmmer méi schwierig. Vill Froe stelle sech d'Leit: Kann ech mer e Kand leeschten, finanziell a berufflech? Wéi muss mäi Liewen dann ausgesinn? Wéini ass de richtegen Zäitpunkt?

Fir d'éischt wëllt ee sech an deene meeschte Fäll am Job etabléieren an d'Aarbechtsëm-feld muss stëmme an selbstverständlech d'Pai. Fir déi Leit, déi Chancen am Beruff wëllen an trotzdeem eng eege Famill wëlle grënnen, ass et wichteg, dass mir Fräiraum schafe fir d'Famill. Mir müssen iwwert d'Bedürfnisser vun den Elteren a vun de Kanner an iwwert d'Zukunft vun der Famill an der Gesellschaft schwätzen.

Fraen a Männer wëllen et sech leeschte kënnen, der Famill dee Stellwäert ze ginn, dee se aus hirer Siicht verdéngt, an zwar och wa se schaffe ginn. An ech wëll dat ënnersträichen, wat mäi Kolleg, de Gilles Roth, gesot huet, dass et ganz kloer ass, wa se wëllen zu zwee schaffe goen, solle mer all hinnen déi Méiglechkeete ginn, fir dat och kënnen ze maachen.

Fir d'Famill do ze sinn, an och ouni sech seng berufflech Zukunft ze verbauen, do muss ee vill investéieren, do muss ee vill investéiere privat, mee et ass och en eis als Politik, déi néideg Messuren ze huelen, fir de Leit dat ze erméiglechen, dass se kënnen souwuel schaffe goe wéi och Kanner kréien.

All Kand huet dee selwechte Wäert - do si mer eis alleguerten heibannen eens -, mee net all Kand huet dee selwechte Point de départ. Well et hänkt och ëmmer dovun of, a wat fir eng Famill dass de gebuer gëss. Et hänkt dovun of, a wat fir enger Regioun dass de wunns. An et hänkt dovun of, wat fir Gegebenheeten a wat fir eng Offer eng Gemeng oder de Staat der an denger Regioun bitt.

Gëschter sot den Yves Cruchten betreffend d'Indexéierung zum Beispill vum Kannergeld: Wat éischer, wat besser. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wollt ech op dat agoen, wat den Yves gesot huet, an ech wollt an deem Sënn hei en Amendement proposéieren, fir dass d'Kannergeld wat éischer, wat besser och géif ugepasst ginn, fir dass mer ...

A mäi Kolleg Gilles Roth hat schon d'lescht Joer drop higewisen, do war jo emol eng Kéier en Accord, dass d'Kannergeld net méi sollt indexéiert ginn. Duerno war en Accord do fir d'Indexatioun vum Kannergeld. Duerno huet d'Regierung en Accord gesicht gehat mat de Gewerkschaften. Dunn ass de Projet awer zrëckgezu ginn. Dofir menge mir als CSV, dass et wichteg wier, dass d'Kannergeld esou séier wéi méiglech, sou wéi den Här Cruchten dat och gesot huet, géif ugepasst ginn. An dofir géif ech hei en Amendement deposéieren, dass mer d'Kannergeld scho fir d'Steierjoer 2019 géifen erhéien an dass dat och alles géif gëllen ab dem Joer 2020. An dofir, Här President, hei den Amendement zum Kannergeld.

Amendements 4 et 5

Amendement 4

Un nouvel article 42 est inséré au projet de loi. Cet article est libellé comme suit :

« Art. 42 Modification du Code de la sécurité sociale

1. À l'alinéa 1^{er}, première phrase de l'article 272 du Code de la sécurité sociale, "265 euros" est remplacé par "271,62 euros";

2. Un nouvel alinéa 3 est inséré à l'article 272 du Code de la sécurité sociale et libellé comme suit :

"Le montant ci-dessus est périodiquement adapté à l'indice pondéré du coût de la vie suivant les dispositions applicables aux traitements des fonctionnaires de l'État." »

Les articles 42 et 43 sont renumérotés et deviennent les articles 43 et 44.

L'intitulé du projet de loi est modifié. Un nouveau numéro 1^o faisant référence au Code de la sécurité sociale est inséré. Les numéros 1^o à 13^o deviennent les numéros 2^o à 14^o.

Commentaire de l'amendement 4

ad 1) : L'adaptation du montant prévu à la première phrase de l'alinéa 1er de l'article 272 tient compte de la dernière augmentation indiciaire qui remonte au 1er août 2018.

ad 2) : L'insertion d'un nouvel alinéa 3 à l'article 272 du Code de la sécurité sociale est en ligne avec les propos de Monsieur le Ministre des Finances tenus en date du 23 juillet 2018 :

« Les comptes de l'État sont désormais très proches de l'équilibre » et « le prochain Gouvernement pourra poursuivre une politique volontariste engagée pour préparer au mieux le pays aux défis de l'avenir et continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens. »

Dans la mesure où les finances publiques se trouvent en équilibre, l'amendement sous rubrique entend ainsi introduire le système de l'indexation automatique pour l'allocation familiale. La modification au niveau de l'article 272 du Code de la sécurité sociale prévoit par conséquent l'adaptation du montant de l'allocation à l'indice des prix à la consommation.

Amendement 5

L'article 44 est libellé comme suit :

« Art. 44. Entrée en vigueur

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 2020, à l'exception des dispositions de l'article 3 (1) qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2020 et à l'exception des dispositions de l'article 3 (2) qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2019.

Le point 1 de l'article 42 produit ses effets au 1^{er} janvier 2019. »

Commentaire de l'amendement 5

Un deuxième alinéa est inséré à l'article 44. Suivant cet amendement, l'adaptation des allocations familiales se fait avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, Laurent Mosar, Gilles Roth.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - A mir freeën eis op d'Zoustëmmung vum Yves Cruchten a seng Leit, fir deen Amendement dann och ze stëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech gi se esou séier wéi méiglech weider.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President.

► **Une voix.** - Macht lues, macht lues!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Kolleginnen a Kollegeen, d'familljepolitesch Diskussiounen beschränke sech oft just op d'Kannergeld, Congé parental, Congé pour raisons familiales a Maisons relais. Et musse genuch Crèchen- a Maison-relais-Plaze geschafe ginn, fir dass all Kand, wat muss a soll ënnerdaach kommen, och eng Plaz fënnt. Genau sou wichteg ass et, den Elteren de Choix ze loosse, ob si hiert Kand an eng Struktur wëlle ginn oder ob se et selwer doheim wëllen erzéien.

Fir alles dat ze errechen, ass et awer wichteg, dass mer Verännerungen an der Aarbechtswelt maachen, soss bleift eppes op der Streck, d'Famill oder de Beruff. Jo, et ass wichteg, dass de Staat déi richtig Ramebedéngunge schaaft. Jo, et ass wichteg, dass eng finanziell Familljeförderung stattfënnt a fir all Kand en Ennerdaach, finanzéiert vum Staat. Dat awer als Vereenbarkeet vu Famill a Beruff duerststellen an do mat basta, dat ass et net.

Zanter der Industrialisierung a bis an d'70er Jore war et kloer, wien déi familiär Verantwortung iwwerhëlt. Dat war zu 95 % d'Fra. Dofir ass d'Aarbechtswelt op d'Männer zougesehnd-

den. Eis Aarbechtswelt huet also mat der gesellschaftlecher Entwécklung net Schratt gehalen. Dat muss Politik a Wirtschaft gemeinsam änneren. D'Kultur an d'Strukturen an eiser Aarbechtswelt si prioritär op Mënschen agestallt, déi keng familiär Aufgaben hunn. Dofir missten d'Sozialpartner zesumme mat der Politik eng Charta maachen, wéi et se a verschidde EU-Länner gëtt - Skandinavien, awer och doriwwer eraus -, fir iwwer familiärbewusst Aarbechtswelten ze diskutéieren an ze schwätzen. Eng familiärbewusst Aarbechtsweltorganisatioun ass awer ee Gesellschaftsproblem. An dee Problem gëllt et, an Ugrëff ze huelen.

Wéi kann een eng Aarbechtsweltkultur erreechen? D'Basisgesetz muss geschafe ginn, wou een dat ka festhalen, an duerno ass et iwwer Aarbechtsweltkonten an um Betribs- respektiv Tariffräiwéi, fir iwwer d'Exekutioun vun deene Ramebedingunge kënnen ze schwätzen an och Detailler festzehalen.

Mir müssen diskutéieren: Wat fir eng Zäitmodeller gëtt et fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruf? Wéi kann een d'Liewensaarbechtswelt esou organiséieren, dass se an all Liewensphasen an den Aklang mat de Bedierfnesser ze bréngen ass? Dat ass vu Betrib zu Betrib a vu Secteur zu Secteur verschidde.

Mir kënnen net méi alles iwwer ee Leescht zéien, wéi dat emol an de 50er an an de 60er Joren de Fall war, wou de Gros vun eisen Aarbechtswelten am Industriesektor war. An Tëschenzäit ass dat ganz anescht an et ass all Betrib, deen aner Besoinen huet, an et ass all Secteur, deen och aner Noutwendegkeeten huet, fir dat ze maachen. An dofir ass et do wichteg, zesumme mat de Sozialpartner Arrangementer ze fannen. Awer et ass fir d'Éischt um Legislativ, de Kader ze schafen, an duerno un de Sozialpartner, dat och kënnen am Betrib ëmsetzen.

Et gëtt Betriber hei am Land, déi hu verstanen, dass et och Personal gëtt, wat net nëmmen op d'Pai aus ass, mee dat och gären hätt, dass et eng gutt Aarbechtswelt ass an dass och d'Aarbechtsweltbedingungen dem Familiärliewe Rechnung droen an dass ee Fräiraum huet am Privatlewen, dass ee verschidde Méint méi schafft a verschidde Méint dofir manner schafft, fir dass ee sech och do ka mat der Famill arrangéieren.

Awer dofir muss mer och verschidde gesetzlech Ännerunge maachen a mir brauchen en anert Familiärbewusstseins. An dëst Familiärbewusstseins géif entscheeden, wéi mer och familiärfreundlech Aarbechtsweltgestaltung kënnen maachen. Mee dat geet awer net vun haut op muer a vun uewen erof decidéiert, mee dat geet just, wa mer zesummen, d'Politik mat de Patronen a mat de Gewerkschaften, kucken, wat mer do alles müssen op de Wee bréngen, fir och deem kënnen gerecht ze ginn.

Et ka jo net sinn, dass mer aner Aarbechtsweltmodeller maachen an doduerch ginn d'Karriäre gebremst an domadder gëtt een op d'Ofstellgleis gesat. Mee et ass wichteg, dass mer déi Leit förderen, dass mer deene Leit eng Chance ginn an dass et änlech wéi a Skandinavien iwwerhaupt kee Problem ass, wann een emol eng Kéier eng Auszäit mécht. A wann een erëmkennt, kritt een déi Plaz an och dee Posten erëm, deen ee virduun hat. Och alles dat si Saachen, déi mer müssen diskutéieren. An dann ass et och wichteg, dat an der Aarbechtsweltorganisatioun esou festzehalen, dass dat net kann am negative Sënn sinn, fir an der Karriäreleeder an engem Betrib weiderzeféieren.

An dës Diskussioun muss mer d'Sozialpartner mat abauen, mee mir müssen et awer och fäerdegbréngen, fir d'Gesellschaft ze sensibiliséieren, well dat, wat während Joerzëngten de Fall war, ass net iwwerall an dat Emdenke mat ukomm (veuillez lire : ass net iwwerall duerch dat Emdenke verännert ginn). An dofir ass et wichteg, dass mer do och eng Diskussioun féieren, wéi mer dat kënnen änneren a wéi mer dat kënnen op de Wee bréngen.

Dës Deeg war ech mat Responsabele vu Maison-relais zesummen. Déi soen, dass et eng Zäit laang duergaangen ass, wa se moies um siwen Auer opgemaach hunn an owes um siwen zou. Déi soen, dat ass haut net méi méiglech. An Zwëschenzäit brauche mer fir 18 Kilometer zwou Stonnen. A wann déi Leit um aacht Auer an der Stad oder ronderëm müssen ufänken, da muss se um sechs Auer fortféieren. An dat géif jo also dann heeschen, dass fir dat Personal an deene Maison-relais nei Aarbechtswelten géife kommen, dass se müssen um sechs respektiv um hallwer sechs do sinn.

An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob mer do net aner Punkte müssen diskutéieren, iwwer aner Öffnungszäiten, an dass mer och do kucke

bei deene Maison-relais an och bei anere Saachen, wéi et ass mat den Heure-d'ouvertures. Si mer nach dobäi, dass et muss vu moies siwe bis owes siwe sinn? Musse mer net éischter ufänken? D'Mobilitéit spillt do eng ganz grouss Roll.

Do ginn et verschidde Weeër. An Zwëschenzäit, an dat ass schonn heibanne gesot gi vum André Bauler, ass de Gros vun den Aarbechtswelten hei an der Stad a ronderëm. All Moie probéieren 200.000 Leit plus ou moins em déi selwecht Zäit, an d'Stad a ronderëm eranzekommen. An da gëtt et eppes wéi an engem Triichter. Wann Der an den Triichter ze vill draschëtt, da schléit den Triichter zréck an da geet net alles an d'Fläsch. An esou huet een och moies, ob dat aus dem Norden, aus dem Süden, aus dem Osten oder aus dem Westen ass, déi Verkéierssituatioun.

An déi Zäit, wou Lëtzebuerg industrialiséiert ginn ass, sinn Industrieaarbechtswelten geschafe ginn, sief et am Süden, sief et am Norden, sief et am Osten. An do sinn dann d'Uertschaften entwéckelt ginn.

Wann ech kucken, d'ARBED, wann do nëmme Leit aus dem Süde geschafft hätten, wéi dat am Ufank 1900 ugaangen ass, da wier net vill produzéiert ginn. Do ass eng ganz grouss Zouwanderung queesch aus dem Land gewiescht. Dat selwecht war duerno bei der Goodyear, dat selwecht war duerno bei enger Monsanto, och wann déi net esou laang bliwwen ass, mee do hunn déi Uertschaften sech dorëm entwéckelt. Et ass Wunnengsbau entstanen an déi Gemenge si gewuesen.

Aarbecht, Wunnen a Fräizäit waren do no beieenen. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen mer haut net méi fäerdeg, well 200.000 Leit probéieren all moies, ech hunn et scho gesot, an d'Stad eranzekommen, a mat deem Triichter kréie mer ëmmer e Réckstau.

An dofir stellen ech nach eng Kéier d'Fro: Wou si mer dru mat de Plan-sectoriellen? Déi sollten do hëllefen, fir dass mer Aarbecht, Wunnen, Fräizäit an Natur géife matenee vereinbaren. Sait Hierscht 2014 waarde mer do drop. D'Unn ass et op eemol zréckgezu ginn an duerno sinn nei Beméiunge gemaach ginn, mee d'Plan-sectorielle sinn nach ëmmer net do. An ech mengen, dass déi awer och noutwendeg wieren, souwuel fir d'Aarbechtswelten wéi fir de Wunnengsbau wéi fir d'Mobilitéit, an do och kënten hëllefen. An dofir och do mäin Appell un d'Regierung, endlech dann domat ze kommen. Ech weess, dass et un de Reglementer ass, mee och déi Reglementer gi gebraucht, fir dass een do endlech da ka ginn applizéieren. An et géif esou lues Zäit ginn.

Eng aner Fro, déi ech wëll opwerfen, an ech weess, doriwwer ass scho geschwat ginn heibannen an do gëtt et ëmmer e Pro an e Kontra: 80.000 Kanner, Elteren an Enseignantë fänken all moies um aacht Auer un. Ass dat nach zäitgeméis? Misste mer net doriwwer diskutéieren, ob mer un deenen Aarbechtswelten eppes änneren? Well wann do all Kéiers 80.000 Leit em dee selwechten Zäitpunkt probéieren, op eng Plaz ze kommen, da verursaacht ee Stau, ob ee wëllt oder net. Et gi Länner, do gëtt et aner Schoulzäite fir de Secondaire wéi fir de Primaire. Ass dat net eng Diskussioun, déi mer mussen féieren?

Ech wëll e Beispill ginn: 1930 ass zu New York den Empire State Building gebaut ginn - mat Stol vun Déifferdeng, ech wëll dat och betounen! An ech wëll elo net iwwer d'Bauzäit schwätzen, well dat waren 18 Méint, fir dee ganzen Empire State Building ze bauen. Ech mengen, wann een haut esou eppes géif bauen, da géif et e bësse méi laang dauere wéi 18 Méint.

Awer wat dat éischt war, wat do gemaach ginn ass, dat war, déi hunn dunn iwwer eng Organisatioun vun den Aarbechtswelten geschwat, well et net méiglech war, dass all Mënsch zu deem selwechten Zäitpunkt op deem jeeeweilege Stack war. An dofir hu se mat Decalagë vun zéng Minutte geschafft, wéi et 1932 opgaangen ass. Misst ee sech net d'Fro stellen, ob mer a verschidde ekonomeschen Zweiger an och an der Schoul misste mat Decalagë schaffen, an dass et net iwwerall muss um aacht Auer lassgoen, mee dass een och do ka mat aneren Zäite schaffen?

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et si verschidde Kolleegen, déi sech emol mat Roulement vu Busser beschäftegt hunn, an déi wëssen, vu sechs bis hallwer néng an owes vu fënnf bis hallwer siwe bräichte mer iwwerall 20er Busse, dat heescht, fir 200 Leit dranzekréien. An duerno fueren op verschidde Strecken Busse, do setzen nach dräi Leit am Bus. Wann een do en Decalagë géif maachen, kéint een och dee Problem geléist kréien.

Ech mengen, dass een dat net ka vun uewen erof maachen, mee dass et wichteg ass, dass

mer mat den Akteure vun dem Terrain eng Diskussioun doriwwer féieren. An ech mengen, dass déi Besoinen och sécherlech regional ënnerschiddlech sinn, deemno wou ee wunnt an deemno a wat fir eng Schoul dass ee geet, dass dat vläicht aneschters ass, mee dass et awer wichteg ass, dass mer dee Sujet diskutéieren an net einfach am Tirang leie loossen, well aneschters bréngen mer et ni fäerdeg.

Well wann ëmmer 80.000 Leit matenee probéieren, zu deem selwechten Zäitpunkt op där selwechter Plaz ze sinn, dat bréngen mer net fäerdeg, weeder mat engem gudden öffentliche Transport nach mat soss eppes. Mee da muss mer och do de Courage hunn, fir doriwwer ze schwätzen, a mir sollten dat mat den Akteure vun Terrain ugoen.

D'lescht Woch hu mer heibannen och geschwat iwwer de Logement. An ech wëll dofir net méi dorop agoen. De Marc Lies hat do eis Positionen duergeluecht. Et ass och wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, am Logement eppes ze maachen.

Mee wa mer vu Logement schwätzen a mir schwätze vun Aarbecht, sollte mer och vu Schoul schwätzen. A meng Fraktiounspresidentin ass haut de Moie laang a breet op de Problem vu Schoul an Ausbildung agaangen. An ech mengen, dass et och wichteg ass, all Kéier an ëmmer erëm iwwer d'Schoulproblematik ze diskutéieren.

Mee bei der Schoul ass et wéi beim Fussball: Jiddweree weess alles besser wéi den Trainer, wéi de Kapitän a wéi d'Spiller. Dofir ass et och wichteg, dass mer heiansdo Bilanen zéien vun deenen Decisiounen, déi geholl gi sinn am Schoulwies. A wann een e Feeler gemaach huet, dann ass et och keng Schan, deen ze redresséieren.

Et kann ee jo net all Kéier d'Leit wiessele wéi am Fussball: Wann et dräimol hannerenee gerabbelt huet, gëtt den Trainer gewieselt. Mee et wier och wichteg, dass mer do heiansdo Bilanen zéien, an zum Beispill Bilanen zéien iwwer dat, wat an der Berufsausbildung geschitt ass. An der Berufsausbildung si schonn an deene leschte Joren Ännerunge gemaach ginn. Hunn déi Ännerungen eppes bruecht? Hunn déi Ännerungen näischt bruecht?

Mir hunn d'lescht Woch heibannen doriwwer diskutéiert an an där Logementsdebat hate mer eng Motioun hannerluecht - an d'Martine Hansen huet et de Moie scho gesot -, de Marc Lies, dass mer eppes misste maache fir d'Handwierk, fir d'Attraktivitéit vum Handwierk. Ech hu bedauert, dass dat ofgeleent ginn ass.

Mee et huet mer awer gefall, no der Debatt vun där Interpellatioun, wou den Henri Kox dem Marc Lies erkläert huet an och nach aner Leit, déi Motioun, déi war superfetatoire, dass beim Punkt hannendrun, wou den Här Bauler mam Här Kox iwwer Wunnenge fir d'Personal a Betriber geschwat huet, awer nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, dass mer e Manktum hu vu Leit am Handwierk.

Dat war zwar beim Logement falsch, mee et war bei der Diskussioun vun de Wunnenge richtig. An haut de Mëtteg hu jo och, wéi den Här Gibéryen gesot huet, dass do e Manktum ass, Leit heibanne gemengt, dat wier net esou. Mee ech kann lech op alle Fall soen, dass et esou ass an dass ëmmer méi Leit sech Suerge maachen a Betriber, dass se keng Leit méi fir d'Handwierk fannen.

Mir brauchen en attraktiiv Handwierk. A fir en attraktiiv Handwierk ze hunn, brauche mer och en anere Stellwäert vum Handwierk. D'Unerkennung vum Handwierk ass fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft wichteg, well den Handwierksektor ass ee vun deenen dynameschsten hei zu Lëtzebuerg. A mir brauchen net nëmmen Handwierker am Handwierksektor, mir brauchen der an der Industrie, mir brauchen der am Bau, beim Staat an de Gemengen, iwwerall do ginn Handwierker gebraucht.

Och hei brauche mir en anere Stellwäert vum Handwierk, en aneren Image vum Handwierk an der Gesellschaft. Soulaang et hei zu Lëtzebuerg ass: „O, et ass knapps duergaange fir d'Handwierk“, wann dat d'Ästellung ass, déi gesellschaftlech do ass, da gëtt et problematesch, fir do eppes ze ënnerhuelen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An do misste mer onbedéngt eppes ënnerhuelen, fir deen Image ze änneren. Jo, och Loun an Aarbechtsbedingunge gehéieren dozou, awer och de Respekt vis-à-vis vun deene Mënschen, déi dat ausbilden.

Ech wëll nämlech drun erënneren, d'Chambre des Métiers huet am November nach eng Kéier ënnerstrach, wivill Leit hinne feelen an dass et schwierig ass, fir nach kënnen esou weiderzefueren, an dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee dat an der ganzer Groussregioun. Änlech wéi an de Gesondheetsberuffer hu mer och am

Handwierk d'ganz Groussregioun ofgegraast. An dofir sollte mer alles ënnerhuelen, fir dass erëm méi Leit sech och hei zu Lëtzebuerg fir de Wee vum Handwierk interesséieren.

Ech hat d'Chance, derbäi ze sinn, wéi d'Diplomer vun de Geselleprüfungen ausgedeelet gi sinn um Belval viru 14 Deeg. An do huet ee gesinn, déi Freed an déi Begeeschterung, déi bei deene Leit war, dat war eppes Ustiechendes. An ech mengen, do sollte mer dran investéieren. A mir sollten och als Politik drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mir Handwierker hunn, well och e gudder Servicesektor an e gudder Finanzsektor kréie Schwierigkeeten, wa keng Leit méi do sinn, fir d'Installatiounen an d'Reparaturen ze maachen, well och déi sinn op Handwierker a gutt qualifizéiert Leit ugewisen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. An dofir solle mer do alles ënnerhuelen, fir dat ze änneren.

A wann ech soen: „fir dat ze änneren“, da muss een ufänke bei der Berufsorientéierung an da muss een och ufänke bei deene Berufsbiller. An do huet een heiansdo d'Gefill, dass mer bei de Berufsbiller virun 20 Joer stoe bliwwen sinn an dass op verschidde Plazen d'Berufsbiller net mat virugaange sinn. An dofir ass et wichteg, doran ze investéieren.

A wann ech vu Berufsausbildung schwätzen, da muss ech och vu Weiterbildung schwätzen, well och dat ass ganz wichteg. Ech ginn e Beispill. A fir keen aneren ze huelen, huelen ech mäin eegent. Ech hunn emol eng Kéier en Handwierk geléiert. Wann ech awer haut de Capot vun engem Auto opmaachen, maachen ech en erëm séier zou. Ausser Antigelswaasser an den Uelech kucken, maachen ech erëm séier zou, well dat, wat zu menger Zäit war a wat haut ass, dat ass eppes ganz aneres. An dofir ass et och wichteg, wa mer vum Handwierk schwätzen, dass mer dann och mussen vun der Weiterbildung schwätzen, déi och ëmmer méi wichteg gëtt.

Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problem, deen och net grad mam Handwierk ze dinn huet, mee deen awer mat deene Leit ze dinn huet, déi schaffe ginn, dat ass, dass d'Schéier tëschtent Aarm a Räich hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi ausermeegert. Ech wëll elo net nach eng Kéier all déi Ziffere widderhuelen, déi scho verschidde Kolleegen de Mëtteg gesot hunn. Mäi Frënd, de Paul Galles, wäert och a senger Interpellatioun nächste Mount sécherlech dorop agoen. Mee d'Schéier tëschtent Aarm a Räich gëtt hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss an dat ass e schlecht Zeeche fir Lëtzebuerg, dat seet eis jiddwereen, ob dat d'Caritas ass, ob dat d'Chambre des Salariés ass oder ob dat de Statec ass. An dofir ass et och wichteg, dass mer deene sozial schwache Leit ëmmer méi hëllefen, dass mer deene méi eng grouss Hëllef zoukomme loossen.

Während déi rächsten 10 % eng Moyenne vu ronn 8.000 Euro de Mount hunn, sou sinn et fir déi 10 % vun deenen Äermste ronn 1.000 Euro. Parallell dozou, an dat ass e grouse Problem, hëlft de Working Poor zou, Leit, déi schaffen an, obwuel se schaffen ginn, net genuch hunn, fir ze liewen. An dat ass engem Land wéi Lëtzebuerg net würdeg an do schneide mer och am internationale Verglach net gutt of. An do ass et och un eis als politesch Responsabel, déi Mesuren unzagoen, fir dat kënnen ze änneren.

Ech weess, ee vun de Problemer, fir net ze soen den Haaptproblem, sinn och d'Logementspräisser, déi dat verursaachen, well nëierens gëtt ee fir e Logement esou vill aus wéi zu Lëtzebuerg. An dofir ass et wichteg, dass mer do eppes maachen. Mee mir gesi jo selwer, déi Propositione vum Marc Lies si jo leider viru 14 Deeg ofgeleent ginn, dass mer weeder am Locatif nach an der Vente et fäerdegbréngen, déi Präisspiral ze drécken.

An ech wëll och dozou bäifügen, dass déi Mindestlounerhéijung, déi Ufank vum Joer blutt-noutwendeg war, déi gemaach ginn ass, scho laang vun der Präispolitik vum Logement erëm opgefriess ginn ass, dass dat scho bei de Loyereren an och bei der Vente vun den Haiser erëm opgefriess ginn ass.

Ech weess, dass mer net all Mënsch kënnen hëllefen, mee fir eis ass et och wichteg, dass et elo Zäit gëtt, och emol eng Ännerung ze maachen un der Allocation de vie chère, vu dass 18 % vun de Lëtzebuurger vun der Pauvretéit betraff sinn, dass mer do Ännerunge maachen, dass mer iwwer dat Recht nodenken, wéini een déi Allocation de vie chère ka kréien, iwwer de Wee, wéi een déi muss ufroen, well do sinn och vill Leit, déi se zegutt hätten, déi sech awer net trauen, déi Primm unzefroen, well dat och net ëmmer ganz flott ass, an dass mer gläichzäiteg och eng Erhéijung géife maachen.

An ech géif och do eng Motioun eraginn am Numm vun der CSV, fir dass mer do eppes géifen änneren un der Allocation de vie chère,

souwuel d'Bedéngungen, fir se kënnen ze kréien, wéi och de Montant upassen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que près de 18 % de la population est concernée par la pauvreté ;

- rappelant que ce taux serait encore beaucoup plus élevé sans transferts sociaux ;

- considérant que les inégalités ne cessent de croître depuis la crise de 2008 ;

- notant que la situation des plus pauvres est particulièrement préoccupante, alors que leur condition s'est dégradée ces dernières années et qu'ils sont presque deux fois plus nombreux à être touchés par la pauvreté qu'il y a dix ans ;

- déplorant que la situation des familles monoparentales les plus pauvres reste inchangée malgré les promesses et mesures qui ont été prises lors de la législature précédente, et qui s'avèrent insuffisantes pour freiner de manière efficace la montée de la pauvreté ;

- constatant également que les ménages ayant des enfants à charge demeurent particulièrement fragiles et sont plus exposés au risque de pauvreté que les ménages sans enfants ;

- constatant par ailleurs qu'un enfant sur cinq risque l'exclusion sociale ;

- constatant encore que de plus en plus de personnes qui ont un emploi sont touchés par la pauvreté, le travail ne mettant plus à l'abri de la précarité ;

- rappelant que l'allocation de vie chère constitue une des mesures parmi tant d'autres destinées à aider les ménages à faible revenu ;

- rappelant encore que cette allocation a remplacé l'allocation de chauffage en 2009 destinée à protéger les ménages les plus modestes contre une forte hausse des prix des combustibles, et plus particulièrement du mazout ;

- considérant que le Gouvernement via le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 entend adapter les limites maximales du droit d'accise autonome sur le gasoil, et ce pour atteindre les objectifs que le Gouvernement Bettel 2 s'est fixés en matière environnementale ;

- donnant à considérer que si la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont importants et doivent être réalisés le plus rapidement possible, il est impératif d'éviter toute rigueur sociale et de sanctionner les couches les plus fragiles de notre société ;

- notons encore que le montant alloué au titre d'allocation de vie chère n'a pas augmenté depuis 2009 et se situe toujours à 1.320 euros pour une personne seule ;

- considérant qu'il échet de s'assurer que les personnes les plus démunies ne soient pas touchées de manière disproportionnée par les mesures fiscales que le Gouvernement entend mettre en œuvre,

invite le Gouvernement

- à revoir les critères d'attribution de l'allocation de vie chère, et notamment des montants pris en compte en tant que revenus ;

- à adapter le montant de l'allocation de vie chère à l'évolution du coût de la vie ;

- à analyser en tout état de cause tous les deux ans, si les critères d'attribution voire si les montants de l'allocation de vie chère sont toujours adaptés.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

Mir müssen déi Leit begleeden, déi an Noutsituatioun sinn. Mir mussen mat hinnen diskutéieren a mir mussen och duerno handelen. Mir müssen eppes maache géint d'Aarmut vun de Kanner a mir müssen eppes maache géint d'Aarmut bei deene Jonke vu fréier, fir dat emol net anescht auszedrücken.

De Gilles Roth huet haut de Mëtteg scho Beispiller gi bei de Steieren a bei dem Steuerpackage, wat dat all Kéier ausmécht, wéini wien nach wat ka kréien. An dofir hate mer eis och vill erwaart bei der Steuerreform. Mee ech muss lech soen, mir sinn awer nach ëmmer op deem sätze gelooss ginn, wat mer bis elo esou zwëschen den Zeilen héieren hunn, well weeder d'Regierung nach ee vun de Majoritéitspolitiker gesot huet, a wat fir eng Richtung et soll goen. Mee et muss een och wëssen, Leit, déi aarm sinn a keng Steiere bezuelen, deenen hëllef Der och net, wann Der deene Steuerabattamente gitt, well se bezuele jo keng Steieren.

Mir müssen och déi Jugendlech besser en charge huelen, déi Jugendlech, déi d'Schoul ofbriechen an déi dann ouni Qualifikatioun do-stinn. Et gëtt en EU-Projet, deen heescht Outreach. An et sinn och verschidde Südgemengen, déi en Outreach agestallt hunn. Mee déi

Leit, déi sti virun administrative Problemer. Si kréien net ëmmer d'Informatioun séier genouch vun der Schoul, wann een an der Schoul ophält, fir dass den Outreach sech kann drëm bekëmmern.

An do hu mer e Problem, sief et mam Date-schutz, sief et mam Gesetz. A mir géifen do en Appell maachen, dass do Ännerunge gemaach ginn an de Schoulen, fir dass déi Informatioun vill méi séier bei deene Leit ukënn, fir dass dann d'Gemenge respektiv d'Outreach, déi an deene jeeweilege Gemengen aktiv sinn, deene Leit och kënnen hëllef, fir dass se erëm zréck op den Aarbechtsmaart kommen.

Well nëmme wa mer et fäerdegbréngen, Jonker ze mobiliséieren, awer eng Qualifikatioun ze maachen an am Aarbechtsmaart ze bleiwen, verhënnere mer, dass dat déi Aarm vu muer respektiv vun iwwermuer sinn. Mee mer mussen se begleeden a mer mussen hinnen all Hëllef ginn, déi se brauchen. An dat gëllt souwuel an der formaler wéi an der nonformaler Bildung.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - En anere Punkt, deen ee muss ugräifen, an dat huet mech e bëssen erfieert, dat war dee Bericht vun de Médecins du monde hei zu Lëtzebuerg, wivill eeler Leit et och net fäerdegbréngen, fir kënnen bei den Dokter ze goen, well se net déi néideg finanziell Mëtelen hunn, fir dat ze maachen. Ech mengen, dat ass keng Reklam fir e Land wéi Lëtzebuerg a mir sollten do och als politesch Responsabel déi néideg Mesuren huelen, fir dat kënnen ze ënnerbannen a fir och deene Leit déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Mir kënnen net dovu schwätzen iwwerall, mir hunn den Triple-A, mir kënnen net dovu schwätzen, mir entwéckelen de Weltraum, a mir bréngen et net fäerdeg, dass um Terrain Leit, déi Hëllef a Fleeg brauchen, déi och kënnen kréien. Ech mengen, dat géif eis alleguer gutt zu Gesicht stoen, wa mer et do géife fäerdegbréngen, Ännerungen ze kréien. An ech sinn dovun iwwerzeegt, dass de Paul eis den nächste Mount d'Iddie vun der CSV dozou wäert bréngen an dass mer dann och d'Zoustëmmung op de Majoritéitsbanke kréien, fir déi Projete kënnen ëmzesetzen, dat am Interêt vun deene Leit, deenen et manner gutt geet.

Ech mengen, dass ee bei der Verdeelungsgerechtigkeit muss driwwer schwätzen: Wat ass Verdeelungsgerechtigkeit? Verdeelungsgerechtigkeit ass net nëmmer eng sozial Ëmverdeelung, mee dat ass och, dass ee kuckt regional, also deen eenzelne Statut, dass d'Leit iwwerall vun deem selwechte kënnen profitéieren.

An ech hat deslescht viru sechs Wochen d'Geleeënheet, hei bei enger Heure d'actualité iwwert d'Problemer vun eisen eelere Matbierger ze schwätzen, déi Schwierigkeiten hunn, wa se emol gesondheetlech Problemer kréien, fir an e Fleegeheim ze kommen, dass et Leit ginn, déi brauche Fleeg doheem, dass et Leit ginn, déi e Fleegeheim brauchen an dass mer och do Ännerunge musse maachen. An ech géif mer dofir och erlaben, Här President, lech eng weider Motioun ze ginn.

Mir hunn ab dem 1. Februar hei zu Lëtzebuerg 88.328 Leit iwwer 65 Joer, mer hu (veuillez lire : mer bräichten also) 6.360 Better a CIPAen an a Maison-de-soinen. Et ass och do wichtig, dass mer zousätzlech Better schafen, dass mer och do déi néideg Investor maachen, dat och queesch duerch d'Land an de jeeweilege Regiounen, an dass mer do dann och déi administrativ Problemer léisen.

Viru sechs Woche war heibanne gesot ginn, do hat ech eng änlech Resolutioun, mee do hat ech e konkret Haus ugedeit, dat wier superfatoire, well dat géif lafen. Ech hunn awer am Gemengerot vun där Gemeng gesinn, et ass déi südlech, déi et gëtt am Land, dass dee Problem nach ëmmer net leeft an dass et nach ëmmer net deblockéiert ginn ass, obwuel heibanne viru sechs Woche gesot ginn ass, dat wier amgaangen. Dofir géif ech mer awer erlaben, des Motioun - et ass net déi selwecht - eranzebréngen, Här President, wannechgeleit, ...

Motion 7

La Chambre des Députés,

- rappelant que trois types de structures d'habitations pour les personnes âgées sont prévus par la législation luxembourgeoise : les CIPA (Centre intégré pour personnes âgées), les maisons de soins et les logements encadrés ;

- notant qu'au 1er février 2019, 88.328 personnes âgées de 65 ans et plus vivent au Luxembourg ;

- constatant que toute proportion gardée, il faudrait alors assurer 6.360 lits dans les CIPA et les Maisons de soins réunis ;

- notant que les établissements fixent librement les prix des structures d'hébergement pour personnes âgées ;

- considérant qu'en 2018, il faudra déboursier en moyenne pour une place dans une chambre à un lit 2.452 € par mois dans un CIPA, 2.706 € dans une maison de soin et 1.718 € par mois dans un logement encadré ;

- constatant que le montant médian mensuel des pensions vieillesse pour les hommes est de 3.634,40 € alors que celui des femmes s'élève à 1.838,20 € ;

- rappelant que les montants moyens des pensions de vieillesse des résidents s'élèvent quant à eux à 3.632,26 € pour les hommes et 2.083,17 € pour les femmes ;

- sachant que les femmes pensionnées sont approximativement 76 % à toucher moins que le prix moyen d'une chambre dans un CIPA, et 79 % des femmes touchent une pension inférieure au prix moyen d'une chambre dans une maison de soins ;

- notant que les hommes quant à eux, sont près de 22 % à toucher une pension de vieillesse inférieure au prix moyen d'un CIPA et environ 28 % à ne pouvoir s'offrir les services d'une maison de soins ;

- estimant que les pensions de vieillesse devraient pouvoir être suffisantes pour que les citoyens âgés puissent résider décemment dans les structures d'hébergement adéquates ;

- rappelant que pour faire face à un manque de moyens pour aller en institution pour personnes âgées, les concernés peuvent demander un complément accueil gérontologique ;

- saluant l'existence de ce complément, mais sachant que bon nombre de pensionnés restent exclus de cette aide alors que ceux qui en bénéficient ne peuvent souvent pas couvrir leurs besoins personnels,

invite le Gouvernement

- à adapter le barème du complément accueil gérontologique au coût de la vie en structures d'hébergement pour personnes âgées.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

► **M. Mars Di Bartolomeo** Président de séance. - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ... dass mer och do deenen eelere Leit, deene jonke vu fréier, déi Lëtzebuerg dohinnerbruecht hunn, wou Lëtzebuerg ass, dass mer och deenen dat zoukomme loossen, wat se brauchen, nämlech Fleeg, an dass se och déi gesondheetlech Hëllef kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätze vu Mobilitéit, mir schwätze vum Aarbechtsmaart, da misste mer och emol schwätzen iwwert den „design for all“, nämlech iwwert d'Mobilitéit fir eis Leit à mobilité réduite. Ganz vill Gemenge maachen Investor, och de Staat an d'Eisebunn investéieren. Mee och do mussen mer eis d'Fro stellen, ob mer heiansdo och d'Päerd vun hannen opsuedelen. Da gëtt alles an d'Rei gesat, et gëtt neit Fuermaterial geholl, mee de Quai, fir dohinnerzekommen, ass net gerecht, et si keng Lifter do respektiv d'Lifter sinn nach net do, mee dass mer och do kucken, dass mer deene Leit à mobilité réduite déi Hëllef zoukommen loossen, déi se brauchen.

An et ass grad un eis als ëffentlech Hand, fir ze soe Staat, Gemengen, Eisebunn, fir do och mam gudden Beispill virzegoen. Et bréngt näischt, wa mer iwwerall investéieren an d'Fuermaterial a mir bréngen et duerno net fäerdeg, dass déi Leit, déi dee Problem hunn, op de Quai kommen, fir iwwerhaapt da kënnen vun deem Fuermaterial ze profitéieren, mee dass mer och do zesumme mat deene Leit vum Terrain, zesumme mat den Associatiounen vun der Mobilitéit réduite an zesummen och mat den ëffentlechen Träger eng Diskussioun féieren, dass mer do vläicht d'Planung e bësse besser maachen, dass dann och d'Quaie fäerdeg sinn, ier d'Rullmaterial kënn. Well et bréngt näischt, wann dat eent do ass an dat anert nach net.

Ech mengen, do mussen d'Aarbechten an d'Timing besser koordinéiert ginn, fir dass och déi Leit um normale Liewe kënnen deelhuelen.

An dat selwecht, mengen ech, misste mer och maachen, fir dass och déi Leit, déi de Statut vum Travailleur handicapé hunn, méi e liichten Zougang kréie fir den éischten Aarbechtsmaart. Et ass net gutt, wa se allegueren an Atelierprotégé mussen goen, well et sinn och Leit, déi vum normalen Aarbechtsmaart kéinte profitéieren. An do ass et och u Staat a Gemengen, fir mam gudden Beispill virzegoen, fir dass mer och déi Leit a Beschäftegung kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „Lëtzebuerg geet et gutt“, seet de Staatsminister ëmmer. A mir sinn der Meenung, da soll et och sengen Awunner gutt goen. Elo ass eng grouss Steuerreform, déi soll jo elo kommen, soll bis

Enn vun deeser Legislaturperiod ëmgesat sinn. Et gëtt jo elo alles iwwert déi Steuerreform geleist.

Als Opposition wësse mir bis haut nach net, wou d'Regierung wëllt histeieren. „Eenzelbesteuerung“, dat hu mer héieren. „Kee soll eppes verléieren“, huet et am Ufank geheescht. Ech hunn awer de leschte Samschdeg den Här Gramegna op de Welle vu Radio Lëtzebuerg héieren, an do huet en dat schon e bësse relativéiert, dass keen eppes géif verléieren. An den Här Gramegna huet sech do e bëssen aneschters ausgedréckt, wéi dass keen eppes géif ewechgeholl kréien.

Bei esou enger Reform wéi enger Steuerreform muss ee wëssen, wou ee wëllt ukommen, ier ee fortfiert. Well wann een net weess, wou ee wëllt ukommen, ass et och schwéier, fir déi néideg Etappen ënnerwee ze maachen. An dofir sinn ech - ech hat et scho gesot - enttäuscht, dass keng kloer Aussoe komm sinn, wat do geplangt ass, weeder vum Finanzminister nach vun de Majoritéitspolitiker, fir dass ee weess, wat d'Regierung do wëlls huet, well d'Land huet d'Recht ze wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Ech sinn do batter enttäuscht! Ech mengen, ech sinn net deen Eenzeg. Verantwortung fir d'Land a seng Bierger ze iwwerhuelen, do virun hat d'CSV nach ni gezéckt. Et geet hei net ëm eng Partei, et geet och net ëm soss eng Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vum Lëtzebuerg Land!

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn: Do fanne mir eis net erëm, an deem Budget, deen Der virgeluecht hutt! Et sinn nach vill Inconnuen dran an dofir ass et och net méiglech, dass mer deem Budget eis Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, wannechgeleit.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt u sech Positioun zu engem Theema huelen - kuerz Positioun, wëll ech direkt hei ënnersträchen -, wat fir eis als Demokratesch Partei net nëmmer zënter gëschter, mee zënter Joerzëngte kann ee soen, eng ganz wichteg Positioun anhëlt, an zwar geet et ëm de Fonctionnement vum Staatsapparat. A wann ee Staatsapparat seet, dann denkt een natierlech och un d'Haaptakteure vun engem Staatsapparat, dat sinn d'Beamten.

Do denkt een natierlech selbstverständlech och un déi vill Gemengen, vill Gemengebeamten. An et si jo genouch Kolleegen heibannen, déi och op Gemengenniveau eng Fonctioun hunn, an déi wëssen dat och ze schätzen, datt ouni gutt Beamten en Apparat net ka funktionéieren. Ech wollt dowéinst, wéi gesot, e puer Detailler méi genee belichten, déi am Budget 2020 virgesi sinn.

Ënner anerem kann een direkt festhalen, datt 760,5 Milliounen am Budget vun Dépensecourante fir d'Joer 2020 fir d'Fonction publique ageschriwwen sinn. Dat ass jo schon net en onbedeute Volet. Och wann een dat am globale Kontext kuckt, ass dat natierlech nach net dee riseg Chiffer, an trotzdeem beweist et, wat fir eng Wichtigkeit den ëffentlechen Déngscht hei zu Lëtzebuerg huet.

Wa mer dann eng Projektioun maachen an déi nächst Joren, da gesäit een, datt 2021 mat enger Dépense courante vun 900 Milliounen gerechent gëtt, an 2022 soll souguer de Cap vun der Milliard iwwerschritt ginn. Mir wäerten dann op 1,5 Milliard kommen.

Kierzlech hat den zoustännege Minister, de Marc Hansen, eng interessant Etüd virgestallt, wéi u sech de ganzen Apparat vun de Beamte sech och zesummesetzt, eng Etüd, aus där ee viles kann erauslesen. Duerfir wollt ech op e puer Chifferen nach eng Kéier agoen: De Moment hu mer ronn 28.326 Leit, déi beim Staat schaffen. Dovunner sinn der 17.675 Fonctionnaires, 7.643 Employéen an 2.498 Salariéen. 50 % dovun schaffen am Enseignement. Wat och interessant ass: 52 % vu sämtlechen Agente si Fraen. Do kann een also soen, datt d'Quot zumindest beim Staat erreicht ass. Alldéngs gëllt dat net fir d'Fonctions dirigentes. An ech mengen, dat soll eis trotzdeem e bësselchen interpelléieren, well an deene Positiounen sinn nëmme 27 % Fraen.

Par contre, wann een d'Karriär A2 hält, dat ass also déi Karriär, déi mer mam Gesetz vun 2015 geschafen hunn, do mierkt een, datt awer en héije Prozentsatz vu Frae vertrueden ass.

Dann, wat den Temps partiel ubelaangt, och do, wéi gesot, sinn d'Frae majoritär present. (veuillez lire : Dann, wat den Temps partiel ubelaangt, och do, wéi gesot, sinn d'Frae majoritär present. Vis-à-vis vun de Männer kann een do vun engem Verhältnis vun 1:5 schwätzen.) Ech mengen, et brauch een net an den Detail anzegoen, wat dovunner d'Ursaache sinn.

An der Arméi hu mer de Moment 420 Volontairen. An dat gëtt engem awer och e bëssen ze denken. Well wann een do d'Entwécklung mécht, da gesäit een, dass déi Zuel allerdéngs réckleefeg ass.

Den Altersduerchschnitt läit bei 40,8. Mir kënnen also roueg behaupten, dass eis Fonction publique mat Sécherheet net iwweralter ass.

Et ass opfalend, dass d'Zuel vun den Employéen tëschent 2016 an 2018 sech méi schnell entwéckelt huet wéi déi vun de Fonctionnaires. Dat war allerdéngs virun der Reform vum Examen-concours vun 2018, well et bis dohinnet méi schwéier war, Fonctionnaires ze rekrutéieren, a well déi Prozedur alt oft bis sechs Méint gedauert huet, wat natierlech ze laang ass.

Dann ass et och e relativ héijen Taux d'échec an den Épreuves générales ginn. Schwéier ass et och gewiescht, fir Selektionskrittären opzestellen, fir Leit a verschidde Beräicher ze rekrutéieren. Ech denken do un d'Informatik, d'Ingenierie oder d'Santé. An dowéinst - an dat war och d'Ursach - ass wéi gesot an deene Jore méi oft op Employéen zréckgegraff ginn. Dat ass dann eeben och d'Ursach vun der Augmentatioun vun der Zuel vun den Employéé vis-à-vis vun de Fonctionnaires.

Da si mer natierlech séier beim Rekrutement. An och do muss ee leider feststellen, dass et net esou einfach ass, Leit ze rekrutéieren beim Staat. An och déi, wéi gesot, déi Fonctionnairen hunn um kommunalen Niveau, wëssen, dass et a verschidde Karriären, an ech denke besonnesch un d'technesch Déngschter, ganz schwéier ass, haut och Ingenieuren aus der Karriär A1 oder A2 op de Gemengen ze rekrutéieren. Mir hunn allerdéngs do Efforten an deene leschte Jore gemaach beim Staat, wat d'Rekrutéierungszäit ubelaangt. Déi läit elo am Fong geholl praktesch bei maximum sechs Wochen.

Am Budget fir d'Joer 2020 ass da virgesinn, fir zousätzlech 1.830 nei Leit beim Staat anzustellen. Dat ass en enorme Chiffer. Dat ass am Fong praktesch eng Verdeubelung vis-à-vis vun dem Exercice vum leschte Joer. Dat beweist och, dass et dëser Regierung esocht gemengt ass, net nëmmen, fir de Staatsapparat einfach esou opbléien ze loosse, mee virun allem och, fir méi Effizienz eranzebréngen, dass och déi Posten optimal kënne besat ginn. An ech well och hei drun erënneren, dass d'Chambre des fonctionnaires dat och ganz positiv an hirem Avis duergestallt huet.

Firwat stelle mer esou vill Leit an? Mee ech mengen, mir sinn natierlech nach ëmmer an engem Wuesstum vun der Populatioun. An dat heescht automatesch, dass mer och mussen d'Déngschtleeschunge besser kënne garantéieren. Mir brauchen op verschidde Niveauen zousätzlech Leit. Ech denken zum Beispill un d'Polizei, wou jo virgesinn ass, fir 800 nei Polizisten anzustellen. Ech denken un d'Justice. Ech denken un den Enseignement.

A besonnesch wat d'Polizei ubelaangt, muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënne mer déi Leit rekrutéieren? Wou rekrutéieren mer se? An da si mer och ganz séier bei der Diskussion, déi de Moien, mengen ech, den Alex Bodry schonn ugestouss hat: Muss net eng Kéier den Dag kommen, wou ee sech awer och muss d'Fro stellen, ob net aner Krittäre kënne gëllen, fir eeben zousätzlech Leit ze rekrutéieren?

Ech erënneren zum Beispill un d'Arméi, wou mer viru Joren d'Arméi opgemaach hu fir Netlëtzebuerger. Ech weess, dass dat deemools e Schrëtt war, deen net op alle Bänke gedeelt ginn ass. Haut héiert ee guer näischt méi vun deene Kritiker. Au contraire, et muss ee soen: Wou hätte mer déi 420 Volontairen, wa mer deemools net d'Arméi opgemaach hätte fir Netlëtzebuerger?

Wa mer elo mat Responsabelen aus der Arméi schwätzen, da kréie mer méi wéi eemol gesot, dass et och virun allem an den ieweschte Karriäre bei den Offizéier schwéier ass, zousätzlech Leit ze rekrutéieren. Mir brauchen allerdéngs an der Struktur vun der Arméi selbstverständlech och déi Fonctionnairen. Also och do, mengen ech, muss een eng Kéier de Courage hunn, fir déi Diskussion méi am Fong ze féieren.

ren. An ech géif soen, et sollt ee sech deem net verschléissen, wuel wëssend, dass et natierlech eng Diskussion ass, déi soll sachlech gefouert ginn an net vu virera mat gewëssene Barrieren schonn zoubetonéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech well dann op e puer Haaptpunkten aus dem Budget agoen, wat d'Fonction publique vun dem nächste Joer ubelaangt.

Fir d'éischt emol d'Digitaliséierung. Ech mengen, e groussen Akzent gëtt op deen Aspekt gesat. Dat dierft jo ganz vill Leit heibanne freeën. Mir wëssen alleguer gudd, dass mer an enger Gesellschaft liewen, wou d'Digitaliséierung ëmmer méi grouss Bedeitung kritt. A wien do net op den Zuch opspréngt, dee kritt ouni Zweifel och ganz grouss Problemer an Zukunft.

Lëtzebuerg ass jo amgaang, do eng Virreiderroll ze spillen. Ech weisen och do drop hin, dass mer ënnert dëser Regierung en eegene Ministère geschafen hunn, wat eng richtig, eng gudd Decisioun war.

Ech weisen awer och drop hin, dass et de sougenannten „DESI-Index“ gëtt, dass ass den Digital Economy and Society Index, wou mer entre-temps an der EU op der sechster Plaz sinn. Och dat ass e Beweis, dass Lëtzebuerg dee richtige Wee ageschloen huet. Mir mussen allerdéngs oppassen, dass et awer och net zu enger sougenannter Iwwerhëtzung kënnt. Bei aller Freed, bei aller Euphorie, déi ee fir d'Entwécklung vun der Digitaliséierung huet, soll een awer och de Courage hunn, och emol op eenzel negativ Aspekter hinzewiesen. Hei well ech dann och aus dem Budgetrapport vum Yves Cruchten zitieren: « Il importe d'assurer que la cohésion sociale ne devient pas la victime d'une digitalisation excessive. » Ech mengen, dass ass eng Ausso, déi een ouni Zweifel ka begrëissen.

A wann ech scho beim Här Cruchten sinn, well ech em selbstverständlech awer och e grouse Merci aussprechen. Ech hat d'Éier, hei virun 19 Jore och als Budgetrapporteur ze stoen, ech weess also, wat et heescht, e Budgetrapport opzestellen. Dat heescht wochen-, méintlaangt Engagement, dass heescht, ganz vill Entrevuë féieren. Dat heescht, sech ganz vill mat Zuelen ofginn. An dat mannst wat ee ka soen, an do kann een och nëmmen en Appell maache virun allem u jonk Deputéiert: Wann Der d'Chance eng Kéier sollt kréien ... Ech kucken elo éischerter op déi dote Säit, huet mer dat awer net fir iwwel!

(Hilarité)

Wann Der eng Kéier sollt d'Chance kréien, notzt déi Chance, well et ass déi beschte Formation continue, déi een Deputéierte ka maachen hei an der Chamber, wann en eng Kéier Budgetrapporteur gëtt. A wéi gesot, Här Cruchten, och nach eng Kéier Merci fir Äre Rapport, dee ganz interessant war an och mat Sécherheet liesenswäert ass. An e wäert och seng Bedeitung net nëmmen dëst Joer hunn, mee och nach vläicht an deenen nächste Joren.

Wa mer bei der Digitaliséierung sinn, da si mer natierlech och ganz séier beim Teletravail, och e Sujet, deen ëmmer méi staark an eisem Gesellschaftssystem present ass. Et sinn och schonn eenzel aner Kolleegen, déi dat de Mëttel respektiv de Moien ugeschnidden hunn. A grad an der Fonction publique gëtt eeben do eng grouss Bedeitung drop gesat. A grad d'Fonction publique gëtt am Fong geholl e gudden Terrain hier, fir u sech Projeten auszuschaffen, wéi den Teletravail an Zukunft nach méi staark geféiert ka ginn.

Natierlech baséiert den Teletravail op Vertrauen. Dat muss eng Vertrauensbasis tëschent dem Patron an dem Beamte sinn. Awer och do erëm eng Kéier bei aller Euphorie, déi vläicht kéint opkommen, muss een e bësse virsichteg sinn an et gëtt och negativ Aspekter. Ech denken zum Beispill un eng eventuell sozial Isolatioun, déi sech do kéintustellen. Mee d'Virdeeler sinn ouni Zweifel déi, déi iwwerweisen. Mir hunn dat scho gesot am Kontext vun deene grouse Problemer, déi mer um Niveau vun der Mobilitéit hunn, woubäi een allerdéngs net esou naiv sollt sinn ze mengen, wa mer den Teletravail elo méi verallgemengeren, dass muer eis Problemer op de Stroosse geléist wäeren. Loin de là !

Mee et hält awer mat Sécherheet an deem ganze Konzept eng wichteg Plaz an, fir eeben d'Problematik um Niveau vun dem Verkéier besser kënne ze organiséieren. Natierlech, eng gewisse Presenz um Büro wäert ni ausbleiwen. Dat hânt natierlech och vun der Fonction of.

Iwwregens, am Budgetrapport, wou den Här Cruchten jo och op deen Aspekt agaangen ass, konnt ee liesen, dass d'Zuel vun de Leit, déi den Teletravail de Moment maachen, ëm 8 % an d'Luucht gaangen ass, a ronn 17 % vun deenen, déi Teletravail maachen, géifen op

d'mannst 15 Stonnen doheem schaffen. Dat ass also schonn net onweesentlech. Do gesäit een also schonn eng gewësse positiv Entwécklung, wat déi Form vun Aarbecht ubelaangt.

Ech well awer och drop hiweisen, dass et gréisser Betriber ginn, déi den Teletravail schonn erëm suppriméiert hunn, zum Beispill Yahoo, déi hunn dat gemaach. Par contre gëtt et awer och erëm aner Beispiller, ech referéiere mech hei op Frankräich, bei Orange, do sinn am Moment 80.000 Leit engagéiert, déi do schaffen, an et sinn der 30.000, déi am Teletravail hir Aarbecht verrichten.

Wa mer natierlech vun enger moderner, enger effikasser Fonction publique schwätzen, da si mer ganz séier bei der Formation. Dat ass e weesentlechen, e wichtegen Aspekt, net nëmme fir d'Fonction publique, mee besonnesch fir d'Fonction publique. An do si virun allem och gréisser Efforte gemaach ginn. Ech verweisen hei nach eng Kéier op dat Gesetz, wat mer elo hei kierzlech gestëmmt hunn, d'Ofschafe vun der 80-80-90-Reegelung. Do war jo een Aspekt awer d'Formation. Do goufen et och kritesch Stëmme, dass muss een hei ganz éierlech soen, well jo d'Formation générale do geännert huet.

Mir hunn awer als Kommissioun ... Do ware jo ursprénglech nëmmen nach 60 Stonnen virgesinn, mir hunn awer dann en Amendement als Kommissioun gestëmmt, fir dat eropzesetzen op 90 Stonnen, mindestens 90 Stonnen. Déi kënnen och duerch e Règlement grand-ducal nach méi an d'Luucht gesat ginn. Wéi gesot, et ass dat awer de Beweis, dass d'Formation eng ganz wichteg Roll och an der Fonction publique nach wie vor muss spillen.

Ech weisen an deem Kontext och op de Learning Center op Belval hin. An da gëtt natierlech net nëmmen, loosse mer soen, iwwer Gebaulechkeeten, iwwer Stonne geschwat, wa mir iwwer Formation hei referéieren, mee da muss een natierlech och iwwer den Inhalt diskutéieren. Ech mengen, déi Form vun der „ex cathedra“ gehéiert natierlech lues a lues éischerter der Vergaangenheet un. Haut gëtt aneschter enseignéiert. Dat ass och gudd esou. An et si ronn 906.000 Euro fir d'Formation eleng virgesinn, wat jo och keen onbedeutende Chiffer ass.

Vun der Formation ass een natierlech dann och séier beim INAP, do wou u sech dann och de Gros vun der Formation nach ëmmer gemaach gëtt, wou eng nei Approche pédagogique an d'A gefaast gëtt. An och hei sinn eng Millioun Euro virgesinn, fir dëst Zil ze erreechen. Iwwregens sinn och déi Kreditter vun der Chambre des fonctionnaires et Employés publics begrësst ginn.

E weesentlechen Aspekt, an dat dierft wuel net verwonneren, vum Budget ass nieft den Traitement natierlech och d'Pensioun. Ech wollt do op e puer Chifferen agoen.

Am Fonds de pension si ronn 617 Milliounen virgesinn. Dat ass eng Erhéijung vu 26 %. U sech hu mer awer, reell gekuckt, fir d'Pensioun beim Staat Dépense vun 928 Milliounen. Elo frot Der lech natierlech: Majo wou kënnt dann elo déi Differenz do hier? Mee engersäits 188 Milliounen Cotisatiounen an anerersäits Validatiounen. Wat heescht dat, Validatiounen? Mee ganz einfach, dass sinn déi Beamten, déi bis 1999 agestallt ware beim Staat an an hire Karriär awer och deelweis am Privatsecteur geschaff hunn. An dowéinst, wéi gesot, ginn dann déi Zäiten nach validéiert an do kommen zum Beispill fir den nächsten Exercice 120 Milliounen nach vun der Privatbeamtenpensiounskeess mat engem Zënsofuss vu 4 % an d'Staatskeess eran.

An do muss ee vläicht nach eng Kéier hei drun erënneren, dass ass jo bis 1999. An et sinn eenzel Kolleegen heibannen, déi kënne sech nach vläicht u déi turbulent Zäit erënneren an den 90er Jore mat deene grouse Streiken a Manifestatiounen, wou d'Pensionsreform an der Fonction publique duerchgezu ginn ass. An dat huet eebe mat sech bruecht, dass elo déi Recetten hei auslafen, well et sech eeben, wéi gesot, nëmmen nach limitéiert op déi Beamten, déi virun 1999 beim Staat waren, an déi Beamten, déi dann och een Deel vun hire Aarbechtskarriär am Privatsecteur verbruecht haten.

Mir hunn och elo duerch dat neit Gesetz vun der 80-80-90-Reegelung, wann ech schonn elo bei dem Unerkennen vun der Aarbecht am Privatsecteur sinn, do eng nei Reegelung getraff, déi ganz wichteg ass. Mam Gesetz vun 2015 hate mer am Fong just d'Méiglechkeet geschaff, dass, wann een am Privatsecteur geschaff huet an et huet ee seng Karriär nei verrecht krut beim Staat, dann déi Zäit am Privatsecteur hätt kënne theoreetesch ganz unerkannt ginn. Dat huet awer zu gewëssene Feelinterpretatiounen gefouert. An dowéinst hu mer jo elo d'Gesetz geännert. Dat heescht am Kloertext, wann e Beamte muer beim Staat agestallt gëtt an en huet virun am Privatsec-

teur geschaff, da gëtt déi Zäit, déi en am Privatsecteur verbruecht huet, integral imputéiert op seng nei Karriär beim Staat.

651 Leit waren 2018 an der Pensioun, 166 si leider gestuerwen. An de Moment hu mer 757 Agente beim Staat, déi méi al wéi 60 Jore sinn, also theoreetesch scho pensionsberechtiget sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst gudd, dass de 5. Dezember 2016 den Accord salarial mat der CGFP ënnerschrifwe gouf. Du kout et zu engem Avenant. Dee gouf de 15. Juni 2018 signéiert an deen huet du virgesinn, dass eng Verlängerung vum aktuellen Accord salarial bis Enn 2020 géif festgehale ginn.

Mir hu jo dunn, ech well elo net nach eng Kéier zréckkommen op dat Gesetz, wat mer elo kierzlech gestëmmt hunn, mee do hu mer jo réckwierkend op den 1. Januar eng Rei Ännerunge virgeholl, wat iwwregens de Budget, awer de lafende Budget mat enger Meerausgab vu 44,3 Milliounen belaauscht huet.

Déi Leit, déi bei der CGFP op de Comité des présidents waren - pardon, Conférence des comités, sou, mengen ech, heescht et richtig, ...

► **Une voix.** - Conférence des comités.

► **M. Gusty Graas (DP).** - ... Conférence des comités, jo -, déi hu jo och matkritt, dass d'CGFP jo awer do schonn duerchbléck gelooss huet mat zimlecher Vehemenz, dass, wann deen Accord salarial elo Enn des nächste Jores ofleef, et dann awer misst zu enger Punktehéijung, also zum Erhéije vum Punktwäert kommen. Bon, ech mengen, ech sinn net en cause, fir doriwver déi Diskussiounen ze féieren. Mee mir als Chamber wäerten awer fréier oder spéider mat engem Gesetz befaasst ginn, wou dann deen neien Accord salarial dee Moment muss ëmgesat ginn. Et kann ee sech also zumindest theoreetesch drop astellen, dass dann awer eng Punktwäerterhéijung eng Kéier erëm wäert kommen. Dat géif natierlech dann eng zousätzlech Belaaschtung, net fir de Budget 2020, à moins dass e réckwierkend ass, ech weess et jo net, mee spéitstens fir 2021 awer mat sech bréngen.

Et muss een awer och hei ënnersträichen, dass et an der Fonction publique wichteg ass, dass den Dialog gefleegt gëtt. An hei muss een awer wierklech den Asaz vum Marc Hansen ënnersträichen. Dat war zwar am Accord salarial esou festgehale ginn, mee hien huet sech awer derzou verpflichtet, fir elo mat 65 Ennerorganisationen vun der CGFP den Dialog ze sichen. En ass och amgaangen, déi Gesprécher ze féieren. An ech mengen, dass ass och e wichtegen Exercice. Et ass e wichtegen Exercice an deem Sënn, dass een awer och wierklech méi gewuer gëtt, wat fir Problemer um Terrain bestinn, wéi eng Verwaltung vläicht mussen op déi eng Manéier oder déi aner reforméiert oder ugepasst ginn. An dowéinst kann een de Minister nëmmen u sech dozou begléckwünschen, dass en déi Initiativen och elo geholl huet.

Jiddefalls, wann een dat ënnert dem Stréch esou kuckt, da muss ee soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg awer an enger glécklecher Situation sinn. Ech mengen, et soll een och emol eng Kéier eppes Positives iwwer dat Land hei soen. Ech muss awer ganz éierlech soen, heiansdo huet ee sech de Mëtten d'Fro gestallt, ob net géif e bëssen iwwerdrifwe gi vun eenzelne Kolleegen heibannen, wéi wa Lëtzebuerg elo e Land wär, wou et sech bal net méi géif rentéieren ze liewen.

Ech gesinn dat awer ganz, ganz anescht, soen ech ganz éierlech, ouni déi Problemer ze minimiséieren, déi hei opgeworf ginn. Déi bestinn, jo. Mee et muss een awer och emol heiansdo d'Saach e bësselche méi realistesch gesinn an dann och emol op positiv Saachen hiweisen.

Zumindest a menger bescheidener Intervention hei well ech awer drop hiweisen, dass mer kënne frou sinn, dass mer e gudd funktionéierende Staatsapparat hunn, dee selbstverständlech net perfekt ass, mee deen awer trotzdem ënner Beweis stellt, wéi gesot, dass dat Land hei gudd dréint. A wa mer deen net hätten, hätte mer zousätzlech mat Sécherheet nach aner gréisser Problemer.

An deem Sënn, gesamt gesinn, dee Budget hei ass en equilibriéierte Budget, ass e Budget, dee fir d'Zukunft opgestallt ginn ass. Et ass e Budget, deen déi grouse Defien an dëser Gesellschaft offensiv uegt. Et ass mat Sécherheet kee perfekte Budget, well dee gëtt et nämlech net. Et ass awer een, deen een ouni Zweifel an där Form ka matdroen.

An an deem Sënn bréngen ech dann no-dréiglech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun fir de Budget 2020.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Ganz gudd!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. Här Graas, bleift just vläicht eng Sekonn, wann Der wëllt.



► **M. Gusty Graas (DP)**.- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Den Här Kartheiser wollt lech eng Fro stellen.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmools Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Graas eng Fro stellen, well déi betrëft ... En huet d'Thematik ugeschwat vum der Méiglechkeet vum der Rekrutierung, fir auslännesch Offizier an der Lëtzebuurger Arméi opzehuelen. En huet do gesot, hie géif mengen, déi Debatt sollt geféiert ginn. Ech wollt dofir e puer Froe stellen: Ass déi Meenung, déi hien hei geäussert huet, d'Meenung vum der Demokratescher Partei?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Eng.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo, et ass dee selwechte Komplex.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Nee. Kee Referat. Eng Fro.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Nee, nee. Et geet em genau déi do Fro, d'Fonction régalienn. Also, ass dat d'Meenung vum der Demokratescher Partei, datt mer sollen auslännesch Offizier an d'Arméi ophuelen? Gëllt dat och fir d'Polizei? Huet d'Demokratesch Partei wëlles, déi EU-Gesetzgebung iwwert d'Fonction régalienn an der Fonction publique hei anescht ze interpretéieren, ofzeschaffen oder méi wäit ze interpretéieren? Ass d'Demokratesch Partei der Meenung, datt an anere Beräicher, wou Fonctions régaliennes sinn a Rekrutierungsproblemer existéieren, wéi zum Beispill an der Justiz, och sollen auslännesch Riichter engagéiert ginn? Wéi gesäit d'Demokratesch Partei ...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Ech mengen, dat war d'Fro, soss hätt Der lech missen aschreiwien, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Et waren nëmme Kommaen. Mee ech mengen, den Här Graas versteet, a wéi eng Richtung d'Fro geet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Voilà, ech mengen, den Här Graas huet verstanen, wat Der wollt wëssen. Merci. Här Graas.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Also, Här Kartheiser, Dir sidd jo e ganz intelligente Mann.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Nee, dat ass emstridden!

(Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Dach. Nee, et ass net emstridden. Heiansdo maacht Der zwar Aussoen, wou ee kéint llicht drun zweifelen. Mee soit.

(Interruption par M. Sven Clement)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Wannechgelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Den Här Asselborn huet haut op der Televisioun gesot, ech wär dat net. Just datt Der dat wësst.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Jo, den Här Asselborn weess et.

(Interruption par M. Sven Clement)

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Wann Der mer ... A vu datt Der jo awer intelligent sidd an Der mer gutt nogelasscht hutt a mech net feelinterpretéiert, hutt Der jo awer verstanen, datt ech just Froe gestallt hunn. Ech hunn d'Fro gestallt, ob mer net um Punkt ukomm wieren, fir eis iwwert déi doten Diskussioun ze ënnerhalen, iwwert dee Punkt ze ënnerhalen. Wat elo zum Beispill, wou ech kann e bësse méi konkret ginn, d'Rekrutierung vum Offizier an der Arméi ubelaangt, ass dat eng Fuerderung, déi net vum der Demokratescher Partei kéint.

Schwätzt emol ... An Dir sidd jo awer deenen Hären an Dammen nach méi no wéi ech, do ass déi Fuerderung awer relativ kloer formuléiert ginn. Déi gesinn also do net onbedéngt eng Atteinte à la souveraineté nationale et régalienn, mee dat ass awer do schonn an deene Kreesser en Thema, dee muss diskutéiert ginn. An ech schwätzen hei net am Nimm vum der Demokratescher Partei, well d'Demokratesch Partei huet sech do nach net festgeluecht. Ech soe just, an do hunn ech mat Sécherheet den Aval och vu menge Kolleegen aus menger Partei: Mir mussen de politesche Courage hunn, iwwert déi Fro do ze diskutéieren.

Ech gi jo dann dovun aus, datt d'ADR vu vieren ofleent - ofleent! -, fir sech fundamental Gedanken ze maachen, wéi mer d'Arméi, wéi mer d'Polizei am Fong geholl mat deene Leit, déi mer brauchen, kënnen opstocken, ouni zu

mindest déi Fro do unzeschwätzen. Dir sidd also net bereet, dat ze maachen.

Da musst Der eis allerdéngs vläicht och emol Alternative soen: Wéi wëllt Der de Manko u Leit, déi mer awer brauchen, wéi wëllt Der dee Manko dann do awer opfëllen? Wéi kënnen mer do awer dozou hikommen, fir ...

(Interruption)

Jo, Dir sot ëmmer esou, mee mir waarden ëmmer vill op Är Aussoen. Ech hunn awer haut ... An dann halen ech op.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Jo.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Ech hunn awer haut festgestallt, Här Gibéryen, Dir hutt eng ganz Stonn geschwat. Ech wëll déi Ried net kommentéieren. Mee ech hunn awer eppes festgestallt, eppes hunn ech festgestallt: Alternativen, déi waren awer schnell ze erkennen, well et waren der net vill do.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**.- Merci, dem Här Graas. Ech stelle fest, et si Froe gestallt ginn, et sinn aner Froe gestallt ginn, iergendwann kommen eng Kéier d'Antworten. Merci. Den nächste Riedner ass scho prett. Dat ass keen anere wéi den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Merci, Här President. Ech si berouegt, datt Dir hanner mer sétt. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een als Zweetleschte schwätzt, ass et schwéier, nach nei revolutionär Saachen ze soen. Ech wäert dann awer versichen, dese Budget vläicht och e bësselchen nach ënner enger anerer Perspektiv ze belichten, wëll awer meng Interventioun ufänke fir d'éischt mat zwee Mercien.

An „à tout seigneur tout honneur“ wëll ech mam Budgetsrapporteur ufänken. An ech fannen, an ech mengen, ech sinn ee vun deenen, déi scho ganz laang dobäi sinn, deen also forcement scho ganz vill Budgetsrapporte gelauschtert huet, Are Rapport, Här Rapport, gehéiert zu deene ganz gudd Joergäng, gehéiert zu de ganz gudd Joergäng. An ech wëllt souguer weider soen, datt e bësse wéi beim gudd Wäin, heiansdo wann een e Rapport no enger Rei vu Jore liest, da gëtt e souguer nach besser, well een dann awer mierkt, datt dat, wat een deemools gesot huet, eigentlech guer net esou falsch war an datt dat sech vläicht och erfüllt huet. Ech fannen och, datt Der eng Rei ganz interessant Pisten opgezeechent hutt, soudatt ech lech nëmme fir Är Aarbecht ka felicitéieren.

Ech wollt lech awer just vläicht eng kleng Episod zielen, déi eigentlech ganz echt war. Gëschter sollt ech op eng Receptioun goen an de Cercle. Dunn hunn ech mäin Tierche gemaach iwwert de Chrëschttdagsmaart an du kouw en Här do op mech zou. E sot: „Här Mosar, sot, ech hunn de Mëtten d'Télee gekuckt, d'Chamber-Télee, an do war dee Budgetsrapporteur. Sot, dee war nawell ganz gutt an deen huet der Regierung et richteg geblosen.“

(Hilarité)

Ass deen an der Opposition?“ Du sot ech: „Nee, Monsieur, bis elo nach net, mee dat kann awer vläicht kommen.“ Mee wat ech einfach domat wollt soen: Dir hutt eng gutt Ried gehalen, déi eeben och net nëmme mat deem engen Hutt war, mee déi och nach mat aneren Hitt war.

A well ech bei menge Mercie sinn, wollt ech zu engem zweete Merci kommen. An deejéinegen, un deen ech de Merci wëllt adresséieren, kéint dann och eran, dat ass de Kolleeg Alex Bodry. Den Alex an ech, ech weess net, ob jiddwereen dat weess, mir hunn e klengen Deel vun eisem Liewen zesumme gemaach.

► **Une voix**.- O! Elo gi mer eppes gewuer hei.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Mir waren nämlech déi selwecht Zäit zu Paräis op der Uni, op der Sorbonne.

(Exclamations)

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- D'Elitt vum Land!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- A mir hunn och zum Deel déi selwecht Coursé suivéiert a mir haten haaptsächlech, an ech mengen, dat kann ech soen, ee grouse Léiermeeschter, deen, ech mengen, eis allen zwee ganz staark influencéiert huet, de Robert Badinter, dee mer haten an deem seng Coursé mer ëmmer ganz passionéiert suivéiert hunn, well dat och eng Zäit war, wou en de Klaus Croissant verteidegt huet. An ech muss einfach soen, dat ware memorabel Momenter.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- An der Mëtteston freides.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Déi hu mir also materlieft, den Alex an ech. Mir hunn herno aner politesch Weeër ageschloen, wat awer och net erstaunlech ass. Dat hat och e bëssen eppes mat eise Familjen ze dinn, datt dat esou gaangen ass. An ech mengen, mir hunn eis elo während ville Joren hei an der Politik ëmmer erëm gesinn. Mir haten natierlech eng ganz Rei vun Divergenzen, wou mer eis net ëmmer eens gi sinn.

Mee ech muss awer einfach soen, ech appreciéieren den Alex, well en, éischstens, en engagéierte Politiker ass, zweetens, e ganz kompetente Politiker ass, an dann zwou Qualitéiten, déi ech awer wierklech wëll ervirsträichen: Et ass e Politiker, deen Iwwerzeugungen huet. Dat mussen elo net onbedéngt déi selwecht si wéi meng. Ech sinn ëmmer frou, wann ech mat Leit ze dinn hunn, déi iwwerhaapt Iwwerzeugungen hunn.

An dat Zweet ass: Den Alex ass e Mann vun de Kompromisser. An haut geet et net ouni Kompromisser. Wa jiddweree säi Kapp wëllt duerchsetzen, da kéint een net wäit. An hien huet jo vill Kompromisser a senger laanger Karriär gemaach, an ech mengen, déi meescht Kompromisser waren och emol guer net esou schlecht. Ech denken do awer haaptsächlech un déi, déi mat der CSV ëmmer gemaach gi sinn.

(Hilarité)

Ech wëll dem Alex gudd Wand am Staatsrot wënschen. Ech wäert dech vermessen, Alex! Mee ech freeë mech op deng Avisen am Staatsrot.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, elo geet et awer duer mat de Mercien a mam Luef.

► **Une voix**.- O!

(Brouhaha)

► **Une autre voix**.- Elo geet et awer lass.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Elo komme mer zum Budget. An do ass et eigentlech e Constat, deen ech muss maachen, deen ech all Joers ëmmer erëm maachen, an et ännert och näischt. Et wäert och näischt änneren, nodeem ech et haut erëm eng Kéier gesot hunn. Ech hunn haut ganz vill interessant Budgetrieden héieren. Leider Gottes hunn ech ëmmer d'Gefill, datt déi meeschte Riedner sech haaptsächlech mat den Ausgabe vum Budget beschäftegen, an déi mannt maache sech eigentlech Gedanken iwwert d'Recetten a froe sech haaptsächlech, wou déi Recetten hierkommen.

An ech wollt do och haut meng Interventioun ufänke mat engem Punkt, dee quasiment an allen Avisen d'Joer soulevéiert ginn ass - iwwerengens de Rapport huet en och a sengem Rapport soulevéiert -, dat ass déi extreem grouss Ofhängegkeet vun eisen éffentleche Recetté vum der Banken- a Finanzplaz.

An ech wëll do just zwou Zuelen nennen. Ech kéint der zwar vill méi nennen, well se quasiment alleguerten an déi selwecht Richtung ginn. Wann ech nëmme d'Kierperschaftssteuer kucken, mat déi wichtegst, do hate mer nach 2014 eng Ofhängegkeet vun 71,7 %. Wann ech elo 2018 kucken, si mer op 76,1 %. Wann ech dann den IRCAP kucken, dat ass déi Steier op dem Revenu des capitaux, do ware mer 2014 op 43,9 %, do si mer elo 2018 op 68,2 %, wou d'Recetten also ganz eleng vun der Finanzplaz stamen.

Wann een dann e bësselche méi genau an den Detail vun deene Recetté kucke geet, da stellt een och fest, datt do e klengen Decalage amgaangen ass, sech ze maachen, dat heescht, datt dee Volet SOPARFlen, Déngschtleeschtungssecteur, Fongen, ëmmer méi importent gëtt au détriment vun de Banken, déi éischer ofhuelen. An ech mengen, et ass eng Tendenz, wou wahrscheinlech och de Finanzminister mat mer d'accord ass.

D'Fro, déi sech awer stellt, Här Finanzminister, an op déi ech net onfrou wär, vläicht och herno nach eng Rei Antworten ze kréien, ass, ob déi grouss Recetten, iwwert déi mer eis natierlech all freeën, déi vun der Finanzplaz kommen, och wäerten a Zukunft weider op deen doten Niveau kommen, a wann dat net de Fall ass, duerch wat se eventuell ersat ginn. An do, muss ech soen, deelen ech net gradesou Ären Optimismus.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt gesot, déi däischer Wolleke wäeren amgaangen, iwwer eis ewechzezéien. Ech muss lech soen: Beim Brexit gesäit een e bësselche méi kloer, mee nach wësse mer net genau, wou mer do awer histeieren. An och eis Chinesen an eis Amerikaner, besonnesch mat engem Personnage wéi dem Här Trump, do weess een och ni, wou een drun ass. An deen Handelskrich ass och nach net onbedéngt definitiv eriwuer, soudatt ech einfach mengen, kommt, mir sinn awer méi virsichtig a mir soen net: „Voilà, elo komme mer erëm an eng Schéiwiederperiod, dat geet elo alles gutt!“

Wat mech awer u sech vill méi besuergt mécht, an Dir wësst dat, Här Finanzminister, ass, datt eng ganz Rei vu wichtige internationale Regulatiounen op eis zoukommen. BEPS ass de Mëtten e puermol ugeschwat ginn, muer wäerte mer de Projet de loi ATAD 2 ofstëmmen, mir hunn den DAC 6, dee wäerte mer warscheinlech ufanks vum nächste Joer ofstëmmen. An dat sinn alles Projeten, an ech mengen, do sidd Der mat mer d'accord, déi sécherlech en Impakt op eis Finanzplaz wäerten hunn an déi haaptsächlech en Impakt op d'Recetté vum där Finanzplaz wäerten hunn.

An ech wëll mer do awer zwou Zuelen erlaben, déi och a verschiddenen Avisa stoungen, nottamment am Avis vun der Cour des comptes. An ech bedauern eigentlech e bëssen, Här President, datt quasiment kee Riedner déi Zuele soulevéiert huet.

Déi eng Zuel ass déi - an do si jo Expertisen, déi gemaach gi sinn, a wann alleguerten déi Mesuren do implantéiert ginn, kommt, mir maachen eis näischt vir, déi wäerten implantéiert ginn, vläicht méi schnell, vläicht manner schnell, mee si wäerten implantéiert ginn -, do seet d'Kommissioun ganz kloer, datt dat eis 600 Milliounen Recetté kéint kaschten, dat heescht, 600 Milliounen manner, wann dat doten alles géif kommen.

Elo kann ee soen: Mon Dieu, 600 Milliounen, dat kënnen mer eventuell nach packen. Da gëtt et awer eng aner Etüd, Här Finanzminister, déi sougenannte WIFO-Etüd, déi vun der Europäescher Kommissioun an Optrag ginn ass. An déi kéint mat vill méi dramateschen Zuelen. Déi seet nämlech, wann all dat dote géif kommen an all déi dote Mesure géifen implantéiert ginn, datt mer da kéinte rechne mat Perté bis zu 3,5 Milliarden. 3,5 Milliarden!

Elo soen ech lech, datt ech perséinlech mengen, datt déi Zuel iwwerdriwwen ass. Nach ass et en unerkannten eistträicheschen Institut, deen dat doten errechent huet. Iwwregens huet deen de selwechte Calcul gemaach fir all déi aner europäesche Länner. An ech muss lech awer soen: Wann een esou Zuelen héiert, 600 Milliounen, 3,5 Milliarden, déi mer eventuell riskéieren ze verléieren, da mengen ech, do misst een awer ufänken, sech gewësse Froen ze stellen!

An et ass do, wou ech dann nach eng Kéier wëll derbäi betounen: Wann ech bei déi europäesch, oder net nëmme déi europäesch, generell bei d'Betriebsbesteuerung kommen, do leie mir am Moment nach, wann ech d'Stad Lëtzebuerg huelen als Base, op 25 %. Dir wësst, Här Finanzminister, datt mer do schonn um Niveau vun der OECD nëmme méi op 21 % sinn. All eis Nopeschlänner sinn amgaangen, d'Betriebsbesteuerung erofzesetzen, souguer d'Fransouse setzen d'Betriebsbesteuerung erof.

Wann een also och nach dat Element mat a Consideratioun zitt, muss ech lech soen, datt mer awer riskéieren, an deenen nächste Joren an eng Situatioun ze kommen, déi vläicht net méi esou gutt ass, wéi mir eis dat alleguerte géife wënschen. An dat ass, wat ech der Regierung awer hei ganz kloer reprochéieren: Ech hunn e bëssen d'Impressioun, d'Regierung huet kee Plang, kee Plan B, wann dat dote géif kommen.

Dir sot ëmmer, Här Finanzminister: „Mir kucken dat do a mir reagéiere le moment venu.“ Ech soen lech just: Wa mir reagéieren, ass et ganz oft schonn ze spéit, well déi aner Länner hunn dann och reagéiert, an do riskéiere mer haaptsächlech, e ganz grouse Problem ze kréien um Niveau vun der Previsibilitéit a vun der Sécurité juridique, well - Dir wësst dat - d'Kapital ass ganz schnell fort. An ech gesinn dann aner Länner, déi leeën zum Beispill iwwer fënnf Joer den Taux vun hirer Betriebsbesteuerung fest. Dat heescht, jiddwereen, deen an dat Land geet, fir ze investéieren, dee weess ganz genau, wat en um Niveau vun der Betriebsbesteuerung bezilt. Dir hat dat och ee Moment envisagéiert. Ech géif dat eigentlech eng gutt Iddi fannen, besonnesch an deenen Zäiten, wou mer sinn.

(Interruption)

Op jidde Fall - ma neen -, ech soen, datt mir als CSV dat heiten net ganz gutt fannen. Mir hunn d'Impressioun, datt op deem Plang d'Regierung eng Navigation à vue mécht. Si weess net, wou se histeiert, an et erënnert mech e bëssen, Dir Dammen an Dir Hären, un d'Situatioun op der Titanic. D'Titanic, wësst Der, déi ass och gefuer, den Äisberg huet ee scho gesinn. An ech hunn d'Impressioun, d'Regierung, déi steet uewen u Bord, den Här Premier hält nach eng groussaarteg Ried, mir fuere viru

mam Feieren a mir fuere stramm flang op den Aisbiereg zou.

(Interruption par M. André Bauler)

Dat ass e bësselchen déi Impressioun, déi d'Regierung mir hei gëtt. An dat ass eppes, wat mer natierlech net gutt fannen. An duerfir wollt ech dat och haut de Mëtten hei eng Kéier ënnersträchen.

En zweete ganz wichtege Punkt ass deen, ech hu virdu gesot, mir sinn hei an deem Land vill ze vill ofhängeg vum Finanzsektor. Dat heescht awer och, datt déi Diversifikatiounspolitik, déi vun deenen zwou Regierungen, vu Bettel 1 a vu Bettel 2 ugekënnegt ginn ass, iwwerhaapt net gefruucht huet. Wann ech einfach kucken, wat vun neie Betriber an deene leschte Jore komm ass, do ass net vill geschitt.

Ech widderhuelen hei just „Rifkin“. Et ass groussaarteg ugekënnegt ginn. Wat ass am Moment mat Rifkin?

Logistik, ass 2013 gesot ginn, wéi déi éischt Bettel-Regierung an d'Amst komm ass, dat ass eng Prioritéit. Wat ass geschitt um Niveau vun der Logistik?

An da komme mer, Dir Dammen an Dir Hären, bei de Space Mining, ee vun deene groussen Aushängeprojete vun deser Regierung. An ech muss lech soen, ech hunn do e bësselchen d'Zuele gekuckt. An ech schwätzen elo vläicht hei à l'attention vun deem falschen Adressat, well ech dat eigentlech alles misst dem Här Schneider soen, mee vu datt den Här Schneider jo permanent iergendwou an der Weltgeschicht ënnerwee ass, muss ech dat dann un lech maachen, Här Finanzminister. Ech hu just déi Zuele gesi vum Observatoire de la compétitivité.

(Interruption)

Wann Der déi Zuele kuckt, déi soen, datt vun deem Sektor, wéi den Här Schneider mat där Saach ugefaangen huet, dat war 2015, elo, 2017 an 2018, an dat sinn déi lescht Zuelen, déi virleien, d'Valeur ajoutée brute an deem dote Sektor erofgaangen ass. Contrairement zu deem, wat den Här Schneider ëmmer seet, ass et erofgaangen. Dat heescht, et si manner Aktivitéiten do komm. An ech wëll elo net, well ech d'Zäit net hunn, erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun do féieren. Mee wann ech einfach kucken, do sollen 200 Milliounen an dee Sektor investéiert ginn, 200 Milliounen. Déi eenzeg, déi bis elo investéiert gi sinn, déi ganz kloer sinn, waren déi 13,9 (veuillez lire : 13,7) Milliounen a Planetary Resources. An do wësse mer, wat mat deenen 13,7 Milliounen geschitt ass, iergendwéi am Weltall hunn déi sech opgeléist.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wivill waren dat der?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- 13,7 Milliounen, Här Gibéryen, 13,7. Et ass en impressionnante Chiffer.

► **Une voix**.- Dir braucht en net ze soen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Et ass awer net nëmme, et ass awer net nëmme deen dote Chiffer, Här Finanzminister, dee mer ze denke gëtt. Mee ech wollt eigentlech ganz einfach hei nëmme op de Rapport vun der Cour des comptes zum Budget vum leschte Joer, zum Budget vum leschte Joer kommen, deen dat doten alles incriminéiert huet, dee gesot huet: Esou kann et net virgoen!

An deem gesamte Sektor misst emol fir d'alleréisch e Bilan financier gemaach ginn. Et misst gesot ginn, wat d'Objektiver sinn. Hei kann net einfach esou an d'Blannt geplangt ginn. Et ass awer geschitt. An duerfir wäert ech och eng Motioun elo deposéieren, wou mir formell froen, datt genau dat geschitt, wat d'Cour des comptes gefrot huet an hirem Avis, nämlech datt endlech elo emol hei kloer Zuelen op den Dësch kommen, datt mer gesot kréien: Wéi ass et hei mam Bilan financier? Wéi ass et mat deenen 200 Milliounen? Wou ginn déi genau investéiert?

Mir wëllen natierlech och wëssen, wéi et ass mat deene verschiddenen Institutiounen. Ech denken do haaptsächlech un d'Luxembourg Space Agency, déi bis elo nach ëmmer keng Personalitéit juridique huet, Här Finanzminister. Do ass also villes, wat net esou leeft, wéi et misst. An duerfir erlaabt, datt ech eng éischt Motioun hei deposéieren.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- saluant la volonté du Gouvernement actuel et des Gouvernements précédents de diversifier

l'économie luxembourgeoise pour réduire sa dépendance envers le secteur financier ;

- considérant que le Gouvernement précédent a ainsi tenté de faire décoller le secteur des technologies de l'espace ;

- considérant que suivant l'Observatoire de la compétitivité, ce secteur représentait en 2017 et 2018 environ 1,5 % de la valeur ajoutée brute du pays (en régression par rapport aux années précédentes) et environ 0,2 % de l'emploi en 2018 ;

- considérant que le Gouvernement précédent a adopté fin novembre 2016 un « plan d'action national en matière de science et technologie spatiales » ;

- considérant qu'il a également retenu un cadre financier pour la période 2017 à 2021 pour élaborer les activités destinées à soutenir le développement du secteur spatial ;

- que le Gouvernement avait annoncé mettre à disposition dudit secteur 200 millions d'euros ;

- qu'en septembre 2018, un cinquième de ce crédit avait été dépensé, dont les 13,7 millions ont été injectés dans la société Planetary Resources ;

- qu'aux termes de l'accord de coalition 2018-2023, l'initiative SpaceResources.lu, de même que la Luxembourg Space Agency continueront à être développées afin de positionner le Luxembourg sur le créneau de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales et des activités relevant du « NewSpace » et que « l'agence spatiale aura tous les moyens nécessaires afin de développer ses activités dans l'avenir » ;

- déplorant toutefois que ni l'initiative SpaceResources.lu ni la Luxembourg Space Agency ne disposent de la personnalité juridique ;

- que plus récemment, les 22 États membres de l'European Space Agency (ESA) ont décidé d'augmenter le budget de cette organisation ;

- ignorant pour le reste les détails de ces plan, cadre et engagements financiers ;

- notant que dans son avis relatif au projet de budget pour l'année 2019, la Cour des comptes a tenté de procéder à une évaluation de l'initiative Space Mining ;

- notant qu'après avoir passé en revue les objectifs de la politique spatiale, son cadre légal, les principaux intervenants, la Cour des comptes s'est intéressée au volet financier ;

- considérant que, d'après la Cour des comptes, un bilan financier consacré exclusivement au Space Mining fait défaut ;

- qu'au niveau des retombées économiques, il est difficile, voire impossible de se prononcer sur la plausibilité des chiffres avancés par le Ministère de l'Économie (emplois créés et projetés, contribution dudit secteur à l'économie nationale, etc.) ;

- notant que deux des entreprises-phares établies à Luxembourg dans le domaine du Space Mining ont soit échoué, voire changé d'objectif et qu'un troisième acteur n'est pas actif dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources spatiales ;

- partageant au demeurant nombre des conclusions de la Cour des comptes exposées dans l'avis précité,

invite le Gouvernement,

- à fournir à la Chambre des Députés une mise à jour de la liste des entreprises travaillant actuellement déjà dans le secteur spatial, de même que des entreprises, institutions et centres de recherche souhaitant collaborer ou s'implanter au Luxembourg,

- à se doter d'indicateurs de performance appropriés permettant d'évaluer de façon claire et objective la réalisation des objectifs de l'initiative Space Mining qu'il convient de rendre plus explicites et mesurables,

- à dresser un compte-rendu mettant en évidence les résultats obtenus au regard des moyens mobilisés,

- à rendre compte à la Chambre des Députés de l'utilisation faite des crédits qui lui ont été confiés sur base d'un rapport comprenant des indicateurs de performance et indiquant, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les objectifs préalablement fixés n'auraient pas été atteints,

- à fournir d'ores et déjà à la Chambre des Députés « le plan d'action national en matière de science et technologie spatiales », adopté en Conseil de Gouvernement le 25 novembre 2016, ainsi que le détail des moyens financiers déjà engagés au cours des années 2017 à 2019, de même que le cadre financier pour la période 2019 à 2021 et au-delà,

- à conférer la personnalité juridique à l'initiative SpaceResources.lu et à la Luxembourg Space Agency pour des raisons de transparence et d'accountability, notamment en matière financière.

(s.) Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Wann ech dann awer, Här President, elo scho beim Här Schneider sinn, da wëll ech och bei him bleiwen.

(Hilarité)

An zwar, Dir wësst et, hate mer virun enger Rei vu Méint eis relativ intensiv ofgi mam Dossier Join. Den Dossier Join, dat ass en Dossier, deen huet zwee Voleten, fir déi Kolleginnen a Kollegen, déi dat net méi wëssen. Deen ee Volet ass e reng strofretlechen, op dee wëll ech elo net agoen, well do ass et un der Justiz, hir Aarbecht ze maachen.

Mee dee Volet, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet awer och e finanziellen Aspekt! An do hunn ech mat, „Erstaunen“ geet net duer, mee bal an enger schockéierter Situatioun hunn ech do d'Konte gelies, Här Finanzminister, déi elo Enn Oktober 2019 publizéiert gi sinn - den Här Gibéryen kuckt mech ganz gespaant un -, an do kann een interessant Montante liesen, Här Finanzminister. Do ass et nämlech esou, datt d'Post, déi jo Haupt- an elengen Aktionär an deene Gesellschaften ass, 80 Milliounen Perten ofgesat huet.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Wivill?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- 80 Milliounen, Här Roth! Dir gleeft et och net!

(Brouhaha et Hilarité)

80 Milliounen sinn hei an de Sand gesat ginn, Här Finanzminister. An dat geet jo emol net duer, ...

(Interruption)

... well dann huet och nach déi eng Sociéitéit Join eng Creance bei enger anerer, op déi se renoncéiert huet, déi huet 16 Milliounen. Dann ass och nach hei en Amortissement vun Avancen, et sinn nach Prêten, déi bei deene verschiddene Banke lafen. Wann een also alles zesummechent, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer op 125 Milliounen Euro, déi hei ...

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat kann dach net sinn, dat do!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... an de Sand gesat gi sinn. An ech muss soen, ech kann och do net d'Attitud vum Här Wirtschaftsminister, ...

(Interruption)

... vum Här Wirtschaftsminister novollzéien, deen da kënnt a seet: „Ech hunn näischt domadder ze dinn. Dat doten ass just d'Schold vun enger schlechter Gestiou vun der Post.“

Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et ëm éffentlech Gelder. Hei geet et ëm Är, ëm eis Steiergelder. An ech muss lech soen, datt dat heiten eigentlech e klenge Skandal ass, fir net ze soen e groussen, wann hei 125 Milliounen einfach esou an de Sand gesat ginn. An ech kann lech soen: Mir wäerten eis hei net ginn! Sou wéi mer eis net gi bei de Casieren, wäerte mer och weider un deem Dossier schaffen, well mir fannen dat net normal, wat hei geschitt ass.

Mir froen elo scho säit Wochen a Méint, datt den Här Schneider endlech eng Kéier an d'Kommissioun kënnt. Mee wéi gesot, den Här Schneider ass e beschäftegte Mensch, hie féint also ni Zäit, fir hei an déi Chamber ze kommen.

(Interruption)

Wann ech awer bei der Diversifikatioun sinn, Dir Dammen an Dir Hären, da muss ech mech awer och e bësselche mat eise grénge Frënn beschäftegen.

(Exclamations!)

An eis gréng Frënn, déi mer par ailleurs sympathesch sinn, ...

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... déi hunn eppes, wou ech lech muss soen: Ech sinn elo am 27. Joer hei an deem Haus, ech hunn ni eng Partei erlieft, an ech hunn der vill erlieft, well et waren der och scho vill, déi elo net méi hei sinn, ech hunn der vill erlieft, mee ech hunn ni eng Partei erlieft, déi esou vill waarm Loft geblosen huet.

(Hilarité)

D'Fro, déi ech mer just stellen: Wivill CO₂ ass an där waarmen Loft? Dat konnt ech bis elo nach net erausfannen. Dat eenzeg, wat ass, ech hunn d'Impressioun, datt eis gréng Frënn awer trotzdeem e bësselche wäit ewech sinn, wat hir Positioun zu der Realitéit ubelaangt.

A wéi gesot, si si mer eigentlech net onsympathesch. Duerfir kucken ech dann ëmmer genau, wat se maachen. An do hutt Der ewell verschidde Grénger, an do gëtt et wierklech e Prachtexemplar, leider ass en net do, mäi Frënd, de François Benoy. Dat si Leit, déi, wa se

hei an der Chamber sinn, da si se ganz kleng, da sinn et esou Realoen. Et héiert ee se bal net. A wa se dann 100 Meter iwwert de Knuedler gaange sinn, da komme se uewen un an dann entpuppe se sech als kampfbereete Fundi.

(Hilarité)

Ech weess net, Dir Dammen an Dir Hären, ob dat eppes ze dinn huet mam Chrëschtmaart. Ech weess och net, ob den Här Benoy heiansdo vläicht en Zwëschestopp mécht, fir e klenge Glüwäin ze drénken. Op jidde Fall, op jidde Fall ...

(Brouhaha et hilarité)

... op jidde Fall, ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **Mme Djuna Bernard** (déi gréng).- Hien ass net hei.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... op jidde Fall erkennen ech, erkennen ech den Här Benoy net méi erëm.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Hien ass net hei.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech hunn dem Här Benoy et scho gesot, e weess schon alles, Madamm, ech hat him et schon am Gemeengerot gesot. Dir kënnt d'Madamm Beissel froen, also et ass näischt Neies.

Ech wollt et awer nach eng Kéier widderhuelen, well, an dat ass eigentlech dat, wat mech e bësselchen opreegt, fir just e konkret Beispill ze ginn, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle och vu Membere vun Arer Majoritéit: Ech hu mat grousser Opmierksamkeit virun enger Rei vun Deeg den Här Kox héieren, deen dann hei seng Iddie virgestallt huet iwwert de Logement an deen dann och e groussen Appell gericht huet un d'Gemengen, si misste vill méi maachen um Niveau vum Logement, et misst vill méi gebaut ginn. Dat war wichteg. Den Här Benoy a senger Budgetried huet vun engem Triple-A-Budget gesot, hie géif ...

► **Une voix**.- Schwätzt Der vum Gemeengerot?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mee - lauschtert gutt no! - do sot den Här Benoy, hie géif der Gemeng reprochéieren, et géif ze vill gebaut ginn. Et géif ze vill gebaut ginn!

► **Une voix**.- O!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Hei, d'Madamm Beissel sëtzt do, déi kann dat bestätegen. Wann den Här Wilmes hei wär, dee kéint dat och bestätegen. Dat huet den Här Benoy gesot! En huet der Majoritéit ...

(Interruption)

► **M. Carlo Back** (déi gréng).- Dat huet en net gesot!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- En huet dat gesot. En huet gesot, ...

(Interruptions)

... et géif ze vill gebaut ginn. Mir kënnen dat gär, kënnen dat gär no... Ech wëll domadder just soen, Här President, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Ech wëll just domadder soen, Här President, datt déi gréng Kollegeen eng aner Sprooch hei schwätzen, wéi se e bësselche méi wäit da schwätzen.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Den Här Mosar huet d'Wuert a soss keen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech verstinn, datt d'Madamm Lorsché e bëssen nervös ass, mee dat ass awer net schlëmm.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Neen. Dir geheit dat ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Madamm Lorsché, Dir héiert net gär d'Wourecht.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- D'Madamm Lorsché wëllt eng Fro stellen.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Also hei si Leit, déi sinn an där Sëtzung derbäi gewiescht, Här Mosar, déi soe ganz kloer, datt Der hei Saache sot, déi net stëmmen. Hei ass och en Här Back, deen derbäi war. An ech sot just: Verdréit de Leit d'Wierder net am Mond, well dat passt sech net! Sot dat, wat ass, a sot net eppes, wat net war, just fir Leit hei an den Dreck ze zéien! Méi wëll ech net soen.

► **Une voix**.- O!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Madamm Lorsché, also et läit mer ganz wäit ewech, fir hei Leit an den Dreck ze zéien, ech hu just hei Fakten ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

A wéi gesot, an ech wëll d'Madamm Beissel hei guer net eranzéien, déi géif dat awer ouni Pro-



blem confirméieren, wat den Här Benoy do gesot huet.

Ech wëll awer, Här President, wann d'Madamm Lorsché dann erlaabt, virufueren, well et ass eigentlech net dat, wat mech bei deene Gréngen am meeschte stéiert. Wat mech bei deene Gréngen eigentlech fundamental stéiert, ass, datt et eng Partei ass, wéi ech virdu gesot hunn, déi ganz vill waarm Loft bléist an der Effentlechkeet, iwwerall seet, wat si alles fir de Klima géife maachen.

Abee, Dir hutt vun engem Klimapak geschwat, léif Kolleeginnen a Kolleegen vun deene Gréngen. Also ech si jo bestëmmt elo net am Verdacht, e Member vum Fanclub vum Greta Thunberg ze sinn. An ech stinn och net mam Fändel an der éischter Rei bei Fridays for Future.

► **Une voix.** - Ech och net.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech sinn also elo keen, fir lech ze berouegen, dee groussaarteg iwwerdrivwe Fuerderungen hätt, wat de Klimaschutz ubetrëfft. Mee wann ech awer dat kucken, wat Dir do bréngt, dat ass kee Klimapak, dat ass e Päckelchen!

Ech ginn emol net gréng, ech gi rout, esou géif ech mech schommen, wann ech kucken, wat Dir do opzeweisen hutt!

(Interruption)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass wierklech net déck! Ech mengen, de Mëtten ass et hei vu verschiddene Riedner gesot ginn: Dir späit déck Téin, mee wat awer énnert dem Stréch erauskéint, dat ass wierklech ganz dénn!

An da wëll ech elo emol eppes soen: Dir sidd jo alleguerter fir déi gréng Technologien. Ech héiere permanent „gréng Technologien“. Ech héieren dann awer och Aren Här Turmes! Den Här Turmes ass jo e Ménsch ..., ech hunn heiansdo d'Impressioun, wann een den Här Turmes héiert, dat erënnert mech un déi Zäit, wéi ech ... Do hat een nach Proffen, déi waren e bésse méi streng. Dee stoung als Proff ganz uewen an huet vun uewen erof op seng Schüler ageriet an et hat een ëmmer d'Impressioun, de Proff géif een als net ganz gescheit duerstellen. An hei den Här Turmes, dee mécht mer wierklech heiansdo d'Gefill, wéi wann en extreem arrogant wär, wann en anere Leit wëllt erklären, a wat fir eng Richtung datt seng Klimapolitik geet.

Wat mech awer am meeschten nervt, léif Kolleeginnen a Kolleegen vun deene Gréngen: Et ginn zwou Technologien, déi wierklech extreem vill Potenzial hunn. Dat ass de Waasserstoff ...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass de Waasserstoff an dat sinn d'Batterien. Elo soen ech lech, Dir Dammen an Dir Hären: Lëtzebuerg ass néierens an engem Projet derbäi, wou Batterii produzéiert ginn. A mir haten - ech schwätzen hei och énnert dem Contrôle vun de Kolleegen aus der Ekonomieskommissioun -, mir hate virun e puer Wochen eng Diskussioun: Et ass en Trauerspill, muss ech soen, en Trauerspill, datt mir et hei mat deene finanzielle Moyenen - an ech kucken och do den Här Gramegna - emol net fäerdegbréngen, eis un iergendwéi engem Projet ze bedeelegen, wou et ëm d'Produktioun vu Batterii geet, wat wierklech en extreem zukunftsträchtege Sektour ass! Datselwecht géllt fir de Waasserstoff.

Wann ech den Här Turmes héieren, hunn ech d'Impressioun, datt e fäert, fir dat Wuert Waasserstoff an de Mond ze huelen, datt e sech do géif iergendwéi e Virus oprafen, Dir Dammen an Dir Hären! Mir sinn dat eenzeg Land an der Europäescher Unioun, wat net op de Waasserstoff setzt.

(Brouhaha)

An dat ass net akzeptabel. Mir wäerte muer eng länger Diskussioun doriwwer hunn. Ech fannen, mir wëllen en innovatiiv Land sinn. Ma mir hunn d'Moyenen, mir hunn déi finanziell Moyenen! Mir bréngen et net fäerdeg, an déi dote Secteuren ze investéieren, an duerfir muss ech och déi gréng mat an d'Responsabilitéit huelen.

A wann ech da schonn do derbäi sinn, ass nach eppes, wat mech extreem opreegt, dat ass, wann ech dann héieren - an do huelen ech ...

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

... den Här Finanzminister och mat an d'Boot -: ...

► **Une voix.** - A!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... „Green Finance“! Dat ass dat neit Zauberwuert! Den Här Gramegna, d'Madamm Dieschbourg - ech gi jo och alt heiansdo op esou Konferenzen -, et gétt sech ëmäärmelt, et gétt hei an do. Mir sinn den Zentrum vun der Green Finance.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, sot mir ganz prezis, wat bis elo dës Regierung an déi viert Regierung konkret, zum Beispill um steierleche Punkt, fir d'Green Finance gemaach hunn! Mir sinn effektiv gutt an der Green Finance. Dat ass awer de Meritt vum Privatsektor. Dat ass de Meritt vun der Lëtzebuergescher Bourse. Dat ass de Meritt vu Banken, déi hei sinn an déi Green Bonds emettéiert hunn.

(Brouhaha)

Här Minister, Dir hutt lech de Moien op d'Schéller geklappt mam Sukuk, datt mer de Sukuk - de Sukuk, net de Guckuck, mee de Sukuk -, ...

(Hilarité)

... datt mer de Sukuk rembourséiert hätten. Mee, Här Gramegna, ech hätt léiwier, Dir hätt gesot: „Mir hunn deen éischte Green Fund rembourséiert“, wéi de Sukuk. Mat allem Respekt fir de Sukuk, ech fannen et traureg, datt mir ..., datt d'Lëtzebuergescher Regierung et bis elo emol nach net fäerdegbruecht huet, ee gréngen Emprunt ze lancéieren. Dat ass dach en Zeeche vun Aarmut! An duerfir, an allem Respekt, léif gréng Kolleeginnen, ech géif wierklech vläicht versichen, e bésseleche manner Loft ze blosen! Ech mengen, dat géif eis alleguerter besser bekommen.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei mäin drëtter Punkt, dee vun der Transparenz.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - D'ADR huet vill Riedezäit ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dee vun der Transparenz, well dat ass och een, deen eis relativ vill Suerge mécht. Den Alex Bodry huet virdu a senger exzellenter Ried vun Transparenz geschwat, Transparenz vis-à-vis vun de Bierger. Abee, Här Bodry, ech wär emol frou, wa mer Transparenz hei an der Chamber hätten!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Well ech ginn lech elo e puer Beispiller, wat d'Transparenz an deemem Haus betrëfft. Dat éischt Beispill, an ech muss datt awer nach eng Kéier soen, och wa mer lech da vläicht langweilen, dat ass déi ganz Casiersdiskussioun. Ech kann net méi akzeptéieren, wann ech elo an déi Kommissioun ginn - an ech schwätzen do énnert dem Contrôle vun enger ganzer Rei vu Kolleegen, notament och Kolleeg vun déi Lénk, déi sech jo och an deem Dossier ganz staark engagéiert hunn -, wann ech elo permanent den Här Bausch do héiere sech op d'Schéller klappen a soen, si hätten alles an deem Casiersdossier gemaach a si hätte vun Ufank u gewosst, wat do ze maachen ass!

Dir Dammen an Dir Hären, si hu guer näischt gemaach! Wann hei net couragéiert Bierger dohausse gewiescht wäeren, déi relayéiert gi wäere vun der Oppositioun - an net nëmme vun Här Roth a vu mir, vu ville Kolleegen hei an der Oppositioun -, da wäere mir guer net esou wäit an deem Dossier do komm.

Dat mannst, wat ech awer géif erwaarden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wär wann zumindest eng Kéier och d'Vertreieder vun der Regierung géife soen: „Chapeau, Oppositioun! Mir si frou, datt Der deen doten Dossier instruéiert hutt, duerfir si mer virukomm.“ Ech fannen et e bessen traureg, well den Här Roth an ech, mir kënnen lech hei ganz vill Antwerte soen. Am Ufank ass et lächerlech gemaach ginn - Här Roth? -, wa mer Froe gestallt hunn, lächerlech gemaach vu Regierungsmemberen.

► **Plusieurs voix.** - O!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - A wann een elo kuckt, wat geschitt ass, da si mer Gott sei Dank méi wäit!

(Brouhaha et interruptions)

En zweete Punkt, dat ass déi ganz Thematik - d'Madamm Reding ass elo leider net do - 5G an Huawei.

(Interruptions)

Och dat, muss ech lech soen, ass am Moment eng Virwëtzttut. Mir hunn elo gefrot, datt do eng Kéier déi zoustänneg Ministeren an d'Kommissioun kommen. Et ass en extreem wichtige Dossier, e wichtige Dossier och fir d'Wirtschaft hei an deem Land. Mir wëssen am Moment net, wat an deem Dossier do leeft. Dat gétt heftegst diskutéiert um europäeschen Niveau. Et gétt an eisen Nopeschlänner diskutéiert. Hei héiert ee quasiment näischt doriwwer. An och dat kënne mir net akzeptéieren!

An dann, Dir Dammen an Dir Hären - an dat ass eigentlech dee wichtigste Punkt -, hu mer dee Punkt vun den MoUen. Et huet sech hei an deem Haus eppes agenésch, wat mer soss ni kann hunn. Mir hate soss ëmmer Traitéen, mir

haten international Accorden. Déi hu mer elo op eemol net méi. Elo ginn MoUe gemaach: Et ginn MoUe gemaach mat der chineesescher Regierung. Et ginn MoUe gemaach mat der amerikanescher Regierung. Et ginn MoUe gemaach mat Google. Et ginn iwwerall MoUe gemaach!

A wa mir da froen als Deputéiert, fir déi MoUen ze gesinn, da kréie mer gesot: „A, dat geet net! Déi si confidentiel, déi kënne mir net kommuniquéieren.“

Den Hummer, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer, datt mer deen MoU gefrot hu mat de Vereenegte Staaten. Den Här Schneider huet eis dee refuséiert. Den amerikaneschen Ambassadeur „himsel“ huet am Mee Journalisten an aneren Deputéierten den MoU virgeluecht. Dat heescht, den amerikaneschen Ambassadeur huet kee Problem gehat. Den Här Schneider refuséiert haut nach, deemem Haus, deeser Chamber deen MoU zur Verfügung ze stellen. Ech soen lech, datt dat net ka sinn! Mir hu kloer dostoen: „Et kënne keng geheim Ofkommesse ginn.“ An duerfir muss och dës Chamber déi MoUe kréien. Duerfir wäert ech och elo hei eng Motioun deposéieren, well wa mer vun Transparenz schwätzen, wa mer wierklech vun Transparenz schwätzen, ass dat doten total inakzeptabel!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen vun der Majoritéit, Dir sidd ugetrueden, fir ze léften, d'Rollluede grouss erpzelooosen. Ech muss lech soen, wann ech kucken, wat do gelaf ass: Di Rollluede sinn esou erof, wéi se nëmme kënnen erofgoen! Elektresch gi se schonn net méi erop an et kritt ee se emol net méi mat der Hand erop, ...

(Hilarité)

... esou fest sinn déi Rolllueden zou!

Ech géif soen - den Här Finanzminister schwätzt ëmmer vum Triple-A -, ech géif soen, wann d'Regierung een Triple-A verdéngt, dann ass et den Triple-A vun der Intransparenz!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass en Triple-A, dee se op jidde Fall vun eis iwwerrecht kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert, wéi gesot, also och dozou eng Motioun hei deposéieren.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- *considérant la prolifération de memorandums of understanding et autres documents similaires signés par le Gouvernement avec d'autres États, voire des multinationales et autres acteurs privés ;*

- *considérant que ce phénomène a pris de l'ampleur depuis la dernière législature, notamment dans le contexte des tentatives de développement du secteur de l'exploration des ressources spatiales ;*

- *prenant acte de la réponse du Gouvernement à la question parlementaire n° 0681 laquelle indique :*

« *Par opposition à un accord international créateur de droits et d'obligations de part et d'autre des parties signataires et pour la conclusion duquel notre loi fondamentale règle tant la phase internationale (négociation, signature, ratification) que la phase nationale (loi d'approbation et publication au Journal officiel), un MoU constitue une déclaration d'intention sur une volonté commune de nature politique des parties à l'égard d'un projet concret. Ces déclarations ne contiennent aucun engagement de type juridique, ne sont pas opposables aux tiers et ne sont justiciables devant aucune juridiction.*

La conclusion de telles déclarations n'est partant pas soumise au respect d'une procédure particulière et relève de la responsabilité politique du pouvoir exécutif.

Si ces déclarations ne sont pas per se confidentielles, elles documentent néanmoins la volonté conjointe des parties signataires qui au moment de la signature ont légitimement pu s'attendre à ce que le document ne sera pas rendu public par après. » ;

- *considérant qu'il en ressort donc notamment que ces déclarations d'intention ne sont pas per se confidentielles ;*

- *rappelant par ailleurs que le Gouvernement en place a voulu être exemplaire en termes de gestion de la res publica en mettant l'accent sur la transparence,*

invite le Gouvernement

- *à mettre à disposition des députés les déclarations d'intention et documents similaires et annexes déjà signés et à venir ;*

- *à faire en sorte que les parties signataires soient à l'avenir informées de ce que ces documents seront mis à disposition des députés luxembourgeois pour éviter tout malentendu.*

(s.) *Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.*

Ech wäert och nach eng Demande maache fir eng Interpellatioun iwwert d'Diversifikatiounspolitik, well ech haut natierlech elo net d'Zäit hunn, fir dat alles auszeféieren.

A well ech weess, datt Der ongedëlleg gitt, kommen ech dann zum Schluss, wou ech awer nach e puer Bemierkunge wëll maachen, an zwar wëll ech awer hei een, zwee Wieder verléieren iwwert déi Regierung, déi mer hei hunn.

(Interruptions)

De Mëtten ass hei geschwat gi vum Här Étienne Schneider. Ech wëll net déi Diskussioun féieren, déi den Här Gibéryen hei geféiert huet. Ech akzeptéieren och, datt all Politiker wéi den Här Schneider zu engem Moment seet: „Et geet duer, ech maache gären eppes aneres am Liewen. Ech halen elo op an engem gewëssene Moment.“ Dat ass parfaitement an der Rei. A wann den Här Schneider herno wëllt bei eng Rei vu Gesellschafte schaffe goen, ass dat fir mech och okay, natierlech ëmmer esou, datt dat och mat de Reegele vum Comité éthique an der Rei ass.

Wat awer net an der Rei ass, an do kucken ech haaptsächlech d'Kolleeg vun der LSAP, dat ass dat Schauspiel, wat am Moment vum Här Schneider do opgeféiert gëtt. Den Här Schneider seet, e géif demissionéieren, seet awer net, wéini datt en demissionéiert. Dann, wann e gefrot gëtt, deméintéiert en erëm. Et lafe Rumeuren, e géif den 3. Februar demissionéieren.

Ech muss lech soen, léif Kolleeg vun der LSAP, dat ass en onwürdegt Schauspiel, wat den Här Schneider do opféiert. Dat ass en onwürdegt Schauspiel fir lech! An ech bedauern lech, léif Kolleeg vun der LSAP. Et ass en onwürdegt Schauspiel fir eis gesamt politesch Welt. Well lauschtert emol, wat d'Leit dohausse soen iwwert den Här Schneider! Et fält eis alleguerter op de Kapp.

Wann den Här Schneider keng Loscht huet, ma da soll en et soen! Da soll en ophalen a soll engem anere Kolleeg vun der LSAP d'Chance ginn! Mee wannechgeléift, kommt mir hale mat deem Pingpongs- an deem Verstoppschesspill do op! Dat ass einfach onwürdegt fir eist Land!

A wann ech da bei der Regierung sinn, kommen ech awer och net laanscht den „homme invisible“, den Här Bettel, dee mer elo während Wochen ...

► **Plusieurs voix.** - Wien?

► **Une voix.** - „Inconnu au bataillon“!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech hat och den Numm scho bal vergiess.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Den Här Bettel, deen een net méi ganz vill gesäit, zumindest hei an der Chamber. Op anere Plazen ass en zwar ganz wibbeleg, mee hei zumindest héiert een a gesäit een net vill vun em.

(Hilarité)

En huet gesot, den Här Bettel, an engem Interview vum Lëtzebuergesche Land, hien hätt gär Rou. Elo froen ech: Hätt e gär Rou a senger Regierung? Hätt e gär Rou am Land? Oder hätt hien einfach gär Rou fir sech? Wann ech esou kucken, datt en net do ass, hunn ech d'Impressioun, datt e warscheinlech haaptsächlech Rou fir sech wëllt!

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng Regierung, déi gestalt an net nëmme verwalt. Wann déi Regierung da keng Loscht méi huet oder si wëllt hir Rou hunn oder si huet es genuch, ma da soll se et soen! Mee eist Land verdéngt awer eng aner Regierung wéi déi do!

(Brouhaha)

An ech géif vläicht ophale mat enger Ausso vun engem berühmte Fußballstrainer, an déi passt exzellent op Bettel 2: Dës Regierung ass „Flasche leer“! An duerfir wäerte mir dese Budget och net stëmmen.

► **Une voix.** - Giovanni Trapattoni.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Giovanni Trapattoni.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Nach laang net! Dir wäert lech nach vill wonneren, Här Mosar!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Den Här Berger huet de Moien alles gesot.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Ma-

damm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Carole Hartmann (DP).**- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ...

(Brouhaha)

► **M. André Bauler (DP).**- Lauschtert der Madamm Hartmann dach no!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Setzt lech duerch!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Fayot, d'Madamm Hartmann huet d'Wuert.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ganz gutt, Här President!

► **Mme Carole Hartmann (DP).**- Léif Kollegeinnen a Kollegen, an den Interventiounen, déi vun de verschiddene Fraktiounen a Sensibilitäten zum Budget 2020 gemaach goufen, ass bis elo nach net vill vun der Santé a generell vum Gesondheitswiesen hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn.

Den Här Cruchten huet a sengem ganz gudden Rapport - ech hunn nach net d'Erfahrung, fir esou vill Rapporten héieren ze hunn, ech kann awer soen, dass e mer och ganz gutt gefall huet -, Dir hutt an Ärem Rapport d'Augmentatioun, déi eise Budget fir de Gesondheitsberäich virgesinn huet, kuerz duergeluecht.

D'Madamm Hansen huet zu der Santé gemengt, dass „d'Regierung e Brëll bräicht fir hir Kuerzsiichtegkeet“. Abee, ech hu mir dese Votlet vum Staatsbudget e bësse méi genau ugekuckt a keng Kuerzsiichtegkeet, mee au contraire Wäitsicht erkannt. Ech wäert a menger Interventioun op déi wichtegst Punkten am Budget agoen an ervirhiewen, wat fir d'Demokratesch Partei wichteg ass.

Direkt am Ufank vun der aktueller Legislaturperiode huet de Gesondheitsministère eng Etüd an Opdrag ginn, déi den aktuellen Zoustand vun de Professions médicales an de Professions de santé hei zu Lëtzebuerg analyséiert huet. D'Madamm Marie-Lise Lair huet hire ganz déif gräifende Rapport dozou am Oktober dëst Joer presentéiert. Hir Conclusiounen soen eis, dass mer eng seriö Penurie u lëtzebuergeschem medezinneschen Personal hunn, dass mer eis mat auslänneschen Dokterinnen an Infirmieren iwwer Waasser halen an dass mir, also d'Politik, gefuerdert sinn, fir dass des Situatioun net chronesch gëtt an d'Prise en charge vun all de Patienten hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft garantéiert bleift.

Éischt Patienter leiden awer haut schonn ënnert deser Penurie, wa si immens laang mussen op Rendez-vous bei Dokter warden oder souguer net méi kënnen als Patient ugeholl ginn, well den Dokter einfach schonn ze vill Leit ugeholl huet.

Et gëllt dowéinst, schnell ze reagieren. D'Madamm Lair preconiséiert déif gräifend Reformen an eise Gesondheitssecteur, dorënner nei Formen vum Zesummenaarbecht/Synergien tëschent Dokterinnen a medezinneschem Personal, besser Konditiounen, fir de liberale Beruff vum Dokter auszeüben, an Investor an d'Soins primaires, déi eise Patienten zeguttkommen.

Parallél dozou mussen mer un der Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer schaffen an des och an d'Vitruin stellen an eis méi breet opstellen, wat d'Ausbildung vu medezinneschem Personal ugeet.

Här President, eis Regierung huet sech d'Etüd iwwert d'Démographie médicale zu Häerz geholl an am Budget 2020 scho wichteg Akzenter fir d'Zukunft gesat. Fir dem Mangel un Dokterinnen entgéintzewierken, ass ee wichteg Element, dass mir deene jonke Leit hei am Land e Medezinnstudium ubidden. Bis elo, an dat ass och dëst Joer nach de Fall, kann een hei zu Lëtzebuerg just ee Joer Medezinn studéieren a muss de Rescht vun de Studien am Ausland maachen. Ab nächstem Joer ass dat anescht, wann déi éischt Studenten op der Uni Lëtzebuerg e Bachelorstudium an der Medezinn kënnen maachen a Spezialisatiounen an der Allgemengmedezinn, an der Onkologie an an der Neurologie ugebuede ginn.

De Staat investéiert 8,5 Milliounen fir des Formatiounen, eng däitlech Hausse vun iwwer 50 %, déi mir als DP-Fraktioun ganz staark begrëssen. Do dernieft si säit der Rentrée vum September d'Indemnitéite fir d'Medezinnstudenten, déi hire Basismedezinnstudium hanner sech hunn, an d'Luucht gaangen op 3.300 Euro an der Médecine générale an op 2.700 Euro an anere Spezialisatiounen pro Mount. Am Staatsbudget si fir des Indemnitéiten iwwer 2,5 Milliounen virgesinn, wat eng Millioun méi ass wéi nach d'lescht Joer. Dobäi kënn, wéi an der leschter

Froestonn un d'Regierung vun eise Santésminister annonciéiert, eng besser finanziell Ennerstëtzung vun de Maîtres de stage, déi sech ëm des Studente këmmen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Carole Hartmann (DP).**- Mir dierfen eis awer net op d'Formatiounen vun den Dokterinnen beschränken. Mir mussen un der Attraktivitéit vun alle Beruffssparten aus dem Gesondheitssecteur schaffen. An deem Sënn begrësse mir als DP-Fraktioun, dass de Santésminister an der Kommissioun bei der Presentatioun vum Santésbudget dorop insistéiert huet, dass et op der Basis vun der virgestallter Etüd zu enger Revaloriséierung vun de Gesondheitsberuffer wäert kommen an dass iwwer divers Campagnen nei Talenter sollen ugezunn a fir de lëtzebuergesche Gesondheitssecteur solle gewonne ginn. Och hefir sinn am Staatsbudget méi Moyene virgesinn.

Här President, e weidere Punkt am Santésbudget ass dee vun der Digitaliséierung, well och eise Gesondheitssystem muss administrativ moderniséiert an informatiséiert ginn. Dofir ass enner anerem d'Agence eSanté zoustänneg, déi iwwert d'Plattform eSanté eng méi effizient Notzung vun de Gesondheitsdate garantéieren soll an den Austausch vun Donnéeën vu Patienten enner Dokterinnen, Apdikten an anere Prestataire an engem securiséierten an RCPD-konforme System erméigleche soll. Dëst leeft iwwert de sougenannten „dossier de soins partagé“, kuerz DSP, a soll esou schnell wéi méiglech Realitéit ginn.

Fir d'Digitaliséierung vum Gesondheitssystem weiderzebréngen an den DSP fäerdegstellen, kritt d'Agence eSanté 2020 iwwer 3,8 Milliounen zur Verfügung gestallt.

D'DP ennersträicht, dass d'Digitaliséierung dorüwer eraus nach weider Virdeeler bitt, dat souwuel fir d'Patienter wéi och fir d'Dokterinnen. Am Koalitionsaccord ass zum Beispill d'Telemedezinn festgehalen, well si virun allem am ländleche Raum vu Virdeel ass. Hei sinn oft manner Dokterinnen disponibel a bei engem Noutfall brauch och de CGDIS oft méi Zäit, fir ze intervenéieren.

Mat der Telemedezinn wier et zum Beispill méiglech, sech bei engem Noutfall mam CGDIS ze verbannen an esou duerch déi richteg Prozedur gefouert ze ginn. D'Veereenigung vun den Dokterinnen a vun den Zäindokterinnen huet da virun net allze Laangem eng Applikatioun presentéiert, déi et de Patienten erlaube géif, complementaire zum DSP an digitaliséierten Accès zu hire medezinneschen Donnéeën ze hunn an iwwert des securiséiert App och zum Beispill Dokteschrechnungen ze bezuelen oder Krankeschäiner vum Dokter ze kréien an direkt un de Patron weiderzeleeden.

D'Demokratesch Partei hat an hirem Walprogramm eng änlech Iddi presentéiert, nämlech déi vun enger Gesondheitskaart, mat där d'Leit deen Deel vun den Dokteschrechnungen kéinte bezuelen, deen net vun der Krankeess rembourséiert gëtt. Ob et elo eng App ass oder eng Gesondheitskaart, d'DP gesäit hei zwou Digitaliséierungspisten, déi virun allem dem Patient zeguttkommen, well se villes méi einfach a villes och méi schnell kéinte maachen.

Här President, ech wëll op deser Plaz als nächst de Secteur extrahospitalier uschwätzen, deen och seng Plaz am Staatsbudget huet.

Viru wëll ech awer betounen, dass Spideeler natierlech en integrale Bestanddeel vun all Gesondheitssystem sinn an an Zukunft och hei zu

Lëtzebuerg hir Wichtigkeet behalen. Ech erënnere kuerz un dee leschte Spidolsplang, wou d'DP-Vertrieber Lex Krieps, Edy Mertens a Gusty Graas sech fir eng regional flächendeckend Versuergung an eise Spideeler agesat hunn. Doropshin ass jo d'Offer u basimedezinneschen Dëngschter weider ausgebaut ginn. Dat war richtig an och néideg.

Fir de Secteur hospitalier ze entlaaschten, ass et awer gradesou wichteg, dass et och Strukturen ausserhalb vun de Spideeler ginn. De Secteur extrahospitalier ass dofir an eise Ae weesentlech fir e moderne Gesondheitssystem. Zu Lëtzebuerg si mer op deem Punkt par rapport zu anere Länner awer nach wäit hannendran. No engem Urteel vun eise Verfassungsgericht am Juli dëst Joer a ganz rezent dese Mount enger éischer Decisioun vum Verwaltungsgericht no diesem Arrêt vun dem Verfassungsgericht muss awer elo eppes geschéien.

Zanter 1993 gouf et zu Lëtzebuerg iwwer e Règlement grand-ducal eng Lëscht mat all de medezinneschen Ekipementer an Apparater, déi net vun Dokterinnen fir hir Praxis konnter ugeschafft ginn, dat well et des Ekipementer an Apparater exklusiv an de Spideeler sollt ginn. Eist Verfassungsgericht huet elo decidéiert, dass des Aschränkung vun der fräier Ausübung vum Dokteschberuff géint eis Verfassung verstéisst. An Zukunft misst et also méiglech sinn, zum Beispill en IRM oder e Scanner fir e Cabinet médical ze kafen.

(Interruption)

Op Nofro, wéi et no diesem Urteel elo weidergeet, huet eise Gesondheitsminister an der Santékommissioun erkläert, dass déi ganz Lëscht vun de verbuedenen Ekipementer zesumme mat der CNS op de Leescht geholl gëtt an dass et hei zu enger Ouverture wäert kommen.

De Minister huet ennerstrach, dass des Evolutioun virop de Patienten zeguttkënn an enger Rei Leit d'Liewe wäert méi einfach maachen. Et erméiglecht nämlech, verschidde medezinnesch Interventiounen an Zukunft baussent de Spideeler ze maachen an esou besser Disponibilitäten, manner laang Waardezäiten an en insgesamt bessere Confort fir d'Patienten hei am Land ze bidden.

De Santésminister huet awer och richtegerweis ennerstrach, dass des Ouverture vum Secteur extrahospitalier zu der Attraktivitéit vun Dokteschberuff hei zu Lëtzebuerg ka bäidroen. D'DP-Fraktioun gesäit dat och esou an encouragéiert eis zoustänneg Ministeren an der schneller Ausschaffung vun der neier Lëscht vu medezinneschen Ekipementer an Apparater, déi d'Dokterinnen kënnen an Zukunft an hire Praxissen installéieren.

Am selwechte Sënn gesi mir de sougenannte „virage ambulatoire“, deen do wou et méiglech ass, Alternativen zu der Hospitalisatioun soll férdere. De medezinnesche Fortschritt erlaabt et eis haut, datt vill Leit no enger Operation just nach e puer Stonnen am Spidol bleiwe mussen. D'Noversuergung an d'Kontrolle kënnen ëmmer méi oft doheem oder an externe Strukturen gemaach ginn. Et kéint ee souguer nach méi wäit goen a verschidden Agréffer och ausserhalb vun de Spideeler ubidden.

Doriwwer eraus mussen d'Soin-primairéi méi an de Fokus geréckelt ginn, fir datt d'Leit bei engem Problem net direkt an d'Urgence ginn. D'DP ennersträicht op diesem Punkt de Rôle vun de sougenannte „cabinets de groupe“, also Re-groupementer vun Dokterinnen, déi dem Patient

eng besser Disponibilitéit a Flexibilitéit garantéieren. D'selwecht wéi d'lescht Joer stinn am Budget fir d'Féderung vun de Gruppepraxissen nees 250.000 Euro. 2019 goufen des Suen awer leider net beusprocht. Fir d'DP-Fraktioun ass et dofir wichteg, dass gepréift gëtt, firwat d'Dokterinnen nach keng Demandé gemaach hunn an ob et vläicht aner Incitatiounen brauch.

Här President, ofschléissend nach e puer Wuert iwwert d'Preventioun an domat verbonnen d'Bewegung an de Sport. Preventioun ass schlisslech déi bescht Medezinn. Eis ganz Gesellschaft, jonk an Al, muss dozou animéiert ginn, sech méi ze beweegen.

Ech si frou, dass de Budget wichteg Akzenter an diesem Beräich setzt. D'Ennerstëtzung vum Bredesport ass all Su wäert. Besonnesch effikass ass et natierlech, direkt bei de Kanner unzesetzen. Dowéinst solle Mesurén fir déi motorech Educatioun mat 205.000 Euro subventionéiert ginn. Och dat fanne mir natierlech ganz gutt.

De „Long Term Athlete Development“ ass e weidere Programm, deen en aktiiv Liewe vun der Kandheet bis an den héijen Alter férdert an dowéinst och weider ausgebaut sollt ginn. Déi richteg Mesuren an der Bewegungs- a Sportpolitik hunn e positiven Effekt op d'Gesondheitspolitik. D'DP begrësst dowéinst d'Efforten, déi an diesem Beräich vun eiser Regierung gemaach ginn.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Gesondheitspolitik muss fir eis alleguerten eng absolutt Prioritéit sinn. Am Staatsbudget gesi mir als DP-Fraktioun eng ganz Rei Punkten, déi an déi richteg Richtung ginn an déi, Madamm Hansen, net kuerzsiichteg, mee wäitsiichteg sinn.

(Interruption)

Wa mir de Leit hei am Land och an Zukunft eng exzellent Versuergung wëlle garantéieren, da mussen mer d'Wäitsicht aus dem Budget awer och ëmsetzen. Et ginn nämlech, wéi a menger Interventioun ugeschwat, eng ganz Rei Schrauwen, un deenen an eise Gesondheitssystem gedréit muss ginn. Mir dierfen hei keng Zäit verléieren. Et gëllt also, direkt ze agieren!

Domadder soen ech lech Merci fir d'Nolaaschten a confirméieren natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dem Budget.

Merci.

► **Une voix.**- Ganz gutt, ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da kritt d'Wuert nach den Här Fernand Kartheiser. Um Kont vum Groupe technique stinn nach dräi Minutten.

► **Une voix.**- Dräi Minutten ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma da soen ech lech nach eng kéier Merci.

(Hilarité)

Ech wollt just op e puer Saache reagieren, déi mer haut héieren hunn, Dir Dammen an Dir Hären. Dat éischt, dat ass vläicht eng Bemierkung opgrond vun deem, wat den Här Mosar gesot huet iwwert déi international Accorden.

(Brouhaha)

Le saviez-VOUS ?

ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech muss soen, ech freeë mech ausdrécklech doriwwer, datt d'CSV dat opgeworf huet. Mir haten dat hei och scho gesot, an zwar géllt dat fir all d'international Accorden, och fir d'Programmes indicatifs de coopération. D'Verfassung ass an deem Punkt ganz kloer. An dat, wat mer am Abléck hei erliwwen an där Tatsaach, datt d'Chamber déi Accorden net virgeluecht krut, ass einfach eng Verletzung vun der Verfassung. Dofir wäerte mer d'CSV - oder si eis an emgekéiert - ennerstëtzen an deem Dossier.

Iwwert d'Égalité des chances, do huet den Här Clement gesot, datt en der Meenung ass, mir bräichte méi Foyere fir Fraen. Ech sinn och der Meenung, datt dat eng gutt Saach ass. Do wou Leit muss gehollef kréien, muss se gehollef kréien, och iwwert d'Foyeren. Allerdéngs soe mir och als ADR: Mir hunn hei nach kee Foyer fir Männer an Noutsituatiounen! Et gétt ganz weineg Zëmmeren. Mir hate viru Kuerzem eng Question parlementaire doriwwer gestallt. An et gétt Zäit, datt mer och deenen Affäre ënnert d'Aerm gräifen an och e Foyer grënne fir Männer, déi an esou enger Situatioun sinn.

Iwwert d'Armée, do wéilt ech op dat agoen, wat den Här Graas gesot huet. Éischten emol brauch ee sech net ze wonneren, sou wéi d'Lëtzebuurger Regierung am Abléck dat mécht, datt et net vill Interessé gëtt - leider net vill Interessé! -, fir sech als Fräiwëllegen an d'Armée ze mellen. Well et sinn des Regierung an déi Regierung virdrun, déi eng ganz Rei Incentives ofgeschaaft hunn, wéi d'Prioritéits-rechter an Exklusivitéitsrechter, déi d'Leit motivéiert hunn, an d'Armée ze goen. Also muss mer kucken, datt mer vläicht op deem Punkt ... Mir muss Karriärspektive bidden a mir mussen och d'Virbereedung op e Militärdéngscht gutt maachen, also COPRAL, a Filiären an de Schoule schafen, déi d'Leit op e Beruff am Sécherheessektor virbereeden, an der Armée, an der Police, bei der Douane oder och a Privatdéngschter. Mee ech mengen, datt dat néideg wär, fir dat ze maachen.

Bei den Offizéier gëtt et och Méiglechkeeten, déi ee ka maachen. Et kann een zum Beispill higoen a Leit, déi op net militäreschen Universitété sinn, déi op enger ziviller Universitété iergendwou sinn, soen: „Hei, Dir kritt esou vill Ennerstëtzung, wann Der lech fir esou vill Joer als Offizéier spéider an d'Armée mell.“ Mir kënne Wëssenschaftssektiounen an d'Armée aféieren, well mer hei zu Lëtzebuerg en héijen technologesche Grad a militäresche Karriäre kennen offéieren: Cyber Security, Weltraumaktivitéiten, alles dat sinn interessant Beruffer, déi eventuell och kéinte benotzt ginn, fir méi Leit a Secteuren ze bréngen, wou mer och eng reell Plus-value am Verdedegungssektor kennen hunn.

Alles dat si just e puer Iddien, fir dem Här Graas op eng ganz einfach Manéier ze äntwerten, datt net d'Äntwert ass, op Ausländer zréckze-gräifen an domadder Grondprinzipie vun der Organisatioun vum Staat a Fro ze stellen, mee einfach Méttelen ze huelen, déi iwwerall an alliierten Arméien och benotzt ginn, fir Leit ze motivéieren, sech fir eng militäresch Karriär ze engagéieren. An ech mengen, et gétt genuch Méiglechkeeten, mee et muss ee se och wëlle benotzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer schwéier, esou en Debat ze concluieren. Ech géif gäre fir d'éischt ufänken - fir herno net de Fue dem ze verléieren -, fir och e puer Wuert vu bonne Chance dem Alex Bodry matzeginn. Ech kennen en och scho ganz laang, ech war zur selwechter Zäit och zu Paräis op der Uni.

(Brouhaha)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et war e gudde Joergang.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech géif dat soen, jo: Et war e gudde Joergang! An den Alex ass ganz jonk an d'Politik gaangen an huet do viles bewierkt. Ech si ganz spéit an d'Politik komm. Eis Weeër hu sech awer oft gekräizt.

(Brouhaha)

Ech géif der gäre alles Gutts wënschen am Conseil d'État, wann dat sech da soll realisieren. Ech halen der d'Daimcher. An ech freeë mech, deng Avisen ze liesen. Nun ass et esou, beim Conseil d'État weess een net, wien den Avis schreift. Mee ech hoffen, dass dat jo eng Kéier méi transparent gëtt. Alles Gutts, Alex!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Merci!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech hu sechs Punkten, déi ech wëll uschneiden. Deen éischten ass den Elefant, deem am Raum ass, oder deem „net“ am Raum ass, well iwwerhaupt keen driwwer geschwat huet. An dat ass dee Sujet, deem eis während sechs Joer am allermeeschte beschäftegt huet: d'Staatsfinanzen. Et huet bal keen Orateur méi wéi vläicht zwou, dräi Zeile gewidmet dem Defizit vu 640 Milliounen Euro!

Dat ass eng gutt Noriicht, well Dir schéngt jo dann endlech an der Oppositioun och elo d'accord ze sinn, dass eis Staatsfinanze sanéiert sinn. Et ass awer elo ganz rezent, well ech ka mech nach un Debatten am Abréll erënneren, do hu mer haaptsächlech doriwwer geschwat. An ech ka mech erënneren, dass souwuel vun der CSV-Säit wéi och vun der Säit vum ADR gesot gi war, dass de Budget 2019 irresponsabel wär - irresponsabel! - an net zoumuttbar wär fir déi nächst Generatiounen. Do gesitt Der, wat fir eng Wonner kënne a sechs, siwe Méint geschéien!

Mee ech hu schon deemools gesot, dass dat iwwerdriwwer wär. Ech sinn awer da frou, dass mer hei e gewëssene Konsens schéngen ze hunn, dass mer déi finanziell Problemer, déi mer säit 2013 matgeschleeft hunn, dass mer déi geleist hunn an dass mer haut Finanzen hunn, déi op zolitte Féiss stinn. Dat schéngt och d'Oppositioun elo anzegesinn.

Dofir ass d'Oppositioun och ermontert, ganz vill Motiounen ze proposieren, déi lauter nei Denpense maachen, ouni ze soen, wéi se déi wëllt contrefinanzieren oder wéi se wëllt Erspuermisser maachen. Wa mer da géifen op dee Wee goen, dann hätte mer erëm en Desequilibrium! Dat ass mäin éischte Constat.

Mäin zweeten ass, dass mer - an dat war eng gutt Diskussioun, fannen ech - eis konzentriert hunn op e ganz wichtege Aspekt vun den Depensen: op dat Sozial. Mir hunn eis konzentriert op d'Investissementen an op d'Prudence, sief et an de Recetten, sief et an den Depensen, sief et, wéi mer d'Zukunft wëllen organisieren.

Ech wéilt kuerz op déi dräi Punkten zréckkommen, fir ze soen, dass mer iwwert dat Sozialt effektiv vill geschwat hunn. De Rapportier huet eis vill Piste gemoolt. Hien huet och eng Rétsch Kritik gemaach. Mee ech hu seng Kriticken immens konstruktiv fonnt. An ech hu jo och

gesot, dass d'Regierung dat wäert ganz seriö analysieren a verschidde Piste wäert nogoen. Mee hie selwer souwéi den Deputéierte Berger, wéi den Deputéierte Bodry hunn awer och ganz kloer gewisen, dass des Regierung an dese Budget ganz vill maachen am Sozialen: 47 %, dat ass d'Hallschent praktesch! Weineg Länner maachen esou vill an deem Beräich. A wann een de Mëtten e bëssen nogelauschtert huet, hat ee bal ee Moment d'Gefill kritt, mir wäeren an engem Land, dat immens sozial ongerecht wär. An ech mengen, dat ass net de Fall!

Zu den Investitiounen - ech mengen, et ass den Deputéierten Alex Bodry, deem dat richtegerweis ennerstrach huet. Elo kann een e spatze Mond maachen a soen: „2,8 Milliarden, dat ass awer net esou spektakulär; 4,3 % vum PIB, dat ass och net immens. Et misst ee méi maachen.“ Et sinn der vill, déi gesot hunn, et misst ee méi maachen, souwuel op der Säit vun der Regierungsparteie wéi an der Oppositioun.

Jo, et ass ëmmer licht gesot: „Et muss ee méi maachen.“ Och do muss een da Prioritéite setzen. Wou spuert een dann op där enger Plaz, fir da méi Investissementen ze maachen?

Mee mir komme vu wäit hier: Mir haten, an ech mengen, et war och den Alex Bodry, deem dat ennerstrach huet, 2013 1,5 Milliarden. Mir waren do natierlech amgaangen, aus der Kris erauszekommen. Ech wëll dat gären zouginn. Mee mir sinn op 2,8 Milliarden elo! Dat heescht, mir hunn dat bal verduebelt a sechs Joer. Dat kann een awer och net klengrieden!

An dat Allerwichtigst ass natierlech, dass déi Investitiounen och qualitativ gutt sinn. Dat ass och ennerstrach ginn.

Ech wéilt ganz e bëssen och drop insistieren, dass, wa mer e Budget hunn, deem am Equiliber ass oder net wäit dovun, dann ass dat, well mer eng Croissance zu Lëtzebuerg hunn. Well d'Croissance generéiert d'Revenuen! An da wëll ech nach eng Kéier zur Croissance ennersträchen, dass mer haut eng Moyenne vu Croissance zwëschen 2,5 % an 3 % fir Lëtzebuerg hunn, 2019/2020. Wann ech déi fénnef, sechs lescht Joer kucken, hu mer och eng Moyenne vun 3 % Croissance. Dat ass gutt, dat ass dat Duebelt vun der Moyenne vun Europa. Mee dat ass vill manner wéi d'Moyenne vun 1990 bis 2008! Do hate mer eng Moyenne vu Croissance zu Lëtzebuerg vu 5 % ! Mir hunn also elo eng Croissance ronderëm 2,5 % an 3 %, dat ass bal d'Hallschent. An elo féiere mer eng Debat, fir ze soen, mir hätten ze vill eng héich Croissance. Ma déi Debat hätte mer scho virun 20 Joer da solle féieren!

Mee ech soen awer net, dass déi Debat onnéideg ass, well mir brauche qualitativ Croissance. An ech mengen, den Émweltaspekt, de Klimaspect passt natierlech komplett an déi Diskussioun do eran, wann een iwwer qualitative Wuesstum schwätzt. An d'Croissance, wéll ech dem Här Gibéryen soen, déi dekretéiert een net. Elo kann ee sech natierlech immens ustrogen an immens onattraktiv sinn als Land an da kënnt kee bei lech investieren, da kënnt och kee bei lech schaffen. Mee en Taux de croissance dekretéiert een net! A grad e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat jo ganz vill Traitéen huet mat sengen Nopeschlänner an der EU - alles éffentlech Traitéen! -, Traitéen huet an Obligatiounen huet par rapport zur Weltbank, zur OCDE, ech kéint déi Lésch ganz laang maachen, Netduebelbesteuerungsofkommessen an esou weider an esou fort.

Mir sinn e Land, wat eng Verflechtung vun Traitéen huet wéi ganz weineg anerer op der Welt. An all déi Traitée si gemaach, fir dass eist Land soll op sinn, attraktiv si fir Investissementer, fir Leit, fir heihinner schaffen ze kommen, fräi sinn, fir dass d'Servicer an d'Gidder kënne hin- an hiegoen. Dat ass dorop, wou mir de Rächtum vun deemem Land an de leschten 130 oder 150 Joer opgebaut hunn. Eise Stol, schon am 19. Joerhonnert, mir hunn e jo misen enzowousch hi verkafen. An ech gesinn eis schlecht dee ganze Modell a Fro stellen!

An ech muss soen, ech sinn oft an Europa ennerwee, ech ginn oft an Italien. Wann ech d'Debaten an Italien héieren, wou op den Titelsäite steet: „Erëm esou vill Honnertausenden Italieener, déi all Joer d'Land verloossen“ ... An déi, déi haut Italie verloossen, fir an d'Ausland schaffen ze goen, dat sinn net déi, déi virun 100 Joer op Lëtzebuerg komm sinn, déi keng Diplomer haten. Dat sinn déi, déi d'Matière grise hunn, déi déi gutt Studie gemaach hunn. A mir kréien där awer och eng ganz Rétsch hei op Lëtzebuerg. Dat ass e richtegen Debat bei hinnen: „Wat kënne mer maachen, fir dass eis beschte Käpp an Italie kënne bleiwen?“!

A mir hunn hei eng emgekéiert Debat, mir soen: „Mir hunn ze vill Leit, déi heihinnerkommen, et muss ee lues maachen.“ Et ass e richtige Paradox. An Italien ass net wäit ewech an et ass e Land, wat mat eis an der EU ass a Grënnungsmitglied ass. Ech mengen, mir hunn e

positiven Zyklus. Mir hunn eng Croissance, déi rasonabel ass, déi muss qualitativ sinn an déi generéiert nei Aarbechtsplazen all Joer. An alles dat garantéiert den Equiliber vun de Finanzen, den Equiliber vun de Pensiounskeesen, den Equiliber vun de Gemengen. Dat kann een, mengen ech, a soll een och net klengrieden. Eng Debat kann ee roueg driwwer hunn, mee et soll een awer dat en perspective setzen.

Den drëtten Punkt, d'Prudence, ech soen dat, also d'Virsiicht, wéi mer all d'Recetten ageschat hunn, wéi mer d'Ekonomie zu Lëtzebuerg oder an Europa aschätzen, d'Diskussioun, ob de Brexit ... Ech mengen, et war de Laurent Mosar, dee gesot huet, et wär nach alles net geregelt. Dat ass richtig. Mee kommt, mir freeën eis, dass mer do kloerheit kréien! Wa mer nämlech e Brexit ouni Accord gehat hätten, dann hätten haut d'Orateurs allegueren iwwert de Brexit geschwat, fir ze soen: „Dat do ass eng Katastroph! Mir wëssen iwwerhaupt net, wéi dat geregelt gëtt.“

An dat ass typesch! Dat ass net nëmme typesch fir Lëtzebuerg, et ass och typesch fir d'Medien: Wann eppes riichtgeet, da gëtt dat klenggeriet oder iwwerhaupt net kommentéiert. Wann eppes schifgeet, dann ass et ganz grouss an et kann ee bal net méi rasonieren. Dofir: Kommt, mir freeën eis doriwwer, well dat mécht eis d'Liewe méi einfach! Jo, et ass eng Transitiounperiod. Jo, mir wëssen net, wat hannen erauskënn. Jo, si ass kuerz. Mee dat ass déi beschten Ausgangslag, déi mer hätte kënne hunn! An ech muss lech éierlech soen, wann Der mech virun zwee Méint gefrot hätt, ob mer e Brexit mat Accord géife kréien: Do hunn ech d'Chancen enner 50 % gesinn. An iergendwéi huet de Wand gedreit an et ass elo gelongen.

Ech freeë mech och, dass de Fonds de réequilibrage budgétaire, wat eng nei Mesure ass, och esou positiv opgeholl ginn ass.

Mäin drëtten Punkt ass ganz kuerz, mee en ass wichtege. Ech géif gären de Lien maachen zwëschen der Diskussioun, déi mer hunn iwwert de PIB du bien-être, wat eng ganz valabel a wichtege Diskussioun ass, mat der Proposition vum Rapportier fir en Observatoire des inégalités, well ech mengen, dass déi zwou Saache matenee verbonne sinn.

Wéi moosse mer dann d'Aarmut? Wéi moosse mer de Rächtum? Wéi gëtt déi Distributioun vu 47 % vun eise Budget gemaach? Kënnt se un? Kënnt et bei deene Leit un, fir déi et geduecht war? Dofir mengen ech, dass een dat soll zesumme kucken. Wéi mer dat solle kucken, mat wellchen Akteuren, soll ee sech gutt iwwerleeën. Mir hunn, dat ass och hei gesot ginn, vill Institut, déi schon dorobber schaffen. Mir brauche vläicht net d'Rad nei ze erfannen.

Ech wëll lech awer vläicht just unhand vum engem Beispill soen, dass déi Saachen net einfach sinn, an zweeten, dass se international gekuckt ginn. Eng vun de grouse Froen, déi sech säit siwen, aacht Joer stellen, säitdeem mer ganz niddreg Zënse hunn an Europa an an der Welt, ass folgend - an ech stellen der Europäescher Zentralbank déi Fro reegelméisseg -, dat ass dat heiten:

Wann een elo an Europa kuckt, mir hunn an deene leschte véier Joer 14 Milliounen Aarbechtsplaze geschaaft; de Chômage ass halbéiert ginn a véier, fénnef Joer. Dat hate mer nach ni gesi säit de 60er Joren, eng Kreatioun vun Aarbechtsplazen, déi esou séier ass. Wat geschitt normalerweis, wa vill Aarbechtsplaze geschaaft ginn? Majo, da ginn d'Salären an d'Luucht, well d'Entreprises ëmmer méi Leit brauchen a wa se manner Leit um Marché fannen - mir gesinn dat jo och zu Lëtzebuerg -, da missten d'Salairé ganz séier an d'Luucht goen. Or, si ginn net méi séier an d'Luucht! An et weess een net richteg firwat. Also kënnt een net méi an en normale Rhythmus vun Inflatéioun, vun enger gesonder Inflatéioun.

An d'Erklärungen dozou sinn zu engem Deel fir verschidde Leit multipel, dat heescht, déi richteg Cause versteet een net, oder et ass eng Ratlosegkeet. An dat ass de Genre Froen, déi ee sech muss stellen, fir d'Equatioun vun der Aarmut och zu Lëtzebuerg ze léisen.

Mäi véierte Punkt ass och ganz kuerz, well ech mengen, dass et wichtege ass, dass een dat nach eng Kéier an dëser Ried kuerz ennersträcht. Mir hunn e Klimagesetz ausgeschafft, am November ass dat presentéiert ginn, an de Klimaplang Ufank Dezember. Mir hu méintlaang als Koalitioun dorobber geschafft. Ech kann lech soen - ech hu selwer vill drop geschafft -, dass mir e Gesetz hunn, wat extreem ambitiéis ass, op där enger Säit, an extreem equilibriert!



► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ambitiéis, well mer minus 55 % Gas-emissioune virgesinn, liicht iwwert deem, wat Europa selwer sech virgeholl huet. An zweetens, mir hunn zwou Saachen drageschriwwen, déi awer fundamental sinn an déi awer all Mënsch misste berouegen. Dat ass, dass mer sozial Equitéit do ustriewen, dat heescht déi Mesuren, déi mer wäerten huelen, wat de Klima ubelaangt, wäerten ëmmer mat Offiederungen am soziale Beräich verbonne ginn. Dat hu mer an d'Gesetz geschriwwen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An dat Zweet, wat mer drageschriwwen hunn, dat ass: Déi Klimaplangdecisiounen - an do kommen der ganz vill am Laf vum Joer, haaptsächlech vum Joer 2020 - musen natierlech budgetsmeesseg verdrobar sinn. Déi kënnen net à tout prix, egal wéi, egal wéi séier, egal wéi deier ëmgesat ginn. Dat heescht, mir musen d'Reegele vum Stabilitéits-a Wuesstumspakt anhalen. A mir sinn eis eens doriwwer ginn. Et ass eng Saach vu Rhythmus, wéi mer dat maachen. Mee ech mengen, mir hunn eis de richtege Kader geschaaft.

Mäi fënnefte Punkt ass d'Fiskaliteit. Do sinn eng Rëtsch Saache gesot ginn. Fir d'éischt wéll ech deenen, déi sech e bësse geiergert hunn, dass mer ëmmer op déi Réforme fiscale hiweisen, soen: Déi Réforme fiscale steet am Koalitiounsprogramm. Mir sinn amgang drop ze schaffen. Dat gëtt déi déifste Steuerreform, déi mer säit ganz laanger Zäit zu Lëtzebuerg gemaach hunn, a mir si matten dran.

A wann ech dann dorop äntweren, wann ech gesot kréien: „Wat maacht Der do? A wat maacht Der do?“ - „Mir maachen do dat do-ranner“, dann ass dat jo dat Eenzegt, wat Sënn mécht! Ech ka jo net ufänken, u klänge Rieder ze dréien, fir verschidde Saache bei de Persounen ze änneren, fir verschidde Saache bei den Entrepreneuren ze änneren, wann herno eng grouss Reform kënnt. Ech maache mer d'Liewen doduerch net méi einfach. Mee dat ass awer dat Eenzegt, wat Sënn mécht.

Dofir, déi Virschléi, déi komm sinn - ech versichen, dat esou onpoleemesch wéi méiglech ze soen -, fir verschidde Mesuren elo kuerzfristeg direkt ze änneren: Den 1A schleefe mer säit Joerzénge mat, dee Problem. Dee kënnen mer elo net am Handëmdréien änneren.

Den Här Roth huet sech vill Méi ginn, en huet ganz vill Propositionen gemaach. An oft huet e jo och selwer gesot: „Dat ass säit 1990 net ugepasst ginn.“

(Brouhaha)

Säit 1990, richtig. Majo, dat heescht, Dir hat jo während 23 Joer de Finanzministère ...

(Protestations et interruptions)

... an Dir hutt et net ugepasst!

(Coups de cloche de la présidence)

► **Une voix.**- An d'Regierung elo säit fënnef!

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dir hutt et 23 Joer laang jo net ugepasst. Ech soen dat jo ..., et ass jo reng faktuell. Dofir ass et awer elo net néideg, dat am Stress elo dëst Joer, an den nächsten dräi Méint unzepassen!

(Interruption)

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mee mir wäerten an der Steuerreform all déi Saache kucken a mir wäerte vill vun deene Saachen änneren.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Elo hunn ech dat esou calme gesot, wéi een dat ka soen, well ech hat nach vill aner Iddien.

An dann och d'Progressivitéit! Also eis d'Progressivitéit vun der Steiertabell virzeweeren, déi mer säit 1967 hunn, an elo entdeckt d'CSV op eemol, dass mer eng Progressivitéit hunn, déi eng Katastroph ass! Jo!

(Hilarité)

Jo! An dofir hu mir jo och an der Steuerreform vun 2016, déi 2017 agetrueden ass, de Crédit d'impôt pour salariés gemaach, de Crédit d'impôt pour pensionnés an de Crédit d'impôt monoparental, well dat déi eenzeg Aart a Weis war, fir eng Steuerreform ze maachen, wou een dem Mëttelstand entgéintkënnt, ouni jidderegem Geld auszedeede bis an d'Onendlecht. De Crédit d'impôt wäerte mer nach oft erëmbegéinen, well dat e Kärstéck wäert gi vun dem Barème unique an där eenzeger Steuerklass. An natierlech musse mer op där Progressivitéit do schaffen. Erëm eng Kéier hei mäi Message: Mir fänken elo net un, do ganz spezifesch Saachen ze maache mam System, dee mer elo hunn. Mir hunn d'Intentioun, méi eng vast Reform ze maachen.

Zu den Akzisen. Ech mengen, dass mer transparent gehandelt hunn. Mir hunn eng éischt Augmentatioun vun den Akzisen - 1 Cent um Bensinn, 2 Cents um Diesel - am Mee gemaach. Mir sinn amgang ze kucken, wéi dat sech repercutéiert op de Quantitéiten. Mir gesinn, dass dat wierkt. Enfin, do kann ee sech doriwwer freeën, wann een un den Environnement denkt, manner freeën, wann een un d'Finanzen denkt. Mee mir wëlle jo den Tanktourismus reduzéieren. A mir gesinn, dass dat en Effet huet. Elo wäerte mer waarde bis Ufank vum Joer, bis Mäerz, Abrëll, fir ze kucken, wéi mer eis do ajustéiere fir eng Forschett.

Et sinn elo ganz vill Rasonementer gemaach ginn, dass dat dem Klima näischt bréngt, wa Lëtzebuerg manner Spritt verkeeft an dee Spritt gëtt am Ausland kaaft. Dat ass richtig. Mee ëmgekéiert: Solle mir dann de Kapp an de Sand stiechen a guer näischt maachen, wa mer international Obligatiounen hunn, déi mer ënnerschriwwen hunn? Dat ass dach net ze verteidegen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wann awer een eng besser Iddi huet an der Opposition, wéi mer dat sollen handhaben: Kommt, mir schwätzen doriwwer!

(Interruption)

Da wollt ech ...

► **Une voix.**- Ech hunn näischt héieren.

(Hilarité)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An ech mengen, dass mer ...

(Interruption)

... de Moment amgang sinn, do dat Richteg ze maachen.

Da kommen ech zum sechsten a leschte Punkt virun der Konklusioun: d'Finanzplaz, déi gréng Finanzplaz. International Klassementer hunn eis als déi véiertgréngst Finanzplaz klasséiert. Ech weess net genau, wéi si dat maachen, ech sinn awer frou iwwert d'Resultat.

Ech strenge mech elo säit sechs Joer un, soute-nabel Finanzen zu Lëtzebuerg ze promovéieren. An ech kann lech soen, Här Mosar, mir hu vill gemaach! Ech wäert och elo e puer Saachen opzielen.

A wann et de Privatsecteur ass, deen den Haaptmotor ass dovun, ma da soen ech: „Tant mieux!“, well wann en dat dann och vu Lëtzebuerg aus mécht, heescht dat, dass d'Ramebedéngungen zu Lëtzebuerg gutt sinn. A si sinn et och. An der Fongenindustrie si Fongen, déi ESG sinn oder déi klimaorientéiert sinn oder déi Mikrofinanze sinn - alles dat, do si mer Leader an der Welt.

D'Bourse hutt Dir selwer genannt, mee do ass de Staat och Aktionär, an ech kann lech soen, deen dréckt an déi selwecht Richtung. Mir hu mat der BEI eng Klimaplattform gemaach, déi unique op der Welt ass! Mir hunn elo dat renouveléiert, mir hunn dat dräi Joer finanzéiert, mir finanzéieren et elo eng zweete Kéier. Mir maachen et op fir aner Länner. A mir wëssen, dass aner Länner an Europa dat dote wëllte matmaachen.

Mir hunn, well mer och Ramebedéngungen hunn, déi ganz gutt sinn, déi gutt Noriicht - déi ass net nëmme gréng, mee et ass eng Noriicht fir d'Finanzplaz -, dass de Méchanisme europäen de stabilité säit dem leschte Mount

alleguerte seng Obligatiounen elo erausgëtt no Lëtzebuerg Recht. Virdu war et englescht Recht. An Europa an Euratom hunn dat rezent och annoncéiert, dass se géifen op lëtzebuergesch Recht ëmklammen. Da kann eist Recht jo net esou onattraktiv sinn, soss géif dat jo net geschéien.

E Wuert zum Brexit nach, och fir ze soen, mir mussen op där enger Säit oppassen, ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Minister, den Här Mosar wëllt lech nach eng Fro stellen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo.

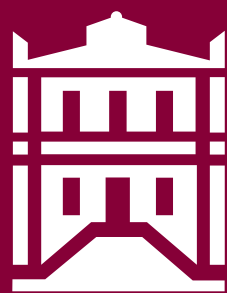
► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Entschëllegt! Merci! Här Minister, ech wollt awer nach eng Kéier op déi Fro do vun der Green Finance agoen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat, wat Der gesot huet, dat ass alles richtig. Ech sinn och frou, datt mer eigentlech do där selwechter Meenung sinn, datt do ganz vill Efforte vum Privatsecteur gemaach gi sinn. Allerdéngs wësst Der, an Dir hutt dat selwer schon e puermol verteidegt, datt et wichteg wär, datt mer eventuell fir Fongen, déi gréng wäeren oder sozial nohalteg, eng speziell Besteuerung géifen aféieren, wat d'Taxe d'abonnement betrëfft.

Dir wësst, ech hunn am Abrëll vun dësem Joer eng Proposition de loi dozou deposéiert. An déi ass erstaunlecherweis souguer um Staatsrot aviséiert ginn, wat jo net esou oft de Fall ass, dass d'Proposition-de-loie vum Staatsrot aviséiert ginn, wa se vun der Opposition kommen. Dat ass awer hei geschitt an ech géif lech och vläicht bidden, deen Avis eng Kéier ze liesen, well awer do e Problem ass - ech hat lech dat jo scho gesot -, datt ech do gesot kréien, datt deen Artikel 176, deen d'Taxe d'abonnement fixéiert, eigentlech net méi konform wär zu der Verfassung. An dofir kréien ech dann eng Opposition formelle do opposéiert.

An ech wollt lech eigentlech just déi Fro stellen, éischters, wéi Dir dat gesitt. Ech mengen - elo net, fir mech hei ze luewen -, ech hunn hei eng Viraarbecht gemaach, déi och, mengen ech, appreciéiert ginn ass vum Staatsrot. Et schéngt awer e Problem ze si manner um Niveau vu menger Proposition de loi, mee einfach um Niveau vun deem Artikel 176. An do géif ech lech och froen, wat Der gedenkt ze maachen, well den Här Roth an ech - dee sech jo och ganz vill mat deenen Theemen do beschäftegt -, mir stellen eis d'Fro, ob iwwerhaupt nach d'Taxe d'abonnement eng Base légale huet, wann de Staatsrot der Meenung ass, datt deen Artikel, deen d'Taxe d'abonnement



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire des séances publiques n^{os} 13, 14 et 15

13^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 188
Communications	p. 188
7503 - Proposition de loi portant modification	
1 ^o de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil	
2 ^o du Code civil	p. 188
Ordre du jour	p. 188
Changement de composition d'une commission parlementaire	p. 188
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant :	
1 ^o la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;	
2 ^o la loi du 27 juillet 1938, portant création d'un fonds de réserve pour la crise ;	
3 ^o la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;	
4 ^o la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;	
5 ^o la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;	
6 ^o la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;	
7 ^o la loi modifiée du 28 avril 1998 portant	
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;	
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;	
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;	
8 ^o la loi électorale du 18 février 2003 telle que modifiée ;	
9 ^o la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;	
10 ^o la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;	
11 ^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;	
12 ^o la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;	
13 ^o la loi du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA	

et

7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Yves Cruchten	p. 188-192

14^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 192
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)	
et	
7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)	
- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances	p. 193-194
- Discussion générale	p. 195-205

15^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 206
7500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 et modifiant [...] (suite)	
et	
7501 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2019-2023 (suite)	
- Discussion générale (suite)	p. 206-227
- Prise de position du Gouvernement	p. 227-229
Ordre du jour	p. 229

fixéiert, eigentlech net méi konform zu eiser Verfassung wär.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, dat ass elo en additionelle Sujet. Ech soen lech vläicht zwou Saachen zur Taxe d'abonnement, et war och souwisou virgesinn, ech war nach net fäerdeg. Ech hunn dat effektiv e puermol schonn ugedeit a Rieden, wann ech d'Akteure vun der Finanzplaz begéint hunn, an et steet och am Koalitiounsprogramm, dass mer géifen an d'A faassen, d'Taxe d'abonnement méi gënschteg ze maache fir soutenabel Finanzen, fir soutenabel Fongen. Ech stinn dozou!

Dat Eenzezt, wat Sënn mécht, ass, dass mer dat ubannen u Krittären, déi incontestabel sinn. An Dir wësst vläicht, dass Europa amgaangen ass, eng Direktiv auszeschaffen - a mir sinn um leschte Stéppel, dat wäert nach vläicht viru Chrëschttag geschéien -, déi d'Definitiv gëtt: Wat ass „soutenabel Finanzen“, wat sinn d'Krittären, zum engen, vun de Produite selwer, an dann zweetens, wat ass de „reporting“ a wat sinn d'Konditiounen vun „disclosure“, dat heescht d'Informatioun erausginn an de Suivi an der Zäit, andeem een zréckkuckt, ob ee sech un d'Obligatiounen, un d'Contrainté gehalen huet? Dat alles wäert spéitstens, géif ech soen, am Januar fäerdeg sinn. An da kenne mer jo den europäesche Kader. Da gëtt dat iwwersat an da gëtt dat op den Instanz zewege geschéckt; bis dat publizéiert gëtt. An da wäert dat en vigueur trieden 2021 oder 2022, dat ass nach net bestëmmt.

An ech sinn der Meinung, à partir du moment, wou mer déi Krittäre kennen, kënnen eis Akteuren, kënnen sech d'Akteuren zu Lëtzebuerg preparéieren a Produiten entwéckelen, déi där neier Reegelung do, deene Standarden do ge-

recht ginn. A fir dat ze encouragéieren, wär ech bereet, an der Steuerreform d'nächst Joer, fir 2021 en vigueur ze kommen, dass déi Taxe d'abonnement soll erofgesat ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also do stinn ech derzou. An dat ass och extreem wichteg. Well ech maache gär d'Parallell mat deem, wat mer 1985, 1986, 1987 hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn: D'Fongenindustrie ass doduerch zum Deel zustane komm, net nëmme well mir d'Direktiv als Eischt emgesat hunn - dat war nämlech wouer an dat ass och deemools gutt gemaach ginn -, mee well d'Akteure sur place schonn een, zwee Joer virdru Fongen entwéckelt hunn. Dat wëlle mer hei repetéieren.

Zum Artikel 176: Wann ech dat an där kuerzer Zäit, wou ech dat elo gekuckt hunn, gutt verstanen hunn, ass d'Kritik vum Conseil d'État, dass een net e méi gënschtegen Taux ka ginn op Basis vun engem Règlement grand-ducal. Dat muss een iwwer Gesetz maachen. Dat, wat ech elo grad gesot hunn, wa mer dat géifen d'nächst Joer maachen, da maache mer dat iwwert d'Voie légale an net iwwer Règlement grand-ducal.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass déi aner Opposition formelle, vun där Dir elo geschwat hutt, déi ass och dran. Mee déi aner huet eppes generell - liest dat! - mat der Konformitéit vum Artikel 176 ze dinn.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Da kucke mer dat och no.

Sou, an da sinn ech bal fäerdeg. Elo wollt ech awer, well den Här Mosar mech do - enfin mech, also eis alleguerten - e bësse gezësst

huet an d'Bild vun der Titanic gebraucht huet, wou ech natierlech fonnt hunn, dass et liicht iwwerdriwwer wär.

(Hilarité)

Well d'Titanic, déi geet jo schliisslech enner zum Schluss. Déi rett sech jo net, d'Titanic.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat hänt vun lech of!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, mee ech mengen net, dass mir op der Titanic sinn, Här Mosar.

(Interruption)

An ech muss soen, déi Angscht, déi Dir hutt, dass mat all deenen neie Reegelen an der internationaler Steuerlandschaft dat en Impact op Lëtzebuerg huet, op eis Recetten: Ech deelen déi Analys, awer net an deem Mooss an an deenen Zifferen, déi Dir genannt hutt!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ... déi Zifferen, et sinn net meng. Et sinn déi vun der Europäescher Kommissioun.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, jo, do gëtt et eng ganz Panoplie vun Zifferen.

Mee wat hu mer dann elo déi zwee lescht Joer festgestallt? Elo wou déi Landschaft amgaangen ass ze changéieren, hu mer de Moment méi Recetten erakritt, wéi mer jee geduecht haten. Mee mir sinn awer virsichteg. Ech hunn dat jo a menger Ried haut an och schonn am Oktober gesot: Mir si ganz virsichteg an der Kierperschaftssteuer, well mer justement déi Risike gesinn.

An elo maachen ech lech net ganz zefridden, mee ech muss dat awer hei soen: Dir schwätzt

vun engem Risk, dee méiglech ass, mee deen een nach net kann ëmfaassen. Wéi d'Regierung Bettel 1 ugetrueden ass, dunn hate mer en Äisberg virun eis, dee war clairement identifié, an dat war d'Taxation électronique. An do wouste ee genau, wéini e géif kommen a wéi vill e géif kaschten.

(Interruption)

An do ass näischt gemaach ginn! Dofir wëll ech soen, dass Der esou virsichteg mat eis sidd a sot: „Passt op!“, ech akzeptéieren dat 100%eg. An ech kann lech soen: Als Finanzminister ass et mäi Rôle, fir dat seriö ze huelen!

Als Konkusioun wollt ech soen, dass ech ganz geéiert sinn, dass ech mat engem oder mat zwee Moler verglach gi sinn. Fir d'éischt, d'Madamm Hansen huet mech mat zwee Moler verglach, well si huet vun engem Artiste contemporain geschwat, deen e wäisse Carré op e wäisst Blat setzt. Dat ass de Kasimir Malewitsch gewiescht, deen dat gemaach huet. An ech muss lech soen, dat erënnert mech drun, wéi ech Finanzminister gi sinn, do hunn ech nämlech esou e Bild fonnt. Ech hu gekuckt a gekuckt a gesot: „Wéi méchs de et elo, fir dass de déi Finanzen hei erëm an d'Rei kriss?“, well d'Suen hunn ech net fonnt!

(Hilarité)

Deen Zweeten, den Dalí, do sinn ech och ganz frou driwwer. Den Dalí ass e Surrealist, deen - ech weess net, wien ennerstrach huet, dass en awer net abstrakt gemoolt huet - ganz detailléiert gemoolt huet. An ech ka mech och mam Dalí ufrënnen, well ech deen Artist och ëmmer gären hat. En erënnert mech u meng Zäit zu Paräis. Do war eng grouss Ausstellung vum Dalí am Centre Beaubourg, wéi mer do Studente waren. Dat war eng super Ausstellung, wierklech eng super Ausstellung! An den Dalí, deen ass also extreem prezis a sengen Zeechnungen, mat ganz vill Imaginatioun. An ech soe mer: „Dat passt och bei e Finanzminister!“

(Hilarité)

An dat Drëtt, dat ass dann de Kollege Berger, deen dat gesot huet: den Hattrick! Den Hattrick, jo, dat ass jo da Fussball, dräi Goler an enger Halbzeit ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Wann et alt keng Selbstgoler sinn!

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Nee, nee, nee!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also, ech akzeptéieren d'Kompliment natierlech och. Ech géif da warscheinlech eng blo Box undoen. A well eis gréng Kolleegen esou fonnt hunn, dass ech e gréng Minister sinn, géif ech e gréngt Hiem undoen an dann natierlech rout Strémp.

► **Plusieurs voix.**- Al!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Well wann e Stiermer vill Goler schéisst, dann ass dat, well d'Ekipp gutt ass. A mir hunn eng gutt Ekipp a mir hunn e gudde Budget fir 2020!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zum Vott iwwert de Budget 2020 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle kommen, muss mer muer de Moien nach fir d'éischt iwwert de Projet de loi 7447 iwwert de Compte général fir den Exercice 2018 diskutéieren an ofstëmme.

3. Ordre du jour

Wat elo den Ordre du jour vu muer ubelaangt, hunn ech en Uleies erakritt: Et gëtt proposéiert, fir de Projet de loi 7494, eng Ofännerung vum Regëster fir den État civil, dee muer de Mëtten als leschte Projet um Ordre du jour steet, op den Ordre du jour vu muer de Moien ze verréckelen. De Projet de loi 7494 géif dann als leschte Punkt vum Ordre du jour vun der Sitzung vu muer de Moien drukommen.

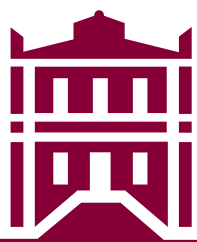
Ass d'Chamber mat deser Ofännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.44 heures.)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1380	Marc Goergen	Limitation de vitesse en cas de pluie
1531	Sven Clement	Pluralisme des médias
1535	Mars Di Bartolomeo	Décès liés à l'usage de la cigarette électronique
1537	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Demandes de stages dans l'enseignement fondamental ou secondaire
1538	Marc Goergen	Bénéficiaires effectifs dans le cas d'une faillite
1539	Fernand Kartheiser	Énergie éolienne
1542	Charles Margue	Entrepreneuriat au Luxembourg
1546	Jeff Engelen	Compteurs intelligents
1550	Mars Di Bartolomeo	Transports scolaires
1553	Mars Di Bartolomeo	Radar feu rouge
1555	Mars Di Bartolomeo	Modernisation de la flotte d'avions AWACS
1556	Dan Biancalana	Introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire
1557	Laurent Mosar	Nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041
1560	Georges Mischo	Concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis
1561	Viviane Reding	Infrastructure 5G suite à la nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041
1562	Diane Adehm	Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise et les ressources humaines dans l'Armée
1564	Dan Biancalana	Enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise
1565	Marc Goergen	Low Noise Augmentation System
1566	Gilles Baum	Appellation d'origine protégée - Moselle luxembourgeoise
1568	Carole Hartmann, Gilles Baum	Cybersécurité dans le secteur de la santé
1569	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Crise humanitaire au Yémen
1570	Fernand Kartheiser	Harcèlement à l'école
1571	Marc Spautz	Bandes de circulation réservées au covoiturage
1572	Laurent Mosar	POST Luxembourg
1574	Chantal Gary	Index sur l'égalité des genres
1575	Marc Baum	Conseil national pour étrangers

1577	André Bauler	Projet de la SNHBM sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch
1578	Gilles Baum, Gusty Graas	Abolition de l'argent liquide
1580	Mars Di Bartolomeo	Logements inoccupés
1582	Marc Goergen	Terrain prévu pour la construction du centre de données de Google
1584	Paul Galles	Formation continue pour enseignants
1585	Fernand Kartheiser	Pluralisme des opinions
1586	Laurent Mosar	Fiscalité du numérique
1587	David Wagner	Radio socioculturelle 100,7
1588	Marc Goergen	Travaux d'impression de l'État
1589	Marc Baum	Signification d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle allemande pour le revenu d'inclusion sociale
1590	Marc Spautz	Déchets électroniques
1591	Josée Lorsché, Charles Margue	Traite des êtres humains dans le monde virtuel
1593	Marc Goergen	Dérives sectaires
1594	Marc Spautz, Paul Galles	Risque de pauvreté des personnes âgées
1595	Marc Goergen	Réaffectation d'un fonctionnaire de l'Armée luxembourgeoise
1596	Mars Di Bartolomeo	Programmes de médecine préventive financés par la CNS
1599	Carole Hartmann, Gilles Baum	Campagne de sensibilisation pour les professions de santé
1601	Marc Goergen	Recrutement auprès de l'Armée luxembourgeoise
1603	Marc Goergen	Principe de rotation auprès de l'Armée luxembourgeoise
1604	Paul Galles	REVIS
1607	Marc Hansen	Processus d'attribution des fréquences pour le futur réseau 5G
1608	Jeff Engelen	Aide sociale
1610	Mars Di Bartolomeo	Projet pilote « Télétravail »
1980	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Excursions et voyages scolaires dans le cadre de l'épidémie du coronavirus 2019-nCoV (Covid-19)
2004	Jeff Engelen, Roy Reding	Circulaire du Service de santé au travail multisectoriel concernant des mesures de quarantaine

Question 1380 (23.10.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la limitation de vitesse en cas de pluie :

De Code de la route gesäit vir, dass d'Vitesse-limitatioun op den Autobunne bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat gëtt. Dës Mesure besteet aus Precautioun, well bei naasse Stroossen de Bremswee méi laang ass wéi op dréche Stroossen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autofuerer op enger Autobunn, déi bei Nidderschlag méi schnell wéi 110 km/h gefuer sinn, goufen an de leschte fënnf Joer protokolléiert (opgeléicht pro Joer)?

2. Gi bei Nidderschlag och d'Schwellwäerter vun de mobille Radaren op 110 km/h ëmgestallt?

3. Wéi vill Accidenter goufen et an de leschte fënnf Joer op den Autobunne bei Nidderschlag?

4. Wéi oft huet d'Police an de leschte fënnf Joer d'Vitesse-limitatiounen op den Autobunne bei Nidderschlag kontrolléiert?

5. Ass de Minister der Meenung, dass genuch Policekontrolle bei schlechte Wiederkonditiounen duerchgefouert gi sinn?

Réponse (24.01.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1. D'statistesche Datebanke vun der Police erméiglechen et net, op Wiederkonditiounen ze filteren.

Dat selwecht gëllt och fir d'Avvertissements taxés, do awer aus deem Grond, dass déi Artikel vum Code de la route, déi hei a Fro kommen, fir ze héich Vitesse op der Autobunn ze sanktionéieren, identesch libelléiert sinn (Inobservation sur une autoroute de la limite de vitesse de 130 km/h par temps normal ou de

110 km/h en cas de pluie ou d'autres précipitations par un autre véhicule), onafhängeg dovunner, wéi d'Wiederkonditiounen sinn. Hei gëtt just den Dëppassament u sech sanktionéiert (Art. 139-17 : dépassement étant inférieur ou égal à 25 km/h / Art. 139-18 : le dépassement étant supérieur à 25 km/h).

ad 2. D'Schwellwäerter vun de mobille Radare gi systematesch ëmgestallt, wann d'Wiederkonditiounen dës erfuerechen.

ad 3. D'statistesche Datebanke vun der Police erméiglechen et net, op dese gefrote Punkt ze filteren. Deemo ass net gewosst, wéi vill Accidenter et an de leschte fënnf Joer op den Autobunne gouf wéinst Nidderschlag.

ad 4. D'Policeunitéit op der Autobunn ass all Dag am Asaz a mécht reegelméisseg Kontrolle souwuel mam mobille Radar wéi och aus dem fuerenden Auto eraus. Heibäi gëtt awer net festgehale, ënner wéi enge Wiederkonditiounen dës Kontrollen duerchgefouert goufen.

ad 5. D'Police ass bei alle Wiederkonditiounen present op der Strooss. Schlecht Wiederkonditiounen stellen natierlech en erhéicht Risk duer fir d'Sécherheet vun de Verkéiersteilnehmer an de Polizeibeamten, soudatt au cas par cas muss evaluéiert ginn, ob Kontrolle bei schlechte Wiederkonditiounen duerchgefouert kënnen ginn.

Question 1531 (25.11.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le pluralisme des médias :

D'Etüd vum Centre for Media Pluralism and Media Freedom „Monitoring Media Pluralism in Europe“ aus dem Joer 2017 koom zur Konklusioun, dass Lëtzebuerg zwar eng, par rapport zu senger Gréisst, ganz räich Medieland-

schaft huet, allerdéngs besteet d'Gefor vun enger Konzentratioun vun de Besëtzerhändler. Esou besteet an der Kategorie „Concentration of media ownership“ (92 %) een „high risk“ vun enger Konzentratioun. D'selwecht ass et fir d'Kategorie „Concentration of cross-media ownership“, wou de Risk vun enger Konzentratioun mat 94 % souguer nach méi héich ass. De Rapport hält fest, dass d'Lëtzebuurger Legislatioun keng Limitte respektiv keng spezifesch Krittäre festhält, déi eng Konzentratioun kéinte verhënneren.

A menger Question parlementaire N° 1011 vum 2. August 2019 hunn ech op den Émstand opmierksam gemaach, dass d'ALIA sech an hirem Avis 1/2016 well em eng Konzentratioun vun de Medien zu Lëtzebuerg gesuergt huet. De Premierminister ass deemools net op meng Bedenken agang, soudatt ech bis haut net weess, ob hien dës Entwécklung problematesch gesäit oder net. Deemo ass et em d'Attributioun vum Réseau d'émission n° 2 un L'essentiel Radio gaangen - eng Sociéité, déi zum Deel der CLT-UFA gehéiert.

De 25. November 2019 war an der Lëtzebuurger Press ze liesen, dass d'CLT-UFA, d'RTL-Mammenhaus, duerch d'ALIA autoriséiert gouf, d'Parte vun Editpress (25 %) un Eldorado ze iwwerhuelen. Domat wier d'CLT-UFA eenzege Proprietär vu Luxradio. Dem ALIA-President no gouf et „kee legaalt Argument“, fir der Demande vun Editpress net nozekommen. D'CLT-UFA kontrolléiert soumat RTL-Radio an -Télee, Luxradio an zum Deel L'essentiel Radio. De Risk vun enger Konzentratioun, deem 2017 bei 92 respektiv 94 Prozent louch, geet domat nach weider an d'Luucht. De gesetzleche Kader bleift dobäi de selwechten.

Am Koalitionsaccord ass iwwerdeems Folgendes ze liesen: « Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à

la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. »

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Stëmmt den Här Premierminister der Etüd vum „Centre for Media Pluralism and Media Freedom“, déi vun engem héije Risk fir eng Konzentratioun vun de Besëtzerhändler an der Lëtzebuurger Mediellandschaft ausgeet, zou? Wa jo, wat gedenkt de Minister géint dës Situatioun ze ënnerhuelen?

2. Gesäit d'Regierung aktuell méi Mëttele, souwuel finanziell wéi och personell, fir d'ALIA vir?

3. Wëssend, dass e Member vum Conseil d'administration vun der ALIA net Member vun der Regierung, der Chamber, dem Staatsrot, dem Europäesche Parlament, engem Gemengen- oder Schäfferot asw. däréi sinn, gesäit de Minister eng Necessitéit, dës Inkompatibilitéit op Mataarbechter, Beroder a Spriecher vu Parteien oder Fraktiounen auszedeenen?

4. Der ALIA si momentan d'Hänn gebonnen, fir enger Konzentratioun vun de Besëtzerhändler an der Mediellandschaft zu Lëtzebuerg entgéintzewierken. Ass d'Regierung gewëllt, ze legiferéieren, fir dem Risk respektiv der Realitéit vun enger Konzentratioun héchstméiglech entgéintzewierken an der ALIA méi Moyenen un

d'Hand ze ginn a soumat potenziell fir méi „gesond“ Besëtzerhältnesser an der Lëtzebuurger Mediellandschaft ze suergen?

5. Gesäit den Här Premierminister eng Opportunitéit, fir am Kader vun der Consultatiounsdebatt an der Chamber iwwert de Service public, dee vum Koalitionsaccord vun 2018 virgesinn ass, d'Fro vun der Medipluralitéit an der Konzentratioun vun de Besëtzerhältnesser am gläichen Zoch opzeweieren? Sinn déi rezent Entwécklungen an der Mediellandschaft fir den Här Premierminister Grond genuch, fir den Debat ëm d'Zukunft vun Quatrième pouvoir zu Lëtzebuerg virzeziehen? Wa jo, fir wéini ass d'Consultatiounsdebatt an der Chamber ugeat? Wann nee, firwat net, an ass de Premierminister der Meenung, datt eng Konzentratioun an deem aktuelle Mooss de Standard vun enger moderner Demokratie gerecht gëtt?

Réponse (23.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1. De Kommunikatiouns- a Medieminister ënnersträicht, dass de Medipluralismus zu Lëtzebuerg garantéiert ass a garantéiert bleift. D'Villfältigkeit an d'Onofhängegkeet vun de Medie si Grondprinzipien, déi expressis verbis am Koalitionsaccord festgehalen sinn:

« Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. » (p. 9)

Déi Prinzipie vun Independance a Pluralismus sinn zu Lëtzebuerg net a Gefor an d'Regierung ass decidéiert, déi Prinzipien och weider ze stäerken.

ad 2. D'ALIA huet als onofhängege Regulateur eng Panoplie vun Aufgaben, déi sech och duerch d'Evolution vun de Medien an den europäesche legale Kadere permanent weiterentwickelt, esou dass och méi Ressourcen an Zukunft néideg sinn an d'Regierung verschléisst sech deem net.

ad 3. D'Membere vun Conseil d'administration vun der ALIA mussen d'Konditiounen erfüllen, wéi se am Artikel 20 vum Gesetz vum 27. August 2013 iwwert d'Kreatioun vun der ALIA virgesi sinn. D'Fro vun honorablen Deputéierten ass onemësverständlech viséiert op e Member vun Conseil d'administration, dee viru senger Nominatioun an de Conseil d'administration vun der ALIA eng Aufgab als Consultant fir eng Oppositionspartei hat. Dernieft war des Persoun och Chefredakter vum „Lëtzebuurger Wort“. Eng Expérience an de Medien ass net inkompatibel, mee e wichtege Atout fir e Member vun Verwaltungsrat vun der ALIA.

ad 4. Et ass net ersichtlech, wat den honorablen Deputéierten mam subjektive Begrëff „gesond“ mengt betreffend onofhängeg Medien, an d'Regierung ass net der Meenung, dass de Staat e fundamentale Prinzip vun der Fräiheet soll aschränken, andeems en aktiv an d'„Besëtzerhältnesser“ vu Personnes physiques oder morales agräift.

ad 5. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Medien eng zentral Roll an der Demokratie hunn an dass de Staat d'Aufgab huet, d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vun der Press ze garantéieren, an dat gëllt esouwuel fir déi privat ewéi fir déi ëffentlech-rechtlech Medien. D'Chamber ass och eegestänneg, fräi an onofhängeg a kann all Sujet am Kader vun engem Debat féieren. Déi ugeschwate Consultatiounsdebatt iwwert de Service public soll an den éischte Méint vum Joer 2020 stattfannen.

Question 1535 (27.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **décès liés à l'usage de la cigarette électronique** :

Aux États-Unis, des centaines d'hospitalisations et plusieurs décès sont attribués à l'usage respectivement le mésusage de la cigarette électronique.

Récemment, un jeune belge de 18 ans est décédé après avoir inhalé un mélange de produits nocifs par l'intermédiaire d'une cigarette électronique.

Selon la Ministre de la Santé en Belgique, le lien avec la cigarette électronique est établi.

Sans vouloir ignorer la contribution que peut apporter la cigarette électronique dans la lutte antitabac, les incidents graves aux États-Unis comme en Belgique devraient appeler à la plus grande vigilance.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé quelles sont les mesures de prévention, de contrôle et de réglementation prises au Luxembourg pour éviter de tels incidents dus au mésusage de la cigarette électronique.

- Est-ce que des problèmes de santé liés à l'usage de ce vecteur ont été rapportés dans notre pays ?

Réponse (23.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Les États-Unis font actuellement face à une épidémie d'intoxications graves par la cigarette électronique. Il s'agit de la survenue de maladies pulmonaires graves sur des sujets en bonne santé et n'ayant aucun antécédent pulmonaire. Les derniers chiffres reçus par le CDC (Centers for Disease Control and Prevention USA) qui datent du 3 décembre dernier, font état de 2.291 cas d'intoxications qui ont nécessité une hospitalisation et de 48 décès confirmés à travers 25 États du pays. Des analyses sont toujours en cours pour déterminer exactement l'agent qui a causé le décès, mais de fortes suspicions se portent sur les e-liquides contenant de l'acétate de vitamine E et du THC (qui est le principe actif de la plante de cannabis). La majorité des e-liquides en cause contenaient en effet ces deux substances.¹

L'évolution de la situation aux États-Unis est suivie avec beaucoup d'attention par la Direction de la Santé et le Ministère de la Santé.

En Europe, un cas similaire aux États-Unis nécessitant une hospitalisation a été signalé en France. Il s'agissait d'un ressortissant américain en vacances dans l'Hexagone. En Belgique, le 14 novembre dernier, un jeune homme qui avait vapoté un e-liquide à base de CBD a été hospitalisé et est décédé peu de temps après, suite à une détresse respiratoire. Un lien entre l'e-liquide et la maladie provoquée a été rapidement suspecté, mais aucune preuve n'existe à l'heure actuelle confirmant cette hypothèse. Nous savons que la victime avait consommé un e-liquide contenant du CBD, mais pas d'acétate de vitamine E, comme pour les cas rapportés aux États-Unis. De plus, aucun membre familial ayant consommé le même produit n'avait été malade.

La loi antitabac a dû être adaptée pour pouvoir encadrer l'évolution du marché avec l'arrivée de nouveaux produits du tabac, comme les cigarettes électroniques. En effet, depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} août 2017 de la loi du 13 juin 2017 transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes ; abrogeant la directive 2001/37/CE ; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, des mesures préventives supplémentaires s'appliquent également aux cigarettes électroniques :

- les produits de cigarettes électroniques sont maintenant encadrés de la même manière que les produits du tabac. Par conséquent, les produits de cigarettes électroniques sont soumis aux mêmes interdictions de fumer que les cigarettes conventionnelles et autres produits du tabac.

- L'article 6 de la loi antitabac, relatif aux lieux où il est interdit de fumer, s'applique désormais également aux produits de la cigarette électronique. Cet article s'est enrichi de nouvelles mesures de lutte contre l'exposition au tabagisme et vapotage passif, notamment chez les jeunes :

• interdiction de fumer dans les véhicules quand un enfant de moins de douze ans se trouve à bord ;

• interdiction de fumer sur les aires de jeux ;

• interdiction de fumer dans les enceintes sportives ouvertes quand des enfants de moins de 16 ans y font du sport.

- Interdiction de vente de produits du tabac et de produits de la cigarette électronique aux moins de 18 ans.

La Direction de la Santé, qui est en charge de la surveillance des liquides électroniques pour le marché luxembourgeois, a rapidement contacté l'autorité sanitaire belge, le SPF Santé publique, pour s'informer de la situation en Belgique et pour être tenue au courant de toute évolution. La Direction de la Santé et le Ministère de la Santé sont également en contact avec la Commission européenne et les États membres

pour être tenus au courant de la situation en Europe.

La loi antitabac luxembourgeoise prévoit que les substances dans les e-liquides doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction de la Santé, six mois avant la mise sur le marché, et l'utilisation de THC n'est pas permise dans les e-liquides. Aucun produit de cigarette électronique contenant du CBD, THC ou acétate de vitamine E n'a été déclaré pour le marché luxembourgeois.

Rappelons que le Luxembourg est un des rares pays à interdire la vente et l'achat à distance de produits du tabac depuis le Luxembourg et vers le marché luxembourgeois, ceci inclut les produits de cigarettes électroniques. Par conséquent, les sites Internet commerciaux pour les produits de cigarette électroniques ne sont pas autorisés dans notre pays. L'Administration des douanes et accises a été informée des nouvelles dispositions de la loi et effectue les saisies sur les marchandises issues du commerce électronique pour les produits tabac. Cette mesure constitue un moyen supplémentaire de contrôler le transit d'e-liquides sur le territoire luxembourgeois et en provenance de pays tiers intra- et extraeuropéens.

Nous savons que les e-liquides actuellement suspectés en Europe n'avaient pas été déclarés aux autorités et qu'il s'agissait de produits de fabrication artisanale et non-réglés.

La réglementation au Luxembourg et en Europe est différente de celle des États-Unis sur les produits de cigarettes électroniques.

L'article 7 de la loi antitabac du 13 juin 2017 précitée interdit l'utilisation des additifs suivants dans les e-liquides avec nicotine :

- vitamines ou autres additifs laissant entendre qu'un produit du tabac a des effets bénéfiques sur la santé ou que les risques qu'il présente pour la santé ont été réduits ;

- caféine, taurine ou autres additifs et stimulants associés à l'énergie et à la vitalité ;

- additifs qui confèrent des propriétés colorantes aux émissions de fumée ;

- additifs qui facilitent l'inhalation ou l'absorption de nicotine ;

- additifs qui, sans combustion, ont des propriétés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction humaine.

Question 1537 (27.11.2019) de **Mmes Djuna Bernard et Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **demandes de stages dans l'enseignement fondamental ou secondaire** :

Depuis de longues années déjà, des élèves de certaines classes du cycle inférieur de l'enseignement général doivent obligatoirement faire des stages d'initiation professionnelle dans le monde du travail.

Afin de garantir une meilleure orientation scolaire et professionnelle, de plus en plus d'établissements scolaires encouragent leurs élèves des cycles supérieurs à effectuer eux aussi un ou plusieurs stages au cours de leur parcours scolaire. Ces expériences permettent aux élèves d'entrer en contact avec le monde du travail et de mener une autoréflexion sur leurs intérêts et perspectives futures.

Or, selon nos informations, des élèves du cycle supérieur, désireux d'effectuer des stages dans l'enseignement fondamental et/ou secondaire, reçoivent systématiquement des réponses négatives de la part des directions générales du MENJE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations mentionnées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour les réponses négatives de la part du MENJE ?

3) Vu la pénurie actuelle d'enseignants tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il serait opportun de permettre aux élèves intéressés d'effectuer des stages dans l'enseignement ?

4) Quelles sont les mesures envisagées par le Ministère pour éveiller l'intérêt des jeunes au métier d'enseignant ?

Réponse (20.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Il est vrai que les établissements scolaires encouragent leurs élèves du cycle supérieur à

effectuer des stages à des fins d'information et d'orientation, y compris dans le milieu scolaire. Bon nombre d'élèves choisissent ainsi des stages dans l'enseignement fondamental.

Or, il me revient que, dans le passé, des élèves des classes inférieures ont opté pour des raisons de facilité (p. ex. : contact avec les anciens condisciples, proximité au lieu de résidence, rencontre de leurs enseignants préalables, etc.) pour une intervention dans les classes de l'enseignement fondamental. Mes services n'ont pas soutenu cette approche. Il est en effet permis d'émettre des réserves quant à l'utilité d'un stage d'observation dans un milieu que les élèves ont quitté seulement quelques années plus tôt, voire l'année précédente.

Pour mon Ministère, il s'avère opportun de favoriser l'intervention des élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire dans les classes des écoles fondamentales. D'ailleurs les écoles fondamentales accueillent déjà un nombre important de stagiaires, déposant d'un diplôme de fin d'études secondaires, à savoir 413 personnes réalisant actuellement ou ayant réalisé un stage en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental depuis la rentrée 2019 et 132 étudiants intervenant dans les écoles fondamentales dans le cadre de leur formation initiale d'instituteur.

Question 1538 (27.11.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **bénéficiaires effectifs dans le cas d'une faillite** :

Duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 gouf de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) agefouert. Saitdeem sinn d'Sociétéiten zu Lëtzebuerg opgefuerdert, den Notznehmer vun enger Entreprise oder ASBL ze identifizeieren. De leschten Delai dofir leeft den 30. November 2019 of. Am Gesetz steet allerdéngs näischt iwwert d'Sociétéiten, déi sech an enger Faillite befannen. Tatsächlech ass et bei enger Faillite de Curateur, deen d'lafend Geschäfte an domadder och d'Responsabilitéit vun enger Sociétéit iwwerhëlt.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Wirtschaft a Justiz dës Fro stellen:

1. Gëllt e Curateur bei der Faillite vun enger Firma als neie Bénéficiaire effectif?

- Falls jo, ass de Curateur responsabel, fir d'Donnéeë vun der Sociétéit am RBE anzuedroen?

- Falls jo, ass de Curateur fir d'Netaschreiwung vum Bénéficiaire effectif am RBE haftbar a muss an deem Fall déi gesetzlech virgesinne Geldstrofe bezuelen?

- Falls nee, wie gëtt am Fall vun enger net clôturierter Faillite als Bénéficiaire effectif am RBE agedroen?

2. Goufen nom Akraafttriede vum Gesetz vum 13. Januar 2019 fir all d'Sociétéiten, déi an enger net clôturierter Faillite waren, d'Bénéficiaires effectifs agedroen? Falls nee, firwat net?

3. Wéi vill Sociétéiten, déi sech an enger net clôturierter Faillite befannen, sinn, Stand haut, (voire Enn November) net am RBE ageschriwwen?

Réponse commune (20.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

D'Situatioun vum Curateur bei der Faillite ass änlech wéi d'Situatioun vum Liquidateur. Falls keng Persoun als Bénéficiaire effectif identifizéiert ginn ass, muss de Curateur als „dirigeant principal“ agedroen ginn.

D'Responsabilitéit fir d'Androe vum Bénéficiaire effectif am Registre des bénéficiaires effectifs läit beim Curateur, well d'Dirigeantéit vun enger Gesellschaft no der Faillite am Prinzip net méi fir d'Gesellschaft agéiere kënnen.

Op de 5. Dezember 2019 goufen et 4.171 Sociétéiten, déi an enger net clôturierter Faillite waren. Vun deene Sociétéite waren nëmmen 364 am Registre des bénéficiaires effectifs agedroen.

Eng Entrevue huet stattfont mat Vertrieeder vum Barreau (meeschtens sinn d'Curateuren Affekoten), fir iwwert dës Situatioun ze schwätzen.

Eng méiglech Ursach fir dës Situatioun, ass dass d'Dirigeants principaux als Dirigeants principaux am Registre des bénéficiaires effectifs agedroen ginn ouni weider Detailler, déi och net vum Gesetz verlaangt sinn.

De Gestionnaire vum Registre des bénéficiaires effectifs (Luxembourg Business Register) envisagéiert, fir 2020 d'Formularen ze komplet-

¹ https://www.cdc.gov/tobacco/basic_information/e-cigarettes/severe-lung-disease.html

teieren an esou d'Méiglechkeet ze ginn, fir fräiwëlleg ze preziséieren, a wat fir enger Qualität en Dirigeant principal agedroe ginn ass (z. B., all Curateur). Dat wäert dozou bäidroen, fir kloer den Ennerscheid ze maachen tëscht engem Dirigeant principal, deen Administrateur oder Gerant ass, an enger Persoun, déi Liquidateur oder Curateur ass.

Question 1539 (27.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'énergie éolienne :

Wandenergie gëtt als eng „propper“ Energie duergestallt, woumat dacks gemengt ass, datt d'Produktioun vun där Form vun Energie keng bleiwend Ëmweltschied géif hannerloossen an och keng Zäregase géif fräisetzen.

Elo, wou awer ëmmer méi Wandenergieanlagen uechtert d'Welt ofgebaut ginn, zum Deel, fir se duerch neier ze ersetzen, an zum Deel, fir se definitiv ofzebauen, well se sech net rentéieren oder hiren Impakt op d'Ëmwelt kritiséiert gëtt, ass et awer och un der Zäit, fir méi e globalen Ëmweltbilan vun de Wandmille ze maachen.

A verschiddene parlamentaresche Froen hunn ech schon Ëmweltschied duerch d'Wandenergie ugeschwat, zum Beispill d'Konsequenzen op d'Vullen an d'Flantermas oder och de Gebrauch vu Neodymium.

An dem Zesummenhank wollt ech der Regierung elo, zousätzlech, dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ar oder souger Hektar Bësch sinn zu Lëtzebuerg bis elo ewechgemaach ginn, fir d'Installatioun vu Wandenergie ze erméiglechen? Wat ass an deem Zesummenhank nach geplangt?

2. D'Wandenergieanlagen brauchen en zolidd Fëllement, dacks aus Stolbëton. Dëst reecht meterdéif an de Buedem. Wéi sinn d'Normen zu Lëtzebuerg? Wéi vill Kubikmeter grous sinn déi Fëllementer, déi hei gebraucht ginn, a wéi déif gi si an de Buedem? Wéi vill Kuelendioxid gëtt fir d'Produktioun vun esou engem Fëllement produziéiert? Wat geschitt mat dem Stolbëton, wann eng Wandenergieanlage ofgebaut gëtt? Gëtt dee ganze Site duerno saniéiert an zréck an den Ursprongszoustand versat, an zwar op där ganzer Déift vum Bëtonsockel?

3. Wéi laang ass d'Liewensdauer vun de Wandenergieanlagen zu Lëtzebuerg? Wéi eng Installatiounen müssen a wéi engem Zäitraum ersat oder ofgebaut ginn?

4. Ginn all Wandenergieanlagen, déi net méi am Gebrauch sinn, integral ofgebaut? Op wéi seng Käschten an a wéi enger Delaien?

5. Wéi vill extra Offall gëtt duerch den Ofbau vun enger Wandmille produziéiert? Wéi eng Komponente kënnen net oder nëmme ganz schwéier recycéléiert ginn? Wouhi ginn déi eenzel Deeler bruecht, besonnesch déi net recyclabel an/oder géifge Offall? Gëtt et eng Deponie hei am Land oder am noen Ausland, déi fir deen Zweck benotzt ka ginn?

6. Wéi vill Käschte si mat dem Ofbau vun enger Wandenergieanlage verbonden (Ofbau, speziellen Traitement vun extra Offall, Extraktioun vum Bëtonsockel, Sanéierung vum Buedem, Oftransport, Recycling, Deponien, Reforestatioun oder aner Notzung vum Site)? Ginn déi Käschte mat an d'Rentabilitéitsberechnung vun enger Wandenergieanlage vun Ufank u mat age-rechent?

Réponse commune (21.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Hei am Land ass nach keng Wandenergieanlage am Bësch autoriséiert ginn. Et ass d'Politik vun der Regierung, de Bësch als Liewensraum fir Déieren an als Erhuelungsraum fir de Mënsch ze erhalen an d'Wandenergieanlagen nëmme op dem fräie Feld ze placéieren. Bis ewell ass deemno keen natierleche Bësch ewechgemaach ginn. An Eenzelfäll goufen eeler Krëschtbamplanzungen, déi net als Bësch ugesi ginn, um Standuert vun enger Wandenergieanlage gerodet.

ad 2. D'Norme fir de Bau vu Fëllementer vun Wandenergieanlage bezéie sech op Sécherheitsaspekter (z. B. Statik). D'Gréisst vum Fëllement ass ofhängeg vun der installéierter Wandenergieanlage a vum Standuert. Bei deenen aktuell geplangten Anlagen hunn d'Fëllementer e Bausenduerchmiesser vun 22 bis 26 m an eng Héicht, déi tëscht 2,45 m an 3,85 m läit. Dobäi ginn ëm déi 600 m³ Bëton an ëm déi 100 t Stol verschafft. Den Zementdeel an d'Dicht vum Bëton hänke vun der Zort Bëton of, déi agesat gëtt. Eng Ausso zum Rapport Bëton/CO₂ kann dofir net gemaach ginn.

Stolbëton ass e Material, dat recycéléiert ka ginn. D'Offallgesetz gesäit vir, dass virum

Ofdrappen e Materialinventaire muss gemaach ginn, fir ze wëssen, wat fir eng Offäll wäerten ufalen. An deem Inventaire muss och stoen, wéi een déi eenzel Materialie wëllt ewechhuelen. Déi Materialie muss separat gemammelt ginn, eng Verschlechterung vun der Qualität vum ze recycélierende Material duerch Vermesche vu verschiddene Materialien ass ze evitéieren.

Déi lescht Fro gëtt am Punkt 4 mat beäntwert.

ad 3. Tendenziell kënnen Wandmille Lafzäite vun 20 bis 25 Joer erreechen. Déi éischt Anlage sinn zu Lëtzebuerg no ongeféier 20 Joer ofgebaut ginn.

Et gëtt kee Krittär, wéini Anlagen ersat misste ginn. Et ass awer esou, dass et wéi an all Beräich lafend besser a méi effikass Anlage gëtt an den Exploitant natierlech Interêt huet, eng vereelstent Anlag duerch eng méi performant ze ersetzen.

Ofgebaut gi müssen Anlage just am Fall vun enger Cessation d'activité (Ausserbetribnam). Wéini deen Zäitpunkt komm ass, decidéiert den Exploitant oder e gëtt, wann deen dat net matgedeeht hätt, vun der Ëmweltverwaltung festgestallt.

Déi garantéiert reglementaresch Remuneration gëtt iwwer 15 Joer accordéiert. Duerno muss d'Anlag mam Maartpräiss auskommen. Jee nodeem wéi héich dee Maartpräiss ass a wéi héich d'Betribs- an Instandhaltungskäschte sinn, gëtt d'Anlag da méi oder manner laang weider bedriwwen.

ad 4. Am Kader vun enger Cessation d'activité schreift dee fir Ëmwelt zoustännege Minister op Basis vum Kommodogesetz vir, dass déi Anlagen ofgebaut (zréckgebaut) mussen ginn. „Sanéiert“ misst just an deem Fall ginn, wou d'Anlag eng Buedempollutioun verursaacht hätt. Déi genee Konditiounen am Kader vun der Cessation d'activité ginn an enger ministerieller Decisioun festgehalen. Am selwechte Kontext fixéiert de Minister den Delai fir de Réckbau. Allgemeng läit dee bei 12 Méint.

D'Versetze vum Terrain an den Ursprongszoustand ass dobäi ëmmer déi éischt Optioun. Sollten d'Bëtonsockele weiderhi gebraucht ginn, kéinte si eventuell op der Plaz verbleiwen oder nëmme deelweis erausgeholl ginn. Fir all Fall vun Ausserbetribnam gëtt dat individuell jugéiert.

D'Käschte fir de Réckbau muss den Exploitant droen.

ad 5. Der Ëmweltverwaltung leie keng spezifesch Donnéeën iwwer d'Offäll, déi duerch den Ofbau vu Wandmille verursaacht ginn, vir.

ad 6. All Projetsentwëckler mécht eng eege Rentabilitéitsberechnung, déi ofhängeg ass vun all deene Punkten, déi vum honorabelen Deputéierte genannt si ginn. Dobäi kommen natierlech nach eng Rei aner Krittären, déi a seng Investitiounsentscheidung afléissen.

Beim Festleë vun der garantéierter reglementarescher Remuneration (Aspeisetarif respektiv Maartprimm) huet de Ministère all déi Käschte bei enger Referenzanlage a Betruecht geholl a berechent. Dës Berechnung gouf duerno vun der Europäescher Kommissioun no de Richtlinie fir Staatsbäihëllef geneemegt.

Question 1542 (28.11.2019) de **M. Charles Margue** (déi gréng) concernant l'entrepreneuriat au Luxembourg :

Selon le récent rapport « Global Entrepreneurship Monitor Luxembourg 2018-2019 », l'activité entrepreneuriale au Luxembourg reste assez stable par rapport aux années précédentes et le Luxembourg se trouve au-dessus de la moyenne des pays développés en ce qui concerne la part d'entrepreneurs dans la population active. Le rapport conclut aussi que l'activité entrepreneuriale est plus élevée parmi les immigrants de première génération nés à l'étranger que chez les natifs.

En même temps, le rapport relève aussi plusieurs barrières à l'activité entrepreneuriale, notamment la levée de fonds et la disponibilité de ressources fondamentales comme des surfaces de bureaux. De plus, alors que 55 % des personnes interrogées dans le cadre du rapport perçoivent le Luxembourg comme un environnement favorable au démarrage d'une entreprise, 51 % d'entre eux ne le font pas à cause de leur peur de l'échec, comparé à 38 % dans le reste de l'Europe.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1. Quelles sont les mesures actuellement en place pour soutenir les nouveaux entrepreneurs ?

2. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que ces mesures actuellement existantes sont suffisantes pour s'attaquer aux barrières à l'entrepreneuriat identifiées par le rapport mentionné ci-dessus ? Dans la négative, quelles autres mesures envisagent-ils ?

3. Plus précisément, comment Messieurs les Ministres veulent-ils faciliter l'entrepreneuriat chez les jeunes et réduire la part de potentiels entrepreneurs qui ne se lancent pas à cause de leur peur de l'échec ?

Réponse commune (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

La question soulevée par l'honorable Député Charles Margue couvre un ensemble tellement large qu'il nous semble opportun de nous limiter dans notre réponse aux principaux instruments et mesures mis en place par les différents acteurs œuvrant en faveur de l'entrepreneuriat au Luxembourg. Pour avoir un aperçu plus détaillé sur l'éventail des mesures en place pour soutenir les PME luxembourgeoises et l'esprit d'entreprise, nous nous permettons de renvoyer au rapport d'activités du Ministère de l'Économie.

On ne peut raisonnablement dessiner le tableau des moult mesures existantes pour soutenir les entrepreneurs existants et en devenir, sans pour autant parler des nombreuses institutions œuvrant en faveur de l'entrepreneuriat. Car il s'agit de partenaires essentiels dans la promotion de l'esprit d'entreprise et dans la valorisation du Grand-Duché en tant que terre d'investissement et dont l'impact positif des services va souvent bien au-delà de la seule assistance aux entreprises.

Il va sans dire que la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, ainsi que les différentes fédérations patronales sont des maillons importants dans ce contexte. En particulier la House of Entrepreneurship fait partie intégrante d'une stratégie visant à soutenir concrètement les nouveaux entrepreneurs en fédérant l'ensemble des parties prenantes intervenant dans la chaîne de valeur de la création d'entreprises au Luxembourg. Au travers de son „one-stop shop“, elle propose une offre consolidée de services aux porteurs de projets entrepreneuriaux et aux dirigeants établis.

Le rôle incombant au House of Startups, réunissant sous un même toit des pôles d'innovation, des incubateurs, des accélérateurs d'entreprises et des services de conseil aux startups, est tout aussi important.

Il convient également de souligner les fonctions non moins importantes assurées par des acteurs tels que le Technoport, Luxinnovation, la House of Training, les Mutualités de cautionnement et bien d'autres encore.

Parallèlement au travail d'envergure réalisé par tous ces partenaires, de nombreux programmes et initiatives ont été mis en place, en grande partie grâce au et avec le soutien de la Direction générale des classes moyennes, pour soutenir l'entrepreneuriat en général et la création d'entreprise en particulier.

Voici quelques initiatives et/ou programmes qui permettent de mieux illustrer cette volonté permanente de soutien aux entreprises par le Gouvernement :

- La loi PME : Avec la nouvelle « loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises », nous avons introduit une aide spécifique en faveur des jeunes entreprises ayant un fort potentiel de croissance. L'introduction de ce nouveau régime devrait permettre à bon nombre de jeunes entreprises se trouvant dans une phase de croissance de mieux couvrir leur besoin de financement.

- La loi RDI : La « loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation » prévoit différentes mesures d'aides aux entreprises qui réalisent des projets de recherche, mais également des études de faisabilité et des projets innovants. La mesure d'aide aux « jeunes entreprises innovantes » s'adresse spécifiquement aux startups de moins de cinq ans qui revêtent un caractère innovant, et soutient ainsi l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation technologique et les jeunes entreprises investissant dans la R&D.

- Le Programme de performance Fit 4 Digital Packages : Il s'agit ici d'une offre complémentaire au Programme Fit 4 Digital adaptée aux besoins de très petites entreprises. Les entreprises nouvellement créées sont donc particulièrement visées par ce programme et peuvent, grâce à ce programme, se préparer au mieux à la transition digitale.

- Le Programme Fit 4 Start : Ce programme cible les startups luxembourgeoises et internationales actives dans les technologies de l'informa-

tion, des communications et les technologies de la santé ainsi que dans le secteur spatial. Les participants bénéficient d'un financement pouvant atteindre 150.000 euros et d'un coaching personnalisé pour lancer une offre sur le marché luxembourgeois puis la déployer ensuite en Europe à partir du Luxembourg.

- LetzShop : letzshop.lu est la plateforme de commerce en ligne nationale qui permet à tous les commerçants du Luxembourg de se présenter et de vendre leurs produits en ligne. Il s'agit donc d'un instrument précieux pour toute entreprise qui souhaite se lancer dans le commerce en ligne.

- Les incubateurs : Depuis la création en 1998 du premier incubateur public, le Technoport, le paysage des structures d'incubation d'entreprises s'est enrichi au gré de multiples initiatives aussi bien publiques que privées : il existe aujourd'hui plus de 15 incubateurs publics et privés au Luxembourg.

Comme invoqué plus haut, nous renvoyons le lecteur intéressé au rapport d'activités du Ministère de l'Économie pour avoir un aperçu plus détaillé sur les mesures en place et leur déploiement.

Le Gouvernement essaye en permanence de réagir dans les meilleurs délais face à de nouvelles données, ainsi qu'à anticiper l'évolution de l'environnement économique qui est en mutation permanente.

Les administrations gouvernementales ne cessent d'essayer de trouver des solutions aux problèmes posés ou aux difficultés qui risquent de se poser. C'est d'ailleurs un exercice auquel se prête également le Haut comité PME, au sein duquel la Direction des Classes moyennes discute avec les hauts responsables du secteur patronal pour trouver une réponse commune face aux nombreux défis.

À titre d'exemple, nous pouvons citer la réforme du droit d'établissement qui redéfinira l'accès à certaines professions ou encore la mise en place d'un cinquième plan d'action PME et qui sera opérationnel dans le courant de l'année 2020.

Aussi convient-il de mentionner les concertations permanentes au sein du Gouvernement pour essayer d'apporter des réponses horizontales et concertées entre les différentes administrations et ministères.

Faciliter l'entrepreneuriat chez les jeunes et stimuler l'esprit d'entreprise est un des défis majeurs de notre économie nationale. D'une part, il y a lieu de sensibiliser le grand public, en particulier les jeunes, pour leur exposer les opportunités qu'offre la création d'entreprise. D'autre part, il faut essayer d'endiguer la peur de l'échec. À cet égard, il est prévu de réformer le droit d'établissement dans le courant de l'année 2020. Avec cette réforme, nous n'entendons pas seulement revoir le volet des conditions d'accès à l'artisanat, mais il sera profité de cette réforme pour apporter également des changements au niveau des conditions d'honorabilité. Le but étant de déstigmatiser l'échec et les auteurs de faillites avec l'introduction de la notion de « deuxième chance ».

En matière de sensibilisation du jeune public, il importe de souligner la fonction primordiale qui incombe à l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg » qui regroupe des représentants du milieu scolaire et des représentants du monde économique. Cette ASBL est soutenue financièrement entre autres par la Direction générale des Classes moyennes et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin de dynamiser le mouvement « esprit d'entreprendre » au niveau de l'enseignement luxembourgeois. Les « Jonk Entrepreneuren » assurent la promotion de l'esprit d'entreprise dès le plus jeune âge, ceci grâce à la réalisation de nombreux programmes, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement secondaire ; le plus connu des programmes étant celui des mini-entreprises auquel plus de 700 élèves ont participé en 2019.

À noter également que l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg » a repris l'encadrement, la coordination et le développement du programme des « Entrepreneurial Schools ». Il s'agit d'un programme pédagogique qui a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat au niveau de l'enseignement secondaire. L'émergence et le développement des « Entrepreneurial Schools » au Luxembourg visent à favoriser le lien entre le monde de l'éducation et le monde économique et social. Avec pour but de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès

des jeunes, de développer des compétences transversales et des « soft skills », en leur permettant de relever ainsi des défis économiques et sociaux.

Il est également prévu de réaliser une campagne de communication dans le courant 2020 en collaboration avec l'ASBL « Jonk Handwierk ». Le but de cette campagne sera de mettre en avant les opportunités que peut offrir une carrière dans l'artisanat et de rendre le secteur artisanal plus attractif auprès du jeune public et des parents.

Finalement, il nous semble capital de souligner qu'une réduction de l'échec passe avant tout par deux facteurs : celui de la formation et celui de l'information.

En ce qui concerne la formation, nul besoin de préciser que la House of Training avec ses quelque 800 formations offertes et plus de 25.000 personnes inscrites aux formations pour la seule année 2019, et la Chambre des Métiers, notamment avec l'organisation des formations en matière de brevet de maîtrise qui sont suivies par plus de 600 personnes par an, sont des partenaires de premier choix.

Pour ce qui est de l'information en amont d'une création d'entreprise, la House of Entrepreneurship est devenue un point de contact incontournable où les chefs d'entreprise trouvent réponse à toute question ayant trait à la création d'entreprise.

Les développements en continu du site guichet.lu et plus précisément du Portail entreprises, sont également un maillon important dans la stratégie d'information à l'égard des futurs entrepreneurs. Grâce à ce site, on essaye de simplifier au maximum les échanges avec l'État en offrant un accès rapide et convivial à l'ensemble des informations, démarches et services proposés par les organismes publics luxembourgeois.

Question 1546 (28.11.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **compteurs intelligents** :

Op der Basis vum Gesetz vum 19. Juni 2015 ginn hei am Land all d'Stroumzieler ersat duerch en (intelligenten) digitale Compteur. Dat huet de Virdeel, datt dës Zieler vu bause kënnen ofgelies ginn an et brauch ee keen Accès méi an d'Haus. Elo sinn awer well vill där neier digitaler Stroumzieler agebaut gi mam Resultat - wat mir vu ville Säfte matgedeelt gouf -, datt hire Stroumverbrauch ëm bis zu 15 Prozent an d'Luucht gaangen ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Energieminister:

1. Ginn déi nei Stroumzieler no beschtem Wësse gepréift?

2. Wa jo, no wéi enge Krittären?

3. Wéi ass et ze erklären, datt déi nei digital Stroumzieler méi en héije Verbrauch uweise wéi déi al?

Réponse (27.12.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. + 2. Fir d'éischt sief emol bemierkt, dass all Hiersteller vu Compteuren derfir suerge muss, dass d'Moossinstrumenter no der Direktiv 2014/32 (zur Harmoniséierung vun de Memberstaaten hire Virschräfte betreffend d'Bereetstle vu Moossinstrumenter um Maart) mussen hiergestallt a gepréift ginn. Dës Direktiv ass duerch de Règlement grand-ducal vum 26. Januar 2016 betreffend Moossinstrumenter an nationaal Recht ëmgesat ginn.

D'Netzbedreier maache reegelméisseg preventiv Iwwerprüewunge vun ënnerschiddlechen Zieler aus all de Produktionslousen, déi si da statistesch auswäerten. Wann zum Beispill eng nei Serie vu Compteuren geliwwert gëtt, ginn dës no spezifeschen Tester kontrolléiert geméiss der Norm IEC 62058-11 („Wechselstrom-Elektrizitätszähler - Annahmeprüfung“).

All Compteur gëtt och ëmmer nei kalibréiert, ier e beim Client installéiert gëtt. No enger gewëssener Zäit, déi ofhängeg vum Leeschtungsberäich vun de Compteuren ass, gëtt en Echampionn vun all Produktionslous vun Zieler engem Eichstest ënnerzunn, fir Opschluss ze ginn, ob dës Serie eng weider Period kann agebaut bleiwen oder ob eventuell de ganze Lous muss ersat ginn.

Creos, de gréissten Netzbedreier am Stroumsecteur, huet en eegene Labo, fir Kalibratiounen duerchzuführen. Dëse Labo, deen am

Aklang mat der Norm ISO 17025 steet, ass vum OLAS (Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance) agréiert ginn a gëtt och vun aneren Netzbedreier an Usproch geholl, fir hir periodesch Kontrolle maachen ze loosseren.

D'Qualitéitskrittäre fir Stroumcompteur ginn definéiert vun der uewe genannter Direktiv respektiv dem Règlement grand-ducal vum 26. Januar 2016, an d'Arbeitsinstruktiounen ginn am Aklank mat der PTB (Physikalisch-Technische Bundesanstalt) hirer Method „Eichtechnische Prüfung von Elektrizitätszählern“ duerchgefouert.

ad 3. D'Netzbedreier versécheren, dass déi nei intelligent Compteur all relevant Normen erfüllen an domat de Verbrauch vun de Clienten ganz exakt moossen. De Corollaire dovunner ass, dass, wann de Verbrauch vun engem Joer op dat anert geännert huet, déi Ännerung net op d'Installatioun vun den intelligente Compteur kann zrückgefouert ginn. De geännerte Verbrauch, deen eventuell verschidde Konsumenten festgestallt hunn, muss deemno op anere Faktore berouen, wéi zum Beispill zousätzlech elektresch Verbrauch/Apparater am Haus oder geännert Gewunnechten.

Question 1550 (29.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **transports scolaires** :

D'après un article paru dans le « Luxemburger Wort » (édition du 25 novembre 2019), bon nombre des 30.000 élèves empruntant chaque jour les bus du Régime général des transports routiers (RGTR) pour se rendre dans leurs lycées respectifs, arrivent plusieurs fois par semaine en retard aux cours. Les responsables des différents lycées se disent conscients que ces retards sont dus au trafic très dense respectivement aux embouteillages à ces heures de la journée. Néanmoins cette reconnaissance du problème n'empêche pas que les étudiants arrivant en retard se voient sanctionnés par une inscription « venu trop tard » (VTT) dans le journal de classe.

Dans l'article précité, le directeur pour les transports publics explique que le Ministère de la Mobilité a tenté de réagir à la problématique en avançant les heures de départ des bus, une mesure ayant toutefois atteint rapidement ses limites.

Une solution préconisée par le directeur pour les transports publics serait un début des cours différé dans les différents lycées concernés aussi bien le matin que l'après-midi à la fin des cours. Or, selon les dires du responsable du ministère, cette idée ne générerait que peu d'enthousiasme auprès des écoles, étant donné que celle-ci nécessiterait une réorganisation complète des cours.

Toujours d'après le même article, le Ministère de l'Éducation nationale ne voudrait pas proposer de solution et renverrait une décision quant à d'éventuelles mesures à adopter au Ministère de la Mobilité.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées dans l'article cité ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation, vu le stress respectivement les sanctions encourus par les élèves arrivant en retard à leurs cours suite aux retards répétés des bus RGTR, que cette situation est intenable ?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils une collaboration plus étroite afin de remédier à la problématique décrite ?

- Dans l'affirmative, quelle pourrait être une solution envisageable ?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

- Les bus du RGTR opérant les courses scolaires ne sont en effet pas épargnés par la situation actuelle en matière de trafic routier, qui est marqué par d'intenses pointes, notamment le matin. On ne saurait nier qu'il en résulte un certain stress pour les élèves en route vers leurs lycées respectifs.

- Quant aux sanctions évoquées par l'honorable Député, il est à signaler que les établissements scolaires agissent avec toute la mesure qui s'impose devant des retards dont la faute n'incombe pas aux élèves.

Il y a quelques années, une étude concernant des débuts de cours échelonnés pour les lycées situés au Limpertsberg a été menée ; toutefois, seul le Lycée Michel Lucius a changé son horaire de début des cours. Les contraintes pédagogiques, la longueur des journées scolaires, surtout en formation professionnelle, ainsi que la volonté de permettre aux élèves qui suivent des activités sportives, musicales ou d'autres cours l'après-midi, ont amené les autres lycées à ne pas se joindre à cette expérience.

Une réorganisation complète des horaires des lycées serait susceptible d'avoir des effets multiples : Elle toucherait la vie familiale, le contexte scolaire dans son intégralité (crèches, maisons relais, écoles fondamentales, lycées et autres structures d'encadrement) et le déroulement de la vie professionnelle des parents.

- Les services en charge des transports scolaires du MMTP et au MENJE collaborent de façon très étroite par des réunions de concertation et des échanges réguliers. Je rappelle dans ce contexte ma réponse à la question parlementaire n° 1417 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser. Le transport scolaire et les possibles améliorations à mettre en place ont d'ailleurs été discutés à l'occasion de plusieurs entrevues entre les ministres respectifs.

- Une solution satisfaisante aux yeux de tous les concernés n'est que difficilement envisageable tant que la situation en matière de trafic ne s'améliore pas. C'est pourquoi le MMTP entend, par des mesures à court, moyen et long terme (réorganisation du réseau RGTR, investissements majeurs dans toutes les infrastructures de transports publics et de mobilité active, stratégie MoDu 2.0, Plan national de mobilité 2035) améliorer la mobilité générale. Les ministres ne manqueront pas de se concerter une nouvelle fois au sujet des problèmes résultant de l'intensité du trafic matinal.

Question 1553 (02.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **radar feu rouge** :

Récemment, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a confirmé que les premiers radars nouvelle génération contrôlant le respect des feux rouges, seront installés à titre d'essai à la Place de l'Étoile.

Étant donné que le tram traversera ce croisement à partir de 2020, ce choix s'explique facilement.

Or, cette nouvelle génération radar fait polémique en France où 1.200 exemplaires seront déployés étant donné que ces appareils pourront être complétés par un module vidéo pouvant détecter d'autres infractions par l'analyse des images.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si une telle extension est envisageable et souhaitable.

Réponse (13.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

En effet, j'ai communiqué en date du 18 novembre 2019 que le carrefour de la Place de l'Étoile sera équipé d'un dispositif de contrôle pour sanctionner les conducteurs ne respectant pas les feux rouges, en vue de notamment sécuriser le passage du tram, et ceci en complément à celui au carrefour N3/CR132 au lieu « Schlammestee » comme projet pilote.

Les différentes options de fonctionnement de l'appareil automatique sont en cours d'être analysées par le Comité de suivi « système de contrôle et de sanction automatisés », conformément à la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et notamment son article 2, paragraphe 1^{er}. Les appareils automatiques analysés sont en mesure de constater deux infractions, à savoir l'excès de vitesse et le non-respect des feux rouges. Ainsi, il n'est pas prévu de compléter ce radar par un module vidéo et le type de radar étudié au Luxembourg n'est pas comparable aux radars de la nouvelle génération, appelés radars « tourelle », qui font polémique en France.

Question 1555 (02.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **modernisation de la flotte d'avions AWACS** :

Les avions de détection et de commandement aéroporté de l'OTAN appelés AWACS qui peuvent surveiller un vaste espace aérien sont immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg et

opèrent depuis la base aérienne de Geilenkirchen en Allemagne (Aix-la-Chapelle).

Récemment, l'OTAN vient de décider d'investir un milliard de dollars dans la modernisation de ses appareils AWACS.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Défense en quoi cette modernisation consiste.

- Est-ce que les avions volant sous pavillon luxembourgeois auront de nouvelles missions ?

- En quoi le pays d'immatriculation des avions AWACS sera concerné par la modernisation et l'augmentation des capacités ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) L'OTAN exploite une flotte de 14 Boeing E-3A AWACS battant pavillon luxembourgeois, dotés d'un système aéroporté de détection et de contrôle. Les aéronefs sont équipés de capteurs passifs ainsi que d'un radar à longue portée capables de détecter des contacts aériens et au sol.

Il est prévu que la flotte AWACS de l'OTAN soit retirée du service vers 2035.

Afin d'assurer le maintien opérationnel de la flotte jusqu'à cette date, un programme de modernisation pluriannuel sera entamé à partir de 2020. Il consistera en une mise à jour des capacités de communication et de mise en réseau. Cette modernisation permettra de doter les AWACS de capacités améliorées en matière de liaison de données, communications vocales ainsi que d'une capacité améliorée de mise en réseau aéroportée à large bande au-delà de la portée optique.

ad 2) Le programme de modernisation projeté permettra d'augmenter l'efficacité des missions existantes par des capacités améliorées, mais la flotte continuera à remplir ses missions actuelles qui consistent en une multitude de missions de police du ciel, de soutien aux activités de lutte contre le terrorisme, d'opérations d'évacuation, d'embargo et de réponse aux crises.

ad 3) En tant que pays d'immatriculation, aucune tâche particulière n'incombera au Luxembourg dans le cadre de cette modernisation respectivement de cette augmentation des capacités. Le Luxembourg, tout comme les 15 autres membres de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), participera au financement du programme de modernisation selon une clé de distribution qui est de l'ordre de 0,10 % pour le Luxembourg.

Question 1556 (02.12.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant l'**introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire** :

À l'occasion de son Conseil des délégués du 26 novembre 2019, le Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) a déploré la perte d'attractivité de la carrière militaire ainsi que le manque de perspectives que l'armée peut offrir aux jeunes. Plusieurs métiers de la fonction publique seraient par ailleurs confrontés à des difficultés de recrutement.

En vue de revaloriser l'armée, les responsables syndicaux ont proposé une série de mesures, y compris l'introduction d'une « filière en uniforme » dans l'enseignement secondaire. Selon le SPFP, une telle section au lycée permettrait de présenter aux jeunes les métiers de la force publique, respectivement d'offrir aux recrues l'opportunité d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires durant leur service militaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Quelle est leur position concernant la proposition d'introduire une « filière en uniforme » ?

Réponse commune (13.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Il y a lieu de relever qu'actuellement l'armée offre déjà en collaboration avec le Lycée technique d'Ettelbruck (LTët) des cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) ayant comme but principal de préparer les élèves aux épreuves de sélection théoriques et sportives de l'armée.

Les cours dispensés au LTët, principalement basés sur les langues (français, allemand et luxembourgeois) et l'arithmétique, sont complétés par des cours d'instruction civique. L'instruction lors des journées de stage au Centre militaire vise à enseigner les notions élémentaires au niveau des compétences sociales (dis-



cipline, respect, ponctualité, esprit de groupe, sens de l'organisation et sens de la responsabilité) et comprend également une formation sportive afin de préparer les élèves au test d'aptitude physique. L'acquisition des compétences sociales nécessaires constitue en outre une préparation des candidats lorsqu'ils brigueront un emploi ultérieur.

Bien que les COPRAL visent en premier lieu à augmenter les chances de réussite des candidats aux épreuves de sélection de l'armée, ils ont également comme finalité d'augmenter davantage l'attrait du service militaire en valorisant l'image de l'Armée luxembourgeoise dans la société. Cependant, il faut souligner qu'outre le volet du recrutement de candidats soldats volontaires potentiels, les COPRAL s'inscrivent également dans le contexte de la lutte contre le phénomène du décrochage scolaire en offrant aux jeunes une voie d'accès à la vie professionnelle. Les élèves n'ayant pas réussi les tests de sélection pourront être réinscrits dans un cursus scolaire et auront ainsi une deuxième chance afin d'accomplir ou de poursuivre leurs études interrompues.

Au vu de l'expérience des COPRAL et compte tenu du fait que l'armée ne base pas son recrutement sur une formation académique précise, nous ne voyons actuellement pas de plus-value dans la proposition d'introduire une filière « en uniforme ».

Il y a lieu de relever que contrairement à l'affirmation erronée du SPFP, la possibilité d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires pendant la phase de reconversion est d'ores et déjà offerte aux soldats volontaires.

Question 1557 (03.12.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041** :

Il ressort du résumé des travaux du Gouvernement réuni en conseil le 29 novembre 2019 que l'État luxembourgeois a conclu un nouveau contrat de concession avec SES ASTRA. Suivant les informations diffusées par le Gouvernement :

« Le nouveau contrat de concession confèrera à SES ASTRA le droit de poursuivre l'exploitation des positions orbitales et fréquences actuellement concédées et de développer ses activités par la possibilité de mettre en service d'autres fréquences et orbites, y compris dans le domaine des orbites non géostationnaires.

Les parties se sont en outre mises d'accord sur une redevance réduite, plus en ligne avec la pratique internationale.

En contrepartie SES s'engage à verser des contributions annuelles à un fonds d'investissement qui sera mis en place d'ici fin 2021 et qui sera géré en commun par SES et l'État. Ce fonds contribuera à développer de nouvelles activités au Luxembourg dans le secteur des communications par satellite et des domaines connexes. Les revenus produits par le fonds seront partagés entre les deux partenaires.

En outre SES libèrera pour le 30 juin 2020 les fréquences de la bande de fréquences 3,4 à 3,8 GHz identifiées par l'Union européenne pour les réseaux mobiles 5G. Une bande de garde sera préservée pour protéger les services satellitaires au-dessus de 3,8 GHz.

Le Conseil a également approuvé certaines adaptations à apporter à la concession actuelle arrivant à son terme au 31 décembre 2021. »

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Suivant quelle méthode la redevance due par SES ASTRA pour l'exploitation de ses positions orbitales et fréquences actuellement concédées et la mise en service ultérieure d'autres fréquences et orbites a-t-elle été calculée ? En quoi cette méthode est-elle en ligne avec les pratiques internationales ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que SES ASTRA n'alimentera le fonds d'investissement susmentionné pas avant 2025 ? Peut-il confirmer que cette moins-value est due au fait que SES ASTRA a été invitée à libérer les fréquences de la bande de fréquence 3,4 à 3,8 GHz ? À défaut, comment s'explique ce marchandage ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir de plus amples détails au sujet du fonds qu'il est projeté de mettre en place en 2021 ? Dans le cas où il s'agirait du fonds dédié aux activités spatiales « Luxembourg Space Fund » annoncé en septembre 2018, pour quelles raisons la mise en place de ce fonds a-t-elle pris du retard ?

Quel est l'impact de l'annonce faite par la « Federal Communications Commission (FCC) » de passer par une enchère publique pour les fré-

quences utiles à la 5G sur SES ASTRA (e. a. en termes de manque à gagner) ?

Réponse (06.01.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Les approches en matière de redevances pour l'utilisation des fréquences pour les satellites sont très diverses selon les pays. Beaucoup de pays se limitent à demander le remboursement des frais administratifs supportés par l'administration qui gère l'introduction des demandes de positions orbitales et de fréquences auprès de l'UIT (Union internationale des télécommunications) et l'octroi de licences aux opérateurs. Il était dès lors nécessaire de réduire la contrepartie financière exigée de la part de SES pour ne pas pousser la société à préférer le recours à d'autres administrations pour le développement de ses activités. En effet le groupe SES s'est internationalisé, notamment par l'acquisition d'opérateurs établis dans d'autres pays, et a aujourd'hui recours à des droits orbitaux de nombreux pays différents.

Il faut considérer l'accord conclu comme un paquet global comprenant notamment les droits concédés, la redevance annuelle, les contributions au futur fonds d'investissements ainsi que la libération des fréquences prévues pour la 5G. SES aura aussi à supporter les coûts liés à la libération de ces fréquences. Les contributions au fonds d'investissements débuteront dès 2022, mais le concessionnaire sera dispensé de verser la redevance annuelle, fixée à EUR 1 million, pour les années 2022 à 2024.

Le fonds à mettre en place sera alimenté par les contributions de SES et sera géré en commun par l'État et SES. Il ne s'agit pas du « Luxembourg Space Fund » auquel fait référence l'honorable Député.

En ce qui concerne la dernière question concernant les évolutions en cours aux États-Unis et leur impact sur SES, je ne compte pas faire des commentaires à ce sujet au stade actuel.

Question 1560 (03.12.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant le **concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis** :

Den Educationministère organiséiert fir all Troisièmeklassen e Concours, wou de Präis, fir eng ronn 100 Schüler, eng Rees op Dubai 2020 ass.

Vu datt den Educationminister net op meng mëndlech Froen den 3. Dezember an der Chambersplaz während der Froestonn geäntwert huet, wëll ech folgend Froen nach eng Kéier stellen:

1. Kann de Minister eis méi Detailer ginn, ëm wat et am Concours prezis geet?
2. Wat sinn d'Fraise vun dëser Rees?
3. Wien iwwerhëlt dës Fraisen?
4. Wéi laang dauert dës Rees respektiv Exkursioun?
5. Wéi vill Enseignantë gi mat op dës Exkursioun?
6. Wat fir eng Enseignantë si virgesi fir matzuegoen?
7. Kann de Minister eis Prezisioun ginn, wéi de Programm fir d'Schüler op der Plaz ausgesäit?
8. Kréien d'Schüler nieft dem kulturellen Deel och de gesellschaftlechen a politesche System vun Dubai erkläert?
9. Gedenkt de Minister esou Concoursen och op nationalem Niveau ze organiséieren, dëst zum Beispill am Kader vun Esch 2022?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Thema vum Concours

Als Organisateur vun der Weltausstellung 2020 zu Dubai hunn d'Veereenegt Arabesch Emirater (VAE) d'Thema „Connecting Minds, Creating the Future“ virginn. De Lëtzebuurger Pavillon zu Dubai gräift dëst Leitmotiv bewosst op a steet dowéinst ënnert dem Motto „Resourceful Luxembourg“. Den Educationministère lancéiert an dësem Zesammenhang e Fotosconcours ënner eeben dësem Motto.

D'Ressourcë vu Lëtzebuerg sollen dobäi am Mëttelpunkt stoen. De Schüler, deem un Concours deelhëlt, wielt tëschent fënnf Theemeberäicher e Schwéierpunkt, deem et ze behandele gëllt:

- a) Le Luxembourg, une richesse dans la diversité
- b) Le Luxembourg, au cœur de la nature
- c) Le Luxembourg, un laboratoire pour le futur
- d) Le Luxembourg, Smart Nation

e) Le Luxembourg, une nation fondée sur les principes d'un État de droit

Modalitéte vum Concours

De Schüler schaaft op der Basis vun enger oder méi Fotoen e kënschtlersche Méiwäert, andeem hien d'Fotoe beaarbecht. Als Techniken wieren hei ënner anerem Collagen, Fotomontagen oder Textaschlëss ze nennen.

De Concours ass op fir all Troisièmeeschüler aus dem Lëtzebuurger Secondaire. D'Aarbechte kënnen tëschent dem 4. an dem 31. Mee 2020 op enger gesécherter Plattform deposéiert ginn. E Jury, dee sech aus Fachenseignant, Vertrieeder vum Ministère a Konschtexperten zesummesetzt, determinéiert d'Gewënner vum Concours.

ad 2. - 7. D'Rees dauert sechs Deeg an ëmfaasst de Besuch vun der Weltausstellung während zwee Deeg, e kulturelle Programm, deem ënner anerem d'Geschicht vum Land an de Fonctionnement vum Staat thematiséiert, eng Visitt vun enger Stad, e Besuch vun engem Musée an enger Moschee souwéi eng Rei Fräizäitaktivitéiten.

D'Schüler gi begleet vu jee enger Léierpersoun aus hire jeeweilige Lycéëen. De pedagogeschen Encadrement gëtt duerch eng 30 Persounen garantéiert. De Choix vun der Begleetspersoun läit bei de respektive Lycéesdirektiounen.

De genaue Käschtpunkt vun der Rees ass nach net bekannt; d'Fraise wäerten iwwert de Staatsbudget gedeckt ginn.

ad 8. Nieft dem kulturellen Deel wäerten d'Schüler vum Léierpersonal selbstverständlech och Informatiounen zum gesellschaftlechen a politesche System vun Dubai kréien.

ad 9. Gären huelen ech d'Suggestioun vum honorablen Deputéierten op, fir änlech Concoursen op nationalem Niveau ze organiséieren, zum Beispill am Kader vun Esch 2022.

Question 1561 (03.12.2019) de **Mme Viviane Reding** (CSV) concernant l'**infrastructure 5G suite à la nouvelle concession accordée à SES ASTRA pour la période 2022 à 2041** :

Le Gouvernement réuni en conseil le 29 novembre 2019 a donc conclu un nouveau contrat de concession de l'État luxembourgeois avec SES ASTRA pour la période 2022 à 2024 (veuillez lire : 2041).

Il y a été précisé que SES libèrera pour le 30 juin 2020 les fréquences de la bande de fréquences 3,4 à 3,8 GHz identifiées par l'Union européenne pour les réseaux mobiles 5G.

Selon un article publié par la plateforme paperjam.lu le 2 décembre 2019, la « Federal Communications Commission » des États-Unis (FCC) « aurait décidé de passer par une enchère publique pour les fréquences utiles à la 5G, par opposition à des enchères privées que privilégiaient les dirigeants de SES pour gagner plus d'argent ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que la FCC a procédé par une enchère publique pour les fréquences utiles à la 5G et dans l'affirmative m'en expliquer les détails, alors que la FCC n'est en réalité pas compétente en matière d'attribution des fréquences pour la technologie 5G ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils mesurer l'impact de cet échange de fréquences sur la mise en place de l'infrastructure 5G au Luxembourg ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la date du début des travaux y afférents ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand les applications mobiles pourront profiter de l'infrastructure 5G ?

Réponse commune (17.01.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

La FCC est l'autorité aux États-Unis qui est compétente pour l'octroi des licences pour les réseaux de communications mobiles. En ce qui concerne la procédure d'enchères envisagée par la FCC pour les fréquences utiles à la 5G, je ne dispose pas d'autres informations que celles qui sont dans le domaine public.

En Europe les fréquences identifiées pour l'introduction de la 5G empiètent également sur une partie de spectre utilisé pour les communications par satellite. Étant donné l'importance des stations terriennes de SES à Betzdorf, le

Gouvernement a recherché un arrangement avec SES permettant l'utilisation des fréquences de la bande en question pour la 5G au Luxembourg.

Alors que SES s'était déjà déclarée prête à faciliter l'utilisation des fréquences en dessous de 3.700 GHz, le récent accord sur le renouvellement de la concession a permis d'obtenir l'accord de l'opérateur de satellites de libérer d'ici le 30 juin 2020 le spectre en dessous de 3.800 MHz, à condition de préserver une bande de garde suffisamment large pour éviter des interférences par des émissions hors bande dans la bande de fréquences 3.800-4.200 MHz, utilisée pour les communications par satellite. Ainsi les fréquences en dessous de 3.750 MHz seront disponibles pour la 5G au niveau national, ce qui a permis d'augmenter la quantité de spectre disponible pour la 5G de 50 MHz (280 MHz à 330 MHz).

Les fréquences seront ainsi libérées à partir du 1^{er} juillet 2020. Cette date correspond aussi à celle fixée par l'Union européenne pour la libération de l'autre bande de fréquences destinée à la 5G, à savoir la bande des 700 MHz, par les services de télévision numérique terrestre. La procédure d'attribution des fréquences pour la 5G devrait aussi être terminée dans les mêmes délais.

Ainsi le déploiement des réseaux 5G pourra commencer au cours du deuxième semestre 2020, de sorte que les premières applications 5G pourront démarrer avant la fin de l'année 2020. Les premiers pilotes pourront déjà être lancés plus tôt.

Question 1562 (03.12.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise et les ressources humaines dans l'Armée** :

Le cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL), destiné aux personnes âgées entre 17 et 24 ans, a été inauguré dans le Lycée technique d'Ettelbruck depuis la rentrée scolaire 2016-2017.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Défense :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il me faire un bilan général concernant ce cours de préparation, depuis son introduction jusqu'à aujourd'hui ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre d'élèves inscrits à ce cours depuis son introduction ? Ce nombre est-il en augmentation depuis la rentrée scolaire 2016-2017 ?
- 3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des statistiques relatives aux différents niveaux d'études scolaires des élèves inscrits à ce cours ?
- 4) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que le nombre de recrues à l'Armée luxembourgeoise a considérablement augmenté depuis l'introduction du cours COPRAL ?
- 5) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de postes vacants mis en concours par l'État luxembourgeois pour lesquels les candidats ont dû se prévaloir d'une instruction de base à l'Armée luxembourgeoise et me dire combien de ces postes ont effectivement pu être occupés, et ce, depuis les cinq dernières années ?
- 6) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de soldats volontaires, par année, terminent l'instruction de base et me renseigner, si possible, sur la suite de leur carrière professionnelle ?

Réponse (10.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) Bien que les cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) visent en premier lieu à augmenter les chances de réussite des candidats aux épreuves de sélection de l'Armée, ils ont également comme finalité d'augmenter l'attrait du service militaire en valorisant l'image de l'Armée luxembourgeoise dans la société. Cependant il faut souligner qu'outre le volet du recrutement de candidats soldats volontaires potentiels, les COPRAL s'inscrivent également dans le contexte de la lutte contre le phénomène du décrochage scolaire en offrant aux jeunes une voie d'accès à la vie professionnelle. Les élèves n'ayant pas réussi les tests de sélection ont été réinscrits dans un cursus scolaire et auront eu une deuxième chance afin d'accomplir ou de poursuivre leurs études interrompues. Ainsi l'Armée luxembourgeoise joue son rôle social et contribue pour sa

part à la réinsertion professionnelle d'une partie de la jeunesse en difficultés.

ad 2) Entre le 19 septembre 2016 (premier jour de classe des COPRAL au LETt) et le 16 septembre 2019, 197 élèves se sont inscrits aux COPRAL dont 76 ont participé et réussi aux cours proposés et dont 57 ont réussi les tests de sélections durant cette période. S'agissant toujours d'un projet pilote en évolution permanente, il n'est pas possible à ce stade d'en tirer un bilan concluant. Toutefois selon les chiffres actuels il ressort que le nombre d'élèves inscrits est stable et proportionnel au nombre de candidats ayant réussi les tests de sélection via voie normale.

ad 3) La répartition des différents niveaux d'études se présente comme suit :

- 52,34 % des élèves sont issus de l'enseignement secondaire général, desquels 9,7 % sont issus des classes supérieures (4^e - 1^{re}) et la majorité, 91,3 %, des classes inférieures (7^e - 5^e).

- 40,62 % des élèves sont issus de la formation professionnelle, parmi lesquels la majorité (66,34 %) est issue d'une classe donnant accès à un DAP - diplôme d'aptitude professionnelle. Viennent ensuite les classes donnant accès à un DT - diplôme technique (17,3 %) respectivement à un CCP - certificat de capacité professionnelle (16,34 %).

- Environ 7 % sont issus d'une classe d'un niveau scolaire inconnu.

ad 4) Les cours COPRAL ont débuté en septembre 2016 avec la rentrée scolaire 2016-17. Un premier effet aurait pu se faire sentir au plus tôt pour l'incorporation d'avril 2017, date à laquelle les premiers étudiants du COPRAL avaient suivi un semestre en entier.

En termes de chiffres absolus, l'Armée a recruté 200 recrues pendant l'année scolaire 2015-16, 220 en 2016-17, 188 en 2017-18 et seulement 156 en 2018-19.

On ne peut donc pas affirmer que le nombre de recrues incorporées a augmenté depuis l'introduction du cours COPRAL. Comme évoqué dans les réponses précédentes, le but du COPRAL ne se limite pas à augmenter le nombre de recrues à l'Armée luxembourgeoise. Les variations du nombre de recrues incorporées ont plutôt une origine conjoncturelle.

ad 5) Le nombre de postes vacants pour des soldats volontaires par le biais d'un recrutement exclusif est en décroissance continue depuis des années. Toutes ces vacances de poste ont pu être occupées par des soldats volontaires.

2015	2016	2017	2018	2019
39	35	30	27	43

Il faut noter qu'en 2019 le nombre de postes exclusifs a légèrement augmenté dû à l'embauche de 6 gardiens de l'Armée et de 25 caporaux et sous-officiers de l'Armée. Cette augmentation des effectifs au sein des militaires de carrière et du personnel civil se poursuivra en moyenne à raison de 30 militaires et 15 civils jusqu'en 2023.

ad 6) Sur base du tableau ci-dessous, on peut observer qu'entre 2015 et 2018 un peu plus de 120 soldats ont été assermentés en moyenne par année. Ce chiffre se trouve actuellement à la baisse puisque jusqu'au jour d'aujourd'hui seulement 50 soldats volontaires ont été assermentés en 2019 tout en sachant que 28 recrues incorporées en septembre ont réussi l'instruction de base et seront assermentées début janvier.

2015	2016	2017	2018	2019
118	124	131	114	78

Malgré le fait que le recrutement au cours de l'année 2019 ait été exceptionnellement faible par rapport aux années précédentes, les prévisions pour 2020 en termes d'incorporation sont bonnes avec plus de 80 candidats ayant réussi la sélection pour l'incorporation du 6 janvier 2020.

Depuis janvier 2016 les soldats volontaires ont la possibilité de renoncement pour une à trois années supplémentaires avant d'entamer la phase de reconversion. Cette mesure a été introduite afin de lutter contre un taux d'attrition d'environ 20 % des effectifs après l'assermentation et pour stabiliser les effectifs disponibles dans les contingents opérationnels. Depuis 2016, 29 soldats volontaires ont bénéficié de cette nouvelle mesure.

En termes de reconversion, parmi les sessions ayant réalisé leur reconversion en 2015, au

total, 90 soldats volontaires sur 105 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2016, au total, 80 soldats volontaires sur 88 départs (ayants droit) ont donc été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2017, au total, 91 soldats volontaires sur 101 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2018, au total, 68 soldats volontaires sur 84 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

En 2019, au total, 71 soldats volontaires sur 75 départs (ayants droit) ont été reconvertis dans les secteurs public et privé.

Question 1564 (04.12.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant l'enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise :

Il me revient que le Ministère de la Défense a procédé récemment à une enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise.

Cette enquête aurait été réalisée sous la régie de la société Quest SA, spécialisée au niveau des études de marché.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Quelles sont les raisons de vouloir mener une enquête de satisfaction au sein de l'Armée luxembourgeoise ? Quelles en sont les finalités ? Qui et quel fait en sont à l'origine ?

- Quelle fut la méthodologie quantitative et qualitative employée ? Sous quelle forme cette enquête fut-elle menée ?

- Combien de membres de l'Armée luxembourgeoise ont participé ? Cette participation était-elle facultative ou obligatoire ?

- Quelles sont les analyses tirées de cette enquête de satisfaction ? Sont-elles présentées publiquement ?

- Dans quelle mesure les conclusions ont-elles un impact au niveau de l'organisation interne, le cas échéant au niveau de la procédure législative ?

Réponse (27.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) L'Armée a voulu mener cette enquête pour analyser l'organisation et le fonctionnement de l'Armée, de même que la perception que les gens peuvent avoir d'elle pour en engager un positionnement, un discours de marque et une stratégie de marque « employeur ». Dans ce contexte, une enquête interne et externe a été réalisée. L'enquête a permis d'analyser l'actuelle perception de l'Armée luxembourgeoise de l'intérieur mais aussi de l'extérieur.

ad 2 + 3) Afin d'alimenter ses processus de réflexion stratégique, l'Armée luxembourgeoise a implémenté un sondage de perception « miroir »

- auprès du grand public sur base d'un échantillon représentatif de 500 répondants,

- auprès de son effectif qui a pu recueillir 653 répondants.

Les questionnaires comportaient un tronc commun et une partie dédiée au vécu interne de l'Armée. Les données ont été recueillies en juin 2018, moyennant un questionnaire papier pour les soldats et un questionnaire électronique pour les membres de l'Armée disposant d'une adresse e-mail.

La participation des membres de l'armée était facultative.

ad 4) L'enquête a révélé que vu de l'extérieur les connaissances de ce qu'est l'Armée et de ce que fait l'Armée sont plutôt minimalistes. Du côté interne est à relever un désir d'une communication interne plus poussée quant aux activités et orientations futures de l'Armée.

L'enquête a donc montré un fort désir d'information confirmée du public. Par exemple, 72 % du grand public seraient désireux de recevoir plus d'informations sur le monde de l'Armée. De plus, la légitimité de l'Armée n'est pas contestée. Une majorité absolue de répondants (plus de trois répondants sur quatre) confirme que

- même un petit pays comme le Luxembourg doit participer aux enjeux de défense,

- l'armée est un pilier très important de l'engagement du pays vis-à-vis de la communauté internationale.

L'Armée profite essentiellement d'une dimension d'image comme employeur très sûr qui offre une multitude de carrières et de perspectives. Ce constat est confirmé par la motivation

première de l'effectif de rejoindre l'Armée pour avoir des perspectives de carrières ultérieures.

En théorie, l'Armée profite de maints attributs reconnus en externe et en interne pour déployer un attrait élevé sur le marché de l'emploi :

- 58 % du grand public pensent que l'apprentissage au sein de l'Armée aide à bien maîtriser la vie en général, 58 % également pensent qu'au sein de l'Armée on fait un métier qui fait du sens pour la société, etc.

- 58 % de l'effectif sont satisfaits de la possibilité qu'ils ont de réaliser un travail varié au sein de l'Armée, 49 % confirment le bon esprit d'équipe.

Les analyses tirées de cette enquête ont été communiquées en interne seulement.

ad 5) L'Armée a décidé de communiquer davantage sur ses missions variées au plan national et international pour mettre en évidence ses tâches variées et intéressantes. L'une des mesures concrètes de l'enquête en matière de communication interne a été la création d'une newsletter pour les membres de l'Armée.

De plus, l'Armée a embauché une deuxième personne comme conseiller en communication adjoint pour renforcer le département des communications notamment pour accentuer notre présence sur les médias sociaux. Cette personne débutera début janvier, permettant de mettre en œuvre une stratégie de communication plus proactive et de grande envergure. Ces mesures aideront à mieux expliquer les possibilités de carrière intéressantes et nombreuses dans l'Armée et à accroître encore son attrait en tant qu'employeur.

Question 1565 (04.12.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le « Low Noise Augmentation System » :

Wéi d'Website airliners.de méllt, gëtt zu Frankfurt aktuell e Fuerschungsjouer duerchgefouert, deen als Zil huet, de Kaméidi an den Dreifstoffverbrauch vu Fligleren ze reduzéieren. De sougenannte „Low Noise Augmentation System“, ofgekierzt „LNAS“, reguléiert den Undriff vum Fliger duerch en exakt Virplange vum Of- an Ufluch ënner Matabezéie vu verschidene Variabelen, wéi zum Beispill Wand- a Wiederkonditioun.

Doduerch soll de Kaméidi, dee vun engem Fliger ausgeet, op e Minimum reduzéiert ginn. Och hei am Land si Mënsche vum Fligerkaméidi betraff an d'Regierung huet am Koalitionsaccord Mesuren ugekënnegt, fir déi Betreffen ze ënnerstëtzen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vum LNAN an existéiert vu Regierungssäit aus en Interessi um Projet?

2. Gëtt et vu lëtzebuergescher Säit aus Interesse, den LNAN an Zukunft och hei zu Lëtzebuerg anzusetzen?

3. Wéi eng technesch Projete ginn aktuell zu Lëtzebuerg duerchgefouert fir de Kaméidi, dee vu Fligleren ausgeet, ze reduzéieren?

Réponse (13.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De Minister hat bis dato keng Kenntnis iwwert dësen däitsche Fuerschungsjouer.

Éier kann decidéiert ginn, ob de System och zu Lëtzebuerg agesat gëtt, muss een d'Resultater vum Fuerschungsjouer ofwaarden.

Zu Lëtzebuerg gëtt et kee spezialiséierte Fuerschungszentrum am Beräich vun der Aviatioun, sou wéi den „Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt“, dee sou technesch Projete kéint duerchféieren.

De Ministère huet awer en Ensembl vum Moosnamen am Aktiounspang géint de Kaméidi vum Flughafen virgeschloen, deen um Umweltportal verëffentlecht ginn ass (<https://environment.public.lu/fr/loft/bruit/pab.html>).

Question 1566 (04.12.2019) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant l'Appellation d'origine protégée - Moselle luxembourgeoise :

Depuis 2014, l'« Appellation d'origine protégée - Moselle luxembourgeoise » permet d'attester la qualité des vins luxembourgeois sur base de l'origine géographique du produit et de rehausser l'image de marque des vins luxembourgeois.

Le but est de relier l'indication de l'origine à un critère de qualité. Ainsi il existe différentes indications de qualité (« Côtes de », « Coteaux de » ou « Lieu-dit ») permettant aux consommateurs de faire facilement la différence entre un vin standard et un vin de grande qualité respectivement un vin d'exception.

En 2014, la quasi-totalité des 124.000 hectolitres de vins produits respectaient les nouveaux critères de l'AOP. 48 % des vins étaient classés comme « Côtes de », 20 % comme « Coteaux de », 10 % comme « Lieu-dit » et 20 % comme « Crémant/Mousseux ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'évolution du volume de vin produit en AOP et celui sans AOP depuis 2014 ?

2) Quelle est l'évolution en pourcentage des vins AOP luxembourgeois répartis selon les différentes catégories (« Côtes de », « Coteaux de », « Lieu-dit » et « Crémant/Mousseux ») depuis 2014 ?

3) Est-ce que l'introduction d'une appellation d'origine protégée a encouragé les vignerons à miser davantage sur la qualité que sur la quantité ?

4) Quel effet l'introduction de l'appellation d'origine protégée a-t-elle eu sur la vente des vins au Luxembourg ?

5) Quel effet a-t-elle eu sur l'exportation des vins luxembourgeois ?

Réponse (18.12.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Si on analyse l'évolution de la production annuelle des récoltes à la Moselle luxembourgeoise au cours des 20 dernières années, on constate une tendance nette de diminution des volumes (voir fig. 1 - évolution de la production en hectolitres). Cette baisse est principalement due à une orientation de la culture de raisins vers plus de qualité. Il faut en effet savoir qu'il y a causalité entre le volume produit par hectare et la qualité du raisin et que la tendance du client d'aujourd'hui se distingue par une consommation moindre en volume et de qualité supérieure.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En général, la totalité des volumes produits au Luxembourg est déclarée en Appellation d'origine protégée - Moselle luxembourgeoise. Toutefois, on trouve sur le marché du vin, en particulier en ce qui concerne l'export en vrac, des volumes de vins luxembourgeois sans AOP. L'apparition de ces volumes sans AOP se justifie par le fait que les vignerons exportent en Allemagne les vins qui ne peuvent pas être absorbés par le marché traditionnel. Ces exportations sont destinées à la production de vins mousseux. En effet, les conditions météorologiques mènent parfois à des récoltes qui dépassent le volume visé par le vigneron, ce qui explique les pics dans le tableau (voir fig. 2 - évolution des volumes de vins luxembourgeois sans AOP en hectolitres). On peut dire que 11,5 % du volume d'une récolte sont commercialisés sans AOP. Mais comme pour l'évolution des volumes des vins avec AOP celle des vins sans AOP diminue parallèlement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) L'évolution de la segmentation des vins luxembourgeois reste stable après 2014 (voir fig. 3 - évolution de la segmentation des vins tranquilles de l'AOP - Moselle luxembourgeoise en %). L'année 2014 était la première année où la nouvelle segmentation a été appliquée.

- Les vins d'entrée de gamme avec la dénomination « Côtes de » ou sans unité géographique constituent en moyenne (2015-2018) 73 % des vins tranquilles.

- Les vins du milieu de gamme portant la dénomination « Coteaux de » ne représentent que 6 % du volume des vins tranquilles.

- Le haut de gamme, représenté par les vins étiquetés avec les noms des lieux-dits, s'élève en moyenne à 21 % du volume des vins tranquilles.

25 % du volume d'une récolte sont commercialisés en général sous la dénomination « Crémant de Luxembourg ».

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)



ad 3) L'introduction de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise était non seulement le résultat de la mise en œuvre des prescriptions de l'UE mais également une volonté et une décision communes de tous les vigneron. Les responsables du secteur viticole se sont rendus compte, déjà bien avant 2014, du rôle déterminant du rendement et de la caractéristique des différents terroirs pour obtenir un produit final de plus haute qualité.

La diminution des rendements et l'attestation de qualité basée sur l'origine géographique du produit sont, depuis 2014, les caractères primordiaux de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise. Avec l'introduction de l'AOP, les responsables du secteur viticole ont encouragé les vigneron à produire davantage de vins de qualité. La réussite de la mesure se démontre bien par la diminution des rendements. Si on considère la moyenne du rendement à l'hectare sur dix ans avant l'introduction de l'AOP, on observe un rendement à l'hectare de 103 hl/ha. Depuis l'introduction de l'AOP, le rendement a chuté en moyenne de 21 % et s'élève à 81 hl/ha.

ad 4) Selon les statistiques de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la France était en 2000 championne du monde de la consommation de vin. Mais en moins de 20 ans, celle-ci a chuté de plus de 20 %. En France, cette baisse est expliquée par la tendance nette des consommateurs qui privilégient la qualité à la quantité et ne consomment plus tous les jours, mais de manière occasionnelle et qu'ils privilégient, majoritairement, des vins issus d'appellations.

Au Luxembourg, on observe également une tendance de baisse de consommation en volume de vin, similaire à celle observée en France (21 % les 20 dernières années au Luxembourg). Les explications devraient être les mêmes et une partie de cette diminution certes est due au même phénomène de consommation « moins mais mieux ». Depuis 2014, la consommation de vins luxembourgeois semble se stabiliser et se situe autour de 63.000 hl.

Étant donné que les consommateurs continuent à réduire leur consommation de boissons alcoolisées et qu'ils y consacrent en revanche un budget plus important, privilégiant la qualité à la quantité, le choix d'introduire une AOP au Luxembourg, misant davantage sur la qualité, était inévitable pour assurer le futur du secteur viticole.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Le principal caractère de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise est la diminution des rendements pour augmenter la qualité. On produit alors moins de vin et par conséquent le volume de vin exporté diminue également. Si on analyse le rapport de l'export entre vins avec AOP et vins sans AOP, on constate que ce rapport a évolué davantage depuis les trois dernières années vers les vins avec AOP. Mais puisque les fluctuations du marché du vin sont fortes et puisqu'une période de trois ans est manifestement trop courte, on ne peut pas parler d'une tendance. Au lieu de considérer les volumes exportés, il serait plus intéressant de chiffrer la valeur des volumes exportés. Malheureusement nous ne disposons pas de ces données.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En plus, il ne faut pas oublier qu'à l'étranger la réputation de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise est relativement modeste. Il faudrait d'abord renforcer, avec des mesures de promotion appropriées, la notoriété de l'AOP - Moselle Luxembourgeoise à l'étranger pour qu'elle ait un effet positif durable sur l'exportation des vins luxembourgeois.

Question 1568 (04.12.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **cybersécurité dans le secteur de la santé** :

La semaine luxembourgeoise de la cybersécurité a eu lieu du 15 au 25 octobre 2019, avec le but de promouvoir et de renforcer la sécurité de l'information au Luxembourg.

En vue d'une importance croissante des données et d'une digitalisation progressive, ce sujet nous concerne tous. Avec l'introduction du Dossier de soins partagé (DSP), les hôpitaux et les cabinets médicaux seront également amenés à protéger davantage les données personnelles de leurs patients.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la

Santé et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les hôpitaux et les cabinets médicaux luxembourgeois sont protégés adéquatement contre des cyberattaques ? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises ?

2) Est-ce que des mesures additionnelles sont envisagées dans le futur ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Est-ce que les hôpitaux nationaux font des exercices d'urgence, simulant des attaques informatiques ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont été tirées ?

En Allemagne, l'union fédérale de médecins de caisses conventionnées est chargée de certifier la qualité des fournisseurs de services informatiques pour garantir la sécurité de la connexion informatique entre les cabinets médicaux et les hôpitaux.

4) Est-ce que la sécurité des systèmes de gestion de cabinets médicaux au Luxembourg est garantie par des fournisseurs de services informatiques certifiés ? Dans l'affirmative, qui est responsable pour la certification de ces fournisseurs au Luxembourg ?

Réponse (09.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Je tiens au préalable à souligner que la sécurité des réseaux et systèmes d'information ainsi que celle des données relatives à la santé joue un rôle crucial pour l'intégration des technologies d'information et de communication dans le domaine de la santé, alors qu'elle constitue d'une part un levier essentiel pour susciter la confiance des patients et professionnels de la santé dans le numérique et qu'elle permet, d'autre part, d'éviter des incidents susceptibles de nuire à la dispensation de soins de santé et d'entraîner des pertes financières conséquentes.

ad 1) Il résulte des dispositions applicables en matière de sécurité de l'information et de cybersécurité qu'il appartient à tous les responsables des hôpitaux et cabinets médicaux ainsi qu'à leurs sous-traitants de traiter les données à caractère personnel de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées, y compris à prévenir l'accès non autorisé à ces données et à l'équipement informatique utilisé pour leur traitement.

De ce fait, les établissements hospitaliers aigus ont développé une approche « Système de management de la sécurité de l'information » (SMSI) comportant notamment des analyses de risques et des mesures pour les atténuer, des audits de sécurité du système d'information ainsi que des tests d'intrusion. Ils s'investissent également à compléter celle-ci, sous l'impulsion de l'Agence eSanté, par une approche de certification ISO 27001 des systèmes d'information hospitaliers. Grâce à des audits externes aux établissements, ces dernières viennent appuyer les différents SMSI. Cette approche inclut pour les établissements hospitaliers des mises à jour régulières des systèmes d'information à l'aide de « patchs de sécurité » qui, de plus en plus performants contre les menaces et vulnérabilités connues, permettent la mise à jour des réseaux, pare-feu, antivirus et applications améliorant ainsi significativement le niveau de sécurité des systèmes.

Un CIRT (Cyber Incident Response Team) santé a été créé et animé par l'Agence eSanté et ses partenaires. Des tests et formations sont également organisés afin de vérifier les bonnes pratiques des politiques et procédures de sécurité face à d'éventuelles menaces.

Par ailleurs, une charte informatique commune prévoit les mesures de sécurité suivantes à mettre en œuvre par les établissements de santé :

- la tenue d'un inventaire des moyens informatiques connectés au réseau qui sont sous leur responsabilité ;

- l'installation de logiciels qui proviennent de sources réputées et qui respectent les licences d'utilisation de l'éditeur ;

- la mise en place de protections contre les logiciels malveillants notamment par l'application régulière des correctifs de sécurité et l'installation d'antivirus ;

- la sensibilisation des utilisateurs à la sécurité de l'information par la mise en place d'informations et de formations adaptées pour la bonne utilisation des moyens informatiques mis à disposition ;

- la sauvegarde des données et de la protection physique des moyens informatiques ;

- l'utilisation du réseau et de ses services dans le respect de la législation applicable à l'établissement de santé et à la protection des données à caractère personnel.

Il importe finalement de souligner que, pour établir une connexion à l'application Dossier de soins partagé, le programme informatique utilisé par les hôpitaux et les cabinets médicaux luxembourgeois doit être conforme aux critères de connexion inclus dans les référentiels d'interopérabilité définis pour la plateforme nationale d'échange et de partage des données de santé de l'Agence eSanté et obtenir l'attestation de conformité y relative.

ad 2) En vue d'améliorer les bonnes pratiques en matière de sécurité informatique, il est prévu non seulement d'augmenter la surveillance des systèmes d'information avec des audits réguliers mais également de moderniser les outils qui intègrent d'office la sécurité, ainsi que de développer les échanges entre acteurs de la santé autour du CIRT et avec les instances nationales et autres acteurs hébergés au Luxembourg.

Un autre axe à développer constitue celui de la formation des responsables d'hôpitaux et collaborateurs en vue de les assister à prévenir et à identifier les cybermenaces et, pour certains, à les gérer.

ad 3) Les hôpitaux réalisent régulièrement des audits de sécurité (internes ou externes) en particulier avec des « Pen Tests ». Les menaces sur les données sont des risques qui évoluent perpétuellement avec des outils de plus en plus performants. Ces risques doivent donc être traités avec des approches similaires et donc des outils de plus en plus performants et appropriés comme tels par tous les utilisateurs jusqu'aux directions générales. Il importe qu'un travail collaboratif entre tous les acteurs hospitaliers et les fournisseurs et hébergeurs des systèmes soit maintenu et soutenu par les directions générales de toutes les structures.

Certains établissements hospitaliers participent au cyberexercice organisé en 2020 par l'ENISA (European Network and Information Security Agency).

ad 4) Actuellement, le Ministère de la Santé n'a pas connaissance de logiciels de cabinets libéraux qui sont en certification ISO 27001 avec un SMSI formalisé. Toutefois, certains cabinets mettent en œuvre un certain nombre de bonnes pratiques en matière de sécurité.

Question 1569 (04.12.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **crise humanitaire au Yémen** :

En effet, depuis 2015, la guerre au Yémen s'est transformée progressivement en crise humanitaire. Selon l'ONU et diverses organisations humanitaires, le Yémen demeure - « malgré les efforts humanitaires pour répondre aux déplacements de populations, à la famine et aux maladies » (CARE France) - la pire crise humanitaire au monde avec des dizaines de milliers de morts, la plupart des civils. Selon un message de 24 ONG à destination des États réunis à l'Assemblée générale des Nations Unies, « la situation continuera de se détériorer tant qu'aucune action urgente ne sera entreprise pour faire cesser la violence et prendre en charge l'ensemble des besoins humanitaires. »

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment le Gouvernement entend réagir au précité appel d'urgence des 24 ONG à destination des États réunis à l'Assemblée générale des Nations Unies ?

2) Monsieur le Ministre peut-il également nous renseigner sur les différentes démarches et initiatives politico-diplomatiques bilatérales, européennes et internationales du Gouvernement face à la précitée crise humanitaire depuis 2015 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il partager avec nous ses réflexions stratégiques pour éviter de telles crises humanitaires à l'avenir ?

Réponse commune (23.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

ad 1) Depuis le début du conflit au Yémen, le Luxembourg soutient activement les efforts visant à ce que les enceintes internationales demeurent saisies de la situation au Yémen pour aboutir à un règlement du conflit. Il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Afin d'éviter le pire, tout doit être fait pour mettre en place un cessez-le-feu, et permettre un plein accès humanitaire.

Compte tenu de la gravité de la situation et de l'ampleur des besoins humanitaires, le Luxem-

bourg met à disposition depuis quelques années une aide humanitaire conséquente à hauteur d'au moins 1.750.000 euros par an. Cette aide est mise en œuvre en collaboration avec les partenaires humanitaires du Luxembourg, à savoir le Programme alimentaire mondial, le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des ONG comme Handicap International Luxembourg et CARE Luxembourg. Le Luxembourg soutient également les travailleurs humanitaires via le Fonds humanitaire commun au Yémen, géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et sa contribution annuelle au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, qui permet à l'ONU de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne le plus rapidement possible aux personnes touchées par des crises dans le monde.

ad 2) Le Luxembourg soutient l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, dans ses efforts de trouver une solution politique pour mettre fin au conflit. Le Luxembourg a également participé aux conférences internationales des bailleurs qui se sont tenues à Genève en 2018 et 2019. Le 26 février 2019, lors de la Conférence des donateurs pour le Yémen à Genève, le Luxembourg a confirmé sa contribution d'au moins 1,75 millions d'euros pour venir en aide à la population civile au Yémen durant l'année 2019. Cette aide passe par le Programme alimentaire mondial, le Comité international de la Croix-Rouge, le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU et des ONG humanitaires.

En septembre 2017, le Luxembourg, ensemble avec les Pays-Bas, la Belgique, l'Irlande et le Canada, a œuvré à Genève pour la création du « Groupe des experts éminents » par le Conseil des droits de l'homme. Il s'agit du seul mécanisme de surveillance international appelé à enquêter sur les violations présumées commises par toutes les parties au conflit au Yémen. Les efforts du Luxembourg, en étroite coopération avec ses partenaires, ont permis de prolonger le mandat du Groupe des experts éminents à deux reprises, lors de la 39^e session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2018 et de la 42^e session en septembre 2019.

ad 3) Lors du Sommet humanitaire mondial en mai 2016, le Luxembourg, tout comme les autres États participants, a endossé l'Agenda pour l'humanité qui prévoit cinq axes d'action interconnectés (prévenir et faire cesser les conflits ; respecter les règles de la guerre ; ne laisser personne de côté ; travailler autrement pour mettre fin aux besoins ; investir dans l'humanité). Le Luxembourg, à travers son engagement multilatéral conséquent de longue date sur le plan diplomatique et humanitaire, continuera à œuvrer en faveur de la mise en œuvre de cette vision énoncée par le Secrétaire général de l'ONU dans l'Agenda pour l'humanité.

Dans ce contexte il convient également de signaler que le Luxembourg a toujours plaidé activement pour empêcher toute course aux armements dans et vers les régions instables ou subissant des tensions importantes. Le Luxembourg appuie les initiatives qui ont pour objectif le désarmement et la non-prolifération des armements conventionnels et de destruction massive tout comme des vecteurs de cette dernière catégorie, des domaines d'action prioritaires pour le Luxembourg en termes de prévention de conflit. En effet, le Luxembourg œuvre en faveur d'une recherche constante de la sécurité internationale au plus bas niveau possible d'armement et est partie à tous les traités et conventions régionaux et internationaux dans ce domaine.

Question 1570 (04.12.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **harcèlement à l'école** :

Mobbing a Gewalt an der Schoul ass keen neie Sujet. Allerdéngs huet de Wandel vun der Zäit zu engem ganz aneren Ausmooss gefouert, net zulescht duerch d'Digitaliséierung, déi an eiem Alldag praktesch an all Liewensberäich present ass.

Eng Belästigung ka sech, ganz besonnesch am haitegen digitalen Zäitalter, séier zu enger éffentlecher Demütigung iwwert den Internet steigern. Mobbing bannent dem Schoulraum ass schlémm genuch a ka scho vill Schued am Beträffene verursaachen. Doduerch, datt déi awer zousätzlech an d'Welt erausgedroen gëtt,

zougängelech fir eng Onmass vu Leit, an am Internet och iwwert d'Zäit bestoe bleift, verdéiwe sech déi ënnerlech Wonne vum Affer. D'Affer schummt sech dann nach méi, wat schliisslech tragesch endege kann, wann de Betreffene keen Auswee méi gesäit - am schlémmste Fall mat Suizid.

Ëmmer méi dacks gi Schüler - vu kleng bis jugendlech - bei de Psycholog, fir mat enger Therapie gehollef ze kréien an de Wee an d'Normalitéit an an den Alldag zrëckzefannen. Dat geet natierlech net duer. Hei ass et dann och un der Schoul ze reagieren, well wann den Täter keng Konsequenzen droe muss an anerer ongestrooft weider drangsaliere kann, kann och déi beschten Therapie dem Affer net zum ënnerleche Fridde verhëlfen.

Et goufen natierlech schon esou munch Preventiounscampagnen organiséiert. D'Zuel vun de Betreffene wëllt awer net méi kleng ginn.

An dësem Kontext wëllt ech dem Här Educatiousminister gär follgend Froe stellen:

1. Bitt de Ministère reegelméisseg Formatiounen un, fir d'Léierpersonal ze sensibiliséieren? Wa jo, wéi sinn déi Formatiounen opgebaut a wat sinn d'Haaptziler dovunner? Sinn dës Formatiounen fakultativ oder obligatoresch?

2. Wéi eng Direktive gëlle fir d'Schoule respektiv fir d'Léierpersonal, wann e Fall vu Mobbing detektiert gëtt?

3. Et gëtt eng Rei vun Institutionen an Organismen am Land, déi sech speziell mam Jugendschutz beschäftegen. Mee gëtt et och eng spezifesch Ulafstell, wou d'Eltere kënnen Hëllef a Rot sichen, fir sech richtig ze verhalten, wa si mieren, datt hie Kand Affer vu Mobbing ass? Wa jo, wat fir eng ass dat a kréien d'Eltere vun alle Schoulkanner dës Ulafstell preventiv, zum Beispill am Ufank vum Schouljoer, kommunizéiert?

4. Wat sinn, an den Ae vun der Regierung, déi heefegst Ursache fir de Mobbing an der Schoul? Gëtt et Statistiken iwwer en typeschen Affer- an/oder Täterprofil? Wéi eng Moossname gi speziell am Beräich vum Cybermobbing geholl? Ginn d'Schüler sensibiliséiert, besonnesch elo, wou d'Regierung verstärkt informatesch an digital Mëttelen an de Schoulen aféiert? Gëtt de respektvollen Ëmgang mat deenen aneren och an de Coursen, wéi zum Beispill am Fach Vie et société, thematiséiert?

Réponse (13.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Zanter ville Jore bidden den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) an de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) eng grouss Zuel vu Formatiounen zum Theemeberäich „Mobbing“ un. Dës Formatiounen richte sech souwuel un d'Enseignant wéi och un d'sozioeducatiivt Personal vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire.

D'Formatiounen kënnen an dës Kategorien age-deelt ginn:

a) Preventioun vu Mobbing: Hei stinn dat soziaalt an emotionaalt Klima an der Klass oder der Schoul, d'Opbau vum Sozialkompetenz an d'Érliere vu Kommunikatiouns- a Konfliktfäegkeet am Mëttelpunkt. Et sinn dës Joer zéng Formatiounen, dovun sechs schoulintern, zu dësem Theemefeld an der Offer vum IFEN, déi ee bis dräi Deeg daueren.

b) Interventioun bei Mobbing an der Schoul: D'Persounen, déi deelhuelen, kréien Hannergrondwëssen iwwer Mobbing, léieren, Mobbing an der Schoul ze erkennen, a si léiere Methoden a Strategien, fir mat Mobbing a Gewalt ëmzuegoen. Zil ass och, datt d'Participanten eng kloer an determinéiert Haltung zu Mobbing an déi néideg Sensibilitéit fir Affer an Täter entwëckelen. Methoden, déi an der Schoul kënnen agesat ginn, gi virgestallt an ageübt: No Blame Approach, Farsta, Konfrontatiounen an Deeskalatiounstechniken fir de Schoulalldag. Am lafende Schouljoer si 26 Formatiounen, dovun d'Hallschecht schoulintern, programméiert. Zwou Formatiounen vu jee dräi a 14 Deeg iwwer Mobbinginterventioun an Deeskalatioun adresséiere sech spezifesch un d'sozioeducatiiv Ekippen aus de Schoulen.

c) Cybermobbing a Cyberbullying: Hei sinn d'Ziler, fir am preventive Beräich Methode kennenzuléieren, awer och fir Cyberbullying-Situatiounen ze identifizéieren. Fir d'Interventioun gi verschidden Handlungsméiglechkeeten entwëckelt an Hëllefssystemer virgestallt. Véier Formatiounen ginn zu dëser spezifischer Aart vu Mobbing proposéiert.

Ausserdeem organiséiert de CePAS reegelméisseg Informatiounswonder an effentlech Konferenzen fir d'Elteren an d'Schoulpersonal. Am CePAS steet och pedagogesch Material zur Verfügung zu den Theeme Mobbing, Suizid, Exklusiv, Gewalt, Respektmangel a Konflikt mat Elteren, dat vum Schoulpersonal ausgeleint ka ginn.

D'Léierpersonal kritt d'Formatiounen am Kader vun de Fortbildungsstonden, déi zu der Tâche gehéieren, kontabiliséiert; Formatiounen zum Theemeberäich Mobbing sinn awer net obligatoresch.

ad 2. Fir d'éischt emol ass et wichteg, Konfliktsituatiounen am Alldag vu systemateschem Mobbing ze ënnerscheiden; dës ass d'Viraussetzung vun all Strategie a muss gekläert ginn, ier eng spezifesch Interventioun ka lancéiert ginn. D'Direktive gi vun den eenzelne Schoulen ausgeschafft, an all Schoul huet hir eegen Direktiven an Interventiounsstrategien, virun, während an no der Mobbing Situatioun. Dës Strategie gi vu Preventioun an Erkenne vu Mobbingfall bis hin zur Interventioun, wann et reell zu engem Mobbingfall komm ass. Wichtig ze soen ass, datt hei all d'Akteure vun der Schoulcommunitéit an och d'Elteren an der Verantwortung sinn, fir eng opmierksam Haltung an och déi néideg Reflexer fir d'Agéieren an d'Intervenieren ze entwëckelen.

Verschidde Lycéeën hunn Anti-Mobbing-Unitéiten opgebaut, déi Pre- a Postventiounsaarbecht maachen. Déi verschidden Handlungsstrategie ginn och ëmmer erëm nei bekannt gemaach bei all Schoulrentrée, soudatt all d'Schoulakteuren informéiert sinn, wat am Fall vu Mobbing ze maachen ass.

Am Kontext vun der Interventioun ass d'Initiativ „Stop Mobbing“ ervirzehiewen. Souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire ginn d'Akteure vu „Stop Mobbing“ aktiv, wa se vun der Schoul geruff ginn, fir als neutral an extern Intervenanten an der Schoul anzegräifen. Si bestinn aus engem Team vu Mediateuren, déi beim Centre pour le développement socio-émotionnel ugesidelt sinn, fir punktuell um Terrain ze intervenéieren mam Zil, op de Problem opmierksam ze maachen, Léisungen ze fannen an e positivt Klima nees hierzestellen. Dës Initiativ ënnerstëtzt Schüler, Klassen, Enseignanten, Eltere souwéi multiprofessionell Ekippen an der Schoul.

Verschidde Programmer fir d'Sensibiliséierung a fir d'Promotioun vun Interventiounsstrategie ginn och vum CePAS promovéiert. En interaktiven Theaterprojet, fir d'Theema iwwer de kënschtereche Wee an am Austausch mat de Schüler unzegoen, gëtt den Ament geplangt an 2020 op d'Bün bruecht; uschlëssend ass de Lancement vu konkreten Aktiounen a Moossnamen an de Schoulen. Ausserdeem bitt de CePAS an Zesummenaarbecht mat de Lycéeën de Projet „Stay Cool“ un, wou Täter vu Gewalt a Mobbing kënnen vun engem Antigewalttraining benefizéieren.

De Code vun der Éducation nationale gesäit disziplinaresch Prozeduren géint d'Täter am Enseignement secondaire vir. De Mobbing oder de Cybermobbing sinn zu Lëtzebuerg keng explizit Strofdoten, awer d'Ausdrucksforme wéi zum Beispill déi kierperlech oder physisch Gewalt oder d'Ustëftung zu Gewalt an Haass si strofbar.

ad 3. De Kanner-Jugendtelefon (KJT), konventionéiert duerch de Ministère fir Education, Kanner a Jugend, huet eng Rei Berodungs- an Informatiounsoffere fir Kanner, Jugendlecher an Erwuessener. Si kënnen iwwer een anonymen Onlineformulaire oder awer iwwer verschidde Gratishotlinen Äntwerten op hir Froe kréien:

- Elterentelefon (26 64 05 55): riicht sech un Erwuessener (Elteren, Grousselteren oder aner), déi mat der Erzéiung oder dem Encadrement vu Kanner a Jugendleche betraut sinn.

- Bee Secure Helpline (8002 1234): dës Hotline riicht sech u Jonk an Al a bitt eng perséinlech Berodung an Orientéierung zu Froer ronderëm de Gebrauch vun neie Medien. Dozou zielt och d'Theema Cybermobbing.

- Kanner-Jugendtelefon (116 111): ënner dëser a ganz Europa eenheetlecher Nummer (déi och aus dem Ausland erreechbar ass) kënnen Kanner a Jonker hir Suergen a Problemer mat enger geschoulter Persoun beschwätzen a Léisungen fannen.

Am Fondamental ginn d'Elteren an der obligatorescher Eltereversammlung virun der Allerhellegevakanz vum Titulaire de classe iwwert déi eenzel lokal a regional Offeren informéiert; dee Moment gi si och iwwert déi eenzel Usprechpartner a Kenntnis gesat. Jee no Besoin kënnen och Membere vum sozioeducatiiv Personal an dës Reunionen deelhuelen. Während dem Schouljoer kënnen sech d'Elteren an éischer Linn un den Titulaire de classe richten, deen hinne kontextgebonden a geziilt weider Informatiounen zu de Ressourcen, déi um Terrain

intervenieren, ka ginn. Am Secondaire gëtt änlech verfuert: bei der Rentrée kréien d'Elteren an d'Schüler eng Lëscht vu Kontaktpersonen an de Schoulen a baussent de Schoulen. D'Personal vun de SePASen an den SSE (Services socio-éducatifs) an de Lycéeën ass duerch seng Formatioun an duerch seng Presenz um Terrain e wichtegen Akteur a Mediateur, fir e positivt Klima vu Relatiounen tëscht de Schüler hierzestellen.

ad 4. D'Ursache sinn an den heefegste Fall familiär, sozial oder perséinlech Konflikter, déi net gekläert sinn, souwéi physisch, psychesch Konflikter oder Ennerscheeder am Verhalen tëscht de Schüler, déi Mobbing kënnen ausléisen. Dacks gëtt et net nëmmen eng Ursach, mee eng Kombinatioun vu méi Ursachen. De Cybermobbing setzt oft och e physische Mobbing viraus.

Déi international Etüd HBSC („Health Behaviour in School Aged Children“) weist an de Statistike vun 2014, datt zu Lëtzebuerg 73 % vun de Schüler hiren eegenen Aussoen no net vu Mobbing betraff sinn. 16 % vun de Schüler hunn uginn, datt se ee- bis zweemol pro Mount gemobbt goufen, an 11 % hunn uginn, datt se mindestens zweemol pro Mount gemobbt goufen. Am Laf vum Joer 2020 wäerten déi aktuell Resultater vun der Erhiewung vun den Donnéeën vun 2018 presentéiert ginn.

All Schüler ka potenziell Affer oder Täter sinn. D'Affer sinn och spéider potenziell aktiv Täter oder passiv Spectateure vu Mobbing un anere Schüler. D'Täter kënnen am Grupp agéieren, deen oft vun engem oder e puer implizite Leader geféiert gëtt. Wann e schlecht Klassenklima besteet, kënnen hei déi méi schwach Schüler déi sinn, déi statistesch gesi méi oft als Affer a Fro kommen.

Wéi schon uewe beschriwwen, sinn intern schoulesch Moossname souwéi och extern Moossnamen am Fall vu Mobbing virgesinn an ubruecht.

Beim Projet „Peer-Mediation im Schulalltag“, deen dës Joer seng 20 Joer feiert, geet et drëm, Schüler a Schülerinnen ze befähigen, Konflikter ënnereneen op eng konstruktiv a respektvoll Aart a Weis ze léisen, an dat oui d'Interventioun vun Erwuessenen. Nieft der Method vun der Mediation léieren déi Jonk awer och ganz generell sozial Kompetenz wéi Toleranz, Konflikt-, Kompromëss- a Kooperationsfäegkeet. Sou kann dat schoulintern Sozialklima verbessert a Phenomeener wéi Mobbing entgéintgewierkt ginn.

D'Regierungsinstitut Bee Secure mécht Sensibiliséierungsarbecht zum Thema Internet-sécherheet. Do kënn d'Theema Cybermobbing och zur Sprooch. D'Sensibiliséierungsaktiounen riichte sech an éischer Linn u Kanner a Jugendlecher. Et gi méttlerweil pro Joer méi wéi 1.000 Formatiounseance respektiv Formatiounen an de Schoulen, awer och am ausser-schoulesche Kontext ugebueden.

Do dernieft goufen eng Rei Publikatiounen respektiv Outilen ausgeschafft, fir iwwert d'Problematik ze informéieren a konkret Hëllef unzubidden:

- Ratgeber „Cybermobbing“: ausgeschafft a Collaboratioun mat der Police bitt dës Ratgeber konkret Hëllef fir Affer an Zeie vu Cybermobbing. (https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/Bee_Secure_-_Cybermobbing_Ratgeber_Web_0_UA.pdf)

- „Cyber-Mobbing Erste-Hilfe App“: dës App bitt konkret Verhalenstipps, wann een Affer vu Cybermobbing ginn ass. (<https://www.bee-secure.lu/de/tools/apps/cyber-mobbing-erste-hilfe-app>)

- „Pädagogischer Leitfaden für die Grundschule“: dës Publikatioun riicht sech un Enseignanten aus der Grondschoul a soll Weeër weisen, wéi de sécheren Ëmgang mat Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie ka vermittelt ginn. D'Theema vum Cybermobbing gëtt och do opgegraff. (www.bee-secure.lu/leitfaden)

- Bee Secure Website: um Site vu Bee Secure féint et weider Informatiounen a Rotschléier ronderëm d'Theema.

Am Fondamental gesäit de lëtzebuergesche Plan d'études am Kader vun den transversale Kompetenzen d'Medienerzéiung vir. Am Kader vun der Kompetenz „sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias“ ass virgesinn, datt d'Schüler deen néidege Bagage mat op de Wee kréien, fir sech géint de Cybermobbing ze schützen. Och den Developpement vun den transversale Kompetenzen, déi am Domän „attitudes relationnelles“ opgefouert sinn, wierken dem Mobbing entgéint. D'Zilsetzung ass, datt de Schüler léiert, respektvoll mat sengem Gégeniwwer zesammenzeliwien.

D'Thematike vum Respekt géint iwwer de Matmënschen, der appropriierter Konfliktléisung

an den Notze souwéi och d'Risiko vun den neie Medien ginn natierlech och am Cours „Vie et société“ behandelt, dat souwuel am Fondamental wéi am Secondaire.

Question 1571 (04.12.2019) de **M. Marc Spatz** (CSV) concernant les **bandes de circulation réservées au covoiturage** :

Les couloirs réservés au « car-sharing » pour les véhicules transportant au minimum trois personnes et où la vitesse est limitée à 50 km/h sont censés désengorger partiellement la circulation sur les autoroutes. La construction de ces voies spécifiques représente un investissement important. Ceci s'avère le cas pour la voie de covoiturage dans la Grande Région, plus précisément sur l'autoroute E411 en Belgique en direction du Luxembourg.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une collecte de données pour tirer un bilan provisoire dans le cas de figure de l'autoroute E411 est disponible ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si des projets de couloirs de covoiturage sont en voie d'élaboration au Grand-Duché de Luxembourg ? Si oui, dans quelle mesure et à quels endroits ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une stratégie sera mise en vigueur pour soutenir l'utilisation croissante de ces voies de covoiturage potentielles ?

Réponse (16.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) L'Administration des ponts et chaussées est en contact régulier avec les autorités belges, mais ne dispose pas, à l'heure actuelle, d'informations quant à un éventuel bilan provisoire tiré par les autorités belges suite à la mise en service de la voie de covoiturage.

ad 2) La continuation de la voie de covoiturage belge sur l'E411 est en cours d'étude. Celle-ci est prévue sur l'autoroute A6 et ce, jusqu'en amont de l'échangeur Mamer en direction de Luxembourg. Un projet comparable, qui prévoit la transformation de la bande d'arrêt d'urgence en bande pour le covoiturage et les autobus sur l'autoroute A4 entre Foetz et Leudelange, est également en étude.

ad 3) Sur la globalité des projets autoroutiers, les concepts d'affectation de voies pour le covoiturage et les transports en commun sont étudiés, ceci afin d'optimiser l'utilisation de l'espace routier disponible pour la mobilité collective.

Question 1572 (05.12.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **POST Luxembourg** :

À en croire les comptes annuels pour l'année 2018 déposés au Registre de commerce et des sociétés par Join Experience SA fin octobre 2019, POST Luxembourg et POST Capital SA auraient renoncé à des créances envers la pré-dite société à hauteur d'environ 80.000.000 euros. Il ressort de ce même document que Join Experience aurait pour sa part (i) renoncé à des créances envers Join Infrastructure, une autre filiale du groupe POST, à hauteur de presque 16.000.000 euros et (ii) amorti des avances de quelque 25.000.000 d'euros envers sa filiale belge.

Il s'y ajoute que Join Infrastructure, dont les logiciels ont été vendus à POST Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2019, doit encore quelque 5.500.000 euros à des établissements de crédit.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, comment apprécie-t-il cette situation ?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre suggérerait en affirmant en novembre 2018 :

« Ech mengen, déi [Betriber] sinn autonom doranner, déi hunn hir Gremien, déi hunn hir Direktiounen, fir dat ze maachen, a mussen dann och d'Responsabilitéit huelen, wann eng Kéier eppes net esou klappt, wéi et soll klappen. » ?



Réponse (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie* :

Étant donné que les comptes annuels de Join font l'objet d'une révision externe, il ne m'appartient pas de remettre en question le contenu de ce rapport.

Le Directeur général de POST Luxembourg me signale par ailleurs que l'ensemble des transactions auxquelles est fait référence dans la question parlementaire n° 1572 et qui font l'objet de la note 16 desdits comptes annuels ont eu lieu dans le cadre de la restructuration des entités Join, entamée suite à la reprise de 100 % des parts de Join par POST Capital. Du fait que les entités du groupe Join font désormais partie intégrante du groupe POST, ces transactions sont neutres d'un point de vue financier et n'ont pas impacté négativement les résultats consolidés du groupe POST Luxembourg en 2018.

Je constate en l'occurrence que tous les organes impliqués ont dûment assumé leurs responsabilités afin de mener à bien la restructuration du groupe Join qui s'est imposée suite à la sortie des actionnaires-fondateurs.

Question 1574 (05.12.2019) de **Mme Chantal Gary** (*déi gréng*) concernant l'**index sur l'égalité des genres** :

L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) vient de publier l'édition 2019 de son index sur l'égalité des genres. L'index mesure l'égalité des genres à l'échelle européenne et au sein des États membres de l'Union européenne. Il se concentre sur six domaines principaux, à savoir le travail, l'argent, les connaissances, le temps, la prise de décision et la santé, ainsi que sur deux thèmes additionnels qui sont la violence faite à l'encontre des femmes et les inégalités transversales.

L'édition 2019 montre que le score global du Luxembourg est en hausse de 4,8 points depuis 2005 et se situe de 1,8 points au-dessus de la moyenne européenne. Malgré les progrès réalisés dans la dernière décennie, la nouvelle édition révèle aussi que des efforts supplémentaires sont nécessaires en vue de créer une égalité effective des genres, notamment dans le domaine de la prise de décision aux niveaux politique, économique et social ainsi que sur le marché du travail.

Bien que le score du Luxembourg dans le domaine de la prise de décision ait progressé de 25,6 points en 2013 à 44,8 points en 2019, il y a lieu de noter que ce score reste en dessous de la moyenne européenne.

Par ailleurs, la concentration inégale de femmes et d'hommes dans les différents secteurs du marché du travail se fait remarquer. Ainsi, environ 26 % des femmes travaillent dans les domaines de l'éducation, de la santé et du travail social, contre 9 % des hommes. Moins de femmes (4 %) que d'hommes (28 %) exercent des professions dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Madame la Ministre est-elle en mesure de fournir de plus amples explications sur les raisons qui engendrent les vastes disparités entre les genres dans le domaine de la prise-de-décision aux niveaux politique, économique et social ?

2) Compte tenu des efforts déjà fournis par les différents gouvernements luxembourgeois, quelles sont les mesures supplémentaires que le Gouvernement actuel entend mettre en œuvre à court terme pour améliorer la représentation des femmes dans les instances décisionnelles mentionnées ci-dessus ?

3) Quels sont les projets et initiatives que le Gouvernement entend lancer à court terme pour accélérer la lutte contre les inégalités toujours existantes sur le marché du travail et promouvoir davantage l'accès des femmes aux professions dites STEM ?

Réponse (07.01.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes* :

Il y a tout d'abord lieu de relever que l'indice sur l'égalité des genres, développé par l'Institut européen de l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), est un instrument très pertinent pour le Luxembourg, en l'absence d'un mécanisme national propre pour suivre l'évolution de l'égalité entre femmes et hommes, notamment par rapport aux performances en la

matière des pays voisins et des autres États membres de l'Union européenne.

La mise à jour récente pour l'année 2017 affiche pour le Luxembourg une valeur globale de 69,2 sur une échelle allant de 0 à 100, où 100 équivaut à une égalité réelle totale entre hommes et femmes dans les domaines analysés.

Avec ce résultat, le Luxembourg se maintient au-dessus de la moyenne communautaire et évolue dans une direction positive. Le principal défi pour l'avenir restera une accélération des progrès réalisés.

En ce qui concerne en particulier le domaine de la prise de décision, il faut rappeler que les données récemment publiées se rapportent à l'année 2017 et ne prennent pas en considération les évolutions subséquentes, et notamment l'introduction de quotas légaux en politique pour les élections nationales et communautaires et l'atteinte de la représentation de chaque sexe à raison de 40 % dans les conseils d'administration des établissements publics.

À côté des dispositions législatives et de l'approche égalitaire volontariste pour la nomination de représentants de l'État, le Gouvernement prend respectivement soutien d'autres mesures pour atteindre une meilleure représentation de femmes au niveau de la prise de décision politique et économique :

- Campagnes d'information et de sensibilisation pour un partage équitable entre femmes et hommes des responsabilités dans tous les domaines de la vie

- Soutien et promotion d'une banque de données regroupant quelque 700 profils de femmes prêtes à assumer un mandat dans un conseil d'administration (<https://femaleboard-pool.eu/>)

- Réforme du programme des « Actions positives » du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) dans lequel l'égalité dans la prise de décision restera un volet important

- Obligation légale des entreprises privées participant au programme des « Actions positives » à se fixer des objectifs chiffrables en matière d'égalité dans la prise de décision

- Soutien de programmes de mentorat et de coaching à l'attention du sexe sous-représenté

- Collaboration avec les médias au sujet de la représentation des deux sexes (volets quantitatif et qualitatif)

- Promotion de politiques communales plus égalitaires y compris la sensibilisation de la population à la sous-représentation des femmes dans les communes à système de vote majoritaire

- Collaboration avec les partis politiques en vue d'une représentation plus équilibrée entre les deux sexes dans les communes à système de vote proportionnel

L'ensemble de ces mesures figureront d'ailleurs, parmi d'autres, au Plan d'égalité entre femmes et hommes qui est actuellement en phase de finalisation.

La plupart des inégalités entre femmes et hommes, notamment au niveau de la prise de décision, trouvent principalement leur origine dans les stéréotypes de genre qui suggèrent aux enfants, dès leur plus jeune âge, des rôles et comportements sociaux liés uniquement au fait d'être fille ou garçon, homme ou femme.

Certaines de ces normes sont transmises, souvent de manière inconsciente, comme étant naturelles et peuvent être source de discriminations et d'inégalités entre les sexes. C'est pourquoi il est essentiel de lutter contre ces stéréotypes de genre à tous les niveaux, en commençant par les enfants et les jeunes adultes.

Augmenter le pourcentage de femmes dans les instances de prise de décision politique et économique va de pair avec une sensibilisation des hommes à s'investir davantage dans les responsabilités de la vie privée.

En collaboration avec les autres départements ministériels compétents, le MEGA est en train de finaliser une stratégie globale pour thématiser l'égalité entre les sexes auprès des enfants et des jeunes. Il est évident que le choix des études et des professions est considéré comme priorité dans ce contexte.

À côté de cette approche générale, des projets concrets sont initiés et/ou soutenus par le MEGA et notamment des travaux de recherche avec l'Université du Luxembourg², un projet de collaboration avec les partenaires allemands sur l'augmentation du pourcentage d'hommes dans les professions sociales et la participation aux divers efforts tendant à intéresser davan-

tage de filles aux domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.

Le dernier volet sera ainsi mis en évidence dans le cadre des manifestations publiques pour célébrer la Journée internationale de la Femme 2020.

Question 1575 (05.12.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant le **Conseil national pour étrangers** :

Le Conseil national pour étrangers (CNE), institué par la loi du 16 décembre 2008, est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration. Au vu du nombre très important de résidents de nationalité étrangère au Luxembourg, il va sans dire que ce conseil revêt d'une importance toute particulière.

Or, il est de notoriété publique que le CNE connaît depuis ses débuts des difficultés à fonctionner de manière efficace. Des problèmes qui d'ailleurs, comme il m'a été rapporté, ne semblent pas avoir disparus après l'élection du nouveau Conseil en juillet 2017. Des interrogations quant à la composition du Conseil, un manque de participation, un manque de moyens de communication entre les membres, un règlement interne peu clair ou encore un manque d'encadrement professionnel, n'en sont apparemment que quelques exemples. En outre, il semblerait que des membres élus du CNE soient en possession de la nationalité luxembourgeoise, ce qui serait en contradiction avec l'article 19 de la loi de 2008.

Tous ces problèmes n'ont manifestement pas échappé au Gouvernement, qui a prévu dans l'accord de coalition de 2018 que : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumises à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que le fonctionnement actuel du CNE est insatisfaisant par rapport aux missions définies dans la loi de 2008 ?

2) Est-ce que le CNE a produit un rapport annuel 2018 sur l'intégration des étrangers, tel que prévu à l'article 18 de la loi de 2018 ? Si oui, pourquoi n'a-t-il pas été publié par le Gouvernement selon les dispositions de ce même article ? Dans la négative, quelles sont les raisons de ce manquement de la part du CNE ?

3) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que des membres élus du CNE sont en possession de la nationalité luxembourgeoise ? Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que cela est en contradiction avec la législation en place ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut me renseigner sur les modalités appliquées quant à la compensation d'une éventuelle perte de salaire des membres du Conseil, telle que prévu par l'article 20 de la loi de 2008 ?

5) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une réforme du CNE s'impose ?

6) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'état d'avancement des réflexions à ce sujet et sur les échéances projetées pour une éventuelle réforme du CNE ?

7) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'une réforme éventuelle du CNE implique une modification de la loi de 2008 ?

8) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'il faudrait revoir à la hausse les ambitions politiques aussi bien par rapport au rôle du CNE que par rapport au soutien public à fournir à un organe consultatif qui est censé représenter les intérêts et préoccupations d'environ 48 % de la population résidente ?

Réponse (31.12.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Le Conseil national pour étrangers a été créé par la loi du 16 décembre 2008. Il s'agit d'un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration. Il a le droit de présenter au Gouvernement toute proposition qu'il juge utile à l'amélioration de la situation des étrangers et de leur famille.

En 2019, le CNE a remis quatre avis au Gouvernement : sur le Brexit, sur le télétravail des travailleurs frontaliers, sur la traduction des questions parlementaires rédigées en langue luxembourgeoise et sur son propre fonctionnement. Le CNE vient de transmettre son rapport 2018, par courriel du 19 décembre 2019, au Minis-

tère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ; il sera mis en ligne sur le site Internet du ministère.

Les membres du CNE sont libérés de leur travail pour participer aux réunions du Conseil avec compensation d'une éventuelle perte de salaire à fixer par le Gouvernement en conseil. Aucune demande n'a été formulée de la part du CNE quant à une telle compensation de perte de salaire liée à la participation aux réunions du CNE.

Une réforme du CNE est nécessaire et cette réforme a été annoncée dans le programme gouvernemental, dans son chapitre 12 sur l'intégration : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumises à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. » Cette consultation a été entamée en 2019 et continuera en 2020, ceci afin de pouvoir constituer la base pour une modification de la loi du 16 décembre 2008. Dans ce contexte, une large consultation est également prévue au second semestre de 2020.

Selon le texte de loi actuel, le mandat individuel d'un représentant des étrangers prend fin, hormis les cas de décès ou de démission, dès qu'il acquiert la nationalité luxembourgeoise. Cette clause d'exclusion n'est pas en ligne avec la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ; ce point fera donc l'objet de réflexions et de discussions en amont de la réforme de la loi du 16 décembre 2008.

Question 1577 (06.12.2019) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le **projet de la SNHBM sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch** :

Le Gouvernement dernier avait décidé de réaliser un grand projet de logement sur le site de l'ancienne cité militaire de Diekirch par le biais de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM). En effet, la SNHBM y réalisera un projet de construction à coût modéré sur une surface de quelque deux hectares. Il s'agit d'un projet de construction de 185 appartements. Le début des travaux d'infrastructure et de démolition aurait lieu en l'an 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Le bâtiment administratif actuel, construit seulement vers la fin du XX^e siècle, sis coin rue Clairefontaine - Alex Heck, sera-t-il vraiment remplacé dans le cadre du PAP « Cité militaire » par un nouveau bâtiment ?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons qui justifieraient la démolition de ce bâtiment qui abrite, entre autres, l'Administration des contributions ?

- En cas de destruction de cet immeuble, le Gouvernement envisage-t-il de maintenir définitivement sur ce site des activités administratives ?

- Dans l'affirmative, combien de personnes pourraient travailler à l'avenir ? Combien de fonctionnaires et employés publics y travaillent à l'heure qu'il est ?

Réponse commune (15.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

L'honorable Député André Bauler a posé une série de questions en relation avec le développement du site de l'ancienne cité militaire auxquelles les ministres interpellés ont déjà pu répondre dans le contexte de la question n° 0679 du 8 mai 2019 de l'honorable Député Aly Kaes.

Pour ce qui est de l'effectif actuel, environ 116 personnes y travaillent à ce stade. La répartition se présente comme suit :

Administration des douanes et accises
35 personnes sur 700 m²

Agence pour le développement de l'emploi
42 personnes sur 568 m²

Administration des contributions directes
25 personnes sur 395 m²

Administration du cadastre et de la topographie
14 personnes sur 395 m²

Les archives respectives ainsi que les emplacements pour voitures de service sont inclus dans ce calcul.

² <http://mega.public.lu/fr/societe/changez-de-perspective/index.html>
<https://orbilu.uni.lu/handle/10993/38642>

Il est prévu que le bâtiment administratif qui sera construit sur place offrira suffisamment d'espace pour accueillir le même effectif à l'avenir.

Question 1578 (06.12.2019) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** (DP) concernant l'**abolition de l'argent liquide** :

Comme le soulève un communiqué de presse de l'Union luxembourgeoise des consommateurs de l'août dernier, certains citoyens redoutent une abolition de la monnaie liquide. En effet, un papier stratégique de la Commission européenne de 2017, dans lequel celle-ci préconiserait une telle abolition, est souvent cité dans ce contexte.

Parallèlement certains pays, comme l'Irlande ou la Finlande, ont décidé de ne plus mettre en circulation les pièces d'un et deux centimes d'euro, et ont adopté une réglementation obligeant les commerçants à arrondir leurs prix à cinq centimes d'euro.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de réflexions au niveau de l'Union européenne allant dans la direction d'une abolition de l'argent en espèces ?

- Quelle est la position du Luxembourg à ce sujet ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations quant au pourcentage de transactions commerciales se faisant moyennant de l'argent liquide ? Quel est le taux d'utilisation des différents moyens de paiement sans espèces ? Quelle a été l'évolution au fil des dernières années dans ce domaine ?

- Quelle est la part de marché des différents opérateurs de services de paiement présents au Luxembourg ?

- Combien d'États membres de l'Union européenne ont adopté un cadre réglementaire semblable à l'Irlande et la Finlande ?

- Le Luxembourg est-il également prêt à se séparer des pièces d'un et deux centimes d'euro ?

Réponse (07.01.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Des rumeurs sur de prétendus plans pour abolir, ou pour le moins limiter, l'usage de l'argent liquide au niveau de l'Union européenne font régulièrement surface. Face à celles-ci, la Commission européenne a clarifié, dans un communiqué du 23 août 2019, « qu'elle n'a pas l'intention de proposer le plafonnement des paiements en espèces ». Elle a précisé en outre : « Les consommateurs luxembourgeois n'ont aucune raison de s'inquiéter. Suite à une demande du Conseil de février 2016, la Commission a examiné l'utilité de limiter les paiements en espèces de très grande valeur afin de lutter contre le financement du terrorisme. Suite à une étude détaillée, la Commission a conclu en juin 2018 que des restrictions concernant les espèces ne remédieraient pas de manière significative au problème du financement du terrorisme. Elle n'a donc fait aucune proposition législative, et aucune autre initiative n'a été envisagée depuis. » Ceci avait d'ailleurs déjà été rappelé dans la réponse à la question parlementaire n° 1095 du 22 août 2019. Dans cette même réponse, il a été précisé en outre que « [l]e Gouvernement estime que des initiatives visant à fixer des limites supplémentaires aux transactions en argent liquide ne sont pas opportunes à l'heure actuelle, que ce soit au niveau national ou au niveau européen ». Cette position reste parfaitement valide.

En ce qui concerne le sujet d'une éventuelle abolition des pièces d'un cent et de deux cents, il a déjà fait l'objet de questions parlementaires n° 1793 du 9 février 2016 et n° 0055 du 26 novembre 2018. On ne peut que réitérer la position exprimée en réponse à celles-ci, à savoir que « le Ministère des Finances n'envisage nullement l'abandon des pièces d'un cent et de deux cents au Luxembourg ».

Partant, le Luxembourg ne partage pas la position de l'Irlande et de la Finlande, tout comme de la Belgique, de l'Estonie, de l'Italie ou des Pays-Bas, qui envisagent ou ont décidé de ne plus mettre en circulation les pièces d'un ou de deux cents. Comme indiqué en réponse à la question parlementaire n° 1793 précitée, « pour ceux qui préfèrent ne pas en faire

usage, il existe une multitude de solutions de paiement électronique, qui permettent d'éviter le cas échéant tout recours au paiement en espèces ».

Le Ministère des Finances ne dispose pas des statistiques demandées par les honorables Députés. Pour autant, des statistiques sur l'utilisation des moyens de paiements scripturaux au Luxembourg peuvent être consultées sur le site Internet de la Banque centrale du Luxembourg : http://www.bcl.lu/fr/systeme_paiement/statistiques-paiements/Internet-Table-5-fr.pdf.

Par ailleurs, une étude de la Banque centrale européenne de novembre 2017 estimait que la part des paiements en numéraire dans le commerce s'établissait au Luxembourg à 64 % de l'ensemble des transactions. (Voir <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpops/ecb.op201.en.pdf>.) L'on peut estimer que cette part diminue progressivement avec l'adoption accrue de solutions de paiement électronique et mobile.

Question 1580 (06.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **logements inoccupés** :

Face à la pénurie de logements, certaines grandes villes dans nos pays voisins ont fait de la lutte contre les logements inoccupés sans raison une priorité.

La ville de Bruxelles a créé dans ce contexte un service avec comme principale mission le dépestage des logements vides selon des critères précis.

Un tel inventaire est essentiel pour inciter, le cas échéant, les propriétaires à mettre sur le marché les logements qui ne leur servent pas, sinon pour décourager la rétention de logements par des mesures adéquates.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement par quels voies et moyens et avec quels partenaires il entend établir le diagnostic de logements vides.

- L'Observatoire de l'habitat dispose-t-il d'une estimation sur l'étendue du phénomène ?

- Quelles sont les mesures qu'il envisage pour encourager la remise sur le marché des logements qui restent inoccupés sans bonne raison ?

Réponse (13.01.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

L'honorable Député s'enquiert des mesures que le Gouvernement est en train de préparer pour identifier et mobiliser les logements inoccupés sans raison.

Comme le programme gouvernemental le prévoit, il est prévu que dans le cadre de la réforme de l'impôt foncier, le système actuel de la taxe communale spécifique d'inoccupation de certains immeubles sera remplacé et simplifié.

Actuellement, des études sont en cours pour déterminer les voies les plus efficaces et légalement opérables pour identifier l'état d'inoccupation d'un logement.

À cet égard, je peux confirmer à l'honorable Député que l'Observatoire de l'habitat ne dispose pas de données sur l'étendue du phénomène.

Dans ce contexte, je voudrais en outre attirer l'attention sur l'outil de la gestion locative sociale à travers laquelle des organismes conventionnés par le Ministère du Logement peuvent mobiliser sur le marché locatif privé des logements inoccupés afin de les mettre à disposition, au prix d'un loyer abordable, à une population qui est à la recherche d'un logement sans pour autant pouvoir se loger aux loyers du marché. Actuellement, plus de 800 logements ont pu être mobilisés de cette manière au courant des dix dernières années.

La gestion locative sociale s'avère ainsi être un des outils de prédilection pour mobiliser des logements inoccupés, à côté d'une taxe spécifique d'inoccupation.

Question 1582 (06.12.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **terrain prévu pour la construction du centre de données de Google** :

Wéi d'Regierung op d'parlamentaresch Fro N° 1328 äntwert, existéiert e Memorandum of Understanding mat Google - respektiv mat der Duechergesellschaft LB Technology SARL - betreffend d'Exploitioun vun den Terrainen zu Biissen. An engem Artikel op rtl.lu vum 3. Dezember gëtt de Wirtschaftsminister des Weideren zitéiert, dass d'Terrainen, déi d'Firma LB

Technology an der Wirtschaftszon zu Biisse fir d'Konstruktioun vum Datenzenter kaaft huet, vum Staat kéinten ofkaaft ginn, am Fall, wou de Projet Datenzenter sech net realiséiere sollt, ënnert der Bedéngung, „datt de Präis och dee muss sinn, dee si bezuelt hunn an net dorop nach dierf Spekulation gemaach ginn.“

D'Terrainen, déi LB Technology opkaaft huet, bedroen - den Informatiounen op Basis vun den Akten um Hypothéikenamt no - 34.068.860,00 Euro.

An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3520 vum 12. Dezember 2017 hat et nach vun der Regierung geheescht:

« Au moment où l'investissement vient de lancer la première étape, il n'appartient pas au Gouvernement de spéculer sur l'avenir de ces terrains dans l'éventualité d'une non-réalisation d'un projet concret. »

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Fro stellen:

1. Huet d'Regierung tëscht 2017 an 2019 hir Meenung, dass et net dem Staat iwverlooss ass, iwwert d'Zukunft vun den Terrainen zu Biissen ze spekuléieren, geännert? Falls jo, firwat?

2. Wat ass de Maximalmontant, deen de Staat fir eng eventuell Acquisitioun vun de Grondstécker u Google wéilt bezuelen?

3. Gouf d'fir e Präis am Memorandum of Understanding fixéiert?

Réponse (20.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie* :

Et ass mat Google festgehalten, dass de Staat e Virkafrecht op d'Terrainen huet, wann de Projet vum Bau vun engem Datenzenter sech ieren net realiséiert, a Google kann an esou enger Hypothese keng Spekulation a kee Benefiss op deenen Terraine realiséieren.

Question 1584 (06.12.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant la **formation continue pour enseignants** :

Les enseignants de l'enseignement secondaire sont tenus de suivre une formation continue de chaque fois 48 heures sur une période de trois ans. Dans le catalogue de ces formations, il est souvent fait référence à un « public cible », c'est-à-dire à un public auquel la formation s'adresse en premier lieu, sans que pour autant il soit explicitement spécifié que des personnes n'appartenant pas à ce public cible n'aient pas le droit de participer à la formation, dans le cadre des places disponibles bien entendu.

Selon nos informations, l'assistance d'un professeur d'allemand et d'un professeur en sciences économiques et sociales à une formation continue sur l'enseignement de la philosophie ne leur a pas été reconnue dans le cadre des 48 heures obligatoires. Or, les deux enseignants abordent des thématiques étroitement liées à la philosophie dans leur cours. Il nous a été rapporté aussi l'exemple d'une personne enseignant la géographie et pouvant être amenée à enseigner l'histoire, qui n'a pas pu assister à une formation continue sur Romulus sous prétexte qu'elle n'enseigne pas l'histoire, alors qu'une personne enseignant la chimie a pu assister à la formation en question, sous prétexte qu'elle accompagnait souvent des voyages scolaires à Rome.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Monsieur le Ministre un(e) enseignant(e) qui n'appartient pas à ce « public cible », mais qui est néanmoins amené(e) à aborder cette ma-

tière dans le cadre du cours qu'il (elle) enseigne ou qui estime que la formation en question lui apportera une plus-value pour sa pratique professionnelle, peut-il (elle) s'inscrire à cette formation si des places sont disponibles et se voir reconnaître cette formation dans le cadre des 48 heures obligatoires ?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- Sur quels critères les places sont-elles attribuées ?

- La notion de « public cible » doit-elle être entendue comme se référant à un public prioritaire ou comme se référant à un public exclusif ?

- Le ministre n'est-il pas d'avis que toutes les formations continues organisées ou proposées par l'IFEN devraient avoir lieu hors du temps scolaire afin d'éviter que des classes n'aient pas cours ?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'heures de cours n'ont pas été tenues lors de l'année scolaire 2018-2019 parce que les titulaires des classes participaient à une formation continue organisée ou proposée par l'IFEN pendant l'horaire scolaire ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des informations au sujet de l'obligation de formation continue du personnel de l'enseignement secondaire et au sujet de l'organisation des cours de formation continue. Les modalités en vigueur sont déterminées par les textes suivants :

- l'article 5 et l'annexe I de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire ;

- le chapitre 4 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

- les chapitres 5 et 6 de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 concernant la formation continue des enseignants fonctionnaires et employés de l'enseignement secondaire.

Ces textes sont également à la base de l'organisation de la formation continue par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

L'article 94, paragraphe 2, de la loi modifiée du 30 juillet 2015 stipule que : « L'offre de formation continue est élaborée et organisée par l'Institut en collaboration avec et à la demande du personnel et des établissements scolaires et socio-éducatifs et répond à des besoins spécifiques identifiés à ces différents niveaux. » Les modalités de sélection des participants sont précisées à l'article 96, paragraphe 2, de la même loi : « La sélection des participants aux cours de formation continue proposés dans le cadre de l'offre de formation au niveau local est opérée par le directeur d'établissement ou par le directeur de région concerné. La sélection tient compte de la population ciblée et, le cas échéant, des demandes de priorité formulées par le directeur d'établissement [...] »

Afin de pouvoir exécuter ces dispositions, l'IFEN définit, pour toutes les formations continues qu'il organise, le public cible auquel cette formation s'adresse. Cette démarche a également pour objectif de mettre en évidence, pour les personnes intéressées par la formation, à la lecture du descriptif, les liens potentiels entre les objectifs et contenus de la formation proposée, d'un côté, et les besoins et attentes des personnes intéressées, de l'autre côté. L'IFEN souhaite ainsi contribuer à créer des conditions favorables pour que les formations soient perçues, par les participants, comme utiles pour leur développement professionnel personnel.

Le saviez-VOUS ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.



Voici des détails supplémentaires par rapport aux questions de l'honorable Député :

a) Les situations individuelles dont il est question ici, se rapportent aux formations suivantes :

- « Journée philosophique », code D3-b-13, ayant comme contenu « L'enseignement de la philosophie au Luxembourg : historique, situation actuelle et perspective(s) », s'adressant au public cible que sont les enseignants de philosophie ;

- « La légende de Romulus », code D1-d-08, ayant comme contenu le mythe du fratricide commis par Romulus, fondateur de la cité de Rome, s'adressant au public cible que sont les enseignants de langues anciennes et d'histoire.

Vu les spécificités des formations précisées dans les descriptifs respectifs, et en application des dispositions exposées ci-dessus, l'IFEN a refusé l'inscription des enseignants d'autres disciplines.

b) Pour ce qui est de l'inscription à une formation pour laquelle l'enseignant n'appartient pas au public cible, la sélection ou le refus d'une personne intéressée à une formation sont opérés par l'IFEN sur base des informations professionnelles personnelles dont dispose ce dernier. Ces informations ont été validées par la personne dans le cadre de la déclaration de traitement des données à caractère personnel de l'IFEN, en conformité avec le Règlement général pour la protection des données (RGPD). Dans des situations exceptionnelles, telle que celles décrites par l'honorable Député, si l'enseignant informe l'IFEN de ses motifs, son inscription à la formation en question est validée. C'est la raison pour laquelle l'inscription de l'enseignant accompagnant des voyages scolaires à Rome a été validée.

Pour ce qui est de la validation et de la comptabilisation d'une telle formation dans le cadre de la formation continue obligatoire, les dispositions du chapitre 6.3. de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 sont d'application : « Toute formation choisie par l'enseignant et pour laquelle il n'est pas ciblé, doit être agréée par le directeur au préalable pour être comptabilisée. »

c) Les places disponibles pour une formation continue sont attribuées, en respect des dispositions de l'article 96, paragraphe 2, de la loi modifiée du 30 juillet 2015 citées ci-dessus, selon les critères suivants :

- la correspondance entre les données professionnelles personnelles dont dispose l'IFEN et le public cible spécifié pour la formation en question ;

- l'ordre chronologique selon lequel les enseignants se sont inscrits sur le site Internet de l'IFEN à la formation en question.

d) La notion de public cible est entendue comme se référant à un public exclusif. Ainsi, par le fait que tous les participants à une formation ont une pratique professionnelle en lien avec le contenu de la formation, le partage de l'expertise et la formalisation des savoirs de la pratique, définis (entre autres) comme objectifs de la formation continue à l'article 91 de la loi modifiée du 30 juillet 2015, peuvent être assurés.

e) La grande majorité des formations s'adressant aux enseignants de l'enseignement secondaire ont lieu en après-midi ou les samedis. Il ne me semble pas opportun de proposer des formations exclusivement en dehors du temps scolaire, étant donné que :

- l'horaire scolaire varie d'un lycée à l'autre et, le cas échéant, également d'une classe à l'autre, ce qui rendrait difficile la définition du « temps scolaire » en question ;

- les enseignants ne sont pas présents toutes les demi-journées de la semaine au lycée, ce qui leur permet de participer, le cas échéant, à une formation sans que forcément des leçons d'enseignement ne tombent en souffrance.

Les modalités de l'interférence d'une formation continue avec la tâche d'enseignement sont précisées au chapitre 5.2. de l'instruction ministérielle du 22 juin 2018 : « L'inscription à un cours de formation continue qui interfère avec la tâche d'enseignement d'un membre du personnel enseignant ne peut se faire qu'avec l'autorisation du directeur du lycée. L'intéressé fait parvenir sa demande au directeur qui en apprécie le bien-fondé et examine si l'intérêt du service permet la participation de l'enseignant au cours en question. Si le directeur estime que ces conditions ne sont pas remplies et s'il refuse la demande d'inscription, il doit en informer l'enseignant en indiquant les motifs du refus. Afin de pouvoir comptabiliser la totalité des heures d'un cours de formation continue, les leçons d'enseignement perdues en raison de la participation audit cours doivent être reprises à un autre moment. Sinon, seules

les heures de formation continue suivies en dehors de la tâche d'enseignement sont comptabilisées. »

Je tiens à relever par ailleurs que bon nombre d'enseignants reprennent, si besoin en est pour participer à une formation, des leçons d'enseignement pour éviter de cette manière qu'elles ne tombent en souffrance.

f) Les chiffres demandés ne sont pas disponibles, vu la complexité des situations décrites ci-dessus, qui ne sont pas reprises dans un fichier centralisé.

Question 1585 (06.12.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le pluralisme des opinions :

Et gött am ganze westleche Raum ëmmer méi Stëmme, déi soen, datt d'Medie géintiwuer méi konservative Meenungen eng Zensur ausüben. A ville Länner gött dës Diskussioun ganz vehement geféiert.

RTL huet hei am Land eng dominant Plaz an der Mediendlandschaft. Emsou méi wichteg wär et, datt RTL sech géif drëm beméien, méiglechst objektiv ze informéieren an alle Meenungen eng Plaz ze ginn.

Elo ass awer e Lieserbréif vun enger Damm op rtl.lu net publizéiert ginn, well si op enger „Blacklist“ bei RTL stéing, an zwar mat dëser Argumentatioun :

„Dann sin (sic!) awer dacks Saachen opgetaucht, wou dir géint homosexuell Koppele geschriwwen huet, grad, wann dës wéilte Kanner adoptéieren. Dir huet dat ganz dacks esou duergestallt, wéi wann dat en Nodeel fir d'Kanner wier. An deem Sënn hutt der dann och ganz dacks Leit attackéiert, wann et (sic!) ëm d'Ofdriewung gaangen ass.“

Et ass awer esou, datt d'Bestietnis fir homosexuell Koppelen, d'Adoptioun vu Kanner duerch homosexuell Koppelen, d'PMA, d'GPA, d'Wuel vum Kand, d'Ofdriewung an d'Recht op d'Liewen alles Sujete sinn, déi a bal alle Länner vun der Welt zum Deel vehement diskutéiert ginn an iwwert déi d'Meenunge wäit ausernee ginn.

Och hei am Land sinn dëst politesch an eethesch Froen, déi ëmstridde sinn a wou d'Meenunge wäit ausernee ginn. An der Chamber an an der sougenannter „Zivilgesellschaft“ ginn iwwer esou Theemen zum Deel vehement Diskussiounen geféiert.

Dës Diskussiounen schéngen also bei RTL net wëllkomm ze sinn.

Et ass an deem Zesammenhang dohier och interessant ze notéieren, datt RTL op d'mannst eng Reportage iwwert d'Leihmutterchaft fir eng homosexuell Koppel gemaach huet, ouni dobäi déi Diskussioun iwwert déi kontroverséiert Praxis mat ze berécksichtegen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Medieminister dës Froe stellen :

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt RTL, als dominanten audiovisuelle Medium, soll méiglechst ville Meenungen e Raum ginn an iwwer all Aspekter vun eiser Gesellschaft méiglechst komplett an objektiv informéieren? Ass d'Regierung der Meenung, datt RTL och an eethesche Froe soll verschiddene Meenunge Raum ginn?

2. Gött et an deem Kontext vertraglech Konventiounen tëschent dem Lëtzebuurger Staat an RTL?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Bierger hei am Land, net nëmmen an der Theorie, mee och an der Praxis, prinzipiell d'Méiglechkeet sollen hunn, fir an de staatchlech subventionéierten oder konventionéierte Meenungen ze vertrieben, déi net dem sougenannte „lénke Mainstream“ entsprechen? Wa jo, ass d'Regierung bereet, dat souwuel ëffentlech ewéi och an de Medien ze bouen? Ass d'Regierung zu all Ament bereet, fir de Meenungspluralismus vun de Medien an an de Medien op eng glawwierdeg Manéier anzetrieden?

4. A wéi enge Medien ass d'Regierung institutionell vertraueden? Setzt sech d'Regierung an deene respektive Gremien ëmmer fir de Respekt vun enger méiglechst grousser Meenungsfreiheet an, also bewusst och fir Meenungen, déi net der Regierungslinn entsprechen?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt och Diskussiounen mussen fräi geféiert kënnen ginn, déi den Interessien, Fuerderungen oder Meenunge vun deem engen oder aneren (dacks staark minoritéären) Grupp widderstrieden, ouni dowéinst gläich enger „Diskriminatioun“ ugeklot oder verdächtigt ze ginn?

6. Misst an Zäiten, wou och an de Medien be-sonnesch vill iwwer Transparenz a Fichiere ge-

schwat gött, en national dominante Medium wéi RTL net och mam gudden Beispill virgoen an de Leit soen, wat déi sougenannte „Blacklist“ ass, wéi si sech definéiert, wien do drop steet a wat d'Modalitéite vun deem Fichier sinn? Wéini kënt een dann nees vun deem Fichier erfou, zum Beispill, wann een d'Recht op Liewe vun den nach net gebuerene Kanner ver- trétt?

7. Kann d'Regierung der Chamber eng Lëscht ginn, wie vun 2013 bis haut op RTL Radio

- eng Carte blanche huet därfe maachen (a wéivillmol), an des Weideren :

- wéi eng Politiker vu wéi enger Partei an de Background invitéiert goufen (a wéivillmol) ;

- wéi eng Politiker vu wéi enger Partei als Invité vun der Redaktioun invitéiert goufen (a wéivillmol) ?

8. Am Ausland gött et Etüden iwwert déi dacks eesäitig a staark tendenziell Berichterstattung vun de Medien bei Froen ewéi der Migratioun, dem Klima an nach änlechen, dacks ideologiséierte Froen. Wéllt d'Regierung eng Etüd maachen loossen, wéi objektiv d'Press zu Lëtzebuerg vun 2015 bis haut iwwer esou Theemen (an och iwwert dat speziell lëtzebuergesch Thema vun Ausländerwalrecht) informéiert huet an déi Etüd publizéieren?

Réponse (06.01.2020) de M. Xavier Bettel, Ministère des Communications et des Médias :

De Medieminister ka sech net äusseren iwwer Aussoe vum honorabelen Deputéierten, bei deene sech beruff gött op onprezis a vag definéiert „Stëmme“ am „westleche Raum“ respektiv „Diskussiounen“ a „ganz ville Länner“.

Et ass fir de Minister och net méiglech ze bewäerten, wat e Schreiwes betrëfft, dat vun „enger Damm op rtl.lu“ net publizéiert gi wier a wouranner et anscheinend ëm „Saachen“ geet, déi géint homosexuell Koppele geschriwwen gi wieren.

Allgemeng sief ënnerstrach, dass professionell Journalisten zu Lëtzebuerg engem Code de déontologie verflucht sinn, deen esouwuel d'Meenungsfreiheet als Prinzip festhält, ewéi och d'Obligatioun, dass, wat gesot gött, net vag, mee richtig ass an iwwerprüeft gouf: <http://www.press.lu/upload/manager/files/codedeontologie1.pdf>.

ad 1. Den honorabelen Deputéierten erwäant a senger Fro e Bréif, deen net op rtl.lu publizéiert gouf, deemno op der digitaler Plattform vun RTL. D'Konventioun, déi de Staat aktuell mat RTL huet, betrëfft eleng den Optrag fir e Lëtzebuurger Televisiounsprogramm a gewëss Aspekter vum Radioprogramm, also net déi digital Plattform rtl.lu. De Minister bewäert dor-iwwer eraus net den editoriale Choix vun engem onofhängege Medium.

ad 2. cf. ad 1.

ad 3. Wéi scho beschriwwen, ass rtl.lu kee „staatlech subventionéierten oder konventionéierte Medium“. D'Regierung steet zum an ënnerstëtzte d'Mediepluralismus zu Lëtzebuerg an huet och am Koalitiounsaccord festgehalen, dat weider ze maachen :

« Une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie. L'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante. » (p. 9)

ad 4. Et ass net eendeitig erkennbar, wat den honorabelen Deputéierte mat der Beschriewung „institutionell vertraueden“ wéllt ausdrécken. Et existéiert en ëffentlech-rechtliche Radio, deen am Kader vun enger Konventioun an opgrond vun engem Gesetz iwwert de Staatsbudget finanziert gött. Dësen ëffentlech-rechtliche Radio ass editorial onofhängeg - an dat ass och gutt a richtig esou.

ad 5. Et ass net ersichtlech, wat den honorabelen Deputéierten a senger Fro wéllt ausdrécken - sécher ass awer, dass d'Regierung d'Prinzipien, wéi se an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter festgehale sinn, respektéiert, deemno och den Artikel 19 an d'Recht op déi fräi Meenungsausserung.

ad 6. D'Regierung respektéiert d'Onofhängegkeet an déi editorial Fräiheet vun engem private Mediebetrieb mat professionnelle Journalisten.

ad 7. D'Regierung huet keng esou eng Lëscht an huet och net geplangt, an déi alldieglech Gestiou vun iergendengem Lëtzebuurger Medienhaus anzegräifen oder vergläichbar Fuerderungen ze stellen.

ad 8. D'Regierung ka sech net äusseren iwwer net weider preziséiert „Etüden aus dem Ausland“, déi den honorabelen Deputéierten hei ernimmt, ouni eng Source unzeginn.

Question 1586 (09.12.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la fiscalité du numérique :

Alors que le Ministre des Finances allemand avait récemment déclaré qu'un accord en matière de fiscalité du numérique pouvait encore être trouvé en 2020, le Ministre des Finances américain vient de fait part de ses inquiétudes par rapport à la tournure des discussions sur la taxation des géants du Net en cours au sein de l'OCDE.

Cette lettre survient peu de temps après l'annonce du Président américain d'introduire des taxes à l'importation sur des produits de luxe français en riposte à l'instauration d'une taxation du numérique par la France.

La lettre risque de remettre en question la possibilité d'un compromis qui semblait à portée de main.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliciter les options en matière de fiscalité des entreprises du numérique actuellement évoquées au sein de l'OCDE ? Parmi ces options, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer celle qu'il privilégie et pour quelles raisons ?

- Monsieur le Ministre est-il confiant qu'un accord en la matière puisse être trouvé dans un délai rapproché ?

- Existe-t-il actuellement une position commune en matière d'imposition des entreprises du numérique au sein de l'Union européenne ? Dans l'affirmative, quelle est cette position ?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'instauration par la France d'une taxe sur le numérique ?

- Monsieur le Ministre entrevoit-il la possibilité d'une guerre commerciale avec les États-Unis ? À considérer que les États-Unis introduiraient effectivement des droits de douanes sur des produits de luxe français, Monsieur le Ministre considère-t-il que les États membres de l'Union européenne devraient se montrer solidaires avec la France ? Si oui, comment se manifesterait cette solidarité ?

Réponse commune (08.01.2020) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

Les options qui sont actuellement en discussion dans les enceintes de l'OCDE sont regroupées autour de deux « piliers ». Il est à noter que le champ d'application contemplé de ces mesures va au-delà de la seule problématique de la « taxation des géants du Net » mentionnée par l'honorable Député.

Le pilier 1 a pour objectif de réviser les règles en matière de « nexus » économique qui justifie un droit d'imposition dans une juridiction déterminée et de modifier ensuite la répartition des bénéfices entre les juridictions afin d'accorder plus de droits d'imposition aux pays où les utilisateurs sont situés nonobstant l'absence éventuelle de présence physique des entreprises dans ces pays.

Le pilier 2 vise à apporter une réponse globale aux défis subsistant en matière d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices (« BEPS ») en faisant en sorte que les bénéfices des entreprises qui exercent leurs activités à l'international soient systématiquement soumis à un impôt minimum.

Le Luxembourg est pleinement engagé dans les discussions à l'OCDE et soutient l'idée selon laquelle les bénéfices des entreprises doivent être imposés là où la valeur est créée. Par ce biais, le Luxembourg est également d'avis que le cadre de la fiscalité internationale doit être adapté aux modèles d'entreprises du 21^e siècle afin de refléter la numérisation de l'économie. Toutefois, une pareille réforme doit être négociée en présence de tous les acteurs intéressés et aboutir à un « level playing field ».

À ce stade, il est trop tôt pour évaluer les conséquences de la lettre envoyée par le Ministre des Finances américain, mentionnée par l'honorable Député. Ceci étant, il est important de dégager un consensus au sein de l'OCDE sur ces questions afin d'éviter la prolifération de taxes digitales unilatérales qui risquent d'avoir des répercussions négatives sur les échanges économiques internationaux. De telles actions unilatérales discordantes risquent

également de mettre le cas échéant en péril le cadre international de la fiscalité des entreprises.

Finalement, même si l'OCDE reste l'enclume privilégiée pour trouver un accord sur la fiscalité de l'économie numérique, le Luxembourg continue de s'engager au niveau européen pour que les États membres de l'Union européenne puissent défendre une position commune au niveau de l'OCDE, avec l'objectif notamment que la solution finalement dégagée au sein de l'OCDE prenne pleinement en compte le droit de l'Union européenne et les spécificités des économies des États membres.

En ce qui concerne la dernière question soulevée par l'honorable Député, le Luxembourg continue à espérer que ses partenaires français et américains pourront régler ce différend par le dialogue, en mettant en perspective une solution concrète au niveau de l'OCDE et en écartant ainsi le risque de nouvelles mesures tarifaires contre des produits européens. Si des mesures unilatérales sont prises contre des produits français sans autorisation préalable par l'organe de règlement des différends de l'OMC, il échoit à l'Union européenne, en vertu de la compétence exclusive en matière de politique commerciale, à réagir comme une seule entité. La Commission européenne examine d'ores et déjà tous les scénarios, dont le recours devant un panel d'experts de l'OMC et l'adoption de contre-mesures.

Question 1587 (09.12.2019) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant la radio socioculturelle 100,7 :

Dans l'édition du 29 novembre de l'hebdomadaire d'« Lëtzebuerger Land », Monsieur le Ministre des Communications et des Médias a accordé un long entretien dont une partie concernait l'actualité de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle (ERSL). Monsieur le Ministre y déclare notamment : « Als Laurent Loschetter damals zum Präsident von radio 100,7 ernannt wurde, ging es darum, Probleme in der Buchführung und im Arbeitsrecht anzugehen. »

Cette déclaration fut assez étonnante car nous n'avons pas souvenir que des problèmes liés à la comptabilité ou au droit du travail furent ouvertement évoqués, notamment au sein de la commission parlementaire des médias.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Les réviseurs chargés d'analyser les comptes de l'ERSL de 2013 à 2017 ont-ils fait part dans leurs rapports annuels de quelconques réserves substantielles quant à la gestion comptable de l'ERSL ? Si oui, desquelles ?

2) Selon mes renseignements, les comptes annuels accompagnés des rapports des réviseurs ont tous été adoptés par le conseil d'administration de l'ERSL au sein duquel siègent notamment des représentants de l'État, dont un représentant de l'Inspection des finances, et aux réunions duquel assiste un commissaire de Gouvernement avec voix consultative. Suivant vos affirmations, les membres du conseil d'administration de l'ERSL auraient-ils avalisé des comptes et rapports tout en ayant connaissance d'irrégularités comptables sur la période 2013-2017 ?

3) Finalement, si la mission de l'ancien président du conseil d'administration que vous aviez nommé en 2017 portait sur des « problèmes » au niveau de la comptabilité et du droit du travail, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer plus précisément de quels problèmes il s'agissait, s'ils ont été résolus et, dans l'affirmative, de quelle manière l'ont-ils été ?

Réponse (30.12.2019) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

Le Ministre des Communications et des Médias n'a ni connaissance ni évoqué des irrégularités légales concernant la gestion de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle.

Concernant la gestion et la stabilisation des ressources humaines, le ministre se réfère à l'approbation, par le conseil d'administration, lors de sa séance du 18 mai 2018, de la transformation de postes CDD en CDI et de la proposition de contrats CDD et CDI à des freelance, suite à la signature de la nouvelle convention pluriannuelle entre l'État et l'ERSL, qui accordait une hausse de la dotation et une plus grande prévisibilité à long terme à l'établissement.

Question 1588 (10.12.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les travaux d'impression de l'État :

A menge parlamentaresche Froen Nr. 0881, 1163 an 1299 hat ech mech iwwert d'Verwendung vu Pabeier beim Staat souwéi den externen Drockoptråg beim Staat ëmfrot.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitaliséierung an dem Här Minister fir den öffentliche Déngscht dës Fro stellen:

1. Am Tableau vun der Äntwert op d'Fro Nr. 1299 ass bei enger Imprimerie vun 2013 bis 2019 eng Verdräifachung vum ausbezuelte Montant fir d'Optråg festzestellen. Gläichzäitig ass d'Unzuel vun den Optråg mat 98 Optråg méi niddreg wéi bei aneren Imprimerien.

De Minister äntwert des Weideren op d'Fro Nr. 11 :

„Generell gi Präisser bei e puer Dréckereien ugefrot an de bëllegsten Ubidder gëtt geholl.“

- Wéi ass ze erklären, dass déi Imprimerie mat manner Drockoptråg ewéi hir Konkurrente méi Suen erhalen huet?

- Kann de Minister confirméieren, dass bei den Ausschreiwunge fir d'Drockoptråg säit 2013 gläich Kritäre fir all d'Imprimerie gëllen?

2. 2016 huet eng Imprimerie Faillite gemaach. Kann de Minister matdeelen, wien déi feelend Drockoptråg vun dëser Imprimerie am Folgejoer kritt huet a wat fir en Typ vun Optråg déi Imprimerie krut?

3. Kann de Minister ausschléissen, dass an deenen Imprimerien, wou Membere vum Verwaltungsrot direkt oder manner direkt a Verbindung mat Regierungsparteie stinn, doduerch Drockoptråg zugonschte vun dësen Imprimerien entscheet goufen?

Réponse (10.01.2020) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre de la Fonction publique :

Déi betreffend Dréckerei huet tëschent dem 1. Januar a 15. Oktober 2019 98 Optråg (Bons de commande) kritt. Et ass ze bemierken, dass op engem Bon de commande vill Positione kënnen stoen, esou dass d'Unzuel vun de Bons de commande net onbedéngt ausschlaggebend ass. Zum Beispill kann op engem Bon de commande genauso gutt een Dépliant stoen oder awer zéng Schoulbicher.

An deem betreffenden Zäitraum 2019 ass d'Unzuel vun den Drockoptråg méi niddreg wéi bei aneren Dréckereien an de facturéeierte Montant méi héich, well d'Natur vun den Optråg méi komplex war. Et handelt sech do haaptsächlech ëm Schoulbicher, wou ganz grouss Oplage gefrot gi mat diversen technesche Finitioune, fir déi net all Dréckerei equipéiert ass.

Bei den Ausschreiwunge gëlle fir all d'Dréckereien déi selwecht Kritären. Konform zur Legislation vun de Marché-publicke gëtt e Laaschtenheft ausgeschafft, dat muss respektéiert ginn. Déi Dréckereien, déi un engem Optråg interesséiert sinn, ginn hire Präis of.

No der Faillite vun enger Dréckerei 2016 sinn déi grouss Optråg via Laaschtenheft nei ausgeschriwwen ginn. Op Basis vun den Offeren, déi gemaach gi sinn, hu verschidden Dréckereien déi Optråg zougessprochen kritt.

D'Zesummesetzung vun engem Verwaltungsrot ass kee Kritär fir den Zouschlag vun engem Drockoptråg.

Question 1589 (09.12.2019) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la signification d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle allemande pour le revenu d'inclusion sociale :

Am 5. November 2019 erklärte das deutsche Bundesverfassungsgericht Sanktionen zur Durchsetzung von Mitwirkungspflichten bei Bezug von Arbeitslosengeld II als teilweise verfassungswidrig. Das Bundesverfassungsgericht wurde mit der Thematik befasst, nachdem ein Empfänger von Arbeitslosengeld II aufgrund einer Minderung um 30 % und schließlich um 60 % des ihm zustehenden Regelbetrages beim Sozialgericht Klage einreichte und dieses dem Bundesverfassungsgericht die Frage zur konkreten Normenkontrolle weiterreichte.

In seinem Urteil³ erklärt das Bundesverfassungsgericht, dass Sanktionen zur Durchsetzung von

Mitwirkungspflichten nicht prinzipiell verfassungswidrig seien, doch wird von den Richtern argumentiert, dass eine Minderung des Regelbetrages um 60 % nach der zweiten Nichtwahrnehmung einer Mitwirkungspflicht und ein kompletter Wegfall des Regelbetrages über einen Zeitraum von drei Monaten im Falle einer dritten Verletzung einer Mitwirkungspflicht nicht mit dem deutschen Grundrecht vereinbar seien. Das Bundesverfassungsgericht begründet diese Unvereinbarkeit mit der Unzumutbarkeit und der Unverhältnismäßigkeit der genannten Sanktionen.

Die potenziell entstehende Belastung für Empfänger/innen durch eine Minderung um 60 % beziehungsweise durch einen kompletten Leistungsentzug sei demnach, so das Verfassungsgericht, nicht mit dem grundrechtlich gewährleisteten Existenzminimum vereinbar.

Zudem weist das Bundesverfassungsgericht darauf hin, dass es keine belastbaren Erkenntnisse über die Eignung und Erforderlichkeit einer Leistungsminderung um 60 % beziehungsweise eines kompletten Leistungsentzuges im Hinblick auf die Durchsetzung von Mitwirkungspflichten zur Integration in den Arbeitsmarkt gebe. Diesbezüglich könnten, so die Verfassungsrichter, drastische Minderungen der Leistungen gegebenenfalls bewirken, dass die Empfänger/innen durch die Leistungsminderungen mit zusätzlichen Hürden bei der Integration in den Arbeitsmarkt konfrontiert würden.

Des Weiteren müsse der Gesetzgeber darauf achten, so die Verfassungsrichter, dass Empfänger/innen auch nach mehrmaligem Verstoß gegen Mitwirkungspflichten und komplettem oder teilweisem Entzug der Leistungen die Chance behalten, diese wieder zu erhalten, sobald die Empfänger/innen ihren Mitwirkungspflichten wieder nachkommen. Es könne also nicht sein, dass ein oder eine Empfänger/in - wie in Deutschland der Fall - über einen Zeitraum von drei Monaten einen kompletten Leistungsentzug hinnehmen müsse, obwohl er oder sie zwischenzeitlich wieder seinen oder ihren Mitwirkungspflichten nachgekommen ist. Da dies derzeit in Deutschland beim Arbeitslosengeld II der Fall sei, so das Gericht, würden die Sanktionen ihr eigentliches Ziel verfehlen, nämlich die Mitwirkung der Empfänger/innen an Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt zu fördern.

Die luxemburgische Gesetzgebung zum Revenu d'inclusion sociale (REVIS) hat einige Ähnlichkeiten mit dem deutschen Arbeitslosengeld II, insbesondere was die Mitwirkungspflichten und die Sanktionen bei deren Missachtung angeht.

So sieht das entsprechende Gesetz vor, dass REVIS-Empfänger/innen nach einem ersten Verstoß gegen ihre Mitwirkungspflichten vom „Office national d'inclusion sociale“ (ONIS) abgemahnt werden. Beim zweiten Verstoß folgt eine Minderung des REVIS-Betrages um 25 % und ein dritter Verstoß zieht einen kompletten REVIS-Entzug nach sich. Letztgenannte Sanktionen gelten für die drei der Entscheidung des „Fonds national de solidarité“ (FNS) folgenden Monate. Somit können REVIS-Empfänger/innen über einen Zeitraum von bis zu vier Monaten von den Sanktionen betroffen sein.

Inwiefern REVIS-Empfänger/innen, die nach zwei oder mehreren Verstößen gegen die Mitwirkungspflichten von Sanktionen betroffen sind, den kompletten ihnen zustehenden REVIS-Betrag wieder erhalten oder zurückerstattet bekommen können, insofern sie sich vor Ablauf der dreimonatigen Sanktionsfrist wieder an den Mitwirkungspflichten beteiligt haben, geht aus dem Gesetz nicht hervor.

REVIS-Empfänger/innen können gegen vom „Fonds national de solidarité“ (FNS) gegen sie verhängte Sanktionen Einspruch beim Sozialgericht („Conseil arbitral des assurances sociales“) einlegen. Dafür haben sie laut Gesetz 40 Tage Zeit ab dem Datum der schriftlichen Mitteilung der Sanktion. Zu diesem Zweck müssen dem betroffenen REVIS-Empfänger die nötigen Informationen zu den Ansprüchen auf Rechtsmittel zugestellt werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich der Familienministerin folgende Fragen stellen:

1. Wie viele Haushalte erhalten derzeit REVIS? Wie hat sich diese Zahl über das vergangene Jahr entwickelt?

2. Wie viele Beschäftigte erhielten 2019 die komplementären Leistungen der „allocation d'inclusion“?

3. Wie hoch lag der Anteil der abgelehnten REVIS-Anträge?

4. In wie vielen Fällen sprach das ONIS Abmahnungen gegen REVIS-Empfänger/innen aus?

5. In wie vielen Fällen entschied der FNS eine Minderung des REVIS-Betrages in Höhe von 25 %? Wie hat sich diese Zahl absolut und in

Relation zu der gesamten REVIS-Empfängerzahl seit Einführung des REVIS entwickelt?

6. In wie vielen Fällen entschied der FNS einen kompletten Entzug des REVIS? Wie hat sich diese Zahl absolut und in Relation zu der gesamten REVIS-Empfängerzahl seit Einführung des REVIS entwickelt?

7. In wie vielen Fällen legten REVIS-Empfänger/innen Einspruch gegen eine Sanktion beim Sozialgericht ein? In wie vielen Fällen ist ein Einspruch aus Sicht der Empfänger/innen erfolgreich gewesen?

Laut REVIS-Gesetz werden mit REVIS-Empfänger/innen sogenannte „plans d'activation“ ausgearbeitet. Die Empfänger/innen müssen den Mitwirkungspflichten nachkommen, die in diesen Plänen festgelegt werden. Tun sie das nicht, besteht die Möglichkeit einer Sanktion, also gegebenenfalls einer Kürzung oder eines Entzugs des REVIS.

8. Aufgrund welcher der fünf im Gesetz festgeschriebenen möglichen Verstöße gegen die Auflagen des „plan d'activation“ werden die REVIS-Empfänger/innen in welcher Häufigkeit sanktioniert?

9. Wie definiert ihr Ministerium das schwere Fehlverhalten („motif grave“), das zu einem Abbruch der Betreuung der betroffenen Person durch das ONIS und einen kompletten Leistungsentzug führen kann?

10. Welche Kriterien werden im Rahmen der „plans d'activation“ herangezogen, um zu bestimmen, ob ein oder eine REVIS-Empfänger/in eine bestimmte gemeinnützige Arbeit verrichten kann oder soll? Wird bei dieser Entscheidung auch beruflichen oder geografischen Kriterien (Entfernung zum Wohnort und/oder Transportmöglichkeiten) Rechnung getragen?

11. Wird einem oder einer REVIS-Empfänger/in, der oder die aufgrund eines Verstoßes gegen eine Mitwirkungspflicht eine Minderung oder einen Entzug des REVIS-Betrages über einen Zeitraum von drei Monaten hinnehmen muss, die Leistung wieder komplett ausgezahlt, wenn der oder die Empfänger/in innerhalb dieser drei Monate wieder seinen oder ihren Mitwirkungspflichten nachkommt oder bleibt die Sanktion in Kraft ungeachtet der Mitwirkung des Empfängers?

12. Müssen REVIS-Empfänger/innen nach einem kompletten Leistungsentzug und ohne Möglichkeit auf eine Rückerstattung innerhalb der dreimonatigen Frist wieder einen neuen Antrag stellen, um den REVIS-Betrag nach Ablauf der drei Monate wieder zu erhalten, oder erfolgt die Auszahlung automatisch?

13. Verfügt das Familienministerium über quantitative und qualitative Erkenntnisse über die Auswirkungen der Sanktionen bezüglich der Integration der Betroffenen in den Arbeitsmarkt?

14. Werden die von Sanktionen betroffenen REVIS-Empfänger/innen weiterhin durch das ONIS begleitet und ermutigt einen neuen Antrag zu stellen?

15. Besteht in den Augen der Frau Ministerin nicht das Risiko, dass zu strenge Sanktionen die Sicherung eines Existenzminimums gefährden könnten?

16. Inwiefern ist die Frau Ministerin der Auffassung, dass das Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts aufgrund der Ähnlichkeit, die das Arbeitslosengeld II bezüglich der Sanktionen zum REVIS aufweist, auch in der Abschätzung der Stärken und Schwächen der sozialen Eingliederungsinstrumente in Luxemburg eine Rolle spielen sollte?

17. Teilt die Frau Ministerin prinzipiell die Auffassung des Bundesverfassungsgerichts, dass harte Sanktionen bis hin zum Leistungsentzug unzumutbare und wenig zielführende Maßnahmen darstellen, die die soziale Eingliederung der Empfänger/innen (des REVIS in diesem Fall) eher erschweren als erleichtern?

Réponse (15.01.2020) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Ich weise den Herrn Abgeordneten darauf hin, dass es mir nicht zusteht, ein Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts zu kommentieren.

Außerdem möchte ich daran erinnern, dass die am 12. Juli 2018 vom Parlament verabschiedete Motion die Regierung damit beauftragt hat, das Gesetz vom 28. Juli 2018 über das Einkommen zur sozialen Eingliederung („Revenu d'inclusion sociale“ - REVIS) innerhalb von drei Jahren nach seinem Inkrafttreten zu evaluieren. Die Vorbereitungen zu dieser Studie sind bereits angelaufen. Sie wird ebenfalls die quantitativen und qualitativen Auswirkungen der im Gesetz vorgesehenen Sanktionen analysieren.

Im Jahr 2019 erhielten 12.084 Haushalte das Einkommen zur sozialen Eingliederung; im Jahr

2018 waren es 11.921 Haushalte. Zwischen Januar und November 2019 kam es in 86 Fällen zu einer Minderung von 20 % des REVIS nach einem zweiten Verstoß gegen die Mitwirkungspflichten; in 40 von diesen Fällen wurde ein dritter Verstoß festgestellt. In keinem dieser Fälle wurde Einspruch gegen die Sanktion beim Schiedsgericht der Sozialversicherungen eingereicht.

Über diese Zahlen hinaus, ist es zu diesem frühen Zeitpunkt im Jahr noch nicht möglich, vollständiges und aufbereitetes Zahlenmaterial zum Jahr 2019 zur Verfügung zu stellen. Das aufbereitete Zahlenmaterial wird im Tätigkeitsbericht 2019 des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion veröffentlicht werden.

Wie bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 1604 des Abgeordneten Paul Galles vermerkt wurde, sind die im Gesetz verankerten Sanktionen so konzipiert, dass Menschen, die aus unterschiedlichen Gründen gegen ihre Mitwirkungspflichten verstoßen, abgemahnt werden können, ohne dass sie gleich - wie dies in der früheren RMG-Gesetzgebung der Fall war - ihren Krankenversicherungsschutz und ihren Anspruch auf sämtliche REVIS-Leistungen verlieren. Auch sei darauf hingewiesen, dass, wenn es zu einer Minderung von 20 % oder gar zu einem dreimonatigen Entzug des REVIS-Betrages kommen sollte, dies nicht die Anteile betrifft, die für die Kinder des Haushalts bestimmt sind (Artikel 24 (2) und (3)). Im Fall des Entzugs der Leistungen, werden die von den Sanktionen betroffenen REVIS-Empfänger während dieser Zeit nicht von ONIS- oder ARIS-Mitarbeitern betreut.

Das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) umfasst zwei Bestandteile: eine Eingliederungszulage („allocation d'inclusion“) und eine Aktivierungszulage („allocation d'activation“). Wenn Leistungen im Rahmen des Artikels 24 gekürzt oder vollständig entzogen wurden, wird die Eingliederungszulage (Artikel 1 (1)) nach Ablauf der dreimonatigen Frist automatisch durch den FNS wieder an den vollständigen REVIS-Betrag angepasst oder wieder zuerkannt. Die Zuerkennung der Aktivierungszulage (Artikel 1 (2)) hängt davon ab, ob der REVIS-Empfänger einer Aktivierungsmaßnahme des ONIS nachgeht.

Zu der Zuerkennung des Einkommens zu sozialer Eingliederung kommt es jedoch nur unter der Voraussetzung, dass alle sonstigen Bedingungen zum Erhalt des REVIS erfüllt bleiben.

Die Minderung oder der vollständige Entzug des REVIS-Betrages werden während eines Zeitraums von drei Monaten aufrechterhalten, so wie es das Gesetz vorschreibt. Eine Kürzung oder Unterbrechung dieser dreimonatigen Frist ist im Prinzip nicht möglich. Nur wenn der betroffene REVIS-Empfänger neue Informationen und Belege beim ONIS vorlegt, die den Verstoß gegen seine Mitwirkungspflicht erklären und rechtfertigen, und das ONIS auf dieser Basis die Sanktion vollständig zurückzieht, kann es vor Ablauf der dreimonatigen Frist zu einer erneuten kompletten Auszahlung des REVIS-Betrages kommen.

Was die Aktivierungsmaßnahmen betrifft, so bestimmt der Regionalbeauftragte für soziale Eingliederung („Agent régional d'inclusion sociale“ - ARIS) die gemeinnützige Arbeit, die ein REVIS-Empfänger verrichten muss. Dabei trägt er sowohl den Fähigkeiten und Kompetenzen der Person als auch der geografischen Erreichbarkeit der Arbeitsstelle Rechnung. Zudem muss sich der REVIS-Empfänger einer medizinischen Untersuchung beim multisektoriellen arbeitsmedizinischen Dienst („Service de santé au travail multisectoriel“) unterziehen. Es sei hier noch einmal betont, dass es das Ziel des REVIS-Gesetzes ist, eine bessere Abstimmung der Profile, Fähigkeiten und Kompetenzen der REVIS-Empfänger auf die Aktivierungsmaßnahmen zu erzielen.

Question 1590 (10.12.2019) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les déchets électroniques :

Zu Lëtzebuerg ass de Gesamtvolumen un Offall bannent deene leschte Joren erofgaangen. Och gëtt ëmmer méi recyclet. Am Kader vum Elektroschrott ass d'Ecotrel zu Lëtzebuerg zustänneg fir d'Asammelen an d'Recycléiere vum Elektroschrott. Obwuel domadder séchergestallt ass, dass den Elektroschrott fachgerecht entsuergt gëtt, ginn awer nach all Joer Tonnen un Elektroschrott aus Europa an Afrika exportéiert, deen ënner mënschenonwierdeg Zoustand recyclet gëtt, mat de bekannten Auswirkungen op d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Leit.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

1. Gi furtis elektronesch Apparater vu Lëtzebuerg aus op den afrikanesche Kontinent exportéiert?

2. Wei gëtt séchergestallt, dass dat net geschitt?

3. Wat fir eng Initiative gi vun der Lëtzebuerg Regierung op europäischem Niveau geholl, fir den Export vum Elektroschrott an afrikanesche Länner ze ënnerbannen?

4. Wat sinn d'Engagementer vun der Lëtzebuerg Regierung am internationale Strategiekontext?

Réponse (14.01.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1. No den offiziellen Deklaratiounen iwwert déi agesammelt furtis elektresch Apparater gi keng Exporter an Afrika gemaach, dëst weeder vun der Ecotrel, dem lëtzebuergeschen Organisme agréé fir Elektroschrott nach vun de Produzenten, déi en individuelle Gestionsystem hu fir déi elektronesch Offäll.

Ee groussen Deel vun den Apparater gëtt, iert d'Komponente weiderverschafft ginn, an enger Anlag zu Beetebuerg demontéiert, fir esou e bessere Recycling kënnen ze assuréieren. Déi Komponenten, déi do ufalen an och déi elektresch Apparater, déi net hei am Land virbehandelt ginn, ginn a folgend Länner transportéiert, fir do recyclet a valoriséiert ze ginn: d'Belsch, Frankräich, Däitschland, Holland, Tschechien an Eisträich. Dréhegelluechte Kompressoren aus de Frigoe ginn a Pakistan, wou d'Komponente weider benotzt ginn, fir nei Ventilatoren ze produzéieren.

ad 2. Prinzipiell ass et net verbueden, mat Prestataire ausserhalb vun der EU ze schaffen, soulaang si d'Konditiounen vum Geneemegung a Reporting erfëllen an d'Artikelen 9 an 10 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. März 2012 respektéieren. Den Artikel 9 leet d'Hierarchie an deene verschiddenen Niveaue vun der Offallgestioun fest. Den Artikel 10 bestëmmt déi global Bedéngungen, déi all Offallfilière muss erfëllen, an zwar kee Risiko fir d'Gesondheet a keng Ëmweltschied oder -belaaschtunge geneeieren.

Den Artikel 16, Punkt 3 vum deem Gesetz gëtt vir, dass déi, déi Offall hunn an e mussen entsuergen, de Prinzip vu Proximitéit mussen anhalen, souwäit et méiglech ass. Den Artikel 18 vum selwechte Gesetz gesäit am Punkt 3 vir, dass déi, déi Offall sammeln oder transportéieren sécherstelle mussen, dass den Offall a geneemegt Anlage geet, déi konform zu deenen Artikelen 9 an 10 sinn.

D'Ecotrel muss der Ëmweltverwaltung all Prestataire uginn, déi den Offall behandeln, sief et a sengem Dossier d'agrément oder spéider iwwert den Avis, dee se bei der Ëmweltverwaltung froe mussen, wa si mat engem neie Prestataire schaffe wëllen. Fir all Prestataire gëtt verlaangt, dass si geneemegt si fir hir Aktivitéit, an deem Land, wou si etabliert sinn. Si mussen och rapportéieren, wat mam Offall geschitt.

Fir all déi Prestataire, déi Offall vun elektronischen Apparater huelen, fir se ze flécken an erëm op de Marché ze stellen, huet d'Ecotrel och en Avis favorable vun der Ëmweltverwaltung kritt. Et handelt sech ëm Acteuren, déi all hei zu Lëtzebuerg sinn.

D'Notificatiounsprozedur, déi iwwert dat europäesch Reglement 1013/2006 agefouert ginn ass, an déi den Transport vun Offall regelt, muss och vun där ganzer Chaîne respektéiert ginn; d'Destinatioun vum Offall muss do am Viraus ugi ginn an all betraffe Länner mussen am Virfeld mat deenen Transporter averstane sinn.

Et sief och dorun erënnert, dass d'Ëmweltverwaltung zesumme mat der Douane, awer och mat auslänneschen Autoritéiten am Kader vum Kooperationsprogrammer, reegelméisseg Transportkontrolle mécht, wou iwwerpréift gëtt, dass keng illegal Offalltransporter gemaach ginn.

ad 3. Während allen Diskussiounen op europäischem Niveau iwwert d'Entsuergung vun elektreschem an elektronischem Offall, mee och iwwer Offalltransport, vertritt Lëtzebuerg ëmmer eng ambitiéis Positioun, wat d'Uspréich vun den Offallschinnen ugeet. Dozou gehéiert d'Garantie, dass all Offall nëmme vu geneemegte Betriber transportéiert, recyclet oder eliminiert gëtt, déi och d'Standarden vun der europäescher Legislatioun respektéieren, an dass d'Informatioun fir de Reporting bis bei de Produzent zréckkënn, soudatt hien dat a sengem Rapport annuel un d'Verwaltung weider-schécke kann.

Question 1591 (10.12.2019) de Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (déi gréng) concernant la traite des êtres humains dans le monde virtuel :

L'Assemblée interparlementaire du Benelux qui a récemment siégé au Luxembourg se concentre actuellement sur la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel afin d'élaborer des recommandations y relatives aux trois gouvernements du Benelux.

L'assemblée constate que les nouvelles technologies ont facilité et rendu invisibles les activités criminelles des réseaux de trafiquants. Cependant, ces technologies numériques peuvent aussi constituer des outils puissants pour détecter et prévenir la traite des êtres humains. Par conséquent, l'Assemblée Benelux est d'avis que les gouvernements du Benelux devraient intensifier leur coopération transfrontalière en la matière, notamment en améliorant la coopération entre les autorités d'enquête par des moyens numériques et en promouvant l'utilisation de preuves électroniques comme éléments de preuve dans des enquêtes ou des affaires pénales.

Prenant en compte que les gouvernements ne peuvent aborder le problème de la traite des êtres humains sans les entreprises du numérique ainsi que les organisations de la société civile, l'Assemblée Benelux juge également nécessaire que les gouvernements coopèrent avec ces différents acteurs. Ces informations devraient alors être rendues accessibles aux organes d'enquête. Dans cet ordre d'idées, les gouvernements pourraient promouvoir l'expertise et l'innovation dans les services d'enquête afin que les enquêteurs puissent se prévaloir d'un niveau de connaissance élevé dans le domaine.

Notons par ailleurs que par son accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à renforcer la lutte contre toute forme de traite des êtres humains.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Digitalisation et de Madame la Ministre de la Justice :

1) De façon générale, comment le Gouvernement souhaite-t-il lutter contre la traite des êtres humains dans le monde virtuel ?

2) De quelle manière le Gouvernement entend-il renforcer la coopération transfrontalière avec les autorités des pays du Benelux, mais aussi avec les autres États membres de l'UE, notamment en ce qui concerne les preuves électroniques ?

3) Comment le Gouvernement entend-il faire en sorte que les services d'enquête restent à la pointe des connaissances dans le domaine de la traite des êtres humains dans le monde virtuel ?

4) Le Gouvernement entend-il à cette fin coopérer avec les acteurs du monde virtuel, dont notamment les entreprises du numérique ? Dans l'affirmative, par quels moyens et suivant quelle approche cette coopération sera-t-elle mise en place ?

Réponse commune (17.01.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) Tant les Nations Unies qu'Europol insistent sur l'importance grandissante des nouvelles technologies et sur le fait que l'utilisation frauduleuse de ces technologies a facilité les activités de réseaux de traite des êtres humains ce qui rend les enquêtes encore plus difficiles dans le milieu très particulier de la traite des êtres humains.

S'il est vrai que les nouvelles technologies facilitent les activités criminelles, elles sont aussi une source importante d'informations pour les enquêteurs et peuvent constituer un moyen puissant pour lutter contre la traite des êtres humains.

Le monde virtuel n'est pas restreint par des limites territoriales. La lutte contre la criminalité dans le monde virtuel ne peut ainsi pas être menée par un État seul. Les États membres de l'UE se concertent donc étroitement pour combattre ce phénomène, notamment dans les domaines de la prévention (via le European Crime Prevention Network - voir aussi l'article « Le Luxembourg engagé dans la lutte contre la traite des êtres humains au niveau européen » publié en date du 17 octobre 2019 sur gouvernement.lu), de la répression via EUROPOL, l'Agence européenne spécialisée dans la répression de la criminalité, qui dispose d'un centre particulier pour la lutte contre la cybercriminalité (EC3) et appuie les États membres dans la lutte contre la criminalité organisée et de grande envergure, et de la formation des services d'enquêtes (via CEPOL).

Le Luxembourg a ratifié la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (dite Convention de Budapest) qui gouverne la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité dans le domaine numérique, de même que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants : ce sont les deux principaux instruments de coopération internationale permettant de lutter contre la dimension numérique de la lutte contre la traite des êtres humains.

ad 2) Concernant l'accès même aux données susceptibles de constituer des éléments de preuve, les autorités doivent passer à travers les instruments d'entraide judiciaire.

Or, malgré les moyens de coopération existants (Convention de Budapest, Entraide judiciaire « classique » ou encore la récente décision d'enquête européenne), les autorités peinent à collecter les preuves numériques qui disparaissent rapidement de la « toile ».

La raison se trouve dans la grande variété des systèmes et traditions juridiques et dans les nouvelles technologies, beaucoup trop avancées par rapport aux instruments existants.

Les difficultés dans l'accès transfrontière aux preuves électroniques entravent actuellement l'efficacité des enquêtes et des poursuites.

Tel que déjà avancé, les mesures de coopération judiciaire existantes au niveau de l'Union européenne ou au niveau international en partie inadaptées pour répondre aux besoins actuels de la justice pénale.

De ce fait, il est incontestable qu'il faudra outiller les autorités afin de pouvoir agir vite et efficacement.

Ceci est d'autant plus vrai quand il y a lieu de combattre les crimes contre l'humanité où la protection de la victime doit être notre première préoccupation.

C'est pourquoi, des réflexions ont été menées pour améliorer les outils de coopération. Cet exercice a été lancé sous les présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union fin 2015/début 2016 et a abouti dans la proposition de textes complémentaires, dénommés « package e-evidence ».

Il y a toutefois lieu de préciser que ces nouveaux dispositifs ne se substitueront pas aux mécanismes existants de coopération mais coexistent avec eux.

Le package e-evidence comprend deux propositions législatives, une directive et un règlement, préconisant un rapprochement des règles procédurales et un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes et poursuites pénales.

Concrètement, ce package repose sur une optimisation des instruments d'entraide judiciaire classiques existants et développe un cadre de coopération directe avec les fournisseurs de services en excluant le recours aux instruments d'entraide ou de reconnaissance mutuelle.

Ces nouveaux instruments, actuellement en cours de négociation, constituent une avancée de taille en ce qu'ils peuvent être interprétés comme étant un changement fondamental dans la façon de faire de la coopération transfrontière en matière pénale.

La confiance mutuelle sur laquelle est basée le règlement va permettre aux autorités de mener des enquêtes plus efficaces et plus rapides et donc réduire le nombre d'impunis.

Il y a lieu de préciser que le Gouvernement veillera, dans le cadre de la négociation du paquet e-evidence, à ce que celui-ci soit entièrement conforme aux standards européens en matière de droits fondamentaux.

Il est donc incontestable que l'internet avec tous les médias sociaux jouent un rôle primordial dans tous types de criminalité organisée et surtout dans la traite des êtres humains et de ce fait il y a lieu de songer à adapter et le cas échéant étendre les textes légaux nationaux, notamment en matière d'instruction, à ces phénomènes criminels majeurs pour permettre aux enquêteurs de travailler d'une manière plus efficace.

ad 3) Le Département « Appui » du Service de police judiciaire (SPJ) dispose d'une section « Nouvelles technologies » consacrée notamment à la lutte contre la cybercriminalité et à la dimension technologique de la lutte contre la criminalité.

Au niveau des connaissances au sein des services d'enquêtes, le Luxembourg préconise la participation à des formations internationales spécialisées, notamment via le Collège européen de police (CEPOL). Celui-ci propose par exemple un module de formation dédié spécialement aux enquêteurs en charge de la détection et de l'enquête dans le domaine de la traite des êtres humains dans le monde virtuel, auquel a participé la Police grand-ducale. Cette formation aborde, à côté des volets pratiques, également ceux de la coopération internationale et de la coopération entre les enquêteurs de la criminalité organisée et ceux de la cybercriminalité. Les participants seront ensuite des multiplicateurs des connaissances acquises.

ad 4) La troisième Stratégie nationale de cybersécurité (2018-2020) prévoit un nombre d'actions en matière de lutte contre la cybercriminalité. Le GIE Security Made in Luxembourg (Smile) participe notamment au projet Enforce de la Commission européenne (DG Home) dans le cadre de la création de formations pour les autorités répressives (<https://securitymadein.lu/news/ceis-securitymadein-lu-enforce-project/>).

Le Gouvernement coopère également avec des entreprises privées par le biais du Centre de compétences en matière de cybersécurité (<https://c-3.lu/>) qui offre des formations en matière de prévention de la cybercriminalité. D'autres coopérations peuvent être envisagées à l'avenir.

Question 1593 (10.12.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les dérives sectaires :

An menger parlamentarescher Fro N° 1073 vum 20. August 2019 hunn ech den Dammen an Häre Ministere vun de Cultes, der Sozialversicherung an der Famill ënner anerem d'Fro gestallt, ob et innerhalb vun de reliöse Communautéiten zu Lëtzebuerg Tendenz ginn, déi favorabel zu Konversionstherapie sinn, respektiv ob et Communautéite ginn, déi Homosexualitéit als anormal ugesinn an déi Meenung, voire Iwwerzeugung, och aktiv promovéieren. An hirer Äntwert preziséieren d'Dammen an Häre Ministere, datt am nationalen LGBTI-Aktionsplang näischt virgesinn ass a puncto Konversionstherapie.

Aktuell, weist d'europäesch Téleeschäine „arte“ e Reportage iwwert déi sougenannt Konversionstherapie. Vereenzelt Sekten a reliéis Communautéite promovéieren offensichtlech am noen Ausland aktiv esou Praktiken a bidden homosexuelle Mënsche respektiv den Eltere vun homosexuelle Jonken hir Dëngschter un. De Sujet gëtt lues a lues ëmmer méi thematiséiert. D'Belsch, Frankräich an Däitschland plange souguer e Verbuet vun esou Therapien.

Konversionstherapie (an Heelungen) si sécherlech net déi eenzeg Gefor, ma si weisen, wéi onwëssenschaftlech an onmëschlech mat der Perséinlechkeet an der Gesondheet vun Mënsche gespillt gëtt. En anert Beispill fir doutéis Traitement, si sougenannt „Services de guérison“, déi kranke Mënschen Heelung duerch spirituall Ritualer versprochen. Esou Servicer existéieren manifestement och zu Lëtzebuerg. Wann dës Therapien eppes verdäitelen, dann ass et, datt et wichteg ass, en Organ ze hunn, wat am A behält, op wéi eng Manéier sech Reliounen, verschidde sektär Gruppierungen an och reliéis gepräagte Communautéiten, ob Fräikierchen oder konventionéiert Glawengsgemeinschaften, sech entwéckelen an ob si an Iwwerteneestëmmung mat eiser fräier demokratescher Gesellschaftsuerdnung, de Mëscherechter an der Selbstbestëmmung vun Mënschen leien. Zu Lëtzebuerg gëllt laut eiser Verfassung d'Reliounsfräiheet, an dës gehéiert zu der Fräiheet an zum Schutz vun all Eenzelnem. Reliéis Gemeinschaften, déi d'Fräiheet awer contrecarréieren, schiedegen d'Demokratie an domat och all déi Glawengsgemeinschaften, deenen hir Glawenspraktik „de bonne foi“ ass.

A Frankräich gëtt et duerch den Dekreet vum 28. November 2002 d'„Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires“. Dëst Organ huet als Missioun, sektär Mouvementer ze observéieren, déi eng Gefor si fir den Ordre public, d'Mëscherechter an d'grondleend Fräiheete vun Mënschen. Des Weideren ass d'„Miviludes“ derfir zoustänneg, Preventioun am Beräich Sekten ze leeschten an de Public ze sensibiliséieren an ze informéieren. Bei eise belschen Nopere gëtt et zanter dem

Joer 2000 de CIAOSN, de Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles « visant à élaborer une politique en vue de lutter contre les pratiques illégales des sectes et le danger qu'elles représentent pour la société et pour les personnes, particulièrement les mineurs d'âge ».

Zu Lëtzebuerg gëtt et momentan keng equivalent Organisations an et gëtt och keng Base de données beim Ministère vun der Justiz, déi et géif erlaben, Réckschlëss op d'Unzuel, d'Charakteristiken an d'Gefore vu Sekten oder Organisations mat sektären Zich ze zéien. Während ëmmer manner Leit sech zu Lëtzebuerg fir de kathoulesche Glawen entscheeden, fénn parallel zu dëser Entwécklung eng Zerspläiterung vun reliöse Spektrum statt. Sougenannt Fräikierche kommen ëmmer méi op. Oft ass net kloer wéi eng Forme vu Glawen an dëse Fräikierche gelieft ginn an ob se antidemokratesch, onfräiheetlech Zich presentéieren oder net. Op Säite vun der kathoulescher Communautéit ginn et eng jett Gemeinschaften, déi net Member si vum Conseil d'églises chrétiennes au Luxembourg. Et gëtt also fir dës Fräikierche weeder en institutionelle Lien mat den offiziellen reliöse Communautéiten nach mam Staat. Och bei den anere Reliounen ass den Trend dee selwechten. En Observatoire wier dowéinst e Moyen, dës Tendenzen am A ze behalen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Cultes, Gesondheet, Justiz a Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Fro stellen:

1. Wien erhieft de Moment zu Lëtzebuerg Donnéeën iwwer Sekten?

2. Misst de Minister vun de Culten oder d'Ministesch vun der Justiz op dësem Domän net aktiv ginn an déi néideg Informatiounen iwwer Sekte sammelen?

3. Aner europäesch Länner hu säit Laangem „Observatoire“ ageriicht, déi derfir zoustänneg sinn „dérives sectaires“ ze suivéieren, Opklärungsaarbecht ze leeschten a staatlech Verwaltung mat Rot an Äntwert zur Sait ze stoen. Dir Dammen an Häre Minister, ass geplangt, hei zu Lëtzebuerg eng änlech Instanz an d'Liewen ze ruffen? Falls jo, wéi géif dës ausgesinn? Wann net, firwat net?

4. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentarescher Fro N° 1073 ervirgeet, wäert de Familljeministère sech mat der Fro vun de Konversionstherapie auseruesetzen. Ass dëst scho geschitt? Falls jo, wat ass d'Resultat vun dëser Evaluatioun? Falls net, wéini kann ee mat enger Konklusioun rechnen wëssend, datt eventuell entretemps weider Leit geschiedegt ginn?

5. Wéi steet den Här Kultusminister zum Trend vun der Zerspläiterung vun der reliöser Landschaft an dem verstärkten Opkomme vu Fräikierchen? Geet senger Meenung no eng Gefor vun dëser Entwécklung aus?

6. Wéi steet de Kultusminister an d'Ministesch vun der Justiz zum Fait, datt verschidde reliéis Communautéiten sougenannt „services de guérison“ ubidden? Ass dëst an den Ae vun den Dammen an Häre Ministere eng legitim Denominatioun vun esou engem Service wëssend, datt et sech heibäi net ëm wëssenschaftlech fondéiert Behandlungen handelt?

7. Wéi steet de Kultusminister perséinlech zu de sougenannte Konversionstherapie? Kann hie garantéieren, datt et esou Therapien um Lëtzebuerges Territoire net ginn a kann hien och ausschléissen, datt Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, hir Kanner a Konversionstherapie an d'Ausland schécke respektiv sech selwer am Ausland behandle loosse? Wéi gëtt dëst verhënnert?

8. Här Educatiounsminister, awéifern gi jonk Biergerinnen a Bierger an der Schoul, beispillsweis am Cours „Vie et société“ op d'Gefore vu sektären Organisations higewisen?

Réponse commune (15.01.2020) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes, de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, de M. Sam Tanson, Ministre de la Justice, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

ad 1. - 3. Am Kader vun den Aarbechte vun Europarat a virun allem an der Recommandatioun 1412 (1999) iwwert déi illegal Aktivitéite vun de Sekte gëtt ënnerstrach, datt déi normal Prozedure vun Zivil- a Strofrecht benotzt solle ginn, fir géint all illegal Praktike vu Gruppe mat reliösem, esoteereschem oder spirituellem Charakter virzegoen.

Déi selwecht Recommandatioun gesäit effektiv och vir, „si nécessaire“, datt national oder regional Informatiounszentren iwwert d'Gruppe mat reliösem, esoteereschem oder spirituellem Charakter kënnen virgesi ginn.

Zu Lëtzebuerg, gëtt et awer keen direkte Besoin, fir esou en Zentrum respektiv Observa-

toire anzerichten, dee spezifesch Donnéeën vu Gruppe mat reliösem, esoteereschem oder spirituellem Charakter géif sammelen a verschaffen. D'Informatiounen a Recherchen déi op europäischem Niveau zu dem Thema gesammelt a gefouert goufen, ginn aktuell duer, fir den Informatiounsbedarf zu Lëtzebuerg iwwert dës Phenomeener ze couvréieren.

Vill méi, an och an der spezifescher Problematik vun de „Konversionstherapie“, ginn d'Moyene konzentriert, fir déi aktuell staatlech konventionéiert Berodungsplazen wéi zum Beispill d'Gigale, de Kanner-Jugendtelefon oder och d'Initiative Bee Secure, bei Aktiounen an den Domänen ze ënnerstëtzen, an deenen zu Lëtzebuerg och méi konkrete Besoin ass.

ad 4. Am Kader vun eischten nationalen LGBTI-Aktionsplang huet d'Regierung am Juli 2018 e Comité gegrënnt, deen d'Ëmsetzung vum Plang begleet an nei Ziler an Aktiounen ka proposéieren. Dëse Comité wäert sech a senger nächster Sëtzung mat der Fro vun de „Konversionstherapie“ beschäftegen.

Am Kader vu sengem Mandat vum Mënscherechtsrot vun de Vereenten Natiounen, hat den onofhängegen Expert fir de Schutz viru Gewalt an Diskriminatiounen opgrond vun der sexueller Orientéierung an der Gender-Identitéit, Victor Madrigal-Borloz, den 21. November 2019 en Oupriff gemaach, fir Froen zum Thema „Konversionstherapie“ ze beantwieren. De Comité LGBTI huet heizou eng Äntwert koordinéiert déi an der nächster Sëtzung beschwat gëtt.

Sollt sech am Kader vun der Analys eraustellen, datt och zu Lëtzebuerg e méi direkten Handlungsbedarf géif bestoen, géifen entsprechend Mesuren definéiert an ëmgesat ginn.

ad 5. Wéi schon an der parlamentarescher Fro N° 1270 ervirgehewen, gesäit den Artikel 19 vun onser Verfassung vir, datt « la liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés ».

Dëst ass och e Grondrecht, dat an onser Verfassung verankert ass an encadréiert dem Staat seng Interventiounsmarge an de Reliounsfroen.

Et ass also virun allem dem Parquet seng Aufgab, fir eventuell Poursuitten ze entaméieren, respektiv de Geriichter hir, fir ofzeweielen, ob an engem spezifesche Fall d'Reliounsfräiheet kann ageschränkt ginn, well se en anert Grondrecht violéiert oder well d'Reliounsfräiheet méissbraucht gëtt, fir eng Strofdot ze beagoen.

ad 6. D'Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire définitéiert a sengem Artikel 7 d'Konditiounen, déi en illegalen Exercice vun der Medizinn duerstellen an ënnert d'Strofgesetz falen.

Op Basis vun dëse Bestëmmungen ass souwuel d'Diagnos ewéi och d'Behandlung vu Krankheete just zoulässeg, wa se vum Dokter realiséiert ginn.

ad 7. Wéi schon an der parlamentarescher Fro N° 1073 beäntwert, huet d'Regierung keng Kenntnis, datt esou „Konversionstherapie“ zu Lëtzebuerg ugebueden oder duerchgefouert gi respektiv datt, Leit déi zu Lëtzebuerg liewen, hir Kanner a Konversionstherapie an d'Ausland schécke respektiv sech selwer am Ausland behandle loosse.

Och wa „Konversionstherapie“ am Moment net als solch zu Lëtzebuerg verbueden sinn, si souwuel Diskriminatioun wéi och den Oupriff zum Haass opgrond vun der sexueller Orientéierung an der Gender-Identitéit verbueden.

Géif awer am Kader vun esou enger „Konversionstherapie“ eng Strofdot begaange ginn, géif dat am Kader vun den übleche Prozeduren am Strofrecht behandelt ginn, sollte männerjäreg Kanner oder Jugendlecher concernéiert sinn, géif sech den Service central d'assistance sociale, e Service vun der Justice, am Kader vu sengen ordinäre Prozeduren dorëms bekëmmere.

Doriwwer eraus goufen déi lescht Joren eng ganz Rei Mesurë geholl.

Am nationalen LGBTI-Aktionsplang huet d'Regierung sech zum Zil gesat, fir am Gesondheitsberäich de Prinzip vun der Depathologiséierung an d'Recht op Selbstbestëmmung vun den transgeschlechtliche Mënschen ze respekéieren, genausou wéi d'Recht op kierperlech Integritéit an op Selbstbestëmmung an de Prinzip vun der fräiwëlleger an informéierter Awëlleegung vun den intergeschlechtliche Mënschen.

Zënter der Loi du 10 août 2018 permettant de modifier le sexe et le ou les prénoms à l'état civil ass et fir transgeschlechtlech an intergeschlechtlech Mënsche méiglech, hiert Ge-

schlecht an hire Virnumm oder hir Virnumm um État civil duerch eng administrativ Prozedur ze änneren. Si mussen elo keng Therapieutesch Behandlung oder Operatioun méi noweisen.

De Ministère fir Famill, Integratioun a Groussregioun huet am Oktober 2018 eng Sensibiliséierungscampagne zum Thema Intergeschlechtlechkeet gemaach mat enger Internetsäit (www.intersex.lu), Affichen an engem Depliant fir d'Eltere vun engem intergeschlechtliche Kand.

Am Kader vum nationale Programm „Promotion de la santé affective et sexuelle“ gouf 2019 en zweeten Aktionsplang lancéiert, dee sech ënner anerem op d'sexuell Rechter baséiert, wéi d'Weltgesundheitsorganisatioun se definéiert. Am Kader vun dësem Programm gouf de Nationale Referenzzentrum fir d'Förderung vun der affektiver a sexueller Gesondheet (Cesas) gegrënnt, deen ënner anerem eng Charta entwéckelt huet mat där sech d'Signatairen engagéieren, fir de Respekt vun der sexueller Villfalt, der Variatioun vun de Geschlechtsmerkmaler an der Pluralitéit vun de Genren ze férdere.

Aktuell gëtt och an onsen Nopeschlänner iwwert dëst Thema diskutéiert. Et gëtt och festgestallt, datt e generell Verbuet vun esou „Konversionstherapie“, zum Beispill duerch stroferechtlech Mesuren, net esou einfach ëmsetze wier, an dat gewünschte Resultat, en Enn vun esou Therapien, géif bréngen. Et gëtt also virun allem iwwerluecht, fir dat aktuellt repressiiv Arsenal an esou Fäll, well se jo am Endeffekt ëmmer un d'Integritéit vun enger Person ginn, besser a méi gezielt anzusetzen.

ad 8. D'Thema „Sekte“ gëtt op 4^e am Fach „Vie et société“ explizit behandelt; dobäi ginn d'Schüler och op d'Gefore higewisen, déi vu Sekte kënnen ausgoen. D'Fach „Vie et société“ soll awer als Ganz dozou bäidroen, dass d'Schülerinnen an d'Schüler léieren, autonom a kompetent sech hir eege Meenungen zu deene grouss Liewensfroen ze bilden. Och an anere Fächer, wéi de Sproochen oder der Philosophie, kann dësen Theemeberäich zur Sprooch kommen.

Question 1594 (11.12.2019) de MM. Marc Spautz et Paul Galles (CSV) concernant le risque de pauvreté des personnes âgées :

Laut rezenten Aussoe vun ënner anerem Médécins du monde Lëtzebuerg oder der Chambre des Salariés (CSL) klëmmt d'Gefor vun Altersarmut ëmmer méi an domadder och de Risk, sech keng medezinesch Hëllef méi leeschten ze kënnen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

- Madamm Ministesch, kënn Dir dës Observatiounen confirméieren?

- Wéi vill Leit si betraff?

- Wat ass zu Lëtzebuerg d'Alterskategorie, déi am meeschte riskéiert, vun Altersarmut betraff ze ginn?

- Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir dësem Phenomeen entgéintzewirken?

- Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir de concernéierte Leit, och a prekäre Situatiounen, den Zougang zu medezinescher Hëllef ze garantéieren?

- Wéi eng Mesurë wëllt de Ministère ergräifen, fir géint den ëmmer méi grouss Gap tëschent den niddrege Pensiounen an den héije Präisser an den Altersheime virzegoen?

Réponse (14.01.2020) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Ech maachen déi Häre Deputéiert op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0226 vum Här Paul Galles opmierksam, an där d'Altersarmut och thematiséiert ginn ass. A menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro hat ech och drop higewisen, datt mer eng ganz Rei sozial Mesuren hunn, déi sech un all déi Leit rüchten, déi an enger schwieerer finanzieller Situatioun sinn, an datt mer och eenzel sozial Hëllef hunn, déi exklusiv fir eeler Leit geduecht sinn.

All déi Leit, déi eng lëtzebuergesch Pensioun kréien, bezuelen automatesch Kotisatiounen a sinn doduerch och versécher. Dëst ass och richteg fir déi Leit, déi de REVIS kréien. Wann et Leit mat ganz klengen Revenuen net méiglech ass, beim Dokter d'Sue fir eng Consultatioun virzestrecken, da kënnen se sech un hiren Office social adresséieren a vum „tiers-payant social“ profitéieren. A spezielle Situatiounen kann den Office social och Sue virstrecken oder souguer eng medezinesch Prestatioun (z. B. Zänn, Brëll), déi net vun der CNS iwwerholl gëtt, bezuelen.

D'Majoritéit vun de Leit, déi sech 2018 un d'Offices sociaux adresséiert hunn, waren tëscht 30 a 50 Joer al; nëmme 14,98 % vun all de Clientë ware méi wéi 60 Joer al.

Déi Leit, déi an en Altersheem wëlle wunne goen, awer net genuch personell Ressourcen hunn, kënnen beim Fonds national de solidarité de „complément accueil gérontologique“ ufroen. Am Joer 2019, hu 610 Leit vun dësem „complément accueil gérontologique“ profitéiert. Laut de Statistike vum FNS ass d'Zuel vun de Leit, déi vun dëser Hëllef profitéieren, iwwert déi lescht fënnef Joer relativ stabil. De Koalitionsaccord 2018/2023 gesäit eng Revisioun vum Gesetz vum 30. Abrëll 2004 iwwert den „accueil gérontologique“ vir.

Zanter 1998 erméiglecht d'„tarification sociale“ vum Familjeminstère et eelere Leit, déi kleng Revenuen hunn an d'Krittäre vun der Fleegeversécherung net all erfëllen, an déi an hirem Doheem wëlle wunne bleiwen, fir vu méi niddregen Tariffer bei Hëlfe- a Fleegegedënschter ze profitéieren. D'Tariffer gi gestaffelt jee no personelle Ressourcë vum Demandeur.

Wat de Gap tëschent de Leit hire Pensiounen an de Präisser an den Altersheemer ugeet, do relativéiert d'Chambre des Salariés selwer hir Etüd; laut den Auteurs vun der Etüd handelt et sech ëm eng theoreetesch Approche, déi just de Leit hir Alterspensioun a Betruecht zitt, ouni awer de Leit hir eventuell aner Revenuen oder hire Patrimoine mat an d'Rechnung eranzehuelen. Wann eng Persoun beim FNS e „complément accueil gérontologique“ ufreet, da muss se all hir Revenuen an hir Fortune deklaréieren. Eréischt da ka gekuckt ginn, ob déi Persoun kann an de Genoss vun engem „complément accueil gérontologique“ kommen a wéi héich dës Hëllef pro Mount ass.

Et sief och hei gesot, datt d'Regierung den 8. Januar 2020 den Avant-projet de loi iwwert d'Qualitéit vun der Servicer fir eeler Leit ugeholl huet. An dësem Text geet et drëm, d'Qualitéit an déi domat verbonnen Präispolitik an den ënnerschiddlechste Wunn- a Betreiwungsstrukture fir eeler Leit méi transparent ze gestalten.

Question 1595 (16.12.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **réaffectation d'un fonctionnaire de l'Armée luxembourgeoise** :

Wat de Contenu vum Bréif ugeet, deen den delegéierten Här Minister fir d'Defense an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember 2019 opgrond vun enger mëndlecher Fro vun den Deputéierte Stéphanie Empain (déi gréng) a Gilles Roth (CSV) virgeluecht huet, wëllt ech dem delegéierte Minister dës Fro stellen:

- Confirméiert den delegéierte Verdeedegungsminister, datt an deem „Dokument“ respektiv „Formulaire“, op dee sech dat an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember beim Punkt 9 vum Ordre du jour vun delegéierte Minister ausgehännegt Dokument referéiert, keen Desaccord tëscht de concernéierte Parteien festgehale gouf?

Réponse (09.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

D'Zil vum „entretien individuel“, deen Deel vum „développement professionnel du fonctionnaire“ ass (Artikel 4 vum Statut général des fonctionnaires de l'État), gëtt um Site vun der Fonction publique wéi follegt festgehale: « L'entretien individuel traduit la contribution individuelle de chaque agent au programme de l'administration. L'exercice de l'entretien individuel permet à l'agent de faire concrètement le bilan de sa situation de travail, de la progression de la réalisation du plan de travail individuel de la période de référence en cours, d'analyser quelles compétences il souhaite ou doit développer et comment il entend procéder. »

Zu dësem Zweck gëtt e generale Formulaire vun der Fonction publique ausgefëllt. De Formulaire gesäit verschidde Punkte vir, wou de Chef hiérarchique an den Agent hir Analys opschreiw. Eenzel Punkte sinn d'Resultat vun der gemeinsamer Analys, aner Punkte spigelen d'Positioun vun der Hierarchie respektiv vum Agent selwer erëm. Mat der Signature vum Chef hiérarchique a vum Agent zertifiéieren déi jeeeweileg Persounen, datt den Entretien uerdnungsgemäass ofgelaf ass, souwéi d'Valeur vun hire respektive Remarken a Commentairen. D'Signature bedeit dobäi net, datt den Agent oder d'Hierarchie sech dat ze eege maachen, wat deen anere kommentéiert huet. Et ass deemno duerchhaus méiglech, datt den Agent eng aner Positioun huet wéi de Chef hiérarchique, zum Beispill zum Thema Mobilitéit, wéi dat jo och virleidend an der konkreter Situation de Fall war. Genau dorëms geet et an dem Entretien individuel, den Agent souwéi de Chef hiérarchique kënnen sech äusseren.

Question 1596 (11.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant les **programmes de médecine préventive financés par la CNS** :

La loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé et modifiant le Code de la sécurité sociale prévoit que « des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

1) Comme Monsieur le Président de la Caisse nationale de santé (CNS) vient d'annoncer que la « *Gesondheetskeess* » mettra un accent plus important sur les mesures préventives, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre de la Santé quels sont les programmes de médecine préventive qui sont actuellement financés ou cofinancés par la CNS ?

2) Quels sont les programmes qui sont actuellement en préparation ?

Réponse commune (16.01.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Actuellement, la CNS participe au cofinancement de dix programmes de médecine préventive. Ces mesures de médecine préventive sont prévues par l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que :

« Des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

Les conventions actuellement en vigueur sont les suivantes :

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination des personnes âgées de 65 ans et plus, et de certaines personnes à risque contre le pneumocoque.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant organisation d'un programme de dépistage organisé du cancer colorectal (PDOCCR) par test immunochimique quantitatif et coloscopie en fonction des facteurs de risque.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive en matière de traitement dentaire des enfants et jeunes.

- Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie⁴ portant création d'un centre de prévention pour le dos.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant institution d'un programme pilote d'aide au sevrage tabagique.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant institution d'un programme de médecine préventive pour la réalisation et la prise en charge, au niveau national, du dépistage prénatal d'anomalies congénitales.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie portant organisation d'un programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie.

- Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe.

ad 2) Le progrès médical et l'évolution des prises en charge médicales impactent le champ de la médecine préventive. Ainsi, à l'avenir le Ministère de la Sécurité sociale, ensemble avec la CNS, poursuivra et renforcera son implication dans le support des programmes de pré-

⁴ Par l'article 9 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique, la référence à « l'Union des caisses de maladie » a été remplacée par une référence à « la Caisse nationale de santé ».

vention du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé. Une plus grande implication de la CNS dans la médecine préventive, signifiera également un suivi plus important de la CNS dans l'évaluation des programmes de prévention.

En outre, il y a lieu d'attendre les conclusions à retenir suite au « *Gesondheetsdësch* » qui pourront également impacter les orientations en matière de prévention.

Question 1599 (11.12.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gilles Baum** (*DP*) concernant la **campagne de sensibilisation pour les professions de santé** :

Récemment, le Gouvernement de la région flamande en Belgique a lancé une campagne de sensibilisation en vue de recruter du personnel pour les professions de santé.

En Suisse, la campagne « *Tough Enough* » poursuit le même but.

À la lecture concernant la démographie médicale au Grand-Duché, force est de constater que tous les services médicaux risquent, à moyen terme, d'être confrontés à des pénuries de personnel, aussi bien au niveau des docteurs que des infirmiers.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Le Ministère de la Santé envisage-t-il l'organisation d'une ou de plusieurs campagne(s) similaire(s) au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette/ces campagne(s) seront lancée(s) et pendant quelle durée seront-elles menée(s) ? Quel type de campagne(s) est envisagé ? Quelles professions de santé seront promues par cette/ces campagne(s) ?

- Quel est le budget prévu pour l'organisation de campagnes de sensibilisation sur les professions de santé pour 2020, 2021, 2022 et 2023 ? Ce budget augmentera-t-il dans les années à venir ?

Réponse (14.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

L'étude « *État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg* », réalisée sur demande du Ministère de la Santé, a montré que le Luxembourg ne forme pas assez de professionnels de santé pour répondre aux besoins de la population et que le pays dépend de manière critique des pays limitrophes pour ces ressources.

Cette situation résulte entre autres vraisemblablement de :

- l'image peu positive des métiers de la santé auprès de la population et des jeunes,

- contraintes liées aux métiers non compatibles avec les attentes de la jeunesse,

- la formation peu qualifiante par rapport à d'autres professions (BTS),

- autres secteurs plus compétitifs pour les jeunes : emplois à l'État ou dans le secteur financier.

Suite à cette analyse, j'ai chargé mes services, en étroite collaboration avec les différents ministères impliqués, d'élaborer un plan d'action national concernant les professions médicales et de la santé couvrant la période 2020 à 2035. Un des axes stratégiques devra adresser la problématique de l'attractivité des professions de santé et des professions médicales. Une des actions qui sera alors certainement mise en œuvre est une campagne de promotion médiatique en faveur des métiers de la santé afin d'augmenter l'intérêt des jeunes pour les professions de la santé incluant infirmiers, aides-soignants et médecins. Une telle campagne s'inscrit dans un ensemble d'axes stratégiques comme par exemple une réflexion sur l'adapta-

tion des formations des professions de santé et des professions médicales aux besoins du système de santé luxembourgeois en vue de garantir un accès optimal à des soins de qualité pour l'ensemble de la population. Ces axes devront être priorités avec les différents acteurs concernés afin que les actions soient coordonnées et efficaces. Les actions en elles-mêmes devront être définies au niveau opérationnel.

Le plan d'action devrait être finalisé avant l'été 2020 et les premières actions commencer à l'automne.

Question 1601 (12.12.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **recrutement auprès de l'Armée luxembourgeoise** :

Op der Antenn vun RTL Radio huet de Chef d'état-major vun der Lëtzebuerger Arméi uklänge gelooss, datt vum nächste Joer u wäert en neie „procédé de sélection“ agefouert ginn. Déi interesséiert Kandidatinnen a Kandidaten kënnen deemno an Zukunft selwer decidéieren, wéini si an d'„Musterung“ bei d'Arméi ginn. Zousätzlech sollen déi schrëftlech Tester fir de Rekrutement definitiv ofgeschaaft ginn an déi iwwreg Epreuen duerch d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance erweidert ginn. Bis ewell war et fir de „soldat volontaire“, dee sech „um Bierg“ wollt mellen, esou, datt en huet missen Tester maachen an den dräi administrative Sproochen an an der Arithmeetik.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Arméi en Nowuessproblem huet? Wa jo, u wat läit dat senger Meenung no?

2. Wéi wëllt de Minister dem Fait entgéintwierken, datt d'Arméi den Ament de Jonke keng sécher Aarbechtsplaz méi no hirer Lafbunn bei der Arméi bidde kann, esou wéi dat fréier de Fall war?

3. Här Minister, kënt Dir confirméieren, datt d'schrëftlech Tester fir d'Rekrutinnen an d'Rekruten ofgeschaaft goufen? Falls jo, firwat?

4. Kéint Dir eis Statistike liwweren, iwwert déi lescht fënnef Joer gekuckt, wéi vill Kandidatinnen a Kandidaten, opgeschlëselt op déi verschidden Disziplinen, d'schrëftlech Tester gepackt respektiv net gepackt hunn?

5. Här Minister, mat wéi engem schouleschen Niveau waren d'Rekrutementsufuerderunge bis elo vergleichbar?

6. Här Minister, kënt d'Erofschrauwe vun de Mindestufuerderungen Är Meenung no der Qualitéit vun der Ausbildung vun den Zaldoten a letztendlech och der Qualitéit vun der Lëtzebuerger Arméi zegutt?

7. Här Minister, sidd Dir net der Meenung, datt d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi misst iwwer aner Weeër verbessert ginn, wéi eenzeg an eleng iwwert d'Erofschrauwe vun de Rekrutementsufuerderungen?

8. Ginn et Méiglechkeeten, fir jonk Zaldotinnen an Zaldoten, fir während enger gewëssener Zäit en Openhalt an enger aner europäescher Arméistruktur (Schoul, Asaz etc.) ze maachen?

9. Wéi eng Mesurë goufen an de leschte Joren an der Lëtzebuerger Arméi geholl, fir transgender Zaldotinnen an Zaldoten virun Diskriminierung ze schützen? Gouf et säitens dem Ministère Sensibilisierungscampagnen, fir Diskriminatioun an deem Kontext entgéintzewierken?

10. Här Minister, ass et aktuell virgesinn, nei Weeër an der Rekrutementsprozedur ze goen, wéi beispillsweis d'aktiiv Promouviere vum Rekrutement vu Fraen?

11. Wat ass aktuell d'Geschlechterverdeelung an der Lëtzebuerger Arméi?

12. Här Minister, wéi stitt Dir zu enger Europäescher Arméi?

Réponse (09.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. Tëscht 2015 an 2018 goufen duerch schnëttlech ongeféier 120 Zaldote pro Joer verëeegt. Dës Zuel ass réckleefeg, well am Joer 2019 nëmme 78 Rekruten hir Grondausbildung (instruction de base oder IB) erfollegräich ofgeschloss hunn, mat abegraff déi 28 Rekruten, déi am September incorporéiert goufen an Ufank Januar verëeegt ginn.

Le saviez-VOUS ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Obwuel d'Zuel vun de Rekrutementen am Laf vum Joer 2019 aussergewöhnlech niddreg war am Verglach mat de viregte Joren, sinn awer d'Previsiounen fir 2020 gutt, well d'Aussichte bei der éischter Incorporatioun mat 80 Kandidaten, déi déi lescht Musterung bestanen hunn, gutt sinn.

Ee Grond fir d'réckleefeg Zuele vun 2019 kéint dofir d'Tatsach sinn, dass an deem Joer aner Verwaltungen eng grouss Unzuel vu Leit rekrutiert hunn, déi dem Profill, dat d'Armée sicht, entsprach hunn. E weidere Grond kéint d'Enn vun der Bedeelegung a Rotatiounen un der KFOR sinn, déi eng gewëssen Attraktivitéit bei jonke Rekruten hat. Mir hoffen, deem mat onse Pläng, nei Contingenten op Rotatiounsbasis an enger Friddensmissioun anzesetzen, entgéintzewierken.

ad 2. Sait 1999 gouf den „droit de priorité exclusif“ vun de fräiwëllegen Zaldote geschwächt an deelweis ganz ofgeschaaft, esou dass d'Armée fir eng Rei Karriären beim Staat kee Point de passage obligé méi ass. De Fräiwëllegendéngscht ass keng Garantie fir eng Aarbechtsplaz am Staatssecteur.

Der Armée hire Rekonversiousservice sicht permanent no neie Berufsperspektiven an alle Secteuren. Um Aarbechtsmaart sinn aktuell méi Offere wéi Demanden. De Rekonversiousservice vun de fräiwëllegen Zaldoten an de verschiddene Sessiounen illustréiert dat ganz gutt:

- 2015: 90 fräiwëlleg Zaldoten op 105 Ofgäng konnten den éffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2016: 80 fräiwëlleg Zaldoten op 88 Ofgäng konnten den éffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2017: 91 fräiwëlleg Zaldoten op 101 Ofgäng konnten den éffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2018: 68 fräiwëlleg Zaldoten op 84 Ofgäng konnten den éffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn;

- 2019: 71 fräiwëlleg Zaldoten op 75 Ofgäng konnten den éffentlechen a private Secteure vermëttelt ginn.

D'Armée mécht hiert Bescht, fir de fräiwëllegen Zaldoten eng méiglechst komplett Ausbildung ze bidden, soudass se hir Fäegkeeten enner Beweis stelle kënnen, wa se sech um Enn vun hirem Fräiwëllegekontrakt fir eng Aarbechtsplaz mellen.

ad 3. D'schrëftlech Prüfungen goufen um 1. Januar 2020 ofgeschaaft.

D'Erfauring huet gewisen, dass d'theoretesch Tester, déi am Lycée technique d'Éttelbruck (LTÉtt) duerchgefouert goufen, mat Hibleck op d'Packe vun der IB, net aussokräfteg genuch waren. Dofir goufen d'theoretesch Tester ofgeschaaft an, nom Modell vum CGPO, duerch eng Serie vu psychotechneschen Tester ersat. De Kalenner vun der Musterung nom ale Modell, dee bis Dezember 2019 gegollt huet, huet de Kandidaten, déi den „test militaire d'aptitude physique“ (TMAP) net gepackt hunn, keng Méiglechkeet gebueden, dese kënnen nozehuelen. Den neie System erlaabt dat elo.

ad 4.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De schrëftlechen Test am Lëtzebuergesche gouf 2017 ofgeschaaft.

ad 5. + 6. De Rekrutement war net mat engem Mindestbildungsniveau vergläichbar. D'Tester hu sech u Kenntniser orientéiert, déi e Schüler, deen eng Sixième vum Enseignement secondaire général gepackt huet, misst hunn.

D'Upasse vun de Selektiounskrittären a -modalitéit fir d'Karriär vun fräiwëllegen Zaldot entsprécht net engem Eroschrauwe vu Mindestufoerderungen, mee enger méi grousser organisatorescher Flexibilitéit a Reaktionsfäegkeet, am Aklang mat de Selektiounsmethoden, wéi se fir de ganzen éffentlechen Déngscht gëllen. Soumat limitéiert sech de Rekrutement och net just op d'Bewäertung vum „acquis“ vu Kompetenzen a Kenntniser, mee orientéiert sech och no vir mat Hibleck op e potenziell Uneegne vun neie Kompetenzen.

ad 7. D'Erhalen an d'Verbesserung vun der Attraktivitéit vun der Lëtzebuergescher Armée an enger Welt, déi sech fortwährend ännert, ass eng Erausforderung. Well d'Armée an enger däraarteg ännerender Welt operéiert ass, sech a kuerzen Ofstänn ze adaptéieren, ass et och néideg, verschidde Profiller ze rekrutéieren, déi et bis virum a puer Joer nach guer net gouf.

Domadder sinn d'Piste fir en attraktiven Employeur, fir des nei Profiller ze ginn, warscheinlech net déi selwecht wéi déi, déi fir déi existéierend Profiller ugewannt goufen. D'Eroschrauwe vu Rekrutementsufoerderungen ass kee Wee, fir méi attraktiv ze ginn.

ad 8. D'Méiglechkeete fir en Openthalt an enger europäescher Militärstruktur variéieren staark jee no militärescher Karriär.

Während sech all d'Militärkarriären u Missiounen vum OMP-Typ bedeelegen, fënnt de gréissten Deel vun der Ausbildung vun de Berufsmilitär am Ausland statt. D'Dauer vun diesen Ausbildungen variéiert tëscht e puer Wochen a Méint, respektiv e puer Joer, jee no Niveau vun der erfuenderter Ausbildung.

ad 9. D'Armée huet keng spezifesch Schutzmoosname fir transgender Zaldoten/innen agefouert. D'Armée applizéiert eng strikt Null-Toleranz-Politik géintwärtig vun alle Forme vun Diskriminatioun, Belästegung oder Mobbing, am Aklang mam Artikel 10 vum Beamtestatut. Zum Ausbildungsprogramm vun den Arméikadere gehéieren och Formatiounen zur Preventioun vun Diskriminatioun, Belästegung a Mobbing.

D'Armée engagéiert sech am Prozess vum Gender Mainstreaming, fir en attraktiven Employeur fir all Member vun der Gesellschaft, onofhängeg vun der Gender-Identitéit, ze sinn. Parallel ass d'Armée och en aktive Partner vum nationalen Aktionsplang „Women, Peace and Security - UNSCR 1325“ an och deementsprechend um Niveau vun der NATO an der EU engagéiert.

ad 10. Well d'Fraen effektiv an der Armée an der Minoritéit sinn, ass et d'Absicht vun der Armée, hir Informatiounscampagnen nei auszeriichten, fir deem Rechnung ze droen. Vu dass d'oppe Plaze fir d'fräiwëlleg Zaldoten an der Armée evoluéiert hunn a méi Choix a Méiglechkeete bidden, kéint eng besser Kommunikatioun an där Hिसicht de Rekrutement vu Frae féerden.

ad 11. Am Dezember 2019 waren 11 % vun der Lëtzebuergescher Armée Frae géintwärtig 89 % Männer.

ad 12. Et läit kee kloert Konzept vun enger Europäescher Armée vir.

Ech ka mer eng Europäesch Armée als Kréinung vun engem laange Prozess virstellen. Ech preconiséieren allerdéngs eng Approche, déi op konkrete Fortschreitter berout, wéi enger verbesserter Zesummenaarbecht am Beschaffungswesen, an der Schaffung vu méi multinationalen europäeschen Arméiunitéiten.

Wichtig ass och, dass mer eis op gemeinsam Wäerter eenegen, déi gegebenefalls solle militäresch verdeedegt ginn.

Question 1603 (16.12.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **principe de rotation auprès de l'Armée luxembourgeoise** :

Wéi den delegéierte Minister fir d'Verdeedegung an der Chamberssëtzung vum 3. Dezember 2019 preziséiert huet, gëtt et innerhalb vun der Lëtzebuergescher Armée e Rotatiounsprinzip. Dese Prinzip beseet, datt Beamtinnen a Beamten, no enger gewëssener Zäit op der selwechter Plaz, op eng aner Plaz affektéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem delegéierte Minister fir Verdeedegung des Froe stellen:

1. Här Minister, wéi oft ass dese Rotatiounsprinzip, opgeschlësselt no de Karriären an op déi lescht fënnef Joer, ugewant ginn?

2. Duerch wéi eng gesetzlech Basis ass dese Rotatiounsprinzip gereegelt?

3. Wat geschitt, Här Minister, am Fall, wou eng Beamtin oder e Beamten de Rotatiounsprinzip unzuweilt an net bereet ass, op eng aner Plaz affektéiert ze ginn? Zitt esou eng Reaktioun e „refus d'ordre“ no sech?

4. Här Minister, wéi oft gouf an de leschte fënnef Joer, gestaffelt no de Karriären, e „refus d'ordre“ ausgesprach?

Réponse (13.01.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre délégué à la Défense* :

Generell Bemierkungen zum Rotatiounsprinzip an der Lëtzebuergescher Armée:

D'Lëtzebuergescher Armée applizéiert e Rotatiounsprinzip, deem säin Zil et ass, de Militär ze erlaben, während hirer ganzer Karriär kontinuierlech ze evoluéieren an eng verdéiften Erfahrung an de verschiddene militäresche Beräicher ze erlangen. Des Weideren erméiglecht de Rotatiounsprinzip dem Militär, an der Militärhierarchie ze progresséieren, besonnesch fir den Iwwergang vum „niveau général“ an den „niveau

supérieur“ souwéi fir den Accès op d'„postes à responsabilité particulière“. Och d'Pensioonsufoergang oder aner Forme vun Ofgäng maachen de Rotatiounsprinzip noutwendeg, fir déi néideg Remplacementen duerchzeféieren.

De Rotatiounsprinzip gëtt op Basis vun engem „changement d'affectation“ duerchgefouert an d'Rotatiounen fannen am Prinzip no dräi bis fënnef Joer statt. Dës Dauer erlaabt et dem Militär, deen neie Posten an déi dozou gehéierend Aufgabe kennzeléieren, émssetzen, weiderzeféieren an nei perséinlech Erfahrungen ze erlangen, déi him et erlaben, sech fir déi nächst Etapp vu senger Karriär weiderzeentwéckelen.

Esou e Rotatiounsprinzip gëllt an allen alliierten Arméien an ass eng Voraussetzung fir hir militäresch Operatiounalitéit.

ad 1. Eng Analys vum Zäitraum 2015 bis 2019 weist, dass am Laf vun engem Kalennerjoer ongeféier 20 % vum Personal an de verschiddene Militärkarriären vun engem „changement d'affectation“ an/oder „changement d'emploi“ betraff sinn. D'Opschlësselung vun dese Changementer pro Karriär am Zäitraum 2015-2019 presentéiert sech folgendermoossen:

- Offizéier (totalen Effektiv 2019: 74): tëscht 12 an 19 Changementer pro Joer;

- Énneroffizéier (totalen Effektiv 2019: 194): tëscht 30 a 55 Changementer pro Joer;

- Kapereel (totalen Effektiv 2019: 60): tëscht 7 an 12 Changementer pro Joer.

Dës Chiffere spigelen just d'Situatioun vum Personnel militaire de carrière de l'Armée proprement dite erëm a berücksichtegen net eenzel spezialiséiert Kategoriën vum Personal (kommissionéiert Offizéier; Énneroffizéier vun der Militärmusik; Zivilpersonal), déi méi en niddrege Rotatiounstaux hunn.

ad 2. De Rotatiounsprinzip gëtt applizéiert op Basis vum Artikel 12 vum Organisationsgesetz vun der Armée (loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation de l'Armée), dee seet: «[I]l affectation ou le changement d'affectation des officiers est faite par le Grand-Duc. Pour ce qui est des sous-officiers et des caporaux, le ministre est compétent ». D'Prozedur ass am Régime juridique vum Changement d'affectation virgesinn, am Artikel 6 vum Staatsbeamtestatut (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), dee verfuügt, dass:

«1. Au moment de la nomination, l'autorité investie du pouvoir de nomination affecte le fonctionnaire dans une administration ou un service déterminé, avec indication de la fonction dont il est investi.

2. Le fonctionnaire peut faire l'objet d'un changement d'affectation, avec ou sans changement de résidence. Par changement d'affectation il y a lieu d'entendre l'assignation au fonctionnaire d'un autre emploi correspondant à la fonction dont il est investi au sein de son administration.

Le changement d'affectation peut intervenir d'office dans l'intérêt du service ou à la demande de l'intéressé; il est opéré par le chef de l'administration dont le fonctionnaire relève. (...) »

ad 3. All Changement d'affectation muss noutwendegerweis den allgemenge verwaltungsrechtleche Grondsatz vun enger kontradiktorecher Prozedur, wéi en am Artikel 6 Paragraf 5 vum Staatsbeamtestatut virgesinn ass, respektéieren, wat bedeit, dass de Fonctionnaire muss zum Sujet gehéiert ginn, an dee beseet, dass:

« 5. Les changements d'affectation, de fonction et d'administration opérés d'office ne peuvent comporter l'attribution au fonctionnaire concerné d'un emploi inférieur en rang ou en traitement; avant toute mesure, le fonctionnaire concerné doit être entendu en ses observations.

N'est pas considérée comme diminution de traitement au sens du présent paragraphe la cessation d'emplois accessoires ni la cessation d'indemnités ou de frais de voyage, de bureau ou d'autres, lorsque la cause de ces indemnités vient à disparaître avec le nouvel emploi.

Lorsque le fonctionnaire changé d'affectation, de fonction ou d'administration dans les conditions qui précèdent, refuse le nouvel emploi, il peut être considéré comme démissionnaire. »

Den Artikel 4 Alinea 6 vum Gesetz iwwert d'Disziplin an der Force publique (loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique), an dee sech och applizéiert, beseet, dass « [I]e militaire de carrière doit être entendu au sujet des propositions d'emploi qui le concernent. Ses observations éventuelles sont à présenter dans un délai de cinq jours. »

Wann d'Observatiounen an der Substanz zoulässeg sinn, fënnt de Changement d'affectation am Prinzip net statt.

Dës Prozedur ass net als Uerder am disziplinaresche Sënn ze consideréieren. Dohier ka se och net den Objet vun engem Refus d'ordre sinn.

De Staatsbeamtestatut gesäit allerdéngs am Alinea 3 Paragraf 5 vum virzitéierten Artikel 6 vir, dass « [I]orsque le fonctionnaire changé d'affectation, de fonction ou d'administration dans les conditions qui précèdent, refuse le nouvel emploi, il peut être considéré comme démissionnaire. » Dese Artikel muss a Verbindung mam Artikel 40 Paragraf 2 vun deem selwechte Gesetz gelies ginn, an dat beseet, dass « [S]i le fonctionnaire, mis en demeure par envoi d'une lettre recommandée à l'adresse qu'il a déclarée comme sa résidence, n'y donne pas les suites voulues dans un délai de trois jours, la démission d'office peut être prononcée par le ministre du ressort : (...) d) dans le cas visé à l'article, 6 paragraphe 5 dernier alinéa ».

ad 4. An de leschte fënnef Joer gouf keng Entscheedung op Basis vum virzitéierten Artikel 6 Paragraf 5, ausgeschwat. Am iwwrege gouf et säit op d'mannst 20 Joer keen esou e Fall.

Question 1604 (13.12.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant le **REVIS** :

Selon nos informations, plusieurs bénéficiaires du revenu d'inclusion sociale (REVIS) ont vu annuler avec effet immédiat leur prestation pour trois mois en raison d'un premier comportement fautif. Or, l'article 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit un système d'avertissement en trois étapes.

Au cas d'un des comportements fautifs visés à l'article 24 (1), l'Office national notifie dans une première étape un avertissement. Au cas où l'Office constate que l'intéressé adopte une deuxième fois un des comportements visés à l'article 24 (1), une réduction de 20 % de la prestation est appliquée à compter de la date de la décision prise par le FNS et des trois mois subséquents.

Lorsque l'Office constate une troisième fois un comportement fautif, la prestation est annulée dans sa totalité pour trois mois subséquents.

Dans la mesure où une annulation des prestations du REVIS risque de faire plonger les concernés dans une situation financière alarmante, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, combien de bénéficiaires ont été concernés par une telle annulation immédiate de leur prestation en cas d'un premier comportement fautif ?

- Les concernés sont-ils remboursés rétroactivement de la perte financière ?

- De quelle manière Madame la Ministre envisage-t-elle de remédier à ce problème et d'assurer que les services concernés implémentent correctement les dispositions législatives de la loi du REVIS ?

Réponse (08.01.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

L'article 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit un dispositif de sanction en trois étapes : un premier comportement fautif constaté par l'Office national d'inclusion sociale (ONIS) est sanctionné par un avertissement qui n'a pas d'effet sur le paiement de la prestation (article 24 (1)). Si l'ONIS constate un deuxième comportement fautif, une réduction de 20 % de la prestation, pour une durée de trois mois, est opérée (article 24 (2)). Ce n'est que lorsque la personne adopte une troisième fois un comportement fautif que la prestation est suspendue pour une durée de trois mois (article 24 (3)). Cette dernière sanction est d'application avec effet immédiat en cas de motif grave procédant du fait ou de la faute d'une personne bénéficiaire (article 24 (4)). C'est cette sanction qui correspond à la situation décrite par Monsieur le Député. Entre janvier et décembre 2019, cette sanction a été appliquée deux fois.

Ce dispositif de sanction en trois étapes a été mis en place à bon escient, afin d'éviter que des personnes qui, pour diverses raisons, ont du mal à se conformer aux règles du plan d'activation, ne se retrouvent sans prestation du jour au lendemain.

Lorsqu'une prestation est diminuée ou suspendue en application de l'article 24, aucun remboursement rétroactif n'est appliqué.

Les dispositions de la loi du 28 juillet 2019 relative au revenu d'inclusion sociale sont correctement appliquées par les services concernés.

Enfin, il y a lieu de noter aussi qu'une personne bénéficiaire peut perdre le droit aux prestations REVIS sans se trouver dans une situation de

sanction. En effet, la personne qui ne remplit plus les conditions générales reprises à l'article 2, tout comme la personne reprise à l'article 3 (1), ne peut prétendre au REVIS. La vérification de ces conditions est effectuée par le FNS, et il est mis fin aux prestations sans application des dispositions de sanction de l'article 24.

Question 1607 (13.12.2019) de **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant le **processus d'attribution des fréquences pour le futur réseau 5G** :

Déjà en juillet 2019, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) avait publié les résultats de sa consultation publique pour les deux premières plages du spectre de fréquences du futur réseau de télécommunications de cinquième génération, à savoir la bande des 700 MHz et la bande des 3,4-3,8 GHz, tandis que l'attribution des licences d'utilisation pour la troisième bande, celle des 26 GHz se fera ultérieurement. Avec six opérateurs pour la première bande et neuf pour la deuxième, les candidats furent bien plus nombreux que prévus et surtout bien plus nombreux que pour les réseaux des générations précédentes. Il s'agit notamment des sociétés suivantes : CMD Solutions/Colibri, Eltrona, MTX Connect, Orange, POST, Proximus, Luxembourg Online, SES et Dense Air.

Monsieur le Premier Ministre aurait confirmé, en marge de la « Luxembourg 5G Conférence », que le Gouvernement aurait décidé d'attribuer les fréquences par une vente aux enchères et que le spectre à attribuer serait augmenté afin d'en permettre une répartition à plus de candidats opérateurs. Ainsi, il était prévu d'attribuer un spectre de 280 MHz pour la bande de fréquences entre 3,4 et 3,7 GHz. Désormais, le « morceau » de spectre serait augmenté de 50 MHz.

Dans ce contexte et vu que l'Union européenne a fixé fin juin 2020 comme date butoir pour l'attribution des fréquences pour la 5G, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que les critères techniques ou autres à remplir par les candidats aux licences 5G seront modifiés par rapport à la consultation initiale de l'ILR ? Par exemple, les candidats doivent-ils fournir des informations détaillées quant au montant à investir dans l'infrastructure et doivent-ils respecter un taux minimal de couverture ?

2) Comment est-ce que les conclusions du Conseil de l'UE du 3 décembre 2019 « sur l'importance de la 5G pour l'économie européenne et sur la nécessité d'atténuer les risques pour la sécurité liés à la 5G » seront prises en compte dans la mesure où elles plaident pour la prise en considération de « facteurs non techniques » pour la détermination du profil de risque des fournisseurs et le degré de confiance pour des « composants essentiels pour la sécurité nationale » ?

3) Quand est-ce que le processus de vente aux enchères sera lancé ?

4) Est-ce qu'il existe une planification, de la part du Gouvernement ou des entreprises, relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en place du réseau 5G dans le but de diminuer l'impact du cumul des rayonnements sur la santé et l'environnement ?

Réponse (14.01.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Les résultats de la consultation publique de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) du 3 mai 2019 ont effectivement révélé que la demande de spectre dépasse largement la quantité de spectre disponible dans les bandes des 700 MHz et des 3,4-3,8 GHz. De ce fait, une procédure objective et transparente est en train d'être élaborée par l'Institut luxembourgeois de régulation et l'Institut d'étude actuellement qui pourrait être le type de mise aux enchères le plus approprié en vue d'une attribution efficace du spectre concerné. Cette procédure sera associée de modalités spécifiques dont l'élaboration est également en cours. Ainsi, les conditions-cadres à respecter lors de la mise aux enchères des fréquences de la bande des 700 MHz et des 3,4-3,8 GHz n'ont pas encore été définies de manière définitive. Ceci s'applique également aux aspects sécuritaires. Rappelons aussi que le Gouvernement s'est déjà exprimé sur cette dernière thématique dans sa réponse à la question parlementaire n° 0078 de Monsieur le Député Sven Clement.

À la suite de l'achèvement des travaux préparatoires, l'Institut prévoit, si possible, de lancer le processus d'attribution des fréquences en temps utile afin de permettre l'attribution du spectre avant la fin du premier semestre 2020.

Quant à l'utilisation future des réseaux 2G/3G, le Gouvernement ne dispose actuellement pas

d'une planification spécifique relative à l'arrêt de l'exploitation des réseaux 2G ou 3G suite à la mise en service des réseaux 5G. Les opérateurs ayant reçu une licence dans le cadre du service mobile terrestre peuvent disposer du spectre alloué pendant la durée d'utilisation de la licence. Comme ces licences ne spécifient pas la technologie à utiliser, les opérateurs sont loïsibles de déployer individuellement le type de technologie le plus approprié selon leur avis. Toutefois, il faut considérer que les opérateurs sont contraints d'attendre l'introduction des technologies adaptées (au niveau de l'infrastructure des réseaux et des terminaux disponibles sur le marché) qui permettront de basculer le trafic des communications vocales vers les réseaux de nouvelle génération (Voice over 5G) ainsi que l'existence d'une couverture équivalente aux couvertures 2G/3G actuelles avant de pouvoir libérer ce spectre ou de le réaffecter à une autre utilisation. En raison du besoin croissant de bande passante dans les années à venir, il est fort probable que les opérateurs vont réutiliser le spectre actuellement utilisé par les technologies 2G/3G avec des technologies 4G/5G qui s'annoncent être plus efficaces en termes de rendement énergétique et en termes de performance et d'efficacité spectrale. La technologie 3G sera probablement la première technologie à être abandonnée en faveur des technologies 4G ou 5G.

Question 1608 (13.12.2019) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant l'**aide sociale** :

Am Joer 2009 gouf d'Sozialhëllef hei am Land, per Gesetz, nei organiséiert. Op Basis vun dësem Gesetz gouf dëse Service, uechtert d'Land, professionnaliséiert. Dat duerch d'Schafe vun neie Strukturen, fir esou besser de Besoine vun de Beneficiairé gerecht ze ginn.

Mat de Jore sinn dës Strukture gewuess, fir déi eenzel Offerten ze verbesseren, awer och fir de Besoine vun de betraffene Leit entgéintzekommen, wat ee jo och gesäit un de Budgete vun den eenzele Strukturen. Esou ass zum Beispill de Budget an der Struktur RESONORD aus dem Joer 2015 bis an d'Joer 2020 em iwwer 100 % geklommen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch:

1. Wéi vill d'äer Strukture goufen am Land geschaf?
2. Wéi hu sech déi eenzel Budgeten an all dëse Strukturen entwéckelt?
3. Wéi huet sech d'Personal entwéckelt, wat an all dëse Strukture schafft?
4. Ginn et Statistiken oder Oplëschtungen, op wat fir enger Basis all déi Hëllef baséieren?
5. Wat fir eng Konkursioun kann een aus all dësen Hëlfele zéien?

Réponse (31.12.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

D'Äntwerten op déi eenzel Froen, déi an der parlamentarescher Fro gestallt ginn, fënnt den Här Deputéierten an den Aktivitéitsrapporte vum Ministère fir Famill, Intégréatioun an d'Groussregioun an an der Etüd „Die Offices Sociaux in Luxemburg aus Sicht der AkteurInnen und AdressatInnen“, déi d'Uni Lëtzebuerg am Optrag vum Ministère gemaach huet an déi d'Joer presentéiert ginn ass.

All dës Dokumenter stinn um Internetsite vum Ministère (<https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/publications.html>).

Question 1610 (13.12.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant le **projet pilote « Télétravail »** :

Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, sur base de l'étude Rifkin, a lancé en octobre 2017 un projet pilote « Télétravail » devant permettre aux agents concernés un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Une première évaluation en 2018 a montré un intérêt croissant et une grande satisfaction parmi la centaine de participants au projet pilote.

Ceci a incité le ministre à prolonger le projet pilote et à préparer entre-temps une adaptation du cadre législatif et réglementaire actuel.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique si entre-temps un bilan définitif du projet pilote a pu être tiré.

- Les adaptations législatives et réglementaires ont-elles été élaborées et quelles sont, le cas échéant, les modifications par rapport à la situation actuelle ?

Réponse (15.01.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Les résultats des évaluations de la première phase du projet pilote « Télétravail », s'étalant d'octobre 2017 à juin 2018 et regroupant une centaine d'agents issus de onze entités organisationnelles, ont été analysés et résumés dans un rapport, élaboré par l'Observatoire de la fonction publique.

Deux types d'évaluation ont été appliqués :

- une évaluation du bien-être, de la performance et de la perception de l'ambiance de travail au niveau des agents pilotes, sous forme de bilan hebdomadaire, sur une durée de six mois (octobre 2017 à mars 2018),

- une évaluation de la satisfaction, des changements organisationnels et des impacts globaux du télétravail sur l'entité administrative et/ou l'unité organisationnelle, au niveau des agents pilotes, de leur supérieur hiérarchique et de leurs collègues, sous forme de questionnaire, réalisée au cours des mois d'avril et mai 2018.

Les résultats de ces quatre jeux de données ont été positifs, tant du côté des télétravailleurs que des supérieurs hiérarchiques, les collègues des télétravailleurs étant neutres à positifs vis-à-vis de cette nouvelle forme de travail.

Les télétravailleurs pilotes ont soulevé une amélioration de leur bien-être, couplée à une augmentation de leur performance individuelle. La suppression des trajets domicile-bureau, résultant dans un gain de temps considérable, a été ressentie comme particulièrement positive.

Les supérieurs hiérarchiques encadrant des télétravailleurs, demandés plus spécifiquement sur d'éventuelles adaptations managériales, ont répondu qu'ils étaient très satisfaits de cette nouvelle forme de travail qui pouvait être vue non seulement comme un facteur de motivation pour les membres de leur équipe, mais aussi comme facteur d'attractivité pour attirer de nouveaux talents.

Les collègues, quant à eux, décrivent une situation neutre à positive ; ils estiment néanmoins que le télétravail peut avoir des effets positifs sur l'organisation de travail et deux tiers des sondés envisageraient d'essayer eux-mêmes le télétravail.

Compte tenu de ces résultats positifs, le Ministère de la Fonction publique estime que la réglementation relative au télétravail, à savoir le règlement grand-ducal du 10 octobre 2012 déterminant les conditions relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique, doit être adaptée afin d'élargir le périmètre de la population d'agents éligibles au télétravail.

Parallèlement, le Ministère de la Fonction publique souhaite mettre à disposition des entités organisationnelles un guide d'accompagnement en matière de télétravail ainsi que différents outils et documents de support afin de garantir que l'implémentation du télétravail dans la fonction publique luxembourgeoise se réalise de manière optimale.

Tant les travaux relatifs aux adaptations réglementaires que ceux portant sur l'élaboration du guide sont actuellement en cours au sein de mon Ministère et devraient être finalisés au cours du premier semestre 2020.

Question urgente 1980 (09.03.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** (*CSV*) concernant les **excursions et voyages scolaires dans le cadre de l'épidémie du coronavirus 2019-nCoV (Covid-19)** :

Les excursions et voyages scolaires à l'étranger font souvent partie du cursus scolaire, et ce notamment à la fin du deuxième trimestre. Dans le cadre de l'actuelle expansion du coronavirus, la France a décidé de suspendre tous les voyages scolaires à l'étranger jusqu'à nouvel ordre.

Dans la mesure où un certain nombre de classes scolaires ont prévu de partir en stages de ski dans les semaines qui viennent, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles instructions ont été émises par le Ministère de l'Éducation aux autorités scolaires dans ce contexte ?

2) Le Ministère de la Santé recommande-t-il l'annulation des excursions et voyages à l'étranger par les écoles/lycées ?

3) En cas d'annulation, qui prendra en charge les coûts engendrés ?

Réponse commune (16.03.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) + 2) Au vu de l'évolution de la situation, tous les voyages scolaires sont annulés avec effet immédiat et jusqu'à nouvel ordre.

ad 3) Il n'est pas possible d'apporter une réponse générale aux questions financières liées à l'annulation d'un voyage scolaire ; pour chaque cas, il est renvoyé aux clauses du contrat entre l'organisateur et le prestataire.

Question urgente 2004 (12.03.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** (*ADR*) concernant la **circulaire du Service de santé au travail multisectoriel concernant des mesures de quarantaine** :

An enger Circulaire vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) ass ze liesen, datt e Patron, deen decidéiert, en Ugestallten - deen aus engem Land oder enger Regioun kënnt, déi a Besuch op de Coronavirus engem héije Risiko ënnerleien - net schaffen ze loossen, d'ëst iwwer eng Dispens maache muss an domat d'Käschte fir d'Ausfale vum Ugestallte selwer droe muss. Hei de genaue Wuertlaut:

« La mise en quarantaine peut uniquement être décidée par l'Inspection sanitaire (tél. : 24785650).

Si l'entreprise décide de ne pas laisser travailler quelqu'un qui vient d'un pays ou zone à risques, l'employeur doit émettre une dispense de service. En aucun cas, ces absences ne sont couvertes par un congé de maladie ni ne peuvent être déduites des congés payés. »

An dësem Kontext wéilt mir dem Här Wirtschaftsmminister an der Madamm Gesondheitsminister gär follgend Froen stellen:

1. Wéi séier entscheet d'Inspection sanitaire iwwer eng Quarantänsmoosnam?

2. Ass et méiglech, am Virfeld vun enger geschäftlecher Delegatioun an e Risikogebitt eng séier Prozedur mat der Sanitärinspektioun ze vereinbaren?

3. Firwat gi Patronen, déi hir Responsabilitéit huelen an hir Ugestallten a Clientë wëlle schützen, finanziell gestrooft?

4. Wann d'Inspection sanitaire fir e Betrib, an deem de Patron schonn Ugestallter aus Virsicht heemgeschéckt huet, eng Quarantän decidéiert, ginn dann op d'mannst dem Patron seng Virsichtsmoosname finanziell ofgedeckt a kritt hie seng Aboussen nodréiglech finanziell ersat?

5. Wéi kënnt d'Inspection sanitaire zu dëser rigider Haltung? Ass dat e Beschloss vun der Regierung, dem zoustännege Ministère oder vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) selwer?

Réponse commune (17.03.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Äntwert op dës parlamentaresch Fro ass deelweis net méi d'actualité, well d'Situatioun zu Lëtzebuerg zanter e puer Deeg komplett changéiert huet.

Am Prinzip setzt d'Inspection sanitaire all Persoun a Quarantän, déi am direkten oder enke Kontakt (manner wéi zwee Meter, fir méi wéi 15 Minuten) mat enger Persoun war, déi eng confirméiert Covid-19-Infektioun hat. D'Quarantän gëtt elo awer an der aktueller Phas duerch eng Autoquarantän ersat, dës betrëfft dann awer nëmme méi Leit, déi ënnert dem selwechten Daach wéi e Kranke liewen oder mat him intime Kontakt haten. Dës Quarantän gëtt dann och net méi formell duerch d'Inspection sanitaire ausgeschwat.

Fir den Europäeschen Zentrum fir d'Prevention an d'Kontroll vu Krankheeten existéiert d'Notioun vu Risikogebitt fir de Covid-19 net méi. D'Weltgesundheitsorganisatioun huet och elo d'Pandemie ausgeruff, dat heescht, dass de Virus weltwäit verbreet ass. An deem Sënn muss een iwwerall op der Welt déi selwecht Virsichtsmoosnamen huelen (gestes barrières).

D'Betribler kënnen iwwer déi offiziell Quarantänbestëmmungen erausgoen, dann ass dat hir Decisioun a si ginn dann dem Personal eng „dispense de travail“. Dës ass net vun engem Krankeschäin ofgedeckt.

Wann d'Inspection sanitaire eng Quarantän ordonéiert, da kritt de Salaré en „certificat d'incapacité de travail“ vun hinnen ausgestallt.

D'Inspection sanitaire huet d'Reegelen appliquéiert, déi international recommandéiert waren, ier d'Pandemie ausgeruff wor.